

101343802

SG/SG/

**L'AN DEUX MILLE VINGT TROIS,
LE VINGT ET UN AOÛT**

**A MAREUIL-SUR-LAY-DISSAIS (Vendée), 94, rue de Boulaye, au siège de
l'Office Notarial, ci-après nommé,**

**Maître Stéphanie VERDOOLAEGHE-GIROD, Notaire soussigné, membre
de la Société Civile Professionnelle « Maître Franck BARON, Maître Stéphanie
VERDOOLAEGHE-GIROD, Notaires associés », titulaire d'un Office Notarial à
MAREUIL-SUR-LAY-DISSAIS (Vendée), 94, rue de la Boulaye,**

**Avec la participation de Maître Eric EMILLE, Notaire associé à LA
ROCHE-SUR-YON, assistant LE VENDEUR,**

Ici présent

**A RECU LA PRESENTE VENTE à la requête des parties ci-après
identifiées.**

Cet acte comprend deux parties pour répondre aux exigences de la publicité
foncière, néanmoins l'ensemble de l'acte et de ses annexes forme un contrat
indissociable et unique.

La première partie dite "partie normalisée" constitue le document
hypothécaire normalisé et contient toutes les énonciations nécessaires tant à la
publication au fichier immobilier qu'à la détermination de l'assiette et au contrôle du
calcul de tous impôts, droits et taxes.

La seconde partie dite "partie développée" comporte des informations,
dispositions et conventions sans incidence sur le fichier immobilier.

PARTIE NORMALISEE

IDENTIFICATION DES PARTIES

VENDEUR

Monsieur Sébastien Jacques Michel **PEAN**, gérant de société, et Madame
Sophie Bernadette Marie **VINET**, gérante de société, demeurant ensemble à
AUBIGNY-LES CLOUZEUX (85430) 11 Bis La Renardière.

Monsieur est né à LA ROCHE-SUR-YON (85000) le 8 mai 1971,

Madame est née à LA ROCHE-SUR-YON (85000) le 2 avril 1969.

Mariés à la mairie de AUBIGNY (85430) le 20 juin 1998 sous le régime de la séparation de biens pure et simple défini par les articles 1536 et suivants du Code civil aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Henri PELLETIER, notaire à LA-ROCHE-SUR-YON, le 5 juin 1998 et actuellement soumis au régime de la communauté universelle aux termes d'un acte de changement de régime matrimonial reçu par Maître Eric EMILLE, notaire à LA ROCHE-SUR-YON, le 29 décembre 2006 homologué suivant jugement rendu par le Tribunal de grande Instance de LA ROCHE-SUR-YON le 23 octobre 2007 et mentionné en marge de leur acte de mariage le 9 mai 2008.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

Monsieur est de nationalité française.

Madame est de nationalité française.

Résidents au sens de la réglementation fiscale.

ACQUEREUR

Madame Jacqueline Marie Thérèse **PIERROT**, retraitée, demeurant à VALLET (44330) 323 Les Courrères.

Née à DIJON (21000), le 28 novembre 1956.

Veuve de Monsieur **LANSIAUX** Michel Robert Yves et non remariée.

Non liée par un pacte civil de solidarité.

De nationalité française.

Résidente au sens de la réglementation fiscale.

Madame Lauréline Anne Caroline **LANSIAUX**, chef d'entreprise, demeurant à VALLET (44330) 323 Les Courrères.

Née à NOUMEA (98800) le 17 octobre 1984.

Célibataire.

Non liée par un pacte civil de solidarité.

De nationalité française.

Résidente au sens de la réglementation fiscale.

QUOTITES ACQUISES

Madame Jacqueline LANSIAUX acquiert la pleine propriété indivise des **BIENS** objet de la vente à concurrence de 40%.

Madame Lauréline LANSIAUX acquiert la pleine propriété indivise des **BIENS** objet de la vente à concurrence de 60%.

PRETEUR

La Société dénommée **CAISSE DE CREDIT MUTUEL DE LA ROCHE MOLIERE**, société coopérative de crédit à capital variable et à responsabilité statutairement limitée dont le siège est à LA ROCHE-SUR-YON (85000), 23 boulevard Aristide Briand, identifiée au SIREN sous le numéro 786444505 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LA ROCHE-SUR-YON.

Intervenant dans le cadre du financement du prix tel qu'il sera expliqué ci-après.

PRESENCE - REPRESENTATION

- Monsieur Sébastien PEAN et Madame Sophie VINET, sont présents à l'acte.
- Madame Jacqueline PIERROT est présente à l'acte.
- Madame Lauréline LANSIAUX est présente à l'acte.

- La Société dénommée CAISSE DE CREDIT MUTUEL DE LA ROCHE MOLIERE est représentée à l'acte par Madame Corinne PERRAUD, comptable, domiciliée professionnellement 94 Rue de la Boulaye 85320 MAREUIL-SUR-LAY-DISSAIS, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par Madame Linda HERVOUET aux termes d'une délégation de pouvoirs faite à LA ROCHE-SUR-YON en date du 02 juin 2023. Madame Linda HERVOUET, gestionnaire d'activités, agissant elle-même en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par Monsieur Jean-Pierre MORIN, Directeur Général de la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Océan en vertu d'une procuration à mandataire faite à La ROCHE-SUR-YON en date du 17 avril 2023.

DECLARATIONS DES PARTIES SUR LEUR CAPACITE

Les parties, et le cas échéant leurs représentants, attestent que rien ne peut limiter leur capacité pour l'exécution des engagements qu'elles prennent aux présentes, et elles déclarent notamment :

- Que leur état civil et leurs qualités indiqués en tête des présentes sont exacts.
- Qu'elles ne sont pas en état de cessation de paiement, de rétablissement professionnel, de redressement ou liquidation judiciaire ou sous procédure de sauvegarde des entreprises.
- Qu'elles n'ont pas été associées dans une société mise en liquidation judiciaire suivant jugement publié depuis moins de cinq ans et dans laquelle elles étaient tenues indéfiniment et solidairement du passif social ou seulement conjointement, le délai de cinq ans marquant la prescription des actions de droit commun et de celle en recouvrement à l'endroit des associés (BOI-REC-SOLID-20-10-20-20120912).
- Qu'elles ne sont concernées :
 - Par aucune des mesures légales relatives aux personnes protégées qui ne seraient pas révélées aux présentes.
 - Par aucune des dispositions de la loi n°89-1010 du 31 décembre 1989 sur le règlement amiable et le redressement judiciaire civil et notamment par le règlement des situations de surendettement, sauf là aussi ce qui peut être spécifié aux présentes.
 - Et pour l'acquéreur spécialement qu'il n'est, ni à titre personnel, ni en tant qu'associé ou mandataire social, soumis à l'interdiction d'acquérir prévue par l'article 225-26 du Code pénal.

DOCUMENTS RELATIFS A LA CAPACITE ET A LA QUALITE DES PARTIES

Les pièces suivantes ont été produites à l'appui des déclarations des parties sur leur capacité :

Concernant Monsieur Sébastien PEAN

- Extrait d'acte de naissance.
- Extrait d'acte de mariage.
- Compte rendu de l'interrogation du site bodacc.fr.

Concernant Madame Sophie VINET

- Extrait d'acte de naissance.
- Extrait d'acte de mariage.
- Compte rendu de l'interrogation du site bodacc.fr.

Concernant Madame Jacqueline PIERROT

- Extrait d'acte de naissance.

- Bulletin numéro 2 du casier judiciaire ne révélant aucune interdiction d'acquérir.
- Compte rendu de l'interrogation du site bodacc.fr.

Concernant Madame Lauréline LANSIAUX

- Extrait d'acte de naissance.
- Bulletin numéro 2 du casier judiciaire ne révélant aucune interdiction d'acquérir.
- Compte rendu de l'interrogation du site bodacc.fr.

Ces documents ne révèlent aucun empêchement des parties à la signature des présentes.

EXPOSE

TERMINOLOGIE

Le vocable employé au présent acte est le suivant :

- Le mot "**VENDEUR**" désigne le ou les vendeurs, présents ou représentés. En cas de pluralité, les vendeurs contracteront les obligations mises à leur charge aux termes des présentes solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit nécessairement rappelée à chaque fois.
- Le mot "**ACQUEREUR**" désigne le ou les acquéreurs, présents ou représentés. En cas de pluralité, les acquéreurs contracteront les obligations mises à leur charge aux termes des présentes solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit nécessairement rappelée à chaque fois.
- Les mots "**LES PARTIES**" désignent ensemble le **VENDEUR** et l'**ACQUEREUR**.
- Le mot "**PRETEUR**" désignera le ou les prêteurs de fonds permettant le financement de tout ou partie de l'acquisition et, le cas échéant, celui de travaux.
- Le mot "**IMMEUBLE**", "**BIENS**" ou "**BIEN**" désignera les immeubles.
- Les mots "**biens mobiliers**" ou "**mobilier**", désigneront indifféremment, s'il en existe, les meubles et objets mobiliers se trouvant dans les immeubles et vendus avec ceux-ci.
- Le mot "annexe" désigne tout document annexé. Les annexes forment un tout indissociable avec l'acte. Il est précisé que les pièces mentionnées comme étant annexées sont des copies numérisées.

NATURE ET QUOTITE DES DROITS IMMOBILIERS

Le **VENDEUR** vend pour sa totalité en pleine propriété à l'**ACQUEREUR**, qui accepte, le **BIEN** dont la désignation suit.

IDENTIFICATION DU BIEN

DESIGNATION

A AUBIGNY-LES CLOUZEUX (VENDÉE) 85430 11 Bis Lieu-dit La Renardière,

Une maison d'habitation comprenant:

-au rez-de-chaussée: vaste pièce de vie avec cheminée insert, cuisine aménagée et équipée, salon, quatre chambres dont deux avec salle d'eau, wc, salle de cinéma avec écran et vidéo projecteur

-à l'étage: bureau en mezzanine, suite parentale avec dressing

Piscine chauffée. Pergola. Terrasse. Garage. Buanderie. Auvent. Abri de jardin. Jardin.

Figurant ainsi au cadastre :

Préfixe	Section	N°	Lieudit	Surface
069	YD	209	11B La Renardière	00 ha 30 a 47 ca

Tel que le **BIEN** existe, avec tous droits y attachés, sans aucune exception ni réserve.

Un extrait de plan cadastral est annexé.

Précision étant ici faite que les parcelles cadastrées section 69 YD numéros 57 (anciennement 69 B 1814) et 148 (anciennement 69 B 1817 et 1819) ont été réunies en 69 YD 209 suivant procès-verbal de cadastre n°4898 publié au service de la publicité foncière de LA ROCHE SUR YON le 10 novembre 2011, volume 2011P, numéro 9898.

Observations concernant la surface et les limites

Le **BIEN** est désigné par ses références cadastrales et figure en teinte verte sur le plan annexé.

La contenance cadastrale est généralement obtenue par mesures graphiques relevées sur le plan cadastral à partir des limites y figurant.

Cette contenance et ces limites n'ont qu'une valeur indicative, le cadastre n'étant pas un document à caractère juridique mais un document à caractère fiscal servant essentiellement au calcul de l'impôt.

La superficie réelle est obtenue à partir des mesures prises sur le terrain et entre les limites réelles, c'est-à-dire définies avec les propriétaires riverains. Seules les limites et superficies réelles déterminées par un géomètre-expert sont garanties.

L'**ACQUEREUR** déclare en avoir été informé, et qu'il a la possibilité, s'il le désire, de demander à ses frais à un géomètre-expert la détermination des limites et la superficie réelle.

Cette intervention éventuelle ne remettra pas en cause les engagements résultant des présentes.

IDENTIFICATION DES MEUBLES

Les parties déclarent que la vente ne comprend ni meubles ni objets mobiliers à l'exception de ceux indiqués au paragraphe « DESIGNATION » ci-dessus que les parties n'entendent pas valoriser. Le détail de l'électroménager demeure dans la facture ci-jointe. L'extension de garantie est joint aux présentes.

USAGE DU BIEN

Le **VENDEUR** déclare que le **BIEN** est actuellement à usage d'habitation.

L'**ACQUEREUR** entend conserver cet usage.

EFFET RELATIF

-le terrain :

Acquisition suivant acte reçu par Maître Eric EMILLE notaire à LA ROCHE-SUR-YON le 9 janvier 2009 publié au service de la publicité foncière de LA ROCHE-SUR-YON le 6 mars 2009, volume 2009P, numéro 1963.

Une attestation rectificative a été établie par le notaire le 20 février 2009 et publiée au service de la publicité foncière de LA ROCHE-SUR-YON le 25 mars 2009 volume 2009P numéro 2581.

-les constructions :

Pour les avoir faites édifier en vertu des autorisations d'urbanisme ci-dessous précisées.

CHARGES ET CONDITIONS LIEES AU CALCUL DE L'IMPOT

Les charges et conditions ne donnant pas lieu à taxation figurent en partie développée de l'acte.

Les frais de la vente et ceux qui en seront la suite et la conséquence sont à la charge exclusive de l'**ACQUEREUR** qui s'y oblige.

PROPRIETE JOUISSANCE

L'**ACQUEREUR** est propriétaire du **BIEN** à compter de ce jour.

Il en a la jouissance à compter du même jour par la prise de possession réelle, les parties déclarant que le **BIEN** est entièrement libre de location ou occupation et encombrements quelconques.

PRIX

La vente est conclue moyennant le prix de **HUIT CENT MILLE EUROS (800 000,00 EUR)**.

FINANCEMENT PAR UN PRET

Le **PRETEUR** et l'**ACQUEREUR** sont liés par un contrat de prêt résultant d'une offre prévue par l'article L 313-24 du Code de la consommation en date du 16 mai 2023, reçue le 16 mai 2023 et acceptée par lui le 30 mai 2023, dont un exemplaire est annexé, ainsi qu'un échéancier prévisionnel des amortissements détaillant pour chaque échéance la répartition du remboursement des intérêts et du capital. Etant fait observer à l'**ACQUEREUR** que le **PRETEUR** devra lui remettre un échéancier définitif dès qu'il sera en mesure de l'établir.

OBLIGATION DE REMBOURSEMENT

L'**ACQUEREUR** s'oblige à rembourser en principal et intérêts l'emprunt dont les caractéristiques sont ci-après énoncées.

Caractéristiques du prêt

Le prêt consenti aux conditions particulières suivantes :

Nature du prêt : PRET ORDINAIRE IMMOBILIER n°15519 39031 00024117401

Montant du prêt en principal : TROIS CENT MILLE EUROS (300 000,00 EUR)

Montant du prêt garanti par l'inscription d'hypothèque légale spéciale du prêteur de deniers : TROIS CENT MILLE EUROS (300 000,00 EUR)

Durée : 180 mois

Remboursement : mensuel

Echéances :

- première échéance au plus tard le : 5 septembre 2023
- dernière échéance au plus tard le : 5 août 2038

Date de péremption de l'inscription : CINQ AOÛT DEUX MIL TRENTE-NEUF

Taux, hors assurance, de 3,19 % l'an
Le taux annuel effectif global ressort à 3,70 % l'an

VERSEMENT DU PRET – PROMESSE D'EMPLOI

La somme de TROIS CENT MILLE EUROS (300 000,00 EUR) représentant le montant emprunté affecté au paiement du prix, a été reçue par le notaire soussigné et a été remise ce jour à l'**ACQUEREUR** qui promet de l'employer au financement de l'acquisition.

L'**ACQUEREUR** est avisé qu'un titre exécutoire sera délivré au **PRETEUR** qui pourra, le cas échéant, le poursuivre judiciairement sans qu'il ait besoin d'un jugement.

PAIEMENT DU PRIX

L'**ACQUEREUR** a payé le prix comptant ce jour ainsi qu'il résulte de la comptabilité de l'office notarial dénommé en tête des présentes au **VENDEUR**, qui le reconnaît et lui en consent quittance sans réserve.

DONT QUITTANCE

DECLARATION D'ORIGINE DES FONDS

L'**ACQUEREUR** déclare que ce paiement est effectué :

- à concurrence de TROIS CENT MILLE EUROS (300 000,00 EUR) au moyen des fonds empruntés comme il est dit ci-dessus,
- à concurrence du surplus au moyen de fonds propres, sommes disponibles à sa libre et entière disposition.

Il fait cette déclaration pour constater l'origine des fonds conformément à l'engagement qu'il a pris ci-dessus envers le **PRETEUR**.

HYPOTHEQUE LEGALE SPECIALE DU PRETEUR DE DENIERS

Par suite de la promesse d'emploi, de l'origine des fonds ainsi que de la quittance figurant au présent acte authentique, le **PRETEUR** se trouve investi sur le **BIEN** de l'hypothèque légale spéciale du prêteur de deniers prévue par les dispositions de l'article 2402 2° du Code civil, à concurrence de la somme égale à la partie du prix payée au moyen des fonds prêtés en principal, intérêts, frais, indemnités et accessoires.

L'hypothèque bénéficiant au **PRETEUR** sera conservée par l'inscription qui sera prise à son profit, conformément aux dispositions des articles 2421 et suivants du code civil.

Cette inscription n'aura pas d'effet rétroactif, elle prendra rang à sa date de publication au service de la publicité foncière.

DUREE DES INSCRIPTIONS

L'inscription sera requise avec effet jusqu'à une date postérieure d'une année à celle de la dernière échéance, soit pour la CAISSE DE CREDIT MUTUEL DE LA ROCHE MOLIERE :

- jusqu'au 5 août 2039, en ce qui concerne le prêt d'un montant de TROIS CENT MILLE EUROS (300 000,00 EUR).

PUBLICATION

L'acte sera publié au service de la publicité foncière de LA ROCHE-SUR-YON.

DECLARATIONS FISCALES

IMPOT SUR LA PLUS-VALUE

L'immeuble est entré dans le patrimoine du **VENDEUR** :

Acquisition suivant acte reçu par Maître Eric EMILLE, notaire à LA ROCHE-SUR-YON le 9 janvier 2009 pour une valeur de cent quarante-cinq mille euros (145 000,00 eur).

Cet acte a été publié au service de la publicité foncière de LA ROCHE-SUR-YON le 6 mars 2009 volume 2009P, numéro 1963.

Exonération de l'impôt sur les plus-values immobilières en vertu de l'article 150 U II 1° du Code général des impôts

Le **VENDEUR** déclare que les présentes portent sur sa résidence principale, c'est-à-dire sa résidence effective et habituelle.

Par suite, il bénéficie de l'exonération de l'impôt sur les plus-values conformément aux dispositions de l'article 150 U II 1° du Code général des impôts.

Il s'engage à produire tout élément précis et circonstancié quant à l'effectivité de l'utilisation du **BIEN** comme résidence principale, et ce si l'administration venait à lui demander des éléments de preuve.

En conséquence, le notaire est dispensé de déposer l'imprimé 2048-IMM-SD.

DOMICILE FISCAL

Pour le contrôle de l'impôt, le **VENDEUR** déclare être effectivement domicilié à l'adresse susvisée, dépendre actuellement du centre des finances publiques de LA ROCHE SUR YON – Cité Administrative - 85000 LA ROCHE SUR YON et s'engage à signaler à ce centre tout changement d'adresse.

IMPOT SUR LA MUTATION

Le **VENDEUR** et l'**ACQUEREUR** indiquent ne pas agir aux présentes en qualité d'assujettis en tant que tels à la taxe sur la valeur ajoutée au sens de l'article 256 du Code général des impôts.

Les présentes seront soumises au tarif de droit commun en matière immobilière tel que prévu par l'article 1594D du Code général des impôts.

L'assiette des droits est de HUIT CENT MILLE EUROS (800 000,00 EUR).

DROITS

				<u>Mt à payer</u>
<i>Taxe</i>				
<i>départementale</i>	x	4,50 %	=	36 000,00
800 000,00				
<i>Taxe communale</i>				
800 000,00	x	1,20 %	=	9 600,00
<i>Frais d'assiette</i>				
36 000,00	x	2,37 %	=	853,00
TOTAL				46 453,00

CONTRIBUTION DE SECURITE IMMOBILIERE

En fonction des dispositions de l'acte à publier au fichier immobilier, la contribution de sécurité immobilière représentant la taxe au profit de l'État telle que fixée par l'article 879 du Code général des impôts s'élève à la somme :

Type de contribution	Assiette (€)	Taux	Montant (€)
Contribution proportionnelle taux plein	800 000,00	0,10%	800,00

FIN DE PARTIE NORMALISÉE

PARTIE DEVELOPPEE

EXPOSE

ENVOI DU PROJET D'ACTE

Un projet du présent acte a été adressé le 27 juillet 2023 par le notaire soussigné à l'ACQUEREUR et au conseil du VENDEUR, à savoir Maître Eric EMILLE, qui le reconnaissent et déclarent en avoir pris connaissance dès avant ce jour.

Ils précisent que ce projet ne contient aucune modification substantielle relative à la teneur des engagements pris par les parties dans l'avant-contrat conclu entre elles.

PURGE DU DROIT DE RETRACTATION

Les parties ont conclu, en vue de la réalisation de la vente, un avant-contrat sous signatures privées en date à MAREUIL-SUR-LAY-DISSAIS du 24 mars 2023.

En vertu des dispositions de l'article L 271-1 du Code de la construction et de l'habitation, les **BIENS** étant destinés à l'habitation et l'**ACQUEREUR** étant un non-professionnel de l'immobilier, ce dernier bénéficiait de la faculté de se rétracter.

La notification de l'acte par lettres recommandées avec accusé de réception a été faite à chacun des acquéreurs le 24 mars 2023 et leur première présentation a eu lieu le 25 mars 2023.

Aucune rétractation n'est intervenue de la part des acquéreurs dans le délai légal.

Une copie des lettres de notification ainsi que les accusés de réception sont annexés.

FINANCEMENT

CONDITIONS DE L'EMPRUNT

Le financement des présentes a été effectué avec le concours de fonds empruntés ainsi qu'il est indiqué en partie normalisée de l'acte.

Les caractéristiques ainsi que les conditions de ce financement sont rapportées tant dans l'acte lui-même que dans ses annexes.

Ces caractéristiques et conditions ont été définies directement entre l'**ACQUEREUR** et le **PRETEUR**, sans le concours du notaire.

En conséquence, L'ACQUEREUR dispense expressément le notaire soussigné de les rapporter ici.

TRANSPORT D'INDEMNITE D'ASSURANCES

En cas d'incendie total ou partiel des **BIENS** et constructions compris dans la présente vente, avant la complète libération de l'**ACQUEREUR**, le **PRETEUR** exercera sur l'indemnité allouée par la compagnie d'assurances les droits résultant au profit des créanciers privilégiés et hypothécaires de la Loi du 13 juillet 1930. A cet effet, l'**ACQUEREUR** cède et transporte au profit du **PRETEUR**, qui accepte, une somme égale à la partie du prix payée au moyen de deniers prêtés par lui en principal, et accessoires à prendre par préférence et antériorité à lui-même dans le montant de l'indemnité dont il s'agit.

Le **PRETEUR** pourra recevoir cette indemnité directement sur sa simple quittance, hors la présence et le concours de l'**ACQUEREUR**.

Notification des présentes avec opposition au paiement de l'indemnité sera faite à la compagnie d'assurances intéressée à la diligence du notaire et aux frais de l'**ACQUEREUR**.

Etant ici précisé que le bien vendu est assuré contre l'incendie.

CONDITIONS ET DECLARATIONS GENERALES

GARANTIE CONTRE LE RISQUE D'EVICION

Le **VENDEUR** garantit l'**ACQUEREUR** contre le risque d'éviction conformément aux dispositions de l'article 1626 du Code civil.

A ce sujet le **VENDEUR** déclare :

- qu'il n'existe à ce jour aucune action ou litige en cours pouvant porter atteinte au droit de propriété,
- qu'il n'y a eu aucun empiètement sur le fonds voisin,
- que le **BIEN** ne fait l'objet d'aucune injonction de travaux,
- qu'il n'a conféré à personne d'autre que l'**ACQUEREUR** un droit quelconque sur le **BIEN** pouvant empêcher la vente,
- subroger l'**ACQUEREUR** dans tous ses droits et actions relatifs au **BIEN**.

GARANTIE DE JOUISSANCE

Le **VENDEUR** déclare qu'il n'a pas délivré de congé à un ancien locataire lui permettant d'exercer un droit de préemption.

GARANTIE HYPOTHECAIRE

Le **VENDEUR** s'oblige, s'il existe un ou plusieurs créanciers hypothécaires inscrits, à régler l'intégralité des sommes pouvant leur être encore dues, à rapporter à ses frais les certificats de radiation des inscriptions, et à en justifier auprès de l'**ACQUEREUR**.

Un état hypothécaire délivré le 27 mars 2023 et certifié à la date du 23 mars 2023 révèle :

- Une inscription de privilège de prêteur de deniers prise au profit de Crédit Mutuel du Château D'Olonne, pour sureté de la somme en principal de cent vingt-cinq mille euros (125 000,00 eur), inscrite au service de la publicité foncière de LA ROCHE-SUR-YON le 6 mars 2009, volume 2009V, n°01056, bordereau rectificatif du 20 mars 2009 inscrit au service de la publicité foncière de LA ROCHE-SUR-YON, le 25 mars 2009, volume 2009V, n°1347 avec effet jusqu'au 5 janvier 2030.
- Une inscription de privilège de prêteur de deniers prise au profit de Crédit Mutuel du Château D'Olonne, pour sureté de la somme en principal de deux cent mille euros (200 000,00 eur), inscrite au service de la publicité foncière de LA ROCHE-SUR-YON le 6 mars 2009, volume 2009V, n°01057, bordereau rectificatif du 20 mars 2009 inscrit au service de la publicité foncière de LA ROCHE-SUR-YON, le 25 mars 2009, volume 2009V, n°1348 avec effet jusqu'au 5 janvier 2030.
- Une inscription d'hypothèque conventionnelle prise au profit de Crédit Mutuel du Château D'Olonne, pour sureté de la somme en principal de cent quarante mille euros (140 000,00 eur), inscrite au service de la publicité foncière de LA ROCHE-SUR-YON le 07 octobre 2011, volume 2011V, n°06674, bordereau rectificatif du 07 février 2012 inscrit au service de la publicité foncière de LA ROCHE-SUR-YON, le 09 février 2012, volume 2012V, n°1117 avec effet jusqu'au 05 juillet 2028.

Par courrier en date du 15 avril 2023 annexé, le créancier a donné son accord de mainlevée contre paiement de la somme de 99 502,08 eur, 26 875,13 eur et 27 291,77 eur, décompte arrêté au 31 août 2023. Le **VENDEUR** donne l'ordre à son notaire de régler au créancier la somme susvisée et d'établir, à ses frais, l'acte de mainlevée, le tout par prélèvement sur le prix de la vente.

Étant précisé que cet état a été régulièrement prorogé et délivré le 27 juillet 2023.

Le **VENDEUR** déclare que la situation hypothécaire est identique à la date de ce jour et n'est susceptible d'aucun changement.

SERVITUDES

L'**ACQUEREUR** profite ou supporte les servitudes ou les droits de jouissance spéciale, s'il en existe.

Le **VENDEUR** déclare :

- ne pas avoir créé ou laissé créer de servitude ou de droit de jouissance spéciale qui ne seraient pas relatés aux présentes,
- qu'à sa connaissance, il n'existe pas d'autres servitudes ou droits de jouissance spéciale que celles ou ceux résultant, le cas échéant, de l'acte, de la situation naturelle et environnementale des lieux et de l'urbanisme **et à l'exception de :**

« RAPPEL DE SERVITUDE

Aux termes de l'acte reçu par Maître Eric EMILLE, notaire à LA ROCHE SUR YON, le 7 janvier 2009, dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de LA ROCHE SUR YON, il a été procédé à l'annulation de la servitude créée par l'acte du 08 juin 2006 et à la création de la servitude ci-après littéralement rapportée :

• CREATION DE SERVITUDES

« Fonds servant : Parcelle cadastrée section B numéro 1815 d'une contenance de 8055m, propriété de Monsieur BEIGNON

Effet relatif :

« Attestation immobilière suivant acte reçu par Maître Henri PELLETIER « notaire à LA ROCHE SUR YON le 22 mai 1987 dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de LA ROCHE SUR YON le 6 juillet 1987, volume 7376, numéro 6

« Attestation immobilière suivant acte reçu par Maître Henri PELLETIER notaire à LA ROCHE SUR YON, le 21 avril 1997, dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de LA ROCHE SUR YON le 29 mai 1997 volume 1997P numéro 4003.

« Licitacion, suivant acte reçu par Maître Henri PELLETIER notaire à LA ROCHE SUR YON, le 13 août 1997 dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de LA ROCHE SUR YON le 3 octobre 1997 volume 1997 P numéro 7471.

« Fonds dominant : Parcelles cadastrées section B numéros 1814, 1817 et 1819, propriété de la société BONNIN IMMOBILIER,

« Effet relatif :

« Acquisition suivant acte reçu par Maître Eric EMILLE notaire à LA ROCHE SUR YON le 3 juillet 2006 dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de LA ROCHE SUR YON le 26 juillet

2006, volume 2006 P, numéro 7912, suivi d'une attestation rectificative, publié le 18 octobre 2006, volume 2006 P, numéro 1062.7

« Les parties conviennent de créer sur le fonds servant, au profit du fonds dominant, à titre réel, perpétuel et sans indemnité, une servitude de passage à tout usage et exercice, d'une largeur de 8 mètres, ainsi qu'une servitude d'aqueduc pour le passage de toute canalisation nécessaire aux différents réseaux d'alimentation en eau, électricité, téléphone, assainissement etc...

- Cette servitude est matérialisée en bleu au plan qui demeurera joint et annexé aux présentes après mention.

Le propriétaire du fonds dominant aura la possibilité d'installer à ses frais sur l'emprise dudit passage, tout poteau nécessaire à la desserte en électricité, les fosses «nécessaires à l'implantation du compteur d'eau et l'évacuation des eaux usées et pluviale, ainsi que tout dispositif nécessaire à la mise en place d'un compteur électrique et de la ligne téléphonique.

L'entretien de ce passage se fera à frais communs entre les propriétaires des fonds servant et dominant.

La remise en état de l'assiette du passage, à la suite de travaux exécutés dans le cadre de l'objet de ladite servitude, sera supportée par celui, propriétaire du fonds « servant ou du fonds dominant, qui les aura engagés.

Pour la perception du salaire de Monsieur le Conservateur des hypothèques la présente servitude est évaluée à 15 euros. »

Egalement l'acquéreur déclare avoir connaissance de la servitude créée aux termes d'un acte reçu le 09 janvier 2009 par Me EMILLE notaire à LA ROCHE-SUR-YON et ci-après littéralement transcrit :

« CREATION DE SERVITUDES

Sur la commune des CLOUZEUX (85)

Fonds servant: Section B numéros 1813 et 1818, propriété de la société BONNIN IMMOBILIER,

Effet relatif

Acquisition suivant acte reçu par Me Eric EMILLE notaire à LA ROCHE SUR YON le 3 juillet 2006 dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de LA ROCHE SUR YON le 26 juillet 2006, volume 2006 P, numéro 7912, suivi d'une attestation rectificative, publié le 18 octobre 2006, volume 2006 P, numéro 10627.

Acte rectificatif complémentaire reçu par Me EADLLE notaire à LA ROCHE SUR YON, le 8 septembre 2006, dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de LA ROCHE SUR YON, le 25 octobre 2006 volume 2006 P numéro 10963.

Fonds dominant : Section B numéro 1815, propriété de Monsieur BEIGNON,

Effet relatif :

Attestation immobilière suivant acte reçu par Maître Henri PELLETIER notaire à LA ROCHE SUR YON le 22 mai 1987 dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de LA ROCHE SUR YON le 6 juillet 1987, volume 7376, numéro 6.

Attestation immobilière suivant acte reçu par Maître Henri PELLETTER notaire à LA ROCHE SUR YON, le 21 avril 1997, dont une copie authentique a été

publiée au bureau des hypothèques de LA ROCHE SUR YON le 29 mai 1997 volume 1997F numéro 4003.

Licitation, suivant acte reçu par Maître Henri PELLETIER notaire à LA ROCHE SUR YON le 13 août 1997 dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de LA ROCHE SUR YON le 3 octobre 1997 volume 1997 P numéro 7471.

Les parties conviennent de créer sur le fonds servant, au profit du fonds dominant, à titre réel, perpétuel et sans indemnité, une servitude de passage d'un conducteur aérien destiné au transport de l'électricité, à partir du poteau existant sur le fonds servant, pour rejoindre le poteau installé sur le fonds dominant.

Cette servitude est matérialisée en rouge au plan qui demeurera joint et annexé aux présentes après mention.

Les propriétaires des fonds dominant et servant s'obligent, en tant que de besoin, à régulariser avec la société ERDF, toute convention nécessaire,

Dès à présent, le propriétaire du fonds servant autorise la société ERDF ou tout prestataire désignée par elle, à pénétrer sur le fonds servant pour l'installation du conducteur électrique, puis pour procéder à toute réparation ou changement qui seraient rendus nécessaires »

ETAT DU BIEN

L'**ACQUEREUR** prend le **BIEN** dans l'état où il se trouve au jour de l'entrée en jouissance, sans recours contre le **VENDEUR** pour quelque cause que ce soit notamment en raison :

- des vices apparents,
- des vices cachés.

S'agissant des vices cachés, il est précisé que cette exonération de garantie ne s'applique pas :

- si le **VENDEUR** a la qualité de professionnel de l'immobilier ou de la construction, sauf si l'**ACQUEREUR** a également cette qualité,
- ou s'il est prouvé par l'**ACQUEREUR**, dans le délai légal, que les vices cachés étaient en réalité connus du **VENDEUR**.

Toutefois, le **VENDEUR** est avisé que, s'agissant des travaux qu'il a pu exécuter par lui-même, la jurisprudence tend à écarter toute efficacité de la clause d'exonération de garantie des vices cachés.

CONTENANCE

Le **VENDEUR** ne confère aucune garantie de contenance du terrain ni de superficie des constructions.

IMPOTS ET TAXES

Impôts locaux

Le **VENDEUR** déclare être à jour des mises en recouvrement des impôts locaux.

L'**ACQUEREUR** est redevable à compter de ce jour des impôts et contributions.

La taxe d'habitation, si elle est exigible, est due pour l'année entière par l'occupant au premier jour du mois de janvier.

La taxe foncière, ainsi que la taxe d'enlèvement des ordures ménagères si elle est due, sont réparties entre le **VENDEUR** et l'**ACQUEREUR** prorata temporis en fonction du temps pendant lequel chacun aura été propriétaire au cours de cette année.

L'**ACQUEREUR** règle ce jour au **VENDEUR** qui le reconnaît, en dehors de la comptabilité de l'office notarial, les proratas de taxes foncières et, le cas échéant, de taxes d'enlèvement des ordures ménagères, déterminé par convention entre les parties sur le montant de la dernière imposition.

Ce règlement est définitif entre les parties, éteignant toute créance ou dette l'une vis-à-vis de l'autre à ce sujet, quelle que soit la modification éventuelle des taxes foncières pour l'année en cours.

Avantage fiscal lié à un engagement de location

Le **VENDEUR** déclare ne pas souscrire actuellement à l'un des régimes fiscaux lui permettant de bénéficier de la déduction des amortissements en échange de l'obligation de louer à certaines conditions.

Aide personnalisée au logement

Le **VENDEUR** déclare ne pas avoir conclu de convention avec l'Etat dans le cadre des dispositions applicables aux logements conventionnés à l'égard de l'A.P.L..

Obligation déclarative du propriétaire de bien à usage d'habitation

Conformément à la loi de finances n° 2019-1479 du 28 décembre 2019, une nouvelle obligation déclarative, en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2023, a été mise en place à l'égard des propriétaires de biens immobiliers à usage d'habitation, afin de pouvoir déterminer ceux qui sont encore redevables de la taxe d'habitation (pour les résidences secondaires ou logements locatifs) ou de la taxe sur les logements vacants.

Ainsi, à compter du 1^{er} janvier et jusqu'au 30 juin inclus de chaque année, tous les propriétaires, particuliers ou personnes morales, d'une résidence principale ou secondaire ou d'un bien locatif ou vacant, doivent impérativement déclarer à l'administration fiscale :

- s'ils occupent leur logement à titre de résidence principale ou secondaire, ou s'il est vacant,
- lorsque le **BIEN** est occupé par un tiers, l'identité des occupants et la période d'occupation.

Cette obligation déclarative concerne aussi bien les propriétaires indivis, que les usufruitiers ou les sociétés civiles immobilières, et son non-respect est passible de l'octroi d'une amende d'un montant forfaitaire de 150 euros.

Cette déclaration peut s'opérer :

- via le service en ligne "Gérer mes biens immobiliers", accessible depuis le portail impots.gouv.fr,
- ou via les autres moyens mis à disposition par l'administration.

Le **BIEN** objet des présentes, étant une résidence principale, est concerné par la réglementation sur l'obligation déclarative prévue à l'article 1418 du Code général des impôts.

LE **VENDEUR**, ancien propriétaire, a réalisé la déclaration sur l'usage du **BIEN**.

L'**ACQUEREUR**, nouveau propriétaire, atteste être informé de l'existence de cette obligation et du fait qu'il sera tenu de déclarer à son tour tout changement dans l'usage du **BIEN** entre le 1^{er} janvier et le 30 juin inclus de l'année suivant celle de l'acquisition.

CONTRATS DE DISTRIBUTION ET DE FOURNITURE

L'**ACQUEREUR** fait son affaire personnelle, dès son entrée en jouissance, de la continuation ou de la résiliation de tous contrats de distribution et de fourniture souscrits par le **VENDEUR**.

Les parties déclarent avoir été averties de la nécessité d'établir entre elles un relevé des compteurs faisant l'objet d'un comptage individuel.

Le **VENDEUR** déclare être à jour des factures mises en recouvrement liées à ses contrats de distribution et de fourniture.

ASSURANCE

L'**ACQUEREUR**, tout en étant informé de l'obligation immédiate de souscription, ne continuera pas les polices d'assurance actuelles garantissant le **BIEN** et confère à cet effet mandat au **VENDEUR**, qui accepte, de résilier les contrats lorsqu'il avertira son assureur de la réalisation des présentes.

CONTRAT D’AFFICHAGE

Le **VENDEUR** déclare qu'il n'a pas été conclu de contrat d'affichage.

RAPPEL DES TEXTES EN MATIERE D'INDIVISION

Les acquéreurs reconnaissent que le notaire les a parfaitement informés des dispositions légales applicables en matière d'indivision et plus particulièrement du droit de préemption reconnu aux indivisaires en matière de cession à titre onéreux à une personne étrangère à l'indivision.

Pour compléter leur information sont rappelées, ci-après, les dispositions des articles 815, 815-3, 815-5-1, 815-14, 815-16, 815-17 et 815-18 du Code civil.

Article 815

"Nul ne peut être contraint à demeurer dans l'indivision et le partage peut toujours être provoqué, à moins qu'il n'y ait été sursis par jugement ou convention."

Article 815-3

"Le ou les indivisaires titulaires d'au moins deux tiers des droits indivis peuvent, à cette majorité :

1° Effectuer les actes d'administration relatifs aux biens indivis ;

2° Donner à l'un ou plusieurs des indivisaires ou à un tiers un mandat général d'administration ;

3° Vendre les meubles indivis pour payer les dettes et charges de l'indivision ;

4° Conclure et renouveler les baux autres que ceux portant sur un immeuble à usage agricole, commercial, industriel ou artisanal.

Ils sont tenus d'en informer les autres indivisaires. A défaut, les décisions prises sont inopposables à ces derniers.

Toutefois, le consentement de tous les indivisaires est requis pour effectuer tout acte qui ne ressortit pas à l'exploitation normale des biens indivis et pour effectuer tout acte de disposition autre que ceux visés au 3°.

Si un indivisaire prend en main la gestion des biens indivis, au su des autres et néanmoins sans opposition de leur part, il est censé avoir reçu un mandat tacite, couvrant les actes d'administration mais non les actes de disposition ni la conclusion ou le renouvellement des baux."

Article 815-5-1

"Sauf en cas de démembrement de la propriété du bien ou si l'un des indivisaires se trouve dans l'un des cas prévus à l'article 836, l'aliénation d'un bien indivis peut être autorisée par le tribunal judiciaire, à la demande de l'un ou des indivisaires titulaires d'au moins deux tiers des droits indivis, suivant les conditions et modalités définies aux alinéas suivants.

Le ou les indivisaires titulaires d'au moins deux tiers des droits indivis expriment devant un notaire, à cette majorité, leur intention de procéder à l'aliénation du bien indivis.

Dans le délai d'un mois suivant son recueil, le notaire fait signifier cette intention aux autres indivisaires. Si l'un ou plusieurs des indivisaires s'opposent à l'aliénation du bien indivis ou ne se manifestent pas dans un délai de trois mois à compter de la signification, le notaire le constate par procès-verbal.

Dans ce cas, le tribunal judiciaire peut autoriser l'aliénation du bien indivis si celle-ci ne porte pas une atteinte excessive aux droits des autres indivisaires.

Cette aliénation s'effectue par licitation. Les sommes qui en sont retirées ne peuvent faire l'objet d'un emploi sauf pour payer les dettes et charges de l'indivision.

L'aliénation effectuée dans les conditions fixées par l'autorisation du tribunal judiciaire est opposable à l'indivisaire dont le consentement a fait défaut, sauf si l'intention d'aliéner le bien du ou des indivisaires titulaires d'au moins deux tiers des droits indivis ne lui avait pas été signifiée selon les modalités prévues au troisième alinéa."

Article 815-14

"L'indivisaire qui entend céder, à titre onéreux, à une personne étrangère à l'indivision, tout ou partie de ses droits dans les biens indivis ou dans un ou plusieurs de ces biens est tenu de notifier par acte extrajudiciaire aux autres indivisaires le prix et les conditions de la cession projetée ainsi que les nom, domicile et profession de la personne qui se propose d'acquérir.

Tout indivisaire peut, dans le délai d'un mois qui suit cette notification, faire connaître au cédant, par acte extrajudiciaire, qu'il exerce un droit de préemption aux prix et conditions qui lui ont été notifiés.

En cas de préemption, celui qui l'exerce dispose pour la réalisation de l'acte de vente d'un délai de deux mois à compter de la date d'envoi de sa réponse au vendeur. Passé ce délai, sa déclaration de préemption est nulle de plein droit, quinze jours après une mise en demeure restée sans effet, et sans préjudice des dommages-intérêts qui peuvent lui être demandés par le vendeur.

Si plusieurs indivisaires exercent leur droit de préemption, ils sont réputés, sauf convention contraire, acquérir ensemble la portion mise en vente en proportion de leur part respective dans l'indivision.

Lorsque des délais de paiement ont été consentis par le cédant, l'article 828 est applicable."

Article 815-16

"Est nulle toute cession ou toute licitation opérée au mépris des dispositions des articles 815-14 et 815-15. L'action en nullité se prescrit par cinq ans. Elle ne peut être exercée que par ceux à qui les notifications devaient être faites ou par leurs héritiers."

Article 815-17

« Les créanciers qui auraient pu agir sur les biens indivis avant qu'il y eût indivision, et ceux dont la créance résulte de la conservation ou de la gestion des biens indivis, seront payés par prélèvement sur l'actif avant le partage. Ils peuvent en outre poursuivre la saisie et la vente des biens indivis.

Les créanciers personnels d'un indivisaire ne peuvent saisir sa part dans les biens indivis, meubles ou immeubles.

Ils ont toutefois la faculté de provoquer le partage au nom de leur débiteur ou d'intervenir dans le partage provoqué par lui. Les coindivisaires peuvent arrêter le cours de l'action en partage en acquittant l'obligation au nom et en l'acquit du débiteur. Ceux qui exerceront cette faculté se rembourseront par prélèvement sur les biens indivis. »

Article 815-18

"Les dispositions des articles 815 à 815-17 sont applicables aux indivisions en usufruit en tant qu'elles sont compatibles avec les règles de l'usufruit.

Les notifications prévues par les articles 815-14, 815-15 et 815-16 doivent être adressées à tout nu-propriétaire et à tout usufruitier. Mais un usufruitier ne peut acquérir une part en nue-propriété que si aucun nu-propriétaire ne s'en porte acquéreur; un nu-propriétaire ne peut acquérir une part en usufruit que si aucun usufruitier ne s'en porte acquéreur."

AVERTISSEMENT – PARTAGE

Les **ACQUEREURS** déclarent avoir été informés par le notaire soussigné que, s'ils venaient à partager un ou plusieurs biens indivis en dehors d'une procédure de divorce ou de dissolution d'un pacte civil de solidarité, un droit de partage serait exigible sur l'actif net partagé, ainsi qu'un droit de vente sur la soulte, conformément aux dispositions des articles 746 et 747 du Code général des impôts. S'ils venaient à céder leurs parts indivises à titre de licitation, un droit de vente serait alors exigible sur le prix des parts cédées, conformément aux dispositions du I de l'article 750 du même Code.

DISPOSITIONS RELATIVES A L'URBANISME

URBANISME

Enonciation des documents obtenus

Certificat d'urbanisme d'information

Un certificat d'urbanisme d'information dont l'original est annexé a été délivré sous le numéro CU 085 008 23 Y0030, le 12 mai 2023.

Le contenu de ce certificat dont le détail a été intégralement porté à la connaissance des parties, ce qu'elles reconnaissent, est le suivant :

- Les dispositions d'urbanisme applicables.
- Les servitudes d'utilité publique.
- Le droit de préemption.
- Le régime des taxes et participations d'urbanisme applicables au terrain.
- Les avis ou accords nécessaires.
- Les observations.

Les parties :

- S'obligent à faire leur affaire personnelle de l'exécution des charges et prescriptions et du respect des servitudes publiques et autres limitations administratives au droit de propriété qui sont mentionnées en ce document au caractère purement informatif et dont elles déclarent avoir pris connaissance.
- Reconnassent que le notaire soussigné leur a fourni tous éclaircissements complémentaires sur la portée, l'étendue et les effets de ces charges et prescriptions.
- Déclarent qu'elles n'ont jamais fait de l'obtention d'un certificat d'urbanisme pré-opérationnel et de la possibilité d'exécuter des travaux nécessitant l'obtention préalable d'un permis de construire une condition des présentes.

Note d'urbanisme

La commune a répondu le 12 mai 2023 à une demande de note d'urbanisme. Cette réponse est annexée.

L'**ACQUEREUR** s'oblige à faire son affaire personnelle de l'exécution des charges et prescriptions, du respect des servitudes publiques et autres limitations administratives au droit de propriété mentionnées sur cette note.

ZONE N – REGLEMENTATION

L'immeuble se trouve en zone N du règlement d'urbanisme applicable en l'espèce.

Le principe est qu'en zone N peuvent seules être admises :

- les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole et forestière (en ce compris les installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production), sous réserve de l'obtention des autorisations prescrites,
- les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages,
- sous certaines conditions et dans certains secteurs, les constructions d'annexes aux logements existants.

Le changement de destination est en principe interdit, sauf sous la double condition suivante :

- le bâtiment doit être expressément visé par une liste spéciale du Plan local d'urbanisme ;
- le changement doit être compatible avec la vocation agricole ou naturelle de la zone et ne compromet pas la qualité paysagère du site.

ARCHEOLOGIE PREVENTIVE

L'**ACQUEREUR** est informé :

- d'une part que le Préfet peut demander l'établissement d'un diagnostic sur l'archéologie préventive imposant la conservation de tout ou partie du site ;
- d'autre part sur les conséquences qui peuvent résulter de ce diagnostic tant sur les pièces d'urbanisme que sur les délais fixés quant à la réalisation de l'opération d'aménagement.

VESTIGES IMMOBILIERS ARCHEOLOGIQUES

L'article 552 du Code civil dispose que :

"La propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous. Le propriétaire peut faire au-dessus toutes les plantations et constructions qu'il juge à propos, sauf les exceptions établies au titre Des servitudes ou services fonciers. Il peut faire au-dessous toutes les constructions et fouilles qu'il jugera à propos, et tirer de ces fouilles tous les produits qu'elles peuvent fournir, sauf les modifications résultant des lois et règlements relatifs aux mines, et des lois et règlements de police."

Toutefois, l'article L 541-1 du Code du patrimoine dispose que :

"Les dispositions de l'article 552 du code civil relatives aux droits du propriétaire du sol ne sont pas applicables aux biens archéologiques immobiliers mis au jour à la suite d'opérations archéologiques ou de découvertes fortuites réalisées sur des terrains dont la propriété a été acquise après la publication de la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive. Ces biens archéologiques immobiliers appartiennent à l'Etat dès leur mise au jour à la suite d'opérations archéologiques ou en cas de découverte fortuite.

L'Etat verse au propriétaire du fonds où est situé le bien une indemnité destinée à compenser le dommage qui peut lui être occasionné pour accéder audit bien. A défaut d'accord amiable sur le montant de l'indemnité, celle-ci est fixée par le juge judiciaire."

Il y a lieu de distinguer entre :

- Le vestige archéologique immobilier enfoui ou dissimulé, et donc ignoré du propriétaire du sol, la propriété de ce vestige ne peut être acquise par prescription ni encore moins par titre. Ce vestige appartient à l'Etat quel qu'en soit le découvreur ou "inventeur". Un dédommagement est prévu pour les propriétaires des terrains traversés à l'effet d'accéder à ce vestige. Si la découverte du vestige est effectuée par le propriétaire du sol, ce dernier pourra toucher une indemnité en cas d'exploitation commerciale, indemnité soit forfaitaire soit liée aux résultats de l'exploitation. Le tout, bien entendu, si le vestige en question présente un intérêt scientifique ou historique. La commune sur le territoire de laquelle le vestige a été découvert dispose d'un délai de six mois pour délibérer sur l'incorporation du vestige dans son domaine public ou pour renoncer à ses droits sur le vestige. A défaut de délibération dans ce délai, elle est réputée avoir renoncé à exercer ses droits sur le vestige. Lorsque le vestige n'est pas incorporé au domaine public, il peut être cédé à l'amiable par l'Etat, et si dans les six mois du renoncement de la commune il n'est ni incorporé au domaine public ni cédé à l'amiable, l'Etat est censé avoir renoncé à sa propriété, le propriétaire du fonds peut alors demander au Préfet de constater cette renonciation par un acte qui doit être publié au service de la publicité foncière, le tout aux termes des dispositions de l'article R 541-1 du Code du patrimoine.
- Le vestige archéologique non enfoui ou non dissimulé mentionné dans les actes fait titre de propriété du propriétaire du sol, à défaut de mention dans les actes sa propriété pourra être revendiquée par le propriétaire du sol en invoquant la prescription acquisitive.

DISPOSITIONS RELATIVES A LA PREEMPTION

DROIT DE PREEMPTION URBAIN

L'aliénation ne donne pas ouverture au droit de préemption urbain, l'immeuble n'étant pas situé dans le champ d'application territorial de ce droit de préemption ainsi qu'il résulte du document annexé.

DROIT DE PREEMPTION DE LA SAFER

L'immeuble est situé dans la zone de préemption de la SAFER Pays de La Loire.

Le notaire l'a informée des prix et conditions de la vente par envoi dématérialisé le 28 mars 2023, dont un exemplaire est annexé.

La SAFER a laissé s'écouler le délai de deux mois sans manifester son intention d'exercer son droit de préemption, en conséquence son silence vaut renonciation à ce droit.

La vente sera notifiée à la SAFER dans les dix jours.

Le notaire soussigné a rappelé aux parties les dispositions des articles R 141-2-1, R 141-2-2 et R 141-2-4 du Code rural et de la pêche maritime et déclare que ces dispositions ont bien été respectées.

DISPOSITIONS RELATIVES A LA CONSTRUCTION

PERMIS DE CONSTRUIRE

-construction de la maison et piscine :

Un permis de construire a été délivré le 18 septembre 2008 sous le numéro PC 085 069 08 R0021. L'arrêté est annexé.

Une déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux (DAACT) a été déposée le 8 octobre 2009.

Une attestation de non-contestation de la conformité des travaux, délivrée le 9 mars 2023 en application de l'article R 462-10 du Code de l'urbanisme, est annexée.

-extension de la maison :

Un permis de construire a été délivré le 07 juillet 2011 sous le numéro PC 085 069 11 R0016. L'arrêté est annexé.

Une déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux (DAACT) a été déposée le 14 avril 2012.

Une attestation de non-contestation de la conformité des travaux, délivrée le 26 janvier 2023 en application de l'article R 462-10 du Code de l'urbanisme, est annexée.

-construction du carport :

Une demande de permis de construire a été déposée le 8 février 2016 enregistré sous le numéro PC 085 008 16 Y 0004.

L'arrêté accordant le permis de construire a été délivré le 26 février 2016. L'arrêté est annexé.

Une déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux (DAACT) a été déposée le 15 novembre 2016.

Une attestation de non-contestation de la conformité des travaux, délivrée le 26 janvier 2023 en application de l'article R 462-10 du Code de l'urbanisme, est annexée.

Déclaration Préalable

-pose de panneaux photovoltaïques en intégration de la maison d'habitation :

Une déclaration préalable a été déposée le 29 juin 2009 sous le numéro DP 085 069 09 R0030.

Le certificat de non-opposition a été délivré le 15 juillet 2009.

Une déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux (DAACT) a été déposée le 10 mars 2023 attestant d'un achèvement du chantier en date du 1^{er} novembre 2009.

L'attestation de non contestation de la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux a été délivrée le 12 juin 2023.

-construction d'un abri de jardin :

Une déclaration préalable a été déposée le 19 septembre 2012 sous le numéro DP 085 06912 R0027.

Le certificat de non-opposition a été délivré le 15 novembre 2012.

Une déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux (DAACT) a été déposée le 10 mars 2023 attestant d'un achèvement du chantier en date du 5 janvier 2013.

L'attestation de non contestation de la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux a été délivrée le 12 juin 2023.

EXISTENCE DE TRAVAUX

Le **VENDEUR** déclare être informé des dispositions des articles L 241-1 et L 242-1 du Code des assurances imposant à tout propriétaire de souscrire avant toute ouverture de chantier de construction et/ou travaux de gros œuvre ou de second œuvre, une assurance garantissant le paiement des travaux de réparation des dommages relevant de la garantie décennale, ainsi qu'une assurance couvrant sa responsabilité au cas où il interviendrait dans la construction en tant que concepteur, entrepreneur ou maître d'œuvre.

Il déclare que les travaux ci-après indiqués ont été effectués :

Charpente et membrane sur carport toit plat d'environ 48m²

Les travaux consistant en charpente et membrane sur carport toit plat d'environ 48m² ont été effectués en octobre et novembre 2016 par l'entreprise EURL FLOBOIS RASSINOUX 24 rue de La Camamine ZA NORD 85150 LA MOTHE ACHARD.

Carport

Les travaux consistant en carport ont été effectués en novembre 2016 par l'entreprise VRIGNAUD MANSARD 5 Rue Lavoisier 85190 VENANSAULT.

Equipement électrique extension carport

Les travaux consistant en équipement électrique extension carport ont été effectués en novembre 2016 par l'entreprise VFE 85170 DOMPIERRE SUR YON.

Volet roulant électrique garage

Les travaux consistant en volet roulant électrique garage ont été effectués en novembre 2016 par AU'THOMAS'TISME SERVICE ZA La Grolle 85150 LANDERONDE.

Porte sectionnelle

Les travaux consistant en porte sectionnelle ont été effectués en novembre 2016 par AU'THOMAS'TISME SERVICE ZA La Grolle 85150 LANDERONDE.

Enrobé et toiture végétale

Les travaux consistant en enrobé et toiture végétale ont été effectués en novembre 2016 par l'entreprise Paysage Alain Martineau 18 bis rue de la Camamine ZA NORD 85150 LA MOTHE ACHARD.

Les factures sont jointes aux présentes.

Les attestations d'assurance des entreprises sont jointes aux présentes.

Il est ici précisé que l'entreprise FLOBOIS RASSINOUX a été radiée le 23 juin 2021 ; s'agissant de l'entreprise AU'THOMAS'TISME SERVICE, il n'y a pas de garantie décennale mais une garantie constructeur.

L'acquéreur déclare en avoir parfaite connaissance.

RAPPEL DES ARTICLES 1792 ET SUIVANTS

Article 1792

Tout constructeur d'un ouvrage est responsable de plein droit, envers le maître ou l'acquéreur de l'ouvrage, des dommages, même résultant d'un vice du sol, qui compromettent la solidité de l'ouvrage ou qui, l'affectant dans l'un de ses éléments constitutifs ou l'un de ses éléments d'équipement, le rendent impropre à sa destination. Une telle responsabilité n'a point lieu si le constructeur prouve que les dommages proviennent d'une cause étrangère.

Article 1792-1

Est réputé constructeur de l'ouvrage :

1° Tout architecte, entrepreneur, technicien ou autre personne liée au maître de l'ouvrage par un contrat de louage d'ouvrage ;

2° Toute personne qui vend, après achèvement, un ouvrage qu'elle a construit ou fait construire ;

3° Toute personne qui, bien qu'agissant en qualité de mandataire du propriétaire de l'ouvrage, accomplit une mission assimilable à celle d'un locateur d'ouvrage.

Article 1792-2

La présomption de responsabilité établie par l'article 1792 s'étend également aux dommages qui affectent la solidité des éléments d'équipement d'un ouvrage, mais seulement lorsque ceux-ci font indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert. Un élément d'équipement est considéré comme formant indissociablement corps avec l'un des ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert lorsque sa dépose, son démontage ou son remplacement ne peut s'effectuer sans détérioration ou enlèvement de matière de cet ouvrage.

Article 1792-3

Les autres éléments d'équipement de l'ouvrage font l'objet d'une garantie de bon fonctionnement d'une durée minimale de deux ans à compter de sa réception.

Article 1792-4-1

Toute personne physique ou morale dont la responsabilité peut être engagée en vertu des articles 1792 à 1792-4 du présent code est déchargée des responsabilités et garanties pesant sur elle, en application des articles 1792 à 1792-2, après dix ans à compter de la réception des travaux ou, en application de l'article 1792-3, à l'expiration du délai visé à cet article.

ASSURANCE - CONSTRUCTION - ABSENCE

Toutes les constructions ont plus de dix ans à l'exception des travaux visés ci-dessus : carport qui entre dans le régime de la responsabilité et d'obligation d'assurance institué par les articles L 241-1 et suivants du Code des assurances, comme ayant fait l'objet de travaux de construction depuis moins de dix ans.

Point de départ : le point de départ des délais de garantie et de responsabilité est, d'après la loi, la réception de l'immeuble par le maître de l'ouvrage.

Garanties et responsabilités : l'**ACQUEREUR** bénéficie de la garantie accordée dans le cadre de la responsabilité décennale prévue par l'article 1792 du Code civil. Cette responsabilité, d'une durée de dix ans, s'étend à tous les dommages, même résultant d'un vice du sol, qui compromettent la solidité de l'ouvrage, ou qui, l'affectant dans l'un de ses éléments constitutifs ou l'un de ses éléments d'équipement non inertes, le rendent impropre à sa destination. Une telle responsabilité n'a cependant pas lieu si le dommage a été occasionné par une cause étrangère indépendante de l'état du terrain ou de la réalisation de la construction.

Les assurances obligatoires mentionnées aux articles L 241-1, L 241-2 et L 242-1 ne garantissent pas les dommages aux ouvrages ou éléments d'équipement existants avant l'ouverture du chantier, à l'exception des dommages subis par les seuls ouvrages existants qui, totalement incorporés dans l'ouvrage neuf, en deviennent techniquement indivisibles.

Débiteurs : les débiteurs des diverses garanties dont l'**ACQUEREUR** peut bénéficier à la suite de l'achat sont :

- le vendeur-constructeur pour la totalité de la construction,
- les entrepreneurs ayant réalisé les travaux pour le compte du constructeur.

Assurances : les articles L 241-2 et L 242-1 du Code des assurances ont prévu que les constructions soumises au régime de la responsabilité qu'elle organise doivent aussi être protégées par deux régimes d'assurances : assurance de responsabilité et assurance de dommages pour les travaux relevant de la responsabilité décennale.

L'**ACQUEREUR** a été informé du but de ces deux assurances :

- l'assurance de responsabilité décennale doit être souscrite dès l'ouverture du chantier par tous les participants à l'acte de construire, celle-ci étant destinée à couvrir les désordres qui entrent dans le champ d'application de leur responsabilité décennale respective prévue par les textes susvisés. Cette assurance ne paie que dans la mesure où la responsabilité de celui qu'elle garantit se trouve retenue ;
- l'assurance dommages-ouvrage : cette assurance doit fournir les fonds nécessaires pour réparer les dommages qui, par leur nature, entrent dans les prévisions des articles 1792 et suivants du Code civil ; cette garantie doit jouer en dehors de toute recherche de responsabilité. Cette assurance doit être souscrite par toute personne qui fait réaliser des travaux de bâtiment, qu'elle agisse en qualité de propriétaire de l'ouvrage, de vendeur ou de mandataire du propriétaire. Elle permet d'éviter au propriétaire de l'immeuble de mettre en jeu les responsabilités incombant aux divers intervenants à la construction, avec les risques d'un contentieux long et onéreux.

Le **VENDEUR** déclare qu'aucune police d'assurance dommages ouvrage ni d'assurance de responsabilité décennale "constructeurs non réalisateurs" n'a été souscrite pour la réalisation de ces travaux visés au paragraphe « Existence de travaux ».

Les parties reconnaissent avoir reçu toutes explications utiles concernant les conséquences pouvant résulter des garanties et responsabilité du vendeur attachées à ces constructions, et de l'absence de souscription de telles polices d'assurances.

Ces conséquences sont relatées ci-après.

- Conséquences pénales : commet une infraction celui qui ne satisfait pas aux exigences des articles du Code des assurances susvisés. Cette infraction se prescrit par six ans. Les sanctions prévues par l'article L 243-3 du Code des assurances pour défaut d'assurance ne s'appliquent pas si le propriétaire personne physique ayant fait construire pour lui-même, son conjoint, ses ascendants et descendants ou ceux du conjoint.
- Conséquences civiles : le défaut d'assurance est une faute civile. L'**ACQUEREUR** est en droit de se prévaloir sur une durée de dix ans de l'absence d'assurance obligatoire devant les juridictions civiles afin de demander, en cas de dommages graves tels que définis ci-dessus survenant dans la période décennale, des dommages et intérêts contre le constructeur défaillant sur le fondement de la perte d'une chance d'être indemnisé en cas de sinistre.

Le **VENDEUR** déclare que les entreprises qui ont participé aux travaux sont les suivantes :

- l'entreprise EURL FLOBOIS RASSINOUX 24 rue de La Camamine ZA NORD 85150 LA MOTHE ACHARD.
- l'entreprise VRIGNAUD MANSARD 5 Rue Lavoisier 85190 VENANSAULT.
- l'entreprise VFE 85170 DOMPIERRE SUR YON
- AU'THOMAS'TISME SERVICE ZA La Grolle 85150 LANDERONDE.
- l'entreprise Paysage Alain Martineau 18 bis rue de la Camamine ZA NORD 85150 LA MOTHE ACHARD

Il est précisé que toute entreprise dont l'objet est la réalisation de tels travaux a pour obligation légale de souscrire une assurance décennale. Le non-respect de cette obligation est sanctionné pénalement.

Il précise que le surplus du **BIEN** n'a pas fait l'objet, depuis moins de dix ans, de travaux entrant dans le cadre légal sus-relaté.

RECONSTRUCTION APRES SINISTRE

Aux termes des dispositions de l'article L 111-15 du Code de l'urbanisme ci-après littéralement rapportées :

" Lorsqu'un bâtiment régulièrement édifié vient à être détruit ou démoli, sa reconstruction à l'identique est autorisée dans un délai de dix ans nonobstant toute disposition d'urbanisme contraire, sauf si la carte communale, le plan local d'urbanisme ou le plan de prévention des risques naturels prévisibles n'en dispose autrement. "

Il est précisé que pour être "régulièrement édifié" le bâtiment détruit ou démoli doit avoir été édifié conformément au permis de construire devenu définitif délivré à cette fin.

L'**ACQUEREUR** est averti que, dans l'hypothèse d'une reconstruction après sinistre, un permis de construire doit être obtenu préalablement à tous travaux et que ce permis peut être refusé soit aux termes d'une disposition expresse d'un plan local d'urbanisme, soit en vertu de la prescription d'un plan de prévention des risques naturels ou technologiques, soit dans la mesure où les occupants seraient exposés au risque certain et prévisible à l'origine de la destruction du bâtiment où, dans ce dernier cas, assorti de prescriptions.

DIAGNOSTICS

Dossier de diagnostics techniques

Pour l'information des parties a été dressé ci-après le tableau du dossier de diagnostics techniques tel que prévu par les articles L 271-4 à L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, qui regroupe les différents diagnostics techniques immobiliers obligatoires en cas de vente selon le type d'immeuble en cause, selon sa destination ou sa nature, bâti ou non bâti.

Objet	Bien concerné	Élément à contrôler	Validité
Plomb	Si immeuble d'habitation (permis de construire antérieur au 1er janvier 1949)	Peintures	Illimitée ou un an si constat positif
Amiante	Si immeuble (permis de construire antérieur au 1er juillet 1997)	Parois verticales intérieures, enduits, planchers, plafonds, faux-plafonds, conduits, canalisations, toiture, bardage, façade en plaques ou ardoises	Illimitée sauf si présence d'amiante détectée nouveau contrôle dans les 3 ans
Termites	Si immeuble situé dans une zone délimitée par le préfet	Immeuble bâti ou non mais constructible	6 mois
Gaz	Si immeuble d'habitation ayant une installation de plus de 15 ans	État des appareils fixes et des tuyauteries	3 ans
Risques	Si immeuble situé dans une zone couverte par un plan de prévention des risques	Immeuble bâti ou non	6 mois
Performance énergétique	Si immeuble équipé d'une installation de	Consommation et émission de gaz à	10 ans

	chauffage	effet de serre	
Audit énergétique	Si logements individuels ou immeubles collectifs d'habitation appartenant à un seul et même propriétaire relevant des classes F ou G du DPE (sauf Guadeloupe, Martinique, Réunion, Guyane, Mayotte)	Etat des lieux des performances énergétiques initiales du logement (déperditions thermiques, pathologies du bâtiment).	5 ans
Électricité	Si immeuble d'habitation ayant une installation de plus de 15 ans	Installation intérieure : de l'appareil de commande aux bornes d'alimentation	3 ans
Assainissement	Si immeuble d'habitation non raccordé au réseau public de collecte des eaux usées	Contrôle de l'installation existante	3 ans
Mérules	Si immeuble bâti dans une zone prévue par l'article L 131-3 du Code de la construction et de l'habitation	Immeuble bâti	6 mois
ERP	Immeuble situé dans une zone couverte par un plan de prévention des risques – Information relative à la pollution des sols	Immeuble bâti ou non	6 mois
Bruit	Si immeuble d'habitation ou professionnel et d'habitation dans une zone prévue par l'article L 112-6 du Code de l'urbanisme	Immeuble bâti	La durée du plan

Il est fait observer :

- que les diagnostics "plomb", "gaz", "audit énergétique" et "électricité" ne sont requis que pour les immeubles ou parties d'immeubles à usage d'habitation, et l'"audit énergétique" hors copropriété ;

- que le propriétaire des lieux, ou l'occupant s'il ne s'agit pas de la même personne, doit permettre au diagnostiqueur d'accéder à tous les endroits nécessaires au bon accomplissement de sa mission, à défaut le propriétaire des lieux pourra être considéré comme responsable des conséquences dommageables dues au non-respect de cette obligation ;

- qu'en l'absence de l'un de ces diagnostics en cours de validité au jour de la signature de l'acte authentique de vente, et dans la mesure où ils sont exigés par leurs réglementations particulières, le vendeur ne pourra s'exonérer de la garantie des vices cachés correspondante,

- que les développements qui vont suivre concernant ces diagnostics peuvent être un ordre différent afin de distinguer la fiche technique de l'immeuble en tant que telle et ce qui concerne la protection de l'environnement.

- que si, avant la signature de l'acte authentique de vente, de nouvelles législations protectrices de l'**ACQUEREUR** venaient à entrer en application, le

VENDEUR s'engage, à ses seuls frais, à fournir à l'**ACQUEREUR** les diagnostics, constats et états nécessaires le jour de cette signature.

Conformément aux dispositions de l'article L 271-6 du Code de la construction et de l'habitation, le dossier de diagnostic technique a été établi par AFDIA 14 Rue du Maréchal Ney 85000 LA ROCHE SUR YON, diagnostiqueur immobilier certifié par un organisme spécialisé accrédité dans les domaines relatés aux présentes. A cet effet, le diagnostiqueur a remis préalablement au propriétaire (ou à son mandataire) une attestation sur l'honneur dont une copie est annexée indiquant les références de sa certification et l'identité de l'organisme certificateur, et aux termes de laquelle il certifie être en situation régulière au regard des prescriptions légales et disposer des moyens nécessaires, tant matériel qu'humain, à l'effet d'établir des états, des constats, des diagnostics et des audits, ainsi qu'une copie de son contrat d'assurance.

DIAGNOSTICS TECHNIQUES

Plomb

L'immeuble a été construit depuis le 1^{er} janvier 1949, en conséquence il n'entre pas dans le champ d'application des dispositions des articles L 1334-5 et suivants du Code de la santé publique relatifs à la lutte contre la présence de plomb.

Amiante

L'article L 1334-13 premier alinéa du Code de la santé publique commande au **VENDEUR** de faire établir un état constatant la présence ou l'absence de matériaux ou produits de la construction contenant de l'amiante.

Cet état s'impose à tous les bâtiments dont le permis de construire a été délivré avant le 1^{er} juillet 1997.

Les constructions ont fait l'objet d'un permis de construire délivré postérieurement au 30 juin 1997 par suite, les dispositions susvisées n'ont pas vocation à s'appliquer aux présentes.

Termites

L'immeuble se trouve dans une zone délimitée par arrêté préfectoral comme étant contaminée par les termites ou susceptible de l'être.

Un état relatif à la présence de termites délivré par AFDIA 14 Rue du Maréchal Ney 85000 LA ROCHE SUR YON le 28 juillet 2023 est annexé.

Les conclusions sont les suivantes : "Il n'a pas été repéré d'indice d'infestation de termites".

Mérules

Les parties ont été informées des dégâts pouvant être occasionnés par la présence de mérules dans un bâtiment, la mérule étant un champignon qui se développe dans l'obscurité, en espace non ventilé et en présence de bois humide.

Le **BIEN** ne se trouve pas actuellement dans une zone de présence d'un risque de mérule délimitée par un arrêté préfectoral.

Le **VENDEUR** déclare ne pas avoir constaté l'existence de zones de condensation interne, de moisissures ou encore de présence d'effritements ou de déformation dans le bois ou l'existence de filaments blancs à l'aspect cotonneux, tous des éléments parmi les plus révélateurs de la potentialité de la présence de ce champignon.

Contrôle de l'installation de gaz

Conformément aux dispositions de l'article L 134-9 du Code de la construction et de l'habitation, la vente d'un bien immobilier à usage d'habitation comportant une installation intérieure de gaz réalisée depuis plus de quinze ans doit être précédée d'un diagnostic de celle-ci.

Les parties déclarent que le **BIEN** ne possède pas d'installation intérieure de gaz.

Contrôle de l'installation intérieure d'électricité

Conformément aux dispositions de l'article L 134-7 du Code de la construction et de l'habitation, la vente d'un bien immobilier à usage d'habitation comportant une installation intérieure d'électricité réalisée en tout ou partie depuis plus de quinze ans doit être précédée d'un diagnostic de celle-ci.

Le **VENDEUR** déclare que le **BIEN** possède une installation intérieure électrique en totalité de moins de quinze ans, **ainsi qu'il en a justifié.**

Aucun état de cette installation n'est en conséquence à produire.

Diagnostic de performance énergétique

Conformément aux dispositions des articles L 126-26 et suivants du Code de la construction et de l'habitation, un diagnostic de performance énergétique doit être établi.

Ce diagnostic doit notamment permettre d'évaluer :

- Les caractéristiques du logement ainsi que le descriptif des équipements.
- Le descriptif des équipements de chauffage, d'eau chaude sanitaire, de refroidissement, et indication des conditions d'utilisation et de gestion.
- La valeur isolante du **BIEN** immobilier.
- La consommation d'énergie et l'émission de gaz à effet de serre.

L'étiquette mentionnée dans le rapport d'expertise n'est autre que le rapport de la quantité d'énergie primaire consommée du **BIEN** à vendre ou à louer sur la surface totale du logement. Il existe 7 classes d'énergie (A, B, C, D, E, F, G), de "A" (**BIEN** économe) à "G" (**BIEN** énergivore).

En l'état de la réglementation actuelle, et ce à compter du 1^{er} janvier 2025, la location des logements d'habitation avec un DPE de classe G sera interdite comme étant des logements indécents, interdiction avancée au 1^{er} janvier 2023 si la consommation est supérieure à 450kwh/m2/an en énergie finale, soit la consommation réelle à demeure (l'étiquette du diagnostic indique une consommation en énergie primaire, c'est-à-dire l'énergie finale plus la perte à fabrication plus la perte du réseau de distribution).

En 2028, cette interdiction s'étendra aux logements de classe F, et en 2034 aux logements de classe E. A partir du 24 août 2022, aucune révision, majoration ou réévaluation du loyer ne sera possible pour les logements d'habitation classés F ou G.

En Guadeloupe, en Martinique, en Guyane, à La Réunion et à Mayotte, pour être décent, le logement devra être compris : à compter du 1^{er} janvier 2028, entre les classes A et F et à compter du 1^{er} janvier 2031, entre les classes A et E.

Au 25 août 2022, les logements vides ou meublés dans le cadre de la loi du 6 juillet 1989 - classés F ou G - ne peuvent plus faire l'objet d'une augmentation de loyer en cas de relocation, de renouvellement, ni même d'une indexation annuelle (article 159 loi Climat du 22 août 2021), quand bien même le logement en question ne serait pas situé en zone tendue. En outre-mer, l'entrée en vigueur de cette disposition est repoussée au 1^{er} juillet 2024.

Un diagnostic établi par AFDIA 14 Rue du Maréchal Ney 85000 LA ROCHE SUR YON le 26 septembre 2022, est annexé.

Les conclusions sont les suivantes :

- Consommation énergétique : 125 kWh/m².an (classe C)
- Émissions de gaz à effet de serre : 4 kg éqCO₂/m².an (classe A)
- Numéro d'enregistrement ADEME : 2285E2207293F

Carnet d'information du logement

Conformément aux dispositions des articles L 126-35-2 à L 126-35-11 et R 126-32 à R 126-34 du Code de la construction et de l'habitation, un carnet d'information du logement, s'il est à usage d'habitation, doit être établi par le propriétaire ou le maître de l'ouvrage lors de sa construction ou à l'occasion de la réalisation de travaux de rénovation ayant une incidence significative sur sa performance énergétique, sous réserve que ces constructions ou travaux aient débuté à compter du 1^{er} janvier 2023.

Le contenu de ce carnet est fixé par les textes susvisés.

Le vendeur déclare qu'il n'a pas réalisé de travaux depuis le 1^{er} janvier 2023.

Audit énergétique

Conformément aux dispositions de l'article L 126-28-1 du Code de la construction et de l'habitation, le **BIEN** objet des présentes, ne relevant pas de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis et appartenant aux classe A, B, C, D ou E au sens de l'article L 173-1-1 du même Code, il n'a pas été établi d'audit énergétique.

Zone de bruit - Plan d'exposition au bruit des aéroports

L'immeuble ne se trouve pas dans une zone de bruit définie par un plan d'exposition au bruit des aéroports, prévu par l'article L 112-6 du Code de l'urbanisme.

Radon

Le radon est un gaz radioactif d'origine naturelle qui représente le tiers de l'exposition moyenne de la population française aux rayonnements ionisants.

Il est issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents dans la croûte terrestre.

Il est présent partout à la surface de la planète et provient surtout des sous-sols granitiques et volcaniques ainsi que de certains matériaux de construction.

Le radon peut s'accumuler dans les espaces clos, notamment dans les maisons. Les moyens pour diminuer les concentrations en radon dans les maisons sont simples :

- aérer et ventiler les bâtiments, les sous-sols et les vides sanitaires,
- améliorer l'étanchéité des murs et planchers.

L'activité volumique du radon (ou concentration de radon) à l'intérieur des habitations s'exprime en becquerel par mètre cube (Bq/m³).

L'article L 1333-22 du Code de la santé publique dispose que les propriétaires ou exploitants d'immeubles bâtis situés dans les zones à potentiel radon où l'exposition au radon est susceptible de porter atteinte à la santé sont tenus de mettre en œuvre les mesures nécessaires pour réduire cette exposition et préserver la santé des personnes.

Aux termes des dispositions de l'article R 1333-29 de ce Code le territoire national est divisé en trois zones à potentiel radon définies en fonction des flux d'exhalation du radon des sols :

- Zone 1 : zones à potentiel radon faible.
- Zone 2 : zones à potentiel radon faible mais sur lesquelles des facteurs géologiques particuliers peuvent faciliter le transfert du radon vers les bâtiments.
- Zone 3 : zones à potentiel radon significatif.

L'article R 125-23 5° du Code de l'environnement dispose que l'obligation d'information s'impose dans les zones à potentiel radon de niveau 3.

La liste des communes réparties entre ces trois zones est fixée par un arrêté du 27 juin 2018.

La commune se trouvant en zone 3, ainsi révélé par l'état des risques ci-après.

DISPOSITIFS PARTICULIERS

Détecteur de fumée

L'article R 142-2 du Code de la construction et de l'habitation prescrit d'équiper chaque logement, qu'il se situe dans une habitation individuelle ou dans une habitation collective, d'au moins un détecteur de fumée muni du marquage CE et conforme à la norme européenne harmonisée NF EN 14604.

L'article R 142-3 du même Code précise que la responsabilité de l'installation de ce détecteur de fumée normalisé incombe par principe au propriétaire et la responsabilité de son entretien incombe à l'occupant du logement.

L'**ACQUEREUR** a constaté que le logement est équipé d'un dispositif de détection de fumée.

Broyeur

Le **VENDEUR** déclare qu'il n'existe pas de water-closet de type broyeur/sanibroyeur.

En tant que de besoin, il est rappelé que l'installation de ce type de sanitaire doit requérir l'autorisation des services techniques de l'habitat de la mairie afin de constater que le projet est conforme au règlement sanitaire départemental.

Cheminée/Poêle

Cheminée à foyer fermé ou poêle

Le **VENDEUR** déclare que le **BIEN** est équipé d'un poêle.

Le VENDEUR a effectué un dernier ramonage par la société ES Ramonage, facture du 14 mars 2023.

L'**ACQUEREUR** atteste être également informé de l'obligation de ramonage des équipements de combustion par un professionnel agréé.

Système de chauffage

Le **VENDEUR** déclare que le système de chauffage est électrique et bois : PAC AIR/EAU avec en appoint un poêle à bois, PAC Air/Air, plancher rayonnant électrique, convecteur et radiateur électrique.

La dernière révision des PAC a été effectuée par TRICHET LOUE ENERGIES 85150 LES ACHARDS, selon facture en date du 28 juin 2023 dont une copie est annexée.

L'**ACQUEREUR** déclare avoir été en mesure de constater que ce système de chauffage est en service.

Citerne de gaz

Le **VENDEUR** déclare que l'immeuble n'est pas équipé d'une citerne de gaz.

Cuve à fuel

Le **VENDEUR** déclare que l'immeuble n'est pas équipé d'une cuve à fuel.

Cuve enterrée

Le **VENDEUR** déclare que le **BIEN** n'est pas équipé d'une cuve enterrée.

Panneaux photovoltaïques

Le **VENDEUR** déclare que le **BIEN** est équipé de panneaux photovoltaïques installés depuis plus de dix ans.

Les parties effectueront :

- le changement d'exploitant tant auprès de la Direction de la Demande et des Marchés Energétiques qu'auprès de l'agence Régionale EDF-ARD afin que l'**ACQUEREUR** bénéficie de l'obligation d'achat de l'électricité photovoltaïque sur la durée restant à couvrir par le temps d'achat, soit vingt ans déduction faite du temps consommé par le premier exploitant,
- un relevé contradictoire des compteurs à la date de la vente.

Une déclaration préalable a été déposée le 29 juin 2009, enregistrée sous le numéro DP 085 069 09 R0030.

Le certificat de non-opposition a été délivré le 15 juillet 2009.

Une déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux (DAACT) a été déposée le 10 mars 2023, attestant d'un achèvement du chantier le 1^{er} novembre 2009.

Il est ici précisé que la date de cession est fixée ce jour, date de régularisation de l'acte authentique de vente.

Edf n'effectue pas les proratas. Par conséquent, les parties se sont mis d'accord pour régler ce jour le prorata temporis pour la période de novembre 2022 à ce jour sur la base de la dernière facturation : 0,66304 le kilowatt, base du relevé : 8275 – 6033 = 2242 X 0,66304 = 1486,53 Euros. Cette somme a été réglée ce jour hors la comptabilité du notaire soussigné.

Ce décompte est définitif et l'acquéreur percevra le montant total de la prochaine facturation en novembre 2023.

Le contrat d'achat de l'énergie électrique est joint aux présentes.

Dispositif de récupération des eaux de pluie

Le **VENDEUR** déclare que le **BIEN** n'est pas équipé d'un système de récupération et de distribution d'eaux de pluie.

Puits et forages domestiques - Information

Les parties sont informées que la loi sur l'eau et les milieux aquatiques fait obligation de déclarer en mairie les puits et forages domestiques existants et les ouvrages à créer un mois avant le début des travaux.

Est assimilé à un usage domestique de l'eau tout prélèvement inférieur ou égal à 1.000 m³ d'eau par an.

Les services de distribution d'eau potable ont la possibilité de contrôler l'ouvrage de prélèvement, les réseaux intérieurs de distribution d'eau ainsi que les ouvrages de récupération des eaux de pluie.

Le **VENDEUR** déclare que l'immeuble n'est pas équipé de puits ou de forage domestique.

Forage non domestique - Information

Les parties sont informées du fait qu'elles doivent, conformément à la nomenclature des opérations soumises aux dispositions des articles L 241-1 à L 241-3 du Code de l'environnement, déclarer a minima en préfecture les forages non domestiques à créer, avant le début des travaux. Une autorisation préfectorale est nécessaire si le forage est susceptible de présenter un danger pour la santé et la sécurité publique, de nuire au libre écoulement des eaux, de réduire la ressource en eau, d'accroître notablement le risque d'inondation et de porter atteinte à la qualité ou à la diversité du milieu aquatique, notamment aux peuplements piscicoles.

Est assimilé à un usage non domestique de l'eau tout prélèvement supérieur à 1.000 m³ d'eau par an. De même, cette autorisation est nécessaire si le forage se situe dans le périmètre de protection d'une source d'eau minérale déclarée d'utilité publique.

Si le forage a plus de 10 mètres de profondeur, une déclaration préalable doit avoir été effectuée auprès de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL). S'il a plus de 50 mètres, outre une étude d'impact faite par la DREAL, une autorisation au titre du Code de l'environnement et une déclaration au titre du Code minier sont nécessaires.

Sont réputés dispensés de toute formalité, les forages relevant d'une législation antérieure au 4 janvier 1992.

Le **VENDEUR** déclare que l'immeuble n'est pas équipé de forage à usage non domestique dont le débit est supérieur à 1.000 m³.

Information sur la sécurité des piscines

Les parties déclarent qu'il existe une piscine.

Elles sont informées des dispositions du paragraphe I de l'article R 128-2 du Code de la construction et de l'habitation :

"Les maîtres d'ouvrage des piscines construites ou installées à partir du 1er janvier 2004 doivent les avoir pourvues d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir les noyades, au plus tard à la mise en eau, ou, si les travaux de mise en place des dispositifs nécessitent une mise en eau préalable, au plus tard à l'achèvement des travaux de la piscine."

Ce dispositif doit être conforme soit aux normes françaises, soit aux normes ou aux spécifications techniques ou aux procédés de fabrication prévus dans les réglementations d'un État membre de la Communauté européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen, assurant un niveau de sécurité équivalent.

Le **VENDEUR** déclare qu'un dispositif de sécurité de type volet roulant a été installé sur la piscine en décembre 2009.

Le **VENDEUR** atteste que la piscine est en eau à ce jour, en état de fonctionnement et entretenue (filtrage régulier, vidange, utilisation de produits adaptés, nettoyage, hivernage).

Les parties déclarent avoir, en vue des présentes, accédé au local technique et procédé entre elles à toute vérification, du matériel et des équipements, et mise au courant du fonctionnement.

Videosurveillance

Le **VENDEUR** déclare qu'il existe un dispositif de vidéosurveillance.

Les articles suivants du Code de sécurité intérieure sont portés à la connaissance des parties :

Article L 252-1

"L'installation d'un système de vidéoprotection dans le cadre du présent titre est subordonnée à une autorisation du représentant de l'Etat dans le département et, à Paris, du préfet de police donnée, sauf en matière de défense nationale, après avis de la commission départementale de vidéoprotection. Lorsque le système comporte des caméras installées sur le territoire de plusieurs départements, l'autorisation est délivrée par le représentant de l'Etat dans le département dans lequel est situé le siège social du demandeur et, lorsque ce siège est situé à Paris, par le préfet de police, après avis de la commission départementale de vidéoprotection. Les représentants de l'Etat dans les départements dans lesquels des caméras sont installées en sont informés."

Les systèmes installés sur la voie publique ou dans des lieux ouverts au public dont les enregistrements sont utilisés dans des traitements automatisés ou contenus dans des fichiers structurés selon des critères permettant d'identifier, directement ou indirectement, des personnes physiques, sont autorisés dans les conditions fixées par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés."

Article L 252-2

"L'autorisation préfectorale prescrit toutes les précautions utiles, en particulier quant à la qualité des personnes chargées de l'exploitation du système de vidéoprotection ou visionnant les images et aux mesures à prendre pour assurer le respect des dispositions de la loi."

Dans le cas prévu au dernier alinéa de l'article L. 251-2, le visionnage des images ne peut être assuré que par des agents individuellement désignés et habilités des services de police et de gendarmerie nationales et des services de police municipale ainsi que par les agents individuellement désignés et dûment habilités mentionnés aux articles L. 531-1, L. 532-1 et L. 533-1."

Le vendeur déclare que le contrat de surveillance a été résilié.

Alarme

Le **VENDEUR** déclare qu'il existe un dispositif d'alarme avec abonnement à une société de sécurité. L'abonnement a été résilié par le vendeur mais le matériel est en place ainsi déclaré par les parties.

Information de l'acquéreur sur les éléments d'équipement

L'**ACQUEREUR** est informé que les désordres affectant les éléments d'équipement qu'ils soient indissociables ou non, d'origine ou installés sur l'existant, relèvent de la garantie décennale lorsqu'ils rendent le **BIEN** dans son ensemble impropre à sa destination ou affectent sa solidité.

Toutefois, s'agissant des éléments adjoints à l'existant, cette garantie ne s'applique que lorsque les désordres trouvent leur siège dans un élément d'équipement destiné à fonctionner.

La garantie décennale s'applique au professionnel qui a réalisé les travaux d'installation, lequel engage sa responsabilité pendant dix ans à l'égard du propriétaire mais aussi à l'égard des acquéreurs successifs. Il doit obligatoirement remettre à son client, le maître d'ouvrage, un justificatif du contrat d'assurance en responsabilité civile décennale.

DIAGNOSTICS ENVIRONNEMENTAUX

Assainissement

Le **VENDEUR** déclare que l'immeuble n'est pas raccordé à un réseau d'assainissement collectif des eaux usées à usage domestique.

Le **VENDEUR** déclare que l'immeuble n'est pas desservi par le réseau d'assainissement, et qu'il utilise un assainissement individuel.

Le propriétaire de l'immeuble doit assurer l'entretien régulier de ses installations d'assainissement et les faire vidanger périodiquement par une personne agréée par le représentant de l'État dans le département. La commune assure le contrôle de conformité des installations d'assainissement non collectif aux dispositions réglementaires et procède à l'évaluation des dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement et aux prescriptions éventuelles.

Conformément aux dispositions de l'article L 1331-1 du Code de la santé publique, l'**ACQUEREUR** est dûment informé que le raccordement à un réseau collectif est actuellement obligatoire dans un délai de deux ans à compter de sa mise en service, sauf les cas où une prolongation de délai ou une exonération sont accordées par un arrêté du maire ou du président de la communauté de communes et approuvées par le représentant de l'Etat dans le département (alinéa 2 de l'article susvisé).

Compte tenu de la destination à usage d'habitation du **BIEN**, le **VENDEUR** est tenu de fournir le diagnostic établi depuis moins de trois ans à l'issue du contrôle de l'installation non collectif.

Ce diagnostic, effectué par Ry La Roche-sur-Yon Agglomération le 1er octobre 2021, joint, constate **la conformité de l'installation d'assainissement**.

Le rapport d'entretien de la micro-station du 13 octobre 2022 est joint aux présentes.

Etat des risques

Un état des risques est annexé.

L'**ACQUEREUR** déclare que ledit état lui a été remis lors de la première visite du bien.

Celui-ci comportait notamment un extrait du document graphique situant le **BIEN** au regard du zonage réglementaire et l'extrait du règlement le concernant, ainsi qu'une information indiquant si des travaux ont été prescrits par ce règlement et s'ils ont été réalisés au regard de chacun des plans de prévention des risques visé du 1° au 4° de l'article R 123-23 du Code de l'environnement.

Absence de sinistres avec indemnisation

Le **VENDEUR** déclare qu'à sa connaissance l'immeuble n'a pas subi de sinistres ayant donné lieu au versement d'une indemnité en application de l'article L 125-2 ou de l'article L 128-2 du Code des assurances.

Aléa – Retrait gonflement des argiles

L'immeuble est concerné par la cartographie des zones exposées au phénomène de mouvement de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la

réhydratation des sols établie par les ministres chargés de la construction et de la prévention des risques naturels majeurs.

La carte d'exposition des formations argileuses au phénomène de mouvement de terrain différentiel identifie quatre catégories de zones :

- Les zones d'exposition forte, qui correspondent à des formations essentiellement argileuses, épaisses et continues, où les minéraux argileux gonflants sont largement majoritaires et dont le comportement géotechnique indique un matériau très sensible au phénomène.
- Les zones d'exposition moyenne, qui correspondent à des formations argileuses minces ou discontinues, présentant un terme argileux non prédominant, où les minéraux argileux gonflants sont en proportion équilibrée et dont le comportement géotechnique indique un matériau moyennement sensible au phénomène.
- Les zones d'exposition faible, qui correspondent à des formations non argileuses mais contenant localement des passées ou des poches argileuses, où les minéraux argileux gonflants sont minoritaires et dont le comportement géotechnique indique un matériau peu ou pas sensible au phénomène, selon l'endroit où on le mesure.
- Les territoires qui ne sont pas classés dans l'une des trois zones précédentes sont des zones d'exposition résiduelle, où la présence de terrain argileux n'est, en l'état des connaissances, pas identifiée.

INFORMATION DE L'ACQUEREUR SUR LES ANOMALIES REVELEES PAR LES DIAGNOSTICS TECHNIQUES IMMOBILIERS OBLIGATOIRES

L'**ACQUEREUR** déclare ici avoir pris connaissance, préalablement à la signature, des anomalies révélées par les diagnostics techniques immobiliers obligatoires dont les rapports sont annexés.

L'**ACQUEREUR** déclare avoir été informé par le notaire soussigné, préalablement à la signature des présentes, notamment :

- des conséquences de ces anomalies au regard du contrat d'assurance qui sera souscrit pour la couverture de l'immeuble en question,
- de la nécessité, soit de faire effectuer par un professionnel compétent les travaux permettant de remédier à ces anomalies, soit de faire état auprès de la compagnie d'assurance qui assurera le bien, du contenu et des conclusions de ces diagnostics,
- qu'à défaut d'avoir, dans les formes et délais légaux, avisé la compagnie d'assurance préalablement à la signature du contrat d'assurance, il pourrait être fait application de l'article L.113-8 du Code des assurances ci-dessous reproduit, cet article prévoyant la nullité du contrat d'assurance en cas de sinistre.

Et qu'en conséquence, l'**ACQUEREUR** pourrait perdre tout droit à garantie et toute indemnité en cas de sinistre même sans lien avec les anomalies en question.

Reproduction de l'article L113-8 du Code des assurances :

"Indépendamment des causes ordinaires de nullité, et sous réserve des dispositions de l'article L. 132-26, le contrat d'assurance est nul en cas de réticence ou de fausse déclaration intentionnelle de la part de l'assuré, quand cette réticence ou cette fausse déclaration change l'objet du risque ou en diminue l'opinion pour l'assureur, alors même que le risque omis ou dénaturé par l'assuré a été sans influence sur le sinistre.

Les primes payées demeurent alors acquises à l'assureur, qui a droit au paiement de toutes les primes échues à titre de dommages et intérêts.

Les dispositions du second alinéa du présent article ne sont pas applicables aux assurances sur la vie."

SITUATION ENVIRONNEMENTALE

ACTIVITES DANS L'ENVIRONNEMENT PROCHE DE L'IMMEUBLE

Préalablement à la signature des présentes, l'**ACQUEREUR** déclare s'être assuré par lui-même, des activités, professionnelles ou non, de toute nature, exercées dans l'environnement proche de l'immeuble, susceptibles d'occasionner des nuisances, sonores, olfactives, visuelles ou autres.

Le rédacteur des présentes a spécialement informé l'**ACQUEREUR** savoir :

- Des dispositions de l'article L 113-8 du Code de la construction et de l'habitation :

"Les dommages causés aux occupants d'un bâtiment par des nuisances dues à des activités agricoles, industrielles, artisanales, commerciales, touristiques, culturelles ou aéronautiques, n'entraînent pas droit à réparation lorsque le permis de construire afférent au bâtiment exposé à ces nuisances a été demandé ou l'acte authentique constatant l'aliénation ou la prise de bail établi postérieurement à l'existence des activités les occasionnant dès lors que ces activités s'exercent en conformité avec les dispositions législatives ou réglementaires en vigueur et qu'elles se sont poursuivies dans les mêmes conditions."

- Qu'outre les dispositions législatives ou réglementaires spéciales dont relèvent certaines activités, la législation, relative aux troubles anormaux du voisinage, se fonde sur les articles 1240 et 1241 du Code civil selon lesquels :

"Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer" et "Chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence."

- L'article 544 du Code Civil ajoute que :

"La propriété est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements."

- De plus, l'article R 1334-31 du Code de la santé publique dispose que :

"Aucun bruit particulier ne doit, par sa durée, sa répétition ou son intensité, porter atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé de l'homme, dans un lieu public ou privé, qu'une personne en soit elle-même à l'origine ou que ce soit par l'intermédiaire d'une personne, d'une chose dont elle a la garde ou d'un animal placé sous sa responsabilité."

Chaque rapport de voisinage peut susciter des désagréments, il n'en reste pas moins qu'il ne caractérise pas nécessairement un trouble "anormal". Serait considéré, par le Tribunal Judiciaire, comme anormal, un trouble répétitif, intensif, ou un trouble qui outrepassse les activités normales attendues de la part du voisinage.

CONSULTATION DE BASES DE DONNEES ENVIRONNEMENTALES

Les bases de données suivantes ont été consultées :

- La base de données relative aux risques naturels et technologiques (Géorisques).

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Les parties sont informées des dispositions suivantes du Code de l'environnement :

- Celles de l'article L 514-20 du Code de l'environnement, et ce dans la mesure où une installation soumise à autorisation ou à enregistrement a été exploitée sur les lieux :

"Lorsqu'une installation soumise à autorisation, ou à enregistrement, a été exploitée sur un terrain, le vendeur de ce terrain est tenu d'en informer par écrit l'acheteur ; il l'informe également, pour autant qu'il les connaisse, des dangers ou inconvénients importants qui résultent de l'exploitation.

Si le vendeur est l'exploitant de l'installation, il indique également par écrit à l'acheteur si son activité a entraîné la manipulation ou le stockage de substances chimiques ou radioactives. L'acte de vente atteste de l'accomplissement de cette formalité.

A défaut et si une pollution constatée rend le terrain impropre à sa destination précisée dans le contrat, dans un délai de deux ans à compter de la découverte de la pollution, l'acheteur a le choix de demander la résolution de la vente ou de se faire restituer une partie du prix ; il peut aussi demander la réhabilitation du site aux frais du vendeur, lorsque le coût de cette réhabilitation ne paraît pas disproportionné par rapport au prix de vente."

- Celles de l'article L 125-7 du Code de l'environnement, et ce dans la mesure où une installation soumise à autorisation ou à enregistrement n'a pas été exploitée sur les lieux :

"Sans préjudice de l'article L 514-20 et de l'article L 125-5, lorsqu'un terrain situé en zone d'information sur les sols mentionné à l'article L 125-6 fait l'objet d'un contrat de vente ou de location, le vendeur ou le bailleur du terrain est tenu d'en informer par écrit l'acquéreur ou le locataire. Il communique les informations rendues publiques par l'Etat, en application du même article L. 125-6. L'acte de vente ou de location atteste de l'accomplissement de cette formalité.

A défaut et si une pollution constatée rend le terrain impropre à sa destination précisée dans le contrat, dans un délai de deux ans à compter de la découverte de la pollution, l'acheteur ou le locataire a le choix de demander la résolution du contrat ou, selon le cas, de se faire restituer une partie du prix de vente ou d'obtenir une réduction du loyer. L'acquéreur peut aussi demander la réhabilitation du terrain aux frais du vendeur lorsque le coût de cette réhabilitation ne paraît pas disproportionné par rapport au prix de vente."

En outre, pour ce qui concerne le traitement des terres qui seront excavées, elles deviennent alors des meubles et, si elles sont polluées, seront soumises à la réglementation des déchets. Elles devront, à ce titre, faire l'objet d'une évacuation dans des décharges appropriées au caractère dangereux, non dangereux ou inerte des déchets.

OBLIGATION GENERALE D'ELIMINATION DES DECHETS

Le propriétaire doit supporter le coût de la gestion jusqu'à l'élimination des déchets, qu'ils soient les siens, ceux de ses locataires ou précédents propriétaires, pouvant le cas échéant se trouver sur l'immeuble.

L'article L 541-1-1 du Code de l'environnement définit le déchet comme *"toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire"*.

Sont exclus de la réglementation sur les déchets les sols non excavés, y compris les sols pollués non excavés et les bâtiments reliés au sol de manière permanente, les sédiments déplacés au sein des eaux de surface aux fins de gestion des eaux et des voies d'eau, de prévention des inondations, d'atténuation de leurs effets ou de ceux des sécheresses ou de mise en valeur des terres, s'il est prouvé que ces sédiments ne sont pas dangereux, les effluents gazeux émis dans l'atmosphère, le dioxyde de carbone capté et transporté en vue de son stockage géologique et effectivement stocké dans une formation géologique, la paille et les autres matières naturelles non dangereuses issues de l'agriculture ou de la sylviculture et qui sont utilisées dans le cadre de l'exploitation agricole ou sylvicole, et les matières radioactives (article L 541-4-1 de ce Code).

Les terres prennent un statut de déchet dès qu'elles sont extraites du site de leur excavation.

Selon les dispositions de l'article L 541-2 du Code de l'environnement, tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion et en est responsable jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.

L'élimination des déchets comporte les opérations de collecte, transport, stockage, tri et traitement nécessaires à la récupération des éléments et matériaux réutilisables ou de l'énergie, ainsi qu'au dépôt ou au rejet dans le milieu naturel de tous autres produits dans les conditions propres à éviter les nuisances.

Il est fait observer que le simple détenteur de déchet ne peut s'exonérer de son obligation que s'il prouve qu'il est étranger à l'abandon des déchets et qu'il n'a pas permis ou facilité cet abandon par complaisance ou négligence.

En outre, les parties sont dûment informées des dispositions de l'article L 125-7 du Code de l'environnement selon lesquelles lorsque dans un terrain, faisant l'objet d'une transaction, n'a pas été exploitée une installation soumise à autorisation ou à enregistrement et en présence d'informations rendues publiques en application de l'article L 125-6 de ce Code faisant état d'un risque de pollution des sols l'affectant, le vendeur ou le bailleur du terrain est tenu d'en informer par écrit l'acquéreur ou le locataire.

ORIGINE DE PROPRIETE

Le **VENDEUR** est devenu propriétaire de la façon suivante :

-le terrain :

Acquisition de la société BONNIN IMMOBILIER, société à responsabilité limitée, au capital de 10 000,00 Euros, ayant son siège social à AUBIGNY (Vendée) lieudit "L'Auroire" identifiée sous le numéro SIREN 444 562 490 au registre du Commerce et des Sociétés de LA ROCHE SUR YON suivant acte reçu par Maître Eric EMILLE notaire à LA ROCHE-SUR-YON, le 9 janvier 2009.

Le prix a été payé comptant et quittancé dans l'acte.

Cet acte a été publié au service de la publicité foncière de LA ROCHE-SUR-YON le 6 mars 2009, volume 2009P, numéro 1963.

Une attestation rectificative a été établie par le notaire le 20 février 2009 et publiée au service de la publicité foncière de LA ROCHE-SUR-YON le 25 mars 2009 volume 2009P numéro 2581.

-les constructions :

Pour les avoir faites édifier en vertu des autorisations d'urbanisme ci-dessous précisées.

ORIGINE DE PROPRIETE ANTERIEURE

Antérieurement, le bien objet des présentes appartenait à la société BONNIN IMMOBILIER par suite de l'acquisition qu'elle en a faite de :

Monsieur BEIGNON Jean Auguste Eugène Gérard Marie, né à LA ROCHE SUR YON, le 18 août 1955, époux de Madame Yvette SIRE, demeurant à LA BOISSIERE DES LANDES (85) 4 Rue de la Petite Croix.

Suivant acte reçu par Maître Eric EMILLE notaire à LA ROCHE-SUR-YON, le 3 juillet 2006.

Le prix a été payé comptant et quittancé dans l'acte.

Cet acte a été publié au service de la publicité foncière de LA ROCHE-SUR-YON le 26 juillet 2006, volume 2006P, numéro 7912, attestation rectificative du 16 octobre 2006 publiée au service de la publicité foncière de LA ROCHE-SUR-YON le 18 octobre 2006, volume 2006P, numéro 10627

Cet acte a fait l'objet d'un acte rectificatif établi par Maître EMILLE, notaire à LA ROCHE SUR YON, le 19 octobre 2006, aux termes duquel il a été constaté l'omission de la parcelle cadastrée section B numéro 1813 et l'annulation de la

servitude constituée aux termes de l'acte du 3 juillet 2006 et son remplacement par la servitude relatée au paragraphe « rappel de servitudes ».

Cet acte a été publié au service de la publicité foncière de LA ROCHE SUR YON le 25 octobre 2006 volume 2006P numéro 10963.

Originellement, ledit bien appartenait à Monsieur BEIGNON par suite des faits et actes suivants :

Décès de Monsieur Auguste BEIGNON

Monsieur Auguste Eugène Armand BEIGNON, né à LE POIRE SUR VIE, le 9 juin 1907, époux de Madame Eugénie Marie Lucienne Joséphine LIBAUD, demeurant aux Clouzeaux, La Tonnelle, est décédé en son domicile le 11 février 1987, laissant pour recueillir sa succession :

A/Son conjoint survivant :

Madame Eugénie LIBAUD, décédée depuis,

Commune en biens meubles et acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à leur union célébrée à la mairie de LA ROCHE SUR YON le 25 février 1949.

Usufruitière légale du quart des biens.

B/Et pour seuls héritiers :

*Monsieur Gérard Auguste Eugène Marie BEIGNON, né à LA ROCHE SUR YON, le 12 avril 1952, célibataire, demeurant à TAVERNY 12 rue du Trou Samson.

*Et Monsieur Jean BEIGNON, susnommé,

Ses deux enfants et seuls présomptifs héritiers, ensemble pour le tout ou divisément chacun pour la moitié, sauf les droits du conjoint survivant.

Ainsi que ces qualités sont constatés dans un acte de notoriété-attestation immobilière dressé par Maître Henri PELLETIER notaire à LA ROCHE SUR YON le 22 mai 1987.

Une copie authentique dudit acte a été publiée au service de la publicité foncière de LA ROCHE SUR YON le 6 juillet 1987 volume 7376 numéro 6.

Décès de Madame Eugénie LIBAUD

Madame Eugénie Marie Lucienne Joséphine LIBAUD, veuve de Monsieur Auguste Eugène Armand BEIGNON, née à AIZENAY, le 28 juin 1927, demeurant à LA ROCHE SUR YON 34 rue Sadi Carnot, est décédée à LA ROCHE SUR YON le 6 décembre 1996, laissant pour recueillir sa succession :

*Monsieur Gérard Auguste Eugène Marie BEIGNON, né à LA ROCHE SUR YON, le 12 avril 1952, célibataire, demeurant à TAVERNY 12 rue du Trou Samson.

*Et Monsieur Jean BEIGNON, susnommé,

Ses deux enfants et seuls présomptifs héritiers, ensemble pour le tout ou divisément chacun pour la moitié, issus de son union avec son conjoint prédécédé.

Ainsi que ces qualités sont constatés dans un acte de notoriété-attestation immobilière dressé par Maître Henri PELLETIER notaire à LA ROCHE SUR YON le 21 avril 1997.

Une copie authentique dudit acte a été publiée au service de la publicité foncière de LA ROCHE SUR YON le 29 mai 1997 volume 1997P numéro 4003.

Licitation au profit de Monsieur Jean BEIGNON

Aux termes d'un acte reçu par Maître Henri PELLETIER notaire à LA ROCHE SUR YON le 13 août 1997,

*Monsieur Gérard Auguste Eugène Marie BEIGNON, né à LA ROCHE SUR YON, le 12 avril 1952, célibataire, demeurant à TAVERNY 12 rue du Trou Samson.

A vendu à titre de licitation faisant cesser l'indivision, au profit de Monsieur Jean BEIGNON, ses droits soit la moitié indivise dans divers immeubles et notamment celui objet des présentes.

Cette licitation a été consentie et acceptée moyennant un prix payé comptant et quittancé dans l'acte.

Une copie authentique dudit acte a été publiée au service de la publicité foncière de LA ROCHE SUR YON le 3 octobre 1997 volume 1997P numéro 7471.

NEGOCIATION

La vente a été négociée par l'agence ICOCC, société SARL B3i titulaire d'un mandat donné par LE VENDEUR sous le numéro GM5520 en date du 27 septembre 2022 non encore expiré, ainsi déclaré.

En conséquence, L'ACQUEREUR qui en a seul la charge aux termes du mandat, doit à l'agence une rémunération de VINGT-QUATRE MILLE EUROS (24 000,00 EUR), taxe sur la valeur ajoutée incluse.

Cette rémunération est réglée par la comptabilité de l'office notarial.

MODALITES DE DELIVRANCE DE LA COPIE AUTHENTIQUE

Le notaire rédacteur adressera, à l'attention de l'**ACQUEREUR**, une copie authentique, sur support papier ou sur support électronique, des présentes qu'ultérieurement, notamment en cas de demande expresse de ce dernier, de son mandataire, de son notaire, ou de son ayant droit.

Néanmoins, le notaire lui adressera, immédiatement après la signature des présentes, une copie scannée de l'acte si l'acte a été signé sur support papier, ou une copie de l'acte électronique s'il a été signé sous cette forme.

Cet envoi se fera par courriel à l'adresse électronique suivante :

jaclan28@hotmail.com

L'**ACQUEREUR** donne son agrément à ces modalités de délivrance, sans que cet agrément vaille dispense pour le notaire de délivrer ultérieurement la copie authentique.

COPIE EXECUTOIRE

Les parties requièrent le notaire soussigné de délivrer au **PRETEUR** une copie exécutoire à ordre unique transmissible par voie d'endossement, dans les conditions prévues par la loi numéro 76-519 du 15 juin 1976 et plus particulièrement des articles 6 alinéa 1^{er}, 7 et 11 de ladite loi, ci-après littéralement rapportés.

Cet endossement transférera à son bénéficiaire la propriété de la créance, avec tous les droits, garanties et sûretés y attachés. En conséquence, le dernier bénéficiaire de l'endos aura seul droit, lors du remboursement du prêt, ou lorsque les sûretés se trouveront produire leurs effets, à l'exercice de tous les droits résultant du présent acte, par la représentation de la copie exécutoire, revêtue de l'endos à son ordre.

L'endos au profit d'un autre établissement bancaire, financier ou de crédit à statut légal spécial devra être daté et signé par l'endosseur, exprimer la valeur fournie et désigner l'établissement bancaire bénéficiaire de l'endossement, éventuellement, il sera signifié à l'**EMPRUNTEUR** par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la copie exécutoire à ordre venait à être endossée au profit d'une personne physique ou morale autre qu'un établissement bancaire, financier ou de crédit à statut légal spécial, elle devrait être revêtue du texte des articles 6 alinéas 1^{er} et 7 de la loi numéro 76-519 du 15 juin 1976 et son endossement serait établi par acte notarié dans les conditions prévues à l'article 6 de ladite loi. Le paiement total ou partiel du capital et la mainlevée de l'inscription hypothécaire s'effectueraient alors conformément à toutes les dispositions des articles 7 et 10 de ladite loi.

RAPPEL DES DISPOSITIONS LEGALES

(Loi du quinze juin mil neuf cent soixante seize)

Article 6 - Alinéa 1

« l'endossement de la copie exécutoire à ordre est obligatoirement constaté par acte notarié, et porté sur la copie exécutoire elle-même. »

Article 7 -

« Le paiement total ou partiel du capital ne peut être exigé que sur présentation de copie exécutoire à ordre à moins qu'en vertu d'une disposition de l'acte ayant constaté la créance, le paiement doive être effectué à un établissement bancaire financier ou de crédit à statut légal spécial ou à un notaire chargé d'exiger et de recevoir paiement pour le compte du créancier. »

« Les paiements anticipés ne libèrent le débiteur que s'ils sont portés sur la copie exécutoire à ordre : toutefois, à l'égard du créancier qui a reçu l'un de ces paiements ou d'un créancier de ce dernier ayant fait saisie-arrêt, la libération du débiteur peut être établie dans les conditions de droit commun. »

Article 11 -

« Les formalités mentionnées aux articles 5 alinéas 2, 2°, 6, 7 et à l'article 10 alinéa 5, ne sont pas obligatoires lorsque la copie exécutoire à ordre est créée ou endossée au profit d'un établissement bancaire, financier ou de crédit à statut légal spécial. En cas d'endossement par un des établissements mentionnés à l'alinéa précédent au profit d'une personne autre que l'un de ces établissements, la copie exécutoire à ordre doit comporter la mention prévue par l'article 5 alinéa 2, 2°, s'il y a lieu, et la mention des paiements anticipés effectués antérieurement à peine par l'établissement endosseur d'engager sa responsabilité envers le débiteur. »

Le **PRETEUR** a dispensé le notaire de délivrer dès à présent la copie exécutoire, se réservant la faculté de la requérir ultérieurement aux frais de l'emprunteur.

DELIVRANCE DU CERTIFICAT DE TITRE EXECUTOIRE EUROPEEN

Le débiteur reconnaît que les présentes constatent une créance incontestable, par suite cette créance est éligible au titre exécutoire européen.

En conséquence, pour le cas où le créancier aux présentes serait amené à exercer à l'encontre de son débiteur des poursuites en dehors du territoire français, sur celui de l'un quelconque des Etats membres de l'Union européenne, il requiert dès à présent du notaire soussigné l'établissement et la délivrance du certificat de titre exécutoire prévu par le règlement (CE) numéro 805/2004 du 21 avril 2004, ce dont le débiteur reconnaît avoir été informé et y consentir.

Le créancier déclare avoir été informé par les soins du notaire soussigné que :

- Préalablement à l'exécution dans un autre Etat membre de l'Union européenne, il devra fournir aux autorités chargées de l'exécution une copie exécutoire des présentes ainsi que le certificat de titre exécutoire européen que le notaire lui délivrera à première demande de sa part. Cette délivrance pourra s'effectuer par voie électronique. Certaines garanties sont prévues : le consentement préalable exprès du destinataire, la confirmation de la réception par le destinataire, ainsi que la faculté pour tout Etat membre de fixer des conditions supplémentaires pour accepter la notification par voie électronique.
- Celui-ci peut être amené à solliciter la traduction de ce certificat dans la langue officielle de l'Etat considéré ou dans une autre langue que l'Etat membre aura déclaré pouvoir accepter.

CONCLUSION DU CONTRAT

Les parties déclarent que les dispositions de ce contrat ont été, en respect des règles impératives de l'article 1104 du Code civil, négociées de bonne foi. Elles affirment qu'il reflète l'équilibre voulu par chacune d'elles.

DEVOIR D'INFORMATION RECIPROQUE

En application de l'article 1112-1 du Code civil qui impose aux parties un devoir précontractuel d'information, qui ne saurait toutefois porter sur le prix, le **VENDEUR** déclare avoir porté à la connaissance de l'**ACQUEREUR** l'ensemble des

informations dont il dispose ayant un lien direct et nécessaire avec le contenu du présent contrat et dont l'importance pourrait être déterminante de son consentement.

Ce devoir s'applique à toute information sur les caractéristiques juridiques, matérielles et environnementales relatives au **BIEN**, ainsi qu'à son usage, dont il a personnellement connaissance par lui-même et par des tiers, sans que ces informations puissent être limitées dans le temps.

Le **VENDEUR** reconnaît être informé qu'un manquement à ce devoir serait sanctionné par la mise en œuvre de sa responsabilité, avec possibilité d'annulation du contrat s'il a vicié le consentement de l'**ACQUEREUR**.

Pareillement, l'**ACQUEREUR** déclare avoir rempli les mêmes engagements, tout manquement pouvant être sanctionné comme indiqué ci-dessus.

Le devoir d'information est donc réciproque.

En outre, conformément aux dispositions de l'article 1602 du Code civil, le **VENDEUR** est tenu d'expliquer clairement ce à quoi il s'oblige, tout pacte obscur ou ambigu s'interprétant contre lui.

Les **PARTIES** attestent que les informations déterminantes connues d'elles, données et reçues, sont rapportées aux présentes.

RENONCIATION A L'IMPREVISION

Le mécanisme de l'imprévision nécessite un changement de circonstances rendant l'exécution d'un contrat excessivement onéreuse, changement imprévisible lors de la conclusion de celui-ci.

Ce mécanisme est prévu à l'article 1195 du Code civil dont les dispositions sont littéralement rapportées :

"Si un changement de circonstances imprévisible lors de la conclusion du contrat rend l'exécution excessivement onéreuse pour une partie qui n'avait pas accepté d'en assumer le risque, celle-ci peut demander une renégociation du contrat à son cocontractant. Elle continue à exécuter ses obligations durant la renégociation.

En cas de refus ou d'échec de la renégociation, les parties peuvent convenir de la résolution du contrat, à la date et aux conditions qu'elles déterminent, ou demander d'un commun accord au juge de procéder à son adaptation. A défaut d'accord dans un délai raisonnable, le juge peut, à la demande d'une partie, réviser le contrat ou y mettre fin, à la date et aux conditions qu'il fixe".

Les parties écartent de leur contrat les dispositions de l'article 1195 du Code civil permettant la révision du contrat pour imprévision, estimant que compte tenu du contexte des présentes, cette renonciation n'aura pas de conséquences déraisonnables à l'endroit de l'une d'entre elles. Par suite, elles ne pourront pas solliciter judiciairement la renégociation des présentes s'il survient un événement imprévisible rendant l'exécution excessivement onéreuse pour l'une d'entre elles. Toutefois cette renonciation n'aura d'effet que pour les événements qui n'auront pas été prévus aux termes des présentes.

Une telle renonciation ne concerne pas le cas de force majeure caractérisé par l'irrésistibilité et l'imprévisibilité qui impliquent l'impossibilité pour le débiteur d'exécuter son obligation et dont seul le débiteur peut se prévaloir.

Aux termes de l'article 1218 du Code civil *"Il y a force majeure en matière contractuelle lorsqu'un événement échappant au contrôle du débiteur, qui ne pouvait être raisonnablement prévu lors de la conclusion du contrat et dont les effets ne peuvent être évités par des mesures appropriées, empêche l'exécution de son obligation par le débiteur.*

Si l'empêchement est temporaire, l'exécution de l'obligation est suspendue à moins que le retard qui en résulterait ne justifie la résolution du contrat. Si l'empêchement est définitif, le contrat est résolu de plein droit et les parties sont libérées de leurs obligations dans les conditions prévues aux articles 1351 et 1351-1."

MEDIATION

Les parties sont informées qu'en cas de litige entre elles ou avec un tiers, elles pourront, préalablement à toute instance judiciaire, le soumettre à un médiateur qui sera désigné et missionné par le Centre de médiation notariale dont elles

trouveront toutes les coordonnées et renseignements utiles sur le site : <https://www.mediation.notaires.fr>.

ELECTION DE DOMICILE

Les parties élisent domicile :

- en leur demeure ou siège respectif pour l'exécution des présentes et de leurs suites,
- en l'office notarial pour la publicité foncière, l'envoi des pièces et la correspondance s'y rapportant.

Le **PRETEUR** élit domicile en son siège pour l'exécution du prêt.

Et spécialement pour la validité de l'inscription à prendre, la correspondance et le renvoi des pièces, élection de domicile est faite en l'office notarial du notaire soussigné.

TITRES - CORRESPONDANCE ET RENVOI DES PIECES

Il ne sera remis aucun ancien titre de propriété à l'**ACQUEREUR** qui pourra se faire délivrer, à ses frais, ceux dont il pourrait avoir besoin, et sera subrogé dans tous les droits du **VENDEUR** à ce sujet.

En suite des présentes, la correspondance et le renvoi des pièces à l'**ACQUEREUR** devront s'effectuer à l'adresse suivante : à l'adresse du bien vendu.

La correspondance auprès du **VENDEUR** s'effectuera à : en l'étude de Maître Eric EMILLE, notaire assistant le VENDEUR.

Chacune des parties s'oblige à communiquer au notaire tout changement de domicile ou siège et ce par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

POUVOIRS - PUBLICITE FONCIERE

Pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière ou réparer une erreur matérielle telle que l'omission d'une pièce annexe dont le contenu est relaté aux présentes, les parties agissant dans un intérêt commun donnent tous pouvoirs nécessaires à tout notaire ou à tout collaborateur de l'office notarial dénommé en tête des présentes, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec tous les documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix.

Elles reconnaissent avoir été informées par le notaire soussigné des sanctions fiscales et des peines correctionnelles encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation ainsi que des conséquences civiles édictées par l'article 1202 du Code civil

Le notaire soussigné précise qu'à sa connaissance le présent acte n'est modifié ni contredit par aucune contre-lettre contenant augmentation du prix.

DEMANDE DE RESTITUTION – AUTORISATION DE DESTRUCTION DES DOCUMENTS ET PIECES

Les originaux des documents et pièces remis par les parties au notaire leur seront restitués, si elles en font la demande expresse dans le délai d'un mois à compter des présentes.

A défaut, les parties autorisent l'office notarial à détruire ces documents et pièces, et notamment tout avant-contrat sous signature privée pouvant avoir été établi

en vue de la conclusion du présent acte, considérant que celui-ci contient l'intégralité des conventions auxquelles elles ont entendu donner le caractère d'authenticité.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les personnes mentionnées aux présentes, pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, etc.),
- les offices notariaux participant ou concourant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013,
- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne et encadré par la signature de clauses contractuelles types de la Commission européenne, visant à assurer un niveau de protection des données substantiellement équivalent à celui garanti dans l'Union Européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les personnes peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, elles peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données ou s'y opposer pour des raisons tenant à leur situation particulière. Elles peuvent également définir des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de leurs données personnelles après leur décès.

L'Office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les personnes peuvent contacter à l'adresse suivante : franck.baron@notaires.fr.

Si les personnes estiment, après avoir contacté l'Office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une

autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

CERTIFICATION D'IDENTITE

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties dénommées dans le présent document telle qu'elle est indiquée en tête des présentes à la suite de leur nom ou dénomination lui a été régulièrement justifiée.

FORMALISME LIE AUX ANNEXES

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.





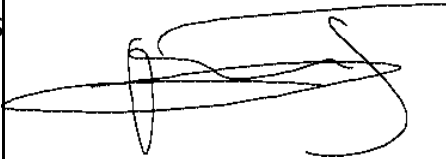
Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

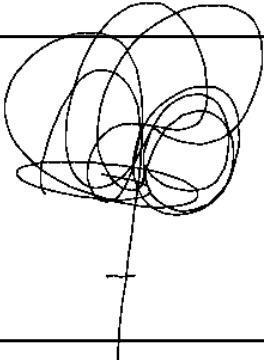
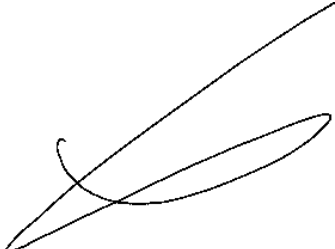
DONT ACTE sans renvoi

Généré en l'office notarial et visualisé sur support électronique aux lieu, jour, mois et an indiqués en en-tête du présent acte.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes les déclarations les concernant, avant d'apposer leur signature manuscrite sur tablette numérique.

Le notaire, qui a recueilli l'image de leur signature, a lui-même apposé sa signature manuscrite, puis signé l'acte au moyen d'un procédé de signature électronique qualifié.

<p>Mme PERRAUD Corinne représentant de la société dénommée CAISSE DE CREDIT MUTUEL DE LA ROCHE MOLIERE a signé</p> <p>à MAREUIL-SUR-LAY-DISSAIS le 21 août 2023</p>	
<p>Mme LANSIAUX Lauréline a signé</p> <p>à MAREUIL-SUR-LAY-DISSAIS le 21 août 2023</p>	
<p>Mme LANSIAUX Jacqueline a signé</p> <p>à MAREUIL-SUR-LAY-DISSAIS le 21 août 2023</p>	
<p>Mme PEAN Sophie a signé</p> <p>à MAREUIL-SUR-LAY-DISSAIS le 21 août 2023</p>	
<p>M. PEAN Sébastien a signé</p> <p>à MAREUIL-SUR-LAY-DISSAIS le 21 août 2023</p>	

<p>M. EMILLE Eric a signé à MAREUIL-SUR-LAY-DISSAIS le 21 août 2023</p>	
<p>et le notaire Me VERDOOLAEGHE-GIRO D STEPHANIE a signé à L'OFFICE L'AN DEUX MILLE VINGT TROIS LE VINGT ET UN AOÛT</p>	

Département :
VENDEE

Commune :
AUBIGNY-LES-CLOUZEUX

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Section : YD
Feuille : 069 YD 01

Échelle d'origine : 1/2000
Échelle d'édition : 1/2000

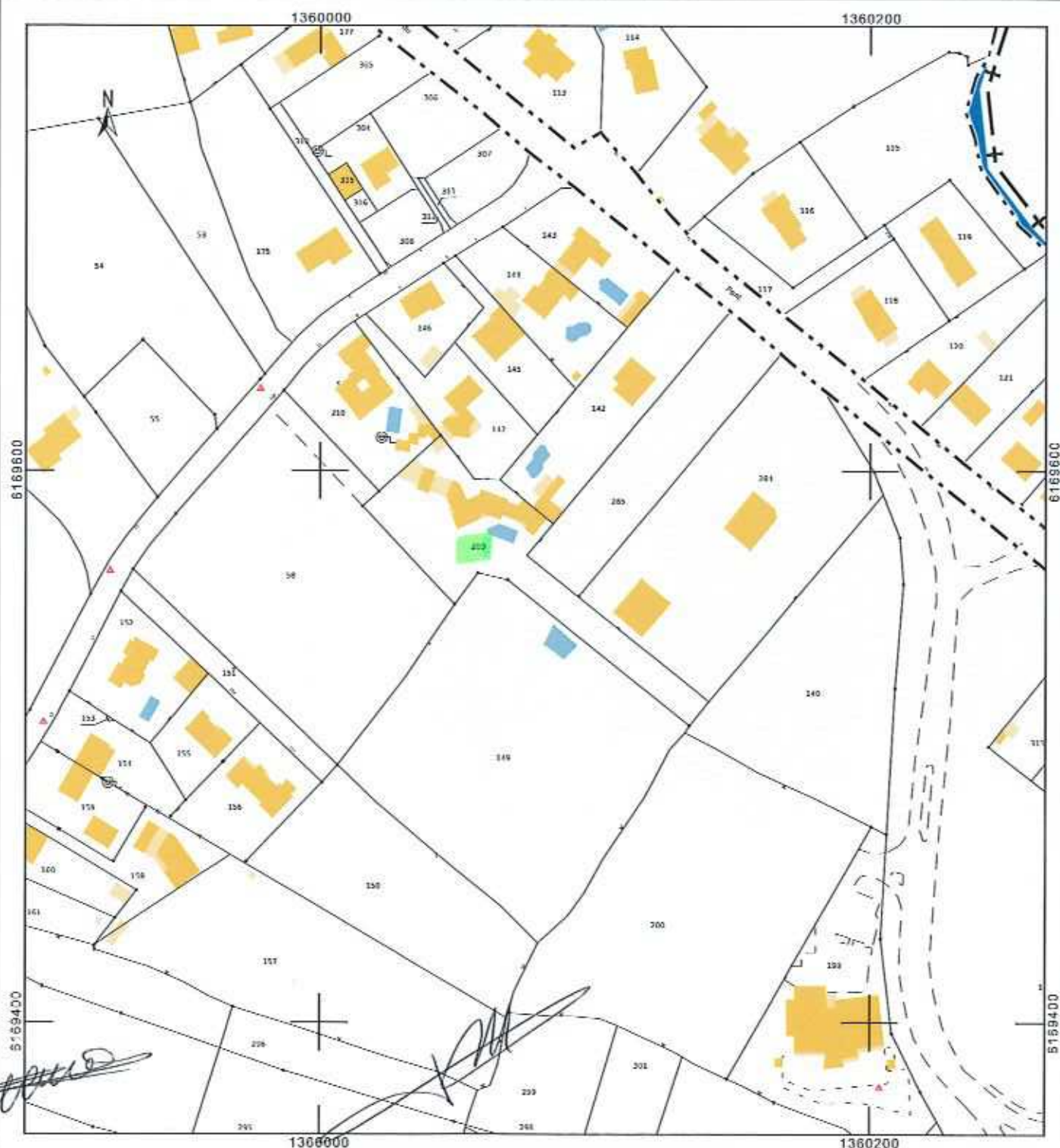
Date d'édition : 13/03/2023
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF-93CC47
©2022 Direction Générale des Finances
Publiques

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
l'Atelier Topographique Gestion Cadastre
VENDEE
Cité Administrative TRAVOT Rue du
93ème RI 85020
85020 LA ROCHE SUR YON CEDEX
tél. 02 51 45 12 39 -fax
ptgc.850.la-roche-sur-
yon@dgfip.finances.gouv.fr

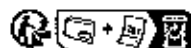
Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



CAISSE DE CREDIT MUTUEL LA ROCHE MOLIERE
23 BOULEVARD ARISTIDE BRIAND
85010 LA ROCHE SUR YON CEDEX
Téléphone : 02 51 47 93 00
Fax : 02 51 46 12 14
Email : 3903100@creditmutuel.fr

ETUDE NOTARIALE BARON
94 RUE DE LA BOULAYE
BP 7
85320 MAREUIL SUR LAY DISSAIS



Concerne : Offre de crédit immobilier consentie à M^{lle} LANSIAUX LAURELINE et M^{me} LANSIAUX JACQUELINE
Référence(s) : 15519 39031 000241174 01.
Dossier suivi par : Linda HERVOUET

DELEGATION DE POUVOIRS

Les soussignés :

LINDA HERVOUET

Agissant pour les présentes au nom et pour le compte de la

CAISSE DE CREDIT MUTUEL LA ROCHE MOLIERE
Société coopérative de crédit à capital variable et à responsabilité statutairement limitée avec siège social situé 23 BOULEVARD ARISTIDE BRIAND CS 30385 85010 LA ROCHE SUR YON CEDEX.
Siren : 786444505 RCS LA ROCHE SUR YON
Pour toute demande portant sur la bonne exécution du contrat ou toute réclamation : N° CRISTAL 02 51 47 53 00 (appel non surtaxé)

constituent par les présentes pour mandataire le collaborateur ci-après désigné : Madame Laureline PERRAUD, -agrade en l'étude de M^{re} Stéphanie VERDOLAGHE-GRAUD, notaire à MAREUIL SUR LAY DISSAIS (85320) - à qui ils donnent conjointement pouvoir, pour eux et au nom de l'établissement qu'ils représentent, à l'effet de :

- prendre connaissance de l'acte authentique relatif au financement d'un montant total de 300 000,00 Euros consenti à Jacqueline LANSIAUX 323 LES COURRERES 44330 VALLET Laureline LANSIAUX 323 LES COURRERES 44330 VALLET, ainsi qu'à la garantie hypothécaire à matérialiser en garantie de ce concours.

aux effets ci-dessus, accepter et signer ledit acte, élire domicile et en général faire le nécessaire.

Le mandant reconnaît avoir été informé que le mandataire ainsi désigné est susceptible de représenter également l'emprunteur pour la régularisation de l'acte à intervenir.

Dans une telle hypothèse, et par dérogation à l'article 1161 du code civil, le mandant autorise expressément cette double représentation, sous réserve d'une autorisation analogue de l'autre partie.

Promettant avec ratification.

Fait à La Roche sur Yon le 02/04/2023

CAISSE FEDERALE DE CREDIT MUTUEL OCEAN
Société coopérative de crédit à capital variable
RCS La Roche-sur-Yon B 307 045 013
Intermédiaire d'assurance n° ORIAS : 07 027 974
34, Rue Léandre Merlet - BP 17
85001 La Roche-sur-Yon Cedex

CAISSE DE CREDIT MUTUEL LA ROCHE MOLIERE Société coopérative de crédit à capital variable et à responsabilité statutairement limitée
23 BOULEVARD ARISTIDE BRIAND 85010 LA ROCHE SUR YON CEDEX Téléphone : 02 51 47 93 00 Fax : 02 51 46 12 14 Email : 3903100@creditmutuel.fr
TVA intracommunautaire FR 05 786 444 505 - Intermédiaire en opérations d'assurance : ORIAS 07027974 CCM affiliée à la CF de CMO www.orias.fr
Médiateur du Crédit Mutuel : 63 chemin Antoine Pardon 69160 Tassin la Demi Lune www.lemediateur-creditmutuel.com
Pour toute demande sur la bonne exécution du contrat ou réclamation d'un consommateur : 02 51 47 53 00 (appel non surtaxé)
Pour toute demande portant sur la bonne exécution du contrat ou toute réclamation : N° CRISTAL 02 51 47 53 00 (appel non surtaxé)

PROCURATION A MANDATAIRE

Pouvoirs de signature en matière d'actes de prêts SSP ou notariés pour les
Caisses Locales de Crédit Mutuel

- 17 avril 2023 -

Je soussigné **Jean-Pierre MORIN,**
Directeur Général
de la **CAISSE FEDERALE DU CREDIT MUTUEL OCEAN (CFCMO)**
Société Anonyme Coopérative de Crédit à Capital Variable,
dont le siège social est à la Roche-sur-Yon 85000, 34 rue Léandre Merlet,
RCS La Roche-sur-Yon 307 049 015

Agissant en qualité de représentant légal de la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Océan
(CFCMO), elle-même mandataire :

- 1) Des **CAISSES DE CREDIT MUTUEL** sises en **VENDÉE** et adhérant à la **FEDERATION DU CREDIT MUTUEL OCEAN**, en vertu d'une délégation spéciale dont un exemplaire a été déposé au rang des minutes de la S.C.P Henri BRIANCEAU, Eric EMILLE, Grégory MERCIER, Michel de CASTELLAN et Arnaud THABARD, Notaires à la Roche-sur-Yon (85000), 25 rue de Haïes, par actes dressés le 6 Juillet 2004, le 2 octobre 2007 et le 6 mai 2019, pour qu'il soit délivré les extraits ou expéditions dont besoin sera,
- 2) Des **CAISSES DE CREDIT MUTUEL** sises en **CHARENTE-MARITIME** et adhérant à la **FEDERATION DU CREDIT MUTUEL OCEAN**, en vertu d'une délégation spéciale dont un exemplaire a été déposé au rang des minutes de la S.C.P Frédérique ROBIN, Rémy CORBELLE, Jean-Christophe LABBE, Bertrand RAGUET, Vincent LINET et Carole DELBOS, Notaires à la Rochelle (17000), 35 rue de la Noue, par actes dressés le 9 Juillet 2004, le 18 octobre 2005 et le 1^{er} août 2019, pour qu'il soit délivré les extraits ou expéditions dont besoin sera,
- 3) Des **Caisses de CREDIT MUTUEL** sises en **DEUX-SÈVRES** et adhérant à la **FEDERATION DU CREDIT MUTUEL OCEAN**, en vertu d'une délégation spéciale dont un exemplaire a été déposé au rang des minutes de la S.C.P Christophe CAZENAVE, Olivier BIENNER, Dominique BERNARDEAU, Catherine BOUEDO, Andony ATINDEHOU et Sylvie DUPUY, Notaires à Niort (79000), 26 Avenue Bujault, par actes dressés le 20 Juillet 2004 et le 14 mai 2019, pour qu'il soit délivré les extraits ou expéditions dont besoin sera,

Déclare par la présente constituer pour mandataire :

Prénom - NOM

En qualité de... à la CFCMO

M. Patrick JEAN

Directeur Général Adjoint et Directeur Engagements,
Recouvrement & Secrétariat Général

M. Yannick AUDONNET

Responsable d'activités ENGAGEMENTS

M. Mickaël QUERE

Responsable d'unité SERVICE CLIENT CREDITS

Prénom NOM	En qualité de	à la CFCMO
M. Albert RICHARD	Logistique Bancaire	
Mme Nicole VIOLEAU	Logistique Bancaire	
M. Olivier BOCQUIER	Gestionnaire d'activités	
Mme Céline BOSSARD	Gestionnaire d'activités	
M. Nicolas CHARRIER	Gestionnaire d'activités	
M. Philippe CHAUVIERE	Gestionnaire d'activités	
Mme Emmanuelle DRAPEAU	Gestionnaire d'activités	
M. Marc GARCIA	Gestionnaire d'activités	
Mme Cécile GAUVIN	Gestionnaire d'activités	
Mme Marylène GUERIN	Gestionnaire d'activités	
Mme Maryse GUILLOTON	Gestionnaire d'activités	
Mme Linda HERVOUET	Gestionnaire d'activités	
Mme Carole MESSINE	Gestionnaire d'activités	
Mme Dorlana MOREAU	Gestionnaire d'activités	
Mme Sandrine PELE	Gestionnaire d'activités	
Mme Delphine PION	Gestionnaire d'activités	
Mme Ghislane RADEPONT	Gestionnaire d'activités	

À qui je donne les pouvoirs dont il est fait état ci-après qu'il(elle) exercera seul(e), au nom et pour le compte des Caisses de Crédit Mutuel :

- signer tous actes de prêt, reconnaissances de dette, ouvertures de crédits, crédits ou avances, que ces actes soient sous-seings-privés ou notariés,
- accepter toutes garanties et notamment toutes affectations hypothécaires, nantissements, subrogations dans tout privilège de vendeurs ou de prêteurs de deniers, donnés par l'emprunteur, établir la désignation et l'origine de propriété des biens donnés en garantie, exiger toutes justifications à ce sujet,
- prendre connaissance de tous contrats d'assurances des biens donnés en garantie, obliger l'emprunteur à toutes les conditions d'assurance, accepter tous transports d'indemnité en cas de sinistre,
- prendre connaissance de toutes déclarations d'état civil et de situation hypothécaire, exiger toutes justifications à ce sujet,
- requérir toutes inscriptions,
- requérir tous états d'inscription et de publication, faire toutes notifications nécessaires aux compagnies d'assurances,
- faire mainlevée pure et simple avec ou sans constatation de paiement, avec désistement de tous droits d'hypothèque, de tous droits de privilège et d'action résolutoire, de tous droits privilégiés et consentir la radiation entière et définitive de toutes inscriptions hypothécaires, de toutes inscriptions de privilège de vendeur et de prêteur de deniers, de toutes inscriptions de privilèges de nantissement, de toutes transcriptions ou publications de commandement valant saisies immobilières pris ou pouvant être pris au profit de la Caisse de CREDIT MUTUEL représentée, en vertu de tous actes, jugements ou arrêts : pour toutes sommes en principal, intérêts, frais et accessoires,

- faire mainlevée partielle, avec ou sans constatation de paiement, avec désistement de tous droits d'hypothèque, de tous droits de privilège et d'action résolutoire, de tous droits privilégiés, et consentir à la radiation de toutes inscriptions hypothécaires, de toutes inscriptions de privilège de vendeur, de toutes inscriptions de privilège de nantissement, mais en tant seulement que ces inscriptions concernent un capital déterminé, sur le montant de l'obligation, avec réserve de l'effet de l'inscription pour le surplus, ou en tant seulement que ces droits d'hypothèque ou de nantissement, inscription ou privilège, frappent un bien déterminé avec réserve de l'inscription sur les autres biens pouvant être grevés,
- de toutes sommes reçues, donner bonne et valable quittance, signer toutes quittances subrogatives, consentir toutes cessions d'antériorité,
- consentir toutes décharges au Service de la publicité foncière qui opérera cette radiation, produire tous titres et pièces,
- faire toutes déclarations, requérir la délivrance de tous certificats,
- désister purement et simplement la Caisse de CREDIT MUTUEL représentée de l'effet de transport d'indemnité d'assurance en cas d'incendie qui aurait pu être consenti au profit de ladite société et de toutes significations qui auraient pu en avoir été faites,

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et pièces, élire domicile, mandater et généralement faire le nécessaire, entendant que la signature de l'acte vaille pleine et entière décharge du mandataire.

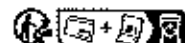
La présente délégation annule et remplace les pouvoirs antérieurement consentis et ayant le même objet.

À La Roche-sur-Yon, le 17 avril 2023

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

Jean-Pierre MORIN





Acte notarié

OFFRE DE CREDIT IMMOBILIER

(articles L 313-1 et suivants du Code de la Consommation)

La présente offre de crédit est faite par le prêteur aux conditions particulières et aux conditions générales qui suivent. Conditions particulières et conditions générales forment un tout indissociable avec le tableau d'amortissement annexé à la présente offre, indiquant la décomposition en capital et intérêts pour chaque échéance. L'offre est toujours acceptée sous la condition résolutoire de la non-conclusion, dans un délai de quatre mois à compter de son acceptation, du contrat pour lequel le crédit est demandé.

La présente offre acceptée vaut contrat de crédit immobilier et est soumise au droit français, conformément à la volonté des parties.

CONDITIONS PARTICULIERES

1. PRETEUR :

CAISSE DE CREDIT MUTUEL LA ROCHE MOLIERE

Société coopérative de crédit à capital variable et à responsabilité statutairement limitée avec siège social situé 23 BOULEVARD ARISTIDE BRIAND CS 30385 85010 LA ROCHE SUR YON CEDEX.

Siren : 786444505 RCS LA ROCHE SUR YON

Désignée par l'expression 'le prêteur' ou 'la banque'.

2. EMPRUNTEUR(S) :

MME JACQUELINE LANSIAUX, née PIERROT le 28 Novembre 1956 à DIJON

domiciliée 323 LES COURRERES 44330 VALLET

MLE LAURELINE LANSIAUX, née LANSIAUX le 17 Octobre 1984 à NOUMEA

domiciliée 323 LES COURRERES 44330 VALLET

Ci-après désignés par le terme 'emprunteur' s'engageant solidairement et indivisiblement.

3. CARACTERISTIQUES DE L'OPERATION FINANCEE :

3.1. OBJET

Achat d'une maison d'une surface habitable de 305 m² comprenant 9 pièces à titre de résidence principale de l'emprunteur.

Adresse : 11 BIS LA RENARDIERE 85430 AUBIGNY LES CLOUZEUX

Coût total de l'opération (frais et accessoires inclus) : 888 429,00 Euros.

3.2. PLAN DE FINANCEMENT

Crédits sollicités :	Pourcentage du total des crédits sollicités	
PRET ORDINAIRE IMMOBILIER	300 000,00 Euros	100,000 %
Total des crédits sollicités Prêteur	300 000,00 Euros	100,000 %
Total prêts sollicités	300 000,00 Euros	100,000 %
Apport Personnel	588 399,00 Euros	
Total des moyens financiers	888 399,00 Euros	

3.3. DISPOSITIONS PARTICULIERES

Les engagements suivants pris par l'emprunteur, liés à la nature des crédits contractés, sont définis dans les termes et conditions qui suivent.

3.3.1. ABSENCE DE SOUSCRIPTION DE L'ASSURANCE EMPRUNTEURS PAR MME LANSIAUX JACQUELINE

L'(es) emprunteur(s) et / ou la caution éventuelle n'ayant pas adhéré à l'assurance Décès, Perte Totale et Irréversible

d'Autonomie, Incapacité Temporaire Totale de Travail et Invalidité Permanente et le cas échéant Perte d'Emploi, reconnaissent par les présentes que le prêteur leur a proposé cette assurance dont la notice est annexée aux présentes. Ils déclarent qu'ils ne sont pas intéressés par cette assurance et qu'ils souhaitent y renoncer de manière définitive, étant parfaitement conscients des conséquences éventuellement dommageables d'une telle renonciation pour eux-mêmes, leur famille et leurs héritiers.

Ils demandent au prêteur de conserver le bénéfice du prêt malgré l'absence de cette assurance, et déchargent expressément, tant en leur nom qu'au nom de leurs héritiers et ayants-droit, le prêteur de toute responsabilité pouvant découler du fait de cette absence d'assurance.

Ils ont donc compris que si un sinistre survenait sur la tête de(s) l'emprunteur(s) et/ou d'une caution éventuelle, il ne serait procédé à aucune prise en charge de remboursement du prêt par une assurance et que, si personne ne remboursait les sommes dues dans les conditions contractuelles, le prêteur pourrait éventuellement être amené à faire vendre le bien financé pour procéder au recouvrement de sa créance.

Ils ont été informés qu'en cas de décès de l'emprunteur, la charge des échéances du prêt et de toutes sommes dues à ce titre se trouverait financièrement reportée sur chacun de ses ayants-droit pour la totalité.

3.3.2. RENONCIATION AU PRET CONVENTIONNE OU PRET CONVENTIONNE ACCESSION SOCIALE

L'emprunteur reconnaît avoir été informé par le prêteur de l'éligibilité de son dossier de prêt immobilier à la réglementation des prêts conventionnés ou prêts à l'accession sociale mais renonce en connaissance de cause, et sous sa seule et entière responsabilité, à faire la demande de ce type de prêt.

4. CREDITS

4.1. CREDIT : PRET ORDINAIRE IMMOBILIER n° 15519 39031 00024117401

4.1.1. Montant :

Le montant du crédit est de : 300 000,00 Euros (trois cent mille euros)

4.1.2. Taux débiteur :

Le taux débiteur applicable au crédit est de : 3,19000%

Les intérêts sont stipulés à taux fixe.

4.1.3. Coût du crédit :

Le présent crédit est réalisé aux conditions suivantes :

	Montant	Coût total du crédit (1)	Incidence TAEG (2)
Intérêts du crédit	77 175,77 Euros	77 175,77 Euros	3,24 %
Frais de dossier	2 500,00 Euros	2 500,00 Euros	0,13 %
Cotisations d'assurance groupe obligatoire	5 984,90 Euros	5 984,90 Euros	0,24 %
Cotisations assurance groupe facultative	2 946,13 Euros	-	-
Frais de garantie	1 799,00 Euros		
- dont frais de garantie entrant dans le TAEG	1 799,00 Euros	1 799,00 Euros	0,09 %
Montant de parts sociales d'adhésion	30,00 Euros	30,00 Euros	0,00 %
Total		87 489,67 Euros	

(1) Au sens de l'article L.311-1 du code de la consommation

(2) Exprimé sur 2 décimales et arrondi conformément à l'article R. 314-3 du code de la consommation.

Conformément aux articles L. 314-1 et L.314-5 du code de la consommation, le Taux Annuel Effectif Global (TAEG) est de 3,70 % l'an.

Le TAEG, de même que chacun des éléments concourant à son calcul mentionnés dans le tableau ci-dessus, sont exprimés pour cent unités monétaires conformément à l'article R.314-3 du code de la consommation, c'est-à-dire avec une précision de 2 décimales correspondant aux centimes. Ils sont chacun calculés avec exactitude, puis chacun distinctement arrondis à la deuxième décimale selon les règles du code de la consommation.

De ce fait, le cas échéant :

- La somme des composants du TAEG mentionnés dans le tableau ci-dessus peut être différente du TAEG annuel exprimé,
- Certaines composantes du TAEG, en raison de leur montant faible en proportion du montant global du crédit et de la règle d'arrondi, peuvent apparaître pour 0,00%.

4.1.4. Modalités de remboursement du crédit :

Le crédit est à remboursement constant. La définition de ce type de remboursement figure aux Conditions Générales.

Période d'amortissement

Echéances : payables le 05 de chaque mois.

Amortissement du crédit : en 180 échéances successives de 2 099,27 Euros chacune hors assurance des emprunteurs.

Les modalités de remboursement et la composition des échéances en capital et intérêts ressortent des Conditions Générales et du tableau d'amortissement ci-joint.

La date prévisionnelle de premier déblocage est le 01/06/2023.

La date de la première échéance sera communiquée par le prêteur.

4.1.5. Assurance groupe :

Cotisation(s) globale(s) d'assurance : 8 931,03 Euros.

Les cotisations d'assurance groupe figurant le cas échéant ci-dessus, dans l'article « Coût du crédit » et dans le tableau d'amortissement sont calculées dans tous les cas sur toute la durée du crédit. Les cotisations d'assurance évoluent tous les ans en fonction de l'âge atteint de l'assurée et du capital restant dû. Elles sont indiquées dans le tableau d'amortissement ci-joint.

5. LES GARANTIES

Pour sûreté du (des) prêt(s) sollicité(s), le prêteur demande les garanties suivantes :

5.1. GARANTIES PRISES PAR ACTE NOTARIE :

5.1.1. Garantie n° : 12007002740 - HYPOTHEQUE LEGALE SPECIALE DE PRETEUR DE DENIERS

Constituant : Emprunteur
Bien grevé : Maison
Adresse : 11 BIS LA RENARDIERE 85430 AUBIGNY LES CLOUZEUX
Désignation cadastrale : YD 209
Montant garanti : 300 000,00 Euros
Liée au(x) prêt(s) :
n° 15519 39031 00024117401 PRET ORDINAIRE IMMOBILIER de 300 000,00 Euros

6. LES ASSURANCES

6.1. Prêt n° 15519 39031 00024117401 - PRET ORDINAIRE IMMOBILIER de 300 000,00 Euros sur 180 mois

Les garanties, quotités et dates d'effet de l'Assurance emprunteurs sont détaillées sur les documents de souscription Assurance emprunteurs.

Le prêteur a souscrit pour le compte des emprunteurs un contrat assurance groupe couvrant :	
MLE LANSIAUX LAURELINE :	- Décès et Perte Totale et Irréversible d'Autonomie à hauteur de 100 % - Incapacité temporaire totale de travail option 90 à hauteur de 100 % - Invalidité permanente à hauteur de 100 %
MME LANSIAUX JACQUELINE :	- Sans assurance

7. DEFINITION DES GARANTIES :

Les définitions suivantes s'appliquent aux garanties liées aux crédits ci-dessus, sauf aux garanties prises par acte séparé. Ces garanties sont constituées dans les termes et conditions qui suivent.

7.1. HYPOTHEQUE LEGALE SPECIALE DE PRÊTEUR DE DENIERS

Conformément à l'article 2402 2° du Code Civil, le crédit, étant destiné à financer l'acquisition de l'immeuble, sera garanti par une hypothèque légale spéciale constatée par un acte notarié qui contiendra notamment les énonciations prévues dans le modèle d'acte. L'emprunteur s'engage à employer la somme prêtée au paiement du prix et à déclarer l'origine des deniers pour que le prêteur puisse bénéficier de l'hypothèque légale conférée au prêteur de deniers conformément aux dispositions de l'article 2402 2° du Code Civil, et ce jusqu'à concurrence : de la somme prêtée en capital, des intérêts au taux conventionnel, de tous frais et accessoires comprenant notamment : les sommes dues pour avances de primes d'assurance, les frais d'inscriptions complémentaires, de renouvellements d'inscriptions, intérêts de retard au taux du crédit majorés de trois (3) points, de tous dommages et autres intérêts quelconques, amendes conventionnelles, toutes indemnités diverses dont notamment les indemnités de remboursement par anticipation, toutes commissions stipulées audit acte, débours divers, toutes sommes dues en cas de procédures commencées par la faute de l'emprunteur, frais de poursuites, de procédures, d'actions quelconques, de mise à exécution, et tous autres loyaux coûts évalués sauf à parfaire ou à diminuer à vingt pour cent (20%) du capital. Cette hypothèque s'exercera sur tous les biens objet de la garantie toutes dépendances naturelles et par destination et tous accroissements et améliorations qui pourront y être apportés, ainsi que les bâtiments et dépendances qui y restent ou qui pourront y être implantés par la suite, sans exception ni réserve, lors même qu'il y aurait erreur ou omission dans la désignation qui va suivre.

Les parties requièrent l'inscription de cette hypothèque au Service de la publicité foncière pour la durée totale du concours financier (incluant l'éventuelle période de franchise) telle qu'elle ressort des conditions particulières, majorée de un an.

8. DEFINITION DES ASSURANCES :

8.1. ASSURANCE DES EMPRUNTEURS, ASSOCIES OU CAUTIONS SELON LE CAS ECHEANT

1. La couverture des risques de DECES, de PERTE TOTALE ET IRREVERSIBLE D'AUTONOMIE, d'INCAPACITE TEMPORAIRE TOTALE DE TRAVAIL et d'INVALIDITE PERMANENTE est une condition d'octroi du prêt, à hauteur de :
 - 100% de son montant pour la couverture des risques DECES, de PERTE TOTALE IRREVERSIBLE D'AUTONOMIE,
 - 50% de son montant pour la couverture des risques d'INCAPACITE TEMPORAIRE TOTALE DE TRAVAIL et d'INVALIDITE PERMANENTE,

quel que soit le nombre de personnes assurées et sous réserve que la (ou les) personne(s) réponde(nt), au moment de l'adhésion, aux conditions d'âge limite et d'éligibilité fixées par la compagnie d'Assurance. La (ou les) personne(s) peut (peuvent) également souscrire une couverture supérieure. Par exemple : couverture des risques de DECES, de PERTE TOTALE IRREVERSIBLE D'AUTONOMIE, d'INCAPACITE TEMPORAIRE TOTALE DE TRAVAIL et d'INVALIDITE PERMANENTE à hauteur de 100% pour chaque personne assurée. En cas de pluralité d'assurés, le coût de l'assurance obligatoire mentionné à l'article « Coût du crédit » est calculé en fonction du nombre de personnes assurées et de leurs pourcentages de couverture. Par exemple, si 2 personnes sont assurées l'une à 100% l'autre à 50 % (soit une assurance totale à 150%), l'assurance obligatoire étant de 100% pour la couverture des risques DECES, de PERTE TOTALE IRREVERSIBLE D'AUTONOMIE et 50% pour la couverture des risques d'INCAPACITE TEMPORAIRE TOTALE DE TRAVAIL et d'INVALIDITE PERMANENTE, le coût de l'assurance obligatoire pour les risques DECES, de PERTE TOTALE IRREVERSIBLE D'AUTONOMIE est calculé comme suit : (DC PTIA assuré n°1 et DC PTIA assuré n°2) /150 X 100 et le coût de l'assurance obligatoire pour les risques d'INCAPACITE TEMPORAIRE TOTALE DE TRAVAIL et d'INVALIDITE PERMANENTE est calculé comme suit : (IT IV assuré n°1 et IT IV assuré n°2) /150 X 50.

La (ou les) personne(s) peut (peuvent) également souscrire une assurance facultative couvrant le risque PERTE D'EMPLOI.

Si, au moment de l'adhésion, la personne a atteint l'âge limite de souscription ou ne respecte pas les conditions d'éligibilité de l'assurance obligatoire DECES, PERTE TOTALE ET IRREVERSIBLE D'AUTONOMIE (PTIA), INCAPACITE TEMPORAIRE TOTALE DE TRAVAIL ET INVALIDITE PERMANENTE, elle peut le cas échéant adhérer à l'assurance facultative garantissant le risque de DECES seul.

Conformément à l'article L. 132-19 du code des Assurances, en cas de non-paiement des cotisations d'assurance par l'emprunteur, le prêteur pourra, s'il le souhaite, se substituer à l'emprunteur pour le paiement de ces cotisations. L'emprunteur devra les rembourser au prêteur.

2. Dispositions complémentaires spécifiques à l'Assurance Collective des emprunteurs conclue avec ACM VIE SA et ACM IARD SA, 4 rue Frédéric-Guillaume RAIFFESEN 67000 Strasbourg. La (ou les) personne(s) assurée(s) déclare(nt) avoir parfaite connaissance des conditions et modalités de cette assurance, dont les dispositions et conditions figurent sur la (ou les) demande(s) d'adhésion et dans la Notice d'information. La (ou les) personne(s) s'engage(nt) à payer les cotisations figurant sur le tableau d'amortissement :
 - Soit jusqu'à la date de remboursement intégral du crédit ;
 - Soit jusqu'à la limite des garanties prévue dans la Notice d'information si celle-ci intervient avant la fin du prêt.

La cotisation d'assurance des emprunteurs payable dans la devise empruntée sera débitée sur tout compte ouvert au nom de l'un quelconque des emprunteurs dans les livres du prêteur.

CONDITIONS GENERALES

9. MISE A DISPOSITION DES CREDITS

Le montant du ou des crédits devra être débloquenté totalement dans les trente-six mois de la signature du contrat. Le premier débloquenté devra être effectué dans les douze mois de la signature du contrat.

Le non-respect des délais ci-dessus fixés entraînera la caducité du présent contrat en cas d'absence totale de débloquenté, ou la réduction du montant du crédit concerné à due concurrence des sommes utilisées en cas de débloquenté partiel.

Par exception à ce qui précède, le décaissement d'un ou plusieurs crédits pourra intervenir ultérieurement si cela a été prévu aux conditions particulières ou sur accord exprès du prêteur.

Dans tous les cas, le crédit sera mis à la disposition de l'emprunteur, par le débit du compte de prêt ouvert au nom de l'emprunteur dans les livres du prêteur après régularisation des garanties, remise des pièces justificatives demandées le cas échéant par le prêteur comme condition préalable au débloquenté des fonds, utilisation préalable de l'apport personnel et levée de l'ensemble des conditions suspensives et résolutoires prévues notamment aux articles L 313-36 à L 313-45 du code de la consommation.

Dans le cas où le crédit est destiné à financer une acquisition immobilière, le débloquenté sera effectué et les intérêts commenceront à courir à la date à laquelle le prêteur procédera au virement des fonds au compte du notaire.

Si l'objet du financement n'est pas encore achevé, la mise à disposition des fonds ne pourra être exigée par l'emprunteur au-delà d'une somme correspondant au coût des travaux réellement exécutés, sous déduction de l'apport personnel qui devra être préalablement investi.

Si l'objet du financement est achevé, mais son prix non payable en une fois, la mise à disposition des fonds ne pourra être exigée par l'emprunteur qu'au fur et à mesure de l'exigibilité du prix de vente, sous déduction de l'apport personnel qui devra être préalablement investi.

A l'occasion de chaque demande de débloquenté, l'emprunteur devra remettre toutes pièces justificatives constatant l'avancement des travaux ou l'exigibilité du prix et le prêteur pourra faire vérifier cet état d'avancement ou d'exigibilité par ses propres moyens ou par une personne mandatée par lui à cet effet.

Les mises à disposition successives pourront être constatées par tous moyens de preuve ordinaires.

En outre, toute mise à disposition de fonds ne pourra intervenir qu'à la condition que les déclarations effectuées par l'emprunteur sur sa situation soient exactes, qu'aucun événement constituant un cas d'exigibilité anticipée prévu aux présentes ne soit survenu et que les éléments, notamment financiers, au vu desquels l'accord du prêteur a été donné, n'aient pas subi de modifications substantielles. A défaut, le contrat de crédit sera résilié dans les mêmes conditions que celles prévues au paragraphe 2 de l'article intitulé « EXIGIBILITE IMMEDIATE ».

10. CARACTERISTIQUES DES CREDITS

10.1. PERIODE DE FRANCHISE

Si les conditions particulières le prévoient, le crédit sera assorti d'une période de franchise de remboursement au capital (franchise dite partielle) ou de franchise de remboursement du capital et de paiement des intérêts (franchise dite totale).

La durée et la date prévisionnelle de départ de la franchise sont indiquées aux conditions particulières.

La franchise ne pourra dépasser une durée de trente-six mois, sauf accord exprès du prêteur.

Si en raison de circonstances particulières dûment justifiées (telles que report de la date de première utilisation, retard dans l'avancement du projet financé, ...), le client souhaite obtenir le report de la date d'échéance de la franchise, il devra en adresser la demande au prêteur au plus tard 2 mois avant cette date.

La période de franchise pourra également être abrégée sur demande de l'emprunteur. Pour pouvoir être prise en compte, cette demande devra parvenir au prêteur au plus tard 5 jours ouvrés avant le début de la nouvelle période d'amortissement demandée (le point de départ de la période d'amortissement démarre le premier jour de la périodicité d'amortissement convenu dans les conditions particulières).

Exemple :

Pour un crédit ayant son échéance le 25 de chaque mois, si la nouvelle échéance d'amortissement du capital souhaitée est le 25 avril, la demande doit intervenir au plus tard 5 jours ouvrés avant le 25 mars, si la demande intervient le 30 mars, la nouvelle échéance d'amortissement du capital sera le 25 mai.

Dans tous les cas, les intérêts de la période de franchise, calculés comme indiqué à l'article « CONDITIONS FINANCIERES », courront à compter du premier débloquenté du crédit. Le taux débiteur et les conditions d'assurance éventuelles pour cette période sont ceux qui sont indiqués dans les conditions particulières.

En cas de franchise partielle, les intérêts et les éventuelles cotisations d'assurance groupe proposée par le prêteur seront payables pendant la période de franchise aux dates et selon la périodicité indiquée aux conditions particulières, et au plus tard à la fin de la période de franchise.

En cas de franchise totale, les éventuelles cotisations d'assurance groupe proposée par le prêteur seront prélevées mensuellement dès le début de la période de franchise. Le coût de l'assurance des emprunteurs, mentionné aux conditions particulières, comprend les cotisations prélevées en période de franchise et celles prélevées en période de remboursement, calculées en tenant compte des intérêts capitalisés.

Pour le paiement des intérêts, l'emprunteur a la possibilité d'opter pour l'une des formules suivantes, sachant que cette option ne pourra plus être modifiée après émission de l'offre de crédit :

1/ capitalisation des intérêts à la fin de la période de franchise et amortissement de ces intérêts sur la durée totale de remboursement du crédit ;

2/ paiement des intérêts lors du prélevement de la première échéance de remboursement du capital.

Quelle que soit l'option retenue, les intérêts courus pendant la période de franchise seront capitalisés annuellement à compter du dernier débloquenté des fonds connu et en dernier lieu à la fin de la période de franchise, conformément au tableau d'amortissement ci-joint.

10.2. DUREE DU CREDIT

La durée totale du crédit comprend la durée de l'amortissement, à laquelle s'ajoutera le cas échéant la durée de la période de franchise.

10.3. AMORTISSEMENT DU CREDIT

Le crédit est remboursable selon une périodicité convenue dans les conditions particulières. Le point de départ de la période d'amortissement est défini par le tableau d'amortissement remis à l'emprunteur. Le prélevement des échéances sera effectué comme indiqué dans les conditions particulières soit le 5, 10, 15, 20, 25 ou le dernier jour du mois.

Le crédit s'amortira par échéances successives prélevées sur un compte ouvert au nom de l'emprunteur, comme indiqué à l'article « ENGAGEMENTS DIVERS ». Le nombre, les montants, les dates des échéances de remboursement ainsi que leur décomposition en capital, intérêts et cotisations éventuelles d'assurance groupe proposée par le prêteur, ressortent des conditions particulières et du tableau d'amortissement remis à l'emprunteur. Les intérêts sont calculés comme indiqué à l'article « CONDITIONS FINANCIERES ».

En cas de prorogation d'échéance, il est expressément précisé qu'une telle mesure ne saurait en aucun cas emporter novation du présent contrat ou de ses garanties.

La part de capital remboursée par échéance telle que prévue sur le tableau d'amortissement sera prélevée pendant la période d'amortissement, y compris lorsque le crédit n'est que partiellement débloqué. Si le crédit n'a pas été intégralement débloqué dans le délai de 36 mois stipulé ci-dessus et que son montant est réduit à due concurrence, un nouveau tableau d'amortissement sera établi.

Les échéances indiquées au tableau d'amortissement contiennent à la fois l'amortissement du capital, les intérêts et le cas échéant la cotisation de l'assurance groupe proposée par le prêteur, et ce dans les situations suivantes :

- Si le remboursement est constant, le montant de l'échéance en capital et intérêts (hors assurance éventuelle) reste identique pendant la durée du crédit, sauf dans l'hypothèse où le taux débiteur est stipulé variable ou révisable. Dans ce cas, le montant des échéances du crédit sera modifié à chaque variation du taux débiteur et restera constant jusqu'à la variation suivante du taux.
- Si le remboursement est constant par paliers, le montant de l'échéance en capital et intérêts (hors assurance éventuelle) reste identique pendant la durée de chaque palier, sauf dans l'hypothèse où le taux débiteur est variable ou révisable.
- Si le remboursement est progressif, le montant des échéances en capital et intérêts (hors assurance éventuelle) est progressif par paliers de sorte que la charge globale de remboursement augmente au cours de la vie du crédit, sans préjudice d'une modification de la durée des paliers et du montant des échéances, lorsque le taux est variable ou révisable.
- Si le remboursement est **dégressif**, les échéances indiquées au tableau d'amortissement sont des échéances en capital. Les intérêts et le cas échéant la cotisation d'assurance groupe proposée par le prêteur s'y rajoutent, de sorte que le montant des échéances est **dégressif**, sous réserve des variations éventuelles du taux débiteur.

Dans tous les cas de remboursements autres, dits « à remboursements divers », le crédit est à échéance unique ou à échéances multiples. Le remboursement du capital est effectué aux dates et pour les montants figurant aux conditions particulières. La périodicité des intérêts et le cas échéant celle des cotisations d'assurance groupe proposée par le prêteur sont précisées aux conditions particulières et sur le tableau d'amortissement ci-joint.

La part en capital de chaque échéance prévue au tableau d'amortissement sera prélevée pendant la période d'amortissement, y compris lorsque le crédit n'est que partiellement débloqué. Dans ce dernier cas et par exception, l'amortissement - qui n'est pas proratisé - s'interrompt avant que le capital restant dû ne tombe à zéro, et reprendra suite à un nouveau déblocage. Si le crédit n'a pas été intégralement débloqué dans le délai de 36 mois, son montant sera réduit à due concurrence. Dans les cas de figure précités, un nouveau tableau d'amortissement sera établi. Les intérêts courus seront capitalisés annuellement à compter du dernier déblocage des fonds connu.

10.4. CONDITIONS FINANCIERES

Les conditions financières du présent contrat ont été déterminées en considération de l'objet prévu dans la demande de crédit.

Elles ne pourront être maintenues que si l'emprunteur respecte cette affectation.

Les intérêts sont calculés sur la base d'une année civile.

Durant la période comprise entre la date d'un déblocage et la fin du mois civil en cours, les intérêts sont calculés sur les montants débloqués en fonction du nombre exact de jours compris entre la date du déblocage et le dernier jour du mois civil.

Ultérieurement, ils sont calculés sur la base d'un mois normalisé, ou d'un multiple de mois normalisé dans le cas d'une périodicité autre que mensuelle, conformément aux dispositions de l'annexe à l'article R 314-3 du code de la consommation.

Si la période courue entre la date d'un déblocage et la date de la première échéance en capital est supérieure à la période d'amortissement stipulée aux conditions particulières, il y aura lieu à perception d'intérêts intercalaires calculés au taux du crédit sur les montants débloqués.

Le coût des garanties n'est qu'une simple évaluation qui est donnée à titre indicatif sans aucun engagement du prêteur.

L'emprunteur déclare ne s'être engagé à verser aucune rémunération ou commission quelconque à un ou des intermédiaires intervenus de quelque manière que ce soit, en vue de l'obtention du présent crédit, hormis celle(s) indiquée(s) à l'article "COUT DU CREDIT" et prise(s) en compte pour le calcul du TAEG.

S'il est prévu des frais de dossier, ceux-ci seront dus à compter de l'acceptation de l'offre de crédit et seront prélevés au plus tard lors du premier déblocage du crédit, à hauteur du montant indiqué dans les conditions particulières.

Dispositions applicables dans le cas d'adhésion à l'Assurance Groupe soumise à l'accord de la Compagnie

Le coût de l'assurance résulte des dispositions et des conditions normales décrites dans la notice d'assurance remise à l'assuré. Après examen médical, la compagnie d'assurance peut être amenée, en raison des risques qu'elle encourt, à imposer une éventuelle surprime non comprise dans le coût indiqué.

11. SOLIDARITE – INDIVISIBILITE

11.1. SOLIDARITE ACTIVE

En cas de pluralité d'emprunteurs, toutes pièces relatives à l'exécution de la présente convention, y compris tous reçus, ordres de virement, pourront être signées par l'un quelconque des emprunteurs, qui se confèrent réciproquement tous pouvoirs et consentements à cet effet, de sorte que la signature de l'un d'entre eux les engage solidairement et indivisiblement.

11.2. SOLIDARITE PASSIVE

En cas de pluralité d'emprunteurs, ils sont solidairement responsables de l'exécution de tous les engagements contractés aux termes des présentes, de sorte que le prêteur peut exiger de l'un quelconque d'entre eux le paiement de toutes sommes restant dues au titre du présent financement.

11.3. INDIVISIBILITE

La créance du prêteur est indivisible, de sorte qu'en cas de décès d'un emprunteur personne physique, il y aura solidarité entre toutes les personnes venant à ses droits et obligations (héritiers, légataires) et le cas échéant l'emprunteur survivant. En conséquence, le prêteur pourra réclamer la totalité des sommes dues au titre du crédit à n'importe laquelle de ces personnes, sans que puisse lui être imposée une division de ses recours.

Les significations prescrites par la loi auront lieu aux frais de ceux à qui elles seront faites. Si le crédit est assorti d'une assurance décès, les obligations des personnes précitées ne cesseront qu'à partir du versement effectif de l'indemnité et sous réserve que celle-ci couvre toutes les sommes encore dues au prêteur en capital, intérêts, frais et accessoires.

12. ASSURANCE DECES, PERTE TOTALE ET IRRVERSIBLE D'AUTONOMIE (PTIA), INCAPACITE TEMPORAIRE TOTALE DE TRAVAIL ET INVALIDITE PERMANENTE

Conformément à l'article L. 313-30 du code de la consommation, l'emprunteur peut souscrire une assurance auprès de l'assureur de son choix et la proposer en garantie au prêteur. Le prêteur ne peut pas refuser un autre contrat d'assurance dès lors que ce contrat présente un niveau de garantie équivalent au contrat d'assurance de groupe qu'il propose. L'équivalence de garantie par rapport aux exigences du prêteur se détermine sur la base des éléments fournis par l'assureur et préalablement communiqués au prêteur par l'emprunteur.

L'acceptation de la demande de l'assurance externe n'est pas subordonnée à l'accord préalable des organismes de cautionnement, dès lors que le contrat externe proposé est jugé recouvrable d'un niveau de garantie équivalent par le prêteur et que le prêt reste assuré à la quotité minimale exigée par le prêteur lors de l'octroi du prêt.

Cette proposition de l'emprunteur peut intervenir jusqu'à l'acceptation de l'offre par ses soins.

Le prêteur notifie à l'emprunteur sa décision d'acceptation ou de refus de l'assurance externe.

Si l'offre de crédit a été émise, le prêteur adresse à l'emprunteur, s'il y a lieu, l'offre de crédit modifiée dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la réception de la demande de substitution.

Après la signature de l'offre de crédit, l'emprunteur a le droit de résilier à tout moment l'assurance souscrite et de lui substituer un nouveau contrat d'assurance, auprès de l'assureur de son choix, à condition que celui-ci présente un niveau de garantie équivalent à celui du contrat initialement souscrit. Conformément à la loi, cette possibilité de résiliation/substitution ne concerne :

- ni les crédits travaux hypothécaires d'amélioration ou d'entretien,
- ni les crédits hypothécaires pour l'achat de parts de SCPI,
- ni l'achat de parts de sociétés ne donnant pas vocation à attribution à logement.

Les crédits immobiliers souscrits par des personnes morales sont également exclus du dispositif.

Le prêteur notifie à l'emprunteur sa décision d'acceptation ou de refus dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la réception d'un autre contrat d'assurance.

En cas d'acceptation, le prêteur modifie par voie d'avenant, dans un délai de 10 jours à compter de la réception de la demande de substitution, le contrat de crédit en y mentionnant le nouveau taux annuel effectif global se fondant sur les informations transmises par l'assureur externe.

Dans tous les cas, l'assureur externe doit fournir au prêteur, par l'intermédiaire de l'emprunteur, les éléments permettant d'apprécier l'équivalence du niveau des garanties au regard des exigences du prêteur.

Pour exercer son droit, l'emprunteur doit joindre à sa demande écrite :

- les conditions générales (ou notice d'information) du contrat externe proposé
- le devis (ou proposition d'assurance), ou les conditions particulières (ou certificat d'assurance) engageant l'assureur externe et devant comporter les informations suivantes :
 - les garanties et options souscrites sur la base des garanties exigées par le prêteur
 - la quotité assurée par tête et par type de garantie
 - le montant assuré par type de garantie
 - le coût total en euros par garantie
 - le coût total sur 8 ans en euros
 - la date d'effet le cas échéant prévisionnelle du contrat d'assurance
 - la date de cessation des garanties.

En cas d'acceptation de l'assurance externe par le prêteur, l'emprunteur doit fournir dès sa signature une copie du contrat d'assurance dûment régularisé et conforme au devis ayant servi de base à l'analyse d'équivalence du niveau de garanties.

Les critères de niveau de garantie correspondant aux exigences générales du prêteur pour les crédits immobiliers sont aussi précisés sur le site internet du prêteur.

Il est par ailleurs rappelé que l'assureur externe est tenu d'informer le prêteur du non-paiement par l'emprunteur de sa prime d'assurance ou de toute modification substantielle du contrat d'assurance.

13. ASSURANCE - DOMMAGES – INDEMNITES VERSEES AU TITRE DE L'IMMEUBLE FINANCE OU DONNE EN GARANTIE

13.1. SOUSCRIPTION D'UNE ASSURANCE DOMMAGES

13.1.1. Immeuble en copropriété

Il est rappelé que si le bien financé ou donné en garantie au profit du prêteur fait partie d'une copropriété, il doit être assuré en application du règlement de copropriété qui impose au syndic d'assurer l'immeuble contre l'incendie. En cas de sinistre, le règlement de copropriété peut prévoir que les indemnités d'assurance seront affectées par priorité à la reconstruction si elle est régulièrement décidée par l'assemblée générale après sinistre. Dans ce cas, le prêteur autorise l'affectation des indemnités à la reconstruction de l'immeuble. La ou les compagnies d'assurances sont alors autorisées à remettre les indemnités en vertu des assurances collectives aux représentants du syndicat dans les conditions prévues par le règlement de copropriété, hors de la présence et sans le concours du prêteur.

Si la reconstruction n'est pas décidée, tous les droits du prêteur sont réservés sur les indemnités à provenir des polices collectives.

Si l'assurance souscrite par le syndic couvre insuffisamment les parties privatives, le prêteur conseille à l'emprunteur, ou au propriétaire du bien s'il n'est pas l'emprunteur, de souscrire une assurance complémentaire personnellement comme il est dit à l'article ci-après.

13.1.2. Immeuble hors copropriété

Si le bien financé ou donné en garantie ne fait pas partie d'une copropriété, le prêteur conseille à l'emprunteur, ou au propriétaire du bien s'il n'est pas l'emprunteur, de souscrire une assurance le garantissant contre les risques d'incendie, explosion, dégâts des eaux, auprès d'une compagnie notoirement solvable de son choix, et ce pour un montant au moins égal au prix de sa reconstruction en cas de sinistre, ou à sa valeur de remplacement.

L'emprunteur reconnaît avoir été informé et mis en garde par le prêteur qu'à défaut d'une telle assurance, il s'expose en cas de sinistre, à devoir rembourser la totalité du crédit devenu exigible alors que le bien sinistré ne serait plus d'une valeur suffisante pour faire face à cette dette. Le propriétaire du bien s'engage à tenir informé le prêteur en cas de souscription et de résiliation de toute police d'assurance couvrant le bien financé ou donné en garantie.

13.2. INDEMNITES DUES EN CAS DE SINISTRE :

Si le propriétaire du bien financé ou donné en garantie a souscrit l'assurance dommages visée à l'article « SOUSCRIPTION D'UNE ASSURANCE DOMMAGES », les dispositions suivantes sont applicables :

- Dans le cas où une garantie hypothécaire ou une hypothèque légale spéciale de prêteur de deniers est constituée sur l'immeuble assuré pour sûreté du présent financement, le prêteur bénéficiera, conformément aux dispositions de l'article L.121-13 du code des assurances, d'un droit privilégié sur les indemnités dues en cas de sinistre.

- Dans les autres cas, le propriétaire de l'immeuble financé déclare par les présentes remettre en nantissement au profit du prêteur, conformément aux articles 2355 et suivants du code civil, toutes indemnités et versements quelconques susceptibles d'être dus par la compagnie d'assurance au titre de toute police actuellement souscrite ou venant à être souscrite ultérieurement en cas de sinistre partiel ou total affectant l'immeuble, et ce jusqu'au complet paiement des sommes dues au titre du crédit.

L'emprunteur autorise le prêteur à communiquer à la compagnie d'assurance copie du présent contrat de crédit si la compagnie d'assurances l'exigeait, notamment aux fins d'identification de l'immeuble financé.

En conséquence, en cas de sinistre total ou partiel, et sous réserve de toute autorisation donnée par le prêteur d'affecter les indemnités à la reconstruction de l'immeuble, le prêteur touchera une somme égale au montant de sa créance, en principal, intérêts et accessoires, sur les indemnités allouées par la compagnie d'assurances. Ce paiement devra être effectué directement entre les mains du prêteur sur ses simples quittances, hors la présence et même sans le concours ni la participation du propriétaire de l'immeuble, lequel lui confère, à cet effet, tous pouvoirs et délégations nécessaires.

Si le crédit est rendu exigible, les indemnités et sommes versées s'imputeront sur la créance du prêteur, dans l'ordre, d'abord sur les frais et accessoires, puis sur les intérêts, puis sur le capital.

Si le crédit n'est pas rendu exigible par le prêteur, celui-ci conservera les sommes versées sur un compte spécial nanti et les affectera au paiement des travaux de réparation ou reconstruction de l'immeuble sur présentation par l'emprunteur de justificatifs d'exécution des travaux.

Notification des présentes, avec toutes oppositions nécessaires, sera faite à la compagnie d'assurance, aux frais de l'emprunteur, par les soins du prêteur qui en chargera, le cas échéant, le notaire, si une garantie hypothécaire ou une hypothèque légale spéciale de prêteur de deniers est prise.

De même, le propriétaire de l'immeuble déclare remettre en nantissement au profit du prêteur toutes sommes auxquelles il pourrait prétendre à l'occasion ou à la suite de tout sinistre indemnisé par l'Etat ou par toute collectivité locale ou territoriale.

14. ENGAGEMENTS DIVERS DE L'EMPRUNTEUR ET DE LA (OU DES) CAUTION(S)

• L'emprunteur s'oblige à exécuter les travaux de construction, ou à effectuer l'acquisition, conformément à la demande de crédit soumise au prêteur et à l'objet prévu aux conditions particulières.

• Conformément aux dispositions de l'article L.242-1 du code des assurances, l'emprunteur qui fait réaliser des travaux de construction devra souscrire une assurance dommage ouvrage. L'emprunteur reconnaît avoir été informé par le prêteur des risques et conséquences pouvant résulter de l'absence de souscription de cette assurance, notamment sur le fait qu'il pourra être amené à supporter le coût des éventuels dommages affectant la construction. Il s'oblige également à poursuivre ou à faire poursuivre les travaux sans interruption, et il autorise le prêteur, en cas d'interruption d'au moins un mois, à les faire continuer aux frais, risques et périls de l'emprunteur, en utilisant notamment à cet effet les fonds restant disponibles du financement faisant l'objet des présentes.

• L'emprunteur ou le propriétaire du bien financé ou donné en garantie s'engage à faire la nécessaire pour conserver la valeur du bien, le maintenir en bon état, et à en justifier au prêteur à première demande de celui-ci.

A cet effet, l'emprunteur s'engage à donner toute facilité pour l'exercice du contrôle qui sera effectué à la requête de l'Etat, du prêteur en ce qui concerne l'utilisation des fonds, notamment par la visite de l'habitation financée au moyen du crédit et par la production des documents et attestations justifiant de la réalisation du projet. S'agissant de la visite de l'habitation financée, le prêteur informera préalablement l'emprunteur de sa demande et fixera une date de visite après concertation.

• L'emprunteur sera tenu :

- d'informer le prêteur, dans un délai de quinze jours, de tous les faits susceptibles de modifier notablement la valeur de son patrimoine ou d'augmenter sensiblement le volume de ses engagements ;

- de communiquer au prêteur à bonne date l'ensemble des pièces justificatives prévues dans le cadre du présent financement ;

- de fournir au prêteur, sur simple réquisition, tous renseignements et justificatifs sur sa situation juridique, fiscale, financière et commerciale.

- d'affecter les sommes prêtées à l'emploi auquel elles sont contractuellement destinées, tel qu'indiqué à l'objet du crédit ;

- d'affecter directement le prix de la vente du bien financé au remboursement du crédit par anticipation et au paiement de toutes sommes dues au prêteur en intérêts, frais et accessoires.

• L'emprunteur déclare n'avoir souscrit aucun crédit auprès d'un autre établissement à l'exception de celui ou de ceux signalés dans la demande de crédit qu'il a signée préalablement à la régularisation de la présente convention.

• L'emprunteur ou le propriétaire du bien financé ou donné en garantie s'engage à acquitter ponctuellement les charges de copropriété dont il sera redevable au titre de l'immeuble financé ou remis en garantie. A cet effet, le prêteur pourra se faire communiquer à première demande de sa part tout justificatif permettant d'établir le règlement à bonne date de ces charges de copropriété. Pendant toute la durée du crédit, l'emprunteur ou toute caution s'interdit, sauf accord du prêteur expressément notifié de faire quoique ce soit qui puisse altérer la valeur, changer la nature ou la destination de biens notamment immobiliers donnés en garantie. En cas d'expropriation d'un immeuble financé ou remis en garantie au prêteur, l'emprunteur ou la caution, selon le cas, cède dès à présent au prêteur ses droits et actions contre le débiteur au titre de toute indemnité d'éviction à laquelle l'emprunteur ou la caution aurait droit sans que la présente cession puisse faire obstacle au recouvrement de la créance du prêteur par toutes autres voies de droit.

• Les droits, impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, qui viendraient à grever le présent financement avant qu'il ne soit intégralement remboursé, seront à la charge de l'emprunteur en sus des échéances convenues, s'ils n'ont pas été mis par la loi à la charge exclusive du prêteur.

• Les frais liés à l'octroi ou à la gestion du crédit (tels que frais de dossier, d'avenant, ...) à la constitution, au renouvellement éventuel et à la mainlevée des garanties (tels que frais d'hypothèque ou d'hypothèque légale spéciale de prêteur de deniers, émoluments de notaire, coût de la copie exécutoire à délivrer au prêteur), seront supportés par l'emprunteur, acquittés par lui ou remboursés par lui au prêteur, sur présentation de justificatifs, en cas d'avance par ce dernier.

- * Si l'emprunteur est titulaire d'un compte sur les livres du prêteur, il donne mandat au prêteur de procéder au prélèvement de toutes les échéances en capital, intérêts, éventuelles primes et cotisations d'assurance groupe des emprunteurs (lorsqu'elles figurent sur le tableau d'amortissement joint), frais de dossier et autres accessoires, convenus aux termes des présentes, au débit de ce compte, sans préjudice des droits pour le prêteur de procéder à la compensation légale, lorsque les conditions sont réunies. Dans la négative, les mises à disposition et remboursements seront effectués au crédit du compte désigné par l'emprunteur.
- * Tous les paiements en principal, intérêts et accessoires, auront lieu au siège du prêteur, sans frais pour ce dernier ni compensation. La preuve de la réalisation du crédit, ainsi que celle des remboursements et de tout règlement y relatif, résultera des écritures du prêteur, sans préjudice du droit pour l'emprunteur de rapporter la preuve contraire.
- * L'emprunteur autorise expressément le prêteur à communiquer des informations périodiques sur la situation du crédit garanti :
 - aux personnes physiques s'engageant à titre de caution ou octroyant une sûreté réelle conventionnelle,
 - aux personnes morales s'engageant à titre de caution ou octroyant une sûreté réelle conventionnelle en garantie d'un crédit accordé à une entreprise.
- * En cas de cautionnement de personnes physiques, l'emprunteur s'engage à signaler dans les 15 jours la décès de l'une ou l'autre des cautions et à proposer une ou plusieurs cautions complémentaires jugées suffisantes par le prêteur.

15. REMBOURSEMENT PAR ANTICIPATION

1. L'emprunteur aura la faculté de rembourser chaque crédit par anticipation, en tout ou partie à son gré. Sur demande de l'emprunteur, le prêteur fournira gratuitement un décompte des sommes dues dans les différentes hypothèses de remboursement anticipé.
- Tout remboursement anticipé :
- devra correspondre au moins au dixième du capital initial emprunté, sauf s'il s'agit du solde du crédit,
 - pour les crédits relais, sera sans pénalité et dispensé de tout préavis,
 - sera définitif et ne pourra donner lieu à de nouvelles utilisations,
 - sera exécuté par le prêteur sous réserve que la provision existe au compte de l'emprunteur à la date prévue pour le remboursement par anticipation.
- Pour les crédits avec échéances constantes, dégressives ou progressives, l'échéance de remboursement intervenant après le remboursement anticipé partiel sera minorée du montant des intérêts sur le montant remboursé par anticipation, calculés au taux du crédit en cours en fonction du nombre de jours réels courus entre le jour du remboursement anticipé et l'échéance suivante. Un nouveau tableau d'amortissement tenant compte du remboursement anticipé après prélèvement de cette échéance sera remis à l'emprunteur. Il tiendra compte, selon le choix de l'emprunteur, soit d'une réduction de la durée du crédit, soit d'une réduction du montant de l'échéance.
- Pour les crédits remboursables par paliers, ou les crédits dits « à remboursements divers », de nouvelles échéances tenant compte des sommes remboursées par anticipation seront définies en accord entre le prêteur et l'emprunteur. Un nouveau tableau d'amortissement, tenant compte du remboursement anticipé et applicable après prélèvement de cette échéance, sera remis à l'emprunteur.

2. Une indemnité de remboursement anticipé sera à la charge de l'emprunteur. Conformément aux dispositions de l'article R 313-25 du code de la consommation, cette indemnité sera égale à un semestre d'intérêts sur le capital remboursé par anticipation, calculés au taux moyen du crédit, et ne pourra excéder 3 % (TROIS POUR CENT) du capital restant dû avant remboursement.
- Si le crédit est assorti de taux débiteurs différents selon les périodes de remboursement, l'indemnité prévue ci-dessus peut être majorée de la somme permettant d'assurer au prêteur, sur la durée courue depuis l'origine, le taux moyen prévu dans l'offre de crédit.
- Par exception aux dispositions qui précèdent, aucune indemnité ne sera due dans les cas prévus par l'article L. 313-48 du code de la consommation, c'est-à-dire si le remboursement anticipé est motivé par :
- la vente du bien immobilier (résidence principale) faisant suite à un changement du lieu d'activité professionnelle de l'emprunteur ou de son conjoint ;
 - le décès de l'emprunteur ou de son conjoint ;
 - la cessation forcée de l'activité professionnelle de l'emprunteur ou de son conjoint. Constituent des cas de cessation forcée de l'activité professionnelle, le licenciement et l'invalidité à l'exclusion de la démission, de l'expiration d'un contrat à durée déterminée, de la préretraite ou de la retraite.
- L'emprunteur devra justifier au prêteur qu'il se trouve dans l'un des cas prévus en lui produisant tous documents utiles.

3. En cas de révision du prix de vente du bien immobilier dans le cadre de la loi n° 96-1107 du 18 décembre 1996, dite « Loi Carrez », l'emprunteur s'engage à effectuer un remboursement anticipé à due concurrence du trop payé. Ce remboursement partiel ne donnera lieu à aucune perception d'indemnité ou pénalité au profit du prêteur.

4. Au cas où le contrat comporte plusieurs crédits, l'emprunteur souhaitant effectuer un remboursement anticipé partiel pourra affecter la somme remboursée proportionnellement aux différents crédits en cours dans le respect des montants minimaux prévus ci-dessus. A défaut d'un tel choix, le remboursement anticipé partiel sera affecté au crédit immobilier bénéficiant du taux le plus faible.
- Toutefois, en cas de vente du bien financé et d'une manière générale à la suite du prononcé de la déchéance du terme tout remboursement obtenu par le prêteur sera imputé en priorité au(x) crédit(s) bénéficiant de la garantie du Fonds de Garantie de l'Accession Sociale à la propriété (FGAS).

5. Au cas où le contrat comporte plusieurs crédits, toute demande d'augmentation du montant de l'échéance de remboursement de l'un des crédits sera affectée en priorité au crédit bénéficiant du taux le plus faible, dans la limite de la réglementation propre à chaque type de crédit.

16. RETARDS

En cas de défaillance de l'emprunteur, le prêteur sera en droit, conformément à l'article L.313-50 du code de la consommation, d'appliquer une majoration du taux débiteur à hauteur de 3 (TROIS) points à compter de la première échéance restée en souffrance et jusqu'à la reprise du cours normal des échéances contractuelles.

Si le prêteur décide d'exiger le remboursement immédiat du solde du crédit, l'emprunteur sera alors redevable d'une indemnité égale à 7 % des sommes restant dues au titre du capital restant dû ainsi que des intérêts échus et non réglés suivant l'article L.315-5 du code de la consommation. Jusqu'à la date du règlement effectif, les sommes dues produiront des intérêts de retard à un taux égal à celui du prêt.

En outre, et conformément à l'article L. 313-52 du même code, le prêteur pourra réclamer à l'emprunteur le remboursement, sur justification, des frais taxables qui lui auront été occasionnés par cette défaillance, à l'exclusion de tout remboursement forfaitaire de frais de recouvrement.

Toute avance ou règlement fait par le prêteur pour le compte de l'emprunteur, notamment pour cotisations et primes payées aux compagnies d'assurance, produira des intérêts au taux majoré indiqué ci-dessus. Les intérêts dus pour une année entière produiront eux-mêmes des intérêts au taux prévu aux conditions particulières conformément à l'article 1343-2 du code civil.

Conformément aux dispositions de la Loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, l'emprunteur est informé qu'en cas d'incident de paiement caractérisé, le prêteur sera tenu d'en demander l'inscription au Fichier National des Incidents de remboursement des Crédits aux Particuliers (FICP) géré par la Banque de France et accessible à l'ensemble des établissements de crédit.

17. EXIGIBILITE IMMEDIATE

1. Sans préjudice de l'application possible de l'article 1226 du Code Civil, le contrat est résilié et les sommes dues au titre du crédit deviennent immédiatement exigibles dans l'un quelconque des cas suivants, après mise en demeure de l'emprunteur restée infructueuse dans le délai fixé par ce courrier pour remédier à l'inexécution contractuelle :

- Si l'emprunteur est en retard de plus de 30 jours dans le paiement d'une échéance en principal, intérêts ou accessoires du présent crédit ;
- Si l'assuré ou l'un des assurés, ayant contracté une assurance emprunteur, n'en bénéficie plus, notamment par suite d'une fausse déclaration de l'assuré ou du non-paiement des primes ;
- Si l'emprunteur manque à son engagement d'affecter les sommes prêtées à l'emploi auquel elles sont contractuellement destinées ;
- Si l'emprunteur manque à son engagement d'affecter directement le prix de la vente du bien financé au remboursement du crédit par anticipation et au paiement de toutes sommes dues au prêteur en intérêts, frais et accessoires.

2. Indépendamment des cas visés ci-dessus, le prêteur peut, sur simple notification à l'emprunteur et sans autre formalité préalable, se prévaloir de la **déchéance du terme** et exiger le remboursement immédiat de la totalité des sommes restant dues au titre du crédit dans l'un quelconque des cas ci-dessous :

a) Si l'emprunteur ne fournit pas les sûretés prévues pour garantir le crédit ou si celles-ci ne sont pas régulièrement constituées du fait du constituant,

b) Si les sûretés prévues en garantie du financement venaient à être contestées, à disparaître ou à perdre de leur valeur, et notamment :

- En cas de non-respect par l'emprunteur des versements périodiques d'un produit de capitalisation qui garantit le crédit ;
- En cas de saisie immobilière du bien donné en garantie ;
- Si les biens remis en garantie sont détruits, totalement ou partiellement, par incendie ou autrement ; sont détériorés de façon à en compromettre leur valeur ou la sécurité des biens ; si des accessoires de valeur en sont enlevés ou détériorés ; s'ils font l'objet d'une procédure d'expropriation ; si le logement remis en garantie ne correspond plus aux normes d'habitation ;
- Si l'emprunteur, sans l'accord préalable écrit du prêteur sur le remboursement de sa créance : vend, donne, échange, apporte en société ou partage, en totalité ou en partie, le ou les biens donnés en garantie ;
- En cas de décès ou de liquidation judiciaire de l'emprunteur ;
- En cas de décès ou de mise en liquidation judiciaire de la caution ;
- Si l'emprunteur ou la caution éventuelle fait l'objet de cession de parts sociales sans l'accord préalable du prêteur, lorsque l'emprunteur ou la caution est une société civile ;
- Si l'emprunteur a déclaré ou fourni au prêteur des informations ou des documents qui ne sont pas exacts, sincères et véritables, de nature à compromettre le remboursement du crédit ;
- En présence d'une promesse d'hypothèque ou d'un engagement de ne pas laisser prendre d'hypothèque sur le bien financé, si l'emprunteur vend, donne, échange, apporte en société, partage, ou affecte en garantie ce bien malgré son engagement, ou encore si ce bien est détruit, détérioré, transformé, exproprié, saisi ou qu'une inscription hypothécaire en diminue sa valeur.
- Si l'emprunteur ou la caution éventuelle fait l'objet de cession de parts sociales sans l'accord préalable du prêteur, lorsque l'emprunteur ou la caution est une société civile.

3. Dans tous les cas de résiliation ou de déchéance du terme :

- Si le crédit n'est pas ou pas totalement débloqué, le prêteur peut refuser tout décaissement.
- Sont applicables les majorations ou indemnités prévues à l'article « RETARD » des présentes conditions générales ;
- L'exigibilité immédiate d'un des crédits, objet du présent financement, peut entraîner, sur décision du prêteur, l'exigibilité immédiate des autres crédits ayant concouru au financement du même objet.
- Toutes les sûretés garantissant le crédit subsistent jusqu'à complet paiement de toutes les sommes restant dues par l'emprunteur. Il en va de même en cas de nullité ou de caducité.
- Si l'exigibilité anticipée a pour effet la mise en jeu d'une garantie portant sur un produit régi par des dispositions fiscales particulières, l'emprunteur reconnaît qu'il assumera les conséquences de cette mise en jeu, notamment sur le plan fiscal.
- Jusqu'à la date du règlement effectif, les sommes dues produisent des intérêts de retard à taux égal à celui du crédit. Lorsque le prêteur a prononcé l'exigibilité immédiate d'un crédit à taux variable, les sommes dues produiront des intérêts à un taux fixe qui sera égal à la valeur du taux variable en vigueur au jour de l'exigibilité anticipée.

18. NANTISSEMENT DE LOYERS EVENTUELS

Dans le cas où le crédit est garanti par un nantissement des loyers d'un immeuble, les dispositions de l'article « LES GARANTIES » des conditions particulières s'appliquent.

Dans les autres cas, si le bien financé ou donné en garantie était loué, pour assurer au prêteur le paiement de ce qui pourrait lui être dû en vertu des présentes, l'emprunteur, ou s'il y a lieu le tiers garant propriétaire de l'immeuble remis en garantie, déclare par les présentes remettre en nantissement au profit du prêteur, conformément aux articles 2356 à 2366 du code civil, la créance qu'il doitendra au titre de leur location contre tout locataire ou occupant présent ou futur.

En cas de non-paiement par l'emprunteur d'une somme échue en capital, ou intérêts, ou frais et accessoires, le prêteur pourra donc notifier et rendre opposable le présent nantissement au locataire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, conformément à l'article 2362 du code civil.

A compter d'une telle notification, le locataire devra directement verser au prêteur les sommes dues, au fur et à mesure de leur échéance, et le prêteur en appliquera le montant au paiement des sommes lui restant dues en les imputant, dans l'ordre, d'abord sur les frais et accessoires puis sur les intérêts, puis sur le capital.

Le caractère certain et liquide de la créance du prêteur sera attesté par les écritures passées dans les livres du prêteur qui seules feront foi. Son caractère exigible résultera de la seule exigibilité prononcée par le prêteur en application du contrat existant entre lui et l'emprunteur ou des cas prévus par la loi.

19. ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, le prêteur, l'emprunteur et la (les) caution(s) élisent domicile en leurs demeures et sièges respectifs.

20. DELIVRANCE DE COPIE EXECUTOIRE

En cas d'acte notarié, le prêteur demandera au notaire la délivrance d'une copie simple de l'acte.

En fonction du lieu de situation du ou des immeubles donnés en garantie :

- pour les immeubles situés dans les départements de la Moselle, du Bas Rhin et du Haut Rhin, le prêteur pourra demander ultérieurement la délivrance d'une copie exécutoire nominative ;

- pour les immeubles situés dans les autres départements français, le prêteur prévoira lors de la signature de l'acte notarié la création d'une copie exécutoire à ordre dans les conditions de la loi n° 76-519 du 15 juin 1976, mais dispensera le notaire de l'établir immédiatement et lui demandera la délivrance d'une simple copie. Il se réservera le droit de demander ultérieurement la délivrance de la copie exécutoire à ordre pour le montant restant dû au jour de la réquisition de la délivrance.

Comme indiqué à l'article « ENGAGEMENTS DIVERS », les frais de la délivrance ultérieure de la copie exécutoire seront supportés par l'emprunteur, acquittés par lui ou remboursés au prêteur, sur présentation des justificatifs, en cas d'avance par ce dernier.

21. TRANSFERT

Les crédits consentis par le prêteur sont fondés sur l'analyse de la situation personnelle de l'emprunteur : en conséquence, dans le cas de cession de l'immeuble financé, ils ne pourront être transférés au tiers acquéreur.

22. PROCEDURE D'ACCEPTATION DE L'OFFRE DE CREDIT

Conformément à l'article L. 313-34 du code de la consommation :

"L'envoi de l'offre oblige le prêteur à maintenir les conditions qu'elle indique pendant une durée minimale de trente jours à compter de sa réception par l'emprunteur.

L'offre est soumise à l'acceptation de l'emprunteur et des cautions, personnes physiques déclarées. L'emprunteur et les cautions ne peuvent accepter l'offre que 10 jours après qu'ils l'ont reçue. L'acceptation est donnée par lettre, le cachet de l'opérateur postal faisant foi, ou selon tout autre moyen convenu entre les parties de nature à rendre certaine la date de l'acceptation par l'emprunteur."

En application de ce texte, la présente offre lie le prêteur pendant une durée de trente jours. Elle devient caduque dans son ensemble à son échéance ou si l'une quelconque des conditions ou modalités n'était pas respectée ou acceptée.

23. RECLAMATIONS

Pour toute demande portant sur la bonne exécution du contrat ou toute réclamation concernant le contrat, l'emprunteur peut appeler le numéro non surtaxé indiqué sur le site internet du prêteur et dans le recueil des principaux produits et services et qui est à ce jour : N° CRISTAL 02 51 47 53 00.

Tout litige relevant de la compétence légale et réglementaire du médiateur pourra être soumis gratuitement hors frais d'affranchissement par courrier adressé à M. le Médiateur du Crédit Mutuel - 63 chemin Antoine Pardon 69160 Tassin La Demi-Lune ou via son site internet :

www.lemediateur-creditmutuel.com. Le médiateur statue dans les trois mois de sa saisine sur les dossiers éligibles à la procédure. La Charte de la Médiation est disponible aux guichets et sur le site internet du prêteur.

SIGNATURE DE L'OFFRE DE CREDIT IMMOBILIER

EMISSION DE L'OFFRE DE CREDIT IMMOBILIER

DATE : 16 Mai 2023

SIGNATURE DU PRETEUR

CHARRIER NICOLAS SERVICE CLIENT CREDITS



CCM LA ROCHE MOLIERE
A LA ROCHE SUR YON
Le 16/05/2023 à 17:13:43 (UTC)+02:00

ACCUSE RECEPTION ET ACCEPTATION DE L'EMPRUNTEUR ET OU DU CO-EMPRUNTEUR

Je (nous) soussigné(s), déclare(ons) accepter la présente offre de crédit.

- reconnais (reconnaissons) avoir reçu l'offre préalable, le(s) tableau(x) d'amortissement indiquant la décomposition en capital et intérêts pour chaque échéance.
- reconnais (reconnaissons) avoir reçu, pris connaissance et conservé un exemplaire du document d'information sur le produit d'assurance et de la notice d'information de l'assurance des emprunteurs valant information précontractuelle et dont je (nous) en accepte(ons) le cas échéant les termes.
- reconnais (reconnaissons) avoir reçu et pris connaissance de la fiche d'information standardisée européenne et bénéficié des explications sur les caractéristiques essentielles du crédit proposé figurant dans la demande de crédit et qui m'ont (nous ont) permis de déterminer son adéquation à mes (nos) besoins et à ma (notre) situation financière.
- reconnais (reconnaissons) avoir bénéficié du délai de réflexion de 10 jours entiers prévu à l'article L.313-34 du Code de la Consommation,
- reconnais (reconnaissons) en avoir pris connaissance, rester en possession d'un exemplaire.

Protection des données personnelles

Les données à caractère personnel recueillies ci-dessus par la Banque, responsable de traitement, peuvent faire l'objet d'un traitement informatisé aux fins de respect des conditions d'octroi, de mise en œuvre et de gestion des crédits et garanties associées, de prospection et d'animation commerciale, d'études statistiques, du respect d'obligations réglementaires notamment en matière d'évaluation du risque, de sécurité et de prévention des impayés et de la fraude, de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces traitements sont fondés sur l'exécution du contrat, l'intérêt légitime de la Banque et le respect d'obligations réglementaires.

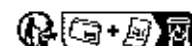
Elles peuvent donner lieu à l'exercice d'un droit d'accès, de limitation, d'opposition, de rectification, d'effacement et de portabilité. Il est précisé que l'exercice de certains droits peut entraîner au cas par cas pour la Banque, l'impossibilité de fournir la prestation. Il est précisé également que le traitement des données peut être poursuivi si des dispositions légales ou réglementaires ou si des raisons légitimes imposent à la Banque de conserver ces données.

Pour exercer l'un de ces droits, les personnes physiques dont les données ont été recueillies peuvent écrire à l'adresse suivante : MONSIEUR LE DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES, 63 chemin Antoine Pardon, 69814 TASSIN CEDEX.
Pour plus d'informations, la politique de protection des données personnelles est accessible aux guichets et sur le site internet de la Banque.

SIGNATURE DU(DES) EMPRUNTEUR(S)

Réceptionné le 16/05/2023
Signé électroniquement par LANSIAUX
JACQUELINE (+33786931035)
Le 30/05/2023 à 19:06:25 UTC+02:00

Réceptionné le 16/05/2023
Signé électroniquement par LANSIAUX
LAURELINE (+33670520396)
Le 30/05/2023 à 19:08:51 UTC+02:00



ANNEXE A L'OFFRE

LES PIECES JUSTIFICATIVES A NOUS FAIRE PARVENIR POUR LA REGULARITE DE VOTRE DOSSIER

Le(s) déblocages de votre (vos) prêt(s) ne pourra (ont) être réalisé(s) que sur présentation des originaux des appels de fonds (notaire, constructeur, artisans ...) ou des originaux des factures des entreprises effectuant les travaux ou des originaux des factures de matériaux.

Pièces à nous communiquer 30 (15) jours au maximum après le dernier déblocage

- Attestation notariée d'acquisition ou copie acte de vente ou confirmation de signature ou lettre de rang

ASSURANCE DES EMPRUNTEURS

Document d'information sur le produit d'assurance

Compagnies : Assurances du Crédit Mutuel VIE SA et Assurances du Crédit Mutuel IARD SA, Entreprises d'assurance immatriculées en France et régies par le code des assurances

Produit : Assurance des Emprunteurs Prêt immobilier



Ce document d'information présente un résumé des principales garanties et exclusions du contrat. Il ne prend pas en compte vos besoins et demandes spécifiques. Vous trouverez l'information complète sur ce produit dans la documentation précontractuelle et contractuelle.

De quel type d'assurance s'agit-il ?

Cette assurance a pour objet de couvrir l'assuré bénéficiant d'un financement sous la forme d'un crédit.

Assurer son crédit permet à l'emprunteur de se protéger financièrement ainsi que sa famille en cas de Décès, Perte Totale et Irréversible d'Autonomie, Incapacité Temporaire Totale de Travail, Invalidité Permanente et Perte d'Emploi.



Qu'est-ce qui est assuré ?

LES GARANTIES SYSTEMATIQUEMENT PREVUES :

✓ Décès

Lorsque l'assuré décède suite à maladie ou accident, l'assureur rembourse le montant du prêt restant dû au jour du décès. Cela permet de protéger la famille sans que la dette du crédit ne lui soit transmise.

✓ Perte Totale et Irréversible d'Autonomie (PTIA)

Est en PTIA, l'assuré qui se trouve dans l'impossibilité absolue et définitive de se livrer à une occupation ou un travail quelconque lui procurant gain ou profit, et dont l'état nécessite l'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie (se laver, se déplacer, se nourrir, s'habiller).

Pour mettre à l'abri financièrement l'assuré, l'assureur intervient pour le remboursement du montant du prêt restant dû au jour de l'invalidité.

LES GARANTIES OPTIONNELLES :

Incapacité Temporaire Totale de Travail (ITT)

Est en ITT, l'assuré qui se trouve, par suite d'une maladie ou d'un accident garanti, dans l'impossibilité physique constatée médicalement, d'exercer son activité professionnelle ou contraint d'observer un repos complet (c'est-à-dire hospitalisation ou obligation de garder la chambre pour les assurés n'exerçant pas d'activité professionnelle).

Pour compenser une éventuelle perte de revenu en cas d'arrêt de travail, l'assureur prend en charge tout ou partie des échéances du prêt et ce, pendant 1095 jours.

Invalidité Permanente (IP)

La garantie IP intervient en relais de la garantie ITT en cas de perte définitive d'une part significative ou totale de la capacité d'exercer toute activité rémunérée suite à une atteinte corporelle, par maladie ou par accident.

Le taux de prise en charge résulte des taux d'invalidité fonctionnelle et professionnelle.

Perte d'emploi (PE)

Est en PE, l'assuré salarié qui a été licencié et qui perçoit une allocation chômage ou une indemnité pour les mandataires sociaux. Pour compenser une éventuelle perte de revenu en cas de licenciement, l'assureur prend en charge tout ou partie des échéances du prêt.

Prestation versée pendant 540 jours maximum pour un même licenciement.

Les garanties précédées d'une coche ✓ sont systématiquement prévues au contrat.



Qu'est-ce qui n'est pas assuré ?

× La perte d'emploi suite à démission même si elle est prise en charge par le Pôle Emploi.



Y a-t-il des exclusions à la couverture ?

PRINCIPALES EXCLUSIONS

- ! Risque de guerre
- ! Modifications de la structure du noyau atomique
- ! Suicide avant un an d'assurance, sauf pour les prêts destinés à l'acquisition du logement principal de l'assuré

Au titre de la garantie PE :

- ! Le licenciement pour lequel l'emprunteur était prévenu ou en situation de préavis au moment de la demande d'adhésion
- ! Perte d'emploi non indemnisée ou indemnisée partiellement par le Pôle Emploi ou un organisme assimilé

PRINCIPALES RESTRICTIONS

- ! Une franchise en cas d'Incapacité Temporaire Totale de Travail de 90 jours ou de 180 jours, selon le choix retenu par l'assuré au jour de l'adhésion
- ! Lorsque l'arrêt de travail ou l'invalidité est motivé par l'une des affections suivantes : maladie psychosomatique, dépression nerveuse, affection psychiatrique ou neuropsychiatrique, fibromyalgie, affections cervico-dorso-lombaires, et que cette affection n'a pas nécessité une hospitalisation de plus de 10 jours continus ou une intervention chirurgicale pendant la période d'arrêt de travail, la franchise appliquée est de 180 jours
- ! Une franchise de 90 jours en cas de Perte d'Emploi
- ! La garantie Perte d'Emploi n'est acquise qu'après un délai de carence de 180 jours à partir de la date d'admission à l'assurance (date de confirmation de l'adhésion par l'assureur)

ASSURANCES DU CREDIT MUTUEL VIE SA Société anonyme à Conseil d'Administration, au capital de 778 371 382 € - 332 377 587 RCS STRASBOURG
ASSURANCES DU CREDIT MUTUEL IARD SA Société anonyme à Conseil d'Administration, au capital de 201 506 720 € - 352 406 748 RCS STRASBOURG
Entreprises régies par le Code des assurances - Sièges sociaux : 4 rue Frédéric-Guillaume Raiffeisen - 67000 STRASBOURG
Identifiant REP : FR232229_03XONS

IPID 16.59.88 - 06/2022

1 / 2



Où suis-je couvert(e) ?

✓ Les garanties s'exercent dans le monde entier. Toutefois les prestations pour Incapacité Temporaire Totale de Travail et Invalidité Permanente ne seront versées que pour les périodes d'incapacité constatées médicalement en France.



Quelles sont mes obligations ?

Sous peine de nullité du contrat d'assurance ou de non-garantie, l'assuré doit :

- À l'adhésion au contrat :
 - Le cas échéant, compléter une déclaration d'état de santé et se soumettre aux formalités fixées par l'assureur.
 - Pour bénéficier de la garantie DECES : être âgé de moins de 75 ans (au 31 décembre de l'année)
 - Pour bénéficier des garanties PTIA, ITT et IP : être âgé de moins de 65 ans (au 31 décembre de l'année)
 - Pour bénéficier de la garantie PE : être âgé de moins de 60 ans (au 31 décembre de l'année)
- En cours d'adhésion :
 - Régler les cotisations dues au titre du contrat.
- En cas de sinistre :
 - Contacter l'organisme créancier dès connaissance du sinistre et au plus tard dans les 30 jours suivant l'expiration du délai de franchise pour les garanties ITT et PE.
 - Fournir l'ensemble des pièces justificatives demandées par l'assureur.



Quand et comment effectuer les paiements ?

La cotisation est payable par l'assuré en même temps que les échéances du crédit et selon les mêmes modalités.



Quand commence la couverture et quand prend-elle fin ?

L'adhésion est conclue à la date d'acceptation par l'assureur.

Les garanties prennent effet à la date demandée par l'emprunteur sur la demande d'adhésion, à savoir soit la date d'acceptation de l'offre de prêt, soit la date du premier déblocage des fonds, sous réserve de l'acceptation de l'adhésion par l'assureur. Le risque décès par accident est couvert à compter de la date de signature de la demande d'adhésion pour une durée maximale de 60 jours.

L'adhésion est conclue jusqu'au terme du crédit, sauf résiliation dans les cas prévus au contrat.

En tous les cas, les garanties PTIA, ITT, IP et PE cessent au 31 décembre de l'année de la liquidation de la retraite de l'assuré. La garantie décès cesse au 31 décembre de l'année du 80^{ème} anniversaire de l'assuré.



Comment puis-je résilier le contrat ?

L'assuré peut résilier le présent contrat d'assurance :

- pour les prêts immobiliers relevant du 1^{er} de l'article L 313-1 du Code de la Consommation : à tout moment à compter de la date d'acceptation de l'offre de prêt.

Cette demande devra être accompagnée de l'accord du prêteur ainsi que de la date de prise d'effet du contrat d'assurance accepté en substitution par le prêteur.

- pour les autres prêts : en adressant une demande accompagnée de l'accord du prêteur.

La demande de résiliation pourra être effectuée, au choix de l'assuré :

- par lettre ou tout autre support durable ;
 - par déclaration faite au siège social ou chez le représentant de l'assureur ;
 - par acte extrajudiciaire ;
 - lorsque l'assureur propose la conclusion de contrat par un mode de communication à distance, par le même mode de communication.
- L'assureur ou son représentant confirme par écrit la réception de la demande de résiliation.

ASSURANCES DU CREDIT MUTUEL VIE SA Société anonyme à Conseil d'Administration, au capital de 778 371 362 € - 332 377 597 RCS STRASBOURG
 ASSURANCES DU CREDIT MUTUEL IARD SA Société anonyme à Conseil d'Administration, au capital de 201 596 720 € - 352 406 748 RCS STRASBOURG
 Entreprises régies par le Code des assurances - Sièges sociaux : 4 rue Frédéric-Guillaume Raiffaisen - 67000 STRASBOURG
 Identifiant REP : FR232229_03XONB

IPID 16.59.6B - 06/2022

2 / 2



ASSURANCE DES EMPRUNTEURS « ASSUR – PRET »

Prêts immobiliers

Notice d'information valant informations précontractuelles et contractuelles

PREAMBULE ET OBJET DU CONTRAT

Le Contrat de groupe à adhésion facultative est souscrit par les Caisses Fédérales de Crédit Mutuel pour les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes, les Banques CIC ainsi que la Banque Transatlantique et la Banque Européenne du Crédit Mutuel auprès de ACM VIE SA et de ACM IARD SA au profit de leurs emprunteurs. Il est régi par le Code des assurances. Il relève des opérations d'assurances des branches n°1, n°2, n°16 et n°20 (article R321-1 du Code des assurances) et est soumis au régime fiscal de cette catégorie de contrats. Le contrat ASSUR-PRET a pour objet de garantir à l'assuré ou aux assurés personnes physiques en cas de réalisation des risques garantis, le paiement des sommes dues au Prêteur, dans les conditions fixées ci-après.

L'assureur des garanties Décès, Perte Totale et Irréversible d'Autonomie, Invalidité Permanente et Incapacité Temporaire Totale de Travail est ACM VIE SA. L'assureur de la garantie Perte d'Emploi est ACM IARD SA.

La société ACM VIE SA est désignée comme la société interlocutrice chargée d'assurer les relations entre les assurés et l'assureur.

Toutes les dispositions du contrat collectif peuvent être modifiées par avenant au contrat collectif signé entre le souscripteur et l'assureur.

QUELQUES DEFINITIONS

Accident

On entend par accident, toute atteinte corporelle, violente et imprévisible, non intentionnelle de la part de l'emprunteur, provenant exclusivement et directement de l'action soudaine d'une cause extérieure. Toute autre définition de l'Accident ou toute classification d'Accident retenue par un autre organisme, et en particulier par la Sécurité sociale, n'est pas opposable à l'assureur.

A.E.R.A.S (Convention) : S'Assurer et Emprunter avec un Risque Aggravé de Santé.

La Convention AERAS est une convention signée entre les pouvoirs publics, les professionnels, des associations de consommateurs et des associations de personnes malades ou handicapées pour permettre un meilleur accès à l'assurance et au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé.

Toutes les informations sur la Convention AERAS sont disponibles sur le site officiel www.aeras-infos.fr

Affection

Toute altération aiguë ou chronique de l'état de santé et d'évolution variable.

Consolidation

Stabilisation, médicalement constatée, de l'état de santé de l'emprunteur en arrêt de travail suite à un accident ou une maladie garantie, dans les conditions prévues par le contrat. Cet état n'est plus amené à évoluer ni vers une amélioration, ni vers une aggravation, compte tenu des connaissances de la médecine.

Avant consolidation, on parle d'incapacité. Après consolidation, on parle d'invalidité.

Délai de carence

Période pendant laquelle les garanties ne sont pas en vigueur. La garantie est acquise après le délai de carence.

Franchise

Période ininterrompue d'incapacité temporaire totale de travail ou de chômage non indemnisée par l'assureur. Pour donner lieu à indemnisation, l'arrêt de travail ou le chômage doit être total, continu et supérieur à la franchise.

Licenciement

Perte d'emploi de l'emprunteur consécutive à un licenciement ouvrant droit aux prestations du P.O.L.E. EMPLOI ou celles prévues par les régimes de la GISC ou de l'ADP.

Maladie

Toute altération de l'état de santé constatée par une autorité médicale reconnue.

Médecin conseil de l'assureur

Médecin chargé d'évaluer l'état de santé de la personne à la demande de l'assureur, directement ou via un expert. Comme tout médecin, il est soumis au Code de déontologie médicale et au secret professionnel.

Prêteur/organisme créancier

Personne morale, le plus souvent un établissement de crédit, qui met à la disposition de l'emprunteur une somme d'argent, à charge pour ce dernier de la rembourser.

Quotité assurée

Pourcentage du prêt ou des échéances de remboursement couvert par l'assurance. Ce pourcentage peut varier en fonction du type de garantie (décès/PTIA, invalidité/incapacité, perte d'emploi). En cas de pluralité d'emprunteurs, cette quotité peut être différente pour chacun des emprunteurs.

Recherche

Tout arrêt de travail concernant le même motif qu'un arrêt de travail antérieur et intervenant après une reprise d'activité.

Résidence habituelle de l'emprunteur

Correspond au centre des intérêts personnels et patrimoniaux de l'emprunteur, à savoir, par exemple, la résidence principale, la résidence fiscale, le lieu de résidence du conjoint et des enfants, le caractère temporaire d'un détachement ou d'une expatriation et la volonté de retour en France, etc.

Salarié

Personne exerçant une activité rémunérée auprès d'un employeur.

Est assimilé au salarié, le fractionnaire ou agent de l'Etat ou de collectivité territoriale.

Sinistre

Réalisation du risque garanti.

Travailleur Non Salarie (TNS)

Professions libérales, artisans, commerçants ou exploitants agricoles

1 – PERSONNES ASSURABLES

Les emprunteurs, cautions, associés ou dirigeants d'une personne morale emprunteuse, sont assurables s'ils bénéficient d'un financement sous la forme d'un crédit et plus généralement s'ils interviennent à l'acte de prêt. Ces personnes sont désignées ci-après sous le terme générique d'emprunteurs.

Pour être assurable, l'emprunteur doit résider habituellement en France ou dans un pays pour lequel l'assureur dispose d'un agrément.

La date limite d'entrée dans l'assurance est fixée au 31 décembre de l'année du :

- 75^{ème} anniversaire de l'emprunteur pour la garantie décès
- 65^{ème} anniversaire de l'emprunteur pour les garanties Perte Totale et Irréversible d'Autonomie, Incapacité Temporaire Totale de Travail, Invalidité Permanente
- 60^{ème} anniversaire de l'emprunteur pour la garantie Perte d'Emploi

2 – ADHESION AU CONTRAT

Les documents contractuels sont formés par :

- la demande d'adhésion ou la demande d'avenant ou la demande d'adhésion valant certificat de garantie ou l'avenant valant certificat de garantie,
- le cas échéant, la déclaration d'état de santé et les formalités médicales,
- la notice d'information,
- la proposition d'assurance, le cas échéant.

2.1 Formalités nécessaires à l'adhésion au contrat

IMPORTANT : VOS DECLARATIONS

L'adhésion est conclue sur la base des déclarations de l'emprunteur. Celui-ci est tenu de répondre exactement à toutes les questions posées par l'assureur (article L.113-2 du Code des Assurances).

Toute réticence, fausse déclaration, omission ou inexactitude, dans les déclarations à l'adhésion ainsi qu'en cours de vie du contrat, selon qu'elle est intentionnelle ou non, peut nous amener à prendre les sanctions ci-dessous :

- Toute réticence ou fausse déclaration intentionnelle entraîne la nullité du contrat, conformément aux dispositions de l'article L.113-8 du Code des Assurances (le contrat est considéré comme n'ayant jamais existé) ;
- Toute omission ou inexactitude non intentionnelle dans les déclarations entraîne l'application de l'article L.113-9 du Code des Assurances (réduction de l'indemnité en cas de sinistre, en proportion des cotisations payées par rapport aux cotisations qui auraient été dues si les risques avaient été exactement et complètement déclarés).

Si dans le cadre d'un sinistre, l'emprunteur fait une ou plusieurs fausses déclarations ou exagère le montant des préjudices, emploie comme justification des documents inexacts ou use de moyens frauduleux, il perd pour ce sinistre le bénéfice des garanties du contrat. Il en va de même pour les Bénéficiaires qui demanderaient indûment une prestation au titre d'une garantie décès de l'assuré.

Toute somme indûment versée fera l'objet d'une action aux fins de remboursement, et le cas échéant de suites judiciaires.

En cas d'événement mettant en jeu le présent contrat, l'emprunteur (ou les Bénéficiaires) sont tenus de déclarer à l'assureur l'existence des autres contrats d'assurance à caractère indemnitaire et/ou forfaitaire couvrant le même risque.

A l'adhésion, l'emprunteur doit, le cas échéant, compléter une déclaration d'état de santé et se soumettre aux formalités administratives et/ou médicales fixées par l'assureur. Ce faisant, l'emprunteur lève le secret médical au bénéfice du Service Médical et du Médecin Conseil de l'assureur.

Ces formalités médicales sont fonction des réponses à la déclaration d'état de santé, du montant de l'encours à assurer et de l'âge de l'emprunteur.

Les frais en résultant sont pris en charge par l'assureur sur présentation des justificatifs d'usage et dans la limite du tarif conventionnel de la Sécurité sociale dans les cas suivants :

- lorsque l'adhésion est effective
 - lorsque l'adhésion est proposée par l'assureur à des conditions particulières (supprime, exclusion)
 - lorsque l'adhésion est refusée par l'assureur
- En revanche, les frais restent à la charge de l'emprunteur dans les cas suivants :
- lorsque les examens pratiqués n'ont pas été demandés par l'assureur
 - lorsque l'emprunteur ne donne pas suite à la demande d'adhésion pour un motif autre que celui cité au paragraphe précédent.

L'admission est subordonnée au résultat jugé satisfaisant par l'assureur des formalités médicales : celui-ci se réserve le droit de demander d'autres renseignements, de n'accepter l'emprunteur qu'à des conditions particulières, de l'ajourner ou de le refuser.

Lorsque l'assureur est amené à accepter un emprunteur à des conditions spéciales comportant une majoration de la cotisation, l'assureur lui soumet une proposition d'assurance : l'emprunteur dispose d'un délai de 30 jours à compter de la date d'émission de la proposition pour lui notifier par écrit son accord sur les conditions proposées.

Passé ce délai, l'assureur n'est plus lié par la proposition et l'adhésion est classée sans suite.

Dans le cadre du dispositif AERAS, toute proposition d'assurance est valable 4 mois.

L'assureur s'engage à respecter les dispositions et les procédures de la Convention AERAS.

3 – SOUSCRIPTION DES GARANTIES

3.1. L'emprunteur souscrit aux garanties proposées en fonction de l'option choisie. Le contenu de chaque garantie est défini à l'article 8.

3.2. Quotité assurée

La garantie peut couvrir chaque emprunteur, soit à hauteur de 100 % chacun, soit à hauteur du pourcentage choisi au moment de l'adhésion et précisé sur la demande d'adhésion.

Lorsque la couverture d'assurance d'un emprunteur est inférieure à 100 %, les garanties souscrites sont réduites en proportion du pourcentage retenu. Toute augmentation du pourcentage assuré en cours de prêt intervenue dans les 180 jours précédant un sinistre ne sera pas prise en compte par l'assureur.

3.3. En ce qui concerne la garantie Perte d'Emploi, l'adhésion à cette garantie doit être demandée exclusivement à l'occasion de l'adhésion à l'assurance et avant la prise d'effet des garanties. Cette garantie ne peut être accordée en cours de vie du contrat.

Par ailleurs, la garantie Perte d'Emploi n'est acquise qu'à condition que l'emprunteur bénéficie de la garantie Décès.

4 – CONCLUSION ET DUREE DE L'ADHESION, PRISE D'EFFET DES GARANTIES

4.1 Conclusion et durée de l'adhésion

L'adhésion est conclue à la date d'acceptation par l'assureur. La durée de l'adhésion est identique à la durée du contrat de prêt assuré, sous réserve de l'application des limitations de garanties.

4.2. Prise d'effet des garanties

Les garanties prennent effet à la date demandée par l'emprunteur sur la demande d'adhésion, à savoir soit la date d'acceptation de l'offre de prêt, soit la date du premier déblocage des fonds, sous réserve de l'acceptation de l'adhésion par l'assureur.

Référence : 66.59.88 – 06/2022

Page 2/8

ACM VIE SA – Société anonyme au capital de 778 271 392€ - 332 377 587 RCS STRASBOURG – N° TVA : FR 803377587

Entreprise régie par le Code des Assurances - Siège social : 4 rue Frédéric-Guillaume RAIFFEISEN STRASBOURG – Adresse postale : 63 chemin Antoine Pardon 6814 TASSIN CEDEX

ACM IARD SA – Société anonyme au capital de 201 596 720 € - 352 406 746 RCS STRASBOURG – N° TVA : FR87352406748

Entreprise régie par le Code des Assurances - Siège social : 4 rue Frédéric-Guillaume RAIFFEISEN STRASBOURG – Adresse postale : 63 chemin Antoine Pardon 6814 TASSIN CEDEX

Mention REP : FR232229_03XDNB

Référence dossier : 1200000002971213

REPI K2 0101010000 KI 1210 0074 2330 215 71

Néanmoins, le risque décès résultant d'un accident est couvert à compter de la date de signature de la demande d'adhésion, pour une durée maximale de 60 jours, sous réserve de l'existence d'un engagement contractuel réciproque entre l'Emprunteur et l'organisme prêteur.

Cette garantie décès accidentel cesse à compter de l'acceptation de l'adhésion par l'assureur pour l'ensemble des garanties ou à la date du refus formé par l'assureur d'accepter l'adhésion de l'emprunteur.

Dans la mesure où l'assureur a confirmé son acceptation par écrit, le déblocage partiel ou total du crédit entraîne automatiquement la prise d'effet des garanties.

4.3. Période de carence

La garantie Perte d'Emploi n'est acquise qu'après un délai de carence de 180 jours à partir de la date d'admission à l'assurance (date de confirmation de l'adhésion par l'assureur).

Tout licenciement notifié durant la période de carence ne peut donner lieu à indemnisation, même après expiration du délai, quel que soit la durée ou le motif du chômage, la date faisant foi étant celle de l'envoi de la lettre de licenciement.

5 – CESSATION DE L'ADHESION ET DES GARANTIES

5.1. L'adhésion et les garanties prennent fin :

- le jour où le crédit a été intégralement remboursé,
- en cas de résiliation de l'adhésion par l'assuré, après accord du prêteur, dans les conditions prévues à l'article 19,
- à la date de déchéance du terme prononcée par l'organisme créancier du prêt garanti qui est bénéficiaire des indemnités d'assurance (dans les conditions prévues à l'article 15),
- en cas de non-paiement des cotisations en application de l'article L.141-3 du Code des assurances. La résiliation interviendra au terme d'un délai de 40 jours à compter de l'envoi par le Prêteur d'une lettre recommandée de mise en demeure adressée au plus tôt 10 jours après la date à laquelle les sommes dues doivent être payées,
- en cas de résiliation du contrat de prêt pour quelque motif que ce soit.

A l'égard de chaque emprunteur, les garanties cessent, au plus tard :

- pour le risque Décès : au 31 décembre de l'année du 80^{ème} anniversaire de l'emprunteur ;
- pour les risques Perte Totale et Irréversible d'Autonomie, Incapacité Temporaire Totale de Travail et Invalidité Permanente :
 - * au 31 décembre de l'année de la liquidation de la retraite de l'emprunteur ;
 - * au 31 décembre de l'année de la liquidation de la retraite de l'emprunteur ;
 - * en tous les cas au plus tard, au 31 décembre de l'année pendant laquelle l'emprunteur a atteint l'âge fixé par la loi pour l'acquisition de la retraite à taux plein du régime général de la Sécurité Sociale,

5.2. Cessation des prestations

La cessation des garanties entraîne la cessation des prestations versées au titre des garanties prévues aux articles 8.2 et 8.3.

Les prestations cessent également pour les garanties :

- Incapacité temporaire totale de travail : selon les conditions prévues à l'article 8.2.1.3.,
- Invalidité permanente : selon les conditions prévues à l'article 8.2.2.,
- Perte d'emploi : selon les conditions prévues à l'article 8.3.2.

5.3. Obligation d'information de la liquidation de la retraite

L'emprunteur s'oblige à informer l'assureur de la liquidation de sa retraite. Cela permettra la modification de ses garanties. Dans le cas contraire, si l'emprunteur n'a pas informé l'assureur, le paiement des cotisations ne donne pas droit à prestations au titre des garanties Perte Totale et Irréversible d'Autonomie, Incapacité Temporaire Totale de Travail, Invalidité Permanente ou Perte d'Emploi, celles-ci étant devenues sans objet.

6 – BÉNÉFICIAIRE DES PRESTATIONS DE L'ASSURANCE

L'organisme créancier du prêt garanti est le bénéficiaire des prestations versées.

Le présent contrat d'assurance n'entraîne aucune subrogation de l'assureur dans le paiement des échéances du prêt dû par l'emprunteur à l'organisme créancier du prêt garanti.

L'emprunteur est tenu de respecter ses engagements et ses obligations vis-à-vis de l'organisme créancier et reste lié en vertu du contrat de prêt envers son prêteur.

7 -- LES FORMULES DE GARANTIES PROPOSEES

L'assurance des emprunteurs comprend les options suivantes :

Pour les emprunteurs qui adhèrent avant le 31 décembre de l'année de leur 65^{ème} anniversaire :

- Décès et Perte Totale et Irréversible d'Autonomie ;
- Incapacité Temporaire Totale de Travail supérieure à 90 jours et Invalidité Permanente ;
- Incapacité Temporaire et Totale de Travail supérieure à 180 jours et Invalidité Permanente ;
- Perte d'emploi à hauteur de 50 % uniquement en cas d'adhésion avant le 31 décembre du 65^{ème} anniversaire.

Les options Incapacité Temporaire Totale de Travail, Invalidité Permanente et Perte d'emploi ne peuvent être souscrites qu'en complément de l'option Décès et Perte Totale et Irréversible d'Autonomie.

Pour les emprunteurs qui adhèrent après le 31 décembre de l'année de leur 65^{ème} anniversaire :

- Décès seul.

8 -- DEFINITION DES GARANTIES

Les garanties définies ci-dessous couvrent les sinistres survenus après la date d'adhésion.

8.1. Décès et Perte Totale et Irréversible d'Autonomie (PTIA)

L'assureur intervient pour le remboursement du montant du prêt restant dû au jour du décès (en proportion de la quotité assurée) en cas de décès de l'emprunteur avant le 31 décembre de l'année de son 80^{ème} anniversaire.

L'assureur intervient pour le remboursement du montant du prêt restant dû au jour de la reconnaissance par le Médecin Conseil de l'assureur de la Perte Totale et Irréversible d'Autonomie de l'emprunteur (en proportion de la quotité assurée) lorsque cet état de Perte Totale et Irréversible d'Autonomie survient avant le 31 décembre de l'année de la liquidation de la retraite de l'emprunteur.

Est considéré en état de Perte Totale et Irréversible d'Autonomie, l'emprunteur qui se trouve dans l'impossibilité absolue et définitive de se livrer à une occupation ou un travail quelconque lui procurant gain ou profit, et dont l'état nécessite l'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie (se laver, se déplacer, se nourrir, s'habiller).

L'état d'invalidité sera apprécié par expertise médicale auprès d'un médecin expert désigné par l'assureur. Les expertises sont diligentées dans les conditions des articles 12 et 13.

Avant déblocage intégral du prêt, la garantie porte, à partir de la date d'effet, sur le montant total du prêt accordé par l'organisme créancier et déclaré à l'assureur, sous déduction des remboursements effectués au jour du décès ou à la date de la reconnaissance par le Médecin Conseil de l'assureur de l'état de Perte Totale et Irréversible d'Autonomie.

Lorsque l'emprunteur a choisi la date d'acceptation de l'offre comme date d'effet des garanties et que le sinistre intervient avant tout déblocage de fonds, l'indemnisation ne sera due que sous réserve du maintien de l'engagement contractuel liant l'emprunteur avec l'organisme créancier.

Dans le cas contraire, en cas d'annulation du contrat de crédit, aucune indemnisation ne sera due, le contrat d'assurance étant résolu avec pour conséquence le remboursement à l'emprunteur des primes déjà prélevées.

Le paiement par l'assureur des sommes dues au titre des garanties Décès et PTIA met fin à l'adhésion.

8.2. Incapacité de Travail

8.2.1. Incapacité Temporaire Totale de Travail

8.2.1.1. Définition du risque garanti

L'assureur prend en charge le paiement des échéances garanties du prêt lorsque l'emprunteur est en état d'Incapacité Temporaire Totale de Travail avant le 31 décembre de l'année de la liquidation de sa retraite.

Est considéré en état d'incapacité temporaire totale de travail, l'emprunteur qui se trouve, par suite de maladie ou d'accident, dans l'impossibilité constatée médicalement, d'exercer son activité professionnelle ou contraint d'observer un repos complet (c'est-à-dire hospitalisation ou obligation de garder la chambre) pour les emprunteurs n'exerçant pas d'activité professionnelle au jour du sinistre.

Si l'emprunteur a la qualité d'assuré social, il doit bénéficier des indemnités journalières du régime de la sécurité sociale auquel il est affilié.

8.2.1.2. Franchises

Au moment de l'adhésion :

L'emprunteur choisit entre une franchise de 90 jours et une franchise de 180 jours.

Au jour de l'arrêt de travail :

Référence 16.58.88 - 02/2022

Page 3/8

ACM VII SA - Société anonyme au capital de 776 271 390€ - 337 371 597 RCS STRASBOURG - N° TVA : FR 60303731/597

Entreprise régie par le Code des Assurances - Siège social : 4 rue Frédéric-Guillaume RAIFFESEN STRASBOURG - Adresse postale : 63 chemin Antoine Pardon 69814 TASSIN CEDEX

ACM IARD SA - Société anonyme au capital de 201 596 720 € - 352 486 748 RCS STRASBOURG - N° TVA FR87352406748

Entreprise régie par le Code des Assurances - Siège social : 4 rue Frédéric-Guillaume RAIFFESEN STRASBOURG - Adresse postale : 63 chemin Antoine Pardon 69814 TASSIN CEDEX

Identifiant REP : FR232224 03XDNB

Si l'emprunteur a opté pour la franchise de 90 jours, celle-ci est réduite à 15 jours lorsque l'emprunteur exerce une activité médicale ou paramédicale à titre libéral, à condition d'être toujours membre d'une profession de santé exercée à titre libéral au jour de l'arrêt de travail ou de l'invalidité.

Quelle que soit la franchise choisie par l'emprunteur, celle-ci est doublée dans la limite de 180 jours lorsque l'arrêt de travail ou l'invalidité est motivé par l'une des affections suivantes : maladie psychosomatique, dépression nerveuse, affection psychiatrique ou neuro-psychiatrique, fibromyalgie, affections cervico-dorso-lombaires, et que cette affection n'a pas nécessité une hospitalisation de plus de 10 jours continus ou une intervention chirurgicale pendant la période d'arrêt de travail.

Le calcul de la franchise débute le 1^{er} jour de l'arrêt de travail.

Toute diminution de la franchise en cours de vie de prêt intervenue dans les 180 jours précédant un sinistre ne sera pas prise en compte par l'assureur.

8.2.1.3. Montant pris en charge

L'assureur prend en charge le montant des échéances garanties du prêt. L'échéance garantie correspond :

- soit à l'échéance hors assurance telle que prévue au tableau d'amortissement, - soit aux intérêts courus en cas de différé d'amortissement, en y appliquant la quotité assurée indiquée sur le certificat de garantie.

Lorsque le prêt est remboursable au terme, la part de capital comprise dans la dernière échéance n'entre pas dans le calcul de l'indemnité journalière.

Le paiement de l'échéance garantie intervient sous la forme d'indemnités journalières calculées au prorata des jours d'arrêt de travail et selon le rythme de versement des échéances (1/30^{ème} si mensuel, 1/90^{ème} si trimestriel, 1/180^{ème} si semestriel, 1/360^{ème} si annuel).

Le montant de l'indemnité journalière ne pourra être supérieur à la perte de revenu subie par l'emprunteur.

La perte de revenu est la différence entre le « revenu de référence » de l'assuré (1) avant l'arrêt de travail et son « revenu de remplacement » (2).

Cependant, le montant minimum versé par l'assureur est fixé à 50% de l'échéance garantie, en proportion de la quotité assurée.

Pour les emprunteurs n'exerçant pas d'activité professionnelle au jour du sinistre, le montant versé par l'assureur est fixé à 50% de l'échéance garantie, en proportion de la quotité assurée.

(1) Calcul du revenu de référence :

Pour les salariés : Le revenu de référence est égal à la moyenne des salaires ou traitements nets perçus au cours des douze mois précédant l'arrêt de travail. Les primes, frais de mission et autres avantages financiers imposables faisant partie intégrante de la rémunération entrent dans le calcul du salaire.

Pour les TNS : Le revenu de référence est le revenu net mensuel évalué sur la base de 125 % du bénéfice professionnel retenu pour l'établissement de l'impôt sur le revenu de l'année qui précède l'arrêt de travail, peu importe la nature du régime d'imposition (réel, réel simplifié ou forfait).

(2) Calcul du revenu de remplacement :

Le revenu de remplacement est égal au montant mensuel des revenus perçus pendant la période d'incapacité de travail (rémunérations, traitements ou indemnités versées par l'employeur, indemnités journalières Sécurité Sociale ou prestations équivalentes perçues par les personnes assujetties à des régimes similaires au régime général de la Sécurité Sociale, prestations versées par des organismes de prévoyance complémentaire obligatoires).

La perte de revenu est calculée le premier mois suivant l'expiration du délai de franchise contractuel.

Elle est révisable à la demande de l'emprunteur tous les 180 jours ou l'expiration de l'évolution du revenu de remplacement.

L'indemnité journalière est versée au maximum pendant une période de 1095 jours. La prise en charge cesse de plein droit à la survenance du premier des événements suivants :

- la reprise même partielle d'une activité par l'emprunteur et/ou en cas d'inter interruption du paiement des prestations en espèces par le régime de Sécurité Sociale auquel l'assuré est affilié ;
- la consolidation de l'état de santé de l'emprunteur ;
- au 31 décembre de l'année de la liquidation de la retraite de l'emprunteur.

En cas de reprise d'une activité dans le cadre d'un mi-temps thérapeutique, l'assureur intervient toutefois à hauteur de 50% du montant de l'indemnité journalière définie ci-dessus.

Si, après une reprise du travail pendant une période inférieure ou égale à 60 jours l'assuré est victime d'une rechute provenant de la même maladie ou du même accident, la durée de reprise du travail sera considérée comme une simple suspension des prestations et il ne sera pas appliqué de nouveau délai de franchise.

Lorsque pour un même prêt la garantie est souscrite par plusieurs emprunteurs, le total des indemnités journalières versées pour une même période d'incapacité ne pourra excéder tout au plus le montant des échéances de remboursement ou du montant des intérêts courus en cas de différé d'amortissement.

8.2.2. Invalidité Permanente

La garantie Invalidité Permanente intervient en relais de la garantie Incapacité Temporaire Totale de Travail et à la condition que cet état d'invalidité Permanente de l'emprunteur survienne avant le 31 décembre de l'année de la liquidation de la retraite de l'emprunteur.

On entend par Invalidité Permanente de l'emprunteur, la perte définitive d'une part significative ou totale de la capacité d'exercer toute activité rémunérée suite à une atteinte corporelle, par maladie ou par accident.

L'indemnité cesse au 31 décembre de l'année de la liquidation de sa retraite.

8.2.2.1. La base de remboursement est l'échéance garantie définie au paragraphe 8.2.1. A ce montant sera appliqué le taux de prise en charge déterminé ci-dessous.

8.2.2.2. Détermination du taux de prise en charge

Le taux de prise en charge résulte :

- du taux d'incapacité fonctionnelle physique ou mentale,
- du taux d'incapacité professionnelle.

Ces taux d'incapacité seront évalués par voie d'expertise médicale auprès d'un médecin expert désigné par l'assureur, indépendant et soumis au code de déontologie médicale. Les expertises sont diligentes dans les conditions des articles 12 et 13.

L'incapacité fonctionnelle sera appréciée et chiffrée en se référant au barème indicatif des incapacités en droit commun (Barème du Concours Médical en vigueur) en appliquant la règle de Balhazard.

L'incapacité professionnelle sera appréciée en tenant compte des répercussions de l'invalidité fonctionnelle sur la profession exercée, abstraction faite des possibilités de reclassement dans une profession différente.

Taux de prise en charge :

TTP	TAUX D'INCAPACITE FONCTIONNELLE								
	20	30	40	50	60	70	80	90	100
10	0%	0%	0%	0%	0%	50%	50%	50%	50%
20	0%	0%	0%	50%	50%	50%	50%	50%	50%
30	0%	0%	50%	50%	50%	50%	50%	50%	100%
40	0%	0%	50%	50%	50%	50%	50%	100%	100%
50	0%	50%	50%	50%	50%	50%	100%	100%	100%
60	0%	50%	50%	50%	50%	100%	100%	100%	100%
70	0%	50%	50%	50%	50%	100%	100%	100%	100%
80	0%	50%	50%	50%	100%	100%	100%	100%	100%
90	0%	50%	50%	50%	100%	100%	100%	100%	100%
100	50%	50%	50%	50%	100%	100%	100%	100%	100%

TTP : Taux d'Incapacité Professionnelle

La prise en charge à hauteur de 50% correspond à un taux d'invalidité global compris entre 33% à 66%.

La prise en charge à hauteur de 100% correspond à un taux d'invalidité global supérieur à 66%.

Le taux d'invalidité global est déterminé par croisement des taux d'invalidité fonctionnelle et professionnelle définis ci-dessus.

L'assureur n'est en aucun cas lié par les décisions des organismes sociaux.

En effet, l'appréciation par l'assureur de la notion d'incapacité ou d'invalidité peut être différente de celle retenue par les organismes sociaux. Pour le calcul de l'indemnité à verser, la perte de revenu est recalculée au jour de la reconnaissance de l'invalidité.

8.2.3. Garantie Invalidité Spécifique AERAS

Conformément aux dispositions de la Convention AERAS révisée, une garantie Invalidité Spécifique est proposée par l'assureur, sous réserve d'acceptation médicale, dans le cas où les garanties Incapacité Temporaire Totale de Travail et Invalidité Permanente ont été refusées pour des raisons médicales.

Il ne s'agit pas d'une option, un emprunteur ne peut solliciter directement cette garantie ni la demander lorsqu'il a souscrit une couverture uniquement pour les garanties Décès/Perte Totale et Irreversible d'Autonomie qui fait l'objet d'une exclusion et/ou d'une surprime.

L'emprunteur bénéficie de la garantie Invalidité Spécifique AERAS lorsque les conditions ci-dessous sont réunies :

- son état de santé doit être définitif et consolidé ;

- son taux d'incapacité fonctionnelle, apprécié par le Médecin Conseil de l'assureur par référence au barème annexé au code des pensions civiles et militaires, atteint un taux égal ou supérieur à 70% ;

- l'assuré doit justifier d'une incapacité professionnelle attestée par la production :

- lorsqu'il est salarié : d'un titre de pension d'invalidité 2ème ou 3ème catégorie de la Sécurité Sociale selon la définition de l'article L.341-4 du Code de la Sécurité Sociale,

- lorsqu'il est fonctionnaire ou assimilé : un congé de longue maladie,

- lorsqu'il est non-salarié : d'une notification d'aptitude totale à l'exercice de sa profession,

- l'état d'invalidité intervient avant le 31 décembre de l'année de la liquidation de la retraite de l'emprunteur.

L'assureur se réserve le droit de diligenter un contrôle médical dans les conditions des articles 12 et 13 pour apprécier ce taux et juger de la réalisation du risque Invalidité AERAS. En cas de poly-pathologies, le taux d'invalidité fonctionnelle sera déterminé par l'addition des taux des différentes pathologies.

La prestation garantie, les modalités de calcul et de versement, les exclusions de garantie (à l'exception des exclusions de pathologies) et les conditions de cessation de garantie sont identiques à celles définies pour la garantie Incapacité de Travail à l'exception de la date de reconnaissance de l'état d'invalidité qui sera la date de reconnaissance par le Médecin conseil de l'assureur de l'état d'invalidité défini ci-dessus. Cette date peut être différente de la date de consolidation retenue par les organismes sociaux ou assimilés.

Retrouvez toutes les informations sur la convention AERAS sur le site www.aeras-infor.fr.

8.3. Perte d'Emploi

8.3.1. Nature du risque

L'assuré salarié licencié percevant l'une des allocations chômage prévues aux articles L.5422-1 et suivants du Code du Travail, ou d'une indemnité au titre de la GSC ou de l'APP pour les mandataires sociaux, est susceptible de bénéficier de la garantie Perte d'Emploi définie ci-après, à condition toutefois qu'il justifie d'une activité minimum de 180 jours en entier chez le dernier employeur au moment de la survenance du chômage.

Sont également considérées comme périodes de chômage, les périodes donnant lieu à versement par la Sécurité Sociale de prestations en espèces en cas de maladie ou d'accident, entraînant une suspension du versement de l'allocation par le POLE EMPLOI.

8.3.2. Montant de l'indemnité

L'assuré prend en charge le paiement de 50% des échéances du prêt (hors assurance) telles que prévues au tableau d'amortissement, selon la quotité assurée.

Le règlement intervient sous la forme d'indemnités journalières calculées au prorata des jours de chômage, selon le rythme de versement des échéances (1/30è si mensuel, 1/90è si trimestriel, 1/180è si semestriel, 1/360è si annuel). Cette indemnité est versée après une période de franchise de 90 jours perdus 540 jours au maximum pour un même licenciement.

Le calcul du délai de franchise débute à compter du premier jour d'indemnisation par le POLE EMPLOI.

Le montant mensuel payé ne pourra être supérieur à la différence entre le revenu net moyen évalué sur la base des 12 derniers salaires mensuels perçus avant le licenciement, hors indemnités de licenciement, et le montant des prestations mensuelles versées par le POLE EMPLOI.

Pendant la durée totale du prêt, la période indemnisée ne pourra excéder 1080 jours d'indemnités journalières quel que soit le nombre de périodes de chômage. En cas de reprise d'activité supérieure à 180 jours, toute nouvelle période de chômage donne lieu à application du délai de franchise de 90 jours.

Le cumul de l'indemnité Perte d'Emploi versée par l'assureur, des aides au logement (A.P.L. ...) et des garanties perte d'emploi ou incapacité de travail existantes par ailleurs pour un autre assuré au titre du même prêt ne peut excéder le terme de remboursement prévu au tableau d'amortissement pour la période d'indemnisation considérée.

L'indemnité Perte d'Emploi est versée au maximum jusqu'au dernier terme prévu par le contrat de prêt ou ses avenants ultérieurs.

L'indemnité cesse également à la survenance du premier des événements suivants :

- en cas d'interruption du versement des allocations d'assurance chômage ;

- à la liquidation de la retraite de l'emprunteur ;

- au 31 décembre de l'année pendant laquelle l'emprunteur a atteint l'âge fixé par la loi pour l'acquisition de la retraite à taux plein du régime général.

En cas de chômage atteignant plusieurs emprunteurs assurés au titre d'un même prêt, l'indemnité ne pourra excéder le montant de l'échéance (hors assurance).

8.3.3. Révision des dispositions de la garantie

En cas de modification des règles actuelles du POLE EMPLOI et en fonction de l'évolution des risques, l'assureur se réserve la possibilité de modifier les conditions de souscription et d'indemnisation de la garantie Perte d'Emploi. Dans ce cas, les conditions d'information et de résiliation mentionnées à l'article 16 sont applicables.

9 - LIMITE DES GARANTIES

L'ensemble des prestations que l'assureur peut être amené à verser dans le cadre d'un même prêt, ne peut excéder le montant des échéances prévues au tableau d'amortissement, ou le montant total du prêt accordé par l'organisme créancier.

Dans le cadre des prêts modulables, l'échéance de référence pour le versement des prestations en cas d'incapacité de travail ou de perte d'emploi correspond à l'échéance en cours à la date du sinistre, à savoir à la date du premier jour d'arrêt de travail, ou à la date du licenciement, sauf si une augmentation de l'échéance est intervenue dans les 180 jours précédant le sinistre. Dans ce cas, l'échéance de référence sera l'échéance en vigueur avant l'augmentation.

Les augmentations d'échéance intervenant après la date du sinistre sont sans effet sur le montant des prestations versées.

En présence d'un prêt remboursable au terme, la part capital comprise dans la dernière échéance n'entre pas dans le calcul de l'indemnité versée dans le cadre des garanties Incapacité de Travail (Incapacité Temporaire Totale de Travail et Invalidité Permanente Partielle ou Totale) et Perte d'Emploi.

10 - ETENDUE TERRITORIALE

Les garanties s'exercent dans le monde entier. Toutefois, les prestations Incapacité Temporaire Totale de Travail et Invalidité Permanente ne seront versées que pour les périodes d'incapacité constatées médicalement en France.

11 - RISQUES EXCLUS

11.1. Au titre de l'ensemble des garanties

Tous les risques sont garantis à l'exclusion :

- du risque de guerre lorsqu'elle est déclarée par le Parlement dans les formes de l'article 1^{er} de l'article 35 de la Constitution ;
- du suicide dans la première année d'assurance à compter de la prise d'effet du contrat. Toutefois, le suicide est couvert dès la prise d'effet du contrat pour les prêts destinés à l'acquisition du logement principal de l'emprunteur, dans la limite du montant mentionné au Décret visé par l'article L.132-7 du Code des Assurances (120.000 € au 1^{er} novembre 2015) ;
- des modifications de la structure du noyau atomique, radiations ionisantes et leurs conséquences directes ou indirectes.

11.2. Au titre de la garantie Perte d'Emploi

Sont exclues les périodes de chômage consécutives :

- aux mises en retraite, préretraite ou départs volontaires dans le cadre des contrats de solidarité,
- aux contrats de travail à durée déterminée (emplois temporaires, intérimaires, saisonniers),
- au chômage partiel,
- au licenciement pour lequel l'emprunteur était prévenu ou en situation de préavis au moment de la demande d'adhésion,
- au congé de formation prévu dans le cadre d'un licenciement pour lequel l'emprunteur était prévenu au moment de l'adhésion,
- au licenciement consécutif à une mise en liquidation judiciaire de l'entreprise prononcée avant l'adhésion,
- à une démission, même prise en charge par le POLE EMPLOI,
- à la rupture du contrat de travail durant la période d'essai,
- à toute forme de cessation d'activité pour laquelle l'emprunteur est dispensé de rechercher un emploi,
- aux licenciements atteignant le conjoint ou les enfants d'un chef d'entreprise lorsque ce dernier les emploie, sauf si le licenciement est concomitant à la liquidation judiciaire de l'entreprise.

12 - OBLIGATIONS EN CAS DE SINISTRE

Pour l'ensemble des garanties, les décisions prises par la Sécurité Sociale ou tout autre organisme similaire, ne s'imposent pas à l'assureur.

Pour ne pas perdre son droit aux prestations, l'emprunteur (ou ses ayants droit) doit fournir toute pièce justificative, répondre à tous questionnaires de l'assureur et se prêter, le cas échéant, à toute expertise ou toute vérification que l'assureur estime nécessaire. Sous réserve de la législation

applicable au pays, l'emprunteur donne mandat à l'assureur en vue d'effectuer toute démarche auprès des autorités compétentes pour l'obtention des justificatifs afférents au sinistre.

Une expertise est un examen demandé par l'assureur, réalisé par un médecin indépendant. L'assuré est tenu de fournir à l'expert tous les éléments que celui-ci estime nécessaires à l'accomplissement de sa mission (compte rendu d'hospitalisation, de consultation, radiographies, examens biologiques...)

L'assuré a la possibilité de se faire assister à cet examen, à ses frais, par un médecin de son choix et de produire les conclusions de ce médecin.

Par ailleurs, les médecins, agents ou délégués de l'assureur doivent avoir libre accès auprès de l'assuré, lequel s'engage par avance à les recevoir et à les informer loyalement de son état.

Sous peine de déchéance l'emprunteur en incapacité de travail devra communiquer l'adresse où il peut être visité, et se tenir à disposition pour le contrôle aux heures de présence prévues par la Sécurité Sociale pour les salariés, ou aux heures demandées par le Contrôleur pour les autres. L'assuré conserve tout comme l'assureur la faculté d'exercer une action en justice.

13 - ARBITRAGE

Dans le cadre des expertises médicales, en cas de désaccord entre le médecin de l'assureur et l'emprunteur, les deux parties peuvent choisir un médecin arbitre pour les départager. Dans ce cas, les parties conviennent d'accepter les conclusions de cette expertise d'arbitrage et supporteront pour moitié les honoraires de ce médecin.

14 - PRESCRIPTION

La prescription est la date ou la période au-delà de laquelle aucune réclamation n'est plus recevable. Elle est régie par les règles ci-dessous, édictées par le Code des Assurances, lesquelles ne peuvent être modifiées, même d'un commun accord, par les parties au contrat d'assurance.

Délai de prescription :

Aux termes de l'article L.114-1 du Code, « Toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Toutefois, ce délai ne court :

1^o En cas de réticence, omission, déclaration fautive ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;

2^o En cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusqu'à-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est portée à dix ans dans les contrats d'assurance sur la vie lorsque le bénéficiaire est une personne distincte du souscripteur et, dans les contrats d'assurance contre les accidents atteignant les personnes, lorsque les bénéficiaires sont les ayants droit de l'assuré décédé.

Pour les contrats d'assurance sur la vie, nonobstant les dispositions du 2^o, les actions du bénéficiaire sont prescrites au plus tard trente ans à compter du décès de l'assuré. »

Le délai prévu à l'article L. 114-1, alinéa 1^{er}, est porté à cinq ans dans les départements du Bas-Rhin, Haut-Rhin et Moselle en matière d'assurance sur la vie.

Causes d'interruption de la prescription :

L'interruption de la prescription efface le délai de prescription acquis et fait courir un nouveau délai de même durée que l'ancien.

Aux termes de l'article L.114-2 du Code, « La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre. L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée ou d'un envoi recommandé électronique, avec accusé de réception, adressés par l'assureur à l'assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité. »

Les causes d'interruption ordinaires sont les suivantes :

- toute assignation ou citation en justice, même en référé ;
- tout acte d'exécution forcée ;
- toute reconnaissance par l'assureur du droit à garantie de l'assuré ;
- toute reconnaissance de dette de l'assuré envers l'assureur ;
- une mesure conservatoire prise en application du code des procédures civiles d'exécution.

La prescription peut être aussi suspendue. La suspension de la prescription en arête temporairement le cours sans effacer le délai déjà acquis, les causes de suspension étant régies par les articles 2233 à 2239 du Code civil.

15 – GARANTIES EN CAS D'IMPAYÉS, DE PROROGES ET/OU D'EXIGIBILITÉ TOTALE DU PRÊT

15.1. Pour les échéances impayées ou prorogées seules les garanties Décès et Perte Totale et Irréversible d'Autonomie sont maintenues.

Dans ce cas, s'ajoute à la cotisation obligatoire une cotisation complémentaire de 0,50 % l'an des sommes impayées ou prorogées.

15.2. En cas d'exigibilité totale du prêt, cette cotisation de 0,50 % l'an est calculée sur l'intégralité des sommes dues et se substitue à la cotisation de base pour un couvrir que les seuls risques Décès et Perte Totale et Irréversible d'Autonomie, les autres garanties étant suspendues de plein droit.

16 – COTISATIONS

L'assurance est accordée moyennant le versement de cotisations dont le taux, taxes actuellement en vigueur comprises, est fixé pour chaque assuré compte tenu de l'option retenue. A cette cotisation peut s'ajouter une surprime éventuelle. Les cotisations sont payables par l'assuré au même temps que les échéances de son prêt.

Lorsque l'assuré a choisi comme date de prise d'effet des garanties la date d'acceptation de l'offre de prêt, les cotisations commenceront à être prélevées à partir de cette date, indépendamment du paiement des échéances du prêt.

Le montant des cotisations est déterminé en fonction des déclarations faites par le candidat à l'assurance. La cotisation d'assurance étant notamment calculée sur la base du capital restant dû, la modification de l'amortissement du crédit entraînera un nouvel échéancier assurance.

En cas d'augmentation des taxes en vigueur ou de création d'une nouvelle taxe, l'augmentation ou l'intégration de la nouvelle taxe dans la cotisation pourra être immédiatement répercutée par l'assureur sur le montant de la cotisation.

L'éventuelle cessation pour l'emprunteur de la garantie PTIA n'emporte aucune réduction de cotisation. La part de cotisation afférente à cette garantie est affectée, après sa date limite de fin, au seul risque Décès pour compenser l'aggravation de ce risque du fait de l'âge.

Tarifs différenciés fumeurs, non-fumeurs

Les personnes pouvant certifier qu'elles ne fument pas quotidiennement à la date de l'adhésion et qu'elles n'ont pas fumé quotidiennement durant les 720 jours précédant cette date, y compris cigarettes électroniques peuvent bénéficier du tarif non-fumeur.

Règles spécifiques à la garantie Perte d'Emploi :

Pour chaque emprunteur, le taux de cotisations en vigueur à la date d'effet de l'adhésion est garanti un an. Par la suite, ce taux est révisable au 1^{er} janvier par périodes annuelles successives.

En cas de modification du taux, l'emprunteur en sera informé au plus tard le 1^{er} octobre de chaque année. S'il le souhaite, il pourra alors résilier l'adhésion à cette garantie à condition d'en informer l'organisme créancier avant le 30 novembre de la même année par lettre recommandée.

Toute résiliation est définitive, l'emprunteur ne pourra plus souscrire à cette garantie sauf dans le cadre d'un nouveau prêt.

17 – RÈGLEMENTS DES PRESTATIONS

17.1 Formalités de déclarations

Les formulaires de déclaration mentionnés sont disponibles auprès de votre agence bancaire habituelle.

L'emprunteur a la possibilité d'utiliser l'enveloppe pré-imprimée et confidentielle disponible auprès de l'organisme créancier, préservant ainsi la confidentialité des informations transmises au Service Médical. A défaut, il peut envoyer les documents à l'adresse suivante :

Service Médical Sinistres, 46 rue Jules Méline 53008 L'AVAIL CEDEX 09 en indiquant « Lettre confidentielle » sur l'enveloppe.

L'assureur se réserve le droit de demander à l'assuré ou à ses ayants droits des justificatifs ou questionnaires complémentaires.

Les pièces suivantes sont à remettre à l'organisme créancier pour la constitution du dossier.

En cas de décès

- 1) acte de décès de l'emprunteur,
- 2) formulaire de déclaration « Décès »

En cas de Perte Totale et Irréversible d'Autonomie ou d'Invalidité

- 1) notification de mise en invalidité émanant de l'organisme social auquel est affilié l'emprunteur (s'il y a lieu),
- 2) formulaire de déclaration « Invalidité » indiquant la nature des affections ayant motivé la Perte Totale et Irréversible d'Autonomie ou la mise en invalidité, la date de survenance, la date de leur première constatation médicale, ainsi que les taux de l'invalidité permanente fonctionnelle et professionnelle

En cas d'Incapacité Temporaire Totale de Travail

1) formulaire de déclaration « Incapacité de Travail » indiquant la nature des affections ayant entraîné l'incapacité ainsi que la date de leur première constatation médicale

2) formulaire de déclaration de perte de revenus

3) si l'emprunteur est assujéti au régime général de la Sécurité Sociale : les décomptes d'indemnités journalières et, sur demande de l'assureur, un certificat médical

4) si l'emprunteur n'est pas assujéti au régime général de la Sécurité Sociale :

- une attestation de son employeur précisant les périodes d'incapacité de travail,
- à défaut, un certificat médical établi par son médecin traitant précisant les périodes d'incapacité,
- ou tout document émanant d'un organisme obligatoire et portant sur l'incapacité totale.

5) pour l'emprunteur n'exerçant pas d'activité professionnelle : un certificat médical précisant la nécessité du repos complet et la durée de l'incapacité

Ces documents doivent être renouvelés au moins tous les 60 jours.

L'assureur se réserve le droit de faire pratiquer une expertise médicale et de demander communication des justificatifs de revenus à tout moment. Les expertises sont diligentées dans les conditions des articles 12 et 13.

En cas de Perte d'Emploi

1) formulaire de déclaration « Perte d'Emploi »

2) lettre d'admission au bénéfice de l'allocation d'assurance chômage délivrée par le POLE EMPLOI,

3) décomptes d'allocations du POLE EMPLOI,

4) attestation des 6 mois d'activité chez le dernier employeur à la date du licenciement,

5) la lettre de licenciement.

6) copie des bulletins de paie des 12 derniers mois précédant le licenciement.

17.2. Délai de déclaration

L'arrêt de travail doit être déclaré à l'assureur par l'emprunteur DANS LES 30 JOURS SUIVANT L'EXPIRATION DU DÉLAI DE FRANCHISE CONTRACTUEL, accompagné des pièces justificatives énoncées à l'article 17.1. Passé ce délai, la prise en charge interviendra au plus tôt à la date de déclaration du sinistre.

En cas de prolongation de l'arrêt de travail, les pièces justificatives doivent être adressées à l'assureur, dans un délai maximum de 15 jours.

Toute prolongation parvenant à l'assureur après ce délai sera considérée :

- entre le 16^e et le 60^e jour comme une rechute, l'indemnisation reprenant à la date de réception du justificatif ;
- après le 61^e jour comme un nouvel arrêt de travail donnant lieu à application du délai de franchise à compter de la date de réception du justificatif.

L'invalidité doit être déclarée à l'assureur par l'emprunteur dans les 120 JOURS DE LA SURVENANCE accompagnée des pièces justificatives énoncées à l'article 17.1. Passé ce délai, la prise en charge interviendra au plus tôt à la date de déclaration du sinistre.

La perte d'emploi doit être déclarée à l'assureur par l'emprunteur DANS LES 30 JOURS SUIVANT L'EXPIRATION DU DÉLAI DE FRANCHISE CONTRACTUEL accompagnée des pièces justificatives énoncées à l'article 17.1. Passé ce délai, la prise en charge interviendra au plus tôt à la date de la déclaration du sinistre.

18 – MODIFICATION DES GARANTIES

Les demandes de modification de garanties sont à adresser à l'organisme créancier.

19 – RESILIATION DE L'ASSURANCE PAR L'ASSURÉ

L'assuré peut résilier le présent contrat d'assurance :

- pour les prêts immobiliers relevant du 1^{er} de l'article L 313-1 du Code de la Consommation : à tout moment à compter de la date d'acceptation de l'offre de prêt.

Cette demande devra être accompagnée de l'accord du prêteur ainsi que de la date de prise d'effet du contrat d'assurance accepté en substitution par le prêteur, pour les autres prêts : en adressant une demande accompagnée de l'accord du prêteur.

La demande de résiliation pourra être effectuée, au choix de l'assuré :

- par lettre ou tout autre support durable ;
- par déclaration faite au siège social ou chez le représentant de l'assureur ;
- par acte extrajudiciaire ;

- lorsque l'assureur propose la conclusion de contrat par un mode de communication à distance, par le même mode de communication

L'assureur ou son représentant confirme par écrit la réception de la demande de résiliation.

DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES A LA VENTE A DISTANCE :

Information précontractuelle dans le cadre de la vente à distance

La présente notice vaut également note d'information à caractère commercial dans le cadre de la vente à distance.

Droit de renonciation au contrat

Faculté de renonciation :

L'emprunteur dispose de la faculté de renoncer au contrat lorsqu'il a été conclu à la suite d'une opération de démarchage ou dans les conditions d'une vente à distance.

L'article L. 112-9 alinéa 1 du Code des assurances énonce notamment : « *Toute personne physique qui fait l'objet d'un démarchage à son domicile, à sa résidence ou à son lieu de travail, même à sa demande, et qui signe dans ce cadre une proposition d'assurance ou un contrat à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de son activité commerciale ou professionnelle, a la faculté d'y renoncer par lettre recommandée ou par envoi recommandé électronique avec demande d'avis de réception pendant le délai de quatorze jours calendaires révolus à compter du jour de la conclusion du contrat, sans avoir à justifier du motif ni à supporter de pénalités.* »

L'assuré ne peut toutefois plus exercer son droit à renonciation dès lors qu'il a connaissance d'un sinistre mettant en jeu une garantie du contrat.

Lorsque l'adhésion a été conclue à distance, l'assuré a la faculté d'y renoncer pendant un délai de quatorze jours calendaires révolus.

Ce délai commence à courir à compter du jour :

- de la conclusion de l'adhésion au contrat ;
 - de la réception des informations obligatoires ou conditions contractuelles si cette date est postérieure,
- et expire le dernier jour à 24h00.

Dans tous les cas, et quel que soit le mode de commercialisation, l'assureur étend contractuellement ce délai à 30 jours calendaires révolus à compter de la date de conclusion de l'adhésion.

En cas de renonciation, l'assuré n'est tenu qu'au paiement de la partie de prime ou de cotisation correspondant à la période pendant laquelle le risque a couru, cette période étant calculée jusqu'à la date de résiliation. Le cas échéant, l'assureur procède alors au remboursement de l'intégralité des primes versées dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la lettre recommandée.

Modalités de renonciation :

Afin de renoncer au contrat, il convient de transmettre à l'assureur, à l'adresse figurant sur les Conditions Particulières ou votre dernier avis d'échéance, une lettre recommandée ou un envoi recommandé électronique avec demande d'avis de réception, selon le modèle ci-après : "Je soussigné(e)..... (nom, prénom) demeurant (adresse de l'emprunteur) déclare renoncer au contrat d'assurance n° (n° d'adhésion figurant sur les Conditions Particulières du contrat) auquel j'avais adhéré le (date de l'adhésion), par l'intermédiaire de (nom et adresse de l'intermédiaire ayant commercialisé le contrat).

(Date) (Signature de l'emprunteur)

La renonciation entraîne résiliation de l'adhésion à compter de la date de réception de la lettre recommandée ou de l'envoi recommandé électronique.

Dispositions spécifiques à l'adhésion par internet

Modalités d'adhésion

L'adhésion via le site internet suppose que l'emprunteur soit, au préalable, connecté à son espace personnel au moyen de son identifiant et de son mot de passe.

L'adhésion est réalisée sur la base des renseignements fournis par l'emprunteur. L'ensemble des renseignements fournis donne lieu à l'établissement d'une proposition d'assurance.

A chaque étape qui précède la signature en ligne du contrat, l'emprunteur dispose de la possibilité de modifier les éléments saisis ou d'abandonner la procédure.

Après avoir pris connaissance des dispositions contractuelles, la proposition d'assurance est validée par l'emprunteur au moyen de la signature électronique. Celle-ci est déclenchée par la validation des cases à cocher et du clic sur le bouton « Confirmer » dans l'interface « acceptation ». Dès validation du contrat, les conditions particulières qui matérialisent l'acceptation de l'assureur et comportent le numéro du contrat sont émises. Un e-mail de confirmation est adressé à l'emprunteur par l'assureur et il pourra consulter ses Conditions Particulières dans son espace personnel.

La signature électronique permet de garantir l'authenticité et l'intégrité des informations fournies à l'emprunteur (proposition, conditions générales, conditions particulières). En cas de contestation, ces informations ont seule valeur probante.

Consultation et archivage des documents

Chaque document contractuel mis à disposition de l'emprunteur lors de la souscription peut faire l'objet d'une impression sur support papier et d'un enregistrement au format Pdf sur le disque dur de son ordinateur. Par ailleurs, les documents contractuels sont archivés sur un support fiable et durable. Ces documents sont accessibles à tout moment dans l'espace personnel de l'emprunteur, pendant un délai conforme aux exigences légales.

Convention de preuve

Les données fournies par l'utilisateur de ce site internet ainsi que les écrits électroniques ont la même valeur probante qu'un écrit manuscrit. Les informations fournies sont susceptibles d'être produites en tant que preuve devant la juridiction compétente en cas de litige entre les parties. Les parties acceptent que les données stockées et archivées par voie informatique constituent la preuve des actes passés en ligne par l'utilisateur. L'assureur peut se prévaloir à titre de preuve d'un document électronique au même titre qu'un support papier et ce, quand bien même la preuve apportée par l'adhérent consisterait en un document établi sur support papier.

Responsabilités

L'éditeur du site et l'hébergeur déclinent toute responsabilité en cas de dysfonctionnement pouvant résulter de l'utilisation de l'équipement personnel de l'utilisateur pour accéder aux différents services, de faits propres aux fournisseurs d'accès ou d'un cas de force majeure. Il appartient à l'emprunteur d'assurer la sécurité de son ordinateur. Lorsqu'il accède au site internet il doit vérifier soigneusement l'adresse affichée par son navigateur internet, vérifier la dernière connexion, se déconnecter après chaque utilisation, ne jamais cliquer sur un lien contenu dans un e-mail non sollicité, supprimer les e-mails douteux sans les ouvrir.

Durée de validité des informations fournies :

L'ensemble des informations fournies, relatives à la vente à distance, sont valables tout au long de la phase précontractuelle, sous réserve de la durée de validité de la proposition d'assurance et pendant toute la durée du contrat, sous réserve des modifications apportées au contrat collectif par avenant et des éventuelles modifications législatives ou réglementaires.

INFORMATIONS LEGALES

Droit et langue applicables : La loi applicable aux relations précontractuelles et au contrat est la loi française, y compris les dispositions impératives applicables aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle et sous réserve, pour les risques situés dans la Principauté de Monaco, des dispositions impératives de la loi monégasque.

Toutes les références à des dispositions législatives ou réglementaires contenues dans le présent document ou dans les documents auxquels il renvoie concernent des textes en vigueur au moment de leur rédaction. Dans l'hypothèse où les références de ces textes auraient été modifiées au moment de la souscription du contrat ou ultérieurement, les Parties conviennent qu'elles seront remplacées par celles des nouveaux textes de même contenu venant en substitution.

Toute relation avec l'adhérent se fait en langue française, ce que ce dernier accepte expressément.

Autorité de contrôle : L'autorité de contrôle de ACM VIE SA et ACM IARD SA est l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) - 4 Place de Budapest - CS92459 - 75436 PARIS cedex 09.

Vos données personnelles

Le traitement de vos données personnelles

Pourquoi traitons-nous vos données personnelles ?

La collecte et le traitement de vos données personnelles sont tout d'abord nécessaires à l'analyse de votre situation et de vos besoins et attentes en matière d'assurance, à l'évaluation des risques, à la tarification, à la mise en place, puis à l'exécution du contrat.

Certains traitements sont ensuite nécessaires au respect d'obligations légales.

Cela s'entend par exemple de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Dans le cadre de nos obligations en matière de prévention du blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme, nous sommes susceptibles d'utiliser et d'analyser vos données personnelles en vue de l'établissement de votre profil et de la détermination du risque de blanchiment de capitaux et financement du terrorisme selon les critères du Code monétaire et financier.

Le respect d'obligations légales emporte aussi, le cas échéant, de traiter vos données à des fins de lutte contre l'évasion fiscale ou en vue de la gestion des contrats d'assurance-vie non réclamés.

Vos données sont également utilisées au service de nos intérêts légitimes. Dans le respect de vos droits et, le cas échéant, de ceux de votre intermédiaire d'assurance, elles peuvent être utilisées à des fins de prospection commerciale et de démarchage, en vue de vous proposer des produits et services complémentaires, aux fins d'une optimisation de la gestion des contrats et des prestations ou pour la mise en place d'actions de prévention.

Elles peuvent être utilisées également pour la réalisation d'études statistiques et actuariales.

Vos données peuvent aussi être utilisées pour lutter contre la fraude à l'assurance, laquelle recouvre l'exagération frauduleuse du montant des réclamations. On préconise que la lutte contre la fraude est opérée dans l'intérêt légitime de l'assuré, mais aussi pour la protection de la communauté des assurés.

Les déclarations, informations et tous justificatifs présentés en vue de l'acceptation et de l'établissement du contrat, puis à l'appui des demandes de délivrance de services, de règlement de sinistres ou de prestations, peuvent faire l'objet de vérifications. Ces vérifications sont destinées à vérifier la cohérence des déclarations, des circonstances et des conséquences du sinistre ainsi que la réalité, véracité et intégrité des éléments.

Ces vérifications pourront emporter le recours aux autorités, entités ou organismes publics ainsi qu'à tous organismes, tiers ou professionnels de toutes sortes. Les démarches pourront également emporter recours à des huissiers et des agents de recherche privés.

L'assureur est susceptible de traiter des données rendues publiques par tous supports.

Le cas échéant, si le contrôle devait porter sur des données de santé, il serait opéré dans le respect du cadre protecteur renforcé propre à ce type de données.

Les données collectées seront conservées jusqu'à la prescription de toutes les actions pouvant être exercées. En cas de fraude avérée, l'assureur peut engager des poursuites pénales et inscrire la personne convaincue de fraude sur une liste l'excluant de toute possibilité de contracter avec l'assureur pendant 5 ans.

A qui vos données peuvent-elles être transmises ?

Vos données personnelles peuvent être adressées à nos éventuels sous-traitants, prestataires, mandataires, partenaires, réassureurs et coassureurs, fonds de garantie, organismes professionnels, autorités et organismes publics, en vue de la gestion et de l'exécution de votre contrat, de la délivrance et du contrôle des prestations ou de services complémentaires, de l'optimisation de nos services, de la lutte contre la fraude et du respect d'obligations légales ou réglementaires.

Les données relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et les données relatives à la lutte contre la fraude sont partagées avec les entités de notre groupe et les personnes concernées, dans le strict respect de la législation. Elles sont également adressées aux autorités et organismes contribuant à la lutte contre ces phénomènes.

Les données traitées dans le cadre des dispositifs internationaux de lutte contre l'évasion fiscale sont, le cas échéant, transmises à l'administration française, laquelle se charge et maîtrise la communication des données aux autorités étrangères compétentes.

Vos données d'identification, vos coordonnées et les informations permettant de mesurer votre appétence à de nouveaux produits pourront être mises à disposition des entités de notre groupe, ainsi qu'à nos sous-traitants, à des distributeurs externes et partenaires commerciaux en vue de vous proposer de nouveaux produits et services.

Vos données personnelles peuvent être traitées en dehors de l'Union européenne, mais uniquement pour les finalités décrites ci-dessus. Si la législation de l'Etat de destination des données ne garantit pas un niveau de protection jugé comme équivalent par la Commission européenne à celui en vigueur dans l'Union, l'assureur exigera des garanties complémentaires conformément à ce qui est prévu par la réglementation en vigueur.

Quelles précautions prenons-nous pour traiter vos données de santé ?

Dans la situation où des données de santé sont traitées, dans le respect de la finalité du contrat, ce traitement est opéré par du personnel spécialement sensibilisé à la confidentialité de ces données. Ces données font l'objet d'une sécurité informatique renforcée.

Combien de temps vos données seront-elles conservées ?

Vos données sont conservées pour la durée du contrat, augmentée de la prescription liée à toutes les actions en découlant directement ou indirectement. En cas de sinistre ou de litige, la durée de conservation est prorogée aussi longtemps que cette situation nécessitera le recours aux informations personnelles vous concernant et jusqu'à écoulement de la prescription de toutes les actions qui y sont attachées. En tout état de cause, lorsque une obligation légale ou réglementaire nous impose de pouvoir disposer des informations personnelles vous concernant, celles-ci pourront être conservées aussi longtemps que cette obligation s'impose à nous.

• Les droits dont vous disposez

De quels droits disposez-vous ?

Vous disposez, s'agissant de vos données personnelles, d'un droit d'accès, de mise à jour, de rectification, d'opposition pour motif légitime, de limitation et de portabilité. Vous pouvez en outre vous opposer, à tout moment et gratuitement, à l'utilisation de vos données à des fins de prospection commerciale.

Comment pouvez-vous les faire valoir ?

Pour l'exercice de vos droits, il convient d'adresser une demande au Délégué à la Protection des Données à l'adresse suivante : 63 chemin Antoine PARTON 69814 TASSIN CEDEX.

En cas de difficulté

En cas de difficulté relative au traitement de vos informations personnelles, vous pouvez adresser votre réclamation au Délégué à la Protection des Données 63 chemin Antoine PARTON 69814 TASSIN CEDEX.

En cas de difficulté persistante, vous pouvez porter votre demande auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) - 3 Place de Fontenay - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

Liste d'opposition au démarchage téléphonique : L'emprunteur a la faculté de s'inscrire gratuitement sur la liste nationale d'opposition au démarchage téléphonique. Cette inscription entraînera l'interdiction pour tout professionnel et tout intermédiaire agissant pour son compte, de le démarcher téléphoniquement, sauf en cas de relations contractuelles préexistantes. En sa qualité de client, cette inscription ne fera pas obstacle à l'utilisation de ses coordonnées téléphoniques pour lui présenter une offre ou une nouveauté sur les produits ou services de l'assureur afférents ou complémentaires à l'objet du contrat en cours ou de nature à améliorer ses performances ou sa qualité.

Réclamation : En cas de difficulté dans l'application ou l'interprétation du contrat, consultez d'abord votre interlocuteur habituel.

Si sa réponse ne vous satisfait pas, vous pouvez lui adresser votre réclamation par écrit. Vous pouvez également adresser votre réclamation par courrier au :

Responsable des relations consommateurs

ACM VIE SA

4, rue Frédéric-Guillaume Raiffeisen 67006 Strasbourg Cedex 9.

Il sera accusé réception de votre réclamation dans un délai maximal de dix jours.

Une réponse vous sera apportée dans le plus bref délai, lequel ne saurait excéder deux mois.

Les réclamations afférentes à des contrats souscrits par des particuliers via internet peuvent être présentées à la plateforme européenne de Règlement en Ligne des Litiges, accessible à l'adresse suivante :

<https://webgate.ec.europa.eu/odr>

Médiation : En l'absence de réponse ou si cette dernière ne vous satisfait pas, vous avez la possibilité de saisir le Médiateur de l'Assurance à l'issue d'un délai de deux mois et dans un délai maximal d'un an à compter de votre première réclamation écrite.

Le Médiateur ne pourra examiner votre demande que si aucune action judiciaire n'a été engagée. Après avoir instruit le dossier, il rend un avis motivé dans les deux mois. Cet avis ne lie pas les parties.

Il est possible de saisir la Médiation par voie électronique : <https://www.mediation-assurance.org/Saisir+le+mediateur> ou par voie postale à : La Médiation de l'Assurance, TSA 50110, 75441 Paris Cedex 09. Pour de plus amples informations, nous vous invitons à consulter la Charte de la Médiation de l'Assurance sur le site de l'association « La Médiation de l'Assurance ».

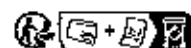
Changement de domicile

Lors de tout changement de domicile, l'assuré devra impérativement faire connaître à l'assureur sa nouvelle adresse par écrit en rapportant son numéro d'adhésion. A défaut, toutes communications ou notifications lui sont valablement faites à l'adresse indiquée sur sa demande d'adhésion ou à la dernière adresse communiquée.

Communication d'informations par voie électronique

Si l'emprunteur a communiqué à son interlocuteur habituel une adresse de messagerie électronique ayant fait l'objet d'une vérification préalable par celui-ci, l'assureur utilisera cette adresse pour la poursuite des relations avec l'emprunteur afin de lui adresser certaines informations ou documents relatifs à son contrat. L'emprunteur dispose du droit de s'opposer, à tout moment, par tout moyen et sans frais, à l'utilisation d'un support durable autre que le papier et peut demander qu'un support papier soit utilisé de façon exclusive pour la poursuite de ses relations avec l'assureur.

PRET ORDINAIRE IMMOBILIER n° 15519 39031 00024117401 de 300 000,00 Euros à 3,190% (Fixe)

Tableau prévisionnel d'amortissement (en Euros)

N° Rang	Date	Capital restant à rembourser	Capital amorti	Intérêt	Assurance décès et invalidité volontaire	Restance (Capital restant à rembourser + Assurance décès et invalidité volontaire)
1	05/06/2023	300 000,00	1 301,77	104,88	6,45	1 413,10
2	05/07/2023	298 698,23	1 305,23	794,04	49,02	2 148,29
3	05/08/2023	297 393,00	1 308,70	790,57	49,02	2 148,29
4	05/09/2023	296 084,30	1 312,18	787,09	49,02	2 148,29
5	05/10/2023	294 772,12	1 315,67	783,60	49,02	2 148,29
6	05/11/2023	293 456,45	1 319,16	780,11	49,02	2 148,29
7	05/12/2023	292 137,29	1 322,67	776,60	49,02	2 148,29
	Total 2023 :		9 185,38	4 816,89	300,57	14 302,84
8	05/01/2024	290 814,62	1 326,19	773,08	49,02	2 148,29
9	05/02/2024	289 488,43	1 329,71	769,56	49,02	2 148,29
10	05/03/2024	288 158,72	1 333,25	766,02	49,02	2 148,29
11	05/04/2024	286 825,47	1 336,79	762,48	49,02	2 148,29
12	05/05/2024	285 488,68	1 340,35	758,92	49,02	2 148,29
13	05/06/2024	284 148,33	1 343,91	755,36	51,35	2 150,62
14	05/07/2024	282 804,42	1 347,48	751,79	51,35	2 150,62
15	05/08/2024	281 456,94	1 351,05	748,21	51,35	2 150,62
16	05/09/2024	280 105,88	1 354,63	744,61	51,35	2 150,62
17	05/10/2024	278 751,22	1 358,26	741,01	51,35	2 150,62
18	05/11/2024	277 392,96	1 361,87	737,40	51,35	2 150,62
19	05/12/2024	276 031,09	1 365,49	733,78	51,35	2 150,62
	Total 2024 :		16 149,02	9 042,22	604,55	26 796,79
20	05/01/2025	274 665,60	1 369,12	730,15	51,35	2 150,62
21	05/02/2025	273 296,48	1 372,76	726,51	51,35	2 150,62
22	05/03/2025	271 923,72	1 376,41	722,86	51,35	2 150,62
23	05/04/2025	270 547,31	1 380,07	719,20	51,35	2 150,62
24	05/05/2025	269 167,24	1 383,73	715,54	51,35	2 150,62
25	05/06/2025	267 783,51	1 387,41	711,86	52,29	2 151,56
26	05/07/2025	266 396,10	1 391,10	708,17	52,29	2 151,56
27	05/08/2025	265 005,00	1 394,80	704,47	52,29	2 151,56
28	05/09/2025	263 610,20	1 398,51	700,76	52,29	2 151,56
29	05/10/2025	262 211,69	1 402,22	697,05	52,29	2 151,56
30	05/11/2025	260 809,47	1 405,95	693,32	52,29	2 151,56
31	05/12/2025	259 403,52	1 409,69	689,58	52,29	2 151,56
	Total 2025 :		16 671,77	8 519,47	622,78	26 814,02
32	05/01/2026	257 993,83	1 413,44	685,83	52,29	2 151,56
33	05/02/2026	256 580,39	1 417,19	682,08	52,29	2 151,56
34	05/03/2026	255 163,20	1 420,96	678,31	52,29	2 151,56
35	05/04/2026	253 742,24	1 424,74	674,53	52,29	2 151,56
36	05/05/2026	252 317,50	1 428,53	670,74	52,29	2 151,56
37	05/06/2026	250 888,97	1 432,32	666,95	54,55	2 153,82
38	05/07/2026	249 456,65	1 436,13	663,14	54,55	2 153,82
39	05/08/2026	248 020,52	1 439,95	659,32	54,55	2 153,82
40	05/09/2026	246 580,57	1 443,78	655,49	54,55	2 153,82
41	05/10/2026	245 136,79	1 447,61	651,66	54,55	2 153,82
42	05/11/2026	243 689,18	1 451,46	647,81	54,55	2 153,82
43	05/12/2026	242 237,72	1 455,32	643,95	54,55	2 153,82
	Total 2026 :		17 211,43	7 979,81	643,30	26 834,54
44	05/01/2027	240 782,40	1 459,19	640,08	54,55	2 153,82
45	05/02/2027	239 323,21	1 463,07	636,20	54,55	2 153,82
46	05/03/2027	237 860,14	1 466,96	632,31	54,55	2 153,82
47	05/04/2027	236 393,18	1 470,86	628,41	54,55	2 153,82
48	05/05/2027	234 922,32	1 474,77	624,50	54,55	2 153,82

PRET ORDINAIRE IMMOBILIER n° 15519 39031 00024117401 de 300 000,00 Euros à 3,190% (Fixe)

Tableau prévisionnel d'amortissement (en Euros)

N° d'amortissement	Date	Capital restant dû au début de l'amortissement	Capital restant dû	Intérêt	Amortissement (prélèvement principal)	Capital restant dû au début de l'amortissement
49	05/06/2027	233 447,55	1 478,69	620,58	56,20	2 155,47
50	05/07/2027	231 968,86	1 482,62	616,65	56,20	2 155,47
51	05/08/2027	230 486,24	1 486,56	612,71	56,20	2 155,47
52	05/09/2027	228 999,68	1 490,51	608,76	56,20	2 155,47
53	05/10/2027	227 509,17	1 494,47	604,80	56,20	2 155,47
54	05/11/2027	226 014,70	1 498,45	600,82	56,20	2 155,47
55	05/12/2027	224 516,25	1 502,43	596,84	56,20	2 155,47
Total 2027 :			17 768,58	7 422,66	666,15	25 857,39
56	05/01/2028	223 013,82	1 506,42	592,85	56,20	2 155,47
57	05/02/2028	221 507,40	1 510,43	588,84	56,20	2 155,47
58	05/03/2028	219 996,97	1 514,44	584,83	56,20	2 155,47
59	05/04/2028	218 482,53	1 518,47	580,80	56,20	2 155,47
60	05/05/2028	216 964,06	1 522,51	576,76	56,20	2 155,47
61	05/06/2028	215 441,55	1 526,55	572,72	57,69	2 156,96
62	05/07/2028	213 915,00	1 530,61	568,66	57,69	2 156,96
63	05/08/2028	212 384,39	1 534,68	564,59	57,69	2 156,96
64	05/09/2028	210 849,71	1 538,76	560,51	57,69	2 156,96
65	05/10/2028	209 310,95	1 542,85	556,42	57,69	2 156,96
66	05/11/2028	207 768,10	1 546,95	552,32	57,69	2 156,96
67	05/12/2028	206 221,15	1 551,07	548,20	57,69	2 156,96
Total 2028 :			18 343,74	6 847,50	684,83	25 876,07
68	05/01/2029	204 670,08	1 555,19	544,08	57,69	2 156,96
69	05/02/2029	203 114,89	1 559,32	539,95	57,69	2 156,96
70	05/03/2029	201 555,57	1 563,47	535,80	57,69	2 156,96
71	05/04/2029	199 992,10	1 567,62	531,65	57,69	2 156,96
72	05/05/2029	198 424,48	1 571,79	527,48	57,69	2 156,96
73	05/06/2029	196 852,60	1 575,97	523,30	57,69	2 157,12
74	05/07/2029	195 276,72	1 580,16	519,11	57,69	2 157,12
75	05/08/2029	193 696,56	1 584,36	514,91	57,69	2 157,12
76	05/09/2029	192 112,20	1 588,57	510,70	57,69	2 157,12
77	05/10/2029	190 523,63	1 592,79	506,48	57,69	2 157,12
78	05/11/2029	188 930,84	1 597,03	502,24	57,69	2 157,12
79	05/12/2029	187 333,81	1 601,27	498,00	57,69	2 157,12
Total 2029 :			18 937,54	6 253,70	693,40	25 884,64
80	05/01/2030	185 732,54	1 605,53	493,74	57,69	2 157,12
81	05/02/2030	184 127,01	1 609,80	489,47	57,69	2 157,12
82	05/03/2030	182 517,21	1 614,08	485,19	57,69	2 157,12
83	05/04/2030	180 903,13	1 618,37	480,90	57,69	2 157,12
84	05/05/2030	179 284,76	1 622,67	476,60	57,69	2 157,12
85	05/06/2030	177 662,09	1 626,98	472,29	58,33	2 157,60
86	05/07/2030	176 035,11	1 631,31	467,96	58,33	2 157,60
87	05/08/2030	174 403,80	1 635,65	463,62	58,33	2 157,60
88	05/09/2030	172 768,15	1 639,99	459,28	58,33	2 157,60
89	05/10/2030	171 128,16	1 644,35	454,92	58,33	2 157,60
90	05/11/2030	169 483,81	1 648,73	450,54	58,33	2 157,60
91	05/12/2030	167 835,08	1 653,11	446,16	58,33	2 157,60
Total 2030 :			19 550,57	5 640,67	697,56	25 888,20
92	05/01/2031	166 181,97	1 657,50	441,77	58,33	2 157,60
93	05/02/2031	164 524,47	1 661,91	437,36	58,33	2 157,60
94	05/03/2031	162 862,56	1 666,33	432,94	58,33	2 157,60
95	05/04/2031	161 196,23	1 670,76	428,51	58,33	2 157,60
96	05/05/2031	159 525,47	1 675,20	424,07	58,33	2 157,60

PRET ORDINAIRE IMMOBILIER n° 15519 39031 00024117401 de 300 000,00 Euros à 3,190% (Fixe)

Tableau prévisionnel d'amortissement (en Euros)

N° d'opération	Date	Capital restant dû (début période)	Capital restant dû (fin période)	Intérêt	Amortissement (fin période)	Amortissement (début période)
97	05/06/2031	157 850,27	1 679,65	419,62	57,79	2 157,06
98	05/07/2031	156 170,62	1 684,12	415,15	57,79	2 157,06
99	05/08/2031	154 486,50	1 688,59	410,88	57,79	2 157,06
100	05/09/2031	152 797,91	1 693,08	406,10	57,79	2 157,06
101	05/10/2031	151 104,83	1 697,58	401,69	57,79	2 157,06
102	05/11/2031	149 407,25	1 702,10	397,17	57,79	2 157,06
103	05/12/2031	147 705,15	1 706,62	392,65	57,79	2 157,06
Total 2031 :			20 183,44	5 007,80	696,16	25 887,42
104	05/01/2032	145 998,53	1 711,16	388,11	57,79	2 157,06
105	05/02/2032	144 287,37	1 715,71	383,56	57,79	2 157,06
106	05/03/2032	142 571,66	1 720,27	379,00	57,79	2 157,06
107	05/04/2032	140 851,39	1 724,84	374,43	57,79	2 157,06
108	05/05/2032	139 126,55	1 729,43	369,84	57,79	2 157,06
109	05/06/2032	137 397,12	1 734,02	365,25	56,24	2 155,51
110	05/07/2032	135 663,10	1 738,63	360,84	56,24	2 155,51
111	05/08/2032	133 924,47	1 743,25	356,02	56,24	2 155,51
112	05/09/2032	132 181,22	1 747,89	351,38	56,24	2 155,51
113	05/10/2032	130 433,33	1 752,53	346,74	56,24	2 155,51
114	05/11/2032	128 680,80	1 757,19	342,08	56,24	2 155,51
115	05/12/2032	126 923,61	1 761,86	337,41	56,24	2 155,51
Total 2032 :			20 838,78	4 354,46	682,63	25 873,87
116	05/01/2033	125 161,75	1 766,55	332,72	56,24	2 155,51
117	05/02/2033	123 395,20	1 771,24	328,03	56,24	2 155,51
118	05/03/2033	121 623,96	1 775,95	323,32	56,24	2 155,51
119	05/04/2033	119 848,01	1 780,67	318,60	56,24	2 155,51
120	05/05/2033	118 067,34	1 785,41	313,86	56,24	2 155,51
121	05/06/2033	116 281,93	1 790,15	309,12	53,25	2 152,52
122	05/07/2033	114 491,78	1 794,91	304,36	53,25	2 152,52
123	05/08/2033	112 696,87	1 799,68	299,59	53,25	2 152,52
124	05/09/2033	110 897,19	1 804,47	294,80	53,25	2 152,52
125	05/10/2033	109 092,72	1 809,27	290,00	53,25	2 152,52
126	05/11/2033	107 283,45	1 814,07	285,20	53,25	2 152,52
127	05/12/2033	105 469,38	1 818,90	280,37	53,25	2 152,52
Total 2033 :			21 511,27	3 679,97	663,96	25 846,19
128	05/01/2034	103 650,48	1 823,73	275,54	53,25	2 152,52
129	05/02/2034	101 826,75	1 828,58	270,69	53,25	2 152,52
130	05/03/2034	99 998,17	1 833,44	265,83	53,25	2 152,52
131	05/04/2034	98 164,73	1 838,32	260,95	53,25	2 152,52
132	05/05/2034	96 326,41	1 843,20	256,07	53,25	2 152,52
133	05/06/2034	94 483,21	1 848,10	251,17	49,60	2 148,87
134	05/07/2034	92 635,11	1 853,01	246,26	49,60	2 148,87
135	05/08/2034	90 782,10	1 857,94	241,33	49,60	2 148,87
136	05/09/2034	88 924,16	1 862,88	236,39	49,60	2 148,87
137	05/10/2034	87 061,28	1 867,83	231,44	49,60	2 148,87
138	05/11/2034	85 193,45	1 872,80	226,47	49,60	2 148,87
139	05/12/2034	83 320,65	1 877,78	221,49	49,60	2 148,87
Total 2034 :			22 207,61	2 983,63	613,45	25 804,69
140	05/01/2035	81 442,87	1 882,77	216,50	49,60	2 148,87
141	05/02/2035	79 560,10	1 887,77	211,50	49,60	2 148,87
142	05/03/2035	77 672,33	1 892,79	206,48	49,60	2 148,87
143	05/04/2035	75 779,54	1 897,82	201,45	49,60	2 148,87
144	05/05/2035	73 881,72	1 902,87	196,40	49,60	2 148,87

PRET ORDINAIRE IMMOBILIER n° 15519 39031 00024117401 de 300 000,00 Euros à 3,190% (Fixe)

Tableau prévisionnel d'amortissement (en Euros)

N° de Paiement	Date	Capital restant dû au 01/01/2035	Capital restant dû au 01/01/2036	Intérêt	Amortissement du 01/01/2035 au 01/01/2036	Capital restant dû au 01/01/2036
145	05/06/2035	71 078,85	1 907,93	191,34	43,79	2 143,06
146	05/07/2035	70 070,92	1 913,00	186,27	43,79	2 143,06
147	05/08/2035	68 157,92	1 918,08	181,19	43,79	2 143,06
148	05/09/2035	66 239,84	1 923,18	176,09	43,79	2 143,06
149	05/10/2035	64 316,66	1 928,29	170,98	43,79	2 143,06
150	05/11/2035	62 388,37	1 933,42	165,85	43,79	2 143,06
151	05/12/2035	60 454,95	1 938,56	160,71	43,79	2 143,06
Total 2035 :			22 926,48	2 264,76	654,53	25 745,77
152	05/01/2036	58 516,39	1 943,71	155,56	43,79	2 143,06
153	05/02/2036	56 572,68	1 948,88	150,39	43,79	2 143,06
154	05/03/2036	54 623,80	1 954,06	145,21	43,79	2 143,06
155	05/04/2036	52 669,74	1 959,26	140,01	43,79	2 143,06
156	05/05/2036	50 710,48	1 964,46	134,81	43,79	2 143,06
157	05/06/2036	48 746,02	1 969,69	129,58	33,21	2 132,48
158	05/07/2036	46 776,33	1 974,92	124,35	33,21	2 132,48
159	05/08/2036	44 801,41	1 980,17	119,10	33,21	2 132,48
160	05/09/2036	42 821,24	1 985,44	113,83	33,21	2 132,48
161	05/10/2036	40 835,80	1 990,71	108,56	33,21	2 132,48
162	05/11/2036	38 845,09	1 996,01	103,26	33,21	2 132,48
163	05/12/2036	36 849,08	2 001,31	97,96	33,21	2 132,48
Total 2036 :			23 668,62	1 522,62	451,42	25 642,66
164	05/01/2037	34 847,77	2 006,63	92,64	33,21	2 132,48
165	05/02/2037	32 841,14	2 011,97	87,30	33,21	2 132,48
166	05/03/2037	30 829,17	2 017,32	81,95	33,21	2 132,48
167	05/04/2037	28 811,85	2 022,68	76,59	33,21	2 132,48
168	05/05/2037	26 789,17	2 028,06	71,21	33,21	2 132,48
169	05/06/2037	24 761,11	2 033,45	65,82	16,64	2 115,91
170	05/07/2037	22 727,66	2 038,85	60,42	16,64	2 115,91
171	05/08/2037	20 688,81	2 044,27	55,00	16,64	2 115,91
172	05/09/2037	18 644,54	2 049,71	49,56	16,64	2 115,91
173	05/10/2037	16 594,83	2 055,16	44,11	16,64	2 115,91
174	05/11/2037	14 539,67	2 060,62	38,65	16,64	2 115,91
175	05/12/2037	12 479,05	2 066,10	33,17	16,64	2 115,91
Total 2037 :			24 434,82	756,42	282,53	25 473,77
176	05/01/2038	10 412,95	2 071,59	27,68	16,64	2 115,91
177	05/02/2038	8 341,36	2 077,10	22,17	16,64	2 115,91
178	05/03/2038	6 264,26	2 082,62	16,65	16,64	2 115,91
179	05/04/2038	4 181,64	2 088,15	11,12	16,64	2 115,91
180	05/05/2038	2 093,49	2 093,49	5,57	16,64	2 115,70
Total 2038 :			10 412,95	83,19	83,20	10 579,34
Total :			300 000,00	77 175,77	8 931,03	386 106,80

* Dans le cas où l'assurance groupe n'est pas prélevée par le prêteur, l'échéancier de prélèvement des cotisations sera communiqué par l'assureur



ASSURANCE DES EMPRUNTEURS « ASSUR – PRET »

Prêts immobiliers

Notice d'information valant informations précontractuelles et contractuelles

PREAMBULE ET OBJET DU CONTRAT

Le Contrat de groupe à adhésion facultative est souscrit par les Caisses Fédérales de Crédit Mutuel pour les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes, les Banques CIC ainsi que la Banque Transatlantique et la Banque Européenne du Crédit Mutuel auprès de ACM VIE SA et de ACM IARD SA au profit de leurs emprunteurs. Il est régi par le Code des assurances. Il relève des opérations d'assurances des branches n°1, n°2, n°16 et n°20 (article R321-1 du Code des assurances) et est soumis au régime fiscal de cette catégorie de contrats. Le contrat ASSUR-PRET a pour objet de garantir à l'assuré ou aux assurés personnes physiques en cas de réalisation des risques garantis, le paiement des sommes dues au Prêteur, dans les conditions fixées ci-après.

L'assureur des garanties Décès, Perte Totale et Irreversible d'Autonomie, Invalidité Permanente et Incapacité Temporaire Totale de Travail est ACM VIE SA. L'assureur de la garantie Perte d'Emploi est ACM IARD SA.

La société ACM VIE SA est désignée comme la société interlocutrice chargée d'assurer les relations entre les assurés et l'assureur.

Toutes les dispositions du contrat collectif peuvent être modifiées par avenant au contrat collectif signé entre le souscripteur et l'assureur.

QUELQUES DEFINITIONS

Accident

On entend par accident, toute atteinte corporelle, violente et imprévisible, non intentionnelle de la part de l'emprunteur, provenant exclusivement et directement de l'action soudaine d'une cause extérieure. Toute autre définition de l'Accident ou toute classification d'Accident retenue par un autre organisme, et en particulier par la Sécurité sociale, n'est pas opposable à l'assureur.

A.E.R.A.S (Convention) : S'Assurer et Emprunter avec un Risque Aggravé de Santé.

La Convention AERAS est une convention signée entre les pouvoirs publics, les professionnels, des associations de consommateurs et des associations de personnes malades ou handicapées pour permettre un meilleur accès à l'assurance et au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé.

Toutes les informations sur la Convention AERAS sont disponibles sur le site officiel www.aeras-infos.fr

Affection

Toute altération aiguë ou chronique de l'état de santé et d'évolution variable.

Consolidation

Stabilisation, médicalement constatée, de l'état de santé de l'emprunteur en arrêt de travail suite à un accident ou une maladie garantie, dans les conditions prévues par le contrat. Cet état n'est plus attendu à évoluer ni vers une amélioration, ni vers une aggravation, compte tenu des connaissances de la médecine.

Avant consolidation, on parle d'incapacité. Après consolidation, on parle d'invalidité.

Délai de carence

Période pendant laquelle les garanties ne sont pas en vigueur. La garantie est acquise après le délai de carence.

Franchise

Période ininterrompue d'incapacité temporaire totale de travail ou de chômage non indemnisée par l'assureur. Pour donner lieu à indemnisation, l'arrêt de travail ou le chômage doit être total, continu et supérieur à la franchise.

Licenciement

Perte d'emploi de l'emprunteur consécutive à un licenciement ouvrant droit aux prestations du POLE EMPLOI ou celles prévues par les régimes de la GSC ou de l'APP.

Maladie

Toute altération de l'état de santé constatée par une autorité médicale reconnue.

Médecin conseil de l'assureur

Médecin chargé d'évaluer l'état de santé de la personne à la demande de l'assureur, directement ou via un expert. Comme tout médecin, il est soumis au Code de déontologie médicale et au secret professionnel.

Prêteur/organisme créancier

Personne morale, le plus souvent un établissement de crédit, qui met à la disposition de l'emprunteur une somme d'argent, à charge pour ce dernier de la rembourser.

Quotité assurée

Pourcentage du prêt ou des échéances de remboursement couvert par l'assurance. Ce pourcentage peut varier en fonction du type de garantie (décès/PTA, invalidité/incapacité, perte d'emploi). En cas de pluralité d'emprunteurs, cette quotité peut être différente pour chacun des emprunteurs.

Rechute

Tout arrêt de travail concernant le même motif qu'un arrêt de travail antérieur et intervenant après une reprise d'activité.

Résidence habituelle de l'emprunteur

Correspond au centre des intérêts personnels et patrimoniaux de l'emprunteur, à savoir, par exemple, la résidence principale, la résidence fiscale, le lieu de résidence du conjoint et des enfants, le caractère temporaire d'un détachement ou d'une expatriation et la volonté de retour en France, etc.

Salarié

Personne exerçant une activité rémunérée auprès d'un employeur.

Est assimilé au salarié, le fonctionnaire ou agent de l'état ou de collectivité territoriale.

Sinistre

Réalisation du risque garanti.

Travailleur Non Salarié (TNS)

Professions libérales, artisans, commerçants ou exploitants agricoles.

1 - PERSONNES ASSURABLES

Les emprunteurs, cautions, associés ou dirigeants d'une personne morale emprunteuse, sont assurables s'ils bénéficient d'un financement sous la forme d'un crédit et plus généralement s'ils interviennent à l'acte de prêt. Ces personnes sont désignées ci-après sous le terme générique d'emprunteurs.

Pour être assurable, l'emprunteur doit résider habituellement en France ou dans un pays pour lequel l'assureur dispose d'un agrément.

La date limite d'entrée dans l'assurance est fixée au 31 décembre de l'année du :

- 75^{ème} anniversaire de l'emprunteur pour la garantie décès
- 65^{ème} anniversaire de l'emprunteur pour les garanties Perte Totale et Irreversible d'Autonomie, Incapacité Temporaire Totale de Travail, Invalidité Permanente
- 60^{ème} anniversaire de l'emprunteur pour la garantie Perte d'Emploi

2 - ADHESION AU CONTRAT

Les documents contractuels sont formés par :

- la demande d'adhésion ou la demande d'avenant ou la demande d'adhésion valant certificat de garantie ou l'avenant valant certificat de garantie,
- le cas échéant, la déclaration d'état de santé et les formalités médicales,
- la notice d'information,
- la proposition d'assurance, le cas échéant.

2.1 Formalités nécessaires à l'adhésion au contrat

IMPORTANT : VOS DECLARATIONS

L'adhésion est conclue sur la base des déclarations de l'emprunteur. Celui-ci est tenu de répondre exactement à toutes les questions posées par l'assureur (article L.113-2 du Code des Assurances).

Toute réticence, fausse déclaration, omission ou inexactitude, dans les déclarations à l'adhésion ainsi qu'en cours de vie du contrat, selon qu'elle est intentionnelle ou non, peut nous amener à prendre les sanctions ci-dessous :

- Toute réticence ou fausse déclaration intentionnelle entraîne la nullité du contrat, conformément aux dispositions de l'article L.113-8 du Code des Assurances (le contrat est considéré comme n'ayant jamais existé) ;

- Toute omission ou inexactitude non intentionnelle dans les déclarations entraîne l'application de l'article L.113-9 du Code des Assurances (réduction de l'indemnité en cas de sinistre, en proportion des cotisations payées par rapport aux cotisations qui auraient été dues si les risques avaient été exactement et complètement déclarés).

Si dans le cadre d'un sinistre, l'emprunteur fait une ou plusieurs fausses déclarations ou exagère le montant des préjudices, empêche comme justification des documents exacts ou use de moyens frauduleux, il perd pour ce sinistre le bénéfice des garanties du contrat. Il en va de même pour les Bénéficiaires qui demanderaient indûment une prestation au titre d'une garantie décès de l'assuré.

Toute somme indûment versée fera l'objet d'une action aux fins de remboursement, et le cas échéant de suites judiciaires.

En cas d'événement mettant en jeu le présent contrat, l'emprunteur (ou les bénéficiaires) sont tenus de déclarer à l'assureur l'existence des autres contrats d'assurance à caractère indemnitaire et/ou forfaitaire couvrant le même risque.

A l'adhésion, l'emprunteur doit, le cas échéant, compléter une déclaration d'état de santé et se soumettre aux formalités administratives et/ou médicales fixées par l'assureur. Ce faisant, l'emprunteur lève le secret médical au bénéfice du Service Médical et du Médecin Conseil de l'assureur.

Ces formalités médicales sont fonction des réponses à la déclaration d'état de santé, du montant de l'encours à assurer et de l'âge de l'emprunteur.

Les frais en résultant sont pris en charge par l'assureur sur présentation des justificatifs d'usage et dans la limite du tarif conventionnel de la Sécurité sociale dans les cas suivants :

- lorsque l'adhésion est effective
- lorsque l'adhésion est proposée par l'assureur à des conditions particulières (surprime, exclusion)
- lorsque l'adhésion est refusée par l'assureur

En revanche, les frais restent à la charge de l'emprunteur dans les cas suivants :

- lorsque les examens pratiqués n'ont pas été demandés par l'assureur
- lorsque l'emprunteur ne donne pas suite à la demande d'adhésion pour un motif autre que celui cité au paragraphe précédent.

L'adhésion est subordonnée au résultat jugé satisfaisant par l'assureur des formalités médicales : celui-ci se réserve le droit de demander d'autres renseignements, de n'accepter l'emprunteur qu'à des conditions particulières, de l'ajourner ou de le refuser.

Lorsque l'assureur est amené à accepter un emprunteur à des conditions spéciales comportant une majoration de la cotisation, l'assureur lui soumet une proposition d'assurance : l'emprunteur dispose d'un délai de 30 jours à compter de la date d'émission de la proposition pour lui notifier par écrit son accord sur les conditions proposées.

Passé ce délai, l'assureur n'est plus lié par la proposition et l'adhésion est classée sans suite.

Dans le cadre du dispositif AFRAS, toute proposition d'assurance est valable 4 mois.

L'assureur s'engage à respecter les dispositions et les procédures de la Convention AFRAS.

3 - SOUSCRIPTION DES GARANTIES

3.1. L'emprunteur souscrit aux garanties proposées en fonction de l'option choisie. Le contenu de chaque garantie est défini à l'article 8.

3.2. Quotité assurée

La garantie peut couvrir chaque emprunteur, soit à hauteur de 100 % chacun, soit à hauteur du pourcentage choisi au moment de l'adhésion et précisé sur la demande d'adhésion.

Lorsque la couverture d'assurance d'un emprunteur est inférieure à 100 %, les garanties souscrites sont réduites en proportion du pourcentage retenu. Toute augmentation du pourcentage assuré en cours de prêt intervenue dans les 180 jours précédant un sinistre ne sera pas prise en compte par l'assureur.

3.3. En ce qui concerne la garantie Perte d'Emploi, l'adhésion à cette garantie doit être demandée exclusivement à l'occasion de l'adhésion à l'assurance et avant la prise d'effet des garanties. Cette garantie ne peut être accordée en cours de vie du contrat.

Par ailleurs, la garantie Perte d'Emploi n'est acquise qu'à condition que l'emprunteur bénéficie de la garantie Décès.

4 - CONCLUSION ET DUREE DE L'ADHESION, PRISE D'EFFET DES GARANTIES

4.1 Conclusion et entrée de l'adhésion

L'adhésion est conclue à la date d'acceptation par l'assureur. La durée de l'adhésion est identique à la durée du contrat de prêt assuré, sous réserve de l'application des limitations de garanties.

4.2. Prise d'effet des garanties

Les garanties prennent effet à la date demandée par l'emprunteur sur la demande d'adhésion, à savoir soit la date d'acceptation de l'offre de prêt, soit la date du premier déblocage des fonds, sous réserve de l'acceptation de l'adhésion par l'assureur.

Néanmoins, le risque décès résultant d'un accident est couvert à compter de la date de signature de la demande d'adhésion, pour une durée maximale de 60 jours, sous réserve de l'existence d'un engagement contractuel réciproque entre l'emprunteur et l'organisme prêteur.

Cette garantie décès accidentel cesse à compter de l'acceptation de l'adhésion par l'assureur pour l'ensemble des garanties ou à la date du refus formulé par l'assureur d'accepter l'adhésion de l'emprunteur.

Dans la mesure où l'assureur a confirmé son acceptation par écrit, le déblocage partiel ou total du crédit entraîne automatiquement la prise d'effet des garanties.

4.3. Période de carence

La garantie Perte d'Emploi n'est acquise qu'après un délai de carence de 180 jours à partir de la date d'adhésion à l'assurance (date de confirmation de l'adhésion par l'assureur).

Tout licenciement notifié durant la période de carence ne peut donner lieu à indemnisation, même après expiration du délai, quel que soit la durée ou le motif du chômage, la date faisant foi étant celle de l'envoi de la lettre de licenciement.

5 - CESSATION DE L'ADHESION ET DES GARANTIES

5.1. L'adhésion et les garanties prennent fin :

- le jour où le crédit a été intégralement remboursé,
- en cas de résiliation de l'adhésion par l'assuré, après accord du prêteur, dans les conditions prévues à l'article 19,
- à la date de déchéance du terme prononcée par l'organisme créancier du prêt garanti qui est bénéficiaire des indemnités d'assurance (dans les conditions prévues à l'article 15),
- en cas de non-paiement des cotisations en application de l'article L.141-3 du Code des assurances. La résiliation interviendra au terme d'un délai de 40 jours à compter de l'envoi par le Prêteur d'une lettre recommandée de mise en demeure adressée au plus tôt 10 jours après la date à laquelle les sommes dues doivent être payées,
- en cas de résiliation du contrat de prêt pour quelque motif que ce soit.

A l'égard de chaque emprunteur, les garanties cessent, au plus tard :

- pour le risque Décès : au 31 décembre de l'année du 80^{ème} anniversaire de l'emprunteur ;
- pour les risques Perte Totale et Irréversible d'Autonomie, Incapacité Temporaire Totale de Travail et Invalidité Permanente :
 - au 31 décembre de l'année de la liquidation de la retraite de l'emprunteur ;
- pour le risque Perte d'Emploi :
 - au 31 décembre de l'année de la liquidation de la retraite de l'emprunteur ;
 - en tous les cas au plus tard, au 31 décembre de l'année pendant laquelle l'emprunteur a atteint l'âge fixé par la loi pour l'acquisition de la retraite à taux plein du régime général de la Sécurité Sociale ;

5.2. Cessation des prestations

La cessation des garanties entraîne la cessation des prestations versées au titre des garanties prévues aux articles 8.2 et 8.3.

Les prestations cessent également pour les garanties :

- Incapacité temporaire totale de travail : selon les conditions prévues à l'article 8.2.1.3.,
- Invalidité permanente : selon les conditions prévues à l'article 8.2.2.,
- Perte d'emploi : selon les conditions prévues à l'article 8.3.2.

5.3. Obligation d'information de la liquidation de la retraite

L'emprunteur s'oblige à informer l'assureur de la liquidation de sa retraite. Cela permettra la modification de ses garanties. Dans le cas contraire, si l'emprunteur n'a pas informé l'assureur, le paiement des cotisations ne donne pas droit à prestations au titre des garanties Perte Totale et Irréversible d'Autonomie, Incapacité Temporaire Totale de Travail, Invalidité Permanente ou Perte d'Emploi, celles-ci étant devenues sans objet.

6 - BENEFICIAIRE DES PRESTATIONS DE L'ASSURANCE

L'organisme créancier du prêt garanti est le bénéficiaire des prestations versées.

Le présent contrat d'assurance n'entraîne aucune subrogation de l'assureur dans le paiement des échéances du prêt dû par l'emprunteur à l'organisme créancier du prêt garanti.

L'emprunteur est tenu de respecter ses engagements et ses obligations vis-à-vis de l'organisme créancier et reste lié en vertu du contrat de prêt envers son prêteur.

7 – LES FORMULES DE GARANTIES PROPOSEES

L'assurance des emprunteurs comprend les options suivantes :

Pour les emprunteurs qui adhèrent avant le 31 décembre de l'année de leur 65^{ème} anniversaire :

- Décès et Perte Totale et Irréversible d'Autonomie ;
- Incapacité Temporaire Totale de Travail supérieure à 90 jours et Invalidité Permanente ;
- Incapacité Temporaire et Totale de Travail supérieure à 180 jours et Invalidité Permanente ;
- Perte d'emploi à hauteur de 50 % uniquement en cas d'adhésion avant le 31 décembre du 60^{ème} anniversaire.

Les options Incapacité Temporaire Totale de Travail, Invalidité permanente et Perte d'emploi ne peuvent être souscrites qu'en complément de l'option Décès et Perte Totale et Irréversible d'Autonomie.

Pour les emprunteurs qui adhèrent après le 31 décembre de l'année de leur 65^{ème} anniversaire :

- Décès seul.

8 – DEFINITION DES GARANTIES

Les garanties définies ci-dessous couvrent les sinistres survenus après la date d'adhésion.

8.1. Décès et Perte Totale et Irréversible d'Autonomie (PTIA)

L'assureur intervient pour le remboursement du montant du prêt restant dû au jour du décès (en proportion de la quotité assurée) en cas de décès de l'emprunteur avant le 31 décembre de l'année de son 80^{ème} anniversaire. L'assureur intervient pour le remboursement du montant du prêt restant dû au jour de la reconnaissance par le Médecin Conseil de l'assureur de la Perte Totale et Irréversible d'Autonomie de l'emprunteur (en proportion de la quotité assurée) lorsque cet état de Perte Totale et Irréversible d'Autonomie survient avant le 31 décembre de l'année de la liquidation de la retraite de l'emprunteur.

Est considéré en état de Perte Totale et Irréversible d'Autonomie, l'emprunteur qui se trouve dans l'impossibilité absolue et définitive de se livrer à une occupation ou un travail quelconque lui procurant gain ou profit, et dont l'état nécessite l'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie (se laver, se déplacer, se nourrir, s'habiller).

L'état d'invalidité sera apprécié par expertise médicale auprès d'un médecin expert désigné par l'assureur. Les expertises sont diligentées dans les conditions des articles 12 et 13.

Avant déblocage intégral du prêt, la garantie porte, à partir de la date d'effet, sur le montant total du prêt accordé par l'organisme créancier et déclaré à l'assureur, sous déduction des remboursements effectués au jour du décès ou à la date de la reconnaissance par le Médecin Conseil de l'assureur de l'état de Perte Totale et Irréversible d'Autonomie.

Lorsque l'emprunteur a choisi la date d'acceptation de l'offre comme date d'effet des garanties et que le sinistre intervient avant tout déblocage de fonds, l'indemnisation ne sera due que sous réserve du maintien de l'engagement contractuel entre l'emprunteur avec l'organisme créancier.

Dans le cas contraire, en cas d'annulation du contrat de crédit, aucune indemnisation ne sera due, le contrat d'assurance étant résolu avec pour conséquence le remboursement à l'emprunteur des primes déjà prélevées.

Le paiement par l'assureur des sommes dues au titre des garanties Décès et PTIA met fin à l'adhésion.

8.2. Incapacité de Travail

8.2.1. Incapacité Temporaire Totale de Travail

8.2.1.1. Définition du risque garanti

L'assureur prend en charge le paiement des échéances garanties du prêt lorsque l'emprunteur est en état d'Incapacité Temporaire Totale de Travail avant le 31 décembre de l'année de la liquidation de sa retraite.

Est considéré en état d'incapacité temporaire totale de travail, l'emprunteur qui se trouve, par suite de maladie ou d'accident, dans l'impossibilité constatée médicalement, d'exercer son activité professionnelle ou contraint d'observer un repos complet (c'est-à-dire hospitalisation ou obligation de garder la chambre) pour les emprunteurs n'exerçant pas d'activité professionnelle au jour du sinistre.

Si l'emprunteur a la qualité d'assuré social, il doit bénéficier des indemnités journalières du régime de la sécurité sociale auquel il est affilié.

8.2.1.2. Franchises

Au moment de l'adhésion :

L'emprunteur choisit entre une franchise de 90 jours et une franchise de 180 jours.

Au jour de l'arrêt de travail :

Référence 16.59.88 – 03/2022

Page 3/8

Si l'emprunteur a opté pour la franchise de 90 jours, celle-ci est réduite à 15 jours lorsque l'emprunteur exerce une activité médicale ou paramédicale à titre libéral, à condition d'être toujours membre d'une profession de santé exercée à titre libéral au jour de l'arrêt de travail ou de l'invalidité.

Quelle que soit la franchise choisie par l'emprunteur, celle-ci est doublée dans la limite de 180 jours lorsque l'arrêt de travail ou l'invalidité est motivé par l'une des affections suivantes : maladie psychosomatique, dépression nerveuse, affection psychiatrique ou neuro-psychiatrique, fibromyalgie, affections cervico-dorso-lombaires, et que cette affection n'a pas nécessité une hospitalisation de plus de 10 jours consécutifs ou une intervention chirurgicale pendant la période d'arrêt de travail.

Le calcul de la franchise débute le 1^{er} jour de l'arrêt de travail.

Toute diminution de la franchise en cours de vie de prêt intervenue dans les 180 jours précédant un sinistre ne sera pas prise en compte par l'assureur.

8.2.1.3. Montant pris en charge

L'assureur prend en charge le montant des échéances garanties du prêt. L'échéance garantie correspond :

- soit à l'échéance hors assurance telle que prévue au tableau d'amortissement,
 - soit aux intérêts courus en cas de différé d'amortissement,
- en y appliquant la quantité assurée indiquée sur le certificat de garantie.

Lorsque le prêt est remboursable au terme, la part de capital comprise dans la dernière échéance n'entre pas dans le calcul de l'indemnité journalière.

Le paiement de l'échéance garantie intervient sous la forme d'indemnités journalières calculées au prorata des jours d'arrêt de travail et selon le rythme de versement des échéances (1/30^{ème} si mensuel, 1/90^{ème} si trimestriel, 1/360^{ème} si semestriel, 1/360^{ème} si annuel).

Le montant de l'indemnité journalière ne pourra être supérieur à la perte de revenu subie par l'emprunteur.

La perte de revenu est la différence entre le « revenu de référence » de l'assuré (1) avant l'arrêt de travail et son « revenu de remplacement » (2).

Cependant, le montant minimum versé par l'assureur est fixé à 50% de l'échéance garantie, en proportion de la quotité assurée.

Pour les emprunteurs n'exerçant pas d'activité professionnelle au jour du sinistre, le montant versé par l'assureur est fixé à 50% de l'échéance garantie, en proportion de la quotité assurée.

(1) Calcul du revenu de référence :

Pour les salariés : Le revenu de référence est égal à la moyenne des salaires ou traitements nets perçus au cours des douze mois précédant l'arrêt de travail. Les primes, frais de mission et autres avantages financiers imposables faisant partie intégrante de la rémunération entrent dans le calcul du salaire.

Pour les TNS : Le revenu de référence est le revenu net mensuel moyen évalué sur la base de 125 % du bénéfice professionnel retenu pour l'établissement de l'impôt sur le revenu de l'année qui précède l'arrêt de travail, peu importe la nature du régime d'imposition (réel, réel simplifié ou forfait).

(2) Calcul du revenu de remplacement :

Le revenu de remplacement est égal au montant mensuel des revenus perçus pendant la période d'incapacité de travail (rémunérations, traitements ou indemnités versées par l'employeur, indemnités journalières Sécurité Sociale ou prestations équivalentes perçues par les personnes assujetties à des régimes similaires au régime général de la Sécurité Sociale, prestations versées par des organismes de prévoyance complémentaire obligatoires).

La perte de revenu est calculée le premier mois suivant l'expiration du délai de franchise contractuel.

Elle est révisable à la demande de l'emprunteur tous les 180 jours en fonction de l'évolution du revenu de remplacement.

L'indemnité journalière est versée au maximum pendant une période de 1095 jours. La prise en charge cesse de plein droit à la survenance du premier des événements suivants :

- la reprise même partielle d'une activité par l'emprunteur et/ou en cas d'interruption du paiement des prestations en espèces par le régime de Sécurité Sociale auquel l'assuré est affilié ;
- la consolidation de l'état de santé de l'emprunteur ;
- au 31 décembre de l'année de la liquidation de la retraite de l'emprunteur.

En cas de reprise d'une activité dans le cadre d'un mi-temps thérapeutique, l'assureur intervient toutefois à hauteur de 50% du montant de l'indemnité journalière définie ci-dessus.

Si, après une reprise du travail pendant une période inférieure ou égale à 60 jours l'assuré est victime d'une rechute provenant de la même maladie ou du même accident, la durée de reprise du travail sera considérée comme une simple suspension des prestations et il ne sera pas appliqué de nouveau délai de franchise.

Lorsque pour un même prêt la garantie est souscrite par plusieurs emprunteurs, le total des indemnités journalières versées pour une même période d'incapacité ne pourra excéder tout ou partie du montant des échéances de remboursement ou du montant des intérêts courus en cas de différé d'amortissement.

8.2.2. Invalidité Permanente

La garantie Invalidité Permanente intervient en relais de la garantie Incapacité Temporaire Totale de Travail et à la condition que cet état d'Invalidité Permanente de l'emprunteur survienne avant le 31 décembre de l'année de la liquidation de la retraite de l'emprunteur.

On entend par Invalidité Permanente de l'emprunteur, la perte définitive d'une part significative ou totale de la capacité d'exercer toute activité rémunérée suite à une atteinte corporelle, par maladie ou par accident.

L'indemnité cesse au 31 décembre de l'année de la liquidation de sa retraite.

8.2.2.1. À la base du remboursement est l'échéance garantie définie au paragraphe 8.2.1. À ce montant sera appliqué le taux de prise en charge déterminé ci-dessous.

8.2.2.2. Détermination du taux de prise en charge

Le taux de prise en charge résulte :

- du taux d'incapacité fonctionnelle physique ou mentale,
- du taux d'incapacité professionnelle.

Ces taux d'incapacité seront évalués par voie d'expertise médicale auprès d'un médecin expert désigné par l'assureur, indépendant et soumis au code de déontologie médicale. Les expertises sont déléguées dans les conditions des articles 12 et 13.

L'incapacité fonctionnelle sera appréciée et chiffrée en se référant au barème indicatif des incapacités en droit commun (Barème du Concours Médical en vigueur) et en appliquant la règle de Ralibazant.

L'incapacité professionnelle sera appréciée en tenant compte des répercussions de l'invalidité fonctionnelle sur la profession exercée, abstraction faite des possibilités de reclassement dans une profession différente.

Taux de prise en charge :

TIP	TAUX D'INCAPACITE FONCTIONNELLE									
	20	30	40	50	60	70	80	90	100	
10	0%	0%	0%	0%	0%	50%	50%	50%	50%	
20	0%	0%	0%	50%	50%	50%	50%	50%	50%	
30	0%	0%	50%	50%	50%	50%	50%	50%	100%	
40	0%	0%	50%	50%	50%	50%	50%	100%	100%	
50	0%	50%	50%	50%	50%	50%	100%	100%	100%	
60	0%	50%	50%	50%	50%	100%	100%	100%	100%	
70	0%	50%	50%	50%	50%	100%	100%	100%	100%	
80	0%	50%	50%	50%	100%	100%	100%	100%	100%	
90	0%	50%	50%	50%	100%	100%	100%	100%	100%	
100	50%	50%	50%	50%	100%	100%	100%	100%	100%	

TIP : Taux d'Incapacité Professionnelle

La prise en charge à hauteur de 50% correspond à un taux d'invalidité global compris entre 33% à 66%.

La prise en charge à hauteur de 100% correspond à un taux d'invalidité global supérieur à 66%.

Le taux d'invalidité global est déterminé par croisement des taux d'invalidité fonctionnelle et professionnelle définis ci-dessus.

L'assureur n'est en aucun cas lié par les décisions des organismes sociaux.

En effet, l'appréciation par l'assureur de la notion d'incapacité ou d'invalidité peut être différente de celle retenue par les organismes sociaux.

Pour le calcul de l'indemnité à verser, la perte de revenu est recalculée au jour de la reconnaissance de l'invalidité.

8.2.3. Garantie Invalidité Spécifique AERAS

Conformément aux dispositions de la Convention AERAS révisée, une garantie Invalidité Spécifique est proposée par l'assureur, sous réserve d'acceptation médicale, dans le cas où les garanties Incapacité Temporaire Totale de Travail et Invalidité Permanente ont été refusées pour des raisons médicales.

Il ne s'agit pas d'une option, un emprunteur ne peut solliciter directement cette garantie ni la demander lorsqu'il a souhaité une couverture uniquement pour les garanties Décès/Perte Totale et Irréversible d'Autonomie qui fait l'objet d'une exclusion et/ou d'une surprime.

L'emprunteur bénéficie de la garantie Invalidité Spécifique AERAS lorsque les conditions ci-dessous sont réunies :

- son état de santé doit être définitif et consolidé ;

- son taux d'incapacité fonctionnelle, apprécié par le Médecin Conseil de l'assureur par référence au barème annexé au code des pensions civiles et militaires, atteint un taux égal ou supérieur à 70% ;

- l'assuré doit justifier d'une incapacité professionnelle attestée par la production :
 - lorsqu'il est salarié : d'un titre de pension d'invalidité 2ème ou 3ème catégorie de la Sécurité Sociale selon la définition de l'article L.341-4 du Code de la Sécurité Sociale,

- lorsqu'il est fonctionnaire ou assimilé : un congé de longue maladie,

- lorsqu'il est non-salarié : d'une notification d'incapacité totale à l'exercice de sa profession,

- l'état d'invalidité intervient avant le 31 décembre de l'année de la liquidation de la retraite de l'emprunteur.

L'assureur se réserve le droit de diligenter un contrôle médical dans les conditions des articles 12 et 13 pour apprécier ce taux et juger de la réalisation du risque Invalidité AERAS. En cas de poly-pathologies, le taux d'invalidité fonctionnelle sera déterminé par l'addition des taux des différentes pathologies.

La prestation garantie, les modalités de calcul et de versement, les exclusions de garantie (à l'exception des exclusions de pathologies) et les conditions de cessation de garantie sont identiques à celles définies pour la garantie Incapacité de Travail à l'exception de la date de reconnaissance de l'état d'invalidité qui sera la date de reconnaissance par le Médecin conseil de l'assureur de l'état d'invalidité défini ci-dessus. Cette date peut être différente de la date de consolidation retenue par les organismes sociaux ou assimilés.

Retrouvez toutes les informations sur la convention AERAS sur le site www.aeras-infos.fr

8.3. Perte d'Emploi

8.3.1. Nature du risque

L'assuré salarié licencié percevant l'une des allocations chômage prévues aux articles L.5422-1 et suivants du Code du Travail, ou d'une indemnité au titre de la GISC ou de l'APPJ pour les mandataires sociaux, est susceptible de bénéficier de la garantie Perte d'Emploi définie ci-après, à condition toutefois qu'il justifie d'une activité minimum de 180 jours en continu chez le dernier employeur au moment de la survenance du chômage.

Sont également considérées comme périodes de chômage, les périodes donnant lieu à versement par la Sécurité Sociale de prestations en espèces en cas de maladie ou d'accident, entraînant une suspension du versement de l'allocation par le POLE EMPLOI.

8.3.2. Montant indemnité

L'assureur prend en charge le paiement de 50% des échéances du prêt (hors assurance) telles que prévues au tableau d'amortissement, selon la quotité assurée.

Le règlement intervient sous la forme d'indemnités journalières calculées au prorata des jours de chômage, selon le rythme de versement des échéances (1/360 si mensuel, 1/90 si trimestriel, 1/180 si semestriel, 1/360 si annuel). Cette indemnité est versée après une période de franchise de 90 jours pendant 540 jours au maximum pour un même licenciement.

Le calcul du défilé de franchise débute à compter du premier jour d'indemnisation par le POLE EMPLOI.

Le montant mensuel payé ne pourra être supérieur à la différence entre le revenu net moyen évalué sur la base des 12 derniers salaires mensuels perçus avant le licenciement, hors indemnités de licenciement, et le montant des prestations mensuelles versées par le POLE EMPLOI.

Pendant la durée totale du prêt, la période indemnisée ne pourra excéder 1080 jours d'indemnités journalières quel que soit le nombre de périodes de chômage. En cas de reprise d'activité supérieure à 180 jours, toute nouvelle période de chômage donne lieu à application du délai de franchise de 90 jours.

Le cumul de l'indemnité Perte d'Emploi versée par l'assureur, des aides au logement (A.P.L. ...) et des garanties perte d'emploi ou incapacité de travail existantes par ailleurs pour un autre assuré au titre du même prêt ne peut excéder le terme de remboursement prévu au tableau d'amortissement pour la période d'indemnisation considérée.

L'indemnité Perte d'Emploi est versée au maximum jusqu'au dernier terme prévu par le contrat de prêt ou ses avenants ultérieurs.

L'indemnité cesse également à la survenance du premier des événements suivants :

- en cas d'interruption du versement des allocations d'assurance chômage ;

- à la liquidation de la retraite de l'emprunteur ;

- au 31 décembre de l'année pendant laquelle l'emprunteur a atteint l'âge fixé par la loi pour l'acquisition de la retraite à taux plein du régime général.

En cas de chômage atteignant plusieurs emprunteurs assurés au titre d'un même prêt, l'indemnité ne pourra excéder le montant de l'échéance (hors assurance).

8.3.3. Révision des dispositions de la garantie

En cas de modification des règles actuelles du POLE EMPLOI et en fonction de l'évolution des risques, l'assureur se réserve la possibilité de modifier les conditions de souscription et d'indemnisation de la garantie Perte d'Emploi. Dans ce cas, les conditions d'information et de résiliation mentionnées à l'article 16 sont applicables.

9 - LIMITE DES GARANTIES

L'ensemble des prestations que l'assureur peut être amené à verser dans le cadre d'un même prêt, ne peut excéder le montant des échéances prévues au tableau d'amortissement, ou le montant total du prêt accordé par l'organisme créancier.

Dans le cadre des prêts modulables, l'échéance de référence pour le versement des prestations en cas d'incapacité de travail ou de perte d'emploi correspond à l'échéance en cours à la date du sinistre, à savoir à la date du premier jour d'arrêt de travail, ou à la date du licenciement, sauf si une augmentation de l'échéance est intervenue dans les 180 jours précédant le sinistre. Dans ce cas, l'échéance de référence sera l'échéance en vigueur avant l'augmentation.

Les augmentations d'échéance intervenant après la date du sinistre sont sans effet sur le montant des prestations versées.

En présence d'un prêt remboursable au terme, la part capital comprise dans la dernière échéance n'entre pas dans le calcul de l'indemnité versée dans le cadre des garanties Incapacité de Travail (Incapacité Temporaire Totale de Travail et Invalidité Permanente Partielle ou Totale) et Perte d'Emploi.

10 - ETENDUE TERRITORIALE

Les garanties s'exercent dans le monde entier. Toutefois, les prestations Incapacité Temporaire Totale de Travail et Invalidité Permanente ne seront versées que pour les périodes d'incapacité constatées médicalement en France.

11 - RISQUES EXCLUS

11.1. Au titre de l'ensemble des garanties

Tous les risques sont garantis à l'exclusion :

- du risque de guerre lorsqu'elle est déclarée par le Parlement dans les formes de l'article 1^{er} de l'article 35 de la Constitution ;
- du suicide dans la première année d'assurance à compter de la prise d'effet du contrat. Toutefois, le suicide est couvert dès la prise d'effet du contrat pour les prêts destinés à l'acquisition du logement principal de l'emprunteur, dans la limite du montant mentionné au Décret visé par l'article 1.132-7 du Code des Assurances (120.000 € au 1^{er} novembre 2015) ;
- des modifications de la structure du noyau atomique, radiations ionisantes et leurs conséquences directes ou indirectes.

11.2. Au titre de la garantie Perte d'emploi

Sont exclues les périodes de chômage consécutives :

- aux mises en retraite, préretraite ou départs volontaires dans le cadre des contrats de solidarité,
- aux contrats de travail à durée déterminée (emplois temporaires, intérimaires, saisonniers),
- au chômage partiel,
- au licenciement pour lequel l'emprunteur était prévenu ou en situation de préavis au moment de la demande d'adhésion,
- au congé de formation prévu dans le cadre d'un licenciement pour lequel l'emprunteur était prévenu au moment de l'adhésion,
- au licenciement consenti à une mise en liquidation judiciaire de l'entreprise prononcée avant l'adhésion,
- à une démission, même prise en charge par le POLE EMPLOI,
- à la rupture du contrat de travail durant la période d'essai,
- à toute forme de cessation d'activité pour laquelle l'emprunteur est dispensé de rechercher un emploi,
- aux licenciements atteignant le conjoint ou les enfants d'un chef d'entreprise lorsque ce dernier les emploie, sauf si le licenciement est concerné par la liquidation judiciaire de l'entreprise.

12 - OBLIGATIONS EN CAS DE SINISTRE

Pour l'ensemble des garanties, les décisions prises par la Sécurité Sociale ou tout autre organisme similaire, ne s'imposent pas à l'assureur.

Pour ne pas perdre son droit aux prestations, l'emprunteur (ou ses ayants droit) doit fournir toute pièce justificative, répondre à tous questionnaires de l'assureur et se prêter, le cas échéant, à toute expertise ou toute vérification que l'assureur estime nécessaire. Sous réserve de la législation

applicable au pays, l'emprunteur donne mandat à l'assureur en vue d'effectuer toute démarche auprès des autorités compétentes pour l'obtention des justificatifs afférents au sinistre.

Une expertise est un examen demandé par l'assureur, réalisé par un médecin indépendant. L'assuré est tenu de fournir à l'expert tous les éléments que celui-ci estime nécessaires à l'accomplissement de sa mission (compte rendu d'hospitalisation, de consultation, radiographies, examens biologiques...).

L'assuré a la possibilité de se faire assister à cet examen, à ses frais, par un médecin de son choix et de produire les conclusions de ce médecin.

Par ailleurs, les médecins, agents ou délégués de l'assureur doivent avoir libre accès auprès de l'assuré, lequel s'engage par avance à les recevoir et à les informer loyalement de son état.

Sous peine de déchéance l'emprunteur en incapacité de travail devra communiquer l'adresse où il peut être visité, et se tenir à disposition pour le contrôle aux heures de présence prévues par la Sécurité Sociale pour les salariés, ou aux heures demandées par le Contrôleur pour les autres. L'assuré conserve tout comme l'assureur la faculté d'exercer une action en justice.

13 - ARBITRAGE

Dans le cadre des expertises médicales, en cas de désaccord entre le médecin de l'assureur et l'emprunteur, les deux parties peuvent choisir un médecin arbitre pour les départager. Dans ce cas, les parties conviennent d'accepter les conclusions de cette expertise d'arbitrage et supporteront pour moitié les honoraires de ce médecin.

14 - PRESCRIPTION

La prescription est la date ou la période au-delà de laquelle aucune réclamation n'est plus recevable. Elle est régie par les règles ci-dessous, édictées par le Code des Assurances, lesquelles ne peuvent être modifiées, même d'un commun accord, par les parties au contrat d'assurance.

Délai de prescription :

Aux termes de l'article L.114-1 du Code, « Toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Toutefois, ce délai ne court :

1^{er} En cas de réticence, omission, déclaration fautive ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;

2^o En cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusqu'à-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est portée à dix ans dans les contrats d'assurance sur la vie lorsque le bénéficiaire est une personne distincte du souscripteur et, dans les contrats d'assurance contre les accidents atteignant les personnes, lorsque les bénéficiaires sont les ayants droit de l'assuré décédé.

Pour les contrats d'assurance sur la vie, nonobstant les dispositions du 2^o, les actions du bénéficiaire sont prescrites au plus tard trente ans à compter du décès de l'assuré. »

Le délai prévu à l'article L. 114-1, alinéa 1^{er}, est porté à cinq ans dans les départements du Bas-Rhin, Haut-Rhin et Moselle en matière d'assurance sur la vie.

Causes d'interruption de la prescription :

L'interruption de la prescription efface le délai de prescription acquis et fait courir un nouveau délai de même durée que l'ancien.

Aux termes de l'article L. 114-2 du Code, « La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre. L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée ou d'un envoi recommandé électronique, avec accusé de réception, adressés par l'assureur à l'assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité. »

Les causes d'interruption ordinaires sont les suivantes :

- toute assignation ou citation en justice, même en référé ;
- tout acte d'exécution forcée ;
- toute reconnaissance par l'assureur du droit à garantie de l'assuré ;
- toute reconnaissance de dette de l'assuré envers l'assureur.
- une mesure conservatoire prise en application du code des procédures civiles d'exécution.

La prescription peut être aussi suspendue. La suspension de la prescription en arrête temporairement le cours sans effacer le délai déjà acquis, les causes de suspension étant régies par les articles 2233 à 2239 du Code civil.

15 -- GARANTIES EN CAS D'IMPAYÉS, DE PROROGES ET/OU D'EXIGIBILITÉ TOTALE DU PRÊT

15.1. Pour les échéances impayées ou prorogées seules les garanties Décès et Perte Totale et Irréversible d'Autonomie sont maintenues.

Dans ce cas, s'ajoute à la cotisation obligatoire une cotisation complémentaire de 0,50 % l'an des sommes impayées ou prorogées.

15.2. En cas d'exigibilité totale du prêt, cette cotisation de 0,50 % l'an est calculée sur l'intégralité des sommes dues et se substitue à la cotisation de base pour ne couvrir que les seuls risques Décès et Perte Totale et Irréversible d'Autonomie, les autres garanties étant suspendues de plein droit.

16 -- COTISATIONS

L'assurance est accordée moyennant le versement de cotisations dont le taux, taxes actuellement en vigueur comprises, est fixé pour chaque assuré compte tenu de l'option retenue. A cette cotisation peut s'ajouter une surprime éventuelle. Les cotisations sont payables par l'assuré en même temps que les échéances de son prêt.

Lorsque l'assuré a choisi comme date de prise d'effet des garanties la date d'acceptation de l'offre de prêt, les cotisations commenceront à être prélevées à partir de cette date, indépendamment du paiement des échéances du prêt.

Le montant des cotisations est déterminé en fonction des déclarations faites par le candidat à l'assurance. La cotisation d'assurance étant notamment calculée sur la base du capital restant dû, la modification de l'amortissement du crédit entraînera un nouvel échancier assurance.

En cas d'augmentation des taxes en vigueur ou de création d'une nouvelle taxe, l'augmentation ou l'intégration de la nouvelle taxe dans la cotisation pourra être immédiatement répercutée par l'assureur sur le montant de la cotisation.

L'éventuelle cessation pour l'emprunteur de la garantie ITIA n'emporte aucune réduction de cotisation. La part de cotisation afférente à cette garantie est affectée, après sa date limite de fin, au seul risque Décès pour compenser l'aggravation de ce risque du fait de l'âge.

Tarif différenciés fumeurs, non-fumeurs

Les personnes pouvant certifier qu'elles ne fument pas quotidiennement à la date de l'adhésion et qu'elles n'ont pas fumé quotidiennement durant les 720 jours précédant cette date, y compris cigarettes électroniques peuvent bénéficier du tarif non-fumeur.

Règles spécifiques à la garantie Perte d'Emploi :

Pour chaque emprunteur, le taux de cotisations en vigueur à la date d'effet de l'adhésion est garanti un an. Par la suite, ce taux est révisable au 1^{er} janvier par périodes annuelles successives.

En cas de modification du taux, l'emprunteur en sera informé au plus tard le 1^{er} octobre de chaque année. S'il le souhaite, il pourra alors résilier l'adhésion à cette garantie à condition d'en informer l'organisme créancier avant le 30 novembre de la même année par lettre recommandée.

Toute résiliation est définitive, l'emprunteur ne pourra plus souscrire à cette garantie sauf dans le cadre d'un nouveau prêt.

17 -- RÈGLEMENTS DES PRESTATIONS

17.1 Formalités de déclarations

Les formulaires de déclaration mentionnés sont disponibles auprès de votre agence bancaire habituelle.

L'emprunteur a la possibilité d'utiliser l'enveloppe pré-imprimée et confidentielle disponible auprès de l'organisme créancier, préservant ainsi la confidentialité des informations transmises au Service Médical. A défaut, il peut envoyer les documents à l'adresse suivante :

Service Médical Sinistres, 46 rue Jules Méline 53098 LAVAL CEDEX 09 en indiquant « Lettre confidentielle » sur l'enveloppe.

L'assureur se réserve le droit de demander à l'assuré ou à ses ayants droits des justificatifs ou questionnaires complémentaires.

Les pièces suivantes sont à remettre à l'organisme créancier pour la constitution du dossier.

En cas de décès

- 1) acte de décès de l'emprunteur,
- 2) formulaire de déclaration « Décès »

En cas de Perte Totale et Irréversible d'Autonomie ou d'Invalidité

1) notification de mise en invalidité émanant de l'organisme social auquel est affilié l'emprunteur (s'il y a lieu),

2) formulaire de déclaration « Invalidité » indiquant la nature des affections ayant motivé la Perte Totale et Irréversible d'Autonomie ou la mise en invalidité, la date de survenance, la date de leur première constatation médicale, ainsi que les taux de l'invalidité permanente fonctionnelle et professionnelle.

En cas d'Incapacité Temporaire Totale de Travail

1) formulaire de déclaration « Incapacité de Travail » indiquant la nature des affections ayant entraîné l'incapacité ainsi que la date de leur première constatation médicale

2) formulaire de déclaration de perte de revenus

3) si l'emprunteur est assujéti au régime général de la Sécurité Sociale : les décomptes d'indemnités journalières et, sur demande de l'assureur, un certificat médical

4) si l'emprunteur n'est pas assujéti au régime général de la Sécurité Sociale :

- une attestation de son employeur précisant les périodes d'incapacité de travail, - à défaut, un certificat médical établi par son médecin traitant précisant les périodes d'incapacité

- ou tout document émanant d'un organisme obligatoire et portant sur l'incapacité totale.

5) pour l'emprunteur n'exerçant pas d'activité professionnelle : un certificat médical précisant la nécessité du repos complet et la durée de l'incapacité

Ces documents doivent être renouvelés au moins tous les 60 jours.

L'assureur se réserve le droit de faire pratiquer une expertise médicale et de demander communication des justificatifs de revenus à tout moment. Les expertises sont diligentes dans les conditions des articles 12 et 13.

En cas de Perte d'Emploi

1) formulaire de déclaration « Perte d'Emploi »

2) lettre d'admission au bénéfice de l'allocation d'assurance chômage délivrée par le POLE EMPLOI,

3) décomptes d'allocations du POLE EMPLOI,

4) attestation des 6 mois d'activité chez le dernier employeur à la date du licenciement,

5) la lettre de licenciement.

6) copie des bulletins de paie des 12 derniers mois précédant le licenciement.

17.2. Délai de déclaration

L'arrêt de travail doit être déclaré à l'assureur par l'emprunteur DANS LES 30 JOURS SUIVANT L'EXPIRATION DU DÉLAI DE FRANCHISE CONTRACTUEL, accompagné des pièces justificatives énoncées à l'article 17.1. Passé ce délai, la prise en charge interviendra au plus tôt à la date de déclaration du sinistre.

En cas de prolongation de l'arrêt de travail, les pièces justificatives doivent être adressées à l'assureur, dans un délai maximum de 15 jours.

Toute prolongation parvenant à l'assureur après ce délai sera considérée :

- entre le 16^e et le 60^e jour comme une recluse, l'indemnisation reprenant à la date de réception du justificatif ;

- après le 61^e jour comme un nouvel arrêt de travail donnant lieu à application du délai de franchise à compter de la date de réception du justificatif.

L'invalidité doit être déclarée à l'assureur par l'emprunteur dans les 120 JOURS DE LA SURVENANCE accompagnée des pièces justificatives énoncées à l'article 17.1. Passé ce délai, la prise en charge interviendra au plus tôt à la date de déclaration du sinistre.

La perte d'emploi doit être déclarée à l'assureur par l'emprunteur DANS LES 30 JOURS SUIVANT L'EXPIRATION DU DÉLAI DE FRANCHISE CONTRACTUEL accompagnée des pièces justificatives énoncées à l'article 17.1. Passé ce délai, la prise en charge interviendra au plus tôt à la date de la déclaration du sinistre.

18 -- MODIFICATION DES GARANTIES

Les demandes de modification de garanties sont à adresser à l'organisme créancier.

19 -- RESILIATION DE L'ASSURANCE PAR L'ASSURÉ

L'assuré peut résilier le présent contrat d'assurance :

- pour les prêts immobiliers relevant du 1^{er} de l'article L 313-1 du Code de la Consommation : à tout moment à compter de la date d'acceptation de l'offre de prêt.

Cette demande devra être accompagnée de l'accord du prêteur ainsi que de la date de prise d'effet du contrat d'assurance accepté en substitution par le prêteur.

- pour les autres prêts : en adressant une demande accompagnée de l'accord du prêteur.

La demande de résiliation pourra être effectuée, au choix de l'assuré :

- par lettre ou tout autre support durable ;
- par déclaration faite au siège social ou chez le représentant de l'assureur ;
- par acte extrajudiciaire ;

- lorsque l'assureur propose la conclusion de contrat par un mode de communication à distance, par le même mode de communication.

L'assureur ou son représentant confirme par écrit la réception de la demande de résiliation.

DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES A LA VENTE A DISTANCE :

Information précontractuelle dans le cadre de la vente à distance

La présente notice vaut également note d'information à caractère commercial dans le cadre de la vente à distance.

Droit de renonciation au contrat

Faculté de renonciation :

L'emprunteur dispose de la faculté de renoncer au contrat lorsqu'il a été conduit à la suite d'une opération de démarchage ou dans les conditions d'une vente à distance.

L'article L. 112-9 alinéa 1 du Code des assurances énonce notamment : « 1. Toute personne physique qui fait l'objet d'un démarchage à son domicile, à sa résidence ou à son lieu de travail, même à sa demande, et qui signe dans ce cadre une proposition d'assurance ou un contrat à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de son activité commerciale ou professionnelle, a la faculté d'y renoncer par lettre recommandée ou par envoi recommandé électronique avec demande d'avis de réception pendant le délai de quatorze jours calendaires révolus à compter du jour de la conclusion du contrat, sans avoir à justifier de motifs ni à supporter de pénalités. »

L'assuré ne peut toutefois plus exercer son droit de renonciation dès lors qu'il a connaissance d'un sinistre mettant en jeu une garantie du contrat.

Lorsque l'adhésion a été conclue à distance, l'assuré a la faculté d'y renoncer pendant un délai de quatorze jours calendaires révolus.

Ce délai commence à courir à compter du jour :

- de la conclusion de l'adhésion au contrat ;
 - de la réception des informations obligatoires ou conditions contractuelles si cette date est postérieure,
- et expire le dernier jour à 24h00.

Dans tous les cas, et quel que soit le mode de commercialisation, l'assuré étend contractuellement ce délai à 30 jours calendaires révolus à compter de la date de conclusion de l'adhésion.

En cas de renonciation, l'assuré n'est tenu qu'au paiement de la partie de prime ou de cotisation correspondant à la période pendant laquelle le risque a couru, cette période étant calculée jusqu'à la date de résiliation. Le cas échéant, l'assureur procède alors au remboursement de l'intégralité des primes versées dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la lettre recommandée.

Modalités de renonciation :

Afin de renoncer au contrat, il convient de transmettre à l'assureur, à l'adresse figurant sur les Conditions Particulières ou votre dernier avis d'échéance, une lettre recommandée ou un envoi recommandé électronique avec demande d'avis de réception, selon le modèle ci-après : "Je soussigné(e)..... (nom, prénom) demeurant (adresse de l'emprunteur) déclare renoncer au contrat d'assurance n° (n° d'adhésion figurant sur les Conditions Particulières du contrat) auquel j'avais adhéré le (date de l'adhésion), par l'intermédiaire de (nom et adresse de l'intermédiaire ayant commercialisé le contrat).

(Date) (Signature de l'emprunteur)

La renonciation entraîne résiliation de l'adhésion à compter de la date de réception de la lettre recommandée ou de l'envoi recommandé électronique.

Dispositions spécifiques à l'adhésion par internet

Modalités d'adhésion

L'adhésion via le site internet suppose que l'emprunteur soit, au préalable, connecté à son espace personnel au moyen de son identifiant et de son mot de passe.

L'adhésion est réalisée sur la base des renseignements fournis par l'emprunteur. L'ensemble des renseignements fournis donne lieu à l'établissement d'une proposition d'assurance.

A chaque étape qui précède la signature en ligne du contrat, l'emprunteur dispose de la possibilité de modifier les éléments saisis ou d'abandonner la procédure.

Après avoir pris connaissance des dispositions contractuelles, la proposition d'assurance est validée par l'emprunteur au moyen de la signature électronique. Celle-ci est déclenchée par la validation des cases à cocher et du clic sur le bouton « Confirmer » dans l'interface « acceptation ». Dès validation du contrat, les conditions particulières qui matérialisent l'acceptation de l'assureur et comportent le numéro du contrat sont envoyées. Un e-mail de confirmation est adressé à l'emprunteur par l'assureur et il pourra consulter ses Conditions Particulières dans son espace personnel.

La signature électronique permet de garantir l'authenticité et l'intégrité des informations fournies à l'emprunteur (propositions, conditions générales, conditions particulières). En cas de contestation, ces informations ont seule valeur probante.

Consultation et archivage des documents

Chaque document contractuel mis à disposition de l'emprunteur lors de la souscription peut faire l'objet d'une impression sur support papier et d'un enregistrement au format Pdf sur le disque dur de son ordinateur. Par ailleurs, les documents contractuels seront archivés sur un support fiable et durable. Ces documents sont accessibles à tout moment dans l'espace personnel de l'emprunteur, pendant un délai conforme aux exigences légales.

Convention de preuve

Les données fournies par l'utilisateur de ce site internet ainsi que les écrits électroniques ont la même valeur probante qu'un écrit manuscrit. Les informations fournies sont susceptibles d'être produites en tant que preuve devant la juridiction compétente en cas de litige entre les parties. Les parties acceptent que les données stockées et archivées par voie informatique constituent la preuve des actes passés en ligne par l'utilisateur. L'assureur peut se prévaloir à titre de preuve d'un document électronique au même titre qu'un support papier et ce, quand bien même la preuve apportée par l'adhérent consisterait en un document établi sur support papier.

Responsabilités

L'éditeur du site et l'hébergeur déclinent toute responsabilité en cas de dysfonctionnement pouvant résulter de l'utilisation de l'équipement personnel de l'utilisateur pour accéder aux différents services, de faits propres aux fournisseurs d'accès ou d'un cas de force majeure. Il appartient à l'emprunteur d'assurer la sécurité de son ordinateur. Lorsqu'il accède au site internet il doit vérifier soigneusement l'adresse affichée par son navigateur internet, vérifier la dernière connexion, se déconnecter après chaque utilisation, ne jamais cliquer sur un lien contenu dans un e-mail non sollicité, supprimer les e-mails douteux sans les ouvrir.

Durée de validité des informations fournies :

L'ensemble des informations fournies, relatives à la vente à distance, sont valables tout au long de la phase précontractuelle, sous réserve de la durée de validité de la proposition d'assurance et pendant toute la durée du contrat, sous réserve des modifications apportées au contrat collectif par avenant et des éventuelles modifications législatives ou réglementaires.

INFORMATIONS LEGALES

Droit et langue applicables : La loi applicable aux relations précontractuelles et au contrat est la loi française, y compris les dispositions impératives applicables aux départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle et sous réserve, pour les risques situés dans la Principauté de Monaco, des dispositions impératives de la loi monégasque.

Toutes les références à des dispositions législatives ou réglementaires contenues dans le présent document ou dans les documents auxquels il renvoie concernent des textes en vigueur au moment de leur rédaction. Dans l'hypothèse où les références de ces textes auraient été modifiées au moment de la souscription du contrat ou ultérieurement, les Parties conviennent qu'elles seront remplacées par celles des nouveaux textes de même contenu venant en substitution.

Toute relation avec l'adhérent se fait en langue française, ce que ce dernier accepte expressément.

Autorité de contrôle : L'autorité de contrôle de ACM VIE SA et ACM IARD SA est l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) - 4 Place de Budapest - CS92459 - 75436 PARIS cedex 09.

Vos données personnelles

Le traitement de vos données personnelles

Pourquoi traitons-nous vos données personnelles ?

La collecte et le traitement de vos données personnelles sont tout d'abord nécessaires à l'analyse de votre situation et de vos besoins et attentes en matière d'assurance, à l'évaluation des risques, à la tarification, à la mise en place, puis à l'exécution du contrat.

Certains traitements sont ensuite nécessaires au respect d'obligations légales.

Cela s'entend par exemple de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Dans le cadre de nos obligations en matière de prévention du blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme, nous sommes susceptibles d'utiliser et d'analyser vos données personnelles en vue de l'établissement de votre profil et de la détermination du risque de blanchiment de capitaux et financement du terrorisme selon les critères du Code monétaire et financier.

Le respect d'obligations légales emporte aussi, le cas échéant, de traiter vos données à des fins de lutte contre l'évasion fiscale ou en vue de la gestion des contrats d'assurance-vie non réclamés.

Vos données sont également utilisées au service de nos intérêts légitimes. Dans le respect de vos droits et, le cas échéant, de ceux de votre intermédiaire d'assurance, elles peuvent être utilisées à des fins de prospection commerciale et de démarchage, en vue de vous proposer des produits et services complémentaires, aux fins d'une optimisation de la gestion des contrats et des prestations ou pour la mise en place d'actions de prévention.

Elles peuvent être utilisées également pour la réalisation d'études statistiques et actuarielles.

Vos données peuvent aussi être utilisées pour lutter contre la fraude à l'assurance, laquelle recouvre l'exagération frauduleuse du montant des réclamations. On précisera que la lutte contre la fraude est opérée dans l'intérêt légitime de l'assureur, mais aussi pour la protection de la communauté des assurés.

Les déclarations, informations et tous justificatifs présentés en vue de l'acceptation et de l'établissement du contrat, puis à l'appui des demandes de délivrance de services, de règlement de sinistres ou de prestations, peuvent faire l'objet de vérifications. Ces vérifications sont destinées à vérifier la cohérence des déclarations, des circonstances et des conséquences du sinistre ainsi que la réalité, véracité et intégrité des éléments.

Ces vérifications pourront emporter le recours aux autorités, entités ou organismes publics ainsi qu'à tous organismes, tiers ou professionnels de toutes sortes. Les démarches pourront également emporter recours à des héssières et des agents de recherche privés.

L'assureur est susceptible de traiter des données rendues publiques par tous supports.

Le cas échéant, si le contrôle devait porter sur des données de santé, il serait opéré dans le respect du cadre protecteur renforcé propre à ce type de données.

Les données collectées seront conservées jusqu'à la prescription de toutes les actions pouvant être exercées. En cas de fraude avérée, l'assureur peut engager des poursuites pénales et inscrire la personne convaincue de fraude sur une liste l'excluant de toute possibilité de contracter avec l'assureur pendant 5 ans.

À qui vos données peuvent-elles être transmises ?

Vos données personnelles peuvent être adressées à nos éventuels sous-traitants, prestataires, mandataires, pautenaires, réassureurs et coassureurs, fonds de garantie, organismes professionnels, autorités et organismes publics, en vue de la gestion et de l'exécution de votre contrat, de la délivrance et du contrôle des prestations ou de services complémentaires, de l'optimisation de nos services, de la lutte contre la fraude et du respect d'obligations légales ou réglementaires.

Les données relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et les données relatives à la lutte contre la fraude sont partagées avec les entités de notre groupe et les personnes concernées, dans le strict respect de la législation. Elles sont également adressées aux autorités et organismes contribuant à la lutte contre ces phénomènes.

Les données traitées dans le cadre des dispositifs internationaux de lutte contre l'évasion fiscale sont, le cas échéant, transmises à l'administration française, laquelle se charge et maîtrise la communication des données aux autorités étrangères compétentes.

Vos données d'identification, vos coordonnées et les informations permettant de mesurer votre appétence à de nouveaux produits pourront être mises à disposition des entités de notre groupe, ainsi qu'à nos sous-traitants, à des distributeurs externes et partenaires commerciaux en vue de vous proposer de nouveaux produits et services.

Vos données personnelles peuvent être traitées en dehors de l'Union européenne, mais uniquement pour les finalités décrites ci-dessus. Si la législation de l'Etat de destination des données ne garantit pas un niveau de protection jugé comme équivalent par la Commission européenne à celui en vigueur dans l'Union, l'assureur exigera des garanties complémentaires conformément à ce qui est prévu par la réglementation en vigueur.

Quelles précautions prenons-nous pour traiter vos données de santé ?

Dans la situation où des données de santé sont traitées, dans le respect de la finalité du contrat, ce traitement est opéré par du personnel spécialement sensibilisé à la confidentialité de ces données. Ces données font l'objet d'une sécurité informatique renforcée.

Combien de temps vos données seront-elles conservées ?

Vos données sont conservées pour la durée du contrat, augmentée de la prescription liée à toutes les actions en découlant directement ou indirectement. En cas de sinistre ou de litige, la durée de conservation est prolongée aussi longtemps que cette situation nécessitera le recours aux informations personnelles vous concernant et jusqu'à écoulement de la prescription de toutes les actions qui y sont attachées. En tout état de cause, lorsque une obligation légale ou réglementaire nous impose de pouvoir disposer des informations personnelles vous concernant, celles-ci pourront être conservées aussi longtemps que cette obligation s'impose à nous.

• Les droits dont vous disposez

De quels droits disposez-vous ?

Vous disposez, s'agissant de vos données personnelles, d'un droit d'accès, de mise à jour, de rectification, d'opposition pour motif légitime, de limitation et de portabilité. Vous pouvez en outre vous opposer, à tout moment et gratuitement, à l'utilisation de vos données à des fins de prospection commerciale.

Comment pouvez-vous les faire valoir ?

Pour l'exercice de vos droits, il convient d'adresser une demande au Délégué à la Protection des Données à l'adresse suivante : 63 chemin Antoine PARDON 69814 TASSIN CEDEX.

En cas de difficulté

En cas de difficulté relative au traitement de vos informations personnelles, vous pouvez adresser votre réclamation au Délégué à la Protection des Données 63 chemin Antoine PARDON 69814 TASSIN CEDEX.

En cas de difficulté persistante, vous pouvez porter votre demande auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) - 3 Place de Fontenay - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

Liste d'opposition au démarchage téléphonique : L'emprunteur a la faculté de s'inscrire gratuitement sur la liste nationale d'opposition au démarchage téléphonique. Cette inscription entraînera l'interdiction pour tout professionnel et tout intermédiaire agissant pour son compte, de le démarcher téléphoniquement, sauf en cas de relations contractuelles préexistantes. En sa qualité de client, cette inscription ne sera pas obstacle à l'utilisation de ses coordonnées téléphoniques pour lui présenter une offre ou une nouveauté sur les produits ou services de l'assureur afférents ou complémentaires à l'objet du contrat en cours ou de nature à améliorer ses performances ou sa qualité.

Réclamation : En cas de difficulté dans l'application ou l'interprétation du contrat, consultez d'abord votre interlocuteur habituel.

Si sa réponse ne vous satisfait pas, vous pouvez lui adresser votre réclamation par écrit. Vous pouvez également adresser votre réclamation par courrier à :

Responsable des relations consommateurs

ACM VIE SA

4, rue Frédéric-Guillaume Raiffeisen 67006 Strasbourg Cedex 9.

Il sera accusé réception de votre réclamation dans un délai maximal de dix jours. Une réponse vous sera apportée dans le plus bref délai, lequel ne saurait excéder deux mois.

Les réclamations afférentes à des contrats souscrits par des particuliers via internet peuvent être présentées à la plateforme européenne de Règlement en ligne des Litiges, accessible à l'adresse suivante :

<https://webgate.ec.europa.eu/odr>

Médiation : En l'absence de réponse ou si cette dernière ne vous satisfait pas, vous avez la possibilité de saisir le Médiateur de l'Assurance à l'issue d'un délai de deux mois et dans un délai maximal d'un an à compter de votre première réclamation écrite.

Le Médiateur ne pourra examiner votre demande que si aucune action judiciaire n'a été engagée. Après avoir instruit le dossier, il rend un avis motivé dans les trois mois. Cet avis ne lie pas les parties.

Il est possible de saisir la Médiation par voie électronique :

<https://www.mediation-assurance.org/Saisir-le+mediateur> ou par voie postale à : La Médiation de l'Assurance, TSA 50130, 75441 Paris Cedex 09. Pour de plus amples informations, nous vous invitons à consulter la Charte de la Médiation de l'Assurance sur le site de l'association « La Médiation de l'Assurance ».

Changement de domicile

Lors de tout changement de domicile, l'assuré devra impérativement faire connaître à l'assureur sa nouvelle adresse par écrit en rappelant son numéro d'adhésion. A défaut, toutes communications ou notifications lui sont valablement faites à l'adresse indiquée sur sa demande d'adhésion ou à la dernière adresse communiquée.

Communication d'informations par voie électronique

Si l'emprunteur a communiqué à son interlocuteur habituel une adresse de messagerie électronique ayant fait l'objet d'une vérification préalable par celui-ci, l'assureur utilisera cette adresse pour la poursuite des relations avec l'emprunteur afin de lui adresser certaines informations ou documents relatifs à son contrat. L'emprunteur dispose du droit de s'opposer, à tout moment, par tout moyen et sans frais, à l'utilisation d'un support durable autre que le papier et peut demander qu'un support papier soit utilisé de façon exclusive pour la poursuite de ses relations avec l'assureur.

Demande d'adhésion valant certificat de garantie de MLE LANSIAUX LAURELINE - Page 1/4
ORIGINAL à conserver
dans le dossier de prêt
Ex. : Agence - 10/05/2023

13/39031-00

Le 10 mai 2023

Pour tout renseignement, contactez :
MMEBOUTIN Milene
CCM LA ROCHE MOLIERE
23 BOULEVARD ARISTIDE BRIAND
85010 LA ROCHE SUR YON CEDEX
Tél: 02 51 47 93 00
E-mail: 3903100@creditmutuel.fr

C. EMP 13/39031
MLE LAURELYNE LANSIAUX
323 LES COURRERES
44330 VALLET



ASSUR-PRET

Demande d'adhésion valant certificat de garantie

Contrat d'assurances collectives à adhésion facultative souscrit par les Caisses Fédérales de Crédit Mutuel
souscrit auprès de ACM VIE S.A.

Ref. 16.02.37 ~ 10/2020

Référence(s) de(s) contrat(s)	
N° de(s) contrat(s) d'assurance E2 290135066	Référence(s) bancaire(s) des prêt(s) concerné(s) : 15519 39031 000241174 01 de 300 000,00 EUR sur 180 mois

L'adhérent	
Nom : LANSIAUX	Situation familiale : Célibataire
Prénom : LAURELINE	Activité exercée : Spécialistes de l'appareillage médical salariés (4325)
Date de naissance : 17/10/1984	

Adresse légale	
Mentions complémentaires	
Numéro et rue	323 LES COURRERES
Lieu-dit	
Code postal et localité	44330 VALLET

Paraphes : L.L.

REFI K2 0101010035 KI 1210 0074 0349 259 62

Demande d'adhésion valant certificat de garantie de MLE LANSIAUX LAURELINE - Page 2/4
 ORIGINAL à conserver
 dans le dossier de prêt
 Ex. : Agence - 10/05/2023

Caractéristiques de votre adhésion

Vos conditions d'adhésion au contrat d'assurances collectives sont :

Pour le Prêt :		à effet de :	
15519 39031 000241174 01 de 300 000,00 EUR sur 180 mois		La date d'acceptation de l'offre de prêt	
Vous êtes assuré(e) pour les garanties :	Pourcentage assuré	Situation de l'assurance	Selon notice n°
Décès	100 %	Acceptée en agence	165988 06/2022
Perte Totale et Irréversible d'Autonomie	100 %	Acceptée en agence	165988 06/2022
Incapacité temporaire totale de travail supérieure à 90 jours	100 %	Acceptée en agence	165988 06/2022
Invalidité permanente	100 %	Acceptée en agence	165988 06/2022
Au tarif indiqué sur l'échéancier			

Echéancier prévisionnel assurance (Tarifs en TTC en euros)

Echéancier du Prêt No. 155193903100024117401

Période	Capital en début de période	Cotisation mensuelle*
Année 1	300 000,00 EUR	49,02 EUR
Année 2	284 148,33 EUR	51,35 EUR
Année 3	267 783,51 EUR	52,29 EUR
Année 4	250 888,97 EUR	54,55 EUR
Année 5	233 447,55 EUR	56,20 EUR
Année 6	215 441,55 EUR	57,69 EUR
Année 7	196 852,69 EUR	57,85 EUR
Année 8	177 662,09 EUR	58,33 EUR
Année 9	157 850,27 EUR	57,79 EUR
Année 10	137 397,12 EUR	56,24 EUR
Année 11	116 281,93 EUR	53,25 EUR
Année 12	94 483,21 EUR	49,60 EUR

Paraphes :

REFI K2 0101010035 KI 1210 0074 0349 259 62

L.L.

Demande d'adhésion valant certificat de garantie de MLE LANSTIAUX LAURELINE - Page 3/4
ORIGINAL à conserver
dans le dossier de prêt
Ex : Agence - 10/05/2023

Année 13	71 978,85 EUR	43,79 EUR
Année 14	48 746,02 EUR	33,21 EUR
Année 15	24 761,11 EUR	16,64 EUR
Cotisation totale		8 931,03 EUR
Cotisation sur 8 ans		5 204,79 EUR
TAEA de MLE LANSTIAUX LAURELINE		0,37 %
TAEA du prêt		0,37 %

(*) Cotisation exprimée sur une période d'échéance pleine et arrondie sur 2 décimales. Elle sera prélevée conformément au tableau d'amortissement du prêt.

Le TAEA est calculé en fonction des garanties choisies par le(s) emprunteur(s) et prend en compte la totalité des cotisations en cas de pluralité d'emprunteurs. Il est ajouté à titre indicatif, le TAEA relatif au seul montant de la cotisation de l'emprunteur mentionné sur ce document.

Je déclare être non-fumeur : c'est-à-dire ne pas fumer ou avoir fumé quotidiennement durant les 24 derniers mois, y compris cigarettes électroniques.

Je déclare avoir pris connaissance des conditions énumérées ci-dessus et du tarif et autorise le prélèvement des cotisations.

Je reconnais avoir reçu, pris connaissance et conservé un exemplaire du document d'information normalisé sur le produit d'assurance référencé 165968 06/2022 et de la notice d'information valant informations précontractuelles et contractuelles dont la référence est stipulée dans le paragraphe « caractéristiques de votre adhésion » et que j'ai acceptée.

Je certifie que les renseignements et réponses consignés sur ce document sont exacts, complets et sincères et que je n'ai rien dissimulé.

Je reconnais avoir été informé(e) que **TOUTE RETICENCE OU FAUSSE DECLARATION ENTRAÎNENT LES SANCTIONS DES ARTICLES L.113-8 ET 113-9 DU CODE DES ASSURANCES.**

Dès lors qu'elles y sont nécessaires, l'adhérent et/ou l'assuré consent à ce que ses données de santé soient traitées en vue de l'établissement, de la gestion et de l'exécution du contrat et de tout autre contrat dont la mobilisation des garanties devrait être étudiée, y compris aux fins de lutte contre la fraude à l'assurance. Ce traitement s'opère dans le respect de la confidentialité renforcée applicable à ce type de données.

Fait à LA ROCHE SUR YON CEDEX en 2 exemplaires, le 10/05/2023

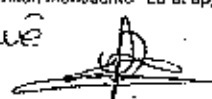
CREDIT MUTUEL ROCHE MOULIERE

Société commerciale à responsabilité limitée
Régistrée au Tribunal de Commerce de La Roche-sur-Yon
N° SIRET 443 505 1000000000
N° ORIAS 07024
23, Bis Aristide Briand CS 30385
85010 LA ROCHE SUR YON CEDEX
Tél: 02 51 47 93 00 - Fax: 02 51 46 12 14
www.credit-mutuel.fr

L'Adhérent

(Faire précéder la signature de la mention manuscrite "Lu et approuvé")

Lu et approuvé



Paraphes : L.L.

REF1 K2 0101010035 K1 1210 0074 0349 259 62

Demande d'adhésion valant certificat de garantie de MLE LANSIAUX LAURELINE - Page 4/4

ORIGINAL à conserver
dans le dossier de prêt
Ex. : Agence - 10/05/2023

Art. L.113-8 - le contrat d'assurance est nul en cas de réticence ou de fausse déclaration intentionnelle de la part de l'assuré, quand cette réticence ou cette fausse déclaration change l'objet du risque ou en diminue l'opinion pour l'assureur, alors même que le risque omis ou dénaturé par l'assuré n'a été sans influence sur le sinistre.

Art. L.113-9 - l'omission ou la déclaration inexacte de la part de l'assuré dont la mauvaise foi n'est pas établie n'entraîne pas la nullité de l'assurance. Si elle est constatée avant tout sinistre, l'assureur a le droit soit de maintenir le contrat, moyennant une augmentation de prime acceptée par l'assuré, soit de résilier le contrat dix jours après notification adressée à l'assuré par lettre recommandée, en restituant la portion de la prime payée pour le temps où l'assurance ne court plus. Dans le cas où la constatation n'a lieu qu'après un sinistre, l'indemnité est réduite en proportion du taux des primes payées par rapport au taux des primes qui auraient été dues, si les risques avaient été complètement et exactement déclarés.

Vous trouverez dans la notice d'information du contrat ainsi que sur ecm.fr les plus amples renseignements quant à l'utilisation de vos données personnelles et l'exercice de vos droits.

**TOUTES RECTIFICATIONS, RATURES OU SURCHARGES SONT INOPPOSABLES A L'ASSUREUR.
TOUTE MODIFICATION DOIT FAIRE L'OBJET D'UNE NOUVELLE EDITION.**

Paraphes : *L.L.*

REFI K2 0101010035 KI 1210 0074 0349 259 62

AN DE MASSE

une des CLOUZEUX

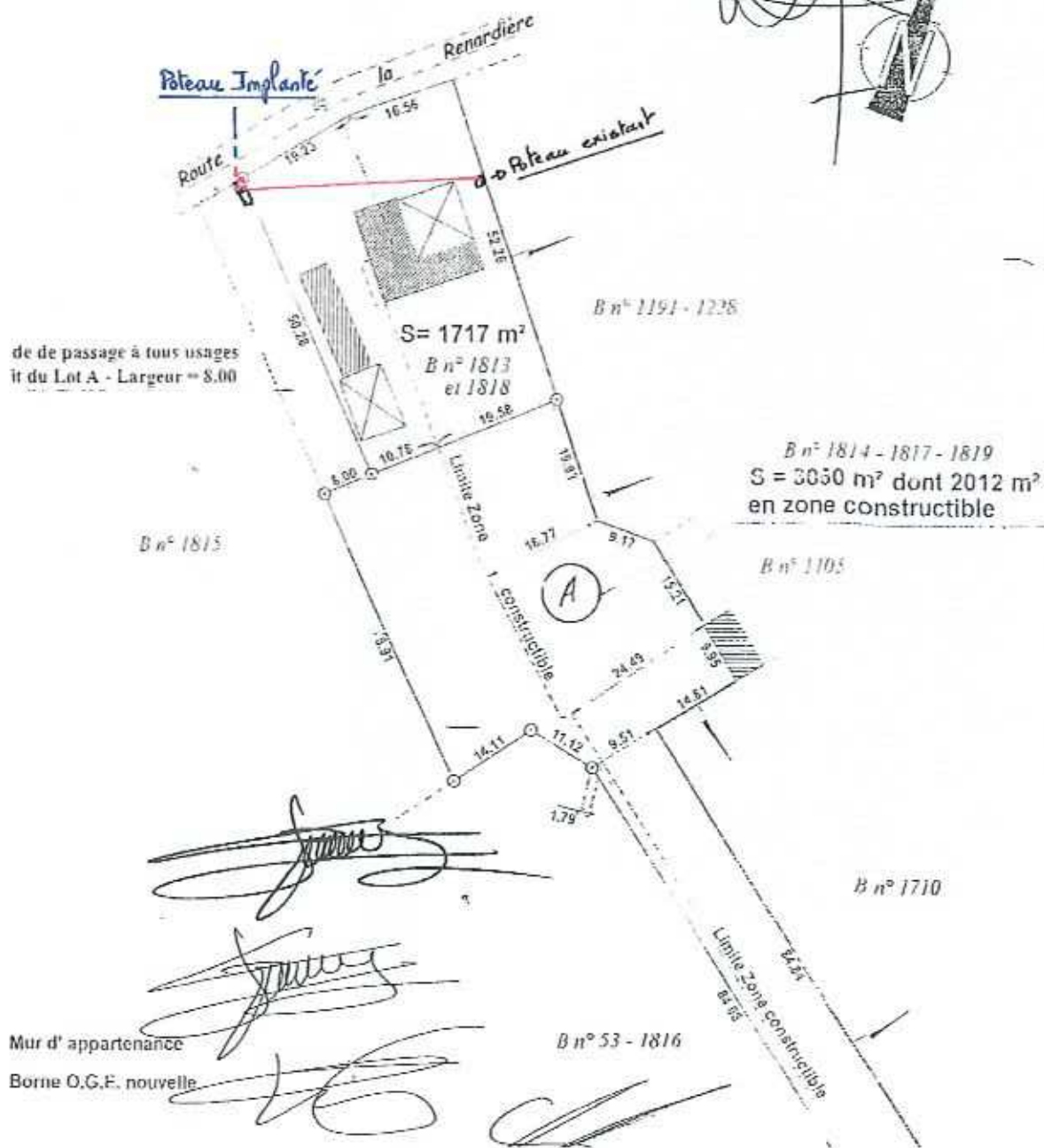
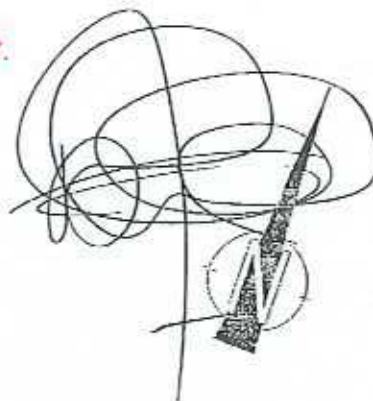
lit : " La Renardière " Cadastre Section : B

riété

ECHELLE : 1/1000

Annexé à la minute d'un acte
reçu par le Notaire associé
soussigné, le 09.01.2009

— conducteur aérien EDF.



AN DE MASSE

une des CLOUZEUX

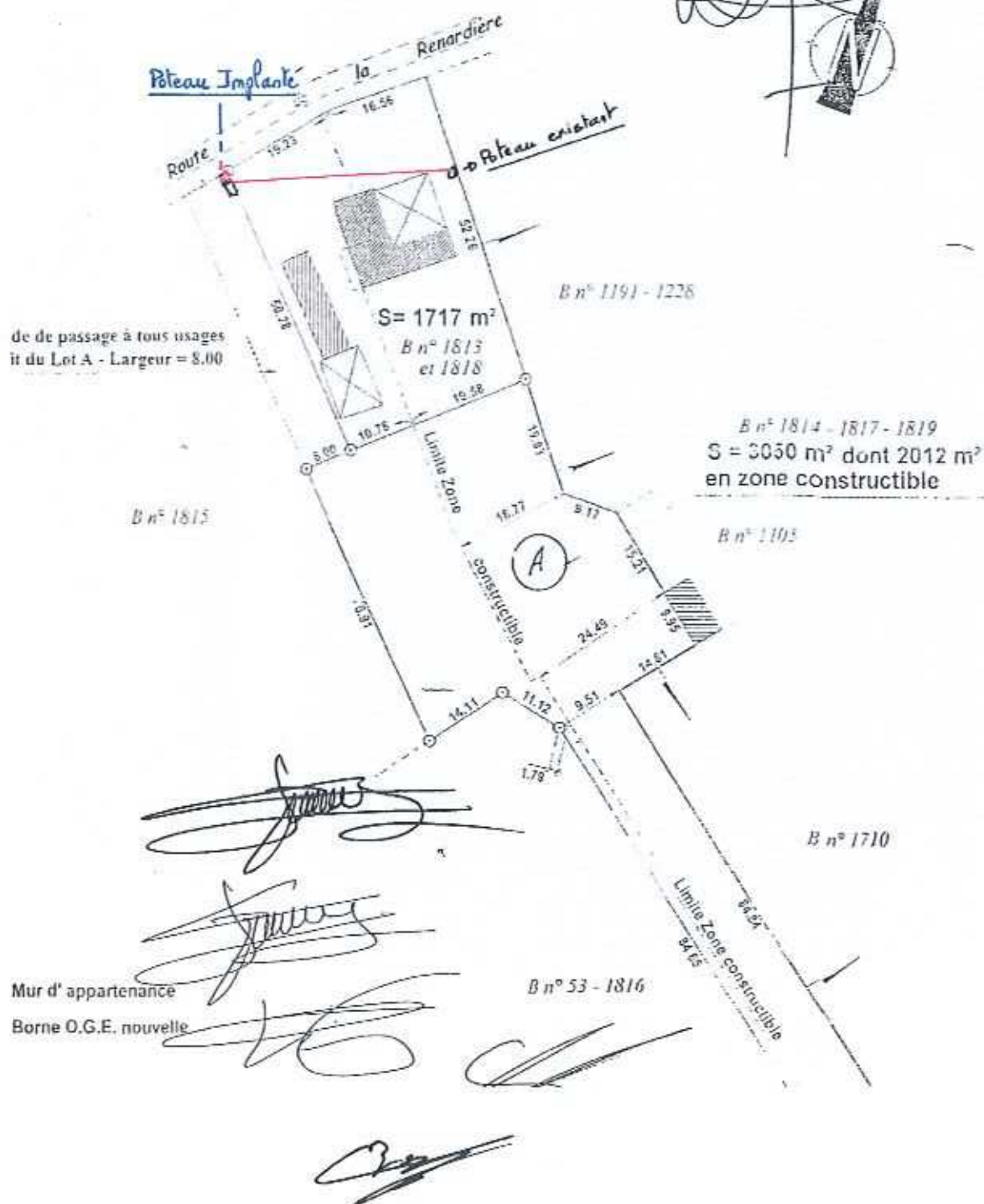
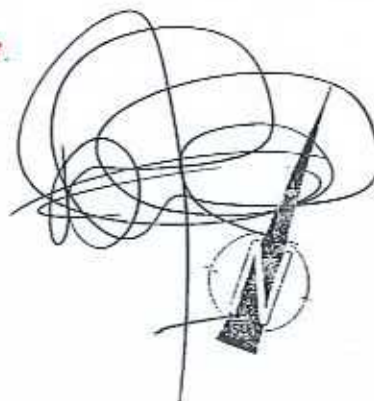
lit : " La Renardière " Cadastre Section : B

riété

ECHELLE : 1/1000

Annexé à la minute d'un acte
reçu par le Notaire associé
soussigné, le 09.01.2009

— conducteur aérien EDF.



Le 7 janvier 2009

RECTIFICATIF

Annulation Servitude créée par l'acte du 8/06/2006 et
Création de servitude

Par M. Jean BEIGNON

Au profit de la SARL BONNIN IMMOBILIER

Société Civile Professionnelle

Jean-Maurice DAVIET - Jean-Paul FABIEN
Henri BRIANCEAU - Eric EMILLE

Notaires associés

25 rue des Halles - BP 625 - 85000 LA ROCHE SUR YON

Email: daviet.fabien.brianceau.emille@notaires.fr

Tel: 02.51.05.01.67 Fax: 02.51.05.31.16

Bureaux Annexes

LES ESSARTS, 9 bis rue de La Promenade

DOMPIERRE SUR YON, rue du Vieux Bourg



DOSSIER : SARL BONNIN / PEAN
NUMERO DU DOSSIER : 20071665
NATURE : Acte libre Modification servitude
NOTAIRE : EE CLERC : BR SECRETAIRE : MB

L'AN DEUX MILLE NEUF

Le Sept janvier

Maître Eric EMILLE, notaire associé membre de la Société Civile Professionnelle 'SCP Jean-Maurice DAVIET, Jean-Paul FABIEN, Henri BRIANCEAU et Eric EMILLE' titulaire d'un office notarial dont le siège est à LA ROCHE SUR YON (Vendée), 25 rue des Halles, avec bureaux annexes aux ESSARTS (85140), 9 bis Avenue de la Promenade et à DOMPIERRE SUR YON (85170), rue du Vieux bourg.

A RECU le présent acte authentique à la requête des parties ci-après identifiées, contenant : ACTE RECTIFICATIF (Annulation de la servitude de passage créée par acte reçu par Me EMILLE notaire soussigné, le 8 septembre 2006 et son remplacement)

IDENTIFICATION DES PARTIES

1°) Monsieur Jean Auguste Eugène Gérard Marie BEIGNON, mécanicien, époux de Madame Yvette Roseline Jacqueline SIRE demeurant à LA BOISSIERE DES LANDES (Vendée) 4, Rue de la Petite Croix.

Né à LA ROCHE SUR YON (Vendée) le 18 août 1955.

Marié sous le régime de la communauté légale de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat préalable à son union célébrée à la mairie de LA ROCHE SUR YON (Vendée) le 4 mai 1984.

Ce régime non modifié.

De nationalité française.

Ayant la qualité de 'Résident' au sens de la réglementation fiscale.

2°) La Société dénommée BONNIN IMMOBILIER, Société à Responsabilité Limitée au capital de 10.000,00 € ayant son siège social à AUBIGNY (Vendée) lieudit "L'Auroire" identifiée sous le numéro SIREN 444 562 490 au registre du Commerce et des Sociétés de LA ROCHE SUR YON.

PRESENCE - REPRESENTATION

Monsieur Jean BEIGNON est ici présent.

JB B J

La Société dénommée BONNIN IMMOBILIER est ici représentée par Monsieur Jacky BONNIN demeurant à AUBIGNY (85430), l'Auxoire, agissant en qualité de gérant de ladite société et ayant tout pouvoir à l'effet des présentes en cette dite qualité.

Lesquels, préalablement à l'acte rectificatif objet des présentes ont exposé ce qui suit :

EXPOSE

1°) Aux termes d'un acte reçu par Maître Eric EMILLE, notaire soussigné, le 8 septembre 2006 dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de LA ROCHE SUR YON, le 25 octobre 2006, volume 2006 P numéro 10963, il a été procédé à l'annulation de la servitude créée aux termes d'un acte reçu par Me EMILLE, notaire sus nommé le 3 juillet 2006 et à son remplacement par le texte suivant :

CREATION DE SERVITUDES

Commune des CLOUZEUX (85430),

Fonds servant : Parcelle cadastrée section B numéro 1815 d'une contenance de 8055m², propriété du vendeur et ayant la même origine que le bien vendu,

Fonds dominant : Parcelles cadastrées section B numéros 1814, 1817 et 1819, acquises aux présentes par l'acquéreur.

Les parties conviennent de créer sur le fonds servant, au profit du fonds dominant, à titre réel, perpétuel et sans indemnité, une servitude de passage à tous usage et exercice, d'une largeur de 8 mètres, ainsi qu'une servitude d'aqueduc pour le passage de toute canalisation nécessaire aux différents réseaux d'alimentation en eau, électricité, téléphone, assainissement etc...

Cette servitude est matérialisée en bleu au plan qui demeurera joint et annexé aux présentes après mention.

L'entretien de ce passage se fera à frais communs entre les propriétaires des fonds servant et dominant.

Pour la perception du salaire de Monsieur le Conservateur des hypothèques la présente servitude est évaluée à 15 euros.

2°) Les comparants entendent apporter des modifications à la servitude créée.

CECI EXPOSE, il est passé au rectificatif objet des présentes.

RECTIFICATIF

Les parties conviennent d'annuler celle établie dans l'acte du 8 septembre 2006 et de la remplacer par la servitude suivante :

CREATION DE SERVITUDES

Commune des CLOUZEUX (85430),

Fonds servant : Parcelle cadastrée section B numéro 1815 d'une contenance de 8055m², propriété de Monsieur BEIGNON

J-B

B J



Effet relatif :

. Attestation immobilière suivant acte reçu par Maître Henri PELLETIER notaire à LA ROCHE SUR YON le 22 mai 1987 dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de LA ROCHE SUR YON le 6 juillet 1987, volume 7376, numéro 6.

. Attestation immobilière suivant acte reçu par Maître Henri PELLETIER notaire à LA ROCHE SUR YON, le 21 avril 1997, dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de LA ROCHE SUR YON le 29 mai 1997 volume 1997 P numéro 4003.

. Licitation, suivant acte reçu par Maître Henri PELLETIER notaire à LA ROCHE SUR YON, le 13 août 1997 dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de LA ROCHE SUR YON le 3 octobre 1997 volume 1997 P numéro 7471.

Fonds dominant : Parcelles cadastrées section B numéros 1814, 1817 et 1819, propriété de la société BONNIN IMMOBILIER.

Effet relatif :

Acquisition suivant acte reçu par Maître Eric EMILE notaire à LA ROCHE SUR YON le 3 juillet 2006 dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de LA ROCHE SUR YON le 26 juillet 2006, volume 2006 P, numéro 7912, suivi d'une attestation rectificative, publié le 18 octobre 2006, volume 2006 P, numéro 10627

Les parties conviennent de créer sur le fonds servant, au profit du fonds dominant, à titre réel, perpétuel et sans indemnité, une servitude de passage à tout usage et exercice, d'une largeur de 8 mètres, ainsi qu'une servitude d'aqueduc pour le passage de toute canalisation nécessaire aux différents réseaux d'alimentation en eau, électricité, téléphone, assainissement etc...

Cette servitude est matérialisée en bleu au plan qui demeurera joint et annexé aux présentes après mention.

Le propriétaire du fonds dominant aura la possibilité d'installer à ses frais sur l'emprise dudit passage, tout poteau nécessaire à la desserte en électricité, les fosses nécessaires à l'implantation du compteur d'eau et l'évacuation des eaux usées et pluviales, ainsi que tout dispositif nécessaire à la mise en place d'un compteur électrique et de la ligne téléphonique.

L'entretien de ce passage se fera à frais communs entre les propriétaires des fonds servant et dominant.

La remise en état de l'assiette du passage, à la suite de travaux exécutés dans le cadre de l'objet de ladite servitude, sera supportée par celui, propriétaire du fonds servant ou du fonds dominant, qui les aura engagés.

Pour la perception du salaire de Monsieur le Conservateur des hypothèques la présente servitude est évaluée à 15 euros.

POUVOIRS

Les parties, agissant dans un intérêt commun, donnent tous pouvoirs nécessaires à tout clerc de l'office notarial dénommé en tête des présentes, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs.

J-B

B J



FRAIS

La société BONNIN IMMOBILIER paiera tous les frais, droits et émoluments des présentes et ceux qui en seront la suite ou la conséquence en application de l'article 1593 du Code civil.

LOI INFORMATIQUE ET LIBERTES

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978, le notaire soussigné déclare disposer d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes. A cette fin, il est amené à enregistrer des données concernant les parties et à les transmettre à certaines administrations, notamment à la conservation des hypothèques en vue de la publicité foncière, ainsi qu'à des fins cadastrales, comptables fiscales, ou statistiques. Les parties peuvent exercer leurs droits d'accès et de rectification aux données les concernant auprès du notaire soussigné ou via le Correspondant « Informatique et Libertés » désigné par ce dernier : cpd-adso@notaires.fr.

DONT ACTE sur QUATRE pages



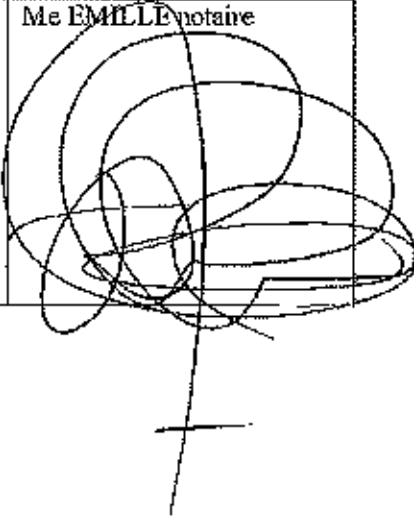
FAIT en l'étude du notaire soussigné, les jour, mois et an ci-dessus.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes, les déclarations les concernant contenues au présent acte, puis le notaire soussigné a recueilli leur signature et a lui-même signé.

Cet acte comprenant :

- Lettre(s) nulle(s) :/
- Blanc(s) barré(s) :/
- Ligne(s) entière(s) rayée(s) nulle(s) :/
- Chiffre(s) nul(s) :/
- Mot(s) nul(s) :/
- Renvol(s) :/

JB BT

M BEIGNON	BONNIN IMMOBILIER	Me EMILLE notaire
		



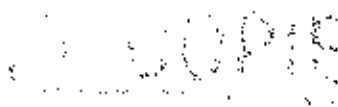
S.C.P. Franck BARON et Stéphanie VERDOOLAEGHE-GIROD
Notaires Associés

94, rue de la Boulaye – B.P. 7
85320 – MAREUIL-SUR-LAY-DISSAIS

Téléphone : 02.51.97.29.02
Télécopie : 02.51.30.54.34

Madame Lauréline LANSIAUX
323 Les Courrères

e-mail :
franck.baron@notaires.fr
stephaniegirod@notaires.fr



44330 VALLET

Mareuil-sur-Lay-Dissais, le 24 mars 2023

Dossier suivi par
Stéphanie VERDOOLAEGHE-GIROD
02.51.97.29.03

VENTE PEAN/LANSIAUX
1013438 /SG /SG /

L.R. avec A.R.

Mise en œuvre du délai de rétractation
Pièce jointe : copie compromis de vente et de ses annexes

Madame,

Suite à la signature du compromis de vente à votre profit par Monsieur et Madame Sébastien Jacques Michel PEAN intervenue le 24 mars 2023, et dans la mesure où d'une part le bien objet du compromis est destiné à être affecté à l'habitation et d'autre part vous êtes non-professionnel de l'immobilier, vous bénéficiez des dispositions de l'article L 271-1 du Code de la construction et de l'habitation qui vous accordent un délai de rétractation.

A cet effet, je vous notifie par lettre recommandée avec accusé de réception la copie du compromis et de ses annexes. Dans un délai de dix jours à compter du lendemain de la première présentation de la présente lettre, vous pourrez exercer la faculté de rétractation, et ce par lettre recommandée avec accusé de réception envoyée à l'adresse indiquée en tête des présentes.

A cet égard, il est rappelé qu'en vertu de l'article 642 du Code de procédure civile, le délai expirant un samedi, un dimanche, un jour férié ou chômé est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable suivant.

Les conséquences pourront être, selon votre choix, les suivantes :

- si vous entendez exercer cette faculté de rétractation dans le délai et la forme sus-indiqués, le compromis sera nul et non avenue et toute somme versée le cas échéant dans le cadre du compromis à un professionnel dépositaire des fonds devra vous être restituée dans un délai de vingt et un jours à compter du lendemain de la réception de cette rétractation ;

Etude ouverte du lundi au
Samedi matin

de 9h à 12h30 et de 14h à 18h00
le samedi de 9h à 12h00

S.C.P. BARON et VERDOOLAEGHE-GIROD
Société titulaire d'un Office Notarial à MAREUIL-SUR-LAY-DISSAIS

IBAN : FR46 4003 1000 0100 0014 6876 X57
Adresse SWIFT de la CDC : CDCGFRPPXXX

Membre d'une association agréée
Le paiement des honoraires
par chèque est accepté seulement pour les
montants inférieurs à 3 000,00 €

- si vous n'entendez pas exercer cette faculté de rétractation dans le délai sus-indiqué, le compromis produira son plein et entier effet.

Etant rappelé que :

- en cas de pluralité d'acquéreurs, la rétractation d'un seul emportera automatiquement rétractation de tous à la convention ;
- toute rétractation devra être pure et simple sans condition ni réserve.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.

Maître Stéphanie VERDOOLAEGHE-GIROD

PRECISIONS	
Pluralité d'acquéreurs	Notification à chacun d'eux et la rétractation d'un seul des acquéreurs implique l'impossibilité de réaliser la vente
Acquéreurs sous régime de la communauté (les deux ont signé l'avant-contrat)	Notification à chacun des époux et la rétractation d'un seul des acquéreurs implique l'impossibilité de réaliser la vente
Acquéreur sous régime de la communauté (un seul a signé l'avant-contrat)	Notification à ce seul époux et lui seul peut exercer la faculté de rétractation. Si non-rétractation et si son conjoint devait intervenir à l'acte authentique, il faudra purger pour lui seul le délai de réflexion.
Acquéreurs sous régime de la séparation de biens (les deux ont signé l'avant-contrat)	Notification à chacun des époux et la rétractation d'un seul des acquéreurs implique l'impossibilité de réaliser la vente
Acquéreur sous régime de la séparation de biens (un seul a signé l'avant-contrat)	Notification à ce seul époux et lui seul peut exercer la faculté de rétractation.

Information de l'acquéreur

Articles L 271-1 et L271-2

Code de la construction et de l'habitation

Art. L. 271-1. – " Pour tout acte ayant pour objet la construction ou l'acquisition d'un immeuble à usage d'habitation, la souscription de parts donnant vocation à l'attribution en jouissance ou en propriété d'immeubles d'habitation ou la vente d'immeubles à construire ou de location-accession à la propriété immobilière, l'acquéreur non professionnel peut se rétracter dans un délai de dix jours à compter du lendemain de la première présentation de la lettre lui notifiant l'acte. Cet acte est notifié à l'acquéreur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par tout autre moyen présentant des garanties équivalentes pour la détermination de la date de réception ou de remise. La faculté de rétractation est exercée dans ces mêmes formes. Lorsque l'acte est conclu par l'intermédiaire d'un professionnel ayant reçu mandat pour prêter son concours à la vente, cet acte peut être remis directement au bénéficiaire du droit de rétractation. Dans ce cas, le délai de rétractation court à compter du lendemain de la remise de l'acte, qui doit être attestée selon des modalités fixées par décret. Lorsque le contrat constatant ou réalisant la convention est précédé d'un contrat préliminaire ou d'une promesse synallagmatique ou unilatérale, les dispositions figurant aux trois alinéas précédents ne s'appliquent qu'à ce contrat ou à cette promesse. Lorsque le contrat constatant ou réalisant la convention est dressé en la forme authentique et n'est pas précédé d'un contrat préliminaire ou d'une promesse synallagmatique ou unilatérale, l'acquéreur non professionnel dispose d'un délai de réflexion de dix jours à compter de la notification ou de la remise du projet d'acte selon les mêmes modalités que celles prévues pour le délai de rétractation mentionné aux premier et troisième alinéas. En aucun cas l'acte authentique ne peut être signé pendant ce délai de dix jours. Les actes mentionnés au présent article indiquent, de manière lisible et compréhensible, les informations relatives aux conditions et aux modalités d'exercice du droit de rétractation ou de réflexion. Tout manquement à l'obligation d'information mentionnée à l'avant-dernier alinéa est passible d'une amende administrative dont le montant ne peut excéder 3 000 euros pour une personne physique et 15 000 euros pour une personne morale. Cette amende est prononcée dans les conditions prévues au chapitre II du titre II du livre V du code de la consommation. "

Art. L. 271-2. – " Lors de la conclusion d'un acte mentionné à l'article L. 271-1, nul ne peut recevoir de l'acquéreur non professionnel, directement ou indirectement, aucun versement à quelque titre ou sous quelque forme que ce soit avant l'expiration du délai de rétractation, sauf dispositions législatives expresses contraires prévues notamment pour les contrats ayant pour objet l'acquisition ou la construction d'un immeuble neuf d'habitation, la souscription de parts donnant vocation à l'attribution en jouissance ou en propriété d'immeubles d'habitation et les contrats préliminaires de vente d'immeubles à construire ou de location-accession à la propriété immobilière. Si les parties conviennent d'un versement à une date postérieure à l'expiration de ce délai et dont elles fixent le montant, l'acte est conclu sous la condition suspensive de la remise desdites sommes à la date convenue. Toutefois, lorsque l'un des actes mentionnés à l'alinéa précédent est conclu par l'intermédiaire d'un professionnel ayant reçu mandat pour prêter son concours à la vente, un versement peut être reçu de l'acquéreur s'il est effectué entre les mains d'un professionnel disposant d'une garantie financière affectée au remboursement des fonds déposés. Si l'acquéreur exerce sa faculté de rétractation, le professionnel dépositaire des fonds les lui restitue dans un délai de vingt et un jours à compter du lendemain de la date de cette rétractation. Lorsque l'acte est dressé en la forme authentique, aucune somme ne peut être versée pendant le délai de réflexion de dix

jours. Est puni de 30 000 euros d'amende le fait d'exiger ou de recevoir un versement ou un engagement de versement en méconnaissance des alinéas ci-dessus. "

Etude ouverte du lundi au
Samedi matin

de 9h à 12h00 et de 14h à 18h00
le samedi de 9h à 12h00

Membre de la S.C.P. BARON
Société titulaire d'un Office Notarial à MAREUIL-SUR-LAY-DISSAIS

IBAN : FR46 4003 1000 0100 0014 6876 XS7
Adresse SWIFT de la CDC : CDCGFRPPXXX

Membre d'une association agréée
Le paiement des honoraires
par chèque est accepté



S.C.P. Franck BARON et Stéphanie VERDOOLAE GHE-GIROD
Notaires Associés

94, rue de la Boulaye – B.P. 7
85320 – MAREUIL-SUR-LAY-DISSAIS

Téléphone : 02.51.97.29.02
Télécopie : 02.51.30.54.34

e-mail :
franck.baron@notaires.fr
stephaniegirod@notaires.fr

Madame Jacqueline LANSIAUX
323 Les Courrères

44330 VALLET

Mareuil-sur-Lay-Dissais, le 24 mars 2023

Dossier suivi par
Stéphanie VERDOOLAE GHE-GIROD
02.51.97.29.03

VENTE PEAN/LANSIAUX
1013438 /SG /SG /

L.R. avec A.R.

Mise en œuvre du délai de rétractation

Pièce jointe : copie compromis de vente et de ses annexes

Madame,

Suite à la signature du compromis de vente à votre profit par Monsieur et Madame Sébastien Jacques Michel PEAN intervenue le 24 mars 2023, et dans la mesure où d'une part le bien objet du compromis est destiné à être affecté à l'habitation et d'autre part vous êtes non-professionnel de l'immobilier, vous bénéficiez des dispositions de l'article L 271-1 du Code de la construction et de l'habitation qui vous accordent un délai de rétractation.

A cet effet, je vous notifie par lettre recommandée avec accusé de réception la copie du compromis et de ses annexes. Dans un délai de dix jours à compter du lendemain de la première présentation de la présente lettre, vous pourrez exercer la faculté de rétractation, et ce par lettre recommandée avec accusé de réception envoyée à l'adresse indiquée en tête des présentes.

A cet égard, il est rappelé qu'en vertu de l'article 642 du Code de procédure civile, le délai expirant un samedi, un dimanche, un jour férié ou chômé est prorogé jusqu'au premier jour ouvrable suivant.

Les conséquences pourront être, selon votre choix, les suivantes :

- si vous entendez exercer cette faculté de rétractation dans le délai et la forme sus-indiqués, le compromis sera nul et non avenue et toute somme versée le cas échéant dans le cadre du compromis à un professionnel dépositaire des fonds devra vous être restituée dans un délai de vingt et un jours à compter du lendemain de la réception de cette rétractation ;

Etude ouverte du lundi au
Samedi matin

de 9h à 12h30 et de 14h à 18h00
le samedi de 9h à 12h00

S.C.P. BARON et VERDOOLAE GHE-GIROD
Société titulaire d'un Office Notarial à MAREUIL-SUR-LAY-DISSAIS

IBAN : FR46 4003 1000 0100 0014 6876 X57
Adresse SWIFT de la CDC : CDCGFRPPXXX

Membre d'une association agréée
Le paiement des honoraires
par chèque est accepté seulement pour les
montants inférieurs à 3 000,00 €

- si vous n'entendez pas exercer cette faculté de rétractation dans le délai sus-indiqué, le compromis produira son plein et entier effet.

Etant rappelé que :

- en cas de pluralité d'acquéreurs, la rétractation d'un seul emportera automatiquement rétractation de tous à la convention ;
- toute rétractation devra être pure et simple sans condition ni réserve.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.

Maître Stéphanie VERDOOLAE GHE-GIROD

PRECISIONS	
Pluralité d'acquéreurs	Notification à chacun d'eux et la rétractation d'un seul des acquéreurs implique l'impossibilité de réaliser la vente
Acquéreurs sous régime de la communauté (les deux ont signé l'avant-contrat)	Notification à chacun des époux et la rétractation d'un seul des acquéreurs implique l'impossibilité de réaliser la vente
Acquéreur sous régime de la communauté (un seul a signé l'avant-contrat)	Notification à ce seul époux et lui seul peut exercer la faculté de rétractation. Si non-rétractation et si son conjoint devait intervenir à l'acte authentique, il faudra purger pour lui seul le délai de réflexion.
Acquéreurs sous régime de la séparation de biens (les deux ont signé l'avant-contrat)	Notification à chacun des époux et la rétractation d'un seul des acquéreurs implique l'impossibilité de réaliser la vente
Acquéreur sous régime de la séparation de biens (un seul a signé l'avant-contrat)	Notification à ce seul époux et lui seul peut exercer la faculté de rétractation.

Information de l'acquéreur
Articles L 271-1 et L271-2

Code de la construction et de l'habitation

Art. L. 271-1. – " Pour tout acte ayant pour objet la construction ou l'acquisition d'un immeuble à usage d'habitation, la souscription de parts donnant vocation à l'attribution en jouissance ou en propriété d'immeubles d'habitation ou la vente d'immeubles à construire ou de location-accession à la propriété immobilière, l'acquéreur non professionnel peut se rétracter dans un délai de dix jours à compter du lendemain de la première présentation de la lettre lui notifiant l'acte. Cet acte est notifié à l'acquéreur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par tout autre moyen présentant des garanties équivalentes pour la détermination de la date de réception ou de remise. La faculté de rétractation est exercée dans ces mêmes formes. Lorsque l'acte est conclu par l'intermédiaire d'un professionnel ayant reçu mandat pour prêter son concours à la vente, cet acte peut être remis directement au bénéficiaire du droit de rétractation. Dans ce cas, le délai de rétractation court à compter du lendemain de la remise de l'acte, qui doit être attestée selon des modalités fixées par décret. Lorsque le contrat constatant ou réalisant la convention est précédé d'un contrat préliminaire ou d'une promesse synallagmatique ou unilatérale, les dispositions figurant aux trois alinéas précédents ne s'appliquent qu'à ce contrat ou à cette promesse. Lorsque le contrat constatant ou réalisant la convention est dressé en la forme authentique et n'est pas précédé d'un contrat préliminaire ou d'une promesse synallagmatique ou unilatérale, l'acquéreur non professionnel dispose d'un délai de réflexion de dix jours à compter de la notification ou de la remise du projet d'acte selon les mêmes modalités que celles prévues pour le délai de rétractation mentionné aux premier et troisième alinéas. En aucun cas l'acte authentique ne peut être signé pendant ce délai de dix jours. Les actes mentionnés au présent article indiquent, de manière lisible et compréhensible, les informations relatives aux conditions et aux modalités d'exercice du droit de rétractation ou de réflexion. Tout manquement à l'obligation d'information mentionnée à l'avant-dernier alinéa est passible d'une amende administrative dont le montant ne peut excéder 3 000 euros pour une personne physique et 15 000 euros pour une personne morale. Cette amende est prononcée dans les conditions prévues au chapitre II du titre II du livre V du code de la consommation. "

Art. L. 271-2. – " Lors de la conclusion d'un acte mentionné à l'article L. 271-1, nul ne peut recevoir de l'acquéreur non professionnel, directement ou indirectement, aucun versement à quelque titre ou sous quelque forme que ce soit avant l'expiration du délai de rétractation, sauf dispositions législatives expresses contraires prévues notamment pour les contrats ayant pour objet l'acquisition ou la construction d'un immeuble neuf d'habitation, la souscription de parts donnant vocation à l'attribution en jouissance ou en propriété d'immeubles d'habitation et les contrats préliminaires de vente d'immeubles à construire ou de location-accession à la propriété immobilière. Si les parties conviennent d'un versement à une date postérieure à l'expiration de ce délai et dont elles fixent le montant, l'acte est conclu sous la condition suspensive de la remise desdites sommes à la date convenue. Toutefois, lorsque l'un des actes mentionnés à l'alinéa précédent est conclu par l'intermédiaire d'un professionnel ayant reçu mandat pour prêter son concours à la vente, un versement peut être reçu de l'acquéreur s'il est effectué entre les mains d'un professionnel disposant d'une garantie financière affectée au remboursement des fonds déposés. Si l'acquéreur exerce sa faculté de rétractation, le professionnel dépositaire des fonds les lui restitue dans un délai de vingt et un jours à compter du lendemain de la date de cette rétractation. Lorsque l'acte est dressé en la forme authentique, aucune somme ne peut être versée pendant le délai de réflexion de dix

jours. Est puni de 30 000 euros d'amende le fait d'exiger ou de recevoir un versement ou un engagement de versement en méconnaissance des alinéas ci-dessus. "

Etude ouverte du lundi au
Samedi matin

de 9h à 12h30 et de 14h à 18h00
le samedi de 9h à 12h00

Membre de la S.C.P. BARON
Société titulaire d'un Office Notarial à MAREUIL-SUR-LAY-DISSAIS

BAN : FR46 4003 1000 0100 0014 6876 X57
Adresse SWIFT de la CICC : CICCGRPPXXX

Membre d'une association agréée
Le paiement des honoraires
par chèque est accepté

En provenance de :



**RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION**

Numéro de TAR :

AR 1A 200 624 4121 4



Renvoyer à

FRAB



Présenté / Avisé le : **25/3/23**
 Distribué le :
 Je soussigné(e) déclare être
☐ Le destinataire
☐ Le mandataire
☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre :

* Le destinataire est tenu de signer et dater la présente lettre recommandée en présence d'un agent de la poste.

253 20 TM0007 838



Numéro de service : **1A 200 624 4121 4**

RECOMMANDÉ AVEC AVIS DE RÉCEPTION

EXPÉDITEUR

Expéditeur : M. Brouillette
 253 20

ECOLOGIC
 Conservez ce feuillet, il sera nécessaire en cas de réclamation.
 Le cas échéant, vous pouvez faire une réclamation dans n'importe quel bureau de poste.
 Les conditions spécifiques de vente de la lettre recommandée sont disponibles dans votre bureau de poste ou sur le site www.laposte.fr.
 Pensez également à la Lettre recommandée en ligne, consultez www.laposte.fr.

DESTINATAIRE

308 J. J. J. J. J.
 44330 VALLET

Les avantages du service suivi :
 Vous pouvez connaître, à tout moment, 24h/24, la date de distribution de votre lettre recommandée ou le motif de non-distribution.
3 modes d'accès direct à l'information de distribution :
 - Par SMS : Envoyer le numéro de la lettre recommandée au 8 70 30.
 - Sur internet : www.laposte.fr (consultation gratuite hors coût de connexion).
 - Par téléphone :
 - Pour les particuliers : 09 69 30 30 30 (numéro non surtaxé) ;
 - Pour les professionnels : 09 69 30 30 30 (numéro non surtaxé) ;
 - Pour les professionnels : 09 69 30 30 30 (numéro non surtaxé) ;
 du lundi au vendredi de 8h à 18h.

Date : 25/3/23
 CRBT : 153 €

Niveau de garantie : 16 € 153 € 458 €

En provenance de :



RECOMMANDÉ :
AVIS DE RÉCEPTION

Numéro de l'AR : AR 1A 203 476 5837 5



50) UE PLAN LANSALCO

Renvoyer à

FRAB

Présenté / Avisé le : 29/13/23
Distribué le :
Je soussigné(e) déclare être
☐ Le destinataire
☐ Le mandataire
☐ CNI / permis de conduire
☐ Autre :

Etude de M. BARON / J. G. D.

50 Rue de la Barlaye
85320 Marais de Roy



Numéro de l'envoi : 1A 203 476 5837 5

RECOMMANDÉ AVEC AVIS DE RÉCEPTION

EXPÉDITEUR

Etude de M. BARON / J. G. D.
50 Rue de la Barlaye
85320 Marais de Roy



ECOLOGIC
Produit écologique certifié
Label France 100%

Conservez ce feuillet, il sera nécessaire en cas de réclamation.
Le cas échéant, vous pouvez faire une réclamation dans n'importe quel bureau de poste.
Les conditions spécifiques de vente de la lettre recommandée sont disponibles dans votre
bureau de poste ou sur le site www.laposte.fr.
Pensez également à la Lettre recommandée en ligne, consultez www.laposte.fr.

DESTINATAIRE

Les avantages du service suivi :

- Vous pouvez connaître, à tout moment, 24h/24, la date de distribution de votre lettre recommandée et la modifier en non distribution.

3 modes d'accès direct à l'information de distribution :

- Par SMS : Envoyez le numéro de la lettre recommandée au 620 80

10 36 € TTC à partir d'un SMS

- Sur Internet : www.laposte.fr consultation gratuite hors coût de connexion.

- Par téléphone :

Pour les particuliers, composer le 3631 (numéro non surtaxé)

ou le 11 11 11 (numéro de 8h30 à 19h en semaine, de 8h30 à 13h...

Pour les professionnels, composer le 3634 (numéro non surtaxé) :

du 11/10 au 10/11 à 18h30

CRBT :

Niveau de garantie : 10 € ☐ 150 € ☐ 450 € ☐

COMMUNE D'AUBIGNY-LES CLOUZEUX
COMMUNE DÉLÉGUÉE LES CLOUZEUX

CERTIFICAT D'URBANISME
Simple Information
délivré par la Maire au nom de la commune

DESCRIPTION DE LA DEMANDE

Type de demande :	Certificat d'urbanisme d'information n° CU 085 008 23 Y0030
Déposée le :	27/03/2023
Par :	Maître Verdoolaege-Girod Stéphanie, notaire,
Adresse :	94 rue la Boulaye 85320 MAREUIL SUR LAY DISSAIS
Pour un terrain sis :	11 BIS LA RENARDIERE – LES CLOUZEUX 85430 AUBIGNY-LES CLOUZEUX
Référencé au cadastre :	008 069 YD 209
D'une superficie de :	3047 m²

Le Maire au nom de la commune,

Vu la demande d'un certificat d'urbanisme indiquant, en application de l'article L.410-1 a) du Code de l'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, les limitations administratives au droit de propriété et la liste des taxes et participations d'urbanisme applicables à un terrain :

- situé à 11 BIS LA RENARDIERE – LES CLOUZEUX
85430 AUBIGNY-LES CLOUZEUX (cadastré 008 069 YD 209),
- présentée le 27/03/2023 par Maître Verdoolaege-Girod Stéphanie, notaire,
- enregistrée par la mairie d'AUBIGNY-LES CLOUZEUX sous le numéro CU 085 008 23 Y0030,

Vu le Code de l'urbanisme,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé pour la commune déléguée d'Aubigny,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé pour la commune déléguée Les Clouzeaux,

CERTIFIE

Article 1 :

Les règles d'urbanisme, la liste des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété applicables au terrain sont mentionnées aux articles 2 et suivants du présent certificat.

Conformément au quatrième alinéa de l'article L.410-1 du Code de l'urbanisme, si une demande de permis de construire, d'aménager ou de démolir, ou si une déclaration préalable est déposée dans le délai de dix-huit mois à compter de la date du présent certificat d'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, le régime des taxes et participations d'urbanisme ainsi que les limitations administratives au droit de propriété, tels qu'ils existaient à cette date, ne peuvent être remis en cause, à l'exception des dispositions qui ont pour objet la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique.

Article 2 :

Situation du terrain au regard du document d'urbanisme : Le terrain est situé **en zone Nh1** du plan local d'urbanisme de la commune déléguée Les Clouzeaux. Tout projet d'occupation ou d'utilisation du sol devra respecter l'ensemble des dispositions du plan local d'urbanisme applicable sur le territoire de la commune et consultable en mairie.

Le terrain est grevé des servitudes, prescriptions et contraintes suivantes : sans objet

Les articles suivants du Code de l'urbanisme sont notamment applicables :

Articles L.111-1, L.111-2, L.111-6 à L.111-21, L.111-23 à L.111-25 et articles R.111-1, R.111-2, R.111-4, R.111-20 à R.111-27.

Article 3 :

Le terrain n'est pas situé dans le champ d'application du droit de préemption urbain.

Article 4 :

Les taxes suivantes pourront être exigées à compter de l'obtention d'un permis de construire ou d'une décision de non-opposition à une déclaration préalable.

- Taxe d'Aménagement (TA) :
 - o Taxe d'aménagement communale : 3,00% ;
 - o Taxe d'aménagement départementale : 1,50 % ;
- Redevance d'archéologie préventive (RAP) : 0,40%.

Article 5 :

Les participations ci-dessous pourront être exigées à l'occasion d'un permis de construire ou d'une décision de non-opposition à une déclaration préalable. Si tel est le cas, elles seront mentionnées dans l'arrêté de permis ou dans un arrêté pris dans les deux mois suivant la date du permis tacite ou de la décision de non-opposition à une déclaration préalable.

Participations exigibles sans procédure de délibération préalable :

- Participation spécifique pour la réalisation d'équipements publics exceptionnels (article L.332-8 du Code de l'urbanisme).

Article 6 :

Lors du dépôt d'une déclaration préalable ou d'une demande de permis de construire, un sursis à statuer pourra être opposé en raison de : **sans objet.**

Article 7 :

Le terrain est situé dans un secteur d'information sur les sols mentionnés sur un ou plusieurs documents graphiques et annexés au plan local d'urbanisme ou au document d'urbanisme en tenant lieu ou à la carte communale : **sans objet.**

Le terrain est situé sur un site répertorié sur la carte des anciens sites industriels et activités de services mentionnée à l'article L.125-6 du Code de l'environnement ou dans un ancien site industriel ou de service dont le service instructeur a connaissance ou sur un secteur d'information sur les sols : **sans objet.**

Observations et prescriptions particulières :

Dans toutes les communes de Vendée, en application des articles R.112-2 à R.112-4 du Code de la construction et de l'habitation et de l'arrêté ministériel du 27 juin 2006, des dispositions doivent être prises par les constructeurs pour protéger les bâtiments contre les termites et autres insectes.

La totalité du département est classée en zone de sismicité modérée suite au décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 ; ces règles parasismiques doivent être prises en compte lors de la construction de nouveaux bâtiments, conformément aux dispositions de l'arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismiques applicables aux bâtiments de la classe dite « risque normal ».

Fait à AUBIGNY-LES CLOUZEUX, le 12 mai 2023

Par délégation du Maire,
Le 1er Adjoint,

Jany GUERET



Demande de certificat d'urbanisme

Ce document est émis par le ministère en charge de l'urbanisme.

- (i) Depuis le 1^{er} janvier 2022, vous pouvez déposer votre demande par voie dématérialisée selon les modalités définies par la commune compétente pour la recevoir.
Ce formulaire peut se remplir facilement sur ordinateur avec un lecteur pdf.

Vous devez utiliser ce formulaire si :

- vous souhaitez connaître les règles applicables en matière d'urbanisme sur un terrain.
- vous souhaitez savoir si l'opération que vous projetez est réalisable.

Cadre réservé à la mairie du lieu du projet

C U 0 8 5 0 0 8 2 3 4 0 0 3 0
Dpt Commune Année N° de dossier

La présente déclaration a été reçue à la mairie



Cachet de la mairie et signature du receveur

le ____/____/____

1 Objet de la demande de certificat d'urbanisme

☒ a) Certificat d'urbanisme d'information

Indique les dispositions d'urbanisme, les limitations administratives au droit de propriété et la liste des taxes et participations d'urbanisme applicables au terrain.

☐ b) Certificat d'urbanisme opérationnel

Indique en outre si le terrain peut être utilisé pour la réalisation de l'opération projetée.

2 Identité du ou des demandeurs

(i) Le demandeur sera le titulaire du certificat et destinataire de la décision.

Si la demande est présentée par plusieurs personnes, indiquez leurs coordonnées sur la fiche complémentaire.

2.1 Vous êtes un particulier

☐ Madame ☐ Monsieur

Nom

Prénom

2.2 Vous êtes une personne morale

Dénomination

Raison sociale

N° SIRET

Type de société (SA, SCI...)

Représentant de la personne morale : ☐ Madame ☐ Monsieur

Nom

Prénom

Maitre Stéphanie VERDOOLAEGHE-GIROD

3 Coordonnées du demandeur

Adresse : Numéro : 94 Voie : Rue de la Boulaye

Lieu-dit : _____

Localité : Mareuil-sur-Lay-Dissais

Code postal : 85320 BP : _____ Cedex : _____

Téléphone : 02.51.97.29.02 Indicatif pour le pays étranger : _____

Si le demandeur habite à l'étranger :

Pays : _____ Division territoriale : _____

Adresse électronique :

franck.baron@notaires.fr @ _____

☐ J'accepte de recevoir à l'adresse électronique communiquée les réponses de l'administration et notamment par lettre recommandée électronique ou par un autre procédé électronique équivalent les documents habituellement notifiés par lettre recommandée avec accusé de réception.

4 Le terrain

Les informations et plans (voir liste des pièces à joindre) que vous fournissez doivent permettre à l'administration de localiser précisément le (ou les) terrain(s) concerné(s) par votre projet.

Le terrain est constitué de l'ensemble des parcelles cadastrales d'un seul tenant appartenant à un même propriétaire.

4.1 Adresse du (ou des) terrain(s)

Numéro : _____ Voie : 11 Bls Lieu-dit La Renardière

Lieu-dit : _____

Localité : AUBIGNY-LES CLOUZEUX

Code postal : 85430

4.2 Références cadastrales^[1] :

① Si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez renseigner la fiche complémentaire page 4 :

Préfixe : 069 Section : YD Numéro : 209

Superficie totale du terrain (en m²) : 3 047 M²

5 Cadre réservé à l'administration – Mairie

Articles L.111-11 et R.410-13 du code de l'urbanisme

5.1 État des équipements publics existants

Le terrain est-il déjà desservi ?

Observations :

Équipements :

Voirie : Oui ☐ Non ☐

Eau potable : Oui ☐ Non ☐

Assainissement : Oui ☐ Non ☐

Électricité : Oui ☐ Non ☐

[1] En cas de besoin, vous pouvez vous renseigner auprès de la mairie

5.2 État des équipements publics prévu

La collectivité a-t-elle un projet de réalisation d'équipements publics desservant le terrain ?

Équipements			Par quel service ou concessionnaire ?	Avant le
Voirie	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>		
Eau potable	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>		
Assainissement	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>		
Électricité	Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>		

Observations :

6 Engagement du (ou des) demandeurs

Je certifie exactes les informations mentionnées ci-dessus.

À Mareuil-sur-Lay-Dissais

Fait le 24 mars 2023 /

Office Notarial Franck BARON
Stéphanie VERDOOLAE GHE GIROD
Notaires Associés
B.P. 7

85320 MAREUIL-SUR-LAY-DISSAIS
Signature du (des) demandeur(s)

⚠ Dans le cadre d'une saisine par voie papier

Votre demande doit être établie en deux exemplaires pour un certificat d'urbanisme d'information ou quatre exemplaires pour un certificat d'urbanisme opérationnel. Elle doit être déposée à la mairie du lieu du projet.

Vous devrez produire :

- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe en périmètre protégé au titre des monuments historiques ;
- deux exemplaires supplémentaires, si votre projet se situe dans un cœur de parc national.

1013438/SG/SG/
PEAN/LANSIAUX

(i) Si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez indiquer pour chaque parcelle cadastrale sa superficie ainsi que la superficie totale du terrain.

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : _____

4 / 8

Note descriptive succincte du projet

- ① Vous pouvez vous aider de cette feuille pour rédiger la note descriptive succincte de votre projet lorsque la demande porte sur un certificat d'urbanisme indiquant, en application de l'article L. 410-1 b, si le terrain peut être utilisé pour la réalisation de l'opération projetée.

Description sommaire de l'opération projetée

(construction, lotissement, camping, golf, aires de sport...)



Si votre projet concerne un ou plusieurs bâtiments

– Indiquez la destination, la sous-destination et la localisation approximative des bâtiments projetés dans l'unité foncière :

– Indiquez la destination et la sous-destination des bâtiments à conserver ou à démolir :

Vous pouvez compléter cette note par des feuilles supplémentaires, des plans, des croquis, des photos. Dans ce cas, précisez ci-dessous la nature et le nombre des pièces fournies.

Traitements des données à caractère personnel

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation des données et de la loi

n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification.


1 Traitement des données à des fins d'instruction de la demande d'autorisation

Le responsable de traitement est la commune de dépôt de votre dossier. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande.

Pour toute information, question ou exercice de vos droits portant sur la collecte et le traitement de vos données à des fins d'instruction, veuillez prendre contact avec la mairie du lieu de dépôt de votre dossier.

2 Traitements à des fins de mise en œuvre et de suivi des politiques publiques basées sur la construction neuve et de statistiques

Vos données à caractère personnel sont traitées automatiquement par le Service des données et études statistiques (SDES), service statistique ministériel de l'énergie, du logement, du transport et de l'environnement rattaché au Ministère en charge de l'urbanisme, à des fins de mise en œuvre et de suivi des politiques publiques basées sur la construction neuve et de statistiques sur le fondement des articles R. 423-75 à R. 423-79 du code de l'urbanisme.

Pour toute information complémentaire, vous devez vous reporter à l'arrêté du 16 mars 2021 relatif au traitement automatisé des données d'urbanisme énumérées à l'article R. 423-76 du code de l'urbanisme dénommé « SITADEL » au ministère en charge de l'urbanisme, présent sur le site Légifrance à l'adresse suivante* 

Vous pouvez exercer vos droits auprès du délégué à la protection des données (DPD) du MTE et du MCTRCT :

• à l'adresse suivante :

rgpd.bacs.sdes.cgdd@developpement-durable.gouv.fr ou dpd.daj.sg@developpement-durable.gouv.fr

• ou par courrier (avec copie de votre pièce d'identité en cas d'exercice de vos droits) à l'adresse suivante :

Ministère en charge de l'urbanisme

A l'attention du Délégué à la protection des données

SG/DAJ/AJAG1-2

La Grande Arche paroi sud

92055 La Défense cedex

Si vous estimez que vos droits ne sont pas respectés, vous pouvez faire une réclamation auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL), par courrier :

À l'attention du délégué à la protection des données

3 Place de Fontenoy

TSA 80715

75334 Paris Cedex 07

* <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043279929>

Comment constituer le dossier de demande de certificat d'urbanisme

Article L.410-1 et suivants ; R.410-1 et suivants du code de l'urbanisme

1 Qu'est-ce qu'un certificat d'urbanisme ?

→ Il existe deux types de certificat d'urbanisme

- a) Le premier est un certificat d'urbanisme d'information. Il permet de connaître le droit de l'urbanisme applicable au terrain et renseigne sur :
- les dispositions d'urbanisme (par exemple les règles d'un plan local d'urbanisme),
 - les limitations administratives au droit de propriété (par exemple une zone de protection de monuments historiques),
 - la liste des taxes et des participations d'urbanisme.
- b) Le second est un certificat d'urbanisme opérationnel. Il indique, en plus des informations données par le certificat d'urbanisme d'information, si le terrain peut être utilisé pour la réalisation d'un projet et l'état des équipements publics (voies et réseaux) existants ou prévus qui desservent ou desserviront ce terrain.

→ Combien de temps le certificat d'urbanisme est-il valide ?

La durée de validité d'un certificat d'urbanisme (qu'il s'agisse d'un « certificat d'urbanisme d'information » ou d'un « certificat d'urbanisme opérationnel ») est de 18 mois à compter de sa délivrance.

→ La validité du certificat d'urbanisme peut-elle être prolongée ?

Le certificat d'urbanisme peut être prorogé par périodes d'une année aussi longtemps que les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'utilité publique, le régime des taxes et des participations d'urbanisme applicables au terrain n'ont pas changé. Vous devez faire votre demande par lettre sur papier libre en double exemplaire, accompagnée du certificat à proroger, et l'adresser au maire de la commune où se situe le terrain. Vous devez présenter votre demande au moins 2 mois avant l'expiration du délai de validité du certificat d'urbanisme à proroger.

→ Quelle garantie apporte-t-il ?

Lorsqu'une demande de permis ou une déclaration préalable est déposée dans le délai de validité d'un certificat d'urbanisme, les dispositions d'urbanisme, la liste des taxes et participations d'urbanisme et les limitations administratives au droit de propriété existant à la date du certificat seront applicables au projet de permis de construire ou d'aménager ou à la déclaration préalable, sauf si les modifications sont plus favorables au demandeur. Toutefois, les dispositions relatives à la préservation de la sécurité ou de la salubrité publique seront applicables, même si elles sont intervenues après la date du certificat d'urbanisme.

2 Modalités pratiques

→ Comment constituer le dossier de demande ?

Pour que votre dossier soit complet, joignez les pièces dont la liste vous est fournie dans le tableau ci-après. S'il manque des informations ou des pièces justificatives, cela retardera l'instruction de votre dossier.

→ Combien d'exemplaires faut-il fournir dans le cadre d'une saisine par voie papier ?

Vous devez fournir deux exemplaires pour les demandes de certificat d'urbanisme de simple information et quatre exemplaires pour les demandes de certificat d'urbanisme opérationnel.

→ Où déposer la demande de certificat d'urbanisme par voie papier ?

La demande doit être adressée à la mairie de la commune où se situe le terrain. L'envoi en recommandé avec avis de réception est conseillé afin de disposer d'une date précise de dépôt. Vous pouvez également déposer directement votre demande à la mairie.

→ Comment déposer ma demande ou ma déclaration par voie électronique ?

À compter du 1^{er} janvier 2022, toutes les communes doivent être en mesure de recevoir les demandes d'autorisation d'urbanisme de manière

dématérialisée. Vous pouvez vous rapprocher ou consulter le site internet de la commune compétente pour recevoir votre demande afin de connaître les modalités de saisine par voie électronique qu'elle aura retenues. Pour vous aider à compléter votre dossier, vous pouvez également utiliser le service en ligne d'assistance aux demandes d'autorisation d'urbanisme (AD'AU) disponible sur service-public.fr. Celui-ci permet la constitution de votre dossier de manière dématérialisée et d'être guidé dans votre démarche (rubriques à renseigner et justificatifs à produire). Lorsque la commune compétente pour recevoir votre demande s'est raccordée à l'outil, votre dossier pourra également lui être transmis automatiquement.

→ Quand sera donnée la réponse ?

Le délai d'instruction est de :

- 1 mois pour les demandes de certificat d'urbanisme d'information ;
- 2 mois pour les demandes de certificat d'urbanisme opérationnel.

Si aucune réponse ne vous est notifiée dans ce délai, vous serez titulaire d'un certificat d'urbanisme tacite.

▲ Ce certificat d'urbanisme ne porte pas sur la réalisation d'un projet mais uniquement sur les garanties du certificat d'urbanisme d'information (liste des taxes et participations d'urbanisme et limitations administratives au droit de propriété).

3. Pièces à joindre à votre demande

Si vous souhaitez obtenir un certificat d'urbanisme d'information, vous devez fournir la pièce CU1.

Si vous souhaitez obtenir un certificat d'urbanisme opérationnel, vous devez fournir les pièces CU1 et CU2.

La pièce CU3 ne doit être jointe que s'il existe des constructions sur le terrain.

Cocher les cases correspondant aux pièces jointes à votre demande.

Pièces à joindre	À quoi ça sert ?	Conseils
<input checked="" type="checkbox"/> CU1. Un plan de situation {Art. R. 410-1 al 1 du code de l'urbanisme}	Il permet de voir la situation du terrain à l'intérieur de la commune et de connaître les règles d'urbanisme qui s'appliquent dans la zone où il se trouve. Il permet également de voir s'il existe des servitudes et si le terrain est desservi par des voies et des réseaux.	Pour une meilleure lisibilité du plan de situation, vous pouvez : – Rappeler l'adresse du terrain – Représenter les voies d'accès au terrain ; – Représenter des points de repère. L'échelle et le niveau de précision du plan de situation dépendent de la localisation du projet. Ainsi, une échelle de 1/25000 (ce qui correspond par exemple à une carte de randonnée) peut être retenue pour un terrain situé en zone rurale ; Une échelle comprise entre 1/2000 et 1/5000 (ce qui correspond par exemple au plan local d'urbanisme ou à un plan cadastral) peut être adaptée pour un terrain situé en ville.
Pièces à joindre pour une demande de certificat d'urbanisme opérationnel {Art. R. 410-1 al 2 du code de l'urbanisme}		
<input type="checkbox"/> CU2. Une note descriptive succincte (se reporter à la page 5)	Elle permet d'apprécier la nature et l'importance de l'opération. Elle peut comprendre des plans, des croquis, des photos.	Elle précise selon les cas : – la description sommaire de l'opération projetée (construction, lotissement, camping, golf, aires de sport...), – la destination, la sous-destination et la localisation approximative des bâtiments projetés dans l'unité foncière, s'il y a lieu ; – la destination ou la sous-destination des bâtiments à conserver ou à démolir, s'il en existe.
S'il existe des constructions sur le terrain :		
<input type="checkbox"/> CU3. Un plan du terrain, s'il existe des constructions.	Il est nécessaire lorsque des constructions existent déjà sur le terrain. Il permet de donner une vue d'ensemble.	Il doit seulement indiquer l'emplacement des bâtiments existants.

Département :
VENDEE

Commune :
AUBIGNY-LES-CLOUZEUX

Section : YD
Fouille : 069 YD 01

Échelle d'origine : 1/2000
Échelle d'édition : 1/2000

Date d'édition : 13/03/2023
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF83CC47
©2022 Direction Générale des Finances
Publiques

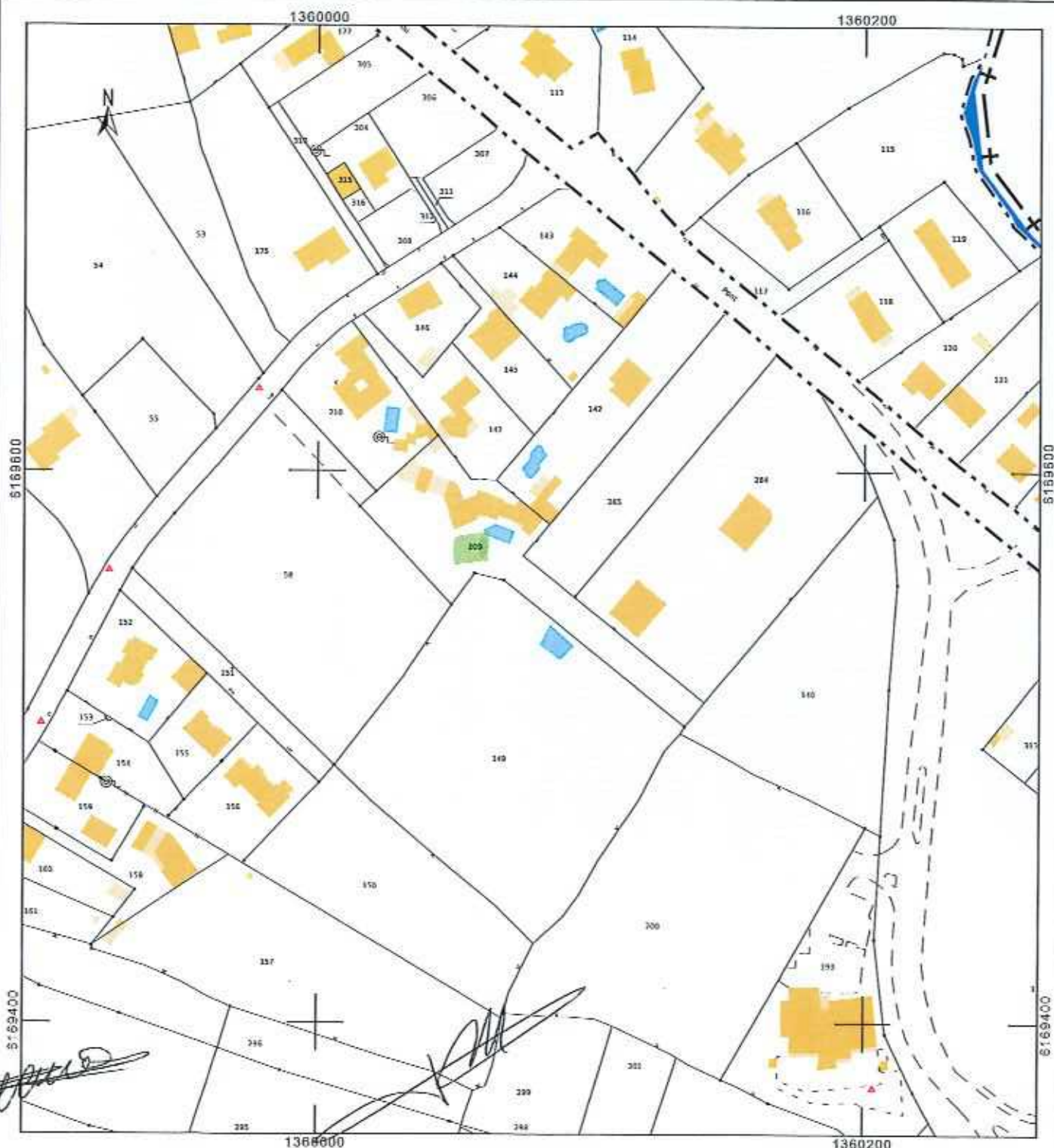
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
Pôle Topographique Gestion Cadastre
VENDEE
Cité Administrative TRAVOT Rue du
93ème RI 85020
85020 LA ROCHE SUR YON CEDEX
tél. 02 51 45 12 39 - fax
p'gc.850.la-roche-sur-
yon@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr





Mairie d'Aubigny-Les Clouzeaux
Service Urbanisme
85430 AUBIGNY-LES CLOUZEUX
02.51.98.70.15
urbanisme@aubignylesclouzeaux.fr

Maître Stéphanie Verdoolaege-Girod
94 rue de la Boulaye
BP 7
85320 MAREUIL SUR LAY DISSAIS

CERTIFICAT D'ALIGNEMENT ET NUMEROTAGE

L'immeuble sis à AUBIGNY-LES CLOUZEUX : **11 Bis La Renardière - Les Clouzeaux**
85430 AUBIGNY-LES CLOUZEUX

Cadastré : 069 YD 209

N'EST PAS FRAPPE D'ALIGNEMENT;

PORTE LE NUMERO DE VOIRIE : 11 Bis

En foi de quoi le présent certificat a été délivré pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à AUBIGNY-LES CLOUZEUX, le 12 mai 2023

Par délégation du Maire,
Le 1^{er} Adjoint

Jany GUERET



Notification dématérialisée : formulaire simplifié

Type de formulaire : A
 Code d'envoi : Nouvelle DIA [1]
 Version de schéma : 03_00

Références de la notification

Emetteur : Stéphanie VERDOOLAECHÉ-GIROU { *franck.baron@notaires.fr* } [code CRPCEN : 085017] le 28/03/2023
 SAUTER Destinataire : PDI,
 (Message N° 00001)
 Version DIA : 1

Mode de cession : Vente**Aliénation de la pleine propriété ou d'un droit démembré : Pleine propriété****Type de vente : Amiable****Qualité du rédacteur : Notaire****Etude de Maître Franck BARON**

Tel : 0251972902
 Fax : 0251305434
 Mel : franck.baron@notaires.fr

Notaire à :

0094 , RUE de la Boulaye
 Lieu dit BP 7
 Code commune : 135
 Département : 85
 85320 MARFUILE-SUR-L'AY-DISSAIS

Responsable du dossier : Maître Stéphanie VERDOOLAECHÉ-GIROU

Tel : 0251972903
 Fax : 0251305434
 Mel : franck.baron@notaires.fr

Cédant n° 1**Madame Sophie Bernadette Marie VINET Né(e) PEAN conjoint**

Né le 02/04/1969 à LA ROCHE-SUR-YON
 Nationalité : Française
 0011 , La Renardière (B)
 Code commune : 008
 Département : 85
 85430 AUBIGNY-LES CLOUZEUX
 Profession : gérante de société

Monsieur Sébastien Jacques Michel PEAN Né(e) PEAN

Né le 08/05/1971 à LA ROCHE-SUR-YON
 Nationalité : Française
 0011 , La Renardière (B)
 Code commune : 008
 Département : 85
 85430 AUBIGNY-LES CLOUZEUX
 Profession : gérant de société

Cédant n° 2**Monsieur Sébastien Jacques Michel PEAN Né(e) conjoint PEAN**

Né le 08/05/1971 à LA ROCHE-SUR-YON
 Nationalité : Française
 0011 , La Renardière (B)
 Code commune : 008
 Département : 85
 85430 AUBIGNY-LES CLOUZEUX
 Profession : gérant de société

Madame Sophie Bernadette Marie VINET Né(e) PEAN

Né le 02/04/1969 à LA ROCHE-SUR-YON
 Nationalité : Française
 0011 , La Renardière (B)
 Code commune : 008
 Département : 85
 85430 AUBIGNY-LES CLOUZEUX
 Profession : gérante de société

Indivision cédant : Non
 Cédant unique : Non
 Cédants communauté conjugale : Oui
 Cédants usufruitier nu-propriétaire ensemble biens : Non

Cessionnaire n° 1**Madame Jacqueline Marie Thérèse PIERROT Né(e) LANSIAUX**

Né le 28/11/1956 à DIJON

Nationalité : Française

0323 , Les Courbières

Code commune : 212

Département : 44

44330 VALLET

Profession : retraitée

Cessionnaire n° 2**Madame Lauréline Anne Caroline LANSIAUX Né(e) LANSIAUX**

Né le 17/10/1984 à NOUMEA

Nationalité : Française

0323 , Les Courbières

Code commune : 212

Département : 44

44330 VALLET

Profession : chef d'entreprise

Indivision cessionnaire : Oui

Cessionnaire unique : Non

Cessionnaires communauté conjugale : Non

Cessionnaires usufruitier nu-propriétaire ensemble biens : Non

Localisation et désignation des biens

Dépt Préfixe Section N° Plan	Commune Lieu-dit Superficie	Liste des natures cadastrales des SUF	Liste des natures déclarées par le cédant	Mode d'occupation	Nature droit lansiaux	Liste des zones d'urbanisme	Production biologique	Division
85 09 YD 209	AUBIGNY-LES CLOUZEAUX 118 La Renardière 0 ha 36 a 47 ca	Sols [S]	Sol- sans précision [130]	libre	Pleine propriété [TP]	naturel (F LU) [N]	Non	non

Superficie totale : 0 ha 36 a 47 ca

Prix principal et charges supportées**Prix principal**

Montant Principal : HUIT CENT MILLE EUROS (800000.00)

Montant TVA :

Modalité de paiement : Paiement comptant à la signature [1]

Charges supportées

Cédant : Non

Cessionnaire : Oui

Commission agence : 24 000,00

Frais de négociation : 0,00

Droit à paiement de base**Situation locative**

Pas de location sur le bien

Présence de bâti

Présence de bâtiment d'exploitation : Non

Présence de bâtiment d'habitation : Non

Présence de bâtiment actuellement non agricole ayant eu activité agricole dans les 5 dernières années situé dans une zone éligible à vocation agricole : Non

Présence d'un autre bâtiment : Oui

Complément description bâtiment :

Maison d'habitation, Piscine, Terrasse, Pergola, Garage, Buanderie, Auvent, Arrière-jardin, Jardin

Date et conditions du transfert de propriété

À signature : oui

Date du transfert de propriété : à la date de signature

Autres :

Date et condition d'entrée en jouissance

Date d'entrée en jouissance : à la date de signature

Droit de Prémption, Exemptions

Message reçu : Accusé de réception de la SAFER

Accusé de réception d'une notification par la SAFER PDL

Accusé de réception avec fixation du délai de réponse {1 }

Date de début du délai : 20/03/2023

Date limite de réponse : 26/05/2023

Références de la notificationEmetteur : Stéphanie VERDOOLAEGBE-GIRDD (frank.baron@notaires.fr) [code CRPCEN : 005017] le 20/03/2023

SAFER Destinataire : PDL

(Message N° 00001)

[Identifiant SAFCOM :] NO 85 23 1878 01

Version DIA : 1

Message reçu : Renonciation de la SAFER

Accord SAFER pour la réalisation de la vente**Accord automatique à la fin du délai (FORCLUSION)**

Code : Non-préemption automatique après délai de 2 mois [1]

Date de l'accusé de réception de la DIA par la SAFER : 28/03/2023

Date de demande de traitement rapide :

Montant HT de la demande de traitement rapide : €

Cédants :

Madame PEAN Sophie

Monsieur PEAN Sébastien

Cessionnaires :

Madame LANSIAUX Jacqueline

Madame LANSIAUX Laureline

Communes

Code département	Code INSEE	Libellé
86		

Références de la notificationÉmetteur : Stéphanie VERDOOLAECHÉ-GIROD (frank.baron@notaires.fr) {code CRPCFN : 085017 } le 28/03/2023

SAFER Destinataire : PDL

(Message N° 60001)

Identifiant SAFDOM : NO 85 23 1878 01

Version DIA : 1

Les Clouzeaux le, 21 octobre 2009



Monsieur PEAN Sébastien
M, bis la Renardière
85430 LES CLOUZEUX

Objet : document d'urbanisme

BORDEREAU D'ENVOI

Nombre	Désignation des pièces
1	<p>Nous vous prions de bien vouloir trouver ci-joint, votre déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux concernant le permis de construire N° 85 069 08R0021 visée par la Mairie.</p> <p>Vous en souhaitant bonne réception, recevez, Monsieur, nos salutations distinguées</p>

Le secrétariat,
Carole ABRIOL



MAIRIE

23, rue Haxo - 85430 LES CLOUZEUX

Tél. 02 51 40 37 76 - Fax 02 51 40 31 38 - E-mail : mairie@lesclouzeaux.fr

Site Internet : www.lesclouzeaux.fr





Déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux

1/2



N° 13408'01

- Déclarer l'achèvement des travaux de construction ou d'aménagement
- Déclarer que les travaux de construction ou d'aménagement sont conformes à l'autorisation et respectent les règles générales de construction
- Déclarer que le changement de destination ou la division de terrain a été effectué et est conforme au permis ou à la déclaration préalable

La présente déclaration a été reçue à la mairie

REÇU le

17 OCT. 2009

LES CLOUZEUX



le 21 10 2009

1 - Désignation du permis ou de la déclaration préalable

☒ Permis de construire ⇒ N° PC08506908R0021☐ Permis d'aménager ⇒ N°S'agit-il d'un aménagement pour lequel l'aménageur a été autorisé à différer les travaux de finition des voiries? ☐ Oui ☐ Non

Si oui, date de finition des voiries fixées au : / /

☐ Déclaration préalable ⇒ N°

2 - Identité du déclarant (Le déclarant est le titulaire de l'autorisation)

Vous êtes un particulier Madame ☐ Monsieur ☒

Nom : PEAN

Prénom : Sébastien

Vous êtes une personne morale

Dénomination :

Raison sociale :

N° SIRET : Catégorie juridique :

Représentant de la personne morale : Madame ☐ Monsieur ☐

Nom :

Prénom :

3 - Coordonnées du déclarant (Ne remplir qu'en cas de changement des coordonnées du titulaire de l'autorisation ou du déclarant. Vous pouvez également remplir la fiche complémentaire en cas de changement des coordonnées du déclarant ou du titulaire du permis.)

Adresse : Numéro : Voie : Les Tonelles

Lieu-dit :

Localité : LES CLOUZEUX

Code postal : 85430 BP : Cedex :

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays :

Division territoriale :

☐ J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante : @

4 - Achèvement des travaux

Chantier achevé le : 08/10/2009

Ensemble des divisions effectué le :

Changement de destination effectué le :

☒ Pour la totalité des travaux☐ Pour une tranche des travaux

Veuillez préciser quels sont les aménagements ou constructions achevés :

L'aménageur a été autorisé à différer les travaux de finition des voiries ?

Oui ☐Non ☐

Surface hors œuvre nette créée (en m²) :

Nombre de logements terminés :

dont individuels :

dont collectifs :

Répartition du nombre de logements terminés par type de financement

☐ Logement Locatif Social :☐ Accession Sociale (hors prêt à taux zéro) :☐ Prêt à taux zéro :☐ Autres financements :J'atteste que les travaux sont achevés et qu'ils sont conformes à l'autorisation (permis ou non-opposition à la déclaration préalable)¹

À La Roche / Yon

Le : 8/10/09

Signature du (ou des) déclarant(s)

À La Roche / Yon

Le : 8/10/09

Signature de l'architecte (ou de l'agréé en architecture) s'il a dirigé les travaux

Christophe RABILLER
Architecte DPLG n° 111111111
SIREN

Pièces à joindre (

):

☐ AT.1 - L'attestation constatant que les travaux réalisés respectent les règles d'accessibilité applicables mentionnées à l'art. R. 111-19-21 du code de la construction et de l'habitation ;☐ AT.2 - Dans les cas prévus par les 4° et 5° de l'article R. 111-38 du code de la construction et de l'habitation, la déclaration d'achèvement est accompagnée du document prévu à l'article L. 112-19 de ce code, établi par un contrôleur technique mentionné à l'article L. 111-23 de ce code, attestant que le maître d'ouvrage a tenu compte de ses avis sur le respect des règles de construction parasismiques et para-cycloniques prévues par l'article L. 563-1 du code de l'environnement.

La déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux est adressée :

- soit par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal au maire de la commune ;
- soit déposée contre décharge à la mairie.

À compter de la réception en mairie de la déclaration, l'administration dispose d'un délai de trois mois pour contester la conformité des travaux au permis ou à la déclaration préalable. Ce délai est porté à cinq mois si votre projet entre dans l'un des cas prévu à l'article R. 462-7 du code de l'urbanisme².

Dans le délai de 90 jours à compter du moment où les locaux sont utilisables, même s'il reste encore des travaux à réaliser, le propriétaire doit adresser une déclaration par local (maison individuelle, appartement, local commercial, etc.) au centre des impôts ou au centre des impôts fonciers (consulter ces services). Ces obligations déclaratives s'appliquent notamment lorsque le permis ou la déclaration préalable ont pour objet la création de surfaces nouvelles ou le changement de destination de surfaces existantes. Le défaut de déclaration entraîne la perte des exonérations temporaires de taxe foncière de 2, 10, 15 ou 20 ans (dispositions de l'article 140B du code général des impôts).

Si vous êtes un particulier : la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant et la possibilité de rectification. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande.

Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre : ☐

¹ La déclaration doit être signée par le bénéficiaire de l'autorisation ou par l'architecte ou l'agréé en architecture, dans le cas où ils ont dirigé les travaux.

² Travaux concernant un immeuble inscrit au titre des monuments historiques ; travaux situés dans un secteur sauvegardé, dans un site inscrit ou classé au titre du code de l'environnement, travaux concernant un immeuble de grande hauteur ou recevant du public ; travaux situés dans le cœur d'un parc national ou dans un espace ayant vocation à être classés dans le cœur d'un futur parc national ; travaux situés dans un secteur couvert par un plan de prévention des risques.

Commune des Clouzeaux

date de dépôt : 30 juillet 2008
demandeur : Monsieur PEAN Sébastien
pour : Une maison individuelle et une piscine
adresse terrain : lieu dit les Tonnelles,
aux Clouzeaux (85430)

ARRÊTÉ
accordant un permis de construire
au nom de la commune des Clouzeaux

Le maire des Clouzeaux,

Vu la demande de permis de construire pour une maison individuelle et/ou ses annexes présentée le 30 juillet 2008 par Monsieur PEAN Sébastien demeurant 1, Allée de la Lande, Aubigny (85430);

Vu l'objet de la demande :

- pour la construction d'une maison individuelle et d'une piscine non couverte;
- sur un terrain situé au lieu dit les Tonnelles, aux Clouzeaux (85430) ;
- pour une surface hors-oeuvre nette créée de 257 m² ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan d' Occupation des Sols approuvé le 15 décembre 1994, modifié les 25 mars 1997 et 22 novembre 2001 et mis à jour les 27 mars 1997 et 29 août 1997;

Vu la décision du tribunal administratif de Nantes en date du 6 mai 2008 annulant la délibération du conseil municipal du 11 juillet 2006 approuvant le Plan Local d' Urbanisme,

Considérant qu'en application de l'article L 121-8 du code de l'urbanisme, cette décision de justice a eu pour effet de remettre en vigueur le Plan d' Occupation des Sols immédiatement antérieur, soit celui approuvé le 15 décembre 1994 et modifié les 25 mars 1997 et 22 novembre 2001 et mis à jour les 27 mars 1997 et 29 août 1997,

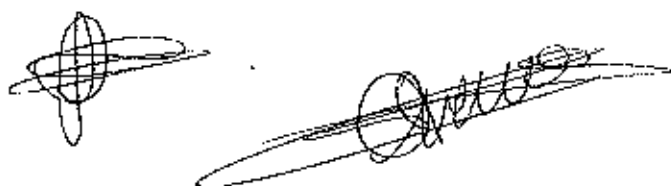
Considérant que le projet objet de la demande consiste, sur un terrain situé au lieu dit les Tonnelles, aux Clouzeaux (85430), en la réalisation d'une maison individuelle et d'une piscine non couverte sur un terrain d'une superficie de 3 050 m² ;

Considérant que le projet consiste en la réalisation d'une construction de 257 m² de surface hors oeuvre nette;

ARRÊTE

Article 1

Le permis de construire est ACCORDE sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées au règlement de la zone Nb du Plan d' Occupation des Sols.

A handwritten signature in black ink is written over a circular official stamp. The signature is stylized and appears to be 'S. PEAN'. The stamp is partially obscured by the signature.

Commune des Clouzeaux

date de dépôt : 30 juillet 2008

demandeur : Monsieur PEAN Sébastien

pour : Une maison individuelle et une piscine

adresse terrain : lieu dit les Tonnelles,
aux Clouzeaux (85430)

ARRÊTÉ
accordant un permis de construire
au nom de la commune des Clouzeaux

Le maire des Clouzeaux,

Vu la demande de permis de construire pour une maison individuelle et/ou ses annexes présentée le 30 juillet 2008 par Monsieur PEAN Sébastien demeurant 1, Allée de la Lande, Aubigny (85430);

Vu l'objet de la demande :

- pour la construction d'une maison individuelle et d'une piscine non couverte;
- sur un terrain situé au lieu dit les Tonnelles, aux Clouzeaux (85430) ;
- pour une surface hors-oeuvre nette créée de 257 m² ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan d' Occupation des Sols approuvé le 15 décembre 1994, modifié les 25 mars 1997 et 22 novembre 2001 et mis à jour les 27 mars 1997 et 29 août 1997;

Vu la décision du tribunal administratif de Nantes en date du 6 mai 2008 annulant la délibération du conseil municipal du 11 juillet 2006 approuvant le Plan Local d' Urbanisme,

Considérant qu'en application de l'article L 121-8 du code de l'urbanisme, cette décision de justice a eu pour effet de remettre en vigueur le Plan d' Occupation des Sols immédiatement antérieur, soit celui approuvé le 15 décembre 1994 et modifié les 25 mars 1997 et 22 novembre 2001 et mis à jour les 27 mars 1997 et 29 août 1997,

Considérant que le projet objet de la demande consiste, sur un terrain situé au lieu dit les Tonnelles, aux Clouzeaux (85430), en la réalisation d'une maison individuelle et d'une piscine non couverte sur un terrain d'une superficie de 3 050 m² ;

Considérant que le projet consiste en la réalisation d'une construction de 257 m² de surface hors oeuvre nette;

ARRÊTE

Article 1

Le permis de construire est ACCORDE sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées au règlement de la zone Nb du Plan d' Occupation des Sols.

Article 2

Les enduits des murs extérieurs seront de teinte claire (crème, ton pierre, ton sable);
La couverture sera réalisée en tuiles romanes, ton vieilli;

Article 3

La construction sera raccordée aux réseaux de distribution d'eau potable et d'énergie électrique.
La construction sera raccordée à un système d'assainissement individuel.

Fait, le 18 SEP. 2008

Le maire,



INFORMATIONS DIVERSES

Dans toutes les communes de la Vendée, en application des articles R.112-2 à R.112-4 du code de la construction et de l'habitation et de l'arrêté ministériel du 27 juin 2006, des dispositions doivent être prises par les constructeurs pour protéger les bâtiments contre les termites et autres insectes xylophages.

L'attention du constructeur est appelée sur les obligations qui lui incombent, en application des articles L 128-1 et R 128-1 du code de la Construction et de l'Habitation, concernant la mise en place d'un dispositif de sécurité normalisé pour éviter les risques de noyade.

Le présent permis de construire est soumis au versement de la Taxe Locale d'Equipement (TLE), de la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles (TDENS) et de la Taxe Départementale pour le Financement du C.A.U.E. (TDCAUE). Le montant de ces taxes sera communiqué ultérieurement au pétitionnaire.

Le pétitionnaire est, également, informé qu'il peut obtenir un dégrèvement partiel des ces taxes s'il détient un prêt à taux zéro. Pour en bénéficier, il doit produire dans les meilleurs délais, à la Subdivision de l'Equipement de la Roche sur Yon 19, rue Montesquieu - 85021 LA ROCHE SUR YON Cedex, une attestation délivrée par sa banque.

La réalisation éventuelle des clôtures devra faire l'objet d'une demande ultérieure de Déclaration Préalable de clôture.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized, circular scribble.

Numéro dossier

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized, elongated scribble.

Le demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de sa notification au bénéficiaire. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait ;

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

**ATTESTATION DE NON CONTESTATION DE LA DECLARATION ATTESTANT L'ACHEVEMENT
DE LA CONFORMITE DES TRAVAUX**

Je, soussigné Angélique PASQUEREAU, Maire déléguée des Clouzeaux, Commune d'AUBIGNY-LES CLOUZEUX, atteste que l'autorisation d'urbanisme PC 085 069 08 R 0021 a été délivrée le 18/09/2008 à :

Monsieur PEAN Sébastien
Les Tonnelles – Les Clouzeaux
85430 AUBIGNY-LES CLOUZEUX

pour : une maison individuelle et une piscine

DOC (déclaration d'ouverture de chantier) en date du : 16/01/2009

DAACT (Déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux), en date du : 08/10/2009
déposée en mairie le : 21/10/2009

Qu'à l'issue du délai de 3 mois écoulés après le dépôt de la DAACT, la conformité des travaux n'a pas été contestée.

En foi de quoi, la présente attestation est établie pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à AUBIGNY-LES CLOUZEUX, le 09/03/2023

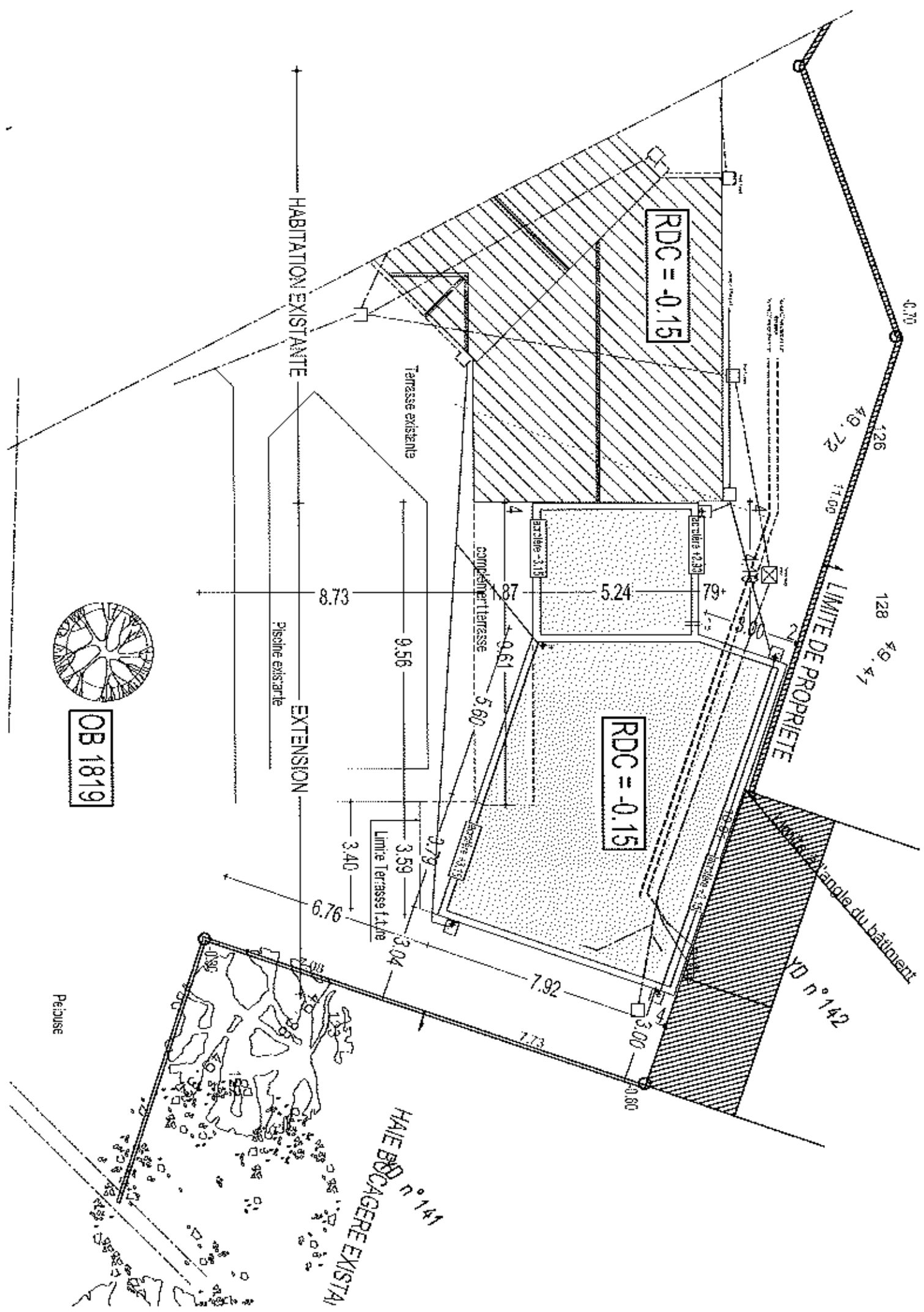
Par délégation du Maire,
Le Maire délégué Les Clouzeaux

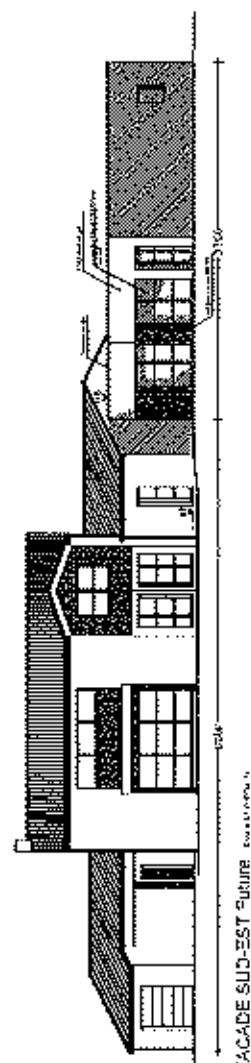
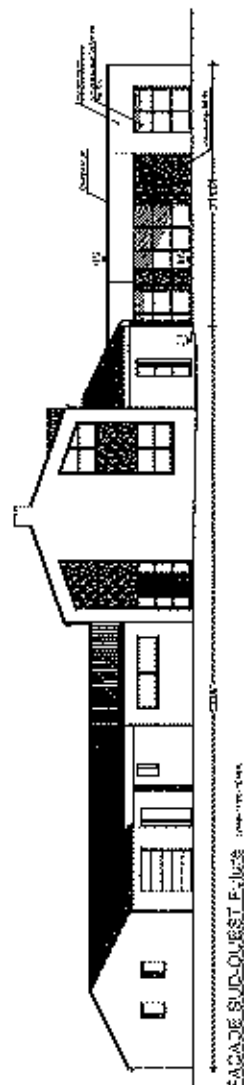
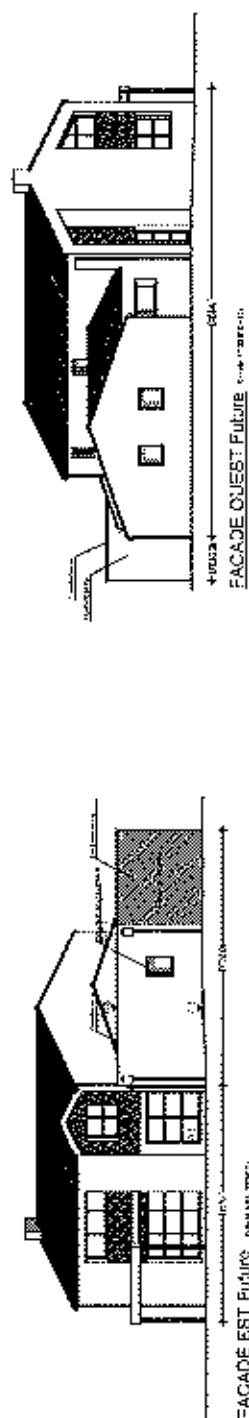
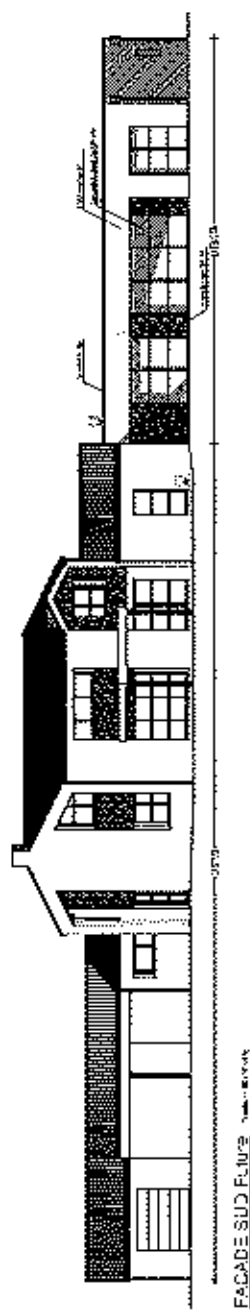
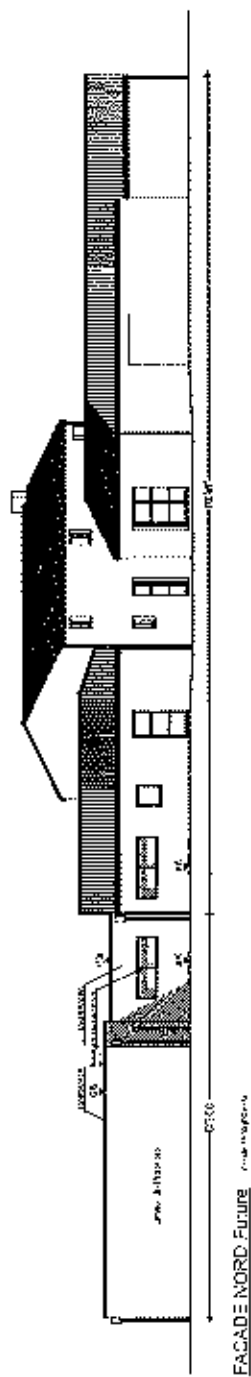
Angélique PASQUEREAU



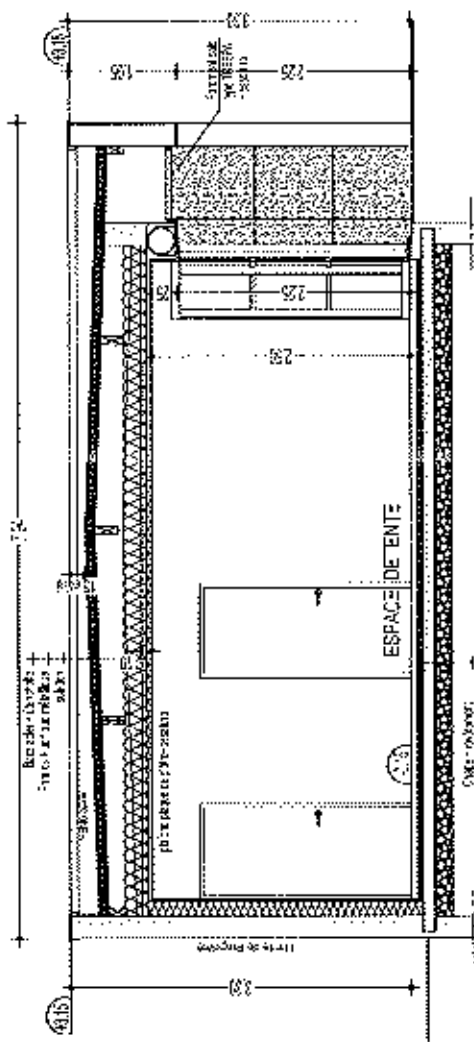
061001-4 JPM JARV

[illegible]

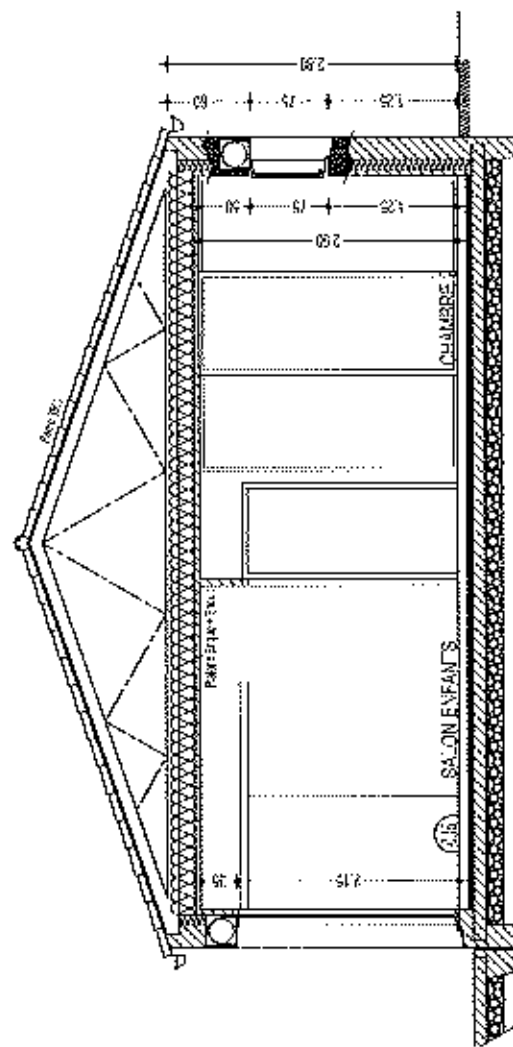




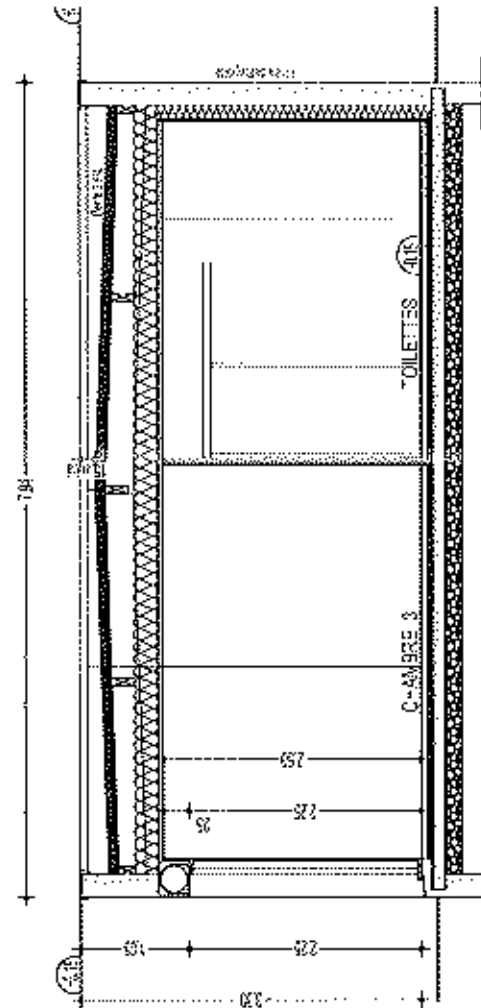
[Handwritten signature]



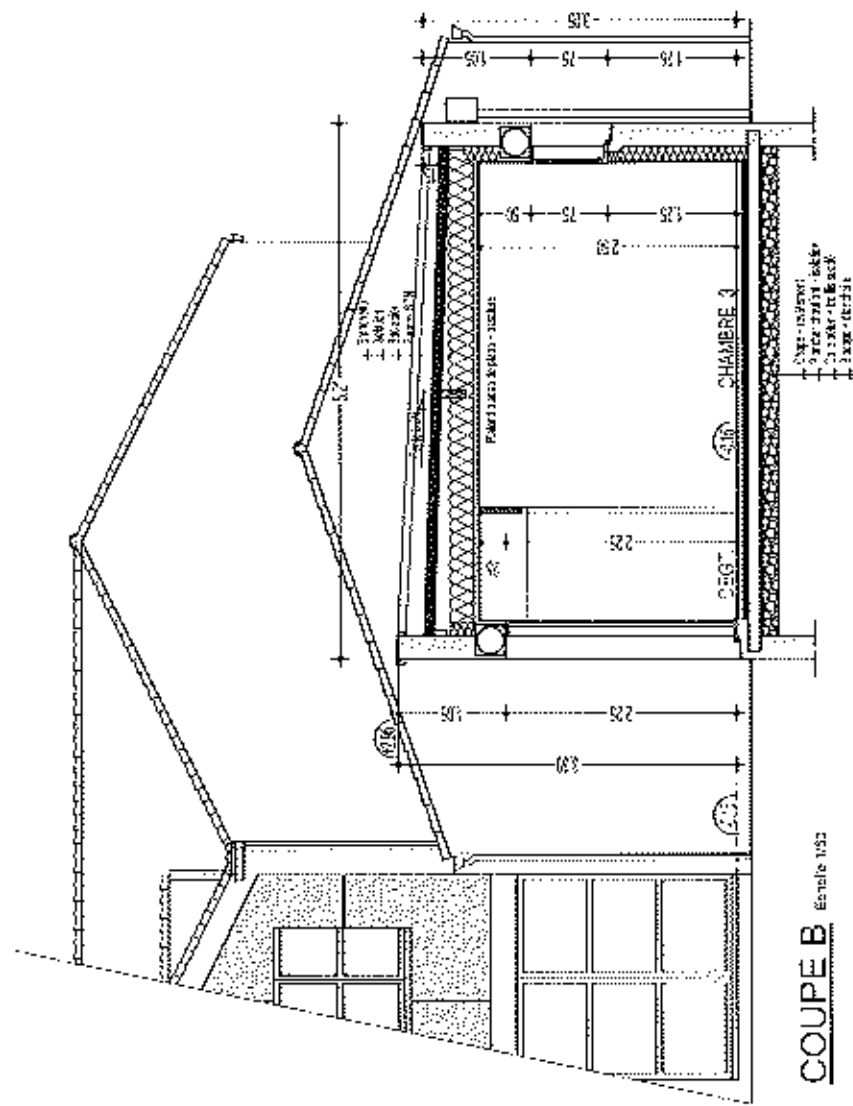
COUPE C Échelle 1/50



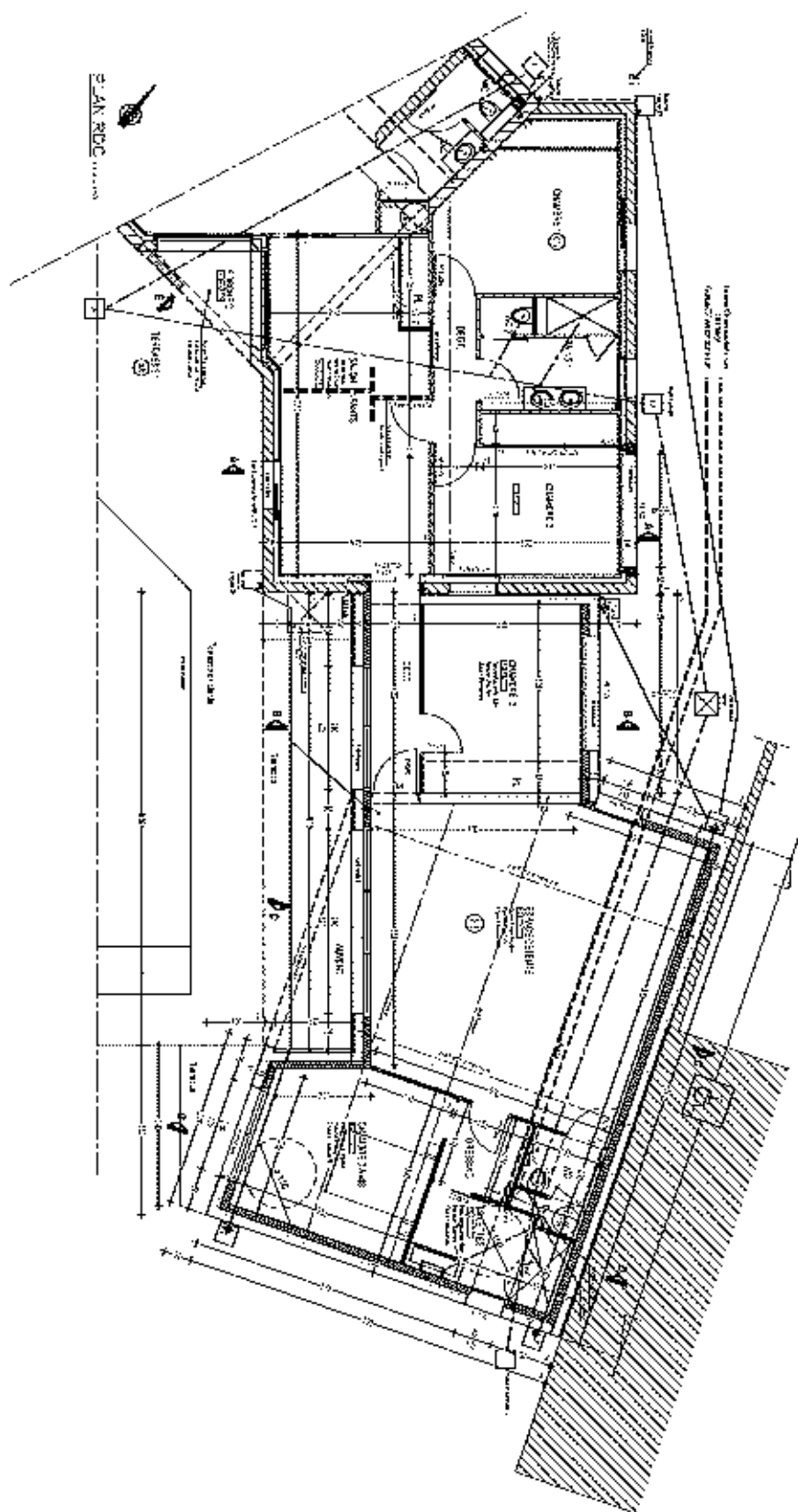
COUPE A Échelle 1/50



COUPE D Échelle 1/50



COUPE B Échelle 1/50



PLAN NO. 100



STAIRS

STAIRS

STAIRS

STAIRS

STAIRS

STAIRS

STAIRS

STAIRS

STAIRS

STAIRS

STAIRS

STAIRS

STAIRS

STAIRS

STAIRS

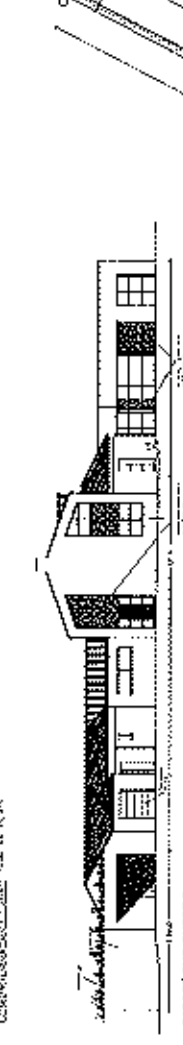
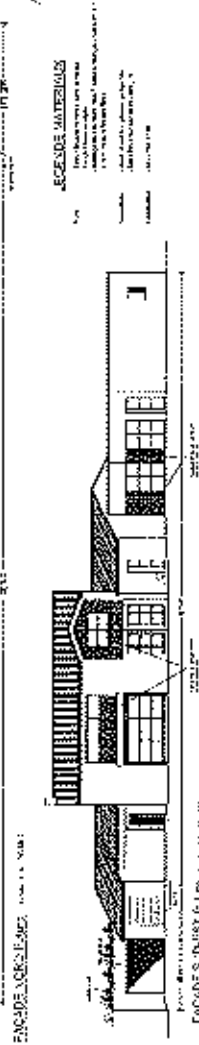
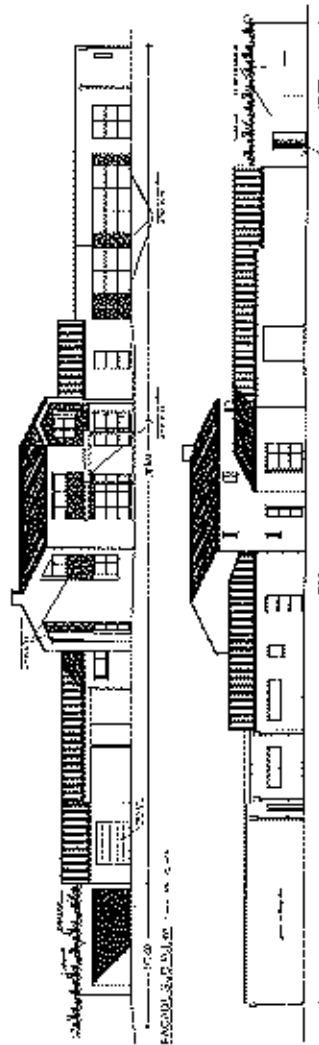
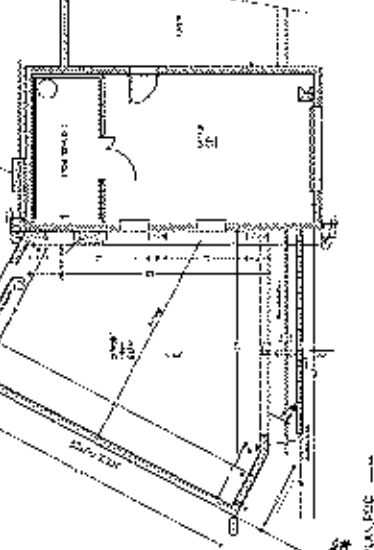
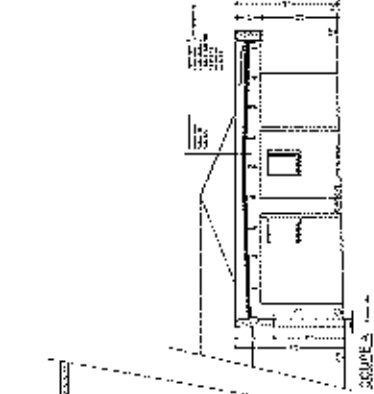
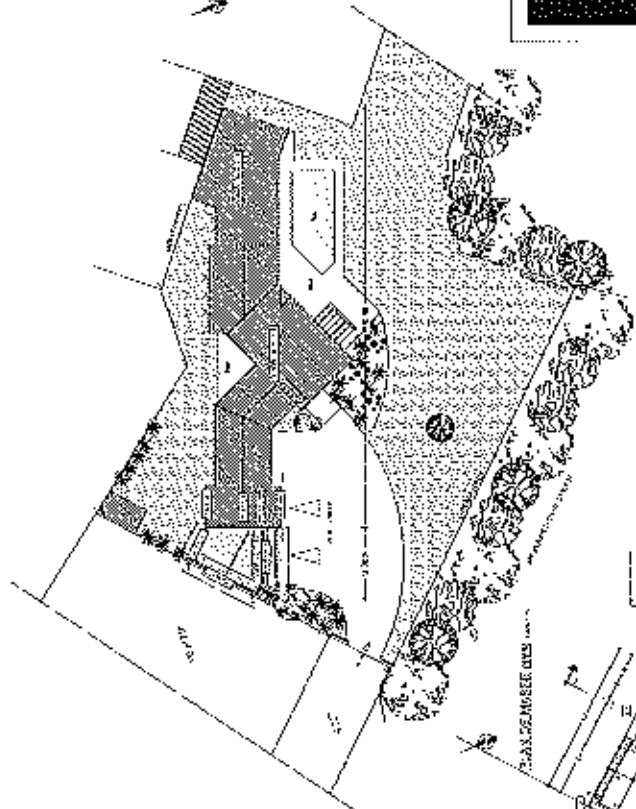
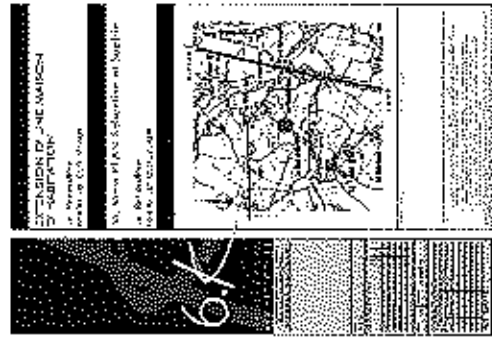
STAIRS

STAIRS

STAIRS



PLAN DE SITUATION





FACADE SUD-EST - 1/20



FACADE EST - 1/20



FACADE SUD-OUEST - 1/20



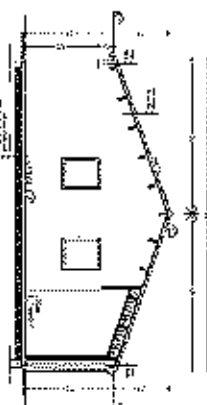
FACADE NORD - 1/20



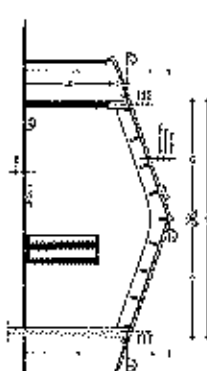
FACADE OUEST - 1/20



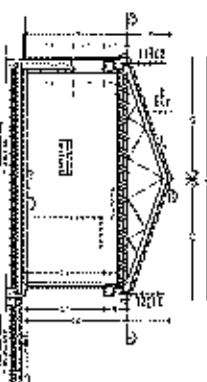
FACADE SUD-EST - 1/20



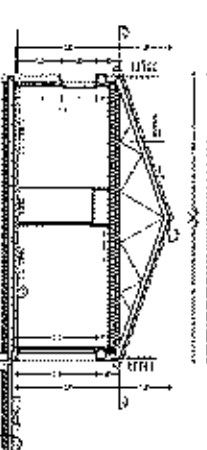
COURBE 1 - 1/20



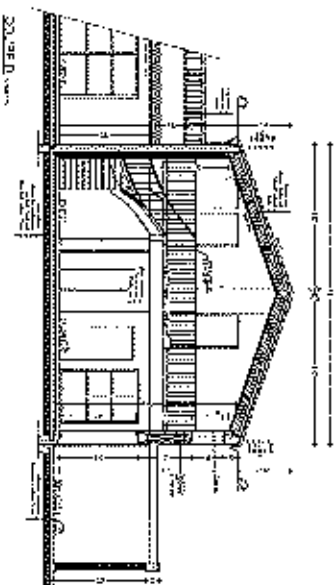
COURBE 2 - 1/20



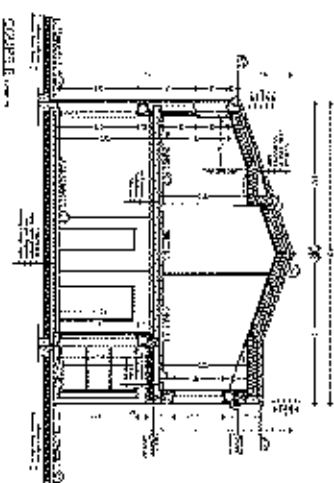
COURBE 3 - 1/20



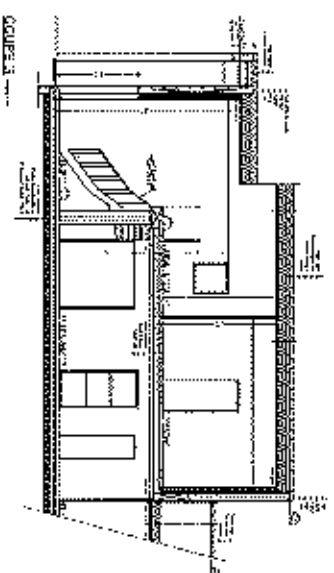
COURBE 4 - 1/20



COURBE 5 - 1/20



COURBE 6 - 1/20



COURBE 7 - 1/20

MAITRISE D'OEUVRE SICA	
OPERATION : CHALET PROTECTION ETABLI VANDOE ET PROJETEUR 30018 LES SUD-EST	DATE : 1971
PLAN DE SITUATION :	PLAN DE SITUATION :



Commune de Les Clouzeaux

date de dépôt : 01 juin 2011

demandeur : Monsieur et Madame PEAN
Sébastien et Sophie

pour : extension d'une maison d'habitation
existante

adresse terrain : 11bis Rue de la Renardière, à
Les Clouzeaux (85430)

ARRÊTÉ
accordant un permis de construire
au nom de la commune de Les Clouzeaux

Le maire de Les Clouzeaux,

Vu la demande de permis de construire pour une maison individuelle et/ou ses annexes présentée le 01 juin 2011 par Monsieur et Madame PEAN Sébastien et Sophie demeurant 11bis Rue de la Renardière, Les Clouzeaux (85430);

Vu l'objet de la demande :

- pour l'extension d'une maison d'habitation existante ;
- sur un terrain situé 11bis Rue de la Renardière, à Les Clouzeaux (85430) ;
- pour une surface hors-oeuvre nette créée de 96 m² ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu les pièces fournies en date du 04 juillet 2011;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 8 septembre 2010 et opposable le 25 septembre 2010 ;

ARRÊTE

Article Unique

Le permis de construire est ACCORDE.

Fait à Les Clouzeaux, le 07 JUL. 2011

Le maire,



Jacques PEROYS

INFORMATIONS DIVERSES

Dans toutes les communes de la Vendée, en application des articles R.112-2 à R.112-4 du code de la construction et de l'habitation et de l'arrêté ministériel du 27 juin 2006, des dispositions doivent être prises par les constructeurs pour protéger les bâtiments contre les termites et autres insectes xylophages.

La totalité du département est classée en zone de sismicité modérée suite au décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 ; ces règles parasismiques doivent être prises en compte lors de la construction de nouveaux bâtiments conformément aux dispositions de l'arrêté du 22 octobre

2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismiques applicables aux bâtiments de la classe dite 'risque normal ».

Le présent permis de construire est soumis au versement de la Taxe Locale d'Équipement (TLE), de la Taxe Départementale des Espaces Naturels Sensibles (TDENS) et de la Taxe Départementale pour le Financement du C.A.U.E. (TDCAE). Le montant de ces taxes sera communiqué ultérieurement au pétitionnaire.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 24 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut la retirer, si elle l'estime illégale. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.



1/5

Demande de Permis de construire pour une maison individuelle et / ou ses annexes comprenant ou non des démolitions

cerfa
N° 13406*01

- * Informations nécessaires à l'instruction du permis
- * Informations nécessaires au calcul des impositions
- * Informations nécessaires en application de l'article R. 431-34 du code de l'urbanisme

- Vous construisez une maison individuelle ou ses annexes.
 - Vous agrandissez une maison individuelle ou ses annexes.
 - Vous aménagez pour l'habitation tout ou partie d'une construction existante.
 - Votre projet comprend des démolitions
- Pour savoir précisément à quelle formalité sont soumis vos travaux, vous pouvez vous reporter à la notice explicative ou vous renseigner auprès de la mairie du lieu de votre projet.

P C 085 069 M R 0016
Dpt Commune Arrêt N° de dossier

La présente demande a été reçue à la mairie

le 01 06 2014
Dossier transmis : ☐ à l'Architecte des Bâtiments de France
☒ au Directeur du Parc National



1 - Identité du ou des demandeurs

Le demandeur indiqué dans le cadre ci-dessous sera le titulaire de la future autorisation et le redevable des taxes d'urbanisme. Si la demande est présentée par plusieurs personnes, indiquez leurs coordonnées sur la fiche complémentaire. Les décisions prises par l'administration seront notifiées au demandeur indiqué ci-dessous. Une copie sera adressée aux autres demandeurs, qui seront co-titulaires de l'autorisation et solidairement responsables du paiement des taxes.

Vous êtes un particulier

Madame ☒ Monsieur ☒

Nom : PEAN

Prénom : Sébastien et Sophie

Vous êtes une personne morale

Dénomination :

Raison sociale :

N° SIRET : _____ Catégorie juridique : _____

Représentant de la personne morale : Madame ☐ Monsieur ☐

Nom :

Prénom :

2 - Coordonnées du demandeur

* Adresse : Numéro : 11 bis Voie : Rue de la Renardière

Lieu-dit :

Localité : LES CLOUZEUX

Code postal : 85430 BP : _____ Cedex : _____

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays :

Division territoriale :

Si vous souhaitez que les courriers de l'administration (autres que les décisions) soient adressés à une autre personne, veuillez préciser son nom et ses coordonnées : Madame ☐ Monsieur ☐ Personne morale ☐

Nom :

Prénom :

OU raison sociale :

Adresse : Numéro :

Voie :

Lieu-dit :

Localité :

Code postal : _____ BP : _____ Cedex : _____

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays :

Division territoriale :

Téléphone : _____

indiquez l'indicatif pour le pays étranger : _____

☐ J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante : _____ @ _____

J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique ou, au plus tard, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.

3 - Le terrain

* 3.1 - localisation du (ou des) terrain(s)

Les informations et plans (voir liste des pièces à joindre) que vous fournissez doivent permettre à l'administration de localiser précisément le (ou les) terrain(s) concerné(s) par votre projet.

Le terrain est constitué de l'ensemble des parcelles cadastrales d'un seul tenant appartenant à un même propriétaire

Adresse du (ou des) terrain(s)

Numéro : 11 bis Voie : Rue de la Renardière

Lieu-dit :

Localité : LES CLOUZEUX

Code postal : 85430 BP : Cedex :

Références cadastrales : section et numéro¹ (si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez indiquer les premières ci-dessous et les suivantes sur une feuille séparée) : Section YD N° 57-148

* Superficie du (ou des) terrain(s) (en m²) : 3050,00

3.2 - Situation juridique du terrain (ces données, qui sont facultatives, peuvent toutefois vous permettre de faire valoir des droits à construire ou de bénéficier d'impositions plus favorables)

Êtes-vous titulaire d'un certificat d'urbanisme pour ce terrain ? Oui ☐ Non ☐ Je ne sais pas ☐

Le terrain est-il situé dans un lotissement ? Oui ☐ Non ☒ Je ne sais pas ☐

Le terrain est-il situé dans une Zone d'Aménagement Concertée (Z.A.C.) ? Oui ☐ Non ☐ Je ne sais pas ☐

Le terrain fait-il partie d'un remembrement urbain (Association Foncière Urbain) ? Oui ☐ Non ☐ Je ne sais pas ☐

Si votre terrain est concerné par l'un des cas ci-dessus, veuillez préciser, si vous les connaissez, les dates de décision ou d'autorisation, les numéros et les dénominations :

3.3 - Terrain issu d'une division de propriété

Si votre terrain est issu de la division d'une propriété bâtie effectuée il y a moins de 10 ans, demandez à la mairie si le plan local d'urbanisme comporte une règle limitant vos droits à construire, instituée antérieurement à la date de la division. Si cette règle existe, le vendeur doit vous avoir remis une attestation indiquant la surface des constructions déjà établies sur l'autre partie du terrain.

Indiquez cette surface (en m²) : et la superficie du terrain avant division (en m²) :

ou joignez à votre demande une copie de l'attestation

4 - Caractéristiques du projet

4.1 - Architecte

* Vous avez eu recours à un architecte : Oui ☒ Non ☐

Si oui, vous devez lui faire compléter les rubriques ci-dessous et lui faire apposer son cachet

Nom de l'architecte : Mr RABILLER Christophe Prénom : Architecte DPLG de la SICA Concept'Océan

Numéro : 21 Voie : Boulevard Réaumur

Lieu-dit :

Localité : LA ROCHE SUR YON CEDEX

Code postal : 85013 BP : Cedex :

N° d'inscription sur le tableau de l'ordre : 18 15 16 A 43392

Conseil Régional de : PAYS DE LA LOIRE

Téléphone : 251368264 ou Télécopie : 251368383 ou

Adresse électronique :

@

En application de l'article R. 431-2 du code de l'urbanisme, j'ai pris connaissance des règles générales de construction prévues par le chapitre premier du titre premier du livre premier du code de la construction et de l'habitation et notamment, lorsque la construction y est soumise, les règles d'accessibilité fixées en application de l'article L. 111-7 de ce code.

Signature de l'architecte :  Christophe RABILLER
Architecte DPLG de la SICA

Cachet de l'architecte :

Si vous n'avez pas eu recours à un architecte (ou un agréé en architecture), veuillez cocher la case ci-dessous² :

☐ Je déclare sur l'honneur que mon projet entre dans l'une des situations pour lesquelles le recours à l'architecte n'est pas obligatoire.

¹ En cas de besoin, vous pouvez vous renseigner auprès de la mairie

² Vous pouvez vous dispenser du recours à un architecte (ou un agréé en architecture) si vous êtes un particulier ou une exploitation agricole à responsabilité limitée à associé unique et que vous déclarez vouloir édifier ou modifier pour vous-même :

- Une construction à usage autre qu'agricole dont la surface de plancher hors œuvre nette n'excède pas 170 m² ;

- Une construction à usage agricole dont la surface de plancher hors œuvre brute n'excède pas 800 m² ;

- Des serres de production dont le pied-droit a une hauteur inférieure à 4 m et dont la surface de plancher hors œuvre brute n'excède pas 2000 m².

* 4.2 - Nature des travaux envisagés

- ☐ Nouvelle construction
☒ Travaux sur construction existante

* Courte description de votre projet ou de vos travaux :

Le projet consiste en l'extension d'une maison d'habitation.
 Surface d'emprise au sol de la construction existante : 443.00 m²
 Surface d'emprise au sol du projet d'extension : 119.00 m²

4.3 - Surface hors œuvre brute (SHOB)

Si votre projet de construction se situe dans une commune non dotée de plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un document en tenant lieu (plan d'occupation des sols, plan de sauvegarde et de mise en valeur, plan d'aménagement de zone), indiquez la surface hors œuvre brute (SHOB) totale du projet

SHOB des travaux de construction (en m²) : 106,00

4.4 - Informations complémentaires

- ◆ Type d'annexes : Piscine ☐ Garage ☐ Véranda ☐ Abri de jardin ☐ Autres annexes à l'habitation ☐
 ◆ Nombre de logements créés : _____ Nombre de pièces de la maison : _____ Nombre de niveaux de la maison : _____
 ◆ Mode d'utilisation principale des logements :
 Résidence principale ☐ Résidence secondaire ☐ Vente ☐ Location ☐
 ◆ Mode de financement du projet :-
 Logement Locatif Social ☐ Accession Sociale (hors prêt à taux zéro) ☐ Prêt à taux zéro ☐
☐ Autres financements : _____
 ◆ Avez-vous souscrit un contrat de construction de maison individuelle ? Oui ☐ Non ☐
 ◆ Répartition du nombre de logements créés selon le nombre de pièces :
 1 pièce : _____ 2 pièces : _____ 3 pièces : _____ 4 pièces : _____ 5 pièces : _____ 6 pièces et plus : _____
 ◆ Indiquez si vos travaux comprennent notamment :
 Extension ☐ Surélévation ☐ Création de niveaux supplémentaires ☐

* 4.5 - Destination des constructions et tableau des surfaces

surfaces hors œuvre nettes³ (SHON) en m²

Destinations	SHON existantes avant travaux (A)	SHON construites (B)	SHON créées par transformation de SHOB en SHON ⁴ (C)	SHON créées par changement de destination ⁵ (D)	SHON démolies ou transformées en SHOB ⁶ (E)	SHON supprimées par changement de destination ⁷ (F)	SHON totales = A+B+C+D-E-F
4.5.1 - Habitation	257,00	96,00					353,00
4.5.2 - Hébergement hôtelier							
4.5.3 - Bureaux							
4.5.4 - Commerce							
4.5.5 - Artisanat ⁷							
4.5.6 - Industrie							
4.5.7 - Exploitation agricole ou forestière							
4.5.8 - Entrepôt							
4.5.9 - Service public ou d'intérêt collectif							
4.5.10 - SHON Totales (m ²)	257,00	96,00					353,00

³ Vous pouvez vous aider de la fiche d'aide pour le calcul des surfaces.

La Surface Hors Œuvre Brute (SHOB) d'une construction est égale à la somme des surfaces de plancher de chaque niveau de la construction, calculée à partir du nu extérieur des murs de façade, y compris les combles et les sous-sols non aménageables, les balcons, les loggias, les toitures-terrasses accessibles. La Surface Hors Œuvre Nette (SHON) est obtenue après déduction de la surface des combles et sous-sols non aménageables, des surfaces non closes, des surfaces de stationnement, des surfaces des bâtiments agricoles, des serres de production (Article R.112-2 du Code de l'urbanisme).

⁴ Par exemple la transformation d'un garage (qui constitue uniquement de la SHOB) en pièce habitable (qui constitue de la SHON).

⁵ Le changement de destination consiste à transformer une surface existante de l'une des neuf destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces destinations. Par exemple : la transformation de surfaces de bureaux (4.5.3) en habitation (4.5.1).

⁶ Par exemple la transformation d'une pièce habitable (qui constitue de la SHON) en garage (qui constitue uniquement de la SHOB).

⁷ L'activité d'artisan est définie par la loi n° 96 603 du 5 juillet 1998 dans ses articles 13 et suivants, « activités professionnelles indépendantes de production, de transformation, de réparation, ou prestation de service relevant de l'artisanat et figurant sur une liste annexée au décret N° 98-247 du 2 avril 1998 ».

**ATTESTATION DE NON CONTESTATION DE LA DECLARATION ATTESTANT L'ACHEVEMENT ET LA
CONFORMITE DES TRAVAUX**

Je soussignée, Angélique PASQUEREAU, Maire déléguée d'AUBIGNY-LES CLOUZEUX, atteste que l'autorisation d'urbanisme n° PC 085 069 11 R0016 a été délivrée le 07 juillet 2011 à Monsieur PEAN Sébastien et Madame PEAN Sophie.

- DOC (déclaration d'ouverture de chantier) déposée en mairie en date du 18 octobre 2011.
- DAACT (Déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux) déposée en mairie en date du 14 avril 2012.

Qu'à l'issue du délai de 3 mois écoulés après le dépôt de la DAACT, la conformité des travaux n'a pas été contestée.

En foi de quoi, la présente attestation est établie pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à AUBIGNY-LES CLOUZEUX, le 26 janvier 2023

Par délégation du Maire,
Le Maire délégué Les Clouzeaux

Angélique PASQUEREAU



Commune des Clouzeaux

date de dépôt : 29 juin 2009

demandeur : Monsieur PEAN Sébastien

pour : pose de panneaux photovoltaïques en
intégration sur la toiture de la maison
d'habitation

adresse terrain : 11bis, lieu dit la Renardière,
aux Clouzeaux (85430)

ARRÊTÉ

au nom de la commune des Clouzeaux

Le maire des Clouzeaux,

Vu la déclaration préalable présentée le 29 juin 2009 par Monsieur PEAN Sébastien demeurant 1, Allée de la Lande, Aubigny (85430);

Vu l'objet de la déclaration :

- pour la pose de panneaux photovoltaïques en intégration sur la toiture de la maison d'habitation
- sur un terrain situé 11bis, lieu dit la Renardière, aux Clouzeaux (85430) ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le décret n°2008-1353 du 19 décembre 2008 ;

Vu le Plan d'Occupation des Sols approuvé le 15 décembre 1994, modifié les 25 mars 1997 et 22 novembre 2001 et mis à jour les 27 mars 1997 et 29 août 1997 ;

Vu la décision du tribunal administratif de Nantes en date du 6 mai 2008 annulant la délibération du conseil municipal du 11 juillet 2006 approuvant le Plan Local d'Urbanisme,

Considérant qu'en application de l'article L 121-8 du code de l'urbanisme, cette décision de justice a eu pour effet de remettre en vigueur le Plan d'Occupation des Sols immédiatement antérieur, soit celui approuvé le 15 décembre 1994 et modifié les 25 mars 1997 et 22 novembre 2001 et mis à jour les 27 mars 1997 et 29 août 1997,

ARRÊTE

Article 1

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable.

Fait aux Clouzeaux, le 15 JUL. 2009

Le maire,



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme et en application du décret n°2008-1353 du 19 décembre 2008, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site Internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.



Déclaration préalable

Constructions, travaux, installations et aménagements non soumis à permis comprenant ou non des démolitions

cerfa
N° 13404*01

- * Informations nécessaires à l'instruction de la déclaration
- * Informations nécessaires au calcul des impositions
- * Informations nécessaires en application de l'article R. 431-34 du code de l'urbanisme

Vous devez remplir ce formulaire :

- Vous réalisez un aménagement (lotissement, camping, aire de stationnement, aire d'accueil de gens du voyage, ...) de faible importance soumis à simple déclaration.
- Vous réalisez des travaux (construction, transformation de construction existante...) ou un changement de destination soumis à simple déclaration.
- Votre projet comprend des démolitions.

Pour savoir précisément à quelle formalité sont soumis vos travaux et aménagements, vous pouvez vous reporter à la notice explicative ou vous renseigner auprès de la mairie du lieu de votre projet.

Cette réponse est valable pour l'ensemble du projet

D P 085 069 09 R 0030

Dpt Commune Année N° de dossier

La présente demande a été reçue à la mairie



le 29 06 2009

Cachet de la mairie et du préfet

Dossier transmis : ☐ à l'Architecte des Bâtiments de France
☐ au Directeur du Parc National

1 - Identité du déclarant

La déclaration indiquée dans la partie ci-dessus pourra valoir pour valider les travaux ou les aménagements ou la absence d'opposition. Il s'agit de cas où l'urbanisme n'est pas soumis à permis d'urbanisme.

Vous êtes un particulier Madame ☐ Monsieur ☒

Nom : PEAN Prénom : Sébastien

Vous êtes une personne morale

Dénomination : Raison sociale :

N° SIRET : Catégorie juridique :

Représentant de la personne morale : Madame ☐ Monsieur ☐

Nom : Prénom :

2 - Coordonnées du déclarant

* Adresse : Numéro : 1 Voie : Allée de la lande

Lieu-dit : Localité : AUBIGNY

Code postal : 85430 BP : Cedex :

Si le déclarant habite à l'étranger : Pays : Division territoriale :

Si vous souhaitez que les courriers de l'administration (autres que les décisions) soient adressés à une autre personne, veuillez préciser son nom et ses coordonnées : Madame ☐ Monsieur ☐ Personne morale ☐

Nom : Prénom :

OU raison sociale :

Adresse : Numéro : Voie :

Lieu-dit : Localité :

Code postal : BP : Cedex :

Si le déclarant habite à l'étranger : Pays : Division territoriale :

Téléphone : indiquez l'indicatif pour le pays étranger :

☐ J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante : @

J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique ou, au plus tard, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.

1. Le terrain

* 3.1 - Localisation du (ou des) terrain(s)

Les informations et plans (voir liste des pièces à joindre) que vous fournissez doivent permettre à l'administration de localiser précisément le (ou les) terrain(s) concerné(s) par votre projet

- Le terrain est constitué de l'ensemble des parcelles cadastrales d'un seul tenant appartenant à un même propriétaire

Adresse du (ou des) terrain(s)

Numéro : 11 bis Volat la Renardière

Lieu-dit : _____ Localité : les Cluzeaux

Code postal : 85430 BP : _____ Cedex : _____

Références cadastrales : section et numéro¹ (si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez indiquer les premières ci-dessous et les suivantes sur une feuille séparée) : D 1214 1811 1813

Superficie du (ou des) terrain(s) (en m²) : 3050 m²

3.2 - Situation juridique du terrain (ces données, qui sont facultatives, peuvent toutefois vous permettre de faire valoir des droits à construire ou de bénéficier d'impositions plus favorables)

Êtes-vous titulaire d'un certificat d'urbanisme pour ce terrain ?

Oui ☐ Non ☐ Je ne sais pas ☐

Le terrain est-il situé dans un lotissement ?

Oui ☐ Non ☐ Je ne sais pas ☐

Le terrain est-il situé dans une Zone d'Aménagement Concertée (Z.A.C.) ?

Oui ☐ Non ☐ Je ne sais pas ☐

Le terrain fait-il partie d'un remembrement urbain (Association Foncière Urbain) ?

Oui ☐ Non ☐ Je ne sais pas ☐

Si votre terrain est concerné par l'un des cas ci-dessus, veuillez préciser, si vous les connaissez, les dates de décision ou d'autorisation, les numéros et les dénominations :

3.3 - Terrain issu d'une division de propriété

Si votre terrain est issu de la division d'une propriété bâtie effectuée il y a moins de 10 ans, demandez à la mairie si le plan local d'urbanisme comporte une règle limitant vos droits à construire, instituée antérieurement à la date de la division. Si cette règle existe, le vendeur doit vous avoir remis une attestation indiquant la surface des constructions déjà établies sur l'autre partie du terrain.

Indiquez cette surface (en m²) : _____ et la superficie du terrain avant division (en m²) : _____
ou joignez à votre demande une copie de l'attestation

4 - À remplir pour une demande concernant un projet d'aménagement

4.1 - Nature des travaux, installations ou aménagements envisagés (cochez la ou les cases correspondantes)

Quel que soit le secteur de la commune

- ☐ Lotissement
- ☐ Autre division foncière
- ☐ Terrain de camping
- ☐ Installation d'une caravane en dehors d'un terrain de camping ou d'un parc résidentiel de loisirs
- Durée annuelle d'installation (en mois) : _____
- ☐ Aires de stationnement ouvertes au public, dépôts de véhicules et garages collectifs de caravanes
- Contenance (nombre d'unités) : _____
- ☐ Travaux d'affouillements ou d'exhaussements du sol :
- Superficie (en m²) : _____
- Profondeur (pour les affouillements) : _____
- Hauteur (pour les exhaussements) : _____
- ☐ Coupe et abattage d'arbres
- ☐ Modification ou suppression d'un élément protégé par un plan local d'urbanisme ou document d'urbanisme en tenant lieu (plan d'occupation des sols, plan de sauvegarde et de mise en valeur, plan d'aménagement de zone)²
- ☐ Modification ou suppression d'un élément protégé par une délibération du conseil municipal
- ☐ Installation d'une résidence mobile constituant l'habitat permanent des gens du voyage pendant plus de trois mois consécutifs
- ☐ Aire d'accueil des gens du voyage
- ☐ Travaux ayant pour effet de modifier l'aménagement des abords d'un bâtiment situé dans un secteur sauvegardé

Dans un secteur sauvegardé, site classé ou réserve naturelle :

- ☐ Installation de mobilier urbain, d'œuvre d'art
- ☐ Modification de voie ou espace publics
- ☐ Plantations effectuées sur les voies ou espaces publics

¹ En cas de besoin, vous pouvez vous renseigner auprès de la mairie

² Élément identifié et protégé en application de l'article L.123-1 du code de l'urbanisme. En cas de doute, veuillez vérifier auprès de la mairie.

Courte description de votre projet ou de vos travaux :

* Surface du (ou des) terrain(s) à aménager (en m²) :

Si les travaux sont réalisés par tranches, veuillez en préciser le nombre :

4.2 - À remplir pour la déclaration d'un lotissement ou autres divisions foncières

* Nombre maximum de lots projetés :

* Surface hors œuvre nette (SHON) maximale envisagée (en m²) :

* Si votre projet de lotissement se situe dans une commune non dotée de plan local d'urbanisme (PLU) ou d'un document en tenant lieu (plan d'occupation des sols, plan de sauvegarde et de mise en valeur, plan d'aménagement de zone),

indiquez la surface hors œuvre brute (SHOB) maximale envisagée (en m²) :

* Comment la constructibilité globale sera-t-elle répartie ?

- ☐ Par application du coefficient d'occupation du sol (COS) à chaque lot
☐ Conformément aux plans ou tableaux joints à la présente demande
☐ La constructibilité sera déterminée à la vente de chaque lot. Dans ce cas, le lotisseur devra fournir un certificat aux constructeurs.

4.3 - À remplir pour la déclaration d'un camping, d'un parc résidentiel de loisirs ou d'un terrain mis à disposition de campeurs

* Agrandissement ou réaménagement d'une structure existante ?

Oui ☐ Non ☐

Si oui,

• Veuillez préciser la date et/ou le numéro de l'autorisation :

• Veuillez préciser le nombre d'emplacements :

▪ avant agrandissement ou réaménagement :

▪ après agrandissement ou réaménagement :

Veuillez préciser le nombre maximum d'emplacements réservés aux :

☐ tentes : ☐ caravanes : ☐ résidences mobiles de loisirs :

et précisez le nombre maximal de personnes accueillies :

Implantation d'habitations légères de loisirs (HLL)

Nombre d'emplacements réservés aux HLL :

Surface hors œuvre nette (SHON) prévue, réservée aux HLL :

4.4 - À remplir pour la déclaration de coupe et/ou abattage d'arbres

Courte description du lieu concerné :

☐ bois ou forêt ☐ parc ☐ alignement (espaces verts urbains)

Nature du boisement :

Essences :

Age : Densité : Qualité :

Traitement : Autres :

5 - A remplir pour une demande comprenant un projet de construction

* 5.1 - Nature des travaux envisagés

- ☐ Nouvelle construction
☐ Travaux sur construction existante
☐ Travaux de ravalement ou ayant pour effet de modifier l'aspect extérieur d'un bâtiment
☐ Travaux ayant pour effet de modifier les structures porteuses d'un bâtiment
☐ Edification d'une clôture
☐ Ouvrage et accessoires de lignes de distribution électrique
☐ Tension (en volts) : _____

Dans un secteur sauvegardé :

- ☐ Ouvrage d'infrastructure (voie, pont, infrastructure portuaire ou aéroportuaire, ...)
☐ Travaux effectués à l'intérieur d'un immeuble

* Courte description de votre projet ou de vos travaux :

Intégration en toiture de panneaux photovoltaïques.

Orientation : 25° - Inclinaison : 19°

Superficie des panneaux : 20 m²

5.2 - Informations complémentaires

◆ Type d'annexes : Piscine ☐ Garage ☐ Véranda ☐ Abri de jardin ☐ Autres annexes à l'habitation ☐

◆ Nombre total de logements créés : _____ dont individuels : _____ dont collectifs : _____

◆ Répartition du nombre total de logement créés par type de financement :

Logement Locatif Social _____ Accession Sociale (hors prêt à taux zéro) _____ Prêt à taux zéro _____

Autres financements : _____

◆ Mode d'utilisation principale des logements :

Occupation personnelle (particulier) ou en compte propre (personne morale) ☐ Vente ☐ Location ☐

◆ S'il s'agit d'une occupation personnelle, veuillez préciser : Résidence principale ☐ Résidence secondaire ☐

◆ Si le projet est un foyer ou une résidence, à quel titre :

Résidence pour personnes âgées ☐ Résidence pour étudiants ☐ Résidence de tourisme ☐

Résidence hôtelière à vocation sociale ☐ Résidence sociale ☐ Résidence pour personnes handicapées ☐

☐ Autres, précisez : _____

◆ Nombre de chambres créées en foyer ou foyer ou dans un hébergement d'un autre type : _____

◆ Répartition du nombre de logements créés selon le nombre de pièces :

1 pièce : _____ 2 pièces : _____ 3 pièces : _____ 4 pièces : _____ 5 pièces : _____ 6 pièces et plus : _____

◆ Nombre de niveaux du bâtiment le plus élevé : _____

◆ Indiquez si vos travaux comprennent notamment :

Extension ☐ Surélévation ☐ Création de niveaux supplémentaires ☐

*5.3 - Destination des constructions et tableau des surfaces

surfaces hors œuvre nettes* (SHON) en m²

Destinations	SHON existantes avant travaux (A)	SHON construites (B)	SHON créées par transformation de SHOB en SHON ² (C)	SHON créées par changement de destination ³ (D)	SHON démolies ou transformées en SHOB ⁴ (E)	SHON supprimées par changement de destination ⁵ (F)	SHON totales = A+B+C+D-E-F
5.31 - Habitation							
5.32 - Hébergement hôtelier							
5.33 - Bureaux							
5.34 - Commerce							
5.35 - Artisanat ⁷							
5.36 - Industrie							
5.37 - Exploitation agricole ou forestière							
5.38 - Entrepôt							
5.39 - Service public ou d'intérêt collectif							
5.310 - SHON Totales (m ²)							

*5.4 - Destination des constructions futures en cas de réalisation au bénéfice d'un service public ou d'intérêt collectif :

Transport ☐ Enseignement et recherche ☐ Action sociale ☐
 Ouvrage spécial ☐ Santé ☐ Culture et loisir ☐

*5.5 - Stationnement

Places de stationnement	Avant réalisation du projet	Après réalisation du projet
Nombre de places de stationnement		
Surface hors œuvre brute des aires bâties de stationnement en m ²		
Surface de l'emprise au sol des aires non bâties de stationnement en m ²		

Places de stationnement affectées au projet, aménagées ou réservées en dehors du terrain sur lequel est situé le projet

Adresse(s) des aires de stationnement : _____

 Nombre de places : _____
 Surface totale affectée au stationnement : _____ m², dont surface bâtie (SHOB) : _____ m²

3 Vous pouvez vous aider de la liste d'aide pour le calcul des surfaces.

La Surface Hors Œuvre Brute (SHOB) d'une construction est égale à la somme des surfaces de plancher de chaque niveau de la construction, calculée à partir du nu extérieur des murs de façade, y compris les combles et les sous-sols non aménagés, les loggias, les toitures-terrasses accessibles. La Surface Hors Œuvre Nettes (SHON) est obtenue après déduction de la surface des combles et sous-sols non aménagés, des surfaces non closes, des surfaces de stationnement, des surfaces des bâtiments agricoles, des surfaces de production (Article R.112-2 du Code de l'urbanisme).

4 Par exemple la transformation d'un garage (qui constitue uniquement de la SHOB) en place habitable (qui constitue de la SHON).

5 Le changement de destination consiste à transformer une surface existante de l'une des neuf destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces destinations. Par exemple : la transformation de surfaces de bureaux (5.33) en hôtel (5.32) ou la transformation d'une habitation (5.31) en commerce (5.34).

6 Par exemple la transformation d'une place habitable (qui constitue de la SHON) en garage (qui constitue uniquement de la SHOB).

7 L'activité d'artisan est définie par la loi n° 90-603 du 5 juillet 1990 dans ses articles 19 et suivants, « activités professionnelles indépendantes de production, de transformation, de réparation, ou prestation de service relevant de l'artisanat et figurant sur une liste annexée au décret N° 90-247 du 2 avril 1990 ».

6 - Acomplimento de obra de demolição

Indique o(s) ano(s) de construção dos edifícios a serem demolidos, o(s) ano(s) de construção dos edifícios a serem demolidos e o(s) ano(s) de construção dos edifícios a serem demolidos.

Date(s) approximative(s) à laquelle le ou les bâtiments dont la démolition est envisagée ont été construits : _____

- ☐ Démolition totale
☐ Démolition partielle

En cas de démolition partielle, veuillez décrire les travaux qui seront, le cas échéant, effectués sur les constructions restantes :

◆ Nombre de logement démolis : _____

7 - Fiscalité d'urbanisme

7.1 - Tableau des affectations (Informations complémentaires pouvant vous permettre de bénéficier d'impositions plus favorables)⁸

Surfaces hors œuvre nettes (SHON en m ²)			
	Surface changeant de destination (création de SHON) {A}	Surface nouvelle hors œuvre nette construite {B}	Totale après travaux = A+B
7.1.1 - Habitation : - Locaux des exploitations agricoles à usage d'habitation des exploitants et du personnel			
- Locaux à usage de résidence principale			
- Locaux à usage de résidence secondaire			
7.1.2 - Locaux à usage des particuliers non utilisables pour l'habitation, ni pour aucune activité économique⁹			
7.1.3 - Locaux des exploitations ou des coopératives agricoles constitutifs de SHON intéressant la production agricole ou une activité annexée à cette production¹⁰			
7.1.4 - Hôtellerie : - Chambres et dégagements menant aux chambres			
- Autres locaux hôteliers non affectés à l'hébergement (restaurants, etc...)			
- Habitations légères de loisir			
- Locaux des villages de vacances et des campings			
7.1.5 - Constructions affectées à un service public ou d'utilité publique			

7.2 - Foires et salons

Si votre projet consiste dans la réalisation de sites de foire ou de salons professionnels ou de palais des congrès, veuillez indiquer la surface hors œuvre nette (SHON) :

- des locaux d'exposition : _____ m² - des locaux servant à la tenue de réunions : _____ m²
 - des autres locaux (restaurants, bureaux...) : _____ m²

7.3 - Plafond légal de densité (PLD)

Demandez à la mairie si un plafond légal de densité des constructions est institué dans la commune et si les constructions prévues sur votre terrain dépassent ce plafond. Si oui, indiquez ici la valeur du m² de terrain nu et libre : _____
 Pour bénéficier le cas échéant de droits acquis, précisez si des constructions existant sur votre terrain avant le 1er avril 1976 ont été démolies : Oui ☐ Non ☐ si oui, indiquez ici la Surface Hors Œuvre Nette (SHON) démolie (en m²) : _____

⁸ En cas d'imprécision, vos locaux seront classés dans la catégorie « autres locaux » soit la 5^{ème} catégorie de l'article 1565 D I du code général des impôts

⁹ Il s'agit de locaux n'entrant pas dans la catégorie « usage principal d'habitation » (cellier en rez-de-chaussée, appentis, remise, bucher, atelier familial, abri de jardin, abri et local technique de pisciculture...) et de locaux non agricoles, non annexés à l'habitation mais de même nature (accueillant d'animaux hors élevage, box à chevaux, remise...)

¹⁰ Exemple tel que local de vente des produits de l'exploitation situé dans les bâtiments de l'exploitation.

7.4 - Participation pour voirie et réseaux

Si votre projet se situe sur un terrain soumis à la participation pour voirie et réseaux (PVR), indiquez les coordonnées du propriétaire ou celles du bénéficiaire de la promesse de vente, s'il est différent du déclarant

Madame ☐ Monsieur ☐ Personne morale ☐

Nom : _____ Prénom : _____

OU raison sociale : _____

Adresse : Numéro : _____ Voie : _____

Lieu-dit : _____ Localité : _____

Code postal : _____ BP : _____ Cedex : _____

Si le déclarant habite à l'étranger : Pays : _____ Division territoriale : _____

B - Engagement du déclarant

J'atteste avoir qualité pour faire la présente déclaration préalable.¹¹

Je soussigné(e), auteur de la déclaration préalable, certifie exacts les renseignements fournis.

J'ai pris connaissance des règles générales de construction prévues par le chapitre premier du titre premier du livre premier du code de la construction et de l'habitation et notamment, lorsque la construction y est soumise, les règles d'accessibilité fixées en application de l'article L. 111-7 de ce code.

Je suis informé(e) que les renseignements figurant dans cette déclaration préalable serviront au calcul des impositions prévues par le code de l'urbanisme.

A Les Clouzeaux

Le : 25 Juin 2009



Signature du déclarant

Votre déclaration doit être établie en deux exemplaires et doit être déposée à la mairie du lieu du projet.

Vous devrez produire :

- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe en périmètre protégé au titre des monuments historiques ;
- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe dans un site classé, un site inscrit ou une réserve naturelle ;
- deux exemplaires supplémentaires, si votre projet se situe dans un cœur de parc national.

Si vous êtes un particulier : la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant et la possibilité de rectification. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande.

Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre : ☐

¹¹ Vous pouvez déposer une déclaration si vous êtes dans un des quatre cas suivants :

- vous êtes propriétaire du terrain ou mandataire du ou des propriétaires ;
- vous avez l'autorisation du ou des propriétaires ;
- vous êtes co-indivisaire du terrain en indivision ou son mandataire ;
- vous avez qualité pour bénéficier de l'expropriation du terrain pour cause d'utilité publique.



Récépissé de dépôt d'une déclaration préalable

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé une déclaration préalable à des travaux ou aménagements non soumis à permis. Le délai d'instruction de votre dossier est de UN MOIS et, si vous ne recevez pas de courrier de l'administration dans ce délai, vous bénéficierez d'une décision de non-opposition à ces travaux ou aménagements.

- Toutefois, dans le mois qui suit le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous écrire :
 - soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services...);
 - soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier;
- Si vous recevez une telle lettre avant la fin du mois qui suit le dépôt de votre déclaration, celle-ci remplacera le présent récépissé.
- Si vous n'avez rien reçu à la fin du mois suivant le dépôt de votre déclaration, vous pourrez commencer les travaux¹ après avoir :
 - affiché sur le terrain ce récépissé sur lequel la mairie a mis son cachet pour attester la date de dépôt;
 - installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Vous trouverez le modèle de panneau à la mairie, sur le site Internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.
- Attention : la décision de non-opposition n'est définitive qu'en l'absence de recours. En effet, dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers devant le tribunal administratif. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

1) Certains travaux ne peuvent pas être commencés dès que la décision de non-opposition vous est acquise et doivent être différés : c'est le cas des travaux de coupe et d'abattage d'arbres, des transformations de logements en un autre usage dans les communes de plus de 200 000 habitants et dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, ou des installations classées pour la protection de l'environnement. Vous pouvez vérifier auprès de la mairie que votre projet n'entre pas dans ces cas.

(à remplir par la mairie)

Le projet ayant fait l'objet d'une déclaration n° DP 085069 09 0030
déposée à la mairie le : 29.06.2009.

est autorisé à défaut de réponse de l'administration un mois après cette date². Les travaux ou aménagements pourront alors être exécutés après affichage sur le terrain du présent récépissé et d'un panneau décrivant le projet conforme au modèle réglementaire.

2) La mairie ou le préfet en délivre certificat sur simple demande.

Cachet de la mairie :



Délais et voies de recours : La décision de non-opposition peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain d'un panneau décrivant le projet et visible de la voie publique (article R. 600-2 du code de l'urbanisme).

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la non-opposition (article R. 600-1 du code de l'urbanisme).

La décision de non-opposition est délivrée sous réserve du droit des tiers : Elle vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si la déclaration préalable respecte les règles d'urbanisme.



Déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux

Ce document est émis par le ministère en charge de l'urbanisme.

- ① Depuis le 1^{er} janvier 2022, vous pouvez déposer votre demande par voie dématérialisée selon les modalités définies par la commune compétente pour la recevoir.
Ce formulaire peut se remplir facilement sur ordinateur avec un lecteur pdf.

Vous devez utiliser ce formulaire si :

- vous déclarez l'achèvement partiel ou total des travaux de construction ou d'aménagement.
- vous déclarez que les travaux de construction ou d'aménagement sont conformes à l'autorisation et respectent les règles générales de construction.
- vous déclarez que le changement de destination a été effectué et est conforme au permis.
- vous déclarez que la division de terrain a été effectuée et est conforme au permis ou à la déclaration préalable.

Cadre réservé à la mairie du lieu du projet

La présente déclaration a été reçue à la mairie



Cachet de la mairie et signature du receveur

le 16/03/2023

1 Désignation du permis ou de la déclaration préalable

☐ Permis de construire N° _____

☐ Permis d'aménager N° _____

S'agit-il d'un aménagement pour lequel l'aménageur a été autorisé à différer les travaux de finition des voiries ? ☐ Oui ☐ Non

panneaux photovoltaïques

Si oui, date de finition des voiries fixée au : ____/____/____

☒ Déclaration préalable N° DP 08506909 R0030

2 Identité du déclarant

① Le déclarant est le titulaire de l'autorisation

2.1 Vous êtes un particulier ☐ Madame ☒ Monsieur

Nom

PÉAN

Prénom

SÉBASTIEN

2.2 Vous êtes une personne morale

Dénomination

Raison sociale

N° SIRET

Type de société (SA, SCI...)

Représentant de la personne morale : ☐ Madame ☐ Monsieur

Nom

Prénom

3 Coordonnées du demandeur

(1) Ne remplir qu'en cas de changement des coordonnées du titulaire de l'autorisation ou du déclarant.
Vous pouvez également remplir la fiche complémentaire en cas de changement des coordonnées du déclarant ou du titulaire du permis.

Adresse : Numéro : Albis Voie : la Renardière

Lieu-dit : Les clauzeaux

Localité : Aubigny - les clauzeaux

Code postal : 85630 BP : Cedex :

Si le demandeur habite à l'étranger :

Pays : Division territoriale :

Adresse électronique :

s.poon @ groupe-hfv.fr

☒ J'accepte de recevoir à l'adresse électronique communiquée les réponses de l'administration et notamment par lettre recommandée électronique ou par un autre procédé électronique équivalent les documents habituellement notifiés par lettre recommandée avec accusé de réception.

4 Achèvement des travaux

☒ Chantier achevé le : 01/11/2009

Changement de destination effectué le : / /

☒ Pour la totalité des travaux

☐ Pour une tranche des travaux

Veillez préciser quels sont les aménagements ou constructions achevés :

Surface de plancher créée (en m²) :

Nombre de logements terminés : dont individuels : dont collectifs :

Répartition du nombre de logements terminés par type de financement

Logement Locatif Social :

Accession Sociale (hors prêt à taux zéro) :

Prêt à taux zéro :

Autres financements :

J'atteste que les travaux sont achevés et qu'ils sont conformes à l'autorisation
(permis ou non-opposition à la déclaration préalable)⁽¹⁾

A La Roche sur Yon

Fait le 09/03/2023

Signature du (ou des) déclarant(s)



A

Fait le / /

Signature de l'architecte (ou de l'agréé en architecture)
s'il a dirigé les travaux

(1) La déclaration doit être signée par le bénéficiaire de l'autorisation ou par l'architecte ou l'agréé en architecture, dans le cas où ils ont dirigé les travaux.

date de dépôt : 19 septembre 2012

demandeur : Monsieur PEAN Sébastien

pour : construction d'un abri de jardin

adresse terrain : 11bis Rue de la Renardière, à
Les Clouzeaux (85430)

ARRÊTÉ
de non-opposition avec prescriptions à une déclaration préalable
au nom de la commune de Les Clouzeaux

Le maire de Les Clouzeaux,

Vu la déclaration préalable présentée le 19 septembre 2012 par Monsieur PEAN Sébastien demeurant 11bis Rue de la Renardière, Les Clouzeaux (85430);

Vu l'objet de la déclaration :

- pour la construction d'un abri de jardin ;
- sur un terrain situé 11bis Rue de la Renardière, à Les Clouzeaux (85430) ;
- pour une surface de plancher créée de 20 m² ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu les pièces fournies en date du 08 novembre 2012;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 8 septembre 2010 et opposable le 25 septembre 2010, modifié en dernier lieu le 5 septembre 2012 ;

ARRÊTE

Article 1

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable sous réserve du respect des prescriptions mentionnées aux articles suivants.

Article 2

Les matériaux et coloris de l'abri projeté devront être en harmonie avec la construction principale.

Article 3

Les eaux de ruissellement de la toiture de l'abri devront être captées et évacuées vers le réseau d'eaux pluviales existant, et en aucun cas s'écouler sur les propriétés voisines.

Fait à Les Clouzeaux, le

15 NOV. 2012

Le maire,



INFORMATIONS DIVERSES

Dans toutes les communes de la Vendée, en application des articles R.112-2 à R.112-4 du code de la construction et de l'habitation et de l'arrêté ministériel du 27 juin 2006, des dispositions doivent être prises par les constructeurs pour protéger les bâtiments contre les termites et autres insectes xylophages.

La totalité du département est classée en zone de sismicité modérée suite au décret n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 ; ces règles parasismiques doivent être prises en compte lors de la construction de nouveaux bâtiments conformément aux dispositions de l'arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismiques applicables aux bâtiments de la classe dite « risque normal ».

La présente déclaration préalable est soumise au versement de la taxe d'aménagement. Le montant de cette taxe sera communiqué ultérieurement au pétitionnaire.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 24 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

Les Clouzeaux, le 15 novembre 2012

Monsieur PEAN Sébastien
11 bis, La Renardière
85430 LES CLOUZEUX

Objet : arrêté de non opposition à une déclaration préalable
N° 08506912R0027 délivré le 15/11/2012

Monsieur,

Vous trouverez ci-joint, votre arrêté de non opposition à votre déclaration préalable concernant la construction d'un abri de jardin au 11 bis, rue de la Renardière aux Clouzeaux.

Je vous rappelle que dès réception de cette autorisation de construire, vous devez procéder à un affichage sur le terrain pendant toute la durée du chantier. Cet affichage se fait au moyen d'un panneau réglementaire que vous-même ou votre constructeur complètera. Ce panneau doit être visible et lisible de la voie publique.

Vous en souhaitant bonne réception et restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Maire
Jacques PEROYS



Récépissé de dépôt d'une déclaration préalable

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé une déclaration préalable à des travaux ou aménagements non soumis à permis. Le délai d'instruction de votre dossier est de **UN MOIS** et, si vous ne recevez pas de courrier de l'administration dans ce délai, vous bénéficierez d'une décision de non-opposition à ces travaux ou aménagements.

- Toutefois, dans le mois qui suit le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous écrire :
 - soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services...);
 - soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier;
- Si vous recevez une telle lettre avant la fin du mois qui suit le dépôt de votre déclaration, celle-ci remplacera le présent récépissé.
- Si vous n'avez rien reçu à la fin du mois suivant le dépôt de votre déclaration, vous pourrez commencer les travaux¹ après avoir :
 - affiché sur le terrain ce récépissé sur lequel la mairie a mis son cachet pour attester la date de dépôt;
 - installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Vous trouverez le modèle de panneau à la mairie, sur le site officiel de l'administration française : <http://www.service-public.fr>, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.
- Attention : la décision de non-opposition n'est définitive qu'en l'absence de recours. En effet, dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers devant le tribunal administratif. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

¹ Certains travaux ne peuvent pas être commencés dès que la décision de non-opposition vous est acquise et doivent être différés : c'est le cas notamment des travaux de coupe et abattage d'arbres, des transformations de logements en un autre usage dans les communes de plus de 200 000 habitants et dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, ou des installations classées pour la protection de l'environnement. Vous pouvez vérifier auprès de la mairie que votre projet n'entre pas dans ces cas.

Cadre réservé à la mairie

Le projet ayant fait l'objet d'une déclaration n°

déposée à la mairie le : 19.09.2012

par J. P. AN. Sekoshen

est autorisé à défaut de réponse de l'administration un mois après cette date². Les travaux ou aménagements pourront alors être exécutés après affichage sur le terrain du présent récépissé et d'un panneau décrivant le projet conforme au modèle réglementaire.

² Le maire ou le préfet en délivre certificat sur simple demande.

Cachet de la mairie :



Délais et voies de recours : La décision de non-opposition peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain d'un panneau décrivant le projet et visible de la voie publique (article R. 600-2 du code de l'urbanisme). L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la non-opposition (article R. 600-1 du code de l'urbanisme).

La décision de non-opposition est délivrée sous réserve du droit des tiers : Elle vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si la déclaration préalable respecte les règles d'urbanisme.

(Signature manuscrite)



Déclaration préalable

cerfa

N° 13703*02

à la réalisation de constructions et travaux
non soumis à permis de construire portant sur
une maison individuelle et/ou ses annexes

20 SEP. 2012

ARRIVEE

Imprimer
Enregistrer
Réinitialiser

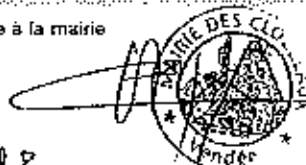
- Vous réalisez des travaux sur une maison individuelle (extension, modification de l'aspect extérieur, ravalement de façade...).
- Vous construisez une annexe à votre habitation (piscine, abri de jardin, garage...).
- Vous édifiez une clôture.

Pour vérifier que vos travaux sont bien soumis à déclaration préalable, vous pouvez vous reporter à la notice explicative ou vous renseigner auprès de la mairie.

D P 1085060 12 0027

Dpt Commune Année N° de dossier

La présente demande a été reçue à la mairie



le 19 09 2012

Dossier transmis : ☐ à l'Architecte des Bâtiments de France
☒ au Directeur du Parc National

1. Informations de coordonnées de la personne déclarante

• Madame ☐ Monsieur ☒
Nom : M. PEAN Prénom : Sébastien

• Adresse : Numéro : 11 bis Voie : Rue de la Renardière

Lieu-dit : Localité : LES CLOUZEUX

Code postal : 85430 BP : Cadex : Pays :

Téléphone (facultatif) : 0610216868

Adresse électronique (facultatif) : s.pean

0.groupe-hfu.fr

• Date et lieu de naissance

Date : 08/05/1974 Commune : LA ROCHE SUR YON

Département : 85 (Indiquez 999 si vous êtes né(e) à l'étranger)

☒ J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse ci-dessus. J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique ou, au plus tard, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.

2. Le terrain

• Références cadastrales : section et numéro¹ (si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez indiquer tous les numéros de parcelles) : Section YD N° 57 : 148

• Adresse du terrain

Numéro : 11 bis Voie : Rue de la Renardière

Lieu-dit : Localité : LES CLOUZEUX

• Superficie du terrain (en m²) : 3050.00

Si ce terrain est situé dans un lotissement, cochez cette case ☐

Cette donnée, qui est facultative, peut toutefois vous permettre de faire valoir des droits à construire ou de bénéficier d'impositions plus favorables.

Pour les déclarations portant sur un lotissement ou une division foncière non soumis à permis d'aménager, veuillez utiliser le formulaire cerfa n° 13702.
Pour les déclarations portant sur d'autres constructions et travaux non soumis à permis de construire, veuillez utiliser le formulaire cerfa n° 13404.

¹ En cas de besoin, vous pouvez vous renseigner auprès de la mairie

3 - Le projet

3.1 - Nature de votre projet (cochez la ou les cases correspondantes)

☒ Nouvelle construction

Type d'annexe créée :

☐ Piscine☐ Garage☐ Véranda☒ Abri de jardin

Autre (précisez) :

☐ Travaux sur une construction existante☐ Extension ☐ Surélévation ☐ Création de niveaux supplémentaires

Autre (précisez) :

☐ Clôture

Courte description de votre projet (facultatif) :

Votre projet concerne :

☒ votre résidence principale☐ votre résidence secondaire

3.2 - Surfaces de plancher (vous pouvez vous aider de la fiche d'aide pour le calcul des surfaces)

Si votre projet modifie la surface de plancher, indiquez :

• la surface de plancher existante :

• la surface de plancher créée : 20,00

• la surface de plancher supprimée :

4 - Déclaration préalable

J'atteste avoir qualité pour faire cette déclaration préalable. (Vous pouvez déposer une déclaration si vous êtes propriétaire ou co-indivisaire du terrain ou si vous avez l'autorisation ou un mandat du ou des propriétaires).

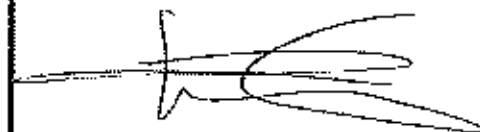
Je soussigné(e), auteur de la déclaration préalable, certifie exacts les renseignements fournis.

J'ai pris connaissance des règles générales de construction prévues par le code de la construction et de l'habitation.

Je suis informé(e) que les renseignements figurant dans cette déclaration préalable serviront, en cas de création de surfaces nouvelles, au calcul des impositions prévues par le code de l'urbanisme.

A Les Clouzeaux
Le : 13/03/2012

Signature du déclarant



Votre déclaration doit être établie en deux exemplaires signés et doit être déposée à la mairie du lieu du projet.

Vous devrez produire :

- un exemplaire signé supplémentaire, si votre projet se situe en périmètre protégé au titre des monuments historiques ;
- un exemplaire signé supplémentaire, si votre projet se situe dans un site classé, un site inscrit ou une réserve naturelle ;
- deux exemplaires signés supplémentaires, si votre projet se situe dans un cœur de parc national.

ANNEXE 1 - DOCUMENTS A JOINDRE A LA DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE

Si votre projet porte sur des travaux dans un monument historique inscrit, dans un immeuble adossé à un monument historique classé, dans un immeuble situé en secteur sauvegardé, en abords de monument historique ou en zone de protection du patrimoine architectural, urbain ou paysager :

- | | |
|--|--------------------------|
| <input type="checkbox"/> DP11. Une notice faisant apparaître les matériaux utilisés et les modalités d'exécution des travaux [Art. R. 431-14 du code de l'urbanisme] | 1 exemplaire par dossier |
|--|--------------------------|

Si votre projet nécessite un permis de démolir :

- | | |
|---|--------------------------|
| <input type="checkbox"/> DP13. Une justification du dépôt de la demande de permis de démolir [Art. R. 431-21 a) du code de l'urbanisme] | 1 exemplaire par dossier |
| OU, si la déclaration préalable vaut demande de permis de démolir : | |
| <input type="checkbox"/> DP14. Les pièces à joindre à une demande de permis de démolir, selon l'Annexe ci-jointe [Art. R. 431-21 b) du code de l'urbanisme] | |

Si votre projet est accompagné d'une demande de dérogation à une ou plusieurs règles du plan local d'urbanisme ou du document en tenant lieu pour réaliser des travaux nécessaires à l'accessibilité des personnes handicapées à un logement existant :

- | | |
|---|--------------------------|
| <input type="checkbox"/> DP14-1. Une note précisant la nature des travaux pour lesquels une dérogation est sollicitée et justifiant que ces travaux sont nécessaires pour permettre l'accessibilité du logement à des personnes handicapées [Art. R. 431-31 du code de l'urbanisme] | 1 exemplaire par dossier |
|---|--------------------------|

Si votre projet est subordonné à une servitude dite « de cours communes » :

- | | |
|--|--------------------------|
| <input type="checkbox"/> DP15. Une copie du contrat ou de la décision judiciaire relatif à l'institution de ces servitudes [Art. R. 431-32 du code de l'urbanisme] | 1 exemplaire par dossier |
|--|--------------------------|

Si votre projet est subordonné à un transfert des possibilités de construction :

- | | |
|--|--------------------------|
| <input type="checkbox"/> DP16. Une copie du contrat ayant procédé au transfert des possibilités de construction résultant du coefficient d'occupation des sols [Art. R. 431-33 du code de l'urbanisme] | 1 exemplaire par dossier |
|--|--------------------------|

Si votre projet porte sur des travaux exécutés à l'intérieur d'un bâtiment situé dans un secteur sauvegardé dont le plan de sauvegarde et de mise en valeur n'est pas approuvé ou dont le plan de sauvegarde et de mise en valeur a été mis en révision :

- | | |
|---|--------------------------|
| <input type="checkbox"/> DP17. Un document graphique faisant apparaître l'état initial et l'état futur de chacune des parties du bâtiment faisant l'objet des travaux [Art. R. 431-37 du code de l'urbanisme] | 1 exemplaire par dossier |
|---|--------------------------|



Déclaration des éléments nécessaires au calcul des impositions pour une déclaration préalable à la réalisation de constructions et travaux non soumis à permis de construire portant sur une maison individuelle et/ou ses annexes

Informations nécessaires en application de l'article R. 431-5 du code de l'urbanisme

Cette déclaration sert de base au calcul des impositions dont vous êtes éventuellement redevable au titre de votre projet. Remplissez soigneusement les cadres ci-dessous et n'oubliez pas de joindre le cas échéant les documents complémentaires figurant au cadre 4. Cela peut vous permettre de bénéficier d'impositions plus favorables. Conservez soigneusement les justificatifs afférents à vos déclarations. Ils pourront vous être demandés ultérieurement.

D P 085 069 12 R00127
 Dpt Commune Année N° de dossier

1 - Informations relatives aux constructions ou aux travaux projetés

1.1 - Ce cadre est à remplir obligatoirement, quelle que soit la nature de la construction, si vous créez de la surface taxable :
Surface taxable (1) totale créée de la ou des construction(s) : 20,00.....m²

1.2 - Destination des constructions et tableau des surfaces taxables(1)

1.2.1 - Création de locaux destinés à l'habitation

Dont :		Nombre de logements	Surfaces créées (1)
Locaux à usage d'habitation principale et leurs annexes (2)	Ne bénéficiant pas de prêt aidé (3)		
	Bénéficiant d'un prêt à taux zéro plus (PTZ+) (6)		
	Logement évolutif social (LES) dans les DOM (5)		
Locaux à usage d'habitation secondaire et leurs annexes (2)			

1.2.2 - Extension (8) de l'habitation principale ou création d'un bâtiment annexe à cette habitation

Pour la réalisation des ces travaux, bénéficiez-vous d'un prêt aidé (5) (6) ?

Oui ☐ Non ☐ Si oui, lequel ?

Quelle est la surface taxable (1) existante conservée ? 383.....m².

1.3 - Autres éléments soumis à la taxe d'aménagement

Nombre de places de stationnement et situées à l'extérieur de la construction, créées par le projet :

Superficie du bassin de la piscine, créée par le projet :m²

1.4 - Cas particuliers

Les travaux projetés sont-ils réalisés suite à des prescriptions résultant d'un Plan de Prévention des Risques naturels, technologiques ou miniers ? Oui ☐ Non ☒

La construction projetée concerne-t-elle un immeuble classé parmi les monuments historiques ou inscrit à l'inventaire des monuments historiques ? Oui ☐ Non ☒

2 - Plafond de densité

2.1 - Plafond légal de densité (PLD) (18)

Demandez à la mairie si un plafond légal de densité des constructions est institué dans la commune et si les constructions prévues sur votre terrain dépassent ce plafond. Si oui, indiquez ici la valeur du m² de terrain nu et libre :€/m²

Pour bénéficier le cas échéant de droits acquis, précisez si des constructions existant sur votre terrain avant le 1^{er} avril 1976 ont été démolies : Oui ☐ Non ☐

Si oui, indiquez ici la surface de plancher démolie (19) :m²

B. Pièces complémentaires relatives au statut de la commune du projet

Pièces	Nombre d'exemplaires à fournir
Si votre projet se situe dans une commune ayant instauré un plafond légal de densité et si votre projet dépasse ce plafond :	
<input type="checkbox"/> F3. Un extrait de la matrice cadastrale [Ancien art. R. 333-3 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> F4. Un extrait du plan cadastral [Ancien art. R. 333-3 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

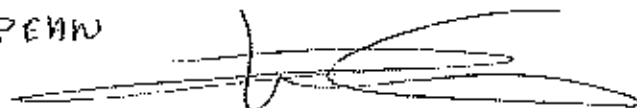
C. Logement pouvant bénéficier d'exonérations d'impôts locaux

Pièces	Nombre d'exemplaires à fournir
Si votre projet se situe dans une opération d'intérêt national et que vous pensez bénéficier de l'exonération prévue à l'article L. 331-7 4° (opération d'intérêt national) du code de l'urbanisme	
<input type="checkbox"/> L'attestation de l'aménageur certifiant que ce dernier a réalisé ou réalisera l'intégralité des travaux mis à sa charge (article R. 331-5 du code de l'urbanisme)	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans un périmètre de projet urbain partenarial et que vous pensez bénéficier de l'exonération prévue à l'article L. 331-7 6° (projet urbain partenarial) du code de l'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> Copie de la convention de projet urbain partenarial (article L. 332-11-3 du code de l'urbanisme)	1 exemplaire par dossier
Si vous faites une reconstruction suite à une destruction ou suite à une démolition ou suite à un sinistre et que vous pensez bénéficier de l'exonération prévue à l'article L. 331-7 8° du code de l'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> La justification de la date de la destruction, de la démolition ou du sinistre	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> En cas de sinistre, l'attestation de l'assureur, que les indemnités versées en réparation des dommages ne comprennent pas le montant des taxes d'urbanisme	1 exemplaire par dossier
Si votre projet affecte le sous-sol et que vous pensez bénéficier de l'exonération prévue à l'article L. 524-6 du code du patrimoine (20) :	
<input type="checkbox"/> L'attestation de paiement d'une redevance d'archéologie préventive au titre de la réalisation d'un diagnostic suite une demande volontaire de fouilles, ou au titre de la loi du 1 ^{er} août 2003	1 exemplaire par dossier

(Informations complémentaires et justificatifs éventuels (notamment l'attestation bancaire au prêt à taux zéro +) pouvant vous permettre de bénéficier d'impositions plus favorables)

Date le 19/05/2012

Nom et Signature du déclarant PENW



Déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux

Ce document est émis par le ministère en charge de l'urbanisme.

- ① Depuis le 1^{er} janvier 2022, vous pouvez déposer votre demande par voie dématérialisée selon les modalités définies par la commune compétente pour la recevoir.
Ce formulaire peut se remplir facilement sur ordinateur avec un lecteur pdf.

Vous devez utiliser ce formulaire si :

- vous déclarez l'achèvement partiel ou total des travaux de construction ou d'aménagement.
- vous déclarez que les travaux de construction ou d'aménagement sont conformes à l'autorisation et respectent les règles générales de construction.
- vous déclarez que le changement de destination a été effectué et est conforme au permis.
- vous déclarez que la division de terrain a été effectuée et est conforme au permis ou à la déclaration préalable.

Cadre réservé à la mairie du lieu du projet

La présente déclaration a été reçue à la mairie



Cachet de la mairie et signature du receveur

le 10/03/2023

1 Désignation du permis ou de la déclaration préalable

☐ Permis de construire

N° _____

☐ Permis d'aménager

N° _____

S'agit-il d'un aménagement pour lequel l'aménageur a été autorisé à différer les travaux de finition des voiries ? ☐ Oui ☐ Non

Abri de jardin

Si oui, date de finition des voiries fixée au : ____/____/____

☒ Déclaration préalable

N° 2 p 08506912 R 0027

2 Identité du déclarant

① Le déclarant est le titulaire de l'autorisation

2.1 Vous êtes un particulier

☐ Madame ☒ Monsieur

Nom

PÉAN

Prénom

SEBASTIEN

2.2 Vous êtes une personne morale

Dénomination

Raison sociale

N° SIRET

Type de société (SA, SCI...)

Représentant de la personne morale : ☐ Madame ☐ Monsieur

Nom

Prénom

3 Coordonnées du demandeur

① Ne remplir qu'en cas de changement des coordonnées du titulaire de l'autorisation ou du déclarant.
Vous pouvez également remplir la fiche complémentaire en cas de changement des coordonnées du déclarant ou du titulaire du permis.

Adresse : Numéro : 11 bis Voie : la Renardière

Lieu-dit : Les clauzeaux

Localité : Aubigny - les clauzeaux

Code postal : 85430 BP : Cedex :

Si le demandeur habite à l'étranger :

Pays : Division territoriale :

Adresse électronique :

s. pean @ groupe-hfu.fr

☒ J'accepte de recevoir à l'adresse électronique communiquée les réponses de l'administration et notamment par lettre recommandée électronique ou par un autre procédé électronique équivalent les documents habituellement notifiés par lettre recommandée avec accusé de réception.

4 Achèvement des travaux

☒ Chantier achevé le : 05/01/2023

Changement de destination effectué le : / /

☒ Pour la totalité des travaux

☐ Pour une tranche des travaux

Veillez préciser quels sont les aménagements ou constructions achevés :

Surface de plancher créée (en m²) : 20

Nombre de logements terminés : dont individuels : dont collectifs :

Répartition du nombre de logements terminés par type de financement

Logement Locatif Social :

Accession Sociale (hors prêt à taux zéro) :

Prêt à taux zéro :

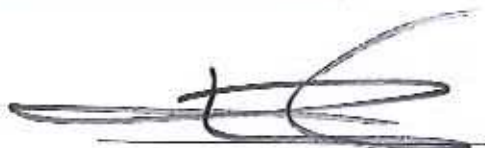
Autres financements :

J'atteste que les travaux sont achevés et qu'ils sont conformes à l'autorisation (permis ou non-opposition à la déclaration préalable)^[1]

A la Roche sur Yon

Fait le 09/03/2023

Signature du (ou des) déclarant(s)



A

Fait le / /

Signature de l'architecte (ou de l'agréé en architecture) s'il a dirigé les travaux

[1] La déclaration doit être signée par le bénéficiaire de l'autorisation ou par l'architecte ou l'agréé en architecture, dans le cas où ils ont dirigé les travaux.

**ATTESTATION DE NON CONTESTATION DE LA DECLARATION ATTESTANT L'ACHEVEMENT ET LA
CONFORMITE DES TRAVAUX**

Je soussigné, Jany Gêret, 1^{er} Adjoint à la Maire d'AUBIGNY-LES CLOUZEUX, atteste que la déclaration préalable n° DP 085 069 09 R0030 pour des panneaux photovoltaïques, a été délivrée le 15 juillet 2009 à Monsieur PEAN Sébastien.

-DAACT (*Déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux*) déposée en mairie en date du 10 mars 2023.

Qu'à l'issue du délai de 3 mois écoulés après le dépôt de la DAACT, la conformité des travaux n'a pas été contestée.

En foi de quoi, la présente attestation est établie pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à AUBIGNY-LES CLOUZEUX, le 12 juin 2023

Par délégation de la Maire,
Le 1^{er} Adjoint,

Jany GUERET



**ATTESTATION DE NON CONTESTATION DE LA DECLARATION ATTESTANT L'ACHEVEMENT ET LA
CONFORMITE DES TRAVAUX**

Je soussigné, Jany Gêret, 1^{er} Adjoint à la Maire d'AUBIGNY-LES CLOUZEUX, atteste que la déclaration préalable n° DP 085 069 12 R0027 pour un abri de jardin, a été délivrée le 15 novembre 2012 à Monsieur PEAN Sébastien.

-DAACT (*Déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux*) déposée en mairie en date du 10 mars 2023.

Qu'à l'issue du délai de 3 mois écoulés après le dépôt de la DAACT, la conformité des travaux n'a pas été contestée.

En foi de quoi, la présente attestation est établie pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à AUBIGNY-LES CLOUZEUX, le 12 juin 2023

Par délégation de la Maire,
Le 1^{er} Adjoint,

Jany GUERET



COMMUNE DE AUBIGNY-LES CLOUZEUX
MAIRIE DES CLOUZEUX

PERMIS DE CONSTRUIRE
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA
COMMUNE

Demande déposée le 08/02/2016		N° PC 085 008 16 Y0004
Par	Monsieur PEAN Sébastien, Madame PEAN Sophie	Surface de plancher : 0 m²
Demeurant à	La Renardière LES CLOUZEUX 85430 AUBIGNY-LES CLOUZEUX	
Sur un terrain sis à	LA RENARDIERE LES CLOUZEUX 85430 AUBIGNY-LES CLOUZEUX	
Cadastré	69 YD 209	
Nature des Travaux	Construction d'un carport	

LE MAIRE DELEGUE,

Vu la demande de permis de construire susvisée,

Vu le Code de l'urbanisme,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 08 septembre 2010, modification simplifiée n°1 approuvée le 30 mars 2011, modification n°1 approuvée le 05 septembre 2012, modification n°2 approuvée le 09 juillet 2014 pour la commune déléguée de Les Clouzeaux,

Considérant le règlement de la zone Nh1 dans laquelle se situe le projet,

ARRETE

Article 1 :

Le permis de construire est **ACCORDE** pour le projet décrit dans la demande susvisée.

Article 2 :

Les travaux seront réalisés conformément aux documents annexés au présent arrêté.

Article 3 :

Les eaux pluviales seront récupérées sur la propriété du pétitionnaire et/ou dirigées vers le réseau d'eaux pluviales. Les travaux seront à la charge du pétitionnaire

Article 4 :

La Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux (DAACT) prévue par les articles R. 462-1 et R462-2 du Code de l'urbanisme, accompagnée des attestations spécifiques (AT1, AT2, AT3 selon les cas), devra être adressée en mairie après réalisation des travaux.

Fait à AUBIGNY-LES CLOUZEUX,
 Le 26 février 2016
 Le Maire délégué Les Clouzeaux, 1^{er} Adjoint,
 Jacques PEROYS

Transmis en préfecture le: - 2 MARS 2016

Notifié au pétitionnaire le: - 2 MARS 2016



OBSERVATIONS

Le terrain est situé dans une zone susceptible d'être infestée par des termites. L'attention du pétitionnaire est donc attirée sur les précautions à prendre pour éviter leur propagation et les dégâts qu'ils provoquent.

Le terrain est situé en zone de sismicité 3 (modéré) du Plan de Prévention du Risque Sismique.

En application de la délibération de la Communauté d'Agglomération en date du 13 novembre 2015, la participation pour le financement de l'assainissement collectif pourra être applicable par la Communauté d'Agglomération suivant la nature des travaux (construction nouvelle, extension).

Le montant des taxes d'urbanisme ainsi que le montant de la redevance Archéologique Préventive liées à votre projet vous seront communiqués ultérieurement par les services de l'Etat et le recouvrement sera effectué par le comptable du Trésor Public.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales (un exemplaire du présent dossier est adressé à la Préfecture de la Vendée, pour le contrôle de la légalité, sous huitaine, à compter de la transmission au pétitionnaire).

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE : les travaux peuvent commencer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

DUREE DE VALIDITE : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

DROITS DES TIERS : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

DELAYS ET VOIES DE RECOURS : Si vous entendiez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite). Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE CHARGÉ
DE L'URBANISME

Demande de

Permis de construire

pour une maison individuelle et / ou ses annexes

comprenant ou non des démolitions

Enregistrer

Imprimer

Réinitialiser

cerfa

N° 13406*04

1/9

Vous pouvez valider ce formulaire en :

- Vous construisez une maison individuelle ou ses annexes.
 - Vous agrandissez une maison individuelle ou ses annexes.
 - Vous aménagez pour l'habitation tout ou partie d'une construction existante.
 - Votre projet comprend des démolitions
- Pour savoir précisément à quelle formalité sont soumis vos travaux, vous pouvez vous reporter à la notice explicative ou vous renseigner auprès de la mairie du lieu de votre projet.

P C 085 008 16 Y0004

Dpt Commune Année N° de dossier

La présente demande a été reçue à la mairie

le 08 02 2016

Cachet de la mairie

Dossier transmis : ☐ à l'Architecte des Bâtiments de France
☐ au Directeur du Parc National

1 - Identité du demandeur

Le demandeur indiqué dans le cadre ci-dessous sera le titulaire de la future autorisation et le redevable des taxes d'urbanisme. Dans le cas de demandeurs multiples, chacun des demandeurs, à partir du 2^{ème}, doit remplir la fiche complémentaire «Autres demandeurs». Les décisions prises par l'administration seront notifiées au demandeur indiqué ci-dessous. Une copie sera adressée aux autres demandeurs, qui seront co-titulaires de l'autorisation et solidairement responsables du paiement des taxes.

Vous êtes un particulier

Madame ☐

Monsieur ☒

Nom : PEAN

Prénom : Sébastien

Date et lieu de naissance

Date : 08 05 1971

Commune : LA ROCHE SUR YON

Département : 85

Pays :

Vous êtes une personne morale

Dénomination :

Raison sociale :

N° SIRET : Type de société (SA, SCI,...) :

Représentant de la personne morale :

Madame ☐

Monsieur ☐

Nom :

Prénom :

2 - Coordonnées du demandeur

Adresse : Numéro :

Voie :

Lieu-dit : La Renardière

Localité : LES CLOUZEUX

Code postal : 85430 BP : Cedex :

Téléphone :

indiquez l'indicatif pour le pays étranger :

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays :

Division territoriale :

Si vous souhaitez que les courriers de l'administration (autres que les décisions) soient adressés à une autre personne, veuillez préciser son nom et ses coordonnées :

Madame ☐

Monsieur ☐

Personne morale ☐

Nom :

Prénom :

OU raison sociale :

Adresse : Numéro :

Voie :

Lieu-dit :

Localité :

Code postal : BP : Cedex :

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays :

Division territoriale :

Téléphone :

indiquez l'indicatif pour le pays étranger :

☐ J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante :

@

J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique ou, au plus tard, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.

3 - Le terrain

3.1 - localisation du (ou des) terrain(s)

Les informations et plans (voir liste des pièces à joindre) que vous fournissez doivent permettre à l'administration de localiser précisément le (ou les) terrain(s) concerné(s) par votre projet.

Le terrain est constitué de l'ensemble des parcelles cadastrales d'un seul tenant appartenant à un même propriétaire

Adresse du (ou des) terrain(s)

Numéro :

Voie :

Lieu-dit : La Renardière

Localité : LES CLOUZEUX

Code postal : 8 5 4 3 0 BP : Cedex :

Références cadastrales : (si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez indiquer les premières ci-dessous et les suivantes sur une feuille séparée) : Préfixe : Section : Y D Numéro : 2 0 9

Superficie du (ou des) terrain(s) (en m²) : 3047

3.2 - Situation juridique du terrain (ces données, qui sont facultatives, peuvent toutefois vous permettre de faire valoir des droits à construire ou de bénéficier d'impositions plus favorables)

Êtes-vous titulaire d'un certificat d'urbanisme pour ce terrain ?

Oui ☐

Non ☒

Je ne sais pas ☐

Le terrain est-il situé dans un lotissement ?

Oui ☐

Non ☒

Je ne sais pas ☐

Le terrain est-il situé dans une Zone d'Aménagement Concertée (Z.A.C.) ?

Oui ☐

Non ☐

Je ne sais pas ☐

Le terrain fait-il partie d'un remembrement urbain (Association Foncière Urbaine) ?

Oui ☐

Non ☐

Je ne sais pas ☐

Le terrain est-il situé dans un périmètre ayant fait l'objet d'une convention de Projet Urbain

Partenarial (P.U.P) ?

Oui ☐

Non ☐

Je ne sais pas ☐

Le projet est-il situé dans le périmètre d'une Opération d'Intérêt National (O.I.N) ?

Oui ☐

Non ☐

Je ne sais pas ☐

Si votre terrain est concerné par l'un des cas ci-dessus, veuillez préciser, si vous les connaissez, les dates de décision ou d'autorisation, les numéros et les dénominations :

3.3 - Terrain issu d'une division de propriété

Si votre terrain est issu de la division d'une propriété bâtie effectuée il y a moins de 10 ans, demandez à la mairie si le plan local d'urbanisme comporte une règle limitant vos droits à construire, instituée antérieurement à la date de la division. Si cette règle existe, le vendeur doit vous avoir remis une attestation indiquant la surface des constructions déjà établies sur l'autre partie du terrain.

Indiquez cette surface (en m²) :

et la superficie du terrain avant division (en m²) :

ou joignez à votre demande une copie de l'attestation

4 - Caractéristiques du projet

4.1 - Architecte

Le recours à un architecte (ou un agréé en architecture) est **obligatoire**.

Toutefois, vous pouvez vous en dispenser si vous êtes un particulier et que vous déclarez vouloir édifier ou modifier pour vous-même :

- une construction qui ne dépasse pas 170 m² ;

- l'extension d'une construction existante soumise à permis de construire si cette extension n'a pas pour effet de porter l'ensemble après travaux au-delà de 170 m².

Si votre projet correspond à l'un de ces cas de dispense et que vous n'avez pas eu recours à un architecte, cochez la case ci-dessous :

☐ Je déclare sur l'honneur que mon projet entre dans l'une des situations pour lesquelles le recours à l'architecte n'est pas obligatoire.

Si vous avez recours à un architecte, vous devez lui faire compléter les rubriques ci-dessous et lui faire apposer son cachet

Nom de l'architecte : M. GOICHON

Prénom : François - Architecte DPLG

Numéro : 27

Voie : Rue Benjamin Franklin - CS 40105

Lieu-dit :

Localité : LA ROCHE SUR YON CEDEX

Code postal : 8 5 0 0 3 BP : Cedex :

N° d'inscription sur le tableau de l'ordre : 18 77 A 49014

Conseil Régional de : PAYS DE LA LOIRE

Téléphone : 0 2 5 1 3 6 8 2 6 4 ou Télécopie : ou

Adresse électronique :

@

En application de l'article R. 431-2 du code de l'urbanisme, j'ai pris connaissance des règles générales de construction prévues par le chapitre premier du titre premier du livre premier du code de la construction et de l'habitation et notamment, lorsque la construction y est soumise, les règles d'accessibilité fixées en application de l'article L. 111-7 de ce code.

Signature de l'architecte :



Cachet de l'architecte :

François GOICHON
Architecte DPLG n° 1877 A 49014
SICA HR

4.2 - Nature des travaux envisagés

- ☐ Nouvelle construction
☒ Travaux sur construction existante

Courte description de votre projet ou de vos travaux :

Le projet concerne l'extension d'une maison d'habitation (Carport).

Si votre projet nécessite une puissance électrique supérieure à 12 kVA monophasé (ou 36 kVA triphasé), indiquez la puissance électrique nécessaire à votre projet :

4.3 - Informations complémentaires

Type d'annexes : Piscine ☐ Garage ☐ Véranda ☐ Abris de jardin ☐ Autres annexes à l'habitation ☒

Nombre de logements créés : Nombre de pièces de la maison : Nombre de niveaux de la maison :

Mode d'utilisation principale des logements :

Résidence principale ☒ Résidence secondaire ☐ Vente ☐ Location ☐

Mode de financement du projet :

Logement Locatif Social ☐ Accession Sociale (hors prêt à taux zéro) ☐ Prêt à taux zéro ☐

☐ Autres financements

Avez-vous souscrit un contrat de construction de maison individuelle ? Oui ☐ Non ☐

Répartition du nombre de logements créés selon le nombre de pièces :

1 pièce : 2 pièces : 3 pièces : 4 pièces : 5 pièces : 6 pièces et plus :

Indiquez si vos travaux comprennent notamment :

Extension ☒ Surélévation ☐ Création de niveaux supplémentaires ☐

4.4 - Destination des constructions et tableau des surfaces

surfaces de plancher² en m²

Destinations	Surface existante avant travaux (A)	Surface créée ¹ (B)	Surface créée par changement de destination ⁴ (C)	Surface supprimée ⁵ (D)	Surface supprimée par changement de destination ⁶ (E)	Surface totale = (A) + (B) + (C) - (D) - (E)
Habitation	323.14	0				323.14
Hébergement hôtelier						
Bureaux						
Commerce						
Artisanat ⁶						
Industrie						
Exploitation agricole ou forestière						
Entrepôt						
Service public ou d'intérêt collectif						
Surfaces totales (m²)	323.14	0				323.14

² Vous pouvez vous aider de la fiche d'aide pour le calcul des surfaces.

La surface de plancher d'une construction est égale à la somme des surfaces de plancher closes et couvertes, sous une hauteur de plafond supérieure à 1,80 m, calculée à partir du nu intérieur des façades, après déduction, sous certaines conditions, des vides et des lézards, des aires de stationnement, des naves ou galeries, des combles et des locaux techniques ainsi que, dans les immeubles collectifs, une part forfaitaire des surfaces de plancher affectées à l'habitation (voir article R 112-2 du Code de l'urbanisme).

³ Il peut s'agir soit d'une surface nouvelle construite à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local non constitutif de surface de plancher (ex : transformation du garage d'une habitation en chambre).

⁴ Le changement de destination consiste à transformer une surface existante de l'une des neuf destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces destinations. Par exemple : la transformation de surfaces de bureaux en hôtel ou la transformation d'une habitation en commerce.

⁵ Il peut s'agir soit d'une surface détruite à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local constitutif de surface de plancher (ex : transformation d'un commerce en local technique dans un immeuble commercial).

⁶ L'activité artisanale est définie par la loi n°96 603 du 5 juillet 1998 dans ses articles 19 et suivants : « activités professionnelles indépendantes de production, de transformation, de réparation, ou prestation de service relevant de l'artisanat et figurant sur une liste annexée au décret N°98 247 du 2 avril 1998 ».

A. Exemples de motifs de demande de démolition

Indiquez le ou les motifs de demande de démolition en cochant la ou les cases correspondantes. Les cases à cocher peuvent être multiples.

Date(s) approximative(s) à laquelle le ou les bâtiments dont la démolition est envisagée ont été construits :

- ☐ Démolition totale
☐ Démolition partielle

En cas de démolition partielle, veuillez décrire les travaux qui seront, le cas échéant, effectués sur les constructions restantes

Nombre de logement démolis :

B. Participation pour voirie et réseaux

Si votre projet se situe sur un terrain soumis à la participation pour voirie et réseaux (PVR), indiquez les coordonnées du propriétaire ou celles du bénéficiaire de la promesse de vente, s'il est différent du demandeur

Madame ☐ Monsieur ☐ Personne morale ☐

Nom : Prénom :

OU raison sociale :

Adresse : Numéro : Voie :

Lien-dit : Localité :

Code postal : _____ BP : _____ Cedex : _____

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays :

Division territoriale :

C. Attestation de qualité pour demander la présente autorisation

J'atteste avoir qualité pour demander la présente autorisation.¹

Je soussigné(e), auteur de la demande, certifie exacts les renseignements fournis.

J'ai pris connaissance des règles générales de construction prévues par le chapitre premier du titre premier du livre premier du code de la construction et de l'habitation et notamment, lorsque la construction y est soumise, les règles d'accessibilité fixées en application de l'article L. 111-7 de ce code et de l'obligation de respecter ces règles.

Je suis informé(e) que les renseignements figurant dans cette demande serviront au calcul des impositions prévues par le Code de l'urbanisme.

A Les clouzeaux

Le : 08/02/2016



Signature du (des) demandeur(s)

Votre demande doit être établie en quatre exemplaires et doit être déposée à la mairie du lieu de construction.

Vous devrez produire :

- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe en périmètre protégé au titre des monuments historiques ;
- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe dans un site classé, un site inscrit ou une réserve naturelle ;
- deux exemplaires supplémentaires, si votre projet se situe dans un cœur de parc national.

Si vous êtes un particulier : la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant et la possibilité de rectification. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande.

Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre : ☐

¹ Vous pouvez déposer une demande si vous êtes dans un des quatre cas suivants :

- vous êtes propriétaire du terrain ou mandataire de ou des propriétaires ;
- vous avez l'autorisation de ou des propriétaires ;
- vous êtes co-indivisaire du terrain en indivision ou son mandataire ;
- vous avez qualité pour bénéficier de l'expropriation du terrain pour cause d'utilité publique



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE CHARGÉ
DE L'URBANISME

Bordereau de dépôt des pièces jointes à une demande de permis de construire une maison individuelle et / ou ses annexes

**Cochez les cases correspondant aux pièces jointes à votre demande
et reportez le numéro correspondant sur la pièce jointe**

Pour toute précision sur le contenu exact des pièces à joindre à votre demande, vous pouvez vous référer à la liste détaillée qui vous a été fournie avec le formulaire de demande et vous renseigner auprès de la mairie ou du service départemental de l'Etat chargé de l'urbanisme.

Cette liste est exhaustive et aucune autre pièce ne peut vous être demandée.

Vous devez fournir quatre dossiers complets constitués chacun d'un exemplaire du formulaire de demande accompagné des pièces nécessaires à l'instruction de votre permis, parmi celles énumérées ci-dessous [art. R.423-2 b) du code de l'urbanisme]. Des exemplaires supplémentaires du dossier complet sont parfois nécessaires si vos travaux sont situés dans un secteur protégé (monument historique, site, réserve naturelle, parc national,...)¹ ou si des travaux de surélévation d'une construction achevée depuis plus de 2 ans font l'objet d'une demande de dérogation à des règles de construction [art. L. 111-4-1 du code de la construction et de l'habitation].

Cinq exemplaires supplémentaires des pièces PCMI1, PCMI2 et PCMI3, en plus de ceux fournis dans chaque dossier, sont demandés afin d'être envoyés à d'autres services pour consultation et avis [art. A. 431-9 du code de l'urbanisme].

1. Pièces obligatoires pour tout type de projet :

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
<input checked="" type="checkbox"/> PCMI1. Un plan de situation du terrain [Art. R. 431-7 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémentaires
<input checked="" type="checkbox"/> PCMI2. Un plan de masse des constructions à édifier ou à modifier [Art. R. 431-9 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémentaires
<input checked="" type="checkbox"/> PCMI3. Un plan en coupe du terrain et de la construction [Article R. 431-10 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémentaires
<input checked="" type="checkbox"/> PCMI4. Une notice décrivant le terrain et présentant le projet [Art. R. 431-8 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input checked="" type="checkbox"/> PCMI5. Un plan des façades et des toitures [Art. R. 431-10 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input checked="" type="checkbox"/> PCMI6. Un document graphique permettant d'apprécier l'insertion du projet de construction dans son environnement [Art. R. 431-10 c) du code de l'urbanisme] ²	1 exemplaire par dossier
<input checked="" type="checkbox"/> PCMI7. Une photographie permettant de situer le terrain dans l'environnement proche [Art. R. 431-10 d) du code de l'urbanisme] ²	1 exemplaire par dossier
<input checked="" type="checkbox"/> PCMI8. Une photographie permettant de situer le terrain dans le paysage lointain [Art. R. 431-10 d) du code de l'urbanisme] ²	1 exemplaire par dossier

2. Pièces facultatives dont l'absence peut entraîner le refus de permis :

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
Si votre projet se situe dans un lotissement :	
<input type="checkbox"/> PCMI9. Le certificat indiquant la surface constructible attribuée à votre lot [Art. R. 442-11 1er al du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PCMI10. Le certificat attestant l'achèvement des équipements desservant le lot [Art. R. 431-22-1 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans une zone d'aménagement concertée (ZAC) :	
<input type="checkbox"/> PCMI11. Une copie des dispositions du cahier des charges de cession de terrain qui indiquent le nombre de m ² constructibles sur la parcelle et, si elles existent, des dispositions du cahier des charges, qui fixent les prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales imposées pour la durée de réalisation de la zone [Art. R. 431-23 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PCMI12. La convention entre la commune ou l'établissement public et vous qui fixe votre participation au coût des équipements de la zone [Art. R. 431-23 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est susceptible d'affecter de manière significative un site Natura 2000 :	
<input type="checkbox"/> PCMI12-1. Le dossier d'évaluation des incidences prévu à l'art. R. 414-23 du code de l'environnement [Art. R.431-16 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

¹ Se renseigner auprès de la mairie

² Cette pièce n'est pas exigée si votre projet se situe dans un périmètre ayant fait l'objet d'un permis d'aménager

Si votre projet est accompagné de la réalisation ou de la réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif :

<input type="checkbox"/> PCMI12-2. L'attestation de conformité du projet d'installation [Art. R.431-16 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet est tenu de respecter les règles parasismiques et paracycloniques :

<input type="checkbox"/> PCMI13. L'attestation d'un contrôleur technique [Art. R. 431-16 d) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet se situe dans une zone où un plan de prévention des risques impose la réalisation d'une étude :

<input type="checkbox"/> PCMI14. L'attestation de l'architecte ou de l'expert certifiant que l'étude a été réalisée et que le projet la prend en compte [Art. R. 431-16 e) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet est tenu de respecter la réglementation thermique :

<input type="checkbox"/> PCMI14-1. Le formulaire attestant la prise en compte de la réglementation thermique [Art. R. 431-16 i) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si vous demandez un dépassement de COS (coefficient d'occupation des sols) en cas de POS ou une majoration du volume constructible en cas de PLU en justifiant que vous remplissez certains critères de performance énergétique :

<input type="checkbox"/> PCMI15. Un document attestant que le projet respecte les critères de performance énergétique [Art. R. 431-18 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PCMI16. Un engagement d'installer les équipements de production d'énergie renouvelable ou de pompe à chaleur [Art. R. 431-18 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si votre projet nécessite un défrichement :

<input type="checkbox"/> PCMI17. La copie de la lettre du préfet qui vous fait savoir que votre demande d'autorisation de défrichement est complète, si le défrichement est ou non soumis à reconnaissance de la situation et de l'état des terrains et si la demande doit ou non faire l'objet d'une enquête publique [Art. R. 431-19 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet nécessite un permis de démolir :

<input type="checkbox"/> PCMI18. La justification du dépôt de la demande de permis de démolir [Art. R. 431-21 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> OU, si la demande de permis de construire vaut demande de permis de démolir : PCMI19. Les pièces à joindre à une demande de permis de démolir, selon l'Annexe ci-jointe [Art. R. 431-21 b) du code de l'urbanisme]	

Si votre projet se situe sur le domaine public ou en surplomb du domaine public :

<input type="checkbox"/> PCMI20. L'accord du gestionnaire du domaine pour engager la procédure d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public [Art. R. 431-13 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet porte sur des travaux dans un monument historique inscrit, dans un immeuble adossé à un monument historique classé, dans un immeuble situé en secteur sauvegardé, en abords de monument historique ou en zone de protection du patrimoine architectural, urbain ou paysager, dans une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine ou dans un cœur de parc national :

<input type="checkbox"/> PCMI21. Une notice faisant apparaître les matériaux utilisés et les modalités d'exécution des travaux [Art. R. 431-14 et R. 431-14-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet se situe dans un cœur de parc national :

<input type="checkbox"/> PCMI21-1. Le dossier prévu au II de l'article R. 331-19 du code de l'environnement [Art. R. 431-14-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si le terrain ne peut comporter les emplacements de stationnement imposés par le document d'urbanisme :

<input type="checkbox"/> PCMI22. Le plan de situation du terrain sur lequel seront réalisées les aires de stationnement et le plan des constructions et des aménagements correspondants [Art. R. 431-26 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> OU PCMI23. La promesse synallagmatique de concession ou d'acquisition [Art. R. 431-26 b) du code de l'urbanisme]	

Si vous demandez une dérogation à une ou plusieurs règles du plan local d'urbanisme ou du document en tenant lieu pour réaliser des travaux nécessaires à l'accessibilité des personnes handicapées à un logement existant :

<input type="checkbox"/> PCMI23-1. Une note précisant la nature des travaux pour lesquels une dérogation est sollicitée et justifiant que ces travaux sont nécessaires pour permettre l'accessibilité du logement à des personnes handicapées [Art. R. 431-31 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si vous demandez une dérogation aux règles constructives mentionnées à l'article L. 111-4-1 du code de la construction et de l'habitation, pour la création ou l'agrandissement de logements par surélévation d'un immeuble achevé depuis plus de 2 ans :

<input type="checkbox"/> PCMI 23-2. Une demande de dérogation comprenant les précisions et les justifications définies à l'article R. 111-1-2 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-31-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet est subordonné à une servitude dite « de cours communes » :

<input type="checkbox"/> PCMI24. Une copie du contrat ou de la décision judiciaire relatifs à l'institution de ces servitudes [Art. R. 431-32 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet est subordonné à un transfert des possibilités de construction :

<input type="checkbox"/> PCMI25. Une copie du contrat ayant procédé au transfert des possibilités de construction résultant du COS [Art. R. 431-33 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------



MINISTRE CHARGE
DE L'URBANISME

Déclaration des éléments nécessaires au calcul des impositions pour un permis de construire une maison individuelle

Informations nécessaires en application de l'article R. 431-5 du code de l'urbanisme

Cette déclaration sert de base au calcul des impositions dont vous êtes éventuellement redevable au titre de votre projet. Remplissez soigneusement les cadres ci-dessous et n'oubliez pas de joindre le cas échéant les documents complémentaires figurant au cadre 4. Cela peut vous permettre de bénéficier d'impositions plus favorables. Conservez soigneusement les justificatifs afférents à vos déclarations. Ils pourront vous être demandés ultérieurement.

P.C. 085 008 16 4000 4

Dpt Commune Année N° de dossier

Renseignements concernant les constructions ou les aménagements

1.1 - Les lignes ci-dessous doivent être **obligatoirement renseignées**, quelle que soit la nature de la construction

Surface taxable (1) totale créée de la ou des construction(s), hormis les surfaces de stationnement closes et couvertes (2 bis) 0 m²
Surface taxable créée des locaux clos et couverts (2 bis) à usage de stationnement 0 m²

1.2 - Destination des constructions et tableau des surfaces taxables (1)

1.2.1 - Création de locaux destinés à l'habitation

Dont :		Nombre de logements créés	Surfaces créées (1) hormis les surfaces de stationnement closes et couvertes (2 bis)	Surfaces créées pour le stationnement clos et couvert (2 bis)
Locaux à usage d'habitation principale et leurs annexes (2)	Ne bénéficiant pas du prêt aidé (3)	0	0	0
	Bénéficiant d'un PLAI ou LLTS (4)			
	Bénéficiant d'un prêt à taux zéro plus (PTZ+) (5)			
	Bénéficiant d'autres prêts aidés (PLUS, LES, PSLA, PLS, LLS) (6)			
Locaux à usage d'habitation secondaire et leurs annexes (2)				

1.2.2 - Extension (8) de l'habitation principale, création d'un bâtiment annexe à cette habitation ou d'un garage clos et couvert.

Pour la réalisation des ces travaux, bénéficiez-vous d'un prêt aidé (5) (6) ?

Oui ☐ Non ☐ Si oui, lequel ?

Quelle est la surface taxable (1) existante conservée ? 348,91 m². Quel est le nombre de logements existants ? 1

Quel est le nombre de logements après travaux ? 1

1.3 - Autres éléments créés soumis à la taxe d'aménagement

Nombre de places de stationnement non couvertes ou non closes (13) : 0

Superficie du bassin de la piscine : 0 m²

1.4 - Redevance d'archéologie préventive :

Veillez préciser la profondeur du(des) terrassement(s) nécessaire(s) à la réalisation de votre projet

au titre des locaux : > à 0,60 m suivant étude de sol

au titre de la piscine : 0

au titre des emplacements de stationnement : 0

1.5 - Cas particuliers

Les travaux projetés sont-ils réalisés suite à des prescriptions résultant d'un Plan de Prévention des Risques naturels, technologiques ou miniers ? Oui ☐ Non ☒

La construction projetée concerne-t-elle un immeuble classé parmi les monuments historiques ou inscrit à l'inventaire des monuments historiques ? Oui ☐ Non ☒

2. Autres renseignements

2.1 - Versement pour sous-densité (VSD) (14)

Demandez à la mairie si un seuil minimal de densité (SMD) est institué dans le secteur de la commune où vous construisez. Si oui, la surface de plancher de la construction projetée est-elle égale ou supérieure au seuil minimal de densité (15) ?

Oui ☐ Non ☐

Dans le cas où la surface de plancher de votre projet est inférieure au seuil minimal de densité indiquez ici :

La superficie de votre unité foncière : m².

La superficie de l'unité foncière effectivement constructible (16) : m²

La valeur du m² de terrain nu et libre : €/m²

Les surfaces de planchers des constructions existantes non destinées à être démolies (en m²) (17) : m²

Si vous avez bénéficié avant le dépôt de votre demande d'un rescrit fiscal (18), indiquez sa date :

3. Pièces complémentaires relatives à la situation du projet

Pièces	Nombre d'exemplaires à fournir
Si votre projet se situe dans une commune ayant instauré un seuil minimal de densité et si votre terrain est un lot de lotissement :	
<input type="checkbox"/> F1. Le certificat fourni par le lotisseur [Art. R. 442-11 2e alinéa du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans une commune ayant instauré un seuil minimal de densité et si vous avez bénéficié d'un rescrit fiscal :	
<input type="checkbox"/> F2. Le rescrit fiscal [article R. 331-23 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

4. Dommages pouvant vous permettre de bénéficier d'impositions plus favorables

Pièces	Nombre d'exemplaires à fournir
Si votre projet se situe dans une opération d'intérêt national et que vous pensez bénéficier de l'exonération prévue à l'article L. 331-7 4° (opération d'intérêt national) du code de l'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> F3. L'attestation de l'aménageur certifiant que ce dernier a réalisé ou réalisera l'intégralité des travaux mis à sa charge (articles R. 331-5 et R. 431-23-1 du code de l'urbanisme)	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans un périmètre de projet urbain partenarial et que vous pensez bénéficier de l'exonération prévue à l'article L. 331-7 6° (projet urbain partenarial) du code de l'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> F4. Copie de la convention de projet urbain partenarial (article R. 431-23-2 du code de l'urbanisme)	1 exemplaire par dossier
Si vous faites une reconstruction suite à une destruction ou suite à une démolition ou suite à un sinistre et que vous pensez bénéficier de l'exonération prévue à l'article L. 331-7 8° du code de l'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> F5. La justification de la date de la destruction, de la démolition ou du sinistre	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> F6. En cas de sinistre, l'attestation de l'assureur, que les indemnités versées en réparation des dommages ne comprennent pas le montant des taxes d'urbanisme	1 exemplaire par dossier
Si votre projet affecte le sous-sol et que vous pensez bénéficier de l'exonération prévue à l'article L. 524-6 du code du patrimoine (19) :	
<input type="checkbox"/> F7. L'attestation de paiement d'une redevance d'archéologie préventive au titre de la réalisation d'un diagnostic suite une demande volontaire de fouilles, ou au titre de la loi du 1 ^{er} août 2003	1 exemplaire par dossier

(Informations complémentaires et justificatifs éventuels (notamment l'attestation bancaire au prêt à taux zéro +) pouvant vous permettre de bénéficier d'impositions plus favorables)

Date

Nom et Signature du déclarant

Demande de permis et autres autorisations d'urbanisme **Fiche complémentaire / autres demandeurs**

Vous êtes plusieurs personnes à demander ensemble une autorisation d'urbanisme pour le même projet.

PC 085 008 16 40004
Type Commune Année N° de dossier

La présente demande a été reçue à la mairie

le 08 02 2016

Cachet de la mairie et signature du maire



1 - Identité du demandeur

Vous êtes un particulier

Madame ☒ Monsieur ☐

Nom : Mme PEAN

Prénom : Sophie

Date et lieu de naissance

Date : 0 2 0 4 1 9 6 9

Commune : LA ROCHE SUR YON

Département : 8 5

Pays :

Vous êtes une personne morale

Dénomination :

Raison sociale :

N° SIRET :

Type de société (SA, SCI,...) :

Représentant de la personne morale : Madame ☐ Monsieur ☐

Nom :

Prénom :

Coordonnées du demandeur

* Adresse : Numéro :

Voie :

Lieu-dit : La Renardière

Localité : LES CLOUZEUX

Code postal : 8 5 4 3 0 BP : Cedex :

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays :

Division territoriale :

☐ J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante : @

J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique ou, au plus tard, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.

1 - Identité du demandeur

Vous êtes un particulier

Madame ☐ Monsieur ☐

Nom :

Prénom :

Date et lieu de naissance

Date :

Commune :

Département :

Pays :

Vous êtes une personne morale

Dénomination :

Raison sociale :

N° SIRET :

Type de société (SA, SCI,...) :

Représentant de la personne morale : Madame ☐ Monsieur ☐

Nom :

Prénom :

EURL F LOBOIS RASSINOUX

MENUISERIE

CHARPENTE ISOLATION CLOISONS

24 rue de La Camamine - Z.A. NORD - 85150 LA MOTHE ACHARD

Tél : 02 51 48 84 59- 02 51 98 12 18

E-mail : sarlflobois@orange.fr - site : www.flobois.com

FACTURE 1610029

Date : 21 octobre 2016



Mr et Mme PEAN

11 Bis La Renardière

85430 LES CLOUZEUX

411CL0707

Adresse chantier :

Descriptif : SITUATION N°2

Réf.	Désignation	Quantité	Un	Prix unit.	Montant Total	TVA
	1° - Charpente et membrane sur carport toit plat d'environ 48m² (suvant plan fourni par 6k l'architecte) l'ensemble composé comme suit :					
	<u>Charpente</u>					
	Murallère 50 x 150 résineux raboté classe 2, pannes 75 x 250 résineux raboté classe 2, dalles OSB 22mm, quincaillerie, main d'oeuvre					
1	Ensemble fabriqué posé	1,00	Ens	4 025,85	4 025,85	5
	<u>Membrane EPDM</u>					
	Membrane EPDM épaisseur 1.20mm, sortie EP horizontale, trop plein, pièces adhésives, profil alu pour solin, colle, main d'oeuvre					
2	Ensemble fabriqué posé	1,00	Ens	2 679,26	2 679,26	5
	<u>emplacement compact existant sur ensemble façade maison sur environ 51m²</u>					
	<u>Solde Situation N°1</u>					
3	Compact trespa uni A25.8.4 8mm finition ROCK	1,00	Ens	459,00	459,00	4
4	Vis 4.8 x 38	1,00	Ens	17,00	17,00	4
5	Découpe et perçage panneaux avec chanfreins sur arêtes	1,00	Ens	180,00	180,00	4
6	Pose nouveaux panneaux avec échafaudage	1,00	Ens	260,00	260,00	4

En votre aimable règlement. Merci.

Règlement le 03/11/2016
chèque n° 3428698

TOTAL H.T. 7 621,11

Dont 916,00 à TVA 10,00% 91,60

6 705,11 à TVA 20,00% 1 341,02

T.V.A. 1 432,62

MONTANT T.T.C. 9 053,73

Règlement : Chèque à réception

EURL au capital de 21 000 € au capital de - RCS : 495 068 074 RCS LA ROCHE S/YON

SIRET : 49506807400022 - APE : 4332A - TVA Intra : FR83495068074

©Sage

Page:1

EURL F LOBOIS RASSINOUX

MENUISERIE

CHARPENTE ISOLATION CLOISONS

24 rue de La Camamine - Z.A. NORD - 85150 LA MOTHE ACHARD

Tél : 02 51 48 84 59- 02 51 98 12 18

E-mail : sarlflobois@orange.fr - site : www.flobois.com

FACTURE 1611045

Date : 25 novembre 2016



Mr et Mme PEAN

11 Bis La Renardière

85430 LES CLOUZEUX

411CL0707

Adresse chantier :

Descriptif : SOLDE DU CHANTIER

Réf.	Désignation	Quantité	Un	Prix unit.	Montant Total	TVA
	1° - Charpente et membrane sur carport toit plat d'environ 48m² (suivant plan fourni par 6k l'architecte) l'ensemble composé comme suit :					
	Membrane EPDM					
	Membrane EPDM épaisseur 1.20mm, isolation 60mm type styrodur, sortie EP horizontale, trop plein, pièces adhésives, profil alu pour solin, colle, boîte à eau alu et descente d'EP, cornière alu laquée pour acrotère, quincaillerie, main d'oeuvre					
1	Ensemble fabriqué posé	1,00	Ens	2 000,00	2 000,00	5
	3° - Habillage sous face / plafond carport					
2	Pose de l'ensemble en OSB 12MM	1,00	Ens	1 351,00	1 351,00	5

En votre aimable règlement. Merci.

chèque 3428745
le 02/12/2016

TOTAL H.T.

3 351,00

T.V.A. 20,00 %

670,20

MONTANT T.T.C.

4 021,20

Règlement : Chèque à réception

Echéance au 25/11/2016 de 4021,2 €.

Conformément à la loi N° 80-335 du 12/05/1980, les marchandises vendues resteront la propriété du vendeur jusqu'au complet paiement du prix.

Le vendeur se réserve le droit de les reprendre au cas où elles ne seraient pas payées à l'échéance prévue. En cas de litige, attribution de compétence est faite au Tribunal de Grande Instance de la Roche S/Yon.

Assurance professionnelle : assurance décennale obligatoire, souscrite auprès de la MAAF 79036 MORT Cedex 09, contrat n° 185095493 A 001, valable en France métropolitaine

EURL au capital de 21 000 € au capital de - RCS : 495 068 074 RCS LA ROCHE S/YON

SIRET : 49506807400022 - APE : 4332A - TVA Intra : FR83495068074

5 rue Lavoisier 85190 VENANSAULT

Tél.: 06.14.71.15.40

Email : vrignaud.mansard@orange.fr

FACTURE N° F0789 Situation N° 2

Date : 10 novembre 2016

Mr et Mme PEAN Sébastien

11 bis la Renardière

85430 LES CLOUZEUX

Adresse chantier :

11 bis la Renardière - 85430 LES CLOUZEUX

Sujet : Extension d'une maison d'habitation

Réf.	Désignation	Quantité	U.	Prix unitaire	Pourcentages			Montant HT	TVA
					Mois	Antér.	Total		
1	Arachage des haies	10,00	MI	14,80		100	100	148,00	4
2	Implantation de la construction	1,00	Un	185,00		100	100	185,00	4
3	Pose de panneau de chantier	1,00	Un	13,00		100	100	13,00	4
4	Décaissement de sol existant	30,200	M3	37,87		100	100	1 143,67	4
5	Fouille en tranchée pour fondations	29,00	MI	7,65		100	100	221,85	4
6	Semelle béton armé	29,00	MI	33,42		100	100	969,18	4
7	Elévation des fouilles en Bloc de 20 Semi Plein	14,40	M2	49,47		100	100	712,37	4
8	Béton armé normalisé d'ossature	0,170	M3	1 099,44		100	100	186,90	4
9	Arase étanche	29,00	MI	4,41		100	100	127,89	4
10	Béton armé normalisé coulé dans agglos spéciaux	1,500	M3	815,54		100	100	1 223,31	4
11	Béton armé normalisé d'ossature	2,600	M3	1 099,44		100	100	2 858,54	4
12	Elévation des murs en bloc de 20 creux	60,21	M2	41,84		100	100	2 519,19	4
13	Couvre joint d'angle en PVC	20,10	MI	15,55	100		100	312,56	4
14	Enduit 2 passes teinté dans la masse finition grattée	58,16	M2	43,12	115		115	2 507,86	4
15	Enduit d'imperméabilisation teinté dans la masse finition grattée	56,91	M2	28,49	107		107	1 621,37	4
16	Seuil ciment	1,60	MI	83,65	107		107	133,84	4
17	Dressage pour réception des ouvertures	15,15	MI	9,25	275		275	140,14	4
18	Fourreau Diam.50 pour arrosage	20,00	MI	4,96	100		100	99,20	4
19	Fourniture et pose d'un IPN de 240 mm longueur 6.20 ml y compris goussets de reprise des solives bois (ensemble recouvert d'un apprêt)	1,00	ENS	1 007,04	100		100	1 007,04	4

Réf.	Désignation	Quantité	U.	Prix unitaire	Pourcentages			Montant HT	TVA
					Mois	Antér.	Total		
20	<u>MOINS VALUE</u>								
20.1	Pose de panneau de chantier	1,00	Un	13,00		100	100	13,00	4
	Sous-total MOINS VALUE							-13,00	
21	<u>PLUS VALUE</u>								
21.1	Plus value pour pose d'un HEA 240 au lieu d'un IPN de 240	1,00		108,88	100		100	108,88	4
	Sous-total PLUS VALUE							108,88	

SITUATION N° 2 des travaux effectués au 10/11/2016.
 Suivant notre devis accepté ref. D1001 du 17/05/2016.
 Montant de la commande H.T. : 15 397,38 €.

Montant des travaux réalisés	16 226,79
Situation 1 du 30/09/2016	10 295,90
A déduire	10 295,90
Total H.T.	5 930,89
TVA ₄ : 20,00 %	1 186,18
Net à payer (Euro)	7 117,07

Sauf mention contraire, nos factures sont payables "comptant sans escompte". Tout retard entraînera des pénalités de 3 %.

En cas de retard de paiement, une pénalité forfaitaire de 40 euros sera due au titre des frais de recouvrement.

Règlement : *chèque le 14/11/2016*
 Comptant *n° 3428701*

: 7 117,07€

Assurance décennale souscrite auprès de ALLIANZ, 2 rue Lucien Genier 85000 La Roche Sur Yon, numéro de contrat 48016719, pour l'année civile en cours, valable en France métropolitaine.



CONCEPTION - RÉALISATION - MAINTENANCE

Réseaux fluides, énergies et communications
Génie électrique, thermique et climatique
Énergies nouvelles

Adresse de facturation

M. et Mme PEAN
11 bis la Renardière
85430 LES CLOUZEUX

FACTURE N° : 1611-2093
en date du : 30/11/2016

Prestation : Travaux divers
Lieu de la prestation : LES CLOUZEUX
Votre interlocuteur : M. PEAN
Conditions de règlement : Par chèque ou virement, à 30 jours fin de mois
Date limite de règlement : A régler au plus tard le **31-déc.-16**
Conditions d'escompte : Pas d'escompte en cas de paiement anticipé
Pénalités de retard : En cas de retard de paiement, application de pénalités au taux BCE + 10 points par mois de retard
Indemnité forfaitaire : Application en sus de l'indemnité forfaitaire de recouvrement de 40€ minimum en cas de retard de paiement

Repère Code Art.	Libellé de la prestation	U	Qtés	Prix unit.	Montant HT
	N. Réf. : dossier 216193 Nvl. Commande : Notre interlocuteur : Sébastien FERRENI TRAVAUX REALISES : <u>Suivant votre accord du 23/05/2016 sur notre devls 216193-A du 17/05/2016</u> Equipement électrique extension carport Fourniture et pose des alimentations éclairages, VR et prises de courants en attente dans une boîte de dérivation étanche dans l'extension carport depuis le tableau électrique existant (complément disjoncteurs) de la lingerie y compris passage entre les tuiles et la volige de l'auvent, percement et rebouchage des murs + tube IRL de cheminement et accessoires de pose <u>Installation des équipements :</u> Fourniture et pose de 3 réglottes étanches LED commandées sur détecteur de mouvement 200° BEG y compris câblage et tube IRL et accessoires de pose Fourniture et pose de 2 prises de courant 10/16A pexo 55S en saillie y compris câblage et tube IRL et accessoires de pose	ens	1	399,55	399,55
		ens	1	429,30	429,30
		ens	1	169,16	169,16

VFE - Siège social et centre de travaux Vendée : 14 rue Eric Tabarly - Parc d'activités de l'Eraudière
85170 DOMPIERRE SUR YON / Tél : 02 51 62 38 42 - Fax : 02 51 98 99 00 - Contact : vfe@vfe85.fr

Centre de travaux Loire Atlantique : 21 Rue Jan Palach - Bâtiment A
44800 SAINT HERBLAIN / Tél : 02 51 62 21 46 - Fax : 02 51 98 99 00 - Contact : vfe@vfe44.fr

SAS au capital de 210000€ - RCS La Roche sur Yon N° 497549162 - SIREN N° 497549162 - TVA Intracommunautaire FR 52 497 549 162 00038

Découvrez nos différents métiers sur :
www.vfe85.fr

**AU'THOMAS'TISME Services**

SARL au Capital de 7000 €

ZA La Grolle

85150 LANDERONDE

Tél : 02 51 43 99 60 - Fax : 02 51 43 82 52 -

email : contact@authomas'tisme.com

Facture

Editée à LANDERONDE, le 15 novembre 2016

Référence : 11160029

Conçue le : mardi 15 novembre 2016

Objet :

Mr & Mme Pean

11 Bis la renardière

85430 LES CLOUZEUX

Volet roulant électrique GARAGE

N°	Désignation	Un	Prix unit.	Quantité	Montant H.T.	TVA
	* VOLET Roulant ==> VOLET ROULANT " RENO " ==> Tablier lame en aluminium 8.8 * 43 double paroi avec mousse ==> Coloris : Tablier, coffre, coulisse et lame finale GRIS Anthracite (ral 7016) ==> Coulisses sans aile en aluminium muni de joint néoprènes sertis sur toutes la hauteur ==> Motorisation somfy RTS <u>Dimension :</u> 1 Largeur : 1600 mm * Hauteur : 2150 mm <u>Accessoire de commande :</u> 2 Digicode Metal RTS 3 * FORFAIT Mise en place du volet roulant Câblage et réglage Essais Cordialement C. THOMAS contact : 06 32 32 88 95					
			565,60	1,00	565,60	4
			127,50	1,00	127,50	4
			120,00	1,00	120,00	4

Escompte de 0 % pour paiement anticipé.

Taux de pénalité de retard : 5 %.

Total H.T.	813,10
TVA ₄ : 10,00 %	81,31
Total T.T.C.	894,41
Net à payer (Euros)	894,41

RIB	Banque	Guichet	N° compte	Clé	Devise
15519	39036	00020841501	89	EUR	CM LA MOTHE ACHARD
IBAN					BIC
FR 76 1561 9390 3600 0208 4150 189					CMCIFR2A

Règlement Comptant	:	894,41
--------------------	---	--------

le 17/11/2016
chèque n° 3428705

**AU'THOMAS tisme Services**

SARL au Capital de 7000 €

ZA La Groille

85150 LANDERONDE

Tél : 02 51 43 99 80 - Fax : 02 51 43 82 52 -

email : contact@authomastisme.com

Facture

Editée à LANDERONDE, le 15 novembre 2016

Référence : 11160040

Conçue le : mardi 15 novembre 2016

Objet :

Mr & Mme Pean

11 Bis la renardière

85430 LES CLOUZEUX

Porte sectionnelle HORMAN

N°	Désignation	Un	Prix unit.	Quantité	Montant H.T.	TVA
	<u>Porte de Garage Sectionnelle HORMANN</u>					
	- Caractéristiques :					
	==> Porte de type LPU 40 (42mm)					
	==> Rainures type L					
	==> Finition SILKGRAIN					
	==> Coloris RAL 7016 Gris Anthracite					
	==> Faux linteau (meme finition et coloris)					
	==> Ferrure N					
	==> Rail autoporteur type K					
	==> Bloc moteur type supra P					
	==> Récepteur CAME					
	==> Bouton poussoir					
	- Dimensions :					
1	==> Largeur 5000 mm * Hauteur 2125 mm		2 748,20	1,00	2 748,20	4
2	==> Largeur 4000 mm * Hauteur 2125 mm		2 604,00			
3	<u>Forfait</u>		390,00	1,00	390,00	4
	- Pose de la porte de garage					
	- Cablage et réglage					
	- Essais					
	MOTORISATION GARANTIE 5 ANS					
	PORTE GARANTIE 10 ANS					

N°	Désignation	Un	Prix unit.	Quantité	Montant H.T.	TVA
	<p>Pour les conditions de garantie, les textes pour cahier des charges et de plus amples informations sur les portes sectionnelles Hormann et motorisations, visitez le site internet www.hormann.fr</p> <p>Cordialement C THOMAS contact : 06 32 32 88 95</p>					

Escompte de 0 % pour paiement anticipé.

Taux de pénalité de retard : 5 %.

le 17/11/2016
chèque n° 3428705

Total H.T.	3 138,20
TVA ₄ : 10,00 %	313,82
Total T.T.C.	3 452,02
Net à payer (Euros)	3 452,02

RIB	Banque	Guichet	N° compte	Cle	Devise
15519	39036	00020841501	89	EUR	CM LA MOTHE ACHARD
IBAN	FR 76 1551 9390 3600 0208 4150 189			BIC	CMCIFR2A

Règlement Comptant : 3 452,02



Alain Martineau

Conception & réalisation
d'aménagements paysagers



Facture

Référence : F0505882

Du : lundi 14 novembre 2016

Objet :

Enrobé et Toiture végétale

Mr et Mme PEAN

11 bis, La Renardière

85430 LES CLOUZEUX



Réf	Désignation	Un	Quantité	Prix unit.	Montant HT	TVA
1	Travaux préparatoires					
1.1	Piquetage, prise de niveaux et protection de chantier	F	1,000	84,00	84,00	4
	<u>TOTAL Travaux préparatoires</u>				84,00	
2	Piège à eau					
2.1	Fourniture et pose de piège à eau en composite noir larg. 13 cm, classe B125, y compris branchement sur le réseau pluvial, à l'avant du carport	MI	5,000	88,55	442,75	4
2.2	Fourniture et pose de piège à eau en composite noir, RECYFIX à fente, classe B125, y compris branchement sur le regard sous le carport.	MI	6,000	115,50	693,00	4
2.3	Fourniture et pose de regard béton 30x30 cm et couvercle composite noir, sous le carport	U	2,000	75,45	150,90	4
	<u>TOTAL Piège à eau</u>				1 286,65	
3	Chaînettes pavés					
3.1	Démontage et récupération des pavés existants par le maçon. Scellement de ces pavés en chaînettes.	MI	6,000	24,20	145,20	4
	<u>TOTAL Chaînettes pavés</u>				145,20	
4	Enrobé					
4.1	Fourniture et pose d'empierrement 0/20 sur une épaisseur de 15 cm, y compris nivellement et compactage	M²	57,000	12,20	695,40	4
4.2	Fourniture et mise en oeuvre d'enrobé noir 0/6 ou 0/10, à chaud, à raison de 110/120 kgs/m²	M²	57,000	32,00	1 824,00	4
	<u>TOTAL Enrobé</u>				2 519,40	

18 bis rue de la Camamine - Z.A. Nord - 85150 LA MOTHE ACHARD
m.paysage@wanadoo.fr - www.paysagiste-ofonne.fr

Tél. 02 51 38 18 41

Fax. 02 51 38 18 44

LES ENTREPRISES DU PAYSAGE 1

Sarl au capital de 5000€ - Code APE-NAF : 8130Z - Siret 480 452 218 00021 - N° TVA : FR 0748 0452218 00021

[Handwritten signatures and stamps]

Réf	Désignation	Un	Quantité	Prix unit.	Montant H.T.	TVA
5	<u>Toiture végétale</u>					
5.1	Création d'une toiture végétalisée, comprenant : - la natte drainante - le feutre anti-racines - le substrat - la bande garde-grève - les végétaux 3L	M²	20,000	117,85	2 357,00	4 0 0 0 0 0
	<u>TOTAL Toiture végétale</u>				<u>2 357,00</u>	
6	<u>Arrosage manuel Toiture végétale</u>					
6.1	Fourniture et mise en oeuvre de goutte à goutte de type dripline, y compris raccord et crochet de maintien.	ML	22,000	2,80	61,60	4
6.2	Fourniture et pose d'un tuyau d'alimentation par la gouttière, y compris raccord et jonction	U	1,000	62,50	62,50	4
	<u>TOTAL Arrosage manuel Toiture végétale</u>				<u>124,10</u>	
7	<u>Raccords gazon</u>					
7.1	Engazonnement, y compris labour, nivellement, épierrage, semis et roulage	F	1,000	113,35	113,35	4
	<u>TOTAL Raccords gazon</u>				<u>113,35</u>	
8	<u>Travaux supplémentaires</u>					
8.1	Fourniture et pose d'emplerement 0/20, y compris nivellement et compactage, pour la bande de propreté	F	1,000	136,00	136,00	4
8.2	Fourniture et mise en place de terre végétale et d'ardoise pillée, dans le massif	F	1,000	165,50	165,50	4
8.3	Fourniture et scellement de 2 poteaux et fixation du grillage	F	1,000	144,05	144,05	4
8.4	Fourniture et plantation d'Eleagnus 100/125	U	1,000	94,00	94,00	4
	<u>TOTAL Travaux supplémentaires</u>				<u>539,55</u>	

Total H.T.	7 169,25
T.V.A. 20,00 %	1 433,85
Total T.T.C.	8 603,10
Net à payer (Euros)	8 603,10

Assurance professionnelle obligatoire - AXA France IARD
SA - Cabinet GRAND-CLERC HARMANT 54000 NANCY -
Contrat RC n°5382972004 et Décennale n°5358070704

Règlement : A réception
Echéance au : 14/11/2016

Règlement
le 17/11/2016
chèque n° 342 8704

N° de TVA Intra: FR07480452218

ATTESTATION D'ASSURANCE



M THOMAS JEAN-RENE

Votre Agent Général
2 RUE LUCIEN GENUER
BP 252
85000 LA ROCHE SUR YON
Tél : 02 51 47 78 10
Fax : 02 51 46 07 08
N° ORIAS : 07021746

SARL VRIGNAUD-MANSARD
5 RUE LAVOISIER
85190 VENANSAULT

Références à rappeler
Code : H98505
N° client CIE : 032345433

La Roche sur Yon, le 6 décembre 2015

Allianz, dont le Siège Social est sis 87, Rue de Richelieu 75113 PARIS CEDEX 12, atteste que l'Entreprise :

SARL VRIGNAUD-MANSARD
5 RUE LAVOISIER
85190 VENANSAULT
N° SIRET 53412765900017

est titulaire d'un contrat "Allianz Réalisateurs d'Ouvrages de Construction sous le numéro 48016713.

ACTIVITES ASSUREES

Maçonnerie-béton armé SAUF PRECONTRAINTE SUR SITE.

Réalisation de maçonnerie en béton armé préfabriqué ou non, en béton précontraint préfabriqué (HORS PRECONTRAINTE IN SITU), en blocs agglomérés de mortier ou de béton cellulaires, en pierres naturelles ou briques, ceci tant en infrastructure qu'en superstructure, par toutes les techniques de maçonnerie de coulage, hourdage, HORS REVETEMENT MURAL EXTERIEUR AGRAPE, ATTACHE OU COLLE, A L'EXCLUSION DE LA REALISATION COMPLETE DE VERANDAS ET DE PISCINES ET A L'EXCLUSION DE LA REALISATION DE PAROIS DE SOUTÈNEMENT AUTONOMES D'UNE HAUTEUR DE PLUS DE 4 METRES.

Cette activité comprend :

- les enduits à base de liants hydrauliques ou de synthèse, le ravalement en maçonnerie, le briquetage, le pavage, les travaux de chapes et dallages A L'EXCLUSION DES DALLAGES INDUSTRIELS ET DES DALLAGES DE CENTRES COMMERCIAUX D'UNE SURFACE SUPERIEURE A 400M2, les fondations AUTRES QUE PIEUX, MICRO-PIEUX, BARETTES, PAROIS MOULEES, PALPLANCHES ainsi que les travaux accessoires et/ou complémentaires de :
- terrassement, drainage et canalisations enterrées, complément d'étanchéité des murs enterrés, pose de matériaux contribuant à l'isolation intérieure, pose de matériaux contribuant à l'isolation extérieure par procédés mécaniques A L'EXCLUSION DE TOUT PROCÉDÉ COLLE, pose de renforts de bois ou de métal nécessités par l'ouverture de baies et les reprises en sous-œuvre, démolition et VRD, pose d'huisseries, pose d'éléments simples de charpente, pose de charpente préfabriquée et pose de tuiles canal A L'EXCLUSION DE TOUT AUTRE MATERIAU DE COUVERTURE, plâtrerie, carrelage, faïence et revêtement en matériaux durs à base minérale, calfeutrement de joints,
- construction, réparation et entretien d'âtres et foyers ouverts A L'EXCLUSION DES POIRS ET CHEMINÉES INDUSTRIELS, la réalisation de conduits de fumées et de ventilation à usage domestique et individuel, le

ATTESTATION D'ASSURANCE (suite)



ravalement et la réfection de souches hors combles, la construction de cheminées à usage domestique et individuel A L'EXCLUSION DES FOYERS FERMES ET INSERTS.

Voirie et réseaux divers - V.R.D. (A L'EXCLUSION DES TERRAINS ET PISTES DE SPORTS NON COUVERTS) réalisés à ciel ouvert : canalisations, assainissement, chaussées, trottoirs, pavage, arrosage, espaces verts.

Réalisation de réseaux de canalisations, de tous types de réseaux enterrés ou aériens, de systèmes d'assainissement autonomes, de voleries, de parcs de stationnement de surface, de poteaux et clôtures. Réalisation d'espaces verts y compris les travaux complémentaires de maçonnerie.

Cette activité comprend les travaux accessoires et/ou complémentaires de terrassement et fouilles.

Couverture

Réalisation en tous matériaux (HORS STRUCTURE TEXTILE) y compris par bardeau bitumé, de couverture, vêtage, vêtère.

Cette activité comprend également les travaux de :

- zinguerie et éléments accessoires en tous matériaux,
 - pose de châssis de toit (y compris exutoires en toiture),
 - pose de capteurs solaires, hors réalisation de l'installation électrique ou thermique,
 - réalisation d'isolation et écran sous toiture,
 - ravalement et réfection des souches hors combles,
 - installation de paratonnerres,
- ainsi que les travaux accessoires et/ou complémentaires de :
- étanchéité de technicité courante à partir de feutres bitumés ou de chapes souples, colles, A L'EXCLUSION DE TOUTE ETANCHEITE PHOTOVOLTAIQUE, pour la mise hors d'eau de bâtiments, la surface mise en oeuvre par chantier étant limitée à 50 m²,
 - étanchéité des sous-toitures nécessitée par l'emploi de certains matériaux ou par des conditions de mise en oeuvre particulières,
 - bardages verticaux dans les mêmes matériaux que l'entreprise met en oeuvre pour ses travaux de couverture,
 - pose de matériaux contribuant à l'isolation thermique des couvertures et bardages réalisés,
 - remplacement d'éléments de charpente non assemblés
 - travaux de maçonnerie et d'enduits limités aux raccords nécessaires entre la couverture et le gros oeuvre.

Le terme réalisation comprend pour toutes les activités ci-dessus la conception, la mise en oeuvre y compris la préparation des supports, la transformation, le confortement, la réparation, la maintenance, l'entretien et le montage-levage.

Par la notion de travaux accessoires et/ou complémentaires, il faut entendre la réalisation de travaux nécessaires et indispensables à l'exécution des travaux relevant de l'activité définie. Ces travaux répertoriés comme accessoires ou complémentaires ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'un marché de travaux à part entière. Si tel est le cas des travaux seront alors réputés non garantis.

GARANTIES

Les garanties souscrites sont accordées pour les seules activités énumérées ci-dessus.

Pour les garanties A, D et E, si elles sont souscrites, l'attestation est délivrée :

- pour les travaux de technique courante, c'est-à-dire les travaux réalisés avec des procédés ou des produits
soit traditionnels ou normalisés et conformes aux règles en vigueur, c'est-à-dire aux normes françaises homologuées (NF DTU ou NF EN ou règles professionnelles acceptées par la Commission Prévention Produits mis en oeuvre C2P*) ou aux normes publiées par les organismes de normalisation des autres Etats membres de l'Union européenne ou des Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen, offrant un degré de sécurité et de pérennité équivalent à celui des normes françaises,
- soit non traditionnels, sous condition qu'ils aient fait l'objet au jour de la passation du marché
d'un Agrément Technique Européen (ATE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA) valide et non mis en observation par la (C2P)**

ATTESTATION D'ASSURANCE (suite)



- d'un Avis Technique (ATas) valide et non mis en observation par la (C2P)**.
- d'une Approbation Technique d'Experimentation (ATax) avec avis favorable, ne valant que pour le chantier mentionné,
- d'un Pass'innovation "vert" en cours de validité

Ces documents sont publiés par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment, l'Agence Qualité Construction (AQC) ou tout autre organisme habilité par la Commission ministérielle créée par l'arrêté du 2 décembre 1969.

* Les Règles professionnelles acceptées par la C2P sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P et sont consultables sur le site de l'Agence Qualité Construction (AQC) www.qualiteconstruction.com

** Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC www.qualiteconstruction.com

- pour les opérations de construction ne présentant pas de caractère exceptionnel, au sens de la définition portée aux dispositions générales du contrat auquel renvoie la présente attestation, renvoie la présente attestation.
- pour les opérations de construction ne présentant pas de caractères tout à fait inusuel, au sens de la définition portée aux dispositions générales du contrat auquel renvoie la présente attestation.
- pour les interventions sur des chantiers soumis à obligation d'assurance dont le coût total prévisionnel de construction tous corps d'état HT, y compris honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage n'est pas supérieur à 15.000.000 eur.
- pour les interventions sur des chantiers non soumis à l'obligation d'assurance dont le coût total prévisionnel et le coût total définitif n'excède pas 500.000 eur et au titre d'un marché de travaux n'excédant pas 100.000 eur TTC.

Au-delà d'une des limites, qui conditionnent l'application du contrat, l'assuré doit se rapprocher de son assureur.

Sont souscrites les garanties suivantes :

A - Dommages matériels à l'ouvrage objet du marché et aux biens sur chantier avant réception.

B - Responsabilité Civile de l'entreprise.

La garantie est déclenchée par une réclamation (article L124-5 4ème alinéa du Code des Assurances). Il est précisé que sont garantis les dommages aux existants non soumis à l'obligation d'assurance visés à l'article L243-1-1 du Code des Assurances.

C - Défense pénale et recours suite à accident.

D - Responsabilité Décennale.

Garantie décennale obligatoire :

Cette garantie est délivrée :

- pour les chantiers ouverts entre le 01/09/2011 et le 30/06/2016
- pour des ouvrages soumis à l'obligation d'assurance édictée par les articles L241-1 et L241-2 du Code des Assurances.

Cette attestation ne s'applique pas lorsqu'il est recouru à un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale.

Nature de la garantie :

Cette garantie est délivrée conformément aux dispositions légales et réglementaires pour satisfaire aux obligations prévues par les articles L241-1 et L241-2 du Code des Assurances.

Cette garantie est accordée pour la durée de dix ans à compter de la réception visée à l'article 1792-4-1 du Code Civil.

ATTESTATION D'ASSURANCE (suite)



Elle est gérée en Capitalisation.

- Garantie décennale facultative des ouvrages non soumis à l'obligation d'assurance.

La garantie est déclenchée par une réclamation conformément à l'article L124-5 4ème alinéa du Code des Assurances.

- R - Garanties complémentaires à la Responsabilité Décennale.

- Garantie de responsabilité du sous-traitant en cas de dommages de nature décennale :

Nature de la garantie :

Cette garantie couvre le paiement des travaux de réparation des dommages tels que définis aux articles 1792 et 1792-2 du Code Civil et apparus après réception, lorsque la responsabilité de l'assuré est engagée du fait des travaux de construction d'ouvrages soumis à l'obligation d'assurance qu'il a réalisés en qualité de sous-traitant.

Cette garantie, déclenchée par le fait dommageable (article L124-5 3ème alinéa du Code des Assurances) est accordée pour la durée de dix ans à compter de la réception visée à l'article 1792-4-2 du Code Civil.

Elle est gérée en Capitalisation.

- A l'exception de la garantie du sous-traitant pour les travaux soumis à obligation d'assurance, les autres garanties complémentaires à la responsabilité décennale sont déclenchées par une réclamation conformément à l'article L.124-5 4ème alinéa du Code des Assurances.

La présente attestation est valable pour la période du 01/09/2011 au 30/06/2016.

Le présent document, établi par Allianz, a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il ne constitue pas une présomption d'application des garanties et ne peut engager Allianz au-delà des conditions et limites du contrat auquel il se réfère. Exceptions de garanties opposables au souscripteur le sont également aux bénéficiaires de l'indemnité (résiliation, nullité, règle proportionnelle, exclusions, ...).

La présente attestation se compose de 7 pages.

Etabli à La Roche sur Yon, le 6 décembre 2015

Pour Allianz
Votre Agent Général

Jean-René THOMAS



B.P. 252

85006 LA ROCHE SUR YON CEDEX
Tél. 02 51 47 78 10 - Fax 02 51 46 07 08

EC0519-14.09

INF00262A000 - 14.09.1073



ATTESTATION D'ASSURANCE (suite)

Nature des garanties et montants maximaux

Franchise (3) par sinistre

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES GARANTIES ET DES FRANCHISES

Les montants de garantie sont fixés par année d'assurance. Ils constituent l'engagement maximum de l'assureur quel que soit le nombre de sinistres ou de victimes, sans report d'une année d'assurance sur l'autre. Ils se réduisent et s'épuisent par tous règlements amiables ou judiciaires d'indemnités.

Nature des garanties	Montants maximaux	Franchise (3) par sinistre
Garantie A - Domages matériels à l'ouvrage et aux biens sur chantiers		
<ul style="list-style-type: none"> Pour les travaux soumis à obligation d'assurance sous réserve que le coût total prévisionnel honoraires et taxes compris de la construction n'excède pas 15.000.000 eur (1) : Domages matériels à l'ouvrage (provisoire ou non) y compris frais accessoires 	700.000 eur par année d'assurance	Cas général : 10% du montant de l'indemnité : Minimum :800 eur Maximum :3.200 eur
<ul style="list-style-type: none"> Pour les travaux non soumis à l'obligation d'assurance sous réserve que le montant de votre marché ne dépasse pas 100.000 eur TTC(2) et que le coût total prévisionnel de la construction honoraires et taxes compris n'excède pas 500.000 eur TTC(2) : Domages matériels à l'ouvrage (provisoire ou non) y compris frais accessoires 	100.000 eur par année d'assurance	Cas particulier : a) de la mise en jeu de la garantie "catastrophes naturelles" : franchise légale telle que spécifiée au § 2.5.4 des Dispositions Générales b) du vol : 10% du montant de l'indemnité Minimum :3.200 eur Maximum :10.000 eur
<ul style="list-style-type: none"> Quel que soit le type de travaux Domages aux biens sur chantiers tels que définis au contrat, y compris frais accessoires 	100.000 eur par année d'assurance	c) des dommages matériels et immatériels consécutifs résultant de l'inobservation des consignes de sécurité en cas de travaux par points chauds ou d'usage d'explosifs : 10% du montant de l'indemnité Minimum :3.200 eur Maximum :10.000 eur

EECS19-04-06

ATTESTATION D'ASSURANCE (suite)

Nature des garanties et montants maximaux		Franchise (1) par sinistre
Nature des garanties	Montants maximaux	Franchise (3) par sinistre
Garantie B - Responsabilité civile de l'entreprise Pour les dommages survenus AVANT livraison et/ou réception : <ul style="list-style-type: none"> - Dommages ne résultant pas d'une atteinte à l'environnement (hors dommages corporels à vos préposés visés ci-dessous) - tous dommages confondus Sans pouvoir dépasser pour les : <ul style="list-style-type: none"> - Dommages matériels et immatériels consécutifs sans pouvoir dépasser pour ceux résultant de vol commis par les préposés - dommages immatériels non consécutifs Dommages résultant d'une atteinte accidentelle à l'environnement (hors dommages corporels à vos préposés visés ci-dessous) Tous dommages confondus Dommages corporels à vos préposés (paragraphe 3.2 des Dispositions Générales)	10.000.000 eur par année d'assurance 2.500.000 eur 30.000 eur 300.000 eur 300.000 eur par année d'assurance 1.000.000 eur par année d'assurance	Cas général : 10% du montant de l'indemnité : Minimum :800 eur Maximum :3.200 eur Cas particulier : Dommages immatériels non consécutifs et dommages matériels et immatériels consécutifs résultant de l'inobservation des consignes de sécurité en cas d'usage d'explosifs ou en cas de travaux par points chauds : 10% du montant de l'indemnité Minimum :3.200 eur Maximum :10.000 eur
Pour les dommages survenus APRES livraison et/ou réception : Tous dommages confondus sans pouvoir dépasser pour les : <ul style="list-style-type: none"> - dommages matériels et immatériels consécutifs - dommages immatériels non consécutifs 	4.000.000 eur par année d'assurance 2.500.000 eur 300.000 eur	
Garantie C - Défense Pénale et recours suite à accident Quelque soit le nombre de victimes	50.000 eur H.T. par année d'assurance	Nous n'intervenons pas pour les réclamations judiciaires inférieures ou égales à 600 eur
Garantie D - Responsabilité décennale Pour les travaux soumis à obligation d'assurance - sous réserve que le coût total prévisionnel honoraires et taxes compris de la construction n'excède par 15.000.000 eur (1) : <ul style="list-style-type: none"> - ouvrage à usage d'habitation : à hauteur du coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage. Les travaux de réparation comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires. - ouvrage à usage autre que l'habitation : à hauteur du coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de la construction déclaré par le maître d'ouvrage tel que visé par l'article R.243-3-1 du Code des Assurances. Pour les travaux non soumis à obligation d'assurance sous réserve que le montant de votre marché ne dépasse pas 100.000 eur TTC (2) et que le coût total prévisionnel de la construction honoraires et taxes compris n'excède pas 500.000 eur (2)	100.000 eur par année d'assurance	10% du montant de l'indemnité : Minimum :800 eur Maximum :3.200 eur

ATTESTATION D'ASSURANCE (suite)



Nature des garanties et montants maximaux		Franchise (4) par sinistre
Nature des garanties	Montants maximaux	Franchise (3) par sinistre
Garantie E - Garanties complémentaires à la responsabilité décennale		
- Pour les travaux soumis à obligation d'assurance sous réserve que le coût total prévisionnel honoraires et taxes compris de la construction n'excède pas 15.000.000 eur (1) :		Cas général : 10% du montant de l'indemnité ; Minimum :800 eur Maximum :3.200 eur
- Garantie des travaux que vous exécutez en tant que sous-traitant	10.000.000 eur par sinistre	
- Domages matériels relevant de la garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement	1.000.000 eur par année d'assurance	Cas particulier : Domages intermédiaires : 10% du montant de l'indemnité Minimum :3.200 eur Maximum :10.000 eur
- Domages immatériels consécutifs (sauf à des dommages intermédiaires)	1.500.000 eur par année d'assurance	
- Domages intermédiaires (matériels et immatériels consécutifs)	200.000 eur par année d'assurance	
- Pour les travaux non soumis à obligations d'assurance sous réserve que le montant de votre marché ne dépasse pas 100.000 eur TTC(2) et que le coût total prévisionnel de la construction honoraires et taxes compris n'excède pas 500.000 eur TTC(2).		
- Garantie des travaux que vous exécutez en tant que sous-traitant	100.000 eur par année d'assurance	
- Domages matériels relevant de la garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement	100.000 eur par année d'assurance	
- Domages immatériels consécutifs	25.000 eur par année d'assurance	

- (1) Si le coût total prévisionnel de construction excède ce montant, une extension de garantie peut être accordée pour un chantier déterminé sur votre demande et moyennant cotisation spéciale. A défaut, il sera fait application de la règle proportionnelle (art. L.121-5 du Code des Assurances) dans le rapport de la somme mentionnée ci-dessus au coût total de la construction (honoraires et taxes compris)
- (2) Si le coût total de votre marché excède ce montant, une extension de garantie peut être accordée pour un chantier déterminé sur votre demande et moyennant cotisation spéciale. A défaut, il sera fait application de la règle proportionnelle (art. L.121-5 du Code des Assurances) dans le rapport de la somme mentionnée ci-dessus au coût total du marché. Si le coût total prévisionnel de la construction excède 500.000 eur la garantie n'est pas acquise.
- (3) Somme qui reste toujours à votre charge et dont le montant est déduit de tout règlement de sinistre autre que corporel. En cas de mise en jeu conjointe des garanties A (domages matériels à l'ouvrage et aux biens sur chantiers) et B (responsabilité civile de l'entreprise), la franchise spéciale prévue en cas d'insubordination des consignes de sécurité pour "travaux par points chauds" (visée au paragraphe 19.1 des Dispositions Générales) ne sera appliquée qu'une seule fois et pour le montant le plus élevé.

EF0512 - 04.00

EF0512-230-100 10-15
PEFC MAR-17

ATTESTATION D'ASSURANCE



M THOMAS JEAN-RENE

Votre Agent Général
2 RUE LUCIEN GENUER
BP 252
85000 LA ROCHE SUR YON
Tél : 02 51 47 78 10
Fax : 02 51 46 07 08
N° ORIAS : 07021746

SARL VRIGNAUD-MANSARD
5 RUE LAVOISIER
85190 VENANSAULT

Références à rappeler
Code : H98505
N° client CIE : 032345433

La Roche sur Yon, le 5 juin 2016

Allianz, dont le Siège Social est sis 1, cours Michelat - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex atteste que l'Entreprise :

SARL VRIGNAUD-MANSARD
5 RUE LAVOISIER
85190 VENANSAULT
N° SIRET 53412765900017

est titulaire d'un contrat "Allianz Réalisateurs d'Ouvrages de Construction sous le numéro 48016719.

ACTIVITES ASSUREES

Maçonnerie-béton armé SAUF PRECONTRAINTE SUR SITE.

Réalisation de maçonnerie en béton armé préfabriqué ou non, en béton précontraint préfabriqué (HORS PRECONTRAINTE IN SITU), en blocs agglomérés de mortier ou de béton cellulaire, en pierres naturelles ou briques, ceci tant en infrastructure qu'en superstructure, par toutes les techniques de maçonnerie de coulage, hourdage, HORS REVETEMENT MORAL EXTERIEUR AGRAPPE, ATTACHE OU COLLE, A L'EXCLUSION DE LA REALISATION COMPLETE DE VERANDAS ET DE PISCINES ET A L'EXCLUSION DE LA REALISATION DE PAROIS DE SOUTÈNEMENT AUTONOMES D'UNE HAUTEUR DE PLUS DE 4 METRES.

Cette activité comprend :

- les enduits à base de liants hydrauliques ou de synthèse, le ravalement en maçonnerie, le briquetage, le pavage, les travaux de chapes et dallages A L'EXCLUSION DES DALLAGES INDUSTRIELS ET DES DALLAGES DE CENTRES COMMERCIAUX D'UNE SURFACE SUPERIEURE A 400M2, les fondations AUTRES QUE PIEUX, MICRO-PIEUX, BARETTES, PAROIS MOULEES, PALPLANCHES ainsi que les travaux accessoires et/ou complémentaires de :
 - terrassement, drainage et canalisations enterrées, complément d'étanchéité des murs enterrés, pose de matériaux contribuant à l'isolation intérieure, pose de matériaux contribuant à l'isolation extérieure par procédés mécaniques A L'EXCLUSION DE TOUT PROCÉDE COLLE, pose de renforts de bois ou de métal nécessitée par l'ouverture de baies et les reprises en sous-œuvre, démolition et VRD, pose d' huisseries, pose d'éléments simples de charpente, pose de charpente préfabriquée et pose de tuiles canal A L'EXCLUSION DE TOUT AUTRE MATERIAU DE COUVERTURE, plâtrerie, carrelage, faïence et revêtement en matériaux durs à base minérale, calfeutrement de joints,
 - construction, réparation et entretien d'âtres et foyers ouverts A L'EXCLUSION DES FOURS ET CREMINES

ATTESTATION D'ASSURANCE (suite)

INDUSTRIELS, la réalisation de conduits de fumées et de ventilation à usage domestique et individuel, le ravalement et la réfection de souches hors combles, la construction de cheminées à usage domestique et individuel A L'EXCLUSION DES FOYERS PERMES ET INSERTS.

Voirie et réseaux divers - V.R.D. (A L'EXCLUSION DES TERRAINS ET PISTES DE SPORTS NON COUVERTS) réalisés à ciel ouvert : canalisations, assainissement, chaussées, trottoirs, pavage, arrosage, espaces verts.

Réalisation de réseaux de canalisations, de tous types de réseaux enterrés ou aériens, de systèmes d'assainissement autonomes, de voiries, de parcs de stationnement de surface, de poteaux et clôtures.

Réalisation d'espaces verts y compris les travaux complémentaires de maçonnerie.

Cette activité comprend les travaux accessoires et/ou complémentaires de terrassement et fouilles.

Couverture

Réalisation en tous matériaux (HORS STRUCTURE TEXTILE) y compris par bardeau bitumé, de couverture, vêtage, vêtüre.

Cette activité comprend également les travaux de :

- zinguerie et éléments accessoires en tous matériaux,
 - pose de châssis de toit (y compris exutoires en toiture),
 - pose de capteurs solaires, hors réalisation de l'installation électrique ou thermique,
 - réalisation d'isolation et écran sous toiture,
 - ravalement et réfection des souches hors combles,
 - installation de paratonnerres,
- ainsi que les travaux accessoires et/ou complémentaires de :
- étanchéité de technicité courante à partir de feutres bitumés ou de chapes souples, collés, A L'EXCLUSION DE TOUTE ETANCHEITE PHOTOVOLTAIQUE, pour la mise hors d'eau de bâtiments, la surface mise en oeuvre par chantier étant limitée à 50 m²,
 - étanchéité des sous-toitures nécessitées par l'emploi de certains matériaux ou par des conditions de mise en oeuvre particulières,
 - bardages verticaux dans les mêmes matériaux que l'entreprise met en oeuvre pour ses travaux de couverture,
 - pose de matériaux contribuant à l'isolation thermique des couvertures et bardages réalisés,
 - remplacement d'éléments de charpente non assemblés
 - travaux de maçonnerie et d'enduits limités aux raccords nécessaires entre la couverture et le gros oeuvre.

Le terme réalisation comprend pour toutes les activités ci-dessus la conception, la mise en oeuvre y compris la préparation des supports, la transformation, le confortement, la réparation, la maintenance, l'entretien et le montage-levage.

Par la notion de travaux accessoires et/ou complémentaires, il faut entendre la réalisation de travaux nécessaires et indispensables à l'exécution des travaux relevant de l'activité définie. Ces travaux répertoriés comme accessoires ou complémentaires ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'un marché de travaux à part entière. Si tel est le cas ces travaux seront alors réputés non garantis.

GARANTIES

Les garanties souscrites sont accordées pour les seules activités énumérées ci-dessus.

Pour les garanties A, D et E, si elles sont souscrites, l'attestation est délivrée :

- * pour les travaux de technique courante, c'est-à-dire les travaux réalisés avec des procédés ou des produits
 - soit traditionnels ou normalisés et conformes aux règles en vigueur, c'est-à-dire aux normes françaises homologuées (NF DTU ou NF EN ou règles professionnelles acceptées par la Commission Prévention Produits mis en oeuvre C2P*) ou aux normes publiées par les organismes de normalisation des autres Etats membres de l'Union européenne ou des Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen, offrant un degré de sécurité et de pérennité équivalent à celui des normes françaises.
 - soit non traditionnels, sous condition qu'ils aient fait l'objet au jour de la passation du marché
 - d'un Agrément Technique Européen (ATE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA)

ATTESTATION D'ASSURANCE (suite)

valide et non mis en observation par la (C2P)**

- d'un Avis Technique (ATec) valide et non mis en observation par la (C2P)**,
- d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATex) avec avis favorable, ne valant que pour le chantier mentionné,
- d'un Pass'Innovation "vert" en cours de validité

Ces documents sont publiés par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment, l'Agence Qualité Construction (AQC) ou tout autre organisme habilité par la Commission ministérielle créée par l'arrêté du 2 décembre 1969.

* Les Règles professionnelles acceptées par la C2P sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P et sont consultables sur le site de l'Agence Qualité Construction (AQC) www.qualiteconstruction.com

** Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC www.qualiteconstruction.com

- pour les opérations de construction ne présentant pas de caractère exceptionnel, au sens de la définition portée aux dispositions générales du contrat auquel renvoie la présente attestation, renvoie la présente attestation.
- pour les opérations de construction ne présentant pas de caractère tout à fait inusuel, au sens de la définition portée aux dispositions générales du contrat auquel renvoie la présente attestation.
- pour les interventions sur des chantiers soumis à obligation d'assurance dont le coût total prévisionnel de construction tous corps d'état NT, y compris honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage n'est pas supérieur à 15.000.000 eur.
- pour les interventions sur des chantiers non soumis à l'obligation d'assurance dont le coût total prévisionnel et le coût total définitif n'excède pas 500.000 eur et au titre d'un marché de travaux n'excédant pas 100.000 eur TTC.

Au-delà d'une des limites, qui conditionnent l'application du contrat, l'assuré doit se rapprocher de son assureur.

Sont souscrites les garanties suivantes :

A - Dommages matériels à l'ouvrage objet du marché et aux biens sur chantier avant réception.

B - Responsabilité Civile de l'entreprise.

La garantie est déclenchée par une réclamation (article L124-5 4ème alinéa du Code des Assurances). Il est précisé que sont garantis les dommages aux existants non soumis à l'obligation d'assurance visés à l'article L243-1-1 du Code des Assurances.

C - Défense pénale et recours suite à accident.

D - Responsabilité Décennale.

Garantie décennale obligatoire :

Cette garantie est délivrée :

- pour les chantiers ouverts entre le 01/09/2011 et le 31/12/2016
- pour des ouvrages soumis à l'obligation d'assurance édictée par les articles L241-1 et L241-2 du Code des Assurances.

Cette attestation ne s'applique pas lorsqu'il est recouru à un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale.

Nature de la garantie :

Cette garantie est délivrée conformément aux dispositions légales et réglementaires pour satisfaire aux obligations prévues par les articles L241-1 et L241-2 du Code des Assurances.

Cette garantie est accordée pour la durée de dix ans à compter de la réception visée à

ATTESTATION D'ASSURANCE (suite)

l'article 1792-4-1 du Code Civil.
Elle est gérée en Capitalisation.

Garantie décennale facultative des ouvrages non soumis à l'obligation d'assurance.

La garantie est déclenchée par une réclamation conformément à l'article L124-5 4ème alinéa du Code des Assurances.

2 - Garanties complémentaires à la Responsabilité Décennale.

Garantie de responsabilité du sous-traitant en cas de dommages de nature décennale :

Nature de la garantie :

Cette garantie couvre le paiement des travaux de réparation des dommages tels que définis aux articles 1792 et 1792-2 du Code Civil et apparus après réception, lorsque la responsabilité de l'assuré est engagée du fait des travaux de construction d'ouvrages soumis à l'obligation d'assurance qu'il a réalisés en qualité de sous-traitant.

Cette garantie, déclenchée par le fait dommageable (article L124-5 3ème alinéa du Code des Assurances) est accordée pour la durée de dix ans à compter de la réception visée à l'article 1792-4-2 du Code Civil.

Elle est gérée en Capitalisation.

A l'exception de la garantie du sous-traitant pour les travaux soumis à obligation d'assurance, les autres garanties complémentaires à la responsabilité décennale sont déclenchées par une réclamation conformément à l'article L.124-5 4ème alinéa du Code des Assurances.

La présente attestation est valable pour la période du 01/09/2011 au 31/12/2016.

Le présent document, établi par Allianz, a pour objet d'attester l'existence d'un contrat. Il ne constitue pas une présomption d'application des garanties et ne peut engager Allianz au-delà des conditions et limites du contrat auquel il se réfère. Exceptions de garantie opposables au souscripteur le sont également aux bénéficiaires de l'indemnité (résiliation, nullité, règle proportionnelle, exclusions, ...).

La présente attestation se compose de 7 pages.

Etabli à La Roche sur Yon, le 5 juin 2016

Pour Allianz
Votre Agent Général



Franchise (3) par sinistre

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES GARANTIES ET DES FRANCHISES

Les montants de garantie sont fixés par année d'assurance. Ils constituent l'engagement maximum de l'assureur quel que soit le nombre de sinistres ou de victimes, sans report d'une année d'assurance sur l'autre. Ils se réduisent et s'épuisent par tous règlements amiables ou judiciaires d'indemnités.

Nature des garanties	Montants maximaux	Franchise (3) par sinistre
Garantie A - Dommages matériels à l'ouvrage et aux biens sur chantiers		
<p>Pour les travaux soumis à obligation d'assurance sous réserve que le coût total prévisionnel honoraires et taxes compris de la construction n'excède pas 15.000.000 eur (1) :</p> <p>Dommages matériels à l'ouvrage (provisoire ou non) y compris frais accessoires</p>	700.000 eur par année d'assurance	<p>Cas général :</p> <p>10% du montant de l'indemnité :</p> <p>Minimum :800 eur</p> <p>Maximum :3.200 eur</p>
<p>Pour les travaux non soumis à l'obligation d'assurance sous réserve que le montant de votre marché ne dépasse pas 100.000 eur TTC(2) et que le coût total prévisionnel de la construction honoraires et taxes compris n'excède pas 500.000 eur TTC(2) :</p> <p>Dommages matériels à l'ouvrage (provisoire ou non) y compris frais accessoires</p>	100.000 eur par année d'assurance	<p>Cas particulier :</p> <p>a) de la mise en jeu de la garantie "catastrophes naturelles" :</p> <p>franchise légale telle que spécifiée au § 2.5.4 des Dispositions Générales</p>
<p>Quel que soit le type de travaux</p> <p>Dommages aux biens sur chantiers tels que définis au contrat, y compris frais accessoires</p>	100.000 eur par année d'assurance	<p>b) du vol :</p> <p>10% du montant de l'indemnité</p> <p>Minimum :3.200 eur</p> <p>Maximum :10.000 eur</p> <p>c) des dommages matériels et immatériels consécutifs résultant de l'inobservation des consignes de sécurité en cas de travaux par points chauds ou d'usage d'explosifs :</p> <p>10% du montant de l'indemnité</p> <p>Minimum :3.200 eur</p> <p>Maximum :10.000 eur</p>

ATTESTATION D'ASSURANCE (suite)

Nature des garanties et montants maximaux		Franchise (3) par sinistre
Nature des garanties	Montants maximaux	Franchise (3) par sinistre
Garantie B - Responsabilité civile de l'entreprise Pour les dommages survenus AVANT livraison et/ou réception : <ul style="list-style-type: none"> Dommages ne résultant pas d'une atteinte à l'environnement (hors dommages corporels à vos préposés visés ci-dessous) <ul style="list-style-type: none"> - tous dommages confondus Sans pouvoir dépasser pour les : <ul style="list-style-type: none"> - dommages matériels et immatériels consécutifs sans pouvoir dépasser pour ceux résultant de vol commis par les préposés - dommages immatériels non consécutifs Dommages résultant d'une atteinte accidentelle à l'environnement (hors dommages corporels à vos préposés visés ci-dessous) <ul style="list-style-type: none"> Tous dommages confondus Dommages corporels à vos préposés (paragraphe 3.2 des Dispositions Générales) Pour les dommages survenus APRES livraison et/ou réception : <ul style="list-style-type: none"> Tous dommages confondus sans pouvoir dépasser pour les : <ul style="list-style-type: none"> - dommages matériels et immatériels consécutifs - dommages immatériels non consécutifs 	10.000.000 eur par année d'assurance 2.500.000 eur 30.000 eur 300.000 eur 1.000.000 eur 4.000.000 eur 2.500.000 eur 300.000 eur	Cas général : 10% du montant de l'indemnité ; Minimum : 800 eur Maximum : 3.200 eur Cas particulier : Dommages immatériels non consécutifs et dommages matériels et immatériels consécutifs résultant de l'inobservation des consignes de sécurité en cas d'usage d'explosifs ou en cas de travaux par points chauds ; 10% du montant de l'indemnité Minimum : 3.200 eur Maximum : 10.000 eur
Garantie C - Défense Pénale et recours suite à accident Quelque soit le nombre de victimes	50.000 eur H.T. par année d'assurance	Nous n'intervenons pas pour les réclamations judiciaires inférieures ou égales à 600 eur
Garantie D - Responsabilité décennale Pour les travaux soumis à obligation d'assurance <ul style="list-style-type: none"> sous réserve que le coût total prévisionnel honoraires et taxes compris de la construction n'excède pas 15.000.000 eur (1) : ouvrage à usage d'habitation : <ul style="list-style-type: none"> à hauteur du coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage. Les travaux de réparation comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires. ouvrage à usage autre que l'habitation : <ul style="list-style-type: none"> à hauteur du coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de la construction déclaré par le maître d'ouvrage tel que visé par l'article R.243-3-1 du Code des Assurances. Pour les travaux non soumis à obligation d'assurance sous réserve que le montant de votre marché ne dépasse pas 100.000 eur TTC (2) et que le coût total prévisionnel de la construction honoraires et taxes compris n'excède pas 500.000 eur (2)	100.000 eur par année d'assurance	10% du montant de l'indemnité ; Minimum : 800 eur Maximum : 3.200 eur

ATTESTATION D'ASSURANCE (suite)



Nature des garanties et montants maximaux		Franchise (3) par sinistre
Nature des garanties	Montants maximaux	Franchise (3) par sinistre
<p>Garantie E - Garanties complémentaires à la responsabilité décennale</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour les travaux soumis à obligation d'assurance sous réserve que le coût total prévisionnel honoraires et taxes compris de la construction n'excède pas 15.000.000 eur (1) : - Garantie des travaux que vous exécutez en tant que sous-traitant - Dommages matériels relevant de la garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement - Dommages immatériels consécutifs (sauf à des dommages intermédiaires) - Dommages intermédiaires (matériels et immatériels consécutifs) - Pour les travaux non soumis à obligations d'assurance sous réserve que le montant de votre marché ne dépasse pas 100.000 eur TTC(2) et que le coût total prévisionnel de la construction honoraires et taxes compris n'excède pas 500.000 eur TTC(2). - Garantie des travaux que vous exécutez en tant que sous-traitant - Dommages matériels relevant de la garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement - Dommages immatériels consécutifs 	<p>10.000.000 eur par sinistre</p> <p>1.000.000 eur par année d'assurance</p> <p>1.500.000 eur par année d'assurance</p> <p>200.000 eur par année d'assurance</p> <p>100.000 eur par année d'assurance</p> <p>100.000 eur par année d'assurance</p> <p>25.000 eur par année d'assurance</p>	<p>Cas général : 10% du montant de l'indemnité : Minimum :800 eur Maximum :3.200 eur</p> <p>Cas particulier : Dommages intermédiaires : 10% du montant de l'indemnité Minimum :3.200 eur Maximum :10.000 eur</p>

- (1) Si le coût total prévisionnel de construction excède ce montant, une extension de garantie peut être accordée pour un chantier déterminé sur votre demande et moyennant cotisation spéciale. A défaut, il sera fait application de la règle proportionnelle (art. 6.121-5 du Code des Assurances) dans le rapport de la somme mentionnée ci-dessus au coût total de la construction (honoraires et taxes compris)
- (2) Si le coût total de votre marché excède ce montant, une extension de garantie peut être accordée pour un chantier déterminé sur votre demande et moyennant cotisation spéciale. A défaut, il sera fait application de la règle proportionnelle (art. 6.121-5 du Code des Assurances) dans le rapport de la somme mentionnée ci-dessus au coût total du marché. Si le coût total prévisionnel de la construction excède 500.000 eur la garantie n'est pas acquise.
- (3) Somme qui reste toujours à votre charge et dont le montant est déduit de tout règlement de sinistre autre que corporel.
En cas de mise en jeu conjointe des garanties A (dommages matériels à l'ouvrage et aux biens sur chantiers) et B (responsabilité civile de l'entreprise), la franchise spéciale prévue en cas d'inobservation des consignes de sécurité pour "travaux par points chauds" (visée au paragraphe 19.1 des Dispositions Générales) ne sera appliquée qu'une seule fois et pour le montant le plus élevé.

ECOS13 - CS 15



Notre référence à rappeler
dans toute correspondance :

N° sociétaire : 581361K
N° contrat : 581361K1247000 / 001 333218/52
N° SIREN : 497549162

2160010172500000000001



VENDEE FLUIDES ENERGIES
PARC D'ACTIVITES DE L'ERAUDIÈRE
85170 DOMPIERRE SUR YON

Pour tout renseignement contacter :

Site de gestion
SMABTP NANTES
130 AVENUE CLAUDE ANTOINE PECCOT
CS 20255
44702 ORVAULT CEDEX
Tél. : 01.58.01.39.00
Fax : 01.58.01.39.60

Attestation d'assurance

CAP 2000

Période de validité : du 01/01/2016 au 31/12/2016

SMABTP ci-après désigné l'assureur atteste que l'assuré désigné ci-dessus est titulaire d'un contrat d'assurance professionnelle CAP 2000 numéro 581361K1247000 / 001 333218/52.

1 - PERIMETRE DES ACTIVITES PROFESSIONNELLES GARANTIES

Seules les activités professionnelles suivantes sont garanties par le présent contrat :

- Electricité
- Plomberie installations sanitaires - réseaux d'air comprimé
- Réseaux électriques publics et Industriels
- Réseaux de canalisations d'eaux liés à l'hygiène publique et aux techniques analogues
- Réseaux de canalisations enterrées autres que canalisations d'eaux
- Solaire photovoltaïque (marchés limités à l'électricité ou traités en direct)
- Solaire photovoltaïque (marchés passés dans le cadre d'un groupement conjoint --mandataire - limitation à 2.000 m²)
- Génie climatique - Installations thermiques
- Détection de réseaux enterrés, suivie ou non de géoréférencement

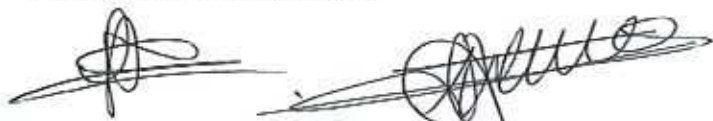
Lorsque l'assuré donne des travaux en sous-traitance, la garantie lui reste acquise même s'ils ne correspondent pas aux activités déclarées ci-dessus.

SMABTP

Société mutuelle d'assurance du bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables
Entreprise régie par le Code des assurances - RCS PARIS 775 684 764
114 avenue Émile Zola - 75739 PARIS Cedex 15

www.groupe-sma.fr

SMA



N° sociétaire : 581361K
N° contrat : 581361K1247000 / 001 333218/52
N° SIREN : 497549162
Attestation

2/5

2 - GARANTIES D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE ET COMPLEMENTAIRE POUR LES OUVRAGES SOUMIS A L'OBLIGATION D'ASSURANCE

Les garanties objets de la présente attestation s'appliquent :

- aux activités professionnelles suivantes : activités listées au paragraphe 1 ci-avant ;
- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I à l'article A 243-1 du code des assurances ;
- aux travaux réalisés en France Métropolitaine et dans les DROM ;
- aux chantiers dont le coût total de construction H.T. tous corps d'état (honoraires compris), déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 26 000 000 €.
Cette somme est illimitée en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré, comportant à son égard une franchise absolue au maximum de :
 - 10 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux incluant la structure ou le gros oeuvre,
 - 6 000 000 € par sinistre si l'assuré réalise des travaux n'incluant pas la structure ou le gros oeuvre,
 - 3 000 000 € par sinistre si l'assuré est concepteur, non réalisateur de travaux.
- aux travaux, produits et procédés de construction suivants :
 - travaux de construction traditionnels, c'est-à-dire ceux réalisés avec des matériaux et des modes de construction éprouvés de longue date,
 - travaux de construction répondant à une norme homologuée (NF DTU ou NF EN), à des règles professionnelles acceptées par la C2P⁽¹⁾(3), ou à des recommandations professionnelles du programme RAGE 2012 non mises en observation par la C2P⁽²⁾(3),
 - travaux de construction conformes au CCTG et ses fascicules ou à un référentiel spécifique à la technique utilisée publiée par un organisme reconnu par la profession, dans le cadre de marchés de travaux publics,
 - procédés ou produits faisant l'objet au jour de la passation du marché :
 - d'un Agrément Technique Européen (ATE) en cours de validité ou d'une Evaluation Technique Européenne (ETE) bénéficiant d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'un Avis Technique (ATec), valides et non mis en observation par la C2P⁽³⁾,
 - d'une Appréciation Technique d'Expérimentation (ATEX) avec avis favorable,
 - d'un Pass'innovation "vert" en cours de validité.

(1) Les règles professionnelles acceptées par la C2P (Commission Prévention Produits mis en oeuvre par l'Agence Qualité Construction AQC) sont listées à l'annexe 2 de la publication semestrielle de la C2P

(2) Les recommandations professionnelles RAGE 2012 ("Règles de l'Art Grenelle Environnement 2012") sont consultables sur le site internet du programme RAGE : www.reglesdelart-grenelle-environnement-2012.fr

(3) Les communiqués de la C2P sont accessibles sur le site de l'AQC www.qualiteconstruction.com

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

-----Tableau de la garantie d'assurance de responsabilité décennale obligatoire en page suivante-----

SMABTP

Société mutuelle d'assurance du bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables
Entreprise régie par le Code des assurances - RCS PARIS 775 684 764
114 avenue Émile Zola - 75739 PARIS Cedex 15

www.groupe-sma.fr

SMA

N° sociétaire : 581361K
N° contrat : 581361K1247000 / 001 333218/52
N° SIREN : 497549162
Attestation

3/5

2.1 - ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE

Nature de la garantie	Montant de la garantie
<p>Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code.</p> <p>La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.</p>	<p>En Habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.</p>
	<p>Hors habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R. 243-3 du code des assurances.</p>
	<p>En présence d'un CCRD : Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.</p>
Durée et maintien de la garantie	
<p>La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.</p>	

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

2.2 - GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré qui intervient en qualité de sous-traitant, en cas de dommages de nature décennale dans les conditions et limites posées par les articles 1792 et 1792-2 du code civil, sur des ouvrages soumis à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale. Cette garantie est accordée pour une durée ferme de dix ans à compter de la réception visée à l'article 1792-4-2 du code civil.

La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

Le montant des garanties accordées reste celui prévu par l'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE.

N° sociétaire : 581361K
N° contrat : 581361K1247000 / 001 333218/52
N° SIREN : 497549162
Attestation

4/5

2.3 - GARANTIE DE BON FONCTIONNEMENT

Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré en cas de dommages matériels affectant les éléments d'équipements relevant de la garantie de bon fonctionnement visée à l'article 1792-3 du code civil.

Cette garantie est accordée pour une durée de deux ans à compter de la réception et pour un montant de 2 500 000 € par sinistre.

3 - GARANTIE D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE POUR LES OUVRAGES NON SOUMIS A L'OBLIGATION D'ASSURANCE

La garantie objet du présent paragraphe s'applique :

- aux réclamations formulées pendant la période de validité de la présente attestation ;
- aux travaux réalisés en France Métropolitaine et dans les DROM ;
- aux opérations de construction non soumises à l'obligation d'assurance dont le coût total de construction H.T. tous corps d'état (honoraires compris mais éléments d'équipement techniques spéciaux exclus), déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 6 000 000 €. Au-delà de ce montant, l'assuré doit nous déclarer le chantier concerné et souscrire, auprès de l'assureur un avenant d'adaptation de garantie. A défaut, les garanties du contrat ne s'appliqueront pas.
- aux activités, travaux, produits et procédés de construction listés au paragraphe 2 ci-avant.

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur. Tous travaux, ouvrages ou opérations ne correspondant pas aux conditions précitées peuvent faire l'objet sur demande spéciale de l'assuré d'une garantie spécifique, soit par contrat soit par avenant.

Nature de la garantie	Montant de garantie
Garantie de responsabilité décennale pour les ouvrages non soumis à l'obligation d'assurance mentionnés au contrat, y compris en sa qualité de sous-traitant, dans les conditions et limites posées par les articles 1792, 1792-2, 1792-4-1 et 1792-4-2 du code civil.	3 000 000 € par sinistre

4 - GARANTIE D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE (DOMMAGES EXTERIEURS A L'OUVRAGE)

Le contrat garantit la responsabilité civile de l'assuré en cas de dommages causés à des tiers en cours ou après exécution de ses travaux en dehors de tout dommage à l'ouvrage.

La garantie objet du présent paragraphe s'applique :

- aux activités professionnelles listées au paragraphe 1 ci-avant ;
- aux réclamations formulées pendant la période de validité de la présente attestation.

SMABTP

Société mutuelle d'assurance du bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables
Entreprise régie par le Code des assurances - RCS PARIS 775 684 764
114 avenue Émile Zola - 75739 PARIS Cedex 15


www.groupe-sma.fr

SMA

N° sociétaire : 581381K
N° contrat : 581381K1247000 / 001 333218/52
N° SIREN : 497549162
Attestation

5/5

Nature de la garantie	Montant de garantie
Dommages corporels	8 000 000 € par sinistre
Dommages matériels	2 000 000 € par sinistre
Dommages immatériels	1 000 000 € par sinistre
Limite pour dommages matériels et immatériels résultant d'une erreur d'implantation	200 000 € par sinistre
Limite pour tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels) dus ou liés à l'amiante ou à tout matériau contenant de l'amiante	1 000 000 € par sinistre et par an
Limite pour tous dommages confondus d'atteinte à l'environnement	1 000 000 € par sinistre et par an

 La présente attestation ne peut pas engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.

Fait à Paris,
le 10/08/2016

Le Directeur Général



SMABTP

Société mutuelle d'assurance du bâtiment et des travaux publics
Société d'assurance mutuelle à cotisations variables
Entreprise régie par le Code des assurances - RCS PARIS 775 684 764
114 avenue Émile Zola - 75739 PARIS Cedex 15

www.groupe-sma.fr

SMA

Assurance

► **BTPlus**



SARL M PAYSAGES
18bis RUE DE LA CAMAMINE
85150 LA MOTHE ACHARD

Votre agent général

AGENCE HARMANT GRAND-CLERC

2 Rue Maurice Barrès
54000 NANCY

Tél : 03.83.85.51.85

Fax : 03.83.45.28.06

Portefeuille : 5420102

Vos références :

Contrat n°5358070704

Code client n° 3192202104

N° d'adhérent : 4331759904-037

Le 7 janvier 2016

AXA FRANCE IARD, atteste que la personne dont l'identité est mentionnée ci-dessus bénéficie du contrat cadre BTPlus n°4331759904, à effet du **01/01/2012** garantissant l'adhérent dont le numéro est indiqué ci-dessus.

Pour les chantiers ouverts postérieurement au 01/01/2012 et avant la date d'expiration ou de résiliation du contrat ou de son adhésion :

Sa responsabilité civile décennale pour travaux de construction soumis à l'obligation d'assurance, qu'elle peut encourir en sa qualité de constructeur telle que visée à l'article 1792-1, 1er alinéa du Code Civil en vertu des articles 1792 et 1792-2 dudit code.

Cette garantie est conforme aux dispositions légales et réglementaires régissant l'assurance de responsabilité obligatoire dans le domaine du bâtiment (article L 241-1 et suivants du Code des assurances) et fonctionne selon les règles de la capitalisation.

Lorsque l'assuré est sous-traitant, le paiement des travaux de réparation des dommages tels que définis aux articles 1792 et 1792-2 du code civil et apparus après la réception au sens des articles 1792-6 du même code, dès lors que sa responsabilité est engagée du fait des travaux de construction qu'il a réalisés.

Cette garantie est accordée pour une durée ferme de dix ans à compter de la réception (garantie gérée selon le régime de capitalisation).

Pour les réclamations notifiées à l'assureur à compter du 01/01/2012 et qui se rapportent à des faits ou événements survenus avant la date d'effet de résiliation ou dénonciation du contrat.

Les dommages matériels en cours de chantier à la charge de l'assuré et atteignant ses travaux, pour autant qu'ils n'aient pas été encore réceptionnés.

Les dommages subis après réception par les éléments d'équipements dissociables des ouvrages soumis à l'assurance obligatoire à la réalisation duquel l'assuré a contribué.



Les dommages matériels subis après réception par les existants, et qui sont la conséquence directe de l'exécution des travaux neufs, et dont la responsabilité incombe à l'assuré.

Les dommages immatériels résultant directement d'un dommage entraînant le versement d'une indemnité au titre des garanties citées aux articles 2.8, 2.9, 2.10, 2.12, 2.13, ou 2.14 des conditions générales.

Sa responsabilité civile qu'elle peut encourir en raison des préjudices causés aux tiers, avant ou après réception.

LE CONTRAT A POUR OBJET DE GARANTIR

Pour les ouvrages réalisés suivant des procédés ou avec des produits ou matériaux de technique courante.

- Les travaux de l'assuré relevant de ses activités rappelées ci-après
- Les interventions de l'assuré sur des chantiers de construction dont le coût global des travaux tous corps d'état TTC y compris maîtrise d'oeuvre, n'est pas supérieur à 30 000 000 € pour autant que l'assuré bénéficie d'une police complémentaire de groupe pour les chantiers d'un coût supérieur à **15 000 000 €**.
- Les interventions de l'assuré sur des chantiers de construction non soumis à l'obligation d'assurance décennale dont le coût global des travaux tous corps d'état TTC y compris maîtrise d'oeuvre, n'est pas supérieur à **1 000 000 €**.

Il n'a pas pour objet de garantir une activité de constructeur de maisons individuelles, avec ou sans fourniture de plans, telle que définie par la loi du 19 décembre 1990 et son décret d'application du 27 novembre 1991.

La présente attestation est valable jusqu'au 01/01/2017 et ne peut engager l'assureur en dehors des limites précisées par les clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.



Activités "Travaux" réalisées dans le domaine du Bâtiment et des Travaux Publics (Suivant la Nomenclature FFSA des activités des entreprises du BTP du 1er septembre 2007) :

OPTION 3

PETITE MACONNERIE PAYSAGERE (DALLAGE, PAVAGE, MURETS, PERGOLAS, POTEAUX, CLOTURES, ESCALIERS, GRILLES, TONNELLES, TREILLIS, TERRASSES)
AIRES DE JEUX EN SOL STABILISE, BETON, ENROBE OU CENDRE
MURS BAHUTS
MURS DE SOUTÈNEMENT D'UNE HAUTEUR INFÈRIEURE OU ÈGALE A 3 METRES
ALLEES PIETONNIÈRES
POSE DE BORDURES, CANIVEAUX, RIGOLES
ABRIS DE JARDIN (A L'EXCLUSION DES MAISONS A OSSATURE BOIS)
PARQUETS TRADITIONNELS OU COLLES

FONDATIONS ET TERRASSEMENT DE POTEAUX OU CLOTURES, POUR DES OUVRAGES DONT LE MONTANT TOTAL EST INFÈRIEUR A 100.000 €

TRAVAUX DE CANALISATIONS, REGARDS, DEGRILLAGES, BACS DESABLEURS, DEVERSOIRS D'ORAGES POUR DES CHANTIERS DONT LE MONTANT TOTAL EST INFÈRIEUR A 50.000 €

ELECTRICITE LIMITEE AUX RACCORDEMENTS DES APPAREILS AUX RESEAUX OU POSE DE FOURREAUX
PETITS BASSINS D'ORNEMENT, CASCADES DE JARDIN, ARROSAGE AUTOMATIQUE, PETITS RESERVOIRS DONT LA CAPACITE EST INFÈRIEUR A 50 M3

VOIERIES ET RESEAUX DIVERS DE DESSERTÈ PRIVATIVE OU NON POUR DES OUVRAGES DONT LE MONTANT EST INFÈRIEUR A 100.000 €
TERRAINS DE SPORT DONT LA SURFACE EST INFÈRIEUR A 4000 M²
REVELÈMENTS EN BETON DESACTIVE, BITUMINEUX OU TYPE ASPHALTE, ET ENROBES DANS LA LIMITE DE 500 M²



Montants des garanties et franchises

Montants de garanties et franchises (sous réserve des dispositions du chapitre III des conditions Générales)

Garantie	Limite de garantie	Montant de franchise
Dommages sur chantier	Montant unique pour l'ensemble des garanties, par année d'assurance	Par sinistre
Effondrement des ouvrages (art 2.1) Autres dommages matériels aux ouvrages (art 2.2) Dommages matériels aux matériaux (art 2.3) Dommages matériels aux installations, matériels de chantier et ouvrages provisoires (art 2.4) Attentats, tempêtes, ouragans, cyclones, grêle (art 2.5) Catastrophes naturelles (art 2.6)	600 000 €	1 500 €
Responsabilité civile décennale	Montant par sinistre	Par sinistre
Responsabilité décennale pour travaux de construction soumis à l'assurance obligatoire (art 2.8)	« A hauteur du coût des réparations » (1)	1 500 €
Responsabilité de sous-traitant en cas de dommages de nature décennale (art 2.9)	10 000 000 €	1 500 €
Responsabilité décennale pour travaux de construction non soumis à l'assurance obligatoire et limitée à l'atteinte à la solidité (art 2.10)	500 000 € par sinistre et 800 000 € par année d'assurance	1 500 €
Responsabilités connexes	Montant unique pour l'ensemble des garanties, par année d'assurance	Par sinistre
Bon fonctionnement des éléments d'équipement dissociables des ouvrages soumis à l'obligation d'assurance (art 2.12) Dommages immatériels consécutifs (art 2.15) Dommages matériels aux existants par répercussion (art 2.14) Dommages intermédiaires sur ouvrages soumis (art 2.13)	600 000 €	1 500 €



Responsabilité civile du chef d'entreprise (art 2.17)	Limite de garantie		Montant de franchise
Garanties Tous dommages confondus	Montant par sinistre	Montant par année	Par sinistre
Avant réception	7 500 000 €		1 500 €
Après réception	6 000 000 €	6 000 000 €	1 500 €
Dont avant/après réception			
Dommages matériels	1 500 000 €	1 500 000 €	1 500 €
Dommages immatériels	200 000 €	400 000 €	1 500 €
Dommages de pollution	750 000 €	750 000 €	1 500 €
Faute inexcusable	1 000 000 €	2 000 000 €	1 500 €
Défense recours	20000 € par litige		1 500 €

(1) Sans pouvoir excéder le montant du seuil de déclenchement du Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD)

Après indexation, aucun montant de garantie prévu par le présent contrat ne pourra excéder 15 250 000 euros.

Les montants de garanties et de franchises sont indiqués à la valeur de l'indice BT01 égale à 84580 au 01/01/2011

Fait à Nancy, le 7 janvier 2016
L'agent général par délégation

CABINET GRAND-CLERC HARMANT
2 Rue Maurice Barres
54000 NANCY
Tél. : 03 83 83 61 85 - Fax : 03 83 45 28 06
Site : 349 846 899

Dossier Technique Immobilier : 21414-PEAN-AUBIGNY-LES CLOUZEUX

Date du repérage : 26/09/2022





Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :

Adresse : 11 Bis, La Renardière
Commune : ... 85430 Aubigny-Les Clouzeaux

Propriétaire : M. PEAN

Transaction : Habitation vente

Prestations	Conclusion	Validité
 DPE	<div> <div>125 kWh/m²/an</div> <div>4 kg CO₂/m²/an</div> <div>C</div> </div> <p>Estimation des coûts annuels : entre 2 150 € et 2 970 € par an Prix moyens des énergies indexés au 1er janvier 2021 Numéro enregistrement ADEME : 2285E2207293F</p>	25/09/2032
 Etat Termite/Parasitaire	Il n'a pas été repéré d'indice d'infestation de termites.	25/03/2023

RESERVE DE PROPRIETE : Les rapports demeurent la propriété de notre société et ne pourront être utilisés jusqu'au complet paiement du prix par l'acheteur (loi du 12 mai 1980). Voir nos conditions générales de vente.



1, ZA De Bourgneuf - 85170 Les-Lucs-sur-Boulogne / 2, rue Edouard Marchand - 85600 Montaigu

14, rue du Maréchal Ney - 85000 La Roche sur Yon

Société à responsabilité limitée au capital de 15 000€

Compagnie d'assurance : AXA - N° de police : 10257404804

Siret : 80338549100029 - Code NAF : 71208 - N° TVA : FRA803385491 - N° RCS : 803 385 491

• NOS PRESTATIONS

Diagnostics Immobiliers

DPE, Amiante, Termites, Plomb, Electricité, Gaz, Mesurage, Assainissement...



Pack RT 2012

Test d'étanchéité, DPE Neuf, Attestation de fin de chantier



Etats des Lieux

Entrant et Sortant, visite conseil...



Passage Caméra

Inspection de canalisation par caméra, Détection par localisateur...



• UN VERITABLE SERVICE

- Ouvert du **Lundi au Vendredi** de 9h à 12h30 et de 13h30 à 18h00
- **Rapports sous 24h**
- Rapports transmis par courrier et par mail
- Nous traitons **vos urgences**
- **Devis Gratuit** sur simple demande
- **Service après-vente** (Commentaires, Explications...)



La Protection :

La protection de la santé humaine est une priorité absolue !

L'Impartialité :

Vous avez à votre disposition des techniciens certifiés, assurés et totalement indépendants et impartiaux.

La Réactivité :

Intervention sous 4 jours et envoi des rapports en moins de 24h00. Elle constitue notre force !

Le Goût du résultat :

Exceller dans notre domaine est notre but. Toutes nos actions sont menées conjointement aux réglementations en cours afin d'arriver à des résultats satisfaisants et concrets.

Enjeux & Solutions :

Nous assurons un suivi technique à la suite de nos interventions.



Chambre des
DIAGNOSTIQUEURS IMMOBILIERS

Attestation sur l'honneur

ATTESTATION SUR L'HONNEUR réalisée pour le dossier n°21414-PEAN-AUBIGNY-LES CLOUZEUX relatif à l'immeuble bâti visité situé au : 11Bis, La Renardière - 85430 Aubigny-Les Clouzeaux.

Je soussigné, **ROCHETEAU Lucas**, technicien diagnostiqueur pour la société **SARL AFDIA** atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard de l'article L.271-6 du Code de la Construction, à savoir :

- Disposer des compétences requises pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier, ainsi qu'en atteste mes certifications de compétences :

Prestations	Nom du diagnostiqueur	Entreprise de certification	N° Certification	Echéance certifi
Amiante	ROCHETEAU Lucas	I.Cert	CPDI5827	14/12/2022 (Date d'obtention : 24/11/2020)
Plomb	ROCHETEAU Lucas	I.Cert	CPDI5827	14/12/2022 (Date d'obtention : 24/11/2020)
Termites	ROCHETEAU Lucas	I.Cert	CPDI5827	14/12/2022 (Date d'obtention : 24/11/2020)
DPE	ROCHETEAU Lucas	I.Cert	CPDI5827	10/01/2023 (Date d'obtention : 24/11/2020)
Electricité	ROCHETEAU Lucas	I.Cert	CPDI5827	27/05/2023 (Date d'obtention : 24/11/2020)
Gaz	ROCHETEAU Lucas	I.Cert	CPDI5827	27/05/2023 (Date d'obtention : 24/11/2020)

- Avoir souscrit à une assurance (**AXA n° 10257404804 valable jusqu'au 01/08/2022**) permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de ma responsabilité en raison de mes interventions.
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il m'est demandé d'établir les états, constats et diagnostics composant le dossier.
- Disposer d'une organisation et des moyens (en matériel et en personnel) appropriés pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier.

Fait à Aubigny-Les Clouzeaux, le 26/09/2022

Signature de l'opérateur de diagnostics :

ROCHETEAU Lucas
SARL AFDIA
Diagnostiqueur Immobilier
85170 LES LUCS SUR BOULOGNE

Article L271-6 du Code de la Construction et de l'habitation

« Les documents prévus aux 1° à 4° et au 6° de l'article L. 271-4 sont établis par une personne présentant des garanties de compétence et disposant d'une organisation et de moyens appropriés. Cette personne est tenue de souscrire une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions. Elle ne doit avoir aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à elle, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir l'un des documents mentionnés au premier alinéa. Un décret en Conseil d'Etat définit les conditions et modalités d'application du présent article. »

Article L271-3 du Code de la Construction et de l'habitation

« Lorsque le propriétaire charge une personne d'établir un dossier de diagnostic technique, celle-ci lui remet un document par lequel elle atteste sur l'honneur qu'elle est en situation régulière au regard des articles L.271-6 et qu'elle dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier. »

1, ZA De Bourgneuf - 85170 Les-Lucs-sur-Boulogne / 2, rue Edouard Marchand - 85600 Montaigu

14, rue du Maréchal Ney - 85000 La Roche sur Yon

Société à responsabilité limitée au capital de 15 000€

Compagnie d'assurance : AXA - N° de police : 10257404804

Siret : 80338549100029 - Code NAF : 7120B - N° TVA : FRA803385491 - N° RCS : 803 385 491

Votre Assurance

► RCE PRESTATAIRES



Assurance et Banque

ATTESTATION

AGENT

M GREGOIRE ARNAUD

CENTRE COMMERCIAL ATLANT VIE

AV ATLANT VIE

BELLERIVE SUR VIE

85170 BELLEVIGNY

Tél : 0251410303

Email : AGENCE.ARNAUD.GREGOIRE@AXA.FR

Portefeuille : 0085040144

SARL AFDIA

1 ZONE ARTISANALE DE BOURGNE

85170 LES LUCS SUR BOULOGNE FR

Vos références :

Contrat n° 10257404804

Cient n° 3779434304

AXA France IARD, atteste que :

SARL AFDIA

1 ZONE ARTISANALE DE BOURGNE

85170 LES LUCS SUR BOULOGNE

est titulaire d'un contrat d'assurance N° 10257404804 ayant pris effet le 01/07/2022 et couvrant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile pouvant lui incomber du fait des activités suivantes :

A titre principal :

1. Diagnostics réglementés relevant du Dossier de Diagnostic Technique :

- Il Le constat de risque d'exposition au plomb prévu aux articles L. 1334-5 et L. 1334-6 du Code de la Santé Publique ;
- Il L'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L. 1334-13 du Code de la Santé Publique ;
- Il L'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment prévu à l'article L. 133-6 du Code de la Construction et de l'habitation ;
- Il L'état de l'installation intérieure de gaz prévu à l'article L. 134-6 du Code de la Construction et de l'habitation ;
- Il L'état des servitudes risques et d'information sur les sols (ESRIS) prévu à l'article L125-5 du Code de l'environnement dans les zones mentionnées au même article ;
- Il Le diagnostic de performance énergétique prévu à l'article L. 134-1 du Code de la Construction et de l'habitation ;
- Il L'état de l'installation intérieure d'électricité prévu à l'article L. 134-7 du Code de la Construction et de l'habitation ;
- Il L'information sur la présence d'un risque de menuiserie prévu à l'article L133-9 du code de la Construction et de l'habitation.

A titre accessoire :

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 010 Euros

Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre

Entreprise régie par le Code des assurances - TVA Intracommunautaire n° FR 14 722 057 460

Opérations d'assurances assurées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

1/2

2. Autres Diagnostics

- || Repérage Amiante avant travaux, avant démolition, Dossier Technique Amiante [Art R 1334-25 du Code de la Santé Publique] ;
- || Mesurage loi Carrez et Loi Boutin [Art.46 de la Loi n° 65-557 du 10 juillet 1965. Article 4-1 (1) et 4-23 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967. Art. 78 de la Loi n°2009-323 du 25 mars 2009] ;
- || Diagnostic état parasitaire relatif à la présence d'insectes xylophages, à larves, nidificateurs et de champignons lignivores
- || L'état des installations d'assainissement collectif et non collectif (avec inspection de canalisation par passage de caméra)
- || Etat des lieux localisés
- || Infiltrométrie RT 2012 - NF EN ISO 9972 Perméabilité à l'air de l'enveloppe.
- || Descriptif de l'état d'un bien immobilier destiné à l'affectation d'un Prêt à Taux Zéro Plus, Conformité aux normes de Surfaces et d'habitabilité, PIZ (prêt à taux zéro) et prêts conventionnés
- || Dossier Technique Global (DTG)
- || Réalisation d'audit énergétique et de contrôle des systèmes de ventilation ;

3. Autres Activités :

|| DEMARCHE QUALITE DE PERMEABILITE A L'AIR SUIVANT L'ANNEXE 7 RT 2012. CETTE DEMARCHE CONSISTE A ACCOMPAGNER LE CONSTRUCTEUR DANS LA MISE EN PLACE DE SA DEMARCHE 'PERMEABILITE A L'AIR' LIEE A L'ANNEXE 7 DE LA RT 2012 ET A REALISER LE NOMBRE DE TESTS DE PERMEABILITE POUR PERMETTRE LA VALIDATION DE LA VALEUR DE PERMEABILITE A L'AIR. L'ASSURE DECLARE ETUDIER LES DOSSIERS UNIQUEMENT SUR UN PLAN ADMINISTRATIF ET REDACTIONNEL **SANS PRECONISATION TECHNIQUE.**

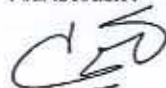
|| **MESURES AERAUQUES PERMEABILITE A L'AIR DES SYSTEMES DE VENTILATION INTERIEURE DES BATIMENTS, HORS CERTIFICATION, HORS PRECONISATION TECHNIQUE ET HORS PRESTATIONS POUVANT ENGAGER LA RC DECENNALE DE L'ASSURE.**

|| Délivrance des attestations de prise en compte de la réglementation thermique et de réalisation d'une étude de faisabilité relative aux approvisionnements en énergie pour les bâtiments neufs ou les parties nouvelles de bâtiments telle que visée par les articles R111-20 et suivants du code de la construction et l'arrêté du 11/10/11. Cette mission spécifique EST accessoire à l'activité garantie.

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation est valable pour la période du **01/08/2022** au **01/08/2023** sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à BELLEVIGNY le 29 juillet 2022
Pour la société :



AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Enregistrement par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

2/2

Société à responsabilité limitée au capital de 15 000€
Compagnie d'assurance : AXA - N° de police : 10257404804
Siret : 80338549100029 - Code NAF : 7120B - N° IVA : FRA803385491 - N° RCS : 803 385 491

DPE Diagnostic de performance énergétique (logement)

N°ADEME : 2285E2207293F
Etabli le : 26/09/2022
Valable jusqu'au : 25/09/2032

Ce document vous permet de savoir si votre logement est économe en énergie et préserve le climat. Il vous donne également des pistes pour améliorer ses performances et réduire vos factures. Pour en savoir plus : <https://www.ecologie.gouv.fr/diagnostic-performance-energetique-dpe>

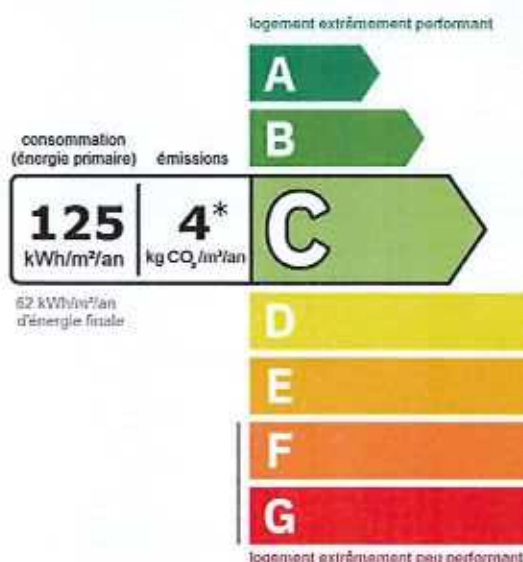


Adresse : **11Bis, La Renardière**
85430 Aubigny-Les Clouzeaux

Type de bien : Maison Individuelle
Année de construction : 2009
Surface habitable : **305,67 m²**

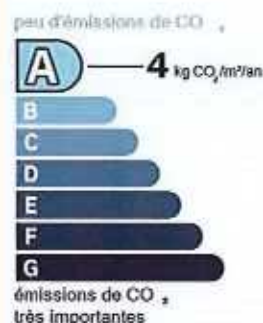
Propriétaire : M. PEAN
Adresse : 11Bis, La Renardière 85430 Aubigny-Les Clouzeaux

Performance énergétique et climatique



Le niveau de consommation énergétique dépend de l'isolation du logement et de la performance des équipements.

* Dont émissions de gaz à effet de serre



an, soit l'équivalent de 6 340 km parcourus en voiture.

Le niveau d'émissions dépend principalement des types d'énergies utilisées (bois, électricité, gaz, fioul, etc.)

Estimation des coûts annuels d'énergie du logement

Les coûts sont estimés en fonction des caractéristiques de votre logement et pour une utilisation standard sur 5 usages (chauffage, eau chaude sanitaire, climatisation, éclairage, auxiliaires) voir p.3 pour voir les détails par poste.



entre **2 140 €** et **2 970 €** par an

Prix moyens des énergies indexés au 1er janvier 2021 (abonnements compris)

Comment réduire ma facture d'énergie ? Voir p.3

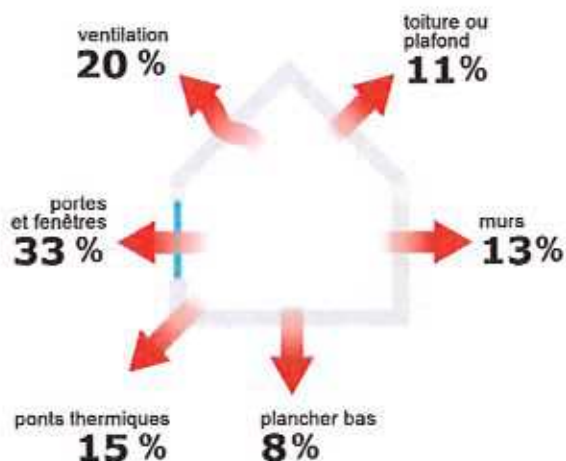
Informations diagnostiqueur

SARL AFDIA
1, ZA de Bourgneuf
85170 LES LUCS-SUR-BOULOGNE
tel : 02.51.46.58.19

Diagnosticur : **ROCHETEAU Lucas**
Email : contact@afdia.com
N° de certification : CPDI5827
Organisme de certification : I.Cert



Schéma des déperditions de chaleur



Performance de l'isolation



Système de ventilation en place



VMC DF individuelle avec échangeur à partir de 2013

Confort d'été (hors climatisation)*



Les caractéristiques de votre logement améliorant le confort d'été :



logement traversant



toiture isolée

Pour améliorer le confort d'été :



Équipez les fenêtres de votre logement de volets extérieurs ou brise-soleil.

Logement équipé d'une climatisation



La climatisation permet de garantir un bon niveau de confort d'été mais augmente les consommations énergétiques du logement.

Production d'énergies renouvelables

équipement(s) présent(s) dans ce logement :



pompe à chaleur



24 m² de panneaux solaires photovoltaïques



panneaux solaires thermiques



chauffage au bois

D'autres solutions d'énergies renouvelables existent :



chauffe-eau thermodynamique



géothermie



réseau de chaleur ou de froid vertueux

*Le niveau de confort d'été présenté ici s'appuie uniquement sur les caractéristiques de votre logement (la localisation n'est pas prise en compte).

Montants et consommations annuels d'énergie

Usage		Consommation d'énergie (en kWh énergie primaire)	Frais annuels d'énergie (fourchette d'estimation*)	Répartition des dépenses
 chauffage	⚡ Electrique	21 472 (9 336 é.f.)	entre 1 290 € et 1 760 €	 60 %
	🌳 Bois	4 251 (4 251 é.f.)	entre 110 € et 160 €	
 eau chaude	⚡ Electrique	8 050 (3 500 é.f.)	entre 480 € et 660 €	 22 %
 refroidissement	⚡ Electrique	1 616 (703 é.f.)	entre 90 € et 140 €	 4 %
 éclairage	⚡ Electrique	1 318 (573 é.f.)	entre 70 € et 110 €	 4 %
 auxiliaires	⚡ Electrique	1 673 (728 é.f.)	entre 100 € et 140 €	 5 %
énergie totale pour les usages recensés :		38 381 kWh (19 090 kWh é.f.)	entre 2 140 € et 2 970 € par an	

Pour rester dans cette fourchette d'estimation, voir les recommandations d'usage ci-dessous

Conventionnellement, ces chiffres sont donnés pour une température de chauffage de 19° réduite à 16°C la nuit ou en cas d'absence du domicile, une climatisation réglée à 28° (si présence de clim), et une consommation d'eau chaude de 197ℓ par jour.

é.f. → énergie finale

Prix moyens des énergies indexés au 1er janvier 2021 (abonnements compris)

▲ Seules les consommations d'énergie nécessaires au chauffage, à la climatisation, à la production d'eau chaude sanitaire, à l'éclairage et aux auxiliaires (ventilateurs, pompes) sont prises en compte dans cette estimation. Les consommations liées aux autres usages (électroménager, appareils électroniques...) ne sont pas comptabilisées.

▲ Les factures réelles dépendront de nombreux facteurs : prix des énergies, météo de l'année (hiver froid ou doux...), nombre de personnes dans le logement et habitudes de vie, entretien des équipements....

Recommandations d'usage pour votre logement

Quelques gestes simples pour maîtriser votre facture d'énergie :



Température recommandée en hiver → 19°C

Chauffer à 19°C plutôt que 21°C c'est -22% sur votre facture **soit -480€ par an**

Astuces

- Diminuez le chauffage quand vous n'êtes pas là.
- Chauffez les chambres à 17° la nuit.



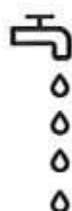
Si climatisation,

température recommandée en été → 28°C

Climatiser à 28°C plutôt que 26°C c'est en moyenne -74% sur votre facture **soit -321€ par an**

Astuces

- Fermez les fenêtres et volets la journée quand il fait chaud.
- Aérez votre logement la nuit.



Consommation recommandée → 197ℓ/jour d'eau chaude à 40°C

81ℓ consommés en moins par jour, c'est -18% sur votre facture **soit -128€ par an**

Estimation faite par rapport à la surface de votre logement (3-4 personnes). Une douche de 5 minute = environ 40ℓ

Astuces

- Installez des mousseurs d'eau sur les robinets et un pommeau à faible débit sur la douche






En savoir plus sur les bons réflexes d'économie d'énergie :







www.faire.gouv.fr/reduire-ses-factures-energie

Voir en annexe le descriptif détaillé du logement et de ses équipements

Vue d'ensemble du logement









	description	isolation
 Murs	Mur en blocs de béton creux d'épaisseur ≤ 20 cm avec un doublage rapporté avec isolation intérieure (réalisée entre 2006 et 2012) donnant sur l'extérieur	bonne
 Plancher bas	Dalle béton donnant sur un terre-plein Dalle béton donnant sur un local chauffé Dalle béton donnant sur l'extérieur	bonne
 Toiture/plafond	Combles aménagés sous rampants donnant sur l'extérieur (combles aménagés) avec isolation intérieure (réalisée entre 2006 et 2012) Dalle béton donnant sur un local chauffé Plafond sous solives bois donnant sur un local non chauffé non accessible Plafond sur solives bois donnant sur l'extérieur (terrasse)	bonne
 Portes et fenêtres	Porte(s) Métal isolée avec double vitrage Fenêtres coulissantes métal à rupture de ponts thermiques, double vitrage avec lame d'air 16 mm et volets roulants aluminium Portes-fenêtres coulissantes métal à rupture de ponts thermiques, double vitrage avec lame d'air 15 mm et volets roulants aluminium Fenêtres oscillo-battantes métal à rupture de ponts thermiques, double vitrage avec lame d'air 12 mm et volets roulants aluminium Fenêtres oscillo-battantes métal à rupture de ponts thermiques, double vitrage avec lame d'air 12 mm sans protection solaire Portes-fenêtres coulissantes métal à rupture de ponts thermiques, double vitrage avec lame d'air 14 mm et volets roulants aluminium Fenêtres coulissantes métal à rupture de ponts thermiques, double vitrage avec lame d'air 15 mm et volets roulants aluminium Portes-fenêtres battantes métal à rupture de ponts thermiques, double vitrage avec lame d'air 20 mm et volets roulants aluminium Fenêtres oscillo-battantes métal à rupture de ponts thermiques, double vitrage avec lame d'air 15 mm et volets roulants aluminium Fenêtres fixes métal à rupture de ponts thermiques, double vitrage avec lame d'air 12 mm sans protection solaire	moyenne

Vue d'ensemble des équipements

	description
 Chauffage	<p>PAC air/eau installée à partir de 2017 avec en appoint un poêle à bois (bûche) installé de 2007 avec programmeur avec réduit (système individuel). Emetteur(s): plancher chauffant</p> <p>Plancher rayonnant électrique avec régulation terminale avec programmeur pièce par pièce (système individuel)</p> <p>PAC air/air installée entre 2008 et 2014 avec programmeur pièce par pièce (système individuel)</p> <p>Radiateur électrique à fluide caloporteur NFC (système individuel)</p> <p>Convecteur électrique NFC, NF** et NF*** (système individuel)</p>
 Eau chaude sanitaire	<p>Ballon électrique à accumulation vertical (autres catégorie ou inconnue), contenance ballon 400 L, couplé avec un système solaire</p> <p>Ballon électrique à accumulation vertical (catégorie C ou 3 étoiles), contenance ballon 150 L</p> <p>Ballon électrique à accumulation vertical (autres catégorie ou inconnue), contenance ballon 150 L</p>
 Climatisation	Electrique - Pompe à chaleur air/air
 Ventilation	<p>VMC DF individuelle avec échangeur à partir de 2013</p> <p>▲ D'autres systèmes sont présents, seul le système de surface prépondérante est pris en compte.</p>
 Pilotage	<p>Avec intermittence centrale avec minimum de température</p> <p>Avec intermittence pièce par pièce avec minimum de température</p> <p>Sans système d'intermittence</p>
 Production d'énergie	Capteurs photovoltaïques orientés Sud-Est (24 m²)

Recommandations de gestion et d'entretien des équipements

Pour maîtriser vos consommations d'énergie, la bonne gestion et l'entretien régulier des équipements de votre logement sont essentiels.

	type d'entretien
 Chauffe-eau	Vérifier la température d'eau du ballon (55°C-60°C) pour éviter le risque de développement de la légionnelle (en dessous de 50°C).
 Eclairage	Eteindre les lumières lorsque personne n'utilise la pièce.
 ECS	Entretien des installations d'ECS solaire.
 Isolation	Faire vérifier les isolants et les compléter tous les 20 ans.
 Photovoltaïque	Nettoyer régulièrement les capteurs solaires.
 Radiateur	<p>Laisser les robinets thermostatiques en position ouverte en fin de saison de chauffe.</p> <p>Ne jamais placer un meuble devant un émetteur de chaleur.</p> <p>Purger les radiateurs s'il y a de l'air.</p>
 Refroidissement	<p>Privilégier les brasseurs d'air.</p> <p>Programmer le système de refroidissement ou l'adapter en fonction de la présence des usagers.</p>
 Ventilation	<p>Dans le cas d'une VMC double flux, changer régulièrement les filtres (en fonction de la pollution locale).</p> <p>Nettoyage et réglage de l'installation tous les 3 ans par un professionnel.</p> <p>Nettoyer régulièrement les bouches.</p> <p>Veiller à ouvrir les fenêtres de chaque pièce très régulièrement</p>

Recommandations d'amélioration de la performance



Des travaux peuvent vous permettre d'améliorer significativement l'efficacité énergétique de votre logement et ainsi de faire des économies d'énergie, d'améliorer son confort, de le valoriser et de le rendre plus écologique. Le pack 1 de travaux vous permet de réaliser les travaux prioritaires, et le pack 2 d'aller vers un logement très performant.



Si vous en avez la possibilité, il est plus efficace et rentable de procéder à une rénovation globale de votre logement (voir packs de travaux 1 + 2 ci-dessous). La rénovation performante par étapes est aussi une alternative possible (réalisation du pack 2 avant le pack 1). Faites-vous accompagner par un professionnel compétent (bureau d'études, architecte, entreprise générale de travaux, groupement d'artisans...) pour préciser votre projet et coordonner vos travaux.

1

Les travaux essentiels

Montant estimé : 1200 à 1800€

Lot

Description

Performance recommandée



Chauffage

Mettre à jour le système d'intermittence / Régulation

2

Les travaux à envisager

Montant estimé : 24800 à 37200€

Lot

Description

Performance recommandée



Chauffage

Remplacer le système de chauffage par une pompe à chaleur air/air non réversible (la climatisation n'est pas considérée, en cas de mise en place votre étiquette énergie augmentera sensiblement).

SCOP = 4



Eau chaude sanitaire

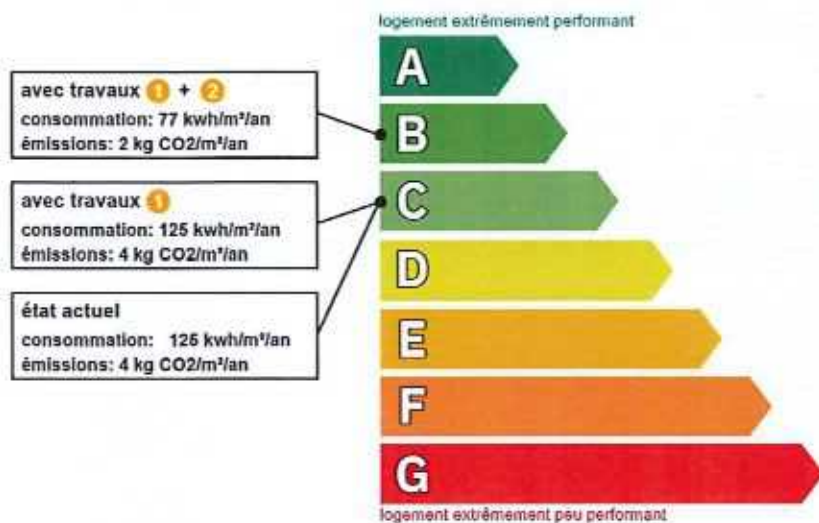
Mettre en place un système Solaire

Commentaires :

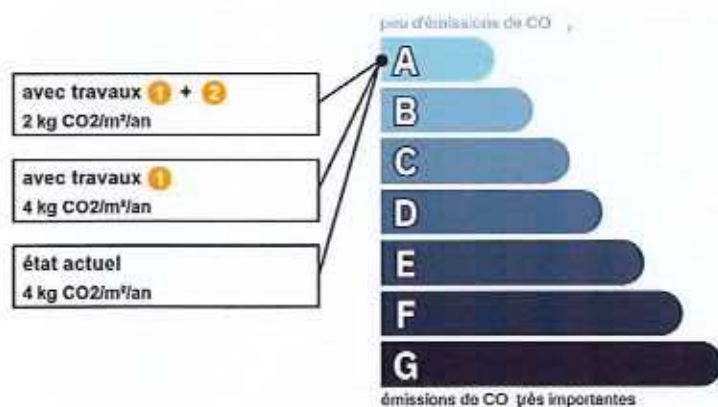
Néant

Recommandations d'amélioration de la performance (suite)

Évolution de la performance après travaux



Dont émissions de gaz à effet de serre



Préparez votre projet !

Contactez le conseiller FAIRE le plus proche de chez vous, pour des conseils gratuits et indépendants sur vos choix de travaux et d'artisans :

www.faire.fr/trouver-un-conseiller
ou 0808 800 700 (prix d'un appel local)

Vous pouvez bénéficier d'aides, de primes et de subventions pour vos travaux :

www.faire.fr/aides-de-financement



Pour répondre à l'urgence climatique et environnementale, la France s'est fixée pour objectif d'ici 2050 de rénover l'ensemble des logements à un haut niveau de performance énergétique.

À court terme, la priorité est donnée à la suppression des énergies fortement émettrices de gaz à effet de serre (fioul, charbon) et à l'éradication des « passoires énergétiques » d'ici 2028.

Fiche technique du logement

Cette fiche liste les caractéristiques techniques du bien diagnostiqué renseignées par le diagnostiqueur pour obtenir les résultats présentés dans ce document. En cas de problème, contactez la personne ayant réalisé ce document ou l'organisme certificateur qui l'a certifiée (diagnostiqueurs.din.developpement-durable.gouv.fr).

Référence du logiciel validé : **LICIEL Diagnostics v4 (Moteur TribuEnergie: 1.4.25)**

Justificatifs fournis pour établir le DPE :

Référence du DPE : **21414-PEAN-AUBIGNY-LES CLOUZEUX**

Photographies des travaux

Date de visite du bien : **26/09/2022**

Invariant fiscal du logement : **N/A**

Référence de la parcelle cadastrale : **Section cadastrale : NC, Parcelle(s) n° : NC**

Méthode de calcul utilisée pour l'établissement du DPE : **3CL-DPE 2021**

Numéro d'immatriculation de la copropriété : **N/A**

Explications personnalisées sur les éléments pouvant amener à des différences entre les consommations estimées et les consommations réelles :

Néant








A Savoir :

Le nouveau moteur de calcul, fourni par les pouvoirs publics et mis en œuvre par les éditeurs de logiciel, pour la réalisation du DPE V3, est d'application obligatoire depuis le 1er juillet 2021, bien qu'étant toujours en cours de validation. Il fait encore l'objet de modifications.


Le diagnostiqueur n'a aucune possibilité d'intervenir sur les calculs réalisés, qui peuvent être imprécis ou erronés et en conséquence décline toute responsabilité s'agissant des étiquettes et des estimations.

RESERVE DE PROPRIETE : Les rapports demeurent la propriété de notre société et ne pourront être utilisés jusqu'au complet paiement du prix par l'acheteur (Loi du 12 mai 1980). Voir nos conditions générales de vente.

Généralités

Donnée d'entrée	Origine de la donnée	Valeur renseignée
Département	 Observé / mesuré	85 Vendée
Altitude	 Donnée en ligne	52 m
Type de bien	 Observé / mesuré	Maison Individuelle
Année de construction	 Estimé	2009
Surface habitable du logement	 Observé / mesuré	305,67 m²
Nombre de niveaux du logement	 Observé / mesuré	2
Hauteur moyenne sous plafond	 Observé / mesuré	2,66 m

Enveloppe

Donnée d'entrée	Origine de la donnée	Valeur renseignée
Mur 1	Surface du mur	 Observé / mesuré 19,79 m²
	Type de local adjacent	 Observé / mesuré l'extérieur
	Matériau mur	 Observé / mesuré Mur en blocs de béton creux
	Épaisseur mur	 Observé / mesuré ≤ 20 cm
	Isolation	 Observé / mesuré oui
	Année isolation	 Document fourni 2006 - 2012
	Doublage rapporté avec lame d'air	 Observé / mesuré plus de 15mm, bois, plâtre ou brique
Mur 2	Surface du mur	 Observé / mesuré 19,12 m²
	Type de local adjacent	 Observé / mesuré l'extérieur
	Matériau mur	 Observé / mesuré Mur en blocs de béton creux
	Épaisseur mur	 Observé / mesuré ≤ 20 cm
	Isolation	 Observé / mesuré oui
	Année isolation	 Document fourni 2006 - 2012
	Doublage rapporté avec lame d'air	 Observé / mesuré plus de 15mm, bois, plâtre ou brique
Mur 3	Surface du mur	 Observé / mesuré 37,49 m²
	Type de local adjacent	 Observé / mesuré l'extérieur
	Matériau mur	 Observé / mesuré Mur en blocs de béton creux
	Épaisseur mur	 Observé / mesuré ≤ 20 cm
	Isolation	 Observé / mesuré oui
	Année isolation	 Document fourni 2006 - 2012
	Doublage rapporté avec lame d'air	 Observé / mesuré plus de 15mm, bois, plâtre ou brique
Mur 4	Surface du mur	 Observé / mesuré 72,96 m²
	Type de local adjacent	 Observé / mesuré l'extérieur
	Matériau mur	 Observé / mesuré Mur en blocs de béton creux
	Épaisseur mur	 Observé / mesuré ≤ 20 cm
	Isolation	 Observé / mesuré oui
	Année isolation	 Document fourni 2006 - 2012
	Doublage rapporté avec lame d'air	 Observé / mesuré plus de 15mm, bois, plâtre ou brique
Mur 5	Surface du mur	 Observé / mesuré 36,77 m²
	Type de local adjacent	 Observé / mesuré l'extérieur
	Matériau mur	 Observé / mesuré Mur en blocs de béton creux
	Épaisseur mur	 Observé / mesuré ≤ 20 cm
	Isolation	 Observé / mesuré oui
	Année isolation	 Document fourni 2006 - 2012
	Doublage rapporté avec lame d'air	 Observé / mesuré plus de 15mm, bois, plâtre ou brique
Mur 6	Surface du mur	 Observé / mesuré 2,69 m²
	Type de local adjacent	 Observé / mesuré l'extérieur

Mur 7	Matériau mur	🔍	Observé / mesuré	Mur en blocs de béton creux
	Epaisseur mur	🔍	Observé / mesuré	≤ 20 cm
	Isolation	🔍	Observé / mesuré	oui
	Année isolation	📄	Document fourni	2006 - 2012
	Doublage rapporté avec lame d'air	🔍	Observé / mesuré	plus de 15mm, bois, plâtre ou brique
	Surface du mur	🔍	Observé / mesuré	34,17 m²
	Type de local adjacent	🔍	Observé / mesuré	l'extérieur
	Matériau mur	🔍	Observé / mesuré	Mur en blocs de béton creux
	Epaisseur mur	🔍	Observé / mesuré	≤ 20 cm
	Isolation	🔍	Observé / mesuré	oui
Plancher 1	Année isolation	📄	Document fourni	2006 - 2012
	Doublage rapporté avec lame d'air	🔍	Observé / mesuré	plus de 15mm, bois, plâtre ou brique
	Surface de plancher bas	🔍	Observé / mesuré	169,92 m²
	Type de local adjacent	🔍	Observé / mesuré	un terre-plein
	Etat Isolation des parois Aue	🔍	Observé / mesuré	non isolé
	Périmètre plancher bâtiment déperditif	🔍	Observé / mesuré	54,48 m
	Surface plancher bâtiment déperditif	🔍	Observé / mesuré	169,92 m²
	Type de pb	🔍	Observé / mesuré	Dalle béton
	Isolation: oui / non / inconnue	🔍	Observé / mesuré	Inconnue
	Année de construction/rénovation	📄	Document fourni	2006 - 2012
Plancher 2	Surface de plancher bas	🔍	Observé / mesuré	84,13 m²
	Type de local adjacent	🔍	Observé / mesuré	un terre-plein
	Etat Isolation des parois Aue	🔍	Observé / mesuré	non isolé
	Périmètre plancher bâtiment déperditif	🔍	Observé / mesuré	38,07 m
	Surface plancher bâtiment déperditif	🔍	Observé / mesuré	84,13 m²
	Type de pb	🔍	Observé / mesuré	Dalle béton
	Isolation: oui / non / inconnue	🔍	Observé / mesuré	Inconnue
	Année de construction/rénovation	📄	Document fourni	2006 - 2012
Plancher 3	Surface de plancher bas	🔍	Observé / mesuré	48,69 m²
	Type de local adjacent	🔍	Observé / mesuré	un local chauffé
	Type de pb	🔍	Observé / mesuré	Dalle béton
	Isolation: oui / non / Inconnue	🔍	Observé / mesuré	Inconnue
	Année de construction/rénovation	❌	Valeur par défaut	2009
Plancher 4	Surface de plancher bas	🔍	Observé / mesuré	2,93 m²
	Type de local adjacent	🔍	Observé / mesuré	l'extérieur
	Type de pb	🔍	Observé / mesuré	Dalle béton
	Isolation: oui / non / Inconnue	🔍	Observé / mesuré	Inconnue
	Année de construction/rénovation	📄	Document fourni	2006 - 2012
Plafond 1	Surface de plancher haut	🔍	Observé / mesuré	92,18 m²
	Type de local adjacent	🔍	Observé / mesuré	l'extérieur (combles aménagés)
	Type de ph	🔍	Observé / mesuré	Combles aménagés sous rampants
	Isolation	🔍	Observé / mesuré	oui
	Année Isolation	📄	Document fourni	2006 - 2012
Plafond 2	Surface de plancher haut	🔍	Observé / mesuré	48,69 m²
	Type de local adjacent	🔍	Observé / mesuré	un local chauffé
	Type de ph	🔍	Observé / mesuré	Dalle béton
	Isolation	🔍	Observé / mesuré	Inconnue
	Année de construction/rénovation	❌	Valeur par défaut	2009
Plafond 3	Surface de plancher haut	🔍	Observé / mesuré	88,73 m²

	Type de local adjacent	🔍	Observé / mesuré	un local non chauffé non accessible
	Type de ph	🔍	Observé / mesuré	Plafond sous solives bois
	Isolation	🔍	Observé / mesuré	inconnue
	Année de construction/rénovation	📅	Document fourni	2006 - 2012
Plafond 4	Surface de plancher haut	🔍	Observé / mesuré	84,13 m²
	Type de local adjacent	🔍	Observé / mesuré	l'extérieur (terrasse)
	Type de ph	🔍	Observé / mesuré	Plafond sur solives bois
	Isolation	🔍	Observé / mesuré	inconnue
	Année de construction/rénovation	📅	Document fourni	2006 - 2012
Fenêtre 1 Nord	Surface de baies	🔍	Observé / mesuré	1,54 m²
	Placement	🔍	Observé / mesuré	Mur 4
	Orientations des baies	🔍	Observé / mesuré	Nord
	Inclinaison vitrage	🔍	Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	🔍	Observé / mesuré	Fenêtres coulissantes
	Type menuiserie	🔍	Observé / mesuré	Métal avec rupteur de ponts thermiques
	Type de vitrage	🔍	Observé / mesuré	double vitrage
	Épaisseur lame air	🔍	Observé / mesuré	16 mm
	Présence couche peu émissive	🔍	Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage	🔍	Observé / mesuré	Air
	Positionnement de la menuiserie	🔍	Observé / mesuré	au nu intérieur
	Largeur du dormant menuiserie	🔍	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type volets	🔍	Observé / mesuré	Volets roulants aluminium
	Type de masques proches	🔍	Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	🔍	Observé / mesuré	Absence de masque lointain
Fenêtre 2 Nord	Surface de baies	🔍	Observé / mesuré	1,54 m²
	Placement	🔍	Observé / mesuré	Mur 2
	Orientations des baies	🔍	Observé / mesuré	Nord
	Inclinaison vitrage	🔍	Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	🔍	Observé / mesuré	Fenêtres coulissantes
	Type menuiserie	🔍	Observé / mesuré	Métal avec rupteur de ponts thermiques
	Type de vitrage	🔍	Observé / mesuré	double vitrage
	Épaisseur lame air	🔍	Observé / mesuré	16 mm
	Présence couche peu émissive	🔍	Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage	🔍	Observé / mesuré	Air
	Positionnement de la menuiserie	🔍	Observé / mesuré	au nu intérieur
	Largeur du dormant menuiserie	🔍	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type volets	🔍	Observé / mesuré	Volets roulants aluminium
	Type de masques proches	🔍	Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	🔍	Observé / mesuré	Absence de masque lointain
Fenêtre 3 Nord	Surface de baies	🔍	Observé / mesuré	0,7 m²
	Placement	🔍	Observé / mesuré	Mur 2
	Orientations des baies	🔍	Observé / mesuré	Nord
	Inclinaison vitrage	🔍	Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	🔍	Observé / mesuré	Fenêtres oscillo-battantes
	Type menuiserie	🔍	Observé / mesuré	Métal avec rupteur de ponts thermiques
	Type de vitrage	🔍	Observé / mesuré	double vitrage
	Épaisseur lame air	🔍	Observé / mesuré	12 mm
	Présence couche peu émissive	🔍	Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage	🔍	Observé / mesuré	Air
	Positionnement de la menuiserie	🔍	Observé / mesuré	au nu intérieur

	Largeur du dormant menuiserie	🔍	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type volets	🔍	Observé / mesuré	Volets roulants aluminium
	Type de masques proches	🔍	Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	🔍	Observé / mesuré	Absence de masque lointain
Fenêtre 4 Nord	Surface de baies	🔍	Observé / mesuré	0,51 m²
	Placement	🔍	Observé / mesuré	Mur 2
	Orientation des baies	🔍	Observé / mesuré	Nord
	Inclinaison vitrage	🔍	Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	🔍	Observé / mesuré	Fenêtres oscillo-battantes
	Type menuiserie	🔍	Observé / mesuré	Métal avec rupteur de ponts thermiques
	Type de vitrage	🔍	Observé / mesuré	double vitrage
	Epaisseur lame air	🔍	Observé / mesuré	12 mm
	Présence couche peu émissive	🔍	Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage	🔍	Observé / mesuré	Air
	Positionnement de la menuiserie	🔍	Observé / mesuré	au nu intérieur
	Largeur du dormant menuiserie	🔍	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type volets	🔍	Observé / mesuré	Pas de protection solaire
	Type de masques proches	🔍	Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	🔍	Observé / mesuré	Absence de masque lointain
Fenêtre 5 Nord	Surface de baies	🔍	Observé / mesuré	0,51 m²
	Placement	🔍	Observé / mesuré	Mur 5
	Orientation des baies	🔍	Observé / mesuré	Nord
	Inclinaison vitrage	🔍	Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	🔍	Observé / mesuré	Fenêtres oscillo-battantes
	Type menuiserie	🔍	Observé / mesuré	Métal avec rupteur de ponts thermiques
	Type de vitrage	🔍	Observé / mesuré	double vitrage
	Epaisseur lame air	🔍	Observé / mesuré	12 mm
	Présence couche peu émissive	🔍	Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage	🔍	Observé / mesuré	Air
	Positionnement de la menuiserie	🔍	Observé / mesuré	au nu intérieur
	Largeur du dormant menuiserie	🔍	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type volets	🔍	Observé / mesuré	Pas de protection solaire
	Type de masques proches	🔍	Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	🔍	Observé / mesuré	Absence de masque lointain
Fenêtre 6 Nord	Surface de baies	🔍	Observé / mesuré	0,68 m²
	Placement	🔍	Observé / mesuré	Mur 5
	Orientation des baies	🔍	Observé / mesuré	Nord
	Inclinaison vitrage	🔍	Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	🔍	Observé / mesuré	Fenêtres oscillo-battantes
	Type menuiserie	🔍	Observé / mesuré	Métal avec rupteur de ponts thermiques
	Type de vitrage	🔍	Observé / mesuré	double vitrage
	Epaisseur lame air	🔍	Observé / mesuré	12 mm
	Présence couche peu émissive	🔍	Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage	🔍	Observé / mesuré	Air
	Positionnement de la menuiserie	🔍	Observé / mesuré	au nu intérieur
	Largeur du dormant menuiserie	🔍	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type volets	🔍	Observé / mesuré	Pas de protection solaire
	Type de masques proches	🔍	Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	🔍	Observé / mesuré	Absence de masque lointain
Fenêtre 7 Est	Surface de baies	🔍	Observé / mesuré	0,81 m²

	Placement	⦿	Observé / mesuré	Mur 4
	Orientation des baies	⦿	Observé / mesuré	Est
	Inclinaison vitrage	⦿	Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	⦿	Observé / mesuré	Fenêtres oscillo-battantes
	Type menuiserie	⦿	Observé / mesuré	Métal avec rupteur de ponts thermiques
	Type de vitrage	⦿	Observé / mesuré	double vitrage
	Epaisseur lame air	⦿	Observé / mesuré	12 mm
	Présence couche peu émissive	⦿	Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage	⦿	Observé / mesuré	Air
	Positionnement de la menuiserie	⦿	Observé / mesuré	au nu intérieur
	Largeur du dormant menuiserie	⦿	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type volets	⦿	Observé / mesuré	Volets roulants aluminium
	Type de masques proches	⦿	Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	⦿	Observé / mesuré	Absence de masque lointain
	Surface de baies	⦿	Observé / mesuré	3,32 m²
Fenêtre 8 Est	Placement	⦿	Observé / mesuré	Mur 5
	Orientation des baies	⦿	Observé / mesuré	Est
	Inclinaison vitrage	⦿	Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	⦿	Observé / mesuré	Fenêtres coulissantes
	Type menuiserie	⦿	Observé / mesuré	Métal avec rupteur de ponts thermiques
	Type de vitrage	⦿	Observé / mesuré	double vitrage
	Epaisseur lame air	⦿	Observé / mesuré	15 mm
	Présence couche peu émissive	⦿	Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage	⦿	Observé / mesuré	Air
	Positionnement de la menuiserie	⦿	Observé / mesuré	au nu intérieur
	Largeur du dormant menuiserie	⦿	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type volets	⦿	Observé / mesuré	Volets roulants aluminium
	Type de masques proches	⦿	Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	⦿	Observé / mesuré	Absence de masque lointain
	Surface de baies	⦿	Observé / mesuré	2,57 m²
Fenêtre 9 Est	Placement	⦿	Observé / mesuré	Mur 6
	Orientation des baies	⦿	Observé / mesuré	Est
	Inclinaison vitrage	⦿	Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	⦿	Observé / mesuré	Fenêtres coulissantes
	Type menuiserie	⦿	Observé / mesuré	Métal avec rupteur de ponts thermiques
	Type de vitrage	⦿	Observé / mesuré	double vitrage
	Epaisseur lame air	⦿	Observé / mesuré	15 mm
	Présence couche peu émissive	⦿	Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage	⦿	Observé / mesuré	Air
	Positionnement de la menuiserie	⦿	Observé / mesuré	au nu intérieur
	Largeur du dormant menuiserie	⦿	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type volets	⦿	Observé / mesuré	Volets roulants aluminium
	Type de masques proches	⦿	Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	⦿	Observé / mesuré	Absence de masque lointain
	Surface de baies	⦿	Observé / mesuré	2,5 m²
Fenêtre 10 Ouest	Placement	⦿	Observé / mesuré	Mur 1
	Orientation des baies	⦿	Observé / mesuré	Ouest
	Inclinaison vitrage	⦿	Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	⦿	Observé / mesuré	Fenêtres coulissantes
	Type menuiserie	⦿	Observé / mesuré	Métal avec rupteur de ponts thermiques

	Type de vitrage	🔍 Observé / mesuré	double vitrage
	Épaisseur lame air	🔍 Observé / mesuré	16 mm
	Présence couche peu émissive	🔍 Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage	🔍 Observé / mesuré	Air
	Positionnement de la menuiserie	🔍 Observé / mesuré	au nu intérieur
	Largeur du dormant menuiserie	🔍 Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type volets	🔍 Observé / mesuré	Volets roulants aluminium
	Type de masques proches	🔍 Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	🔍 Observé / mesuré	Absence de masque lointain
Fenêtre 11 Ouest	Surface de baies	🔍 Observé / mesuré	2,38 m²
	Placement	🔍 Observé / mesuré	Mur 7
	Orientation des baies	🔍 Observé / mesuré	Ouest
	Inclinaison vitrage	🔍 Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	🔍 Observé / mesuré	Fenêtres coulissantes
	Type menuiserie	🔍 Observé / mesuré	Métal avec rupteur de ponts thermiques
	Type de vitrage	🔍 Observé / mesuré	double vitrage
	Épaisseur lame air	🔍 Observé / mesuré	15 mm
	Présence couche peu émissive	🔍 Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage	🔍 Observé / mesuré	Air
Fenêtre 12 Ouest	Positionnement de la menuiserie	🔍 Observé / mesuré	au nu intérieur
	Largeur du dormant menuiserie	🔍 Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type volets	🔍 Observé / mesuré	Volets roulants aluminium
	Type de masques proches	🔍 Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	🔍 Observé / mesuré	Absence de masque lointain
	Surface de baies	🔍 Observé / mesuré	0,46 m²
	Placement	🔍 Observé / mesuré	Mur 7
	Orientation des baies	🔍 Observé / mesuré	Ouest
	Inclinaison vitrage	🔍 Observé / mesuré	vertical
Fenêtre 13 Ouest	Type ouverture	🔍 Observé / mesuré	Fenêtres oscillo-battantes
	Type menuiserie	🔍 Observé / mesuré	Métal avec rupteur de ponts thermiques
	Type de vitrage	🔍 Observé / mesuré	double vitrage
	Épaisseur lame air	🔍 Observé / mesuré	15 mm
	Présence couche peu émissive	🔍 Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage	🔍 Observé / mesuré	Air
	Positionnement de la menuiserie	🔍 Observé / mesuré	au nu intérieur
	Largeur du dormant menuiserie	🔍 Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type volets	🔍 Observé / mesuré	Volets roulants aluminium
	Type de masques proches	🔍 Observé / mesuré	Absence de masque proche
Fenêtre 13 Ouest	Type de masques lointains	🔍 Observé / mesuré	Absence de masque lointain
	Surface de baies	🔍 Observé / mesuré	2,3 m²
	Placement	🔍 Observé / mesuré	Mur 1
	Orientation des baies	🔍 Observé / mesuré	Ouest
	Inclinaison vitrage	🔍 Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	🔍 Observé / mesuré	Fenêtres fixes
	Type menuiserie	🔍 Observé / mesuré	Métal avec rupteur de ponts thermiques
	Type de vitrage	🔍 Observé / mesuré	double vitrage
	Épaisseur lame air	🔍 Observé / mesuré	12 mm
Fenêtre 13 Ouest	Présence couche peu émissive	🔍 Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage	🔍 Observé / mesuré	Air
	Positionnement de la menuiserie	🔍 Observé / mesuré	au nu intérieur

	Largeur du dormant menuiserie	🔍	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type volets	🔍	Observé / mesuré	Pas de protection solaire
	Type de masques proches	🔍	Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	🔍	Observé / mesuré	Absence de masque lointain
Porte-fenêtre 1 Nord	Surface de baies	🔍	Observé / mesuré	2,04 m²
	Placement	🔍	Observé / mesuré	Mur 2
	Orientation des baies	🔍	Observé / mesuré	Nord
	Inclinaison vitrage	🔍	Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	🔍	Observé / mesuré	Portes-fenêtres coulissantes
	Type menuiserie	🔍	Observé / mesuré	Métal avec rupteur de ponts thermiques
	Type de vitrage	🔍	Observé / mesuré	double vitrage
	Épaisseur lame air	🔍	Observé / mesuré	15 mm
	Présence couche peu émissive	🔍	Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage	🔍	Observé / mesuré	Air
	Positionnement de la menuiserie	🔍	Observé / mesuré	au nu intérieur
	Largeur du dormant menuiserie	🔍	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type volets	🔍	Observé / mesuré	Volets roulants aluminium
	Type de masques proches	🔍	Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	🔍	Observé / mesuré	Absence de masque lointain
Porte-fenêtre 2 Sud	Surface de baies	🔍	Observé / mesuré	4,22 m²
	Placement	🔍	Observé / mesuré	Mur 2
	Orientation des baies	🔍	Observé / mesuré	Sud
	Inclinaison vitrage	🔍	Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	🔍	Observé / mesuré	Portes-fenêtres coulissantes
	Type menuiserie	🔍	Observé / mesuré	Métal avec rupteur de ponts thermiques
	Type de vitrage	🔍	Observé / mesuré	double vitrage
	Épaisseur lame air	🔍	Observé / mesuré	15 mm
	Présence couche peu émissive	🔍	Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage	🔍	Observé / mesuré	Air
	Positionnement de la menuiserie	🔍	Observé / mesuré	au nu intérieur
	Largeur du dormant menuiserie	🔍	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type volets	🔍	Observé / mesuré	Volets roulants aluminium
	Type de masques proches	🔍	Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	🔍	Observé / mesuré	Absence de masque lointain
Porte-fenêtre 3 Sud	Surface de baies	🔍	Observé / mesuré	2 m²
	Placement	🔍	Observé / mesuré	Mur 3
	Orientation des baies	🔍	Observé / mesuré	Sud
	Inclinaison vitrage	🔍	Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	🔍	Observé / mesuré	Portes-fenêtres coulissantes
	Type menuiserie	🔍	Observé / mesuré	Métal avec rupteur de ponts thermiques
	Type de vitrage	🔍	Observé / mesuré	double vitrage
	Épaisseur lame air	🔍	Observé / mesuré	15 mm
	Présence couche peu émissive	🔍	Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage	🔍	Observé / mesuré	Air
	Positionnement de la menuiserie	🔍	Observé / mesuré	au nu intérieur
	Largeur du dormant menuiserie	🔍	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type volets	🔍	Observé / mesuré	Volets roulants aluminium
	Type de masques proches	🔍	Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	🔍	Observé / mesuré	Absence de masque lointain
Porte-fenêtre 4 Sud	Surface de baies	🔍	Observé / mesuré	5,59 m²

	Placement	🔍 Observé / mesuré	Mur 4
	Orientation des baies	🔍 Observé / mesuré	Sud
	Inclinaison vitrage	🔍 Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	🔍 Observé / mesuré	Portes-fenêtres coulissantes
	Type menuiserie	🔍 Observé / mesuré	Métal avec rupteur de ponts thermiques
	Type de vitrage	🔍 Observé / mesuré	double vitrage
	Epaisseur lame air	🔍 Observé / mesuré	14 mm
	Présence couche peu émissive	🔍 Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage	🔍 Observé / mesuré	Air
	Positionnement de la menuiserie	🔍 Observé / mesuré	au nu intérieur
	Largeur du dormant menuiserie	🔍 Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type volets	🔍 Observé / mesuré	Volets roulants aluminium
	Type de masques proches	🔍 Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	🔍 Observé / mesuré	Absence de masque lointain
Porte-fenêtre 5 Sud	Surface de baies	🔍 Observé / mesuré	8,39 m²
	Placement	🔍 Observé / mesuré	Mur 4
	Orientation des baies	🔍 Observé / mesuré	Sud
	Inclinaison vitrage	🔍 Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	🔍 Observé / mesuré	Portes-fenêtres coulissantes
	Type menuiserie	🔍 Observé / mesuré	Métal avec rupteur de ponts thermiques
	Type de vitrage	🔍 Observé / mesuré	double vitrage
	Epaisseur lame air	🔍 Observé / mesuré	14 mm
	Présence couche peu émissive	🔍 Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage	🔍 Observé / mesuré	Air
	Positionnement de la menuiserie	🔍 Observé / mesuré	au nu intérieur
	Largeur du dormant menuiserie	🔍 Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type volets	🔍 Observé / mesuré	Volets roulants aluminium
	Type de masques proches	🔍 Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	🔍 Observé / mesuré	Absence de masque lointain
Porte-fenêtre 6 Sud	Surface de baies	🔍 Observé / mesuré	4,3 m²
	Placement	🔍 Observé / mesuré	Mur 4
	Orientation des baies	🔍 Observé / mesuré	Sud
	Inclinaison vitrage	🔍 Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	🔍 Observé / mesuré	Portes-fenêtres coulissantes
	Type menuiserie	🔍 Observé / mesuré	Métal avec rupteur de ponts thermiques
	Type de vitrage	🔍 Observé / mesuré	double vitrage
	Epaisseur lame air	🔍 Observé / mesuré	15 mm
	Présence couche peu émissive	🔍 Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage	🔍 Observé / mesuré	Air
	Positionnement de la menuiserie	🔍 Observé / mesuré	au nu intérieur
	Largeur du dormant menuiserie	🔍 Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type volets	🔍 Observé / mesuré	Volets roulants aluminium
	Type de masques proches	🔍 Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	🔍 Observé / mesuré	Absence de masque lointain
Porte-fenêtre 7 Est	Surface de baies	🔍 Observé / mesuré	8,23 m²
	Placement	🔍 Observé / mesuré	Mur 1
	Orientation des baies	🔍 Observé / mesuré	Est
	Inclinaison vitrage	🔍 Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	🔍 Observé / mesuré	Portes-fenêtres coulissantes
	Type menuiserie	🔍 Observé / mesuré	Métal avec rupteur de ponts thermiques

	Type de vitrage	🔍	Observé / mesuré	double vitrage
	Epaisseur lame air	🔍	Observé / mesuré	15 mm
	Présence couche peu émissive	🔍	Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage	🔍	Observé / mesuré	Air
	Positionnement de la menuiserie	🔍	Observé / mesuré	au nu intérieur
	Largeur du dormant menuiserie	🔍	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type volets	🔍	Observé / mesuré	Volets roulants aluminium
	Type de masques proches	🔍	Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	🔍	Observé / mesuré	Absence de masque lointain
	Surface de baies	🔍	Observé / mesuré	4,22 m²
	Placement	🔍	Observé / mesuré	Mur 2
	Orientation des baies	🔍	Observé / mesuré	Est
Porte-fenêtre 8 Est	Inclinaison vitrage	🔍	Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	🔍	Observé / mesuré	Portes-fenêtres coulissantes
	Type menuiserie	🔍	Observé / mesuré	Métal avec rupteur de ponts thermiques
	Type de vitrage	🔍	Observé / mesuré	double vitrage
	Epaisseur lame air	🔍	Observé / mesuré	15 mm
	Présence couche peu émissive	🔍	Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage	🔍	Observé / mesuré	Air
	Positionnement de la menuiserie	🔍	Observé / mesuré	au nu intérieur
	Largeur du dormant menuiserie	🔍	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type volets	🔍	Observé / mesuré	Volets roulants aluminium
	Type de masques proches	🔍	Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	🔍	Observé / mesuré	Absence de masque lointain
Porte-fenêtre 9 Est	Surface de baies	🔍	Observé / mesuré	5,16 m²
	Placement	🔍	Observé / mesuré	Mur 7
	Orientation des baies	🔍	Observé / mesuré	Est
	Inclinaison vitrage	🔍	Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	🔍	Observé / mesuré	Portes-fenêtres coulissantes
	Type menuiserie	🔍	Observé / mesuré	Métal avec rupteur de ponts thermiques
	Type de vitrage	🔍	Observé / mesuré	double vitrage
	Epaisseur lame air	🔍	Observé / mesuré	15 mm
	Présence couche peu émissive	🔍	Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage	🔍	Observé / mesuré	Air
	Positionnement de la menuiserie	🔍	Observé / mesuré	au nu intérieur
	Largeur du dormant menuiserie	🔍	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
Porte-fenêtre 10 Ouest	Type volets	🔍	Observé / mesuré	Volets roulants aluminium
	Type de masques proches	🔍	Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	🔍	Observé / mesuré	Absence de masque lointain
	Surface de baies	🔍	Observé / mesuré	1,96 m²
	Placement	🔍	Observé / mesuré	Mur 4
	Orientation des baies	🔍	Observé / mesuré	Ouest
	Inclinaison vitrage	🔍	Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	🔍	Observé / mesuré	Portes-fenêtres battantes
	Type menuiserie	🔍	Observé / mesuré	Métal avec rupteur de ponts thermiques
	Type de vitrage	🔍	Observé / mesuré	double vitrage
	Epaisseur lame air	🔍	Observé / mesuré	20 mm
	Présence couche peu émissive	🔍	Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage	🔍	Observé / mesuré	Air
	Positionnement de la menuiserie	🔍	Observé / mesuré	au nu intérieur

	Largeur du dormant menuiserie	🔍	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type volets	🔍	Observé / mesuré	Volets roulants aluminium
	Type de masques proches	🔍	Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	🔍	Observé / mesuré	Absence de masque lointain
Porte-fenêtre 11 Ouest	Surface de baies	🔍	Observé / mesuré	2,15 m²
	Placement	🔍	Observé / mesuré	Mur 3
	Orientation des baies	🔍	Observé / mesuré	Ouest
	Inclinaison vitrage	🔍	Observé / mesuré	vertical
	Type ouverture	🔍	Observé / mesuré	Portes-fenêtres coulissantes
	Type menuiserie	🔍	Observé / mesuré	Métal avec rupteur de ponts thermiques
	Type de vitrage	🔍	Observé / mesuré	double vitrage
	Epaisseur lame air	🔍	Observé / mesuré	15 mm
	Présence couche peu émissive	🔍	Observé / mesuré	non
	Gaz de remplissage	🔍	Observé / mesuré	Air
	Positionnement de la menuiserie	🔍	Observé / mesuré	au nu intérieur
	Largeur du dormant menuiserie	🔍	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Type volets	🔍	Observé / mesuré	Volets roulants aluminium
	Type de masques proches	🔍	Observé / mesuré	Absence de masque proche
	Type de masques lointains	🔍	Observé / mesuré	Absence de masque lointain
Porte 1	Surface de porte	🔍	Observé / mesuré	4,3 m²
	Placement	🔍	Observé / mesuré	Mur 1
	Type de local adjacent	🔍	Observé / mesuré	l'extérieur
	Nature de la menuiserie	🔍	Observé / mesuré	Toute menuiserie
	Type de porte	🔍	Observé / mesuré	Porte isolée avec double vitrage
	Positionnement de la menuiserie	🔍	Observé / mesuré	au nu intérieur
	Largeur du dormant menuiserie	🔍	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
Porte 2	Surface de porte	🔍	Observé / mesuré	2 m²
	Placement	🔍	Observé / mesuré	Mur 7
	Type de local adjacent	🔍	Observé / mesuré	l'extérieur
	Nature de la menuiserie	🔍	Observé / mesuré	Toute menuiserie
	Type de porte	🔍	Observé / mesuré	Porte isolée avec double vitrage
	Positionnement de la menuiserie	🔍	Observé / mesuré	au nu intérieur
	Largeur du dormant menuiserie	🔍	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
Pont Thermique 1 (négligé)	Type de pont thermique	🔍	Observé / mesuré	Mur 4 / Fenêtre 1 Nord
	Type isolation	🔍	Observé / mesuré	ITI
	Longueur du PT	🔍	Observé / mesuré	5,4 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	🔍	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Position menuiseries	🔍	Observé / mesuré	au nu intérieur
Pont Thermique 2 (négligé)	Type de pont thermique	🔍	Observé / mesuré	Mur 2 / Fenêtre 2 Nord
	Type isolation	🔍	Observé / mesuré	ITI
	Longueur du PT	🔍	Observé / mesuré	5,4 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	🔍	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Position menuiseries	🔍	Observé / mesuré	au nu intérieur
Pont Thermique 3 (négligé)	Type de pont thermique	🔍	Observé / mesuré	Mur 2 / Porte-fenêtre 1 Nord
	Type isolation	🔍	Observé / mesuré	ITI
	Longueur du PT	🔍	Observé / mesuré	5,2 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	🔍	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Position menuiseries	🔍	Observé / mesuré	au nu intérieur
Pont Thermique 4	Type de pont thermique	🔍	Observé / mesuré	Mur 2 / Fenêtre 3 Nord

(négligé)	Type isolation	⌚	Observé / mesuré	ITI
	Longueur du PT	⌚	Observé / mesuré	3,3 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	⌚	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Position menuiseries	⌚	Observé / mesuré	au nu intérieur
Pont Thermique 5 (négligé)	Type de pont thermique	⌚	Observé / mesuré	Mur 2 / Fenêtre 4 Nord
	Type isolation	⌚	Observé / mesuré	ITI
	Longueur du PT	⌚	Observé / mesuré	2,9 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	⌚	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Position menuiseries	⌚	Observé / mesuré	au nu intérieur
Pont Thermique 6 (négligé)	Type de pont thermique	⌚	Observé / mesuré	Mur 5 / Fenêtre 5 Nord
	Type isolation	⌚	Observé / mesuré	ITI
	Longueur du PT	⌚	Observé / mesuré	2,9 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	⌚	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Position menuiseries	⌚	Observé / mesuré	au nu intérieur
Pont Thermique 7 (négligé)	Type de pont thermique	⌚	Observé / mesuré	Mur 5 / Fenêtre 6 Nord
	Type isolation	⌚	Observé / mesuré	ITI
	Longueur du PT	⌚	Observé / mesuré	3,3 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	⌚	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Position menuiseries	⌚	Observé / mesuré	au nu intérieur
Pont Thermique 8 (négligé)	Type de pont thermique	⌚	Observé / mesuré	Mur 2 / Porte-fenêtre 2 Sud
	Type isolation	⌚	Observé / mesuré	ITI
	Longueur du PT	⌚	Observé / mesuré	6,2 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	⌚	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Position menuiseries	⌚	Observé / mesuré	au nu intérieur
Pont Thermique 9 (négligé)	Type de pont thermique	⌚	Observé / mesuré	Mur 3 / Porte-fenêtre 3 Sud
	Type isolation	⌚	Observé / mesuré	ITI
	Longueur du PT	⌚	Observé / mesuré	5,2 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	⌚	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Position menuiseries	⌚	Observé / mesuré	au nu intérieur
Pont Thermique 10 (négligé)	Type de pont thermique	⌚	Observé / mesuré	Mur 4 / Porte-fenêtre 4 Sud
	Type isolation	⌚	Observé / mesuré	ITI
	Longueur du PT	⌚	Observé / mesuré	9,5 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	⌚	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Position menuiseries	⌚	Observé / mesuré	au nu intérieur
Pont Thermique 11 (négligé)	Type de pont thermique	⌚	Observé / mesuré	Mur 4 / Porte-fenêtre 5 Sud
	Type isolation	⌚	Observé / mesuré	ITI
	Longueur du PT	⌚	Observé / mesuré	12,1 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	⌚	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Position menuiseries	⌚	Observé / mesuré	au nu intérieur
Pont Thermique 12 (négligé)	Type de pont thermique	⌚	Observé / mesuré	Mur 4 / Porte-fenêtre 6 Sud
	Type isolation	⌚	Observé / mesuré	ITI
	Longueur du PT	⌚	Observé / mesuré	6,3 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	⌚	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Position menuiseries	⌚	Observé / mesuré	au nu intérieur
Pont Thermique 13 (négligé)	Type de pont thermique	⌚	Observé / mesuré	Mur 1 / Porte-fenêtre 7 Est
	Type isolation	⌚	Observé / mesuré	ITI
	Longueur du PT	⌚	Observé / mesuré	12 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	⌚	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Position menuiseries	⌚	Observé / mesuré	au nu intérieur

Pont Thermique 14 (négligé)	Type de pont thermique	🔍	Observé / mesuré	Mur 2 / Porte-fenêtre 8 Est
	Type isolation	🔍	Observé / mesuré	ITI
	Longueur du PT	🔍	Observé / mesuré	6,2 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	🔍	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Position menuiseries	🔍	Observé / mesuré	au nu intérieur
Pont Thermique 15 (négligé)	Type de pont thermique	🔍	Observé / mesuré	Mur 4 / Fenêtre 7 Est
	Type isolation	🔍	Observé / mesuré	ITI
	Longueur du PT	🔍	Observé / mesuré	3,6 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	🔍	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Position menuiseries	🔍	Observé / mesuré	au nu intérieur
Pont Thermique 16 (négligé)	Type de pont thermique	🔍	Observé / mesuré	Mur 7 / Porte-fenêtre 9 Est
	Type isolation	🔍	Observé / mesuré	ITI
	Longueur du PT	🔍	Observé / mesuré	9,1 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	🔍	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Position menuiseries	🔍	Observé / mesuré	au nu intérieur
Pont Thermique 17 (négligé)	Type de pont thermique	🔍	Observé / mesuré	Mur 5 / Fenêtre 8 Est
	Type isolation	🔍	Observé / mesuré	ITI
	Longueur du PT	🔍	Observé / mesuré	9,5 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	🔍	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Position menuiseries	🔍	Observé / mesuré	au nu intérieur
Pont Thermique 18 (négligé)	Type de pont thermique	🔍	Observé / mesuré	Mur 6 / Fenêtre 9 Est
	Type isolation	🔍	Observé / mesuré	ITI
	Longueur du PT	🔍	Observé / mesuré	6,5 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	🔍	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Position menuiseries	🔍	Observé / mesuré	au nu intérieur
Pont Thermique 19 (négligé)	Type de pont thermique	🔍	Observé / mesuré	Mur 1 / Fenêtre 10 Ouest
	Type isolation	🔍	Observé / mesuré	ITI
	Longueur du PT	🔍	Observé / mesuré	5,2 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	🔍	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Position menuiseries	🔍	Observé / mesuré	au nu intérieur
Pont Thermique 20 (négligé)	Type de pont thermique	🔍	Observé / mesuré	Mur 4 / Porte-fenêtre 10 Ouest
	Type isolation	🔍	Observé / mesuré	ITI
	Longueur du PT	🔍	Observé / mesuré	4,9 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	🔍	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Position menuiseries	🔍	Observé / mesuré	au nu intérieur
Pont Thermique 21 (négligé)	Type de pont thermique	🔍	Observé / mesuré	Mur 3 / Porte-fenêtre 11 Ouest
	Type isolation	🔍	Observé / mesuré	ITI
	Longueur du PT	🔍	Observé / mesuré	5,3 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	🔍	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Position menuiseries	🔍	Observé / mesuré	au nu intérieur
Pont Thermique 22 (négligé)	Type de pont thermique	🔍	Observé / mesuré	Mur 7 / Fenêtre 11 Ouest
	Type isolation	🔍	Observé / mesuré	ITI
	Longueur du PT	🔍	Observé / mesuré	7,3 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	🔍	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Position menuiseries	🔍	Observé / mesuré	au nu intérieur
Pont Thermique 23 (négligé)	Type de pont thermique	🔍	Observé / mesuré	Mur 7 / Fenêtre 12 Ouest
	Type isolation	🔍	Observé / mesuré	ITI
	Longueur du PT	🔍	Observé / mesuré	2,7 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	🔍	Observé / mesuré	Lp: 5 cm

Pont Thermique 24 (négligé)	Position menuiseries	🔍	Observé / mesuré	au nu intérieur
	Type de pont thermique	🔍	Observé / mesuré	Mur 1 / Fenêtre 13 Ouest
	Type isolation	🔍	Observé / mesuré	ITI
	Longueur du PT	🔍	Observé / mesuré	6,3 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	🔍	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Position menuiseries	🔍	Observé / mesuré	au nu intérieur
Pont Thermique 25 (négligé)	Type de pont thermique	🔍	Observé / mesuré	Mur 1 / Porte 1
	Type isolation	🔍	Observé / mesuré	ITI
	Longueur du PT	🔍	Observé / mesuré	6,3 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	🔍	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Position menuiseries	🔍	Observé / mesuré	au nu intérieur
Pont Thermique 26 (négligé)	Type de pont thermique	🔍	Observé / mesuré	Mur 7 / Porte 2
	Type isolation	🔍	Observé / mesuré	ITI
	Longueur du PT	🔍	Observé / mesuré	5 m
	Largeur du dormant menuiserie Lp	🔍	Observé / mesuré	Lp: 5 cm
	Position menuiseries	🔍	Observé / mesuré	au nu intérieur
Pont Thermique 27	Type PT	🔍	Observé / mesuré	Mur 1 / Refend
	Type isolation	🔍	Observé / mesuré	ITI / non isolé
	Longueur du PT	🔍	Observé / mesuré	10 m
Pont Thermique 28	Type PT	🔍	Observé / mesuré	Mur 1 / Plancher 1
	Type isolation	🔍	Observé / mesuré	ITI / inconnue
	Longueur du PT	🔍	Observé / mesuré	7,4 m
Pont Thermique 29	Type PT	🔍	Observé / mesuré	Mur 2 / Plafond 2
	Type isolation	🔍	Observé / mesuré	ITI / inconnue
	Longueur du PT	🔍	Observé / mesuré	12,9 m
Pont Thermique 30	Type PT	🔍	Observé / mesuré	Mur 2 / Plancher 1
	Type isolation	🔍	Observé / mesuré	ITI / inconnue
	Longueur du PT	🔍	Observé / mesuré	12,9 m
Pont Thermique 31	Type PT	🔍	Observé / mesuré	Mur 3 / Plancher 1
	Type isolation	🔍	Observé / mesuré	ITI / inconnue
	Longueur du PT	🔍	Observé / mesuré	16,6 m
Pont Thermique 32	Type PT	🔍	Observé / mesuré	Mur 4 / Plancher 2
	Type isolation	🔍	Observé / mesuré	ITI / inconnue
	Longueur du PT	🔍	Observé / mesuré	38,1 m
Pont Thermique 33	Type PT	🔍	Observé / mesuré	Mur 5 / Plancher 3
	Type isolation	🔍	Observé / mesuré	ITI / inconnue
	Longueur du PT	🔍	Observé / mesuré	17,8 m
Pont Thermique 34	Type PT	🔍	Observé / mesuré	Mur 6 / Plancher 4
	Type isolation	🔍	Observé / mesuré	ITI / inconnue
	Longueur du PT	🔍	Observé / mesuré	2,7 m
Pont Thermique 35	Type PT	🔍	Observé / mesuré	Mur 7 / Plancher 1
	Type isolation	🔍	Observé / mesuré	ITI / inconnue
	Longueur du PT	🔍	Observé / mesuré	17,6 m

Systèmes

Donnée d'entrée		Origine de la donnée	Valeur renseignée
Ventilation	Type de ventilation	🔍	VMC DF individuelle avec échangeur à partir de 2013
	Année installation	🔍	2016 (estimée en fonction de la marque et du modèle)
	Energie utilisée	🔍	Electrique
	Façades exposées	🔍	plusieurs
	Logement Traversant	🔍	oui

Chauffage 1	Type d'installation de chauffage	🔍	Observé / mesuré	Installation de chauffage avec appoint
	Surface chauffée	🔍	Observé / mesuré	167,26 m²
	Nombre de niveaux desservis	🔍	Observé / mesuré	1
	Type générateur	🔍	Observé / mesuré	Electrique - PAC air/eau installée à partir de 2017
	Année installation générateur	🔍	Observé / mesuré	2019 (estimée en fonction de la marque et du modèle)
	Energie utilisée	🔍	Observé / mesuré	Electrique
	Chaudière murale	🔍	Observé / mesuré	oui
	Type générateur	🔍	Observé / mesuré	Bois - Poêle à bois (bûche) installé de 2007 à 2017 avec label flamme verte
	Année installation générateur	🔍	Observé / mesuré	2009 (estimée en fonction de la marque et du modèle)
	Energie utilisée	🔍	Observé / mesuré	Bois
	Type de combustible bois	🔍	Observé / mesuré	Bûches
	Type émetteur	🔍	Observé / mesuré	Plancher chauffant
	Température de distribution	🔍	Observé / mesuré	inférieure à 65°C
	Année installation émetteur	🔍	Observé / mesuré	2009
Chauffage 2	Type de chauffage	🔍	Observé / mesuré	central
	Equipement intermittence	🔍	Observé / mesuré	Avec intermittence central avec minimum de température
	Type d'installation de chauffage	🔍	Observé / mesuré	Installation de chauffage simple
	Type générateur	🔍	Observé / mesuré	Electrique - Plancher rayonnant électrique avec régulation terminale
	Année installation générateur	🔍	Observé / mesuré	2011
	Energie utilisée	🔍	Observé / mesuré	Electrique
	Type émetteur	🔍	Observé / mesuré	Plancher rayonnant électrique avec régulation terminale
	Année installation émetteur	🔍	Observé / mesuré	2011
	Surface chauffée par l'émetteur	🔍	Observé / mesuré	54,83 m²
	Type de chauffage	🔍	Observé / mesuré	divisé
Chauffage 3	Equipement intermittence	🔍	Observé / mesuré	Avec intermittence pièce par pièce avec minimum de température
	Type d'installation de chauffage	🔍	Observé / mesuré	Installation de chauffage simple
	Type générateur	🔍	Observé / mesuré	Electrique - PAC air/air installée entre 2008 et 2014
	Année installation générateur	🔍	Observé / mesuré	2009 (estimée en fonction de la marque et du modèle)
	Energie utilisée	🔍	Observé / mesuré	Electrique
	Type émetteur	🔍	Observé / mesuré	PAC air/air installée entre 2008 et 2014
	Année installation émetteur	🔍	Observé / mesuré	2009 (estimée en fonction de la marque et du modèle)
	Surface chauffée par l'émetteur	🔍	Observé / mesuré	14,10 m²
	Type de chauffage	🔍	Observé / mesuré	central
	Equipement intermittence	🔍	Observé / mesuré	Avec intermittence pièce par pièce avec minimum de température
Chauffage 4	Type d'installation de chauffage	🔍	Observé / mesuré	Installation de chauffage simple
	Type générateur	🔍	Observé / mesuré	Electrique - PAC air/air installée entre 2008 et 2014
	Année installation générateur	🔍	Observé / mesuré	2011 (estimée en fonction de la marque et du modèle)
	Energie utilisée	🔍	Observé / mesuré	Electrique
	Type émetteur	🔍	Observé / mesuré	PAC air/air installée entre 2008 et 2014
	Année installation émetteur	🔍	Observé / mesuré	2011 (estimée en fonction de la marque et du modèle)
	Surface chauffée par l'émetteur	🔍	Observé / mesuré	26,48 m²
	Type de chauffage	🔍	Observé / mesuré	central
	Equipement intermittence	🔍	Observé / mesuré	Avec intermittence pièce par pièce avec minimum de température
	Type d'installation de chauffage	🔍	Observé / mesuré	Installation de chauffage simple
Chauffage 5	Surface chauffée	🔍	Observé / mesuré	15,99 m²
	Type générateur	🔍	Observé / mesuré	Electrique - Radiateur électrique à fluide caloporteur NFC
	Année installation générateur	🔍	Observé / mesuré	2009 (estimée en fonction de la marque et du modèle)
	Energie utilisée	🔍	Observé / mesuré	Electrique
	Type émetteur	🔍	Observé / mesuré	Radiateur électrique à fluide caloporteur NFC
	Année installation émetteur	🔍	Observé / mesuré	2009 (estimée en fonction de la marque et du modèle)
	Type d'installation de chauffage	🔍	Observé / mesuré	Installation de chauffage simple

Chauffage 6	Surface chauffée par l'émetteur	🔍	Observé / mesuré	15,99 m²
	Type de chauffage	🔍	Observé / mesuré	divisé
	Équipement intermittence	🔍	Observé / mesuré	Sans système d'intermittence
	Type d'installation de chauffage	🔍	Observé / mesuré	Installation de chauffage simple
	Type générateur	🔍	Observé / mesuré	Électrique - Radiateur électrique à fluide caloporteur NFC
	Année installation générateur	🔍	Observé / mesuré	2011 (estimée en fonction de la marque et du modèle)
	Énergie utilisée	🔍	Observé / mesuré	Électrique
	Type émetteur	🔍	Observé / mesuré	Radiateur électrique à fluide caloporteur NFC
	Année installation émetteur	🔍	Observé / mesuré	2011
	Surface chauffée par l'émetteur	🔍	Observé / mesuré	2,82 m²
Chauffage 7	Type de chauffage	🔍	Observé / mesuré	divisé
	Équipement intermittence	🔍	Observé / mesuré	Sans système d'intermittence
	Type d'installation de chauffage	🔍	Observé / mesuré	Installation de chauffage simple
	Type générateur	🔍	Observé / mesuré	Électrique - Convecteur électrique NFC, NF ^{AA} et NF ^{AAA}
	Année installation générateur	🔍	Observé / mesuré	2009 (estimée en fonction de la marque et du modèle)
	Énergie utilisée	🔍	Observé / mesuré	Électrique
	Type émetteur	🔍	Observé / mesuré	Convecteur électrique NFC, NF ^{AA} et NF ^{AAA}
	Année installation émetteur	🔍	Observé / mesuré	2009 (estimée en fonction de la marque et du modèle)
	Surface chauffée par l'émetteur	🔍	Observé / mesuré	24,19 m²
	Type de chauffage	🔍	Observé / mesuré	divisé
Eau chaude sanitaire 1	Équipement intermittence	🔍	Observé / mesuré	Sans système d'intermittence
	Nombre de niveaux desservis	🔍	Observé / mesuré	2
	Type générateur	🔍	Observé / mesuré	Électrique - Ballon électrique à accumulation vertical (autres catégorie ou inconnue)
	Année installation générateur	🔍	Observé / mesuré	2019 (estimée en fonction de la marque et du modèle)
	Énergie utilisée	🔍	Observé / mesuré	Électrique
	Chaudière murale	🔍	Observé / mesuré	non
	Type de distribution	🔍	Observé / mesuré	production hors volume habitable
	Type de production	🔍	Observé / mesuré	accumulation
Eau chaude sanitaire 2	Volume de stockage	🔍	Observé / mesuré	400 L
	Nombre de niveaux desservis	🔍	Observé / mesuré	1
	Type générateur	🔍	Observé / mesuré	Électrique - Ballon électrique à accumulation vertical (catégorie C ou 3 étoiles)
	Année installation générateur	🔍	Observé / mesuré	2020 (estimée en fonction de la marque et du modèle)
	Énergie utilisée	🔍	Observé / mesuré	Électrique
	Chaudière murale	🔍	Observé / mesuré	non
	Type de distribution	🔍	Observé / mesuré	production en volume habitable alimentant des pièces contiguës
	Type de production	🔍	Observé / mesuré	accumulation
Eau chaude sanitaire 3	Volume de stockage	🔍	Observé / mesuré	150 L
	Nombre de niveaux desservis	🔍	Observé / mesuré	1
	Type générateur	🔍	Observé / mesuré	Électrique - Ballon électrique à accumulation vertical (autres catégorie ou inconnue)
	Année installation générateur	🔍	Observé / mesuré	2009 (estimée en fonction de la marque et du modèle)
	Énergie utilisée	🔍	Observé / mesuré	Électrique
	Chaudière murale	🔍	Observé / mesuré	oui
	Type de distribution	🔍	Observé / mesuré	production en volume habitable alimentant des pièces contiguës
	Type de production	🔍	Observé / mesuré	accumulation
Refréridissement	Volume de stockage	🔍	Observé / mesuré	150 L
	Système	🔍	Observé / mesuré	Électrique - Pompe à chaleur air/air
	Surface habitable refroidie	🔍	Observé / mesuré	67,07 m²
	Année installation équipement	🔍	Observé / mesuré	2009 (estimée en fonction de la marque et du modèle)
Production énergie	Énergie utilisée	🔍	Observé / mesuré	Électrique
	Énergie renouvelable de type photovoltaïque	🔍	Observé / mesuré	Présente

Inclinaison panneaux	🔍 Observé / mesuré	entre 15° et 45°
Orientation panneaux	🔍 Observé / mesuré	Sud-Est
Surface de capteurs	🔍 Observé / mesuré	24

Références réglementaires utilisées :

Article L134-4-2 du CCH, décret n° 2011-807 du 5 juillet 2011, arrêtés du 31 mars 2021, 8 octobre 2021 et du 17 juin 2021 relatif à la transmission des diagnostics de performance énergétique à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie et relatif à l'utilisation réglementaire des logiciels pour l'élaboration des diagnostics de performance énergétique, arrêtés du 21 octobre 2021 décret 2020-1610, 2020-1609, 2006-1114, 2008-1175 ; Ordonnance 2005-655 art L271-4 à 6 ; Loi 2004-1334 art L134-1 à 5 ; décret 2006-1147 art R.134-1 à 5 du CCH et loi grenelle 2 n°2010-786 du juillet 2010.

Notes : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par I.Cert - Centre Alphasys - Bâtiment K - Parc d'affaires - Espace Performance 35760 SAINT GREGOIRE (détail sur www.info-certif.fr)

Informations société : SARL AFDIA 1, ZA de Bourgneuf 85170 LES LUCS-SUR-BOULOGNE

Tél. : 02.51.46.58.19 - N°SIREN : 803385491 - Compagnie d'assurance : AXA n° 10257404804

Attestation sur l'honneur / Certification / Assurance

ATTESTATION SUR L'HONNEUR réalisée pour le dossier n° **21414-PEAN-AUBIGNY-LES CLOUZEUX** relatif à l'immeuble bâti visité situé au : **11Bis, La Renardière - 85430 Aubigny-Les Clouzeaux.**

Je soussigné, **ROCHETEAU Lucas**, technicien diagnostiqueur pour la société **SARL AFDIA** atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard de l'article L.271-6 du Code de la Construction, à savoir :

- Disposer des compétences requises pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier, ainsi qu'en atteste mes certifications de compétences :

Prestations	Nom du diagnostiqueur	Entreprise de certification	N° Certification	Echéance certif
Amiante	ROCHETEAU Lucas	I.Cert	CPDI5827	14/12/2022 (Date d'obtention : 24/11/2020)
Plomb	ROCHETEAU Lucas	I.Cert	CPDI5827	14/12/2022 (Date d'obtention : 24/11/2020)
Termite	ROCHETEAU Lucas	I.Cert	CPDI5827	14/12/2022 (Date d'obtention : 24/11/2020)
DPE	ROCHETEAU Lucas	I.Cert	CPDI5827	10/01/2023 (Date d'obtention : 24/11/2020)
Electricité	ROCHETEAU Lucas	I.Cert	CPDI5827	27/05/2023 (Date d'obtention : 24/11/2020)
Gaz	ROCHETEAU Lucas	I.Cert	CPDI5827	27/05/2023 (Date d'obtention : 24/11/2020)

- Avoir souscrit à une assurance (**AXA n° 10257404804 valable jusqu'au 01/08/2022**) permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de ma responsabilité en raison de mes interventions.
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il m'est demandé d'établir les états, constats et diagnostics composant le dossier.
- Disposer d'une organisation et des moyens (en matériel et en personnel) appropriés pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier.

Fait à Aubigny-Les Clouzeaux, le **26/09/2022**

Signature de l'opérateur de diagnostics :

ROCHETEAU Lucas
SARL AFDIA
Diagnostic Immobilier
85170 LES LUCS SUR BOULOGNE

Article L271-6 du Code de la Construction et de l'habitation

« Les documents prévus aux 1° à 4° et au 6° de l'article L. 271-4 sont établis par une personne présentant des garanties de compétence et disposant d'une organisation et de moyens appropriés. Cette personne est tenue de souscrire une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions. Elle ne doit avoir aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à elle, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir l'un des documents mentionnés au premier alinéa. Un décret en Conseil d'Etat définit les conditions et modalités d'application du présent article. »

Article L271-3 du Code de la Construction et de l'habitation

« Lorsque le propriétaire charge une personne d'établir un dossier de diagnostic technique, celle-ci lui remet un document par lequel elle atteste sur l'honneur qu'elle est en situation régulière au regard des articles L.271-6 et qu'elle dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier. »



SARL AFDIA
1 ZONE ARTISANALE DE BOURGNE
85170 LES LUCS SUR BOULOGNE FR

AGENT

M GREGOIRE ARNAUD
CENTRE COMMERCIAL ATLANT VIE
AV ATLANT VIE
BELLEVILLE SUR VIE
85170 BELLEVIGNY
Tél : 0251410303
Email : AGENCE.ARNAUDGREGOIRE@AXA.FR
Portefeuille : 0085040144

Vos références :

Contrat n° 10257404804
Client n° 3779434304

AXA France IARD, atteste que :

SARL AFDIA
1 ZONE ARTISANALE DE BOURGNE
85170 LES LUCS SUR BOULOGNE

est titulaire d'un contrat d'assurance N° 10257404804 ayant pris effet le 01/07/2022 et couvrant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile pouvant lui incomber du fait des activités suivantes :

A titre principal :

1. Diagnostics réglementés relevant du Dossier de Diagnostic Technique :

- Il Le constat de risque d'exposition au plomb prévu aux articles L. 1334-5 et L. 1334-6 du Code de la Santé Publique ;
- Il L'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L. 1334-13 du Code de la Santé Publique ;
- Il L'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment prévu à l'article L. 133-6 du Code de la Construction et de l'habitation ;
- Il L'état de l'installation intérieure de gaz prévu à l'article L. 134-6 du Code de la Construction et de l'habitation ;
- Il L'état des servitudes risques et d'information sur les sols (LSRIS) prévu à l'article L125-5 du Code de l'environnement dans les zones mentionnées au même article ;
- Il Le diagnostic de performance énergétique prévu à l'article L. 134-1 du Code de la Construction et de l'habitation ;
- Il L'état de l'installation intérieure d'électricité prévu à l'article L. 134-7 du Code de la Construction et de l'habitation ;
- Il L'information sur la présence d'un risque de menuïe prévu à l'article L133-9 du code de la Construction et de l'habitation.

A titre accessoire :

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 299 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA Intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

1/2

2. Autres Diagnostics

- || Repérage Amiante avant travaux, avant démolition, Dossier Technique Amiante [Art R 1334-25 du Code de la Santé Publique];
- || Mesurage loi Carrez et Loi Boutin [Art.46 de la Loi n° 65-557 du 10 juillet 1965, Article 4-1 (1) et 4-23 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, Art. 78 de la Loi n°2009-323 du 25 mars 2009];
- || Diagnostic état parasitaire relatif à la présence d'insectes xylophages, à larves, nidificateurs et de champignons lignivores
- || L'état des installations d'assainissement collectif et non collectif (avec inspection de canalisation par passage de caméra)
- || Etat des lieux locatifs
- || Infiltrométrie RT 2012 – NF EN ISO 9972 Perméabilité à l'air de l'enveloppe.
- || Descriptif de l'état d'un bien immobilier destiné à l'affectation d'un Prêt à Taux Zéro Plus, Conformité aux normes de Surfaces et d'Habitabilité, PTZ (prêt à taux zéro) et prêts conventionnés
- || Dossier Technique Global (DTG)
- || Réalisation d'audit énergétique et de contrôle des systèmes de ventilation;

3. Autres Activités :

|| DEMARCHE QUALITE DE PERMEABILITE A L'AIR SUIVANT L'ANNEXE 7 RT 2012. CETTE DEMARCHE CONSISTE A ACCOMPAGNER LE CONSTRUCTEUR DANS LA MISE EN PLACE DE SA DEMARCHE "PERMEABILITE A L'AIR" LIEE A L'ANNEXE 7 DE LA RT 2012 ET A REALISER LE NOMBRE DE TESTS DE PERMEABILITE POUR PERMETTRE LA VALIDATION DE LA VALEUR DE PERMEABILITE A L'AIR. L'ASSURE DECLARE ETUDIER LES DOSSIERS UNIQUEMENT SUR UN PLAN ADMINISTRATIF ET REDACTIONNEL **SANS PRECONISATION TECHNIQUE.**

|| **MESURES AERAIQUES PERMEABILITE A L'AIR DES SYSTEMES DE VENTILATION INTERIEURE DES BATIMENTS, HORS CERTIFICATION, HORS PRECONISATION TECHNIQUE ET HORS PRESTATIONS POUVANT ENGAGER LA RC DECENNALE DE L'ASSURE.**

|| délivrance des attestations de prise en compte de la réglementation thermique et de réalisation d'une étude de faisabilité relative aux approvisionnements en énergie pour les bâtiments neufs ou les parties nouvelles de bâtiments telle que visée par les articles R111-20 et suivants du code de la construction et l'arrêté du 11/10/11. Cette mission spécifique EST accessoire à l'activité garantie.

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation est valable pour la période du **01/08/2022** au **01/08/2023** sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à BELLEVIGNY le 29 juillet 2022
Pour la société :



AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 999 000 Euros
Siège social: 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA Intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérateurs d'assurances exonérés de TVA - art. 263-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

2/2

Rapport de l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment

Numéro de dossier : 21414-PEAN-AUBIGNY-LES
Norme méthodologique employée : CLOUZEUX
Date du repérage : AFNOR NF P 03-201 – Février 2016
26/09/2022



Conclusion :

Il n'a pas été repéré d'indice d'infestation de termites.

La mission et son rapport sont exécutés conformément à la norme AFNOR NF P 03-201 (Février 2016), à l'article L.133-5, L.133-6, L.271-4 à 6, R133-7 et à l'arrêté du 07 mars 2012 modifiant l'arrêté du 29 mars 2007.

La recherche de termites porte sur les termites souterrain, termites de bois sec ou termites arboricole et est effectuée jusqu'à 10 mètres des extérieurs de l'habitation, dans la limite de la propriété.

RESERVE DE PROPRIETE : Les rapports demeurent la propriété de notre société et ne pourront être utilisés jusqu'au complet paiement du prix par l'acheteur (Loi du 12 mai 1980). Voir nos conditions générales de vente.

A. - Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :

Département : Vendée
Adresse : 11Bis, La Renardière
Commune : 85430 Aubigny-Les Clouzeaux

Informations collectées auprès du donneur d'ordre :

- ☐ Présence de traitements antérieurs contre les termites
☐ Présence de termites dans le bâtiment
☐ Fourniture de la notice technique relatif à l'article R 112-4 du CCH si date du dépôt de la demande de permis de construire ou date d'engagement des travaux postérieure au 1/11/2006

Documents fournis:

..... Néant
Désignation du (ou des) bâtiment(s) et périmètre de repérage :
..... Habitation (maison individuelle)
..... Niv Immeuble: 0 Niv Sous-Sol: 0
Situation du bien en regard d'un arrêté préfectoral pris en application de l'article L 133-5 du CCH :
..... - Arrêté préfectoral - n° 08 dde 175 du 19/06/2008

B. - Désignation du client

Désignation du client :

Nom et prénom : M. PEAN
Adresse : 11Bis, La Renardière 85430 Aubigny-Les Clouzeaux

C. - Désignation de l'opérateur de diagnostic

Identité de l'opérateur de diagnostic :

Nom et prénom : ROCHETEAU Lucas
Raison sociale et nom de l'entreprise : SARL AFDIA
Adresse : 1, ZA de Bourgneuf
85170 LES LUCS-SUR-BOULOGNE
Numéro SIRET : 80338549100029
Désignation de la compagnie d'assurance : AXA
Numéro de police et date de validité : 10257404804 - 01/08/2022
Certification de compétence CPDI5827 délivrée par : I.Cert, le 24/11/2020

D. - Identification des bâtiments et des parties de bâtiments visités et des éléments infestés ou ayant été infestés par les termites et ceux qui ne le sont pas :

Liste des pièces visitées :

Rez de chaussée - Salle à manger / Séjour	Rez de chaussée - Sas 2
Rez de chaussée - Cuisine	Rez de chaussée - Salle d'eau 2
Rez de chaussée - Arrière Cuisine	Rez de chaussée - Chambre 4
Rez de chaussée - Sanitaire	1er étage - Escalier
Rez de chaussée - Wc 1	1er étage - Mezzanine
Rez de chaussée - Salle de jeux	1er étage - Wc 4
Rez de chaussée - Dégauchement	1er étage - Salle de bain
Rez de chaussée - Chambre 1	1er étage - Dressing
Rez de chaussée - Salle d'eau 1	1er étage - Chambre 5
Rez de chaussée - Wc 2	Bâtiment (s) Annexe (s) - Porche
Rez de chaussée - Chambre 2	Bâtiment (s) Annexe (s) - Garage 1
Rez de chaussée - Sas 1	Bâtiment (s) Annexe (s) - Local Technique
Rez de chaussée - Chambre 3	Bâtiment (s) Annexe (s) - Grenier
Rez de chaussée - Salon	Bâtiment (s) Annexe (s) - Garage 2
Rez de chaussée - Wc 3	Bâtiment (s) Annexe (s) - Abri de jardin
	Bâtiment (s) Annexe (s) - Abri

Bâtiments et parties de bâtiments visités (1)	Ouvrages, parties d'ouvrages et éléments examinés (2)	Résultats du diagnostic d'infestation (3)	Photos
Rez de chaussée			
Salle à manger / Séjour	Sol - Béton et Carrelage	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Papier peint, Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plinthes - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Fenêtre (s) - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s)-fenêtre (s) - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Volets - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
Cuisine	Sol - Béton et Carrelage	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Papier peint	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plinthes - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Fenêtre (s) - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s)-fenêtre (s) - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Volets - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
Arrière Cuisine	Sol - Béton et Carrelage	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) 1 - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) 2 - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plinthes - Carrelage	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Fenêtre (s) - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Volets - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
Sanitaire	Sol - Béton et Carrelage	Absence d'indices d'infestation de termites	

Bâtiments et parties de bâtiments visités (1)	Ouvrages, parties d'ouvrages et éléments examinés (2)	Résultats du diagnostic d'infestation (3)	Photos
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Papier peint, Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plinthes - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
Wc 1	Sol - Béton et Carrelage	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Papier peint	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plinthes - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Fenêtre (s) - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
Salle de jeux	Sol - Béton et Carrelage	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Papier peint, Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plinthes - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) -fenêtre (s) - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Volets - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
Dégagement	Sol - Béton et Joints de mer	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plinthes - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
Chambre 1	Sol - Béton et Joints de mer	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plinthes - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) -fenêtre (s) - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Volets - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
Salle d'eau 1	Sol - Béton et Carrelage	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Faïence	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plinthes - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Fenêtre (s) - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Volets - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
Wc 2	Sol - Béton et Carrelage	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Faïence	Absence d'indices d'infestation de termites	

Bâtiments et parties de bâtiments visités (1)	Ouvrages, parties d'ouvrages et éléments examinés (2)	Résultats du diagnostic d'infestation (3)	Photos
Chambre 2	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Sol - Béton et Joints de mer	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Papier peint, Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plinthes - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s)-fenêtre (s) - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Volets - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
Sas 1	Sol - Béton et Carrelage	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plinthes - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s)-fenêtre (s) - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Volets - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
Chambre 3	Sol - Béton et Joints de mer	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plinthes - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s)-fenêtre (s) - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
Salon	Volets - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Sol - Béton et Parquet	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Dalles de faux plafond	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plinthes - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s)-fenêtre (s) - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
Wc 3	Volets - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Sol - Béton et Parquet	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Papier peint	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
Sas 2	Plinthes - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Sol - Béton et Joints de mer	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	

Bâtiments et parties de bâtiments visités (1)	Ouvrages, parties d'ouvrages et éléments examinés (2)	Résultats du diagnostic d'infestation (3)	Photos
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plinthes - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
Salle d'eau 2	Sol - Béton et Joints de mer	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Faïence	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Fenêtre (s) - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Volets - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
Chambre 4	Sol - Béton et Joints de mer	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Papier peint, Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plinthes - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s)-fenêtre (s) - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Volets - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
1er étage			
Escalier	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Papier peint	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Escalier Marches - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Escalier Limon - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Escalier Rampe - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
Mezzanine	Sol - Béton et Parquet	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plinthes - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Fenêtre (s) - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Volets - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
Wc 4	Sol - Béton et Parquet	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Papier peint	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plinthes - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
Salle de bain	Sol - Béton et Carrelage	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Faïence	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Fenêtre (s) - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
Dressing	Sol - Béton et Parquet	Absence d'indices d'infestation de termites	

Bâtiments et parties de bâtiments visités (1)	Ouvrages, parties d'ouvrages et éléments examinés (2)	Résultats du diagnostic d'infestation (3)	Photos
Chambre 5	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plinthes - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Sol - Béton et Parquet	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Papier peint	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plinthes - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Fenêtre (s) - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Volets - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
Bâtiment (s) Annexe (s)			
Parche	Sol - Bitumes	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Parpaings et Enduit	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Charpente : Pannes, Volige Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s)-fenêtre (s) - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
Garage 1	Sol - Béton et Carrelage	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Parpaings	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Sous Faces Plancher bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Charpente : Pannes, Volige Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) 1 - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) 2 - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Portail - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
Local Technique	Sol - Béton	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
Grenier	Sol - Plancher bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Parpaings	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Charpente : Pannes, Volige Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
Garage 2	Sol - Béton et Dalle	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Parpaings et Enduit	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plaques de bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Portail - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
Abri de jardin	Sol - Béton et Carrelage	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plaques de bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Charpente : Pannes Bois et Plaques de bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Fenêtre (s) - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Portail - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	

Bâtiments et parties de bâtiments visités (1)	Ouvrages, parties d'ouvrages et éléments examinés (2)	Résultats du diagnostic d'infestation (3)	Photos
Abri	Sol - Métal	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Ossature Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Ossature Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	

(1) Identifier notamment chaque bâtiment et chacune des pièces du bâtiment.

(2) Identifier notamment : ossature, murs, planchers, escaliers, boiseries, plinthes, charpentes...

(3) Mentionner les indices ou l'absence d'indices d'infestation de termites et en préciser la nature et la localisation.

E. – Catégories de termites en cause :

La mission et son rapport sont exécutés conformément à la norme AFNOR NF P 03-201 (Février 2016) et à l'arrêté du 07 mars 2012 modifiant l'arrêté du 29 mars 2007.

La recherche de termites porte sur différentes catégories de termites :

- **Les termites souterrains**, regroupant cinq espèces identifiées en France métropolitaine (*Reticulitermes flavipes*, *Reticulitermes lucifugus*, *Reticulitermes banyulensis*, *Reticulitermes grassei* et *Reticulitermes urbis*) et deux espèces supplémentaires dans les DOM (*Coptotermes* et *Heterotermes*),

- **Les termites de bois sec**, regroupant les *Kaloterms flavicollis* présent surtout dans le sud de la France métropolitaine et les *Cryptotermes* présent principalement dans les DOM et de façon ponctuelle en métropole.

- **Les termites arboricoles**, appartiennent au genre *Nasutitermes* présent presque exclusivement dans les DOM.

Les principaux indices d'une infestation sont :

- Altérations dans le bois,
- Présence de termites vivants,
- Présence de galeries-tunnels (cordonnets) ou concrétions,
- Cadavres ou restes d'individus reproducteurs,
- Présence d'orifices obturés ou non.

Rappels réglementaires :

L. 133.5 du CCH : Lorsque, dans une ou plusieurs communes, des foyers de termites sont identifiés, un arrêté préfectoral, pris sur proposition ou après consultation des conseils municipaux intéressés, délimite les zones contaminées ou susceptibles de l'être à court terme. En cas de démolition totale ou partielle d'un bâtiment situé dans ces zones, les bois et matériaux contaminés sont incinérés sur place ou traités avant tout transport si leur destruction par incinération sur place est impossible. La personne qui a procédé à ces opérations en fait la déclaration en mairie.

Article L 112-17 du CCH : Les règles de construction et d'aménagement applicables aux ouvrages et locaux de toute nature quant à leur résistance aux termites et aux autres insectes xylophages sont fixées par décret en Conseil d'Etat. Ces règles peuvent être adaptées à la situation particulière de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de La Réunion, de Mayotte et de Saint-Martin.

F. – Identification des bâtiments et parties du bâtiment (pièces et volumes) n'ayant pu être visités et justification :

Combles - Combles Salle de jeux, Dgt, Ch1, Sde1, Wc2, Ch2 (Absence de trappe de visite)
Combles - Combles Sas1, Ch3, Salon, Wc3, Sas2, Sde2 et Ch4 (Toiture Terrasse)
Combles - Combles Cuisine et Arrière Cuisine (Absence de trappe de visite)
Combles - Combles Etage (Combles sous rampants)
Combles - Combles Local Technique (Combles sous rampants)

G. - Identification des ouvrages, parties d'ouvrages et éléments qui n'ont pas été examinés et justification :

Localisation	Liste des ouvrages, parties d'ouvrages	Motif
Combles - Combles Salle de jeux, Dgt, Ch1, Sde1, Wc2, Ch2	Toutes	Absence de trappe de visite
Combles - Combles Sas1, Ch3, Salon, Wc3, Sas2, Sde2 et Ch4	Toutes	Toiture Terrasse
Combles - Combles Cuisine et Arrière Cuisine	Toutes	Absence de trappe de visite
Combles - Combles Etage	Toutes	Combles sous rampants
Combles - Combles Local Technique	Toutes	Combles sous rampants
Rez de chaussée - Dégagement	Le sol	Le revêtement de sol est collé
Rez de chaussée - Chambre 1	Le sol	Le revêtement de sol est collé
Rez de chaussée - Chambre 2	Le sol	Le revêtement de sol est collé
Rez de chaussée - Chambre 3	Le sol	Le revêtement de sol est collé
Rez de chaussée - Sas 2	Le sol	Le revêtement de sol est collé
Rez de chaussée - Salle d'eau 2	Le sol	Le revêtement de sol est collé
Rez de chaussée - Chambre 4	Le sol	Le revêtement de sol est collé

Nota : notre cabinet s'engage à retourner sur les lieux afin de compléter le constat aux parties d'immeubles non visités, dès lors que les dispositions permettant un contrôle des zones concernées auront été prises par le propriétaire ou son mandataire.

H. - Constatations diverses :

Localisation	Liste des ouvrages, parties d'ouvrages	Observations et constatations diverses	Photos
Néant	-	-	

Note 1 : Les indices d'infestation des autres agents de dégradation biologique du bois sont notés de manière générale pour information du donneur d'ordre, il n'est donc pas nécessaire d'en indiquer la nature, le nombre et la localisation précise. Si le donneur d'ordre le souhaite, il fait réaliser une recherche de ces agents dont la méthodologie et les éléments sont décrits dans la norme NF-P 03-200.

Note 2 : Le solivage des combles (si présent), n'a pu être contrôlé en raison de son recouvrement par l'isolation.

Note 3 : La copie de l'ordre ou du contrat de mission dûment rempli et signé par les deux parties dans le cas où la référence à la norme NF P 03-201 est faite dans le corps du rapport n'a pu être annexée.

Note 4 : Si doublages des murs et plafonds, les zones situées derrière n'ont pas été visitées par défaut d'accès.

I. - Moyens d'investigation utilisés :

La mission et son rapport sont exécutés conformément à la norme AFNOR NF P 03-201 (Février 2016), à l'article L.133-5, L.133-6, L.271-4 à 6, R.133-7 et à l'arrêté du 07 mars 2012 modifiant l'arrêté du 29 mars 2007. La recherche de termites porte sur les termites souterrain, termites de bois sec ou termites arboricole et est effectuée jusqu'à 10 mètres des extérieurs de l'habitation, dans la limite de la propriété.

Moyens d'investigation :

- Examen visuel des parties visibles et accessibles.
- Sondage manuel systématique des boiseries à l'aide d'un poinçon.
- Utilisation d'un ciseau à bois en cas de constatation de dégradations.
- Utilisation d'une échelle en cas de nécessité.
- À l'extérieur une hachette est utilisée pour sonder le bois mort.

Représentant du propriétaire (accompagnateur) :

En présence du propriétaire

Commentaires (Ecart par rapport à la norme, ...) :

Néant

J. - VISA et mentions :

Mention 1 : Le présent rapport n'a de valeur que pour la date de la visite et est exclusivement limité à l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment objet de la mission.

Mention 2 : L'intervention n'a pas eu pour but de donner un diagnostic de la résistance mécanique des bois et matériaux.

Nota 2 : Dans le cas de la présence de termites, il est rappelé l'obligation de déclaration en mairie de l'infestation prévue aux articles L.133-4 et R. 133-3 du code de la construction et de l'habitation.

Nota 3 : Conformément à l'article L-271-6 du CCH, l'opérateur ayant réalisé cet état relatif à la présence de termites n'a aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à lui, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur des ouvrages pour lesquels il lui est demandé d'établir cet état.

Nota 4 : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par I.Cert Centre Alphasys - Bâtiment K - Parc d'affaires - Espace Performance 35760 SAINT GREGOIRE (détail sur www.info-certif.fr)

Visite effectuée le 26/09/2022.

Fait à Aubigny-Les Clouzeaux, le 26/09/2022

Par : ROCHETEAU Lucas

ROCHETEAU Lucas

SARL AFDIA

Diagnostiqueur Immobilier

85170 LES LUCS SUR BOULOGNE

Cachet de l'entreprise

AFDIA Sarl

02 51 46 58 19
contact@afdia.com
www.afdia.fr

Siret : 80338549100027

LES LUCS SUR BOULOGNE - LAONENGER
LA ROCHE SUR YORE - LES HERBIERS

Annexe – Ordre de mission / Assurance / Attestation sur l'honneur

Attestation sur l'honneur / Certification / Assurance

ATTESTATION SUR L'HONNEUR réalisée pour le dossier n°21414-PEAN-AUBIGNY-LES CLOUZEUX relatif à l'immeuble bâti visité situé au : 11Bis, La Renardière - 85430 Aubigny-Les Clouzeaux.

Je soussigné, **ROCHETEAU Lucas**, technicien diagnostiqueur pour la société **SARL AFDIA** atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard de l'article L.271-6 du Code de la Construction, à savoir :

- Disposer des compétences requises pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier, ainsi qu'en atteste mes certifications de compétences :

Prestations	Nom du diagnostiqueur	Entreprise de certification	N° Certification	Echéance certif
Amiante	ROCHETEAU Lucas	I.Cerf	CPDI5827	14/12/2022 (Date d'obtention : 24/11/2020)
Plomb	ROCHETEAU Lucas	I.Cerf	CPDI5827	14/12/2022 (Date d'obtention : 24/11/2020)
Termites	ROCHETEAU Lucas	I.Cerf	CPDI5827	14/12/2022 (Date d'obtention : 24/11/2020)
DPE	ROCHETEAU Lucas	I.Cerf	CPDI5827	10/01/2023 (Date d'obtention : 24/11/2020)
Electricité	ROCHETEAU Lucas	I.Cerf	CPDI5827	27/05/2023 (Date d'obtention : 24/11/2020)
Gaz	ROCHETEAU Lucas	I.Cerf	CPDI5827	27/05/2023 (Date d'obtention : 24/11/2020)

- Avoir souscrit à une assurance (**AXA n° 10257404804 valable jusqu'au 01/08/2022**) permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de ma responsabilité en raison de mes interventions.
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il m'est demandé d'établir les états, constats et diagnostics composant le dossier.
- Disposer d'une organisation et des moyens (en matériel et en personnel) appropriés pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier.

Fait à Aubigny-Les Clouzeaux, le 26/09/2022

Signature de l'opérateur de diagnostics :

ROCHETEAU Lucas
SARL AFDIA

Diagnostiqueur Immobilier
85170 LES LUCS SUR BOULOGNE

Article L271-6 du Code de la Construction et de l'habitation

« Les documents prévus aux 1° à 4° et au 6° de l'article L. 271-4 sont établis par une personne présentant des garanties de compétence et disposant d'une organisation et de moyens appropriés. Cette personne est tenue de souscrire une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions. Elle ne doit avoir aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à elle, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir l'un des documents mentionnés au premier alinéa. Un décret en Conseil d'Etat définit les conditions et modalités d'application du présent article. »

Article L271-3 du Code de la Construction et de l'habitation

« Lorsque le propriétaire charge une personne d'établir un dossier de diagnostic technique, celle-ci lui remet un document par lequel elle atteste sur l'honneur qu'elle est en situation régulière au regard des articles L.271-6 et qu'elle dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier. »

Votre Assurance

► RCE PRESTATAIRES



Assurance et Banque

ATTESTATION

SARL AFDIA
1 ZONE ARTISANALE DE BOURGNE
85170 LES LUCS SUR BOULOGNE FR

AGENT

M GREGOIRE ARNAUD
CENTRE COMMERCIAL ATLANT VIE
AV ATLANT VIE
BELLEVILLE SUR VIE
85170 BELLEVIGNY
Tél : 0251410303
Email : AGENCE.ARNAUD.GREGOIRE@AXA.FR
Portefeuille : 0085040144

Vos références :

Contrat n° 10257404804
Client n° 3779434304

AXA France IARD, atteste que :

SARL AFDIA
1 ZONE ARTISANALE DE BOURGNE
85170 LES LUCS SUR BOULOGNE

est titulaire d'un contrat d'assurance N° 10257404804 ayant pris effet le **01/07/2022** et couvrant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile pouvant lui incomber du fait des activités suivantes :

A titre principal :

1. Diagnostics réglementés relevant du Dossier de Diagnostic Technique :

- || Le constat de risque d'exposition au plomb prévu aux articles L. 1334-5 et L. 1334-6 du Code de la Santé Publique ;
- || L'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L. 1334-13 du Code de la Santé Publique ;
- || L'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment prévu à l'article L. 133-6 du Code de la Construction et de l'habitation ;
- || L'état de l'installation intérieure de gaz prévu à l'article L. 134-6 du Code de la Construction et de l'habitation ;
- || L'état des servitudes risques et d'information sur les sols (ESRIS) prévu à l'article L125-5 du Code de l'environnement dans les zones mentionnées au même article ;
- || Le diagnostic de performance énergétique prévu à l'article L. 134-1 du Code de la Construction et de l'habitation ;
- || L'état de l'installation intérieure d'électricité prévu à l'article L. 134-7 du Code de la Construction et de l'habitation ;
- || L'information sur la présence d'un risque de mureux prévu à l'article L133-9 du code de la Construction et de l'habitation.

A titre accessoire :

AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasse de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 480 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - IVA Intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

1/2

2. Autres Diagnostics

- || Repérage Amiante avant travaux, avant démolition, Dossier Technique Amiante [Art R 1334-25 du Code de la Santé Publique] ;
- || Mesurage loi Carrez et Loi Boutin (Art.46 de la Loi n° 65-557 du 10 juillet 1965. Article 4-1 (1) et 4-23 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967. Art. 78 de la Loi n°2009-323 du 25 mars 2009) ;
- || Diagnostic état parasitaire relatif à la présence d'insectes xylophages, à larves, nidificateurs et de champignons lignivores
- || L'état des installations d'assainissement collectif et non collectif (avec inspection de canalisation par passage de caméra)
- || Etat des lieux locaux
- || Infiltrométrie RT 2012 - NF EN ISO 9972 Perméabilité à l'air de l'enveloppe.
- || Descriptif de l'état d'un bien immobilier destiné à l'affectation d'un Prêt à Taux Zéro Plus, Conformité aux normes de Surfaces et d'Habitabilité, PTZ (prêt à taux zéro) et prêts conventionnés
- || Dossier Technique Global (DTG)
- || Réalisation d'audit énergétique et de contrôle des systèmes de ventilation ;

3. Autres Activités :

|| DEMARCHE QUALITE DE PERMEABILITE A L'AIR SUIVANT L'ANNEXE 7 RT 2012. CETTE DEMARCHE CONSISTE A ACCOMPAGNER LE CONSTRUCTEUR DANS LA MISE EN PLACE DE SA DEMARCHE "PERMEABILITE A L'AIR" LIEE A L'ANNEXE 7 DE LA RT 2012 ET A REALISER LE NOMBRE DE TESTS DE PERMEABILITE POUR PERMETTRE LA VALIDATION DE LA VALEUR DE PERMEABILITE A L'AIR. L'ASSURE DECLARE ETUDIER LES DOSSIERS UNIQUEMENT SUR UN PLAN ADMINISTRATIF ET REDACTIONNEL **SANS PRECONISATION TECHNIQUE.**

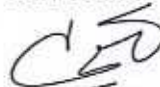
|| **MESURES AERAIQUES PERMEABILITE A L'AIR DES SYSTEMES DE VENTILATION INTERIEURE DES BATIMENTS, HORS CERTIFICATION, HORS PRECONISATION TECHNIQUE ET HORS PRESTATIONS POUVANT ENGAGER LA RC DECENNALE DE L'ASSURE.**

|| délivrance des attestations de prise en compte de la réglementation thermique et de réalisation d'une étude de faisabilité relative aux approvisionnements en énergie pour les bâtiments neufs ou les parties nouvelles de bâtiments telle que visée par les articles R111-20 et suivants du code de la construction et l'arrêté du 11/10/11. Cette mission spécifique EST accessoire à l'activité garantie.

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation est valable pour la période du **01/08/2022** au **01/08/2023** sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à BELLEVIGNY le 29 juillet 2022
Pour la société :



AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 999 000 Euros

Siège social: 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA Intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

2/2



Certificat de compétences Diagnosticteur Immobilier

N° CPDI 5827 Version 001

Je soussigné, Philippe TROYAUX, Directeur Général d'I.Cert, atteste que :

Monsieur ROCHETEAU Lucas

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert en vigueur (CPE DI DR 01 (cycle de 5 ans) - CPE DI DR 06 (cycle de 7 ans)), dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante sans mention : Amiante Sans Mention*
Date d'effet : 14/11/2020 - Date d'expiration : 14/11/2022

DPE individuel Diagnostic de performance énergétique sans mention : DPE individuel
Date d'effet : 24/11/2010 - Date d'expiration : 10/01/2023

Electricité Etat de l'installation intérieure électrique
Date d'effet : 24/11/2020 - Date d'expiration : 27/05/2023

Gaz Etat de l'installation intérieure gaz
Date d'effet : 24/11/2020 - Date d'expiration : 27/05/2023

Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb
Date d'effet : 24/11/2020 - Date d'expiration : 24/12/2022

Termites : Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment - France métropolitaine
Date d'effet : 24/11/2010 - Date d'expiration : 24/12/2022

En foi de quoy ce certificat est délivré, pour valloir et servir ce qui de droit.
Edité à Saint-Grégoire, le 20/11/2020.

[illegible]

Certification de personnes

Diagnostiqueur

Portée disponible sur www.icerl.fr

Parc d'Affaires, Espace Performance – Bât K – 35760 Saint Grégoire



SEE PAGE 1170

Rapport de l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment

Numéro de dossier : 21414-PEAN-AUBIGNY-LES CLOUZEUX
Norme méthodologique employée : AFNOR NF P 03-201 - Février 2016
Date du repérage : 28/07/2023
Heure d'arrivée : 08 h 30
Temps passé sur site : 02 h 30



CONCLUSION

Il n'a pas été repéré d'indice d'infestation de termites.

A. - Désignation du ou des bâtiments

Localisation du ou des bâtiments :

Adresse : 118is, La Renardière
Commune : 85430 Aubigny-Les Clouzeaux

Informations collectées auprès du donneur d'ordre :

- ☐ Présence de traitements antérieurs contre les termites
- ☐ Présence de termites dans le bâtiment
- ☐ Fourniture de la notice technique relatif à l'article R 112-4 du CCH si date du dépôt de la demande de permis de construire ou date d'engagement des travaux postérieure au 1/11/2006

Documents fournis:

..... Néant
Désignation du (ou des) bâtiment(s) et périmètre de repérage :
..... Habitation (maison individuelle)
Situation du bien en regard d'un arrêté préfectoral pris en application de l'article L 131-5 du CCH :
..... - Arrêté préfectoral - n° 08 dde 175 du 19/06/2008

RESERVE DE PROPRIETE : Les rapports demeurent la propriété de notre société et ne pourront être utilisés jusqu'au complet paiement du prix par l'acheteur (Loi du 12 mai 1980). Voir nos conditions générales de vente.

B. - Désignation du client

Désignation du client :

Nom et prénom : **M. PEAN**Adresse : **11 Bis, La Renardière 85430 Aubigny-Les Clouzeaux****C. - Désignation de l'opérateur de diagnostic**

Identité de l'opérateur de diagnostic :

Nom et prénom : **ROCHETEAU Lucas**Raison sociale et nom de l'entreprise : **SARL AFDIA**Adresse : **1, ZA de Bourgneuf
85170 LES LUCS-SUR-BOULOGNE**Numéro SIRET : **80338549100029**Désignation de la compagnie d'assurance : **AXA**Numéro de police et date de validité : **10257404804 - 01/08/2023**Certification de compétence **CPDI5827** délivrée par : **I.Cert**, le **24/11/2020****Objet de la mission**

Cet état relatif à la présence de termites a pour objectif de rechercher, au moment de l'intervention, des traces visibles d'infestations ou altérations provoquées par des termites, de les repérer et de dresser le présent constat, résultat d'un examen visuel de l'ensemble des parties visibles et accessibles susceptibles d'être démontées sans outils, ainsi que de sondages non destructifs des bois (sauf parties déjà altérées ou dégradées) au moyen d'un poinçon.

Les éléments cachés (plafonds, murs, sols) par du mobilier, des revêtements de décoration de type moquette, PVC, lambris, panneaux bois, isolation, cloison ou tout autre matériau pouvant masquer un élément bois, ne peuvent être examinés par manque d'accessibilité. Les parties d'ouvrage et éléments en bois inclus dans la structure du bâtiment, les éléments coffrés ou les sous-faces de planchers ne peuvent être contrôlés, notre mission n'autorisant pas de démontage ni de destruction.

L'intervention n'a pas eu pour but de donner un diagnostic de la résistance mécanique des bois et matériaux, même s'il y a eu bûchage (Enlèvement de matière, afin de vérifier jusqu'où s'est répandue l'attaque). Le présent rapport n'a de valeur que pour la date de la visite et est exclusivement limité à l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment objet de la mission.

Dans le cas de la présence de termites, il est rappelé l'obligation de déclaration de l'infestation par lettre recommandée avec accusé de réception en mairie prévue aux articles L.133-4 et R.133-3 du Code de la Construction et de l'Habitation.

La mission et son rapport sont exécutés conformément à la norme AFNOR NF P 03-201 (Février 2016), à l'article L.133-5, L.133-6, L.271-4 à 6, R.133-7 et à l'arrêté du 07 mars 2012 modifiant l'arrêté du 29 mars 2007.

La recherche de termites porte sur les termites souterrain, termites de bois sec ou termites arboricole et est effectuée jusqu'à 10 mètres des extérieurs de l'habitation, dans la limite de la propriété.

D. - Identification des bâtiments et des parties de bâtiments visités et des éléments infestés ou ayant été infestés par les termites et ceux qui ne le sont pas :

Liste des pièces visitées :

 Rez de chaussée - Salle à manger / Séjour,
 Rez de chaussée - Cuisine,
 Rez de chaussée - Arrière Cuisine,
 Rez de chaussée - Sanitaire,
 Rez de chaussée - Wc 1,
 Rez de chaussée - Salle de jeux,
 Rez de chaussée - Dégaragement,
 Rez de chaussée - Chambre 1,
 Rez de chaussée - Salle d'eau 1,
 Rez de chaussée - Wc 2,
 Rez de chaussée - Chambre 2,
 Rez de chaussée - Sas 1,
 Rez de chaussée - Chambre 3,
 Rez de chaussée - Salon,
 Rez de chaussée - Wc 3,

 Rez de chaussée - Sas 2,
 Rez de chaussée - Salle d'eau 2,
 Rez de chaussée - Chambre 4,
 1er étage - Escalier,
 1er étage - Mezzanine,
 1er étage - Wc 4,
 1er étage - Salle de bain,
 1er étage - Dressing,
 1er étage - Chambre 5,
 Bâtiment (s) Annexe (s) - Porche,
 Bâtiment (s) Annexe (s) - Garage 1,
 Bâtiment (s) Annexe (s) - Local Technique,
 Bâtiment (s) Annexe (s) - Grenier,
 Bâtiment (s) Annexe (s) - Garage 2,
 Bâtiment (s) Annexe (s) - Abri de jardin,
 Bâtiment (s) Annexe (s) - Abri

Bâtiments et parties de bâtiments visités (1)	Ouvrages, parties d'ouvrages et éléments examinés (2)	Résultats du diagnostic d'infestation (3)	Photos
Rez de chaussée			
Salle à manger / Séjour	Sol - Béton et Carrelage	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Papier peint, Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plinthes - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Fenêtre (s) - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s)-fenêtre (s) - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Volets - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
Cuisine	Sol - Béton et Carrelage	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Papier peint	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plinthes - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Fenêtre (s) - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s)-fenêtre (s) - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Volets - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
Arrière Cuisine	Sol - Béton et Carrelage	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) 1 - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) 2 - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plinthes - Carrelage	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Fenêtre (s) - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Volets - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
Sanitaire	Sol - Béton et Carrelage	Absence d'indices d'infestation de termites	

Bâtiments et parties de bâtiments visités (1)	Ouvrages, parties d'ouvrages et éléments examinés (2)	Résultats du diagnostic d'infestation (3)	Photos
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Papier peint, Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plinthes - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
Wc 1	Sol - Béton et Carrelage	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Papier peint	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plinthes - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Fenêtre (s) - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
Salle de Jeux	Sol - Béton et Carrelage	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Papier peint, Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plinthes - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s)-fenêtre (s) - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Volets - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
Dégagement	Sol - Béton et Joints de mer	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plinthes - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
Chambre 1	Sol - Béton et Joints de mer	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plinthes - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) fenêtre (s) - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
Salle d'eau 1	Volets - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Sol - Béton et Carrelage	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Faïence	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plinthes - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Fenêtre (s) - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
Wc 2	Volets - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Sol - Béton et Carrelage	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Faïence	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	

Bâtiments et parties de bâtiments visités (1)	Ouvrages, parties d'ouvrages et éléments examinés (2)	Résultats du diagnostic d'infestation (3)	Photos
Chambre 2	Porte (s) - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Sol - Béton et Joncs de mer	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Papier peint, Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plinthes - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s)-fenêtre (s) - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
Sas 1	Volets - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Sol - Béton et Carrelage	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plinthes - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s)-fenêtre (s) - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
Chambre 3	Volets - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Sol - Béton et Joncs de mer	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plinthes - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
Salon	Porte (s)-fenêtre (s) - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Volets - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Sol - Béton et Parquet	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Dalles de faux plafond	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plinthes - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
Wc 3	Porte (s)-fenêtre (s) - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Volets - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Sol - Béton et Parquet	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Papier peint	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
Sas 2	Porte (s) - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plinthes - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Sol - Béton et Joncs de mer	Absence d'indices d'infestation de termites	

Bâtiments et parties de bâtiments visités (1)	Ouvrages, parties d'ouvrages et éléments examinés (2)	Résultats du diagnostic d'infestation (3)	Photos
Salle d'eau 2	Sol - Béton et Joints de mer	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Faïence	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Fenêtre (s) - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Volets - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
Chambre 4	Sol - Béton et Joints de mer	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Papier peint, Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plinthes - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s)-fenêtre (s) - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Volets - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
1er étage			
Escalier	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Papier peint	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Escalier Marches - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Escalier Limon - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Escalier Rampe - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
Mezzanine	Sol - Béton et Parquet	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plinthes - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Fenêtre (s) - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Volets - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
Wc 4	Sol - Béton et Parquet	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Papier peint	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plinthes - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
Salle de bain	Sol - Béton et Carrelage	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Faïence	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Fenêtre (s) - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
Dressing	Sol - Béton et Parquet	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plinthes - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	

Bâtiments et parties de bâtiments visités (1)	Ouvrages, parties d'ouvrages et éléments examinés (2)	Résultats du diagnostic d'infestation (3)	Photos
Chambre 5	Sol - Béton et Parquet	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Papier peint	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plinthes - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Fenêtre (s) - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Volets - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
Bâtiment (s) Annexe (s)			
Porche	Sol - Bitumes	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Parpaings et Enduit	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Charpente : Pannes, Volige Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) fenêtre (s) - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
Garage 1	Sol - Béton et Carrelage	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Parpaings	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Sous Faces Plancher bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Charpente : Pannes, Volige Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) 1 - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) 2 - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Portail - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
Local Technique	Sol - Béton	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plâtre et/ou Plaques de plâtre et Peinture	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
Grenier	Sol - Plancher bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Parpaings	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Charpente : Pannes, Volige Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
Garage 2	Sol - Béton et Dalle	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Parpaings et Enduit	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Plaques de bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Portail - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
Abri de Jardin	Sol - Béton et Carrelage	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Plaques de bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Charpente : Pannes Bois et Plaques de bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Fenêtre (s) - Bois	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Portail - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
Abri	Sol - Métal	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Mur - Ossature Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Plafond - Ossature Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	
	Porte (s) - Métallique	Absence d'indices d'infestation de termites	

(1) Identifier notamment chaque bâtiment et chacune des pièces du bâtiment.

(2) Identifier notamment : ossature, murs, planchers, escaliers, boiseries, plinthes, charpentes...

(3) Mentionner les indices ou l'absence d'indices d'infestation de termites et en préciser la nature et la localisation.

E. – Catégories de termites en cause :

La mission et son rapport sont exécutés conformément à la norme AFNOR NF P 03-201 (Février 2016) et à l'arrêté du 07 mars 2012 modifiant l'arrêté du 29 mars 2007.

La recherche de termites porte sur différentes catégories de termites :

- **Les termites souterrains**, regroupant cinq espèces identifiées en France métropolitaine (*Reticulitermes flavipes*, *reticulitermes lucifugus*, *reticulitermes banyulensis*, *reticulitermes grassei* et *reticulitermes urbis*) et deux espèces supplémentaires dans les DOM (*Coptotermes* et *heterotermes*),
- **Les termites de bois sec**, regroupant les *kaloterms flavicollis* présent surtout dans le sud de la France métropolitaine et les *Cryptotermes* présent principalement dans les DOM et de façon ponctuelle en métropole.
- **Les termites arboricoles**, appartiennent au genre *Nasutitermes* présent presque exclusivement dans les DOM.

Les principaux indices d'une infestation sont :

- Altérations dans le bois,
- Présence de termites vivants,
- Présence de galeries-tunnels (cordonnets) ou concrétions,
- Cadavres ou restes d'individus reproducteurs,
- Présence d'orifices obturés ou non.

Rappels réglementaires :

L 131-3 du CCH : Lorsque, dans une ou plusieurs communes, des foyers de termites sont identifiés, un arrêté préfectoral, pris sur proposition ou après consultation des conseils municipaux intéressés, délimite les zones contaminées ou susceptibles de l'être à court terme. Lorsque, dans une ou plusieurs communes, des foyers de mérule sont identifiés, un arrêté préfectoral, consultable en préfecture, pris sur proposition ou après consultation des conseils municipaux intéressés, délimite les zones de présence d'un risque de mérule.

Article L126-24 du CCH : En cas de vente de tout ou partie d'un immeuble bâti situé dans une zone délimitée en application du premier alinéa de l'article L. 131-3, un état relatif à la présence de termites est produit dans les conditions et selon les modalités prévues aux articles L. 271-4 à L. 271-6.

Article L 112-17 du CCH : Les règles de construction et d'aménagement applicables aux ouvrages et locaux de toute nature quant à leur résistance aux termites et aux autres insectes xylophages sont fixées par décret en Conseil d'Etat. Ces règles peuvent être adaptées à la situation particulière de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de La Réunion, de Mayotte et de Saint-Martin.

F. – Identification des bâtiments et parties du bâtiment (pièces et volumes) n'ayant pu être visités et justification :

Combles - Combles Salle de jeux, Dgt, Ch1, Sde1, Wc2, Ch2 (Absence de trappe de visite),
 Combles - Combles Sas1, Ch3, Salon, Wc3, Sas2, Sde2 et Ch4 (Toiture Terrasse),
 Combles - Combles Cuisine et Arrière Cuisine (Absence de trappe de visite),
 Combles - Combles Étage (Combles sous rampants),
 Combles - Combles Local Technique (Combles sous rampants)

G. - Identification des ouvrages, parties d'ouvrages et éléments qui n'ont pas été examinés et justification :

Localisation	Liste des ouvrages, parties d'ouvrages	Motif
Combles - Combles Salle de jeux, Dgt, Ch1, Sde1, Wc2, Ch2	Toutes	Absence de trappe de visite
Combles - Combles Sas1, Ch3, Salon, Wc3, Sas2, Sde2 et Ch4	Toutes	Toiture Terrasse
Combles - Combles Cuisine et Arrière Cuisine	Toutes	Absence de trappe de visite
Combles - Combles Étage	Toutes	Combles sous rampants
Combles - Combles Local Technique	Toutes	Combles sous rampants
Rez de chaussée - Dégagement	Le sol	Le revêtement de sol est collé
Rez de chaussée - Chambre 1	Le sol	Le revêtement de sol est collé
Rez de chaussée - Chambre 2	Le sol	Le revêtement de sol est collé
Rez de chaussée - Chambre 3	Le sol	Le revêtement de sol est collé
Rez de chaussée - Sas 2	Le sol	Le revêtement de sol est collé
Rez de chaussée - Salle d'eau 2	Le sol	Le revêtement de sol est collé
Rez de chaussée - Chambre 4	Le sol	Le revêtement de sol est collé

Nota : notre cabinet s'engage à retourner sur les lieux afin de compléter le constat aux parties d'immeubles non visités, dès lors que les dispositions permettant un contrôle des zones concernées auront été prises par le propriétaire ou son mandataire.

Localisation	Justification
Parties d'ouvrage et éléments en bois inclus dans la structure du bâtiment	Notre mission n'autorise pas de démontage ni de destruction
Éléments coffrés	
Éléments cachés par du mobilier	
Éléments cachés par des revêtements de décoration de type moquette, PVC, lambris, panneaux bois, isolation, cloison ou tout autre matériau pouvant masquer un élément bois	Manque d'accessibilité
Vide derrière cloison de doublage	Impossibilité d'investigation approfondie non destructive
Solivage bois (Si présent)	Manque d'accessibilité ; Recouvrement par l'isolation

Avertissement : pour satisfaire aux obligations réglementaires, il y a lieu de réaliser des investigations complémentaires afin que tous les locaux concernés par la présente mission soient entièrement visités.

ECARTS / ADJONCTIONS PAR RAPPORT A LA NORME NF P 03-201 :

Absence de copie de contrat de mission accepté par le donneur d'ordre annexée au présent rapport : les conditions dans lesquelles la mission nous a été confiée n'ont pas permis d'obtenir l'accord écrit du client préalablement à notre intervention et d'en annexer une copie au présent rapport, comme préconisé par la norme NF P 03-201. Toutefois, ce manquement n'a aucune incidence sur nos opérations de repérage et n'est pas de nature à remettre en cause le sérieux, l'exhaustivité et la qualité de notre intervention. L'absence de cet accord écrit ne saurait en aucun cas être interprété comme une absence d'accord préalable entre les parties.

H. - Constatations diverses :

Localisation	Liste des ouvrages, parties d'ouvrages	Observations et constatations diverses	Photos
Néant	-	-	

Note 1 : Les indices d'infestation des autres agents de dégradation biologique du bois sont notés de manière générale pour information du donneur d'ordre, il n'est donc pas nécessaire d'en indiquer la nature, le nombre et la localisation précise. Si le donneur d'ordre le souhaite, il fait réaliser une recherche de ces agents dont la méthodologie et les éléments sont décrits dans la norme NF-P 03-200.

Note 2 : Dans le cas de la présence de termites, il est rappelé l'obligation de déclaration en mairie de l'infestation prévue aux articles L.126-4 et L.126-5 du code de la construction et de l'habitation.

Note 3 : Conformément à l'article L-271-6 du CCH, l'opérateur ayant réalisé cet état relatif à la présence de termites n'a aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à lui, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur des ouvrages pour lesquels il lui est demandé d'établir cet état.

Note 4 : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **ICert Centre Alphasys - Bâtiment K - Parc d'affaires - Espace Performance 35760 SAINT GREGOIRE (détail sur www.info-certif.fr)**

Mention 1 : Le présent rapport n'a de valeur que pour la date de la visite et est exclusivement limité à l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment objet de la mission.

Mention 2 : L'intervention n'a pas eu pour but de donner un diagnostic de la résistance mécanique des bois et matériaux.

I. - Moyens d'investigation utilisés :

La mission et son rapport sont exécutés conformément à la norme AFNOR NF P 03-201 (Février 2016), à l'article L131-3, L126-6, L126-24 et R. 126-42, D126-43, L 271-4 à 6 et à l'arrêté du 07 mars 2012 modifiant l'arrêté du 29 mars 2007. La recherche de termites porte sur les termites souterrain, termites de bois sec ou termites arboricole et est effectuée jusqu'à 10 mètres des extérieurs de l'habitation, dans la limite de la propriété.

Moyens d'investigation :

- Examen visuel des parties visibles et accessibles.
- Sondage manuel systématique des boiseries à l'aide d'un poinçon.
- Utilisation d'un ciseau à bois en cas de constatation de dégradations.
- Utilisation d'une échelle en cas de nécessité.
- À l'extérieur une hachette est utilisée pour sonder le bois mort.

Représentant du propriétaire (accompagnateur) :

En présence du propriétaire

Commentaires (Ecart par rapport à la norme, ...) :

Néant

J. - VISA et mentions :

Mention 1 : Le présent rapport n'a de valeur que pour la date de la visite et est exclusivement limité à l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment objet de la mission.

Mention 2 : L'intervention n'a pas eu pour but de donner un diagnostic de la résistance mécanique des bois et matériaux.

Nota 2 : Dans le cas de la présence de termites, il est rappelé l'obligation de déclaration en mairie de l'infestation prévue aux articles L126-4 et L126-5 du code de la construction et de l'habitation.

Nota 3 : Conformément à l'article L-271-6 du CCH, l'opérateur ayant réalisé cet état relatif à la présence de termites n'a aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à lui, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur des ouvrages pour lesquels il lui est demandé d'établir cet état.

Nota 4 : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par I.Cert Centre Alphas - Bâtiment K - Parc d'affaires - Espace Performance 35760 SAINT GREGOIRE (détail sur www.info-certif.fr)

Visite effectuée le 28/07/2023.

Fait à Aubigny-Les Clouzeaux, le 28/07/2023

Par : ROCHETEAU Lucas

ROCHETEAU Lucas

SARL AFDIA

Diagnostic Immobilier

85170 LES LUCS SUR BOULOGNE

Cachet de l'entreprise



1 ZA Bourgneuf
85170 LES LUCS SUR BOULOGNE
Siret : 80338549100029 - Code NAF : 7120B

Annexe – Croquis de repérage

Aucun schéma de repérage n'a été joint à ce rapport.

Annexe – Ordre de mission / Assurance / Attestation sur l'honneur

Aucun document n'a été mis en annexe

Attestation sur l'honneur / Certification / Assurance

ATTESTATION SUR L'HONNEUR réalisée pour le dossier n° 21414-PEAN-AUBIGNY-LES CLOUZEUX relatif à l'immeuble bâti visité situé au : 11Bis, La Renardière - 85430 Aubigny-Les Clouzeaux.

Je soussigné, **ROCHETEAU Lucas**, technicien diagnostiqueur pour la société **SARL AFDIA** atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard de l'article L.271-6 du Code de la Construction, à savoir :

- Disposer des compétences requises pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier, ainsi qu'en atteste mes certifications de compétences :

Prestations	Nom du diagnostiqueur	Entreprise de certification	N° Certification	Echéance certifi
Amiante	ROCHETEAU Lucas	I.Cert	CPDI5827	14/12/2022 (Date d'obtention : 24/11/2020)
Plomb	ROCHETEAU Lucas	I.Cert	CPDI5827	14/12/2022 (Date d'obtention : 24/11/2020)
Termites	ROCHETEAU Lucas	I.Cert	CPDI5827	14/12/2022 (Date d'obtention : 24/11/2020)
DPE	ROCHETEAU Lucas	I.Cert	CPDI5827	10/01/2023 (Date d'obtention : 24/11/2020)
Electricité	ROCHETEAU Lucas	I.Cert	CPDI5827	27/05/2023 (Date d'obtention : 24/11/2020)
Gaz	ROCHETEAU Lucas	I.Cert	CPDI5827	27/05/2023 (Date d'obtention : 24/11/2020)

- Avoir souscrit à une assurance (**AXA n° 10257404804 valable jusqu'au 01/08/2023**) permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de ma responsabilité en raison de mes interventions.
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il m'est demandé d'établir les états, constats et diagnostics composant le dossier.
- Disposer d'une organisation et des moyens (en matériel et en personnel) appropriés pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier.

Fait à Aubigny-Les Clouzeaux, le 28/07/2023

Signature de l'opérateur de diagnostics :

ROCHETEAU Lucas
SARL AFDIA
 Diagnostiqueur Immobilier
 85170 LES LUCS SUR BOULOGNE

Article L271-6 du Code de la Construction et de l'habitation

« Les documents prévus aux 1° à 4° et au 6° de l'article L. 271-4 sont établis par une personne présentant des garanties de compétence et disposant d'une organisation et de moyens appropriés. Cette personne est tenue de souscrire une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions. Elle ne doit avoir aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à elle, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir l'un des documents mentionnés au premier alinéa. Un décret en Conseil d'Etat définit les conditions et modalités d'application du présent article. »

Article L271-3 du Code de la Construction et de l'habitation

« Lorsque le propriétaire charge une personne d'établir un dossier de diagnostic technique, celle-ci lui remet un document par lequel elle atteste sur l'honneur qu'elle est en situation régulière au regard des articles L.271-6 et qu'elle dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier. »

Votre Assurance

► RCE PRESTATAIRES

Assurance et Banque



ATTESTATION

SARL AFDIA
1 ZONE ARTISANALE DE BOURGNE
85170 LES LUCS SUR BOULOGNE FR

AGENT

M GREGOIRE ARNAUD
CENTRE COMMERCIAL ATLANT VIE
AV ATLANT VIE
BELLEVILLE SUR VIE
85170 BELLEVIGNY
Tél : 0251410303
Email : AGENCE.ARNAUDGREGOIRE@AXA.FR
Portefeuille : 0085040144

Vos références :

Contrat n° 10257404804
Client n° 3779434304

AXA France IARD, atteste que :

SARL AFDIA
1 ZONE ARTISANALE DE BOURGNE
85170 LES LUCS SUR BOULOGNE

est titulaire d'un contrat d'assurance N° 10257404804 ayant pris effet le 03/11/2022 et garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant leur incomber du fait de l'exercice des activités suivantes :

A titre principal :**1. Diagnostic réglementés relevant du Dossier de Diagnostic Technique :**

Il Le constat de risque d'exposition au plomb prévu aux articles L. 1334-5 et L. 1334-6 du Code de la Santé Publique;
Il L'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L. 1334-13 du Code de la Santé Publique;
Il L'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment prévu à l'article L. 133-6 du Code de la Construction et de l'habitation;
Il L'état de l'installation intérieure de gaz prévu à l'article L. 134-6 du Code de la Construction et de l'habitation;
Il L'état des servitudes risques et d'information sur les sols (ESRIS) prévu à l'article L125-5 du Code de l'environnement dans les zones mentionnées au même article;
Il Le diagnostic de performance énergétique prévu à l'article L. 134-1 du Code de la Construction et de l'habitation;
Il L'état de l'installation intérieure d'électricité prévu à l'article L. 134-7 du Code de la Construction et de l'habitation;
Il L'information sur la présence d'un risque de mûle prévu à l'article L133-9 du code de la Construction et de l'habitation.

A titre accessoire :**2. Autres Diagnostic****AXA France IARD SA**

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

1/2

|| Repérage Amiante avant travaux, avant démolition, Dossier Technique Amiante (Art R 1334-25 du Code de la Santé Publique) ;
 || Mesurage loi Carrez et Loi Boutin (Art 46 de la Loi n° 65-557 du 10 juillet 1965, Article 4-1 (1) et 4-23 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, Art. 78 de la Loi n° 2009-323 du 25 mars 2009) ;
 || Diagnostic état parasitaire relatif à la présence d'insectes xylophages, à larves, nidificateurs et de champignons lignivores
 || L'état des Installations d'assainissement collectif et non collectif (avec inspection de canalisation par passage de caméra)
 || Etat des lieux locatifs
 || Perméabilité à l'air de l'enveloppe NF EN ISO 9972.
 || Contrôle de conformité thermique dans le cadre de la RT2012 et réalisation de l'attestation de conformité.
 || Descriptif de l'état d'un bien immobilier destiné à l'affectation d'un Prêt à Taux Zéro Plus, Conformité aux normes de Surfaces et d'Habitabilité, PTZ (prêt à taux zéro) et prêts conventionnés
 || Dossier Technique Global (DTG)
 || Réalisation d'audit énergétique.
 || Contrôle de conformité thermique dans le cadre de la RE2020 et réalisation de l'attestation de conformité.
 || Contrôle VMC RE 2020 et édition d'un rapport sans préconisation.

3. Autres Activités :

|| DEMARCHE QUALITE DE PERMEABILITE A L'AIR SUIVANT L'ANNEXE 7 RT 2012. CETTE DEMARCHE CONSISTE A ACCOMPAGNER LE CONSTRUCTEUR DANS LA MISE EN PLACE DE SA DEMARCHE "PERMEABILITE A L'AIR" LIEE A L'ANNEXE 7 DE LA RT 2012 ET A REALISER LE NOMBRE DE TESTS DE PERMEABILITE POUR PERMETTRE LA VALIDATION DE LA VALEUR DE PERMEABILITE A L'AIR. L'ASSURE DECLARE ETUDIER LES DOSSIERS UNIQUEMENT SUR UN PLAN ADMINISTRATIF ET REDACTIONNEL **SANS PRECONISATION TECHNIQUE.**

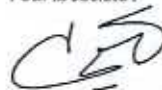
|| **MESURES AERAIQUES PERMEABILITE A L'AIR DES SYSTEMES DE VENTILATION INTERIEURE DES BATIMENTS, HORS CERTIFICATION, HORS PRECONISATION TECHNIQUE ET HORS PRESTATIONS POUVANT ENGAGER LA RC DECENNALE DE L'ASSURE.**

|| Délivrance des attestations de prise en compte de la réglementation thermique et de réalisation d'une étude de faisabilité relative aux approvisionnements en énergie pour les bâtiments neufs ou les parties nouvelles de bâtiments telle que visée par les articles R111-20 et suivants du code de la construction et l'arrêté du 11/10/11. Cette mission spécifique EST accessoire à l'activité garantie

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se réfère.

La présente attestation est valable pour la période du **03/11/2022** au **01/08/2023** sous réserve des possibilités de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances ou le contrat.

Fait à BELLEVIGNY le 22 novembre 2022
 Pour la société :



AXA France IARD SA

Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
 Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
 Entreprise régie par le Code des assurances - TVA Intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
 Opérations d'assurances enregistrées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

2/2

**CONTROLE DE BONNE EXECUTION
ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF**

Propriétaire	Adresse de l'installation
M. PEAN Sébastien 11 bis La Renardière Les Clouzeaux 85430 AUBIGNY-LES-CLOUZEUX 06.10.21.68.68 s.pean@groupe-hiv.fr	11 bis La Renardière Les Clouzeaux 85430 AUBIGNY-LES-CLOUZEUX Références cadastrales du projet : YD209

Date de la visite : 01/10/2021

Installateur : YG MACONNERIE

Date du contrôle de conception et d'implantation : 20/08/2021

Élément constitutif de la filière	Constat	Commentaire
Filière agréée référencée Diamond DMS 10	Accessibilité : Oui Etat : Bon Fonctionnel : Oui Dimensionnement : Correct Défaut constaté :	
Relevage Poste de relevage en amont du 1 ^{er} de visite n°2	Accessibilité : Oui Etat : Bon Fonctionnel : Oui Dimensionnement : Défaut constaté :	
Regard de contrôle Té de visite	Accessibilité : Oui Etat : Bon Fonctionnel : Oui Dimensionnement : Correct Défaut constaté :	
Rejet autre Busage communal	Accessibilité : Oui Etat : Bon Fonctionnel : Oui Dimensionnement : Défaut constaté :	

Détail des caractéristiques des prétraitements) et/ou traitements) primaire(s)

Détail des caractéristiques des traitements) secondaires)

Filière agréée	Description
Diamond DMS 10 - WPL Limited - 10 eq.hab	Description : Diamond DMS 10 Agrément : 2015-011-ex02 Parution au JO : Texte n°152 sur 161 du 27 novembre 2015 Capacité (EH) : 10 Type de filière : Microstation à cultures libres Éléments de la filière : cuve tronconique à axe vertical à deux compartiments : réacteur biologique (1,02 m³) et clarificateur (1,45 m³) Dimensions (L x l x H) : Diamètre hors tout : 2,07 m Hauteur hors tout : 2,62 m

Rejets)	Description du rejet : Busage communal
Rejet autre	

Rappel des conditions d'entretien
<ul style="list-style-type: none"> > Nettoyer le préfiltre en sortie de la fosse toutes eaux tous les 6 mois > Sauf prescriptions particulières, la périodicité de vidange de la fosse toutes eaux doit être adaptée en fonction de la hauteur de boue, qui ne doit pas excéder 50% du volume utile (arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012) > Vérifier le bon fonctionnement de la pompe de relevage, nettoyer l'intérieur du poste et la pompe au jet d'eau au moins une fois par an > Se référer au guide d'entretien de l'installation remis par l'installateur pour connaître la périodicité de vidange du dispositif qui doit être adaptée en fonction du volume de boues dans le décanteur > Se référer au guide d'entretien remis par l'installateur pour connaître les opérations particulières d'entretien à réaliser > Les regards et accès de visites doivent rester visibles et accessibles > Aucune plantation ni circulation de véhicules ne sont autorisées sur le dispositif > Toutes les eaux usées doivent être raccordées à l'assainissement

CONCLUSION

Installation CONFORME - Les prescriptions techniques réglementaires en vigueur sont respectées

COMMENTAIRES

L'installation d'assainissement était en partie recouverte au moment du contrôle.

Tests d'écoulements réalisés qui confirment le bon branchement des évacuations eaux usées de l'habitation :

Té 1 :
Garage : robinet de piséage

Té 2 :
Arrière cuisine : évier - ML

Cuisine : évier - LV

Extension : Sdb3 : douche - lavabo
WC3

Té 3 :
Sdb1 : douche - lavabo

WC1

Té 4 :
Robinet du bar

WC4 - lave-mains

Etage : Sdb2 : douche - lavabo
WC2

(tests réalisés avec le propriétaire et l'entreprise).

Date :

12 JUL 2022



Pour Hervé CIFARELLI, Absent ou empêché
Marie-Pierre KEREBEL, Responsable du
service Eau Assainissement Déchets

INFORMATION : Les tests d'écoulements sont réalisés en fonction des points d'eau déclarés lors de la visite de contrôle.

Conformément à la réglementation et à la délibération du Conseil Communautaire du 9 novembre 2021, le contrôle de bonne exécution est facturé 92 €.

RAPPORT DE VISITE

Référence :

Loi du 30 décembre 2006

Arrêté interministériel du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012 et arrêté du 27 avril 2012

AVERTISSEMENT

Le contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif exercé par la collectivité, dans le cadre de ses compétences, est réalisé sur respect des dispositions figurant dans l'arrêté interministériel du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012 et l'arrêté interministériel du 27 avril 2012 relatifs à l'assainissement non collectif.

Ce contrôle comprend l'évaluation de la conformité des ouvrages privés de collecte, de traitement et d'évacuation des eaux usées relatives :

A la salubité publique

Au projet de permis de construire.

Sont exclus de ce contrôle :

La vérification des ouvrages de collecte situés à l'intérieur des bâtiments ;

Le respect des règles de l'art dans la mise en œuvre des matériaux, répétés connues par l'installateur (D.T.U. 64.1 de août 2013). La responsabilité de la collectivité ne saurait être recherchée pour des anomalies de mise en œuvre, pour un défaut d'entretien ou pour toute utilisation abusive du dispositif (effluents non domestiques).

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique pour la gestion du Service Public d'Assainissement Non Collectif de La Roche-sur-Yon Agglomération, au titre de l'article L2224-6 du code général des collectivités territoriales.

Conformément à la loi e informatique et libérée » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Pour exercer ce droit, veuillez vous adresser sur simple demande écrite à La Roche-sur-Yon Agglomération, 54 rue René Gascigny 85000 LA ROCHE SUR YON.

Filière



Filière



Filière



Surpresseur

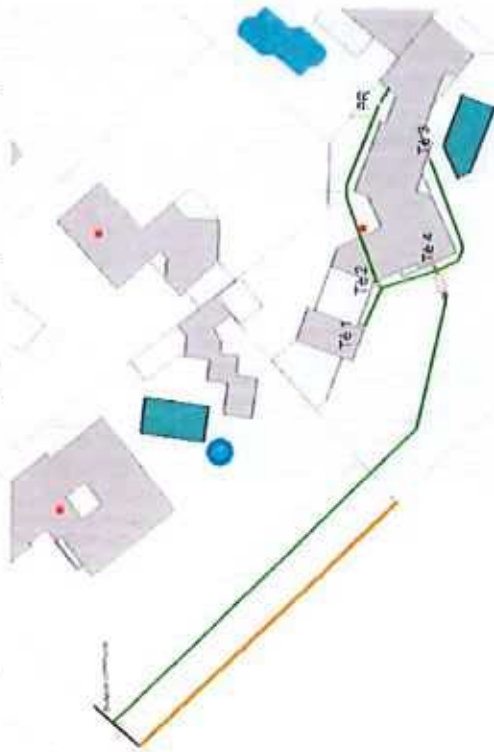


TGBT



IMPLANTATION DE L'INSTALLATION

Plan donné à titre indicatif ne respectant pas les distances, cotes et échelles, mais permettant une localisation approximative du système d'assainissement. L'aménagement de la parcelle ne peut se faire sur l'unique base de ce document, des relevés terrain sont nécessaires pour s'assurer de l'adéquation du projet avec l'emprise de la filière en place.



Prétraitement	Traitement	Evacuation
Bac à grille	Tranchées d'épandage	Puisard
Fosse écouleuse	Tranchées d'épandage unique	Rejet
Fosse septique	Filtre à sable non-drainé	Fosse
Fosse toutes eaux	Filtre à sable vertical drainé	Ouvrages enterrés
Prefiltre externe	Filtre à sable sous-épaisseur	Regard
Prefiltre intégré	Terre d'infiltration	Regard non accessible
Ventilation	Isle d'épandage	Té de visite
Ventilation	Dispositif après	Poste de rétention
Alimentation en Eau Potable	Micro-canaux	Sens de la pente
Puits	Adieu	Pente faible
Forage	Hale	Pente moyenne
		Pente forte

Direction Environnement,
Développement durable et Paysages
Service Eau, Assainissement, Déchets

M. PEAN Sébastien
11 bis La Renardière
Les Clouzeaux
85430 AUBIGNY-LES-CLOUZEUX

Références : 7004 - Bonne exécution - 2022
Affaire suivie par : Matthias MARTINEAU
Tél. 02 51 05 55 48
Mail : anc@larochesur-yon.fr

Objet : Rapport contrôle de bonne exécution

La Roche-sur-Yon, le **12 JUL. 2022**

Monsieur,

Vous avez achevé la réalisation des travaux nécessaires à l'assainissement de votre habitation située à 11 bis La Renardière Les Clouzeaux 85430 AUBIGNY-LES-CLOUZEUX.

La visite de vérification des ouvrages d'assainissement avant mise en service s'est révélée positive. Vous pouvez maintenant mettre en service votre installation, sous réserve des observations présentées. Nous vous rappelons que l'ensemble des eaux usées de votre habitation doit être dirigé vers le dispositif d'assainissement.

Vous trouverez ci-joint le compte rendu de visite de votre installation. Ce document est à conserver.

Pour que cet avis reste valable, il est impératif d'entretenir correctement votre installation. Pour ce faire et comme indiqué lors de la visite du technicien SPANC, référez vous au guide qui vous est remis et n'hésitez pas à demander conseil auprès du Service Public d'Assainissement Non Collectif.

Conformément à la réglementation, et à la délibération du Conseil Communautaire, le contrôle de bonne exécution fait l'objet d'une redevance de 92 €. A ce titre, le Trésor Public va vous transmettre un avis des sommes à payer.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.



Pour Hervé CIFARELLI
absent ou empêché,
Marie-Pierre KÉRÉBEL, Responsable du
service Eau Assainissement Déchets

Direction Environnement,
Développement durable et Paysages
Service Eau, Assainissement, Déchets

M. PEAN Sébastien
11 bis La Renardière
Les Clouzeaux
85430 AUBIGNY-LES-CLOUZEUX

Références : 7004 – Conception - 2021
Affaire suivie par : Matthias MARTINEAU
Tél. 02 51 05 55 48
Mail : anc@larochesuryon.fr

Objet : Rapport contrôle de conception et d'implantation

La Roche-sur-Yon, le **23 AOUT 2021**

Monsieur,

Dans le cadre d'un projet de construction d'un dispositif d'assainissement non collectif, à 11 bis La Renardière Les Clouzeaux 85430 AUBIGNY-LES-CLOUZEUX vous avez réalisé une étude de filière.

Veuillez trouver ci-joint l'avis du contrôle de conception émis par La Roche-sur-Yon Agglomération en deux exemplaires (original à conserver par le pétitionnaire + copie destinée à l'entreprise de travaux).

Il est impératif de fournir l'ensemble de l'étude de filière (y compris la copie du présent formulaire avec les recommandations) à l'entreprise qui va réaliser vos travaux d'assainissement pour une réalisation conforme à la réglementation.

Nous vous rappelons que lorsque les travaux liés à l'assainissement seront effectués, La Roche-sur-Yon Agglomération devra réaliser une visite de vérification de mise en œuvre du dispositif avant mise en service, indispensable à la mise en fonctionnement de votre installation (contrôle de bonne exécution).

Cette visite devra se faire en votre présence ou de celle de l'entreprise ayant effectué les travaux. L'ensemble de l'installation devra être accessible : tranchées ouvertes et avant que le dispositif ne soit recouvert. Il vous sera demandé de fournir une copie des factures des différents matériaux (fosse, fournitures utilisées pour la réalisation, bords de livraison de sable et de graviers).

Conformément à la réglementation, et à la délibération du Conseil Communautaire, le contrôle de conception sera facturé 48 € et le contrôle de bonne exécution sera facturé au tarif en vigueur à la date du contrôle (tarif 2021 : 92 €). A ce titre, vous recevrez, à l'issue des contrôles, deux avis des sommes à payer émanant du Trésor Public.

Restant à votre disposition, nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.



Pour Hervé CIFARELLI
absent ou empêché,
Marie-Pierre KÉRÉBEL, Responsable du
Service Eau Assainissement Déchets

CONTROLE DE CONCEPTION ET D'IMPLANTATION ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Dossier La Roche-sur-Yon Agglomération N°: 7004
Commune : **AUBIGNY-LES-CLOUZEUX**

RENSEIGNEMENTS GENERAUX :

· Coordonnées du propriétaire de l'immeuble :

M. PEAN Sébastien
11 bis La Renardière
Les Clouzeaux
85430 AUBIGNY-LES-CLOUZEUX
06.10.21.68.68
s.pean@groupe-hfv.fr

· Coordonnées du projet :

Adresse de l'immeuble :
11 bis La Renardière
Les Clouzeaux
85430 AUBIGNY-LES-CLOUZEUX

Références cadastrales du projet : YD209
Surface de la parcelle : 3047 m²
Type alimentation eau : Réseau public
Déclaration Puits Captage Forage sur la parcelle : Non

→ **NATURE DU PROJET : Réhabilitation**

Nombre de pièces principales : 7
Nombre d'équivalents habitants : 8 EH
Type de l'habitation : Maison individuelle Principale

CARACTERISTIQUES DE L'INSTALLATION :

ELEMENT	DESCRIPTION
Traitement	Microstation à culture libre, Fabricant WPL, Gamme Diamond DMS 10EH, numéro d'agrément 2015-011-ext02
	Poste de relevage suivant sorties des eaux usées
Rejet	Busage communal (autorisation obtenue et jointe au dossier)
Bureaux d'études : WESTO Date de l'étude : Avril 2021	

Date de l'avis : 20/08/2021

AVIS DU SERVICE DE CONTROLE : Projet CONFORME à la réglementation en vigueur

Prescriptions de travaux et recommandations :

La pose devra être conforme aux préconisations du fabricant.

Il est recommandé :

- De respecter les normes du DTU 64-1 : distances, ventilation, pentes, matériaux... (extraits en annexe du dossier)
- D'ajouter des tés ou regards de visite à chaque sortie eaux usées et à chaque changement de direction.
- De placer la Fosse toutes eaux à moins de 10m de la sortie des eaux usées.
- De placer le fil d'eau du rejet à au moins 20 cm au dessus du fond de fossé/ 10cm au dessus du fond de bu
- De souscrire un contrat d'entretien.
- De vérifier l'emplacement de l'ensemble des sorties eaux usées avant travaux.

Conditions de mise en oeuvre :

- Respecter les consignes du guide de mise en oeuvre et/ou du guide d'exploitation.
- Le propriétaire souhaite implanter une filière de type microstation, le choix du modèle devra impérativement s'effectuer parmi les dispositifs agréés. Les règles de mises en oeuvre, conseils d'utilisation, conditions d'entretien, consommation électrique,... sont précisées dans un guide d'utilisation disponible auprès de chaque titulaire de l'agrément.
- Renforcer les canalisations sous passage de véhicule.
- Se référer aux prescriptions constructeur pour la mise en place des cuves (sol soumis à nappe temporaire).
- De placer la Fosse et le filtre à 2m mini de l'habitation et à 3m mini des parcelles voisines et plantations (arb
- Prévoir un drainage périphérique et/ou une dalle de lestage sous la base des cuves.
- Tous les points d'eaux usées devront être raccordés au dispositif d'assainissement non collectif. Les eaux pluviales devront être séparées.
- Raccordement des eaux traitées sur le busage communal/départemental à l'aide d'un regard de visite.

Date : **23 AOUT 2021**



Pour Hervé CIFARELLI
absent ou empêché,
Marie-Pierre KÉRÉBEL, Responsable du
service Eau Assainissement Déchets

✶ PROCEDURE A SUIVRE :

Dès la réception de l'autorisation et du permis de construire le cas échéant :

- Contacter l'entreprise choisie
- **Prévenir le S.P.A.N.C au minimum 48 h avant la fin des travaux pour programmer la visite de contrôle**

La Roche-sur-Yon Agglomération
54 Rue René Goscinny
85000 LA ROCHE SUR YON

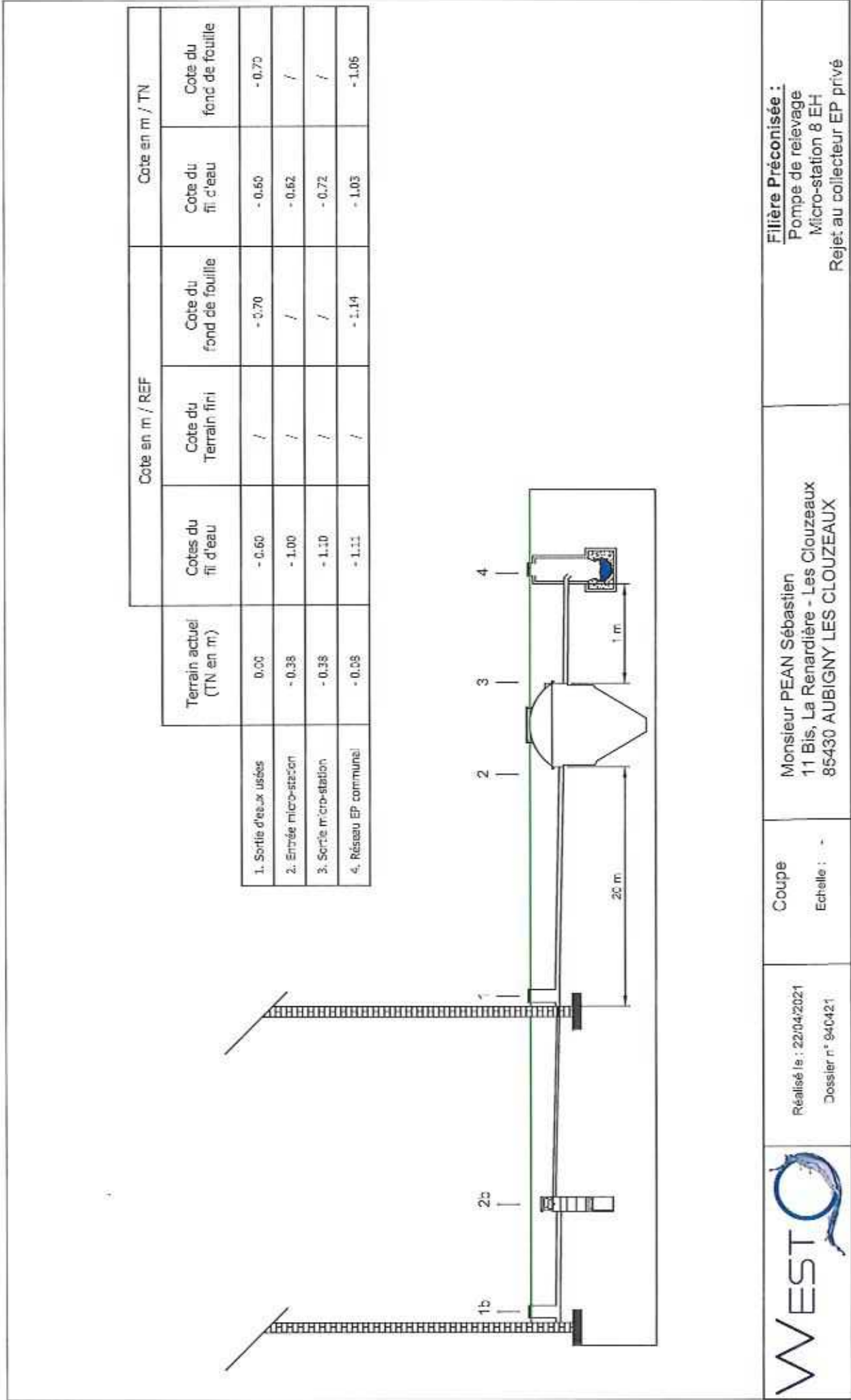
ou prévenir par
Tél : 02 51 05 55 48

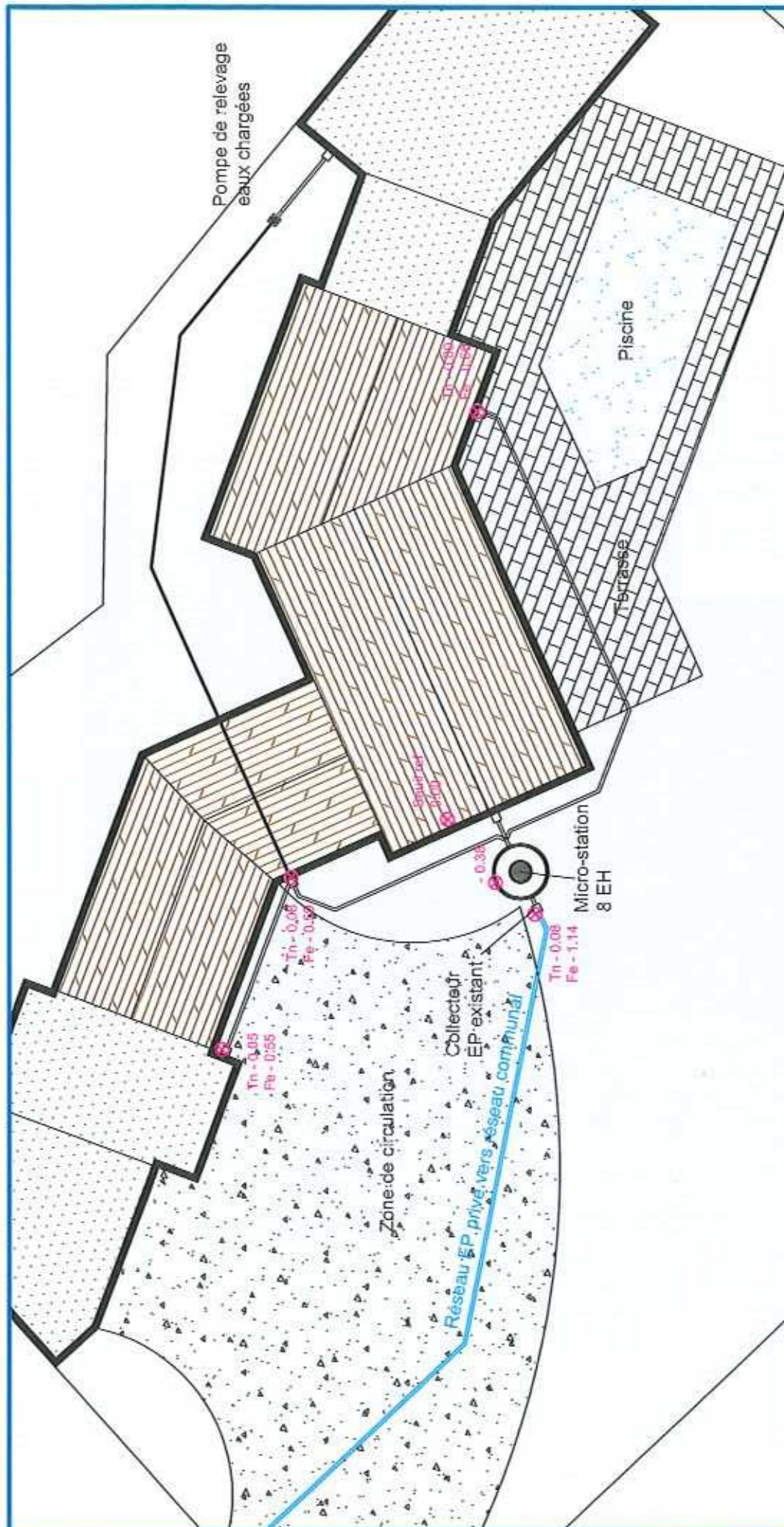
- Transmettre une copie du Procès-verbal de réception du chantier

Conformément à la réglementation et à la délibération du Conseil Communautaire du 20 octobre 2020, le contrôle de conception (contrôle de l'étude) est facturé 48€ et le contrôle de bonne exécution (contrôle des travaux) sera facturé au tarif en vigueur à la date du contrôle (tarif 2021 : 92 €).

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique pour la gestion du Service Public d'Assainissement Non Collectif de La Roche-sur-Yon Agglomération, au titre de l'article L2224-8 du code général des collectivités territoriales.

Conformément à la loi « Informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Pour exercer ce droit, veuillez vous adresser sur simple demande écrite à la Roche-sur-Yon Agglomération, 54 rue René Goscinny 85000 LA ROCHE SUR YON.





<p>WESTO</p>	<p>Réalisé le : 22/04/2021 Dossier n° 940421</p>	<p>Monsieur PEAN Sébastien 11 Bis, La Renardière - Les Clouzeaux 85430 AUBIGNY LES CLOUZEUX</p>	<p>Filière Préconisée : Pompe de relevage Micro-station 8 EH Rejet au collecteur EP privé</p>
<p>Plan de situation</p>	<p>Echelle : 1 / 200</p>	<p>Ventilation secondaire (à l'extérieur du bâtiment)</p>	<p>Sondages et/ou tests de perméabilité</p>
			<p>Altimétrie terrain</p>

Monsieur PEAN Sébastien

**11 Bis, La Renardière - Les Clouzeaux
85430 AUBIGNY-LES-CLOUZEUX**

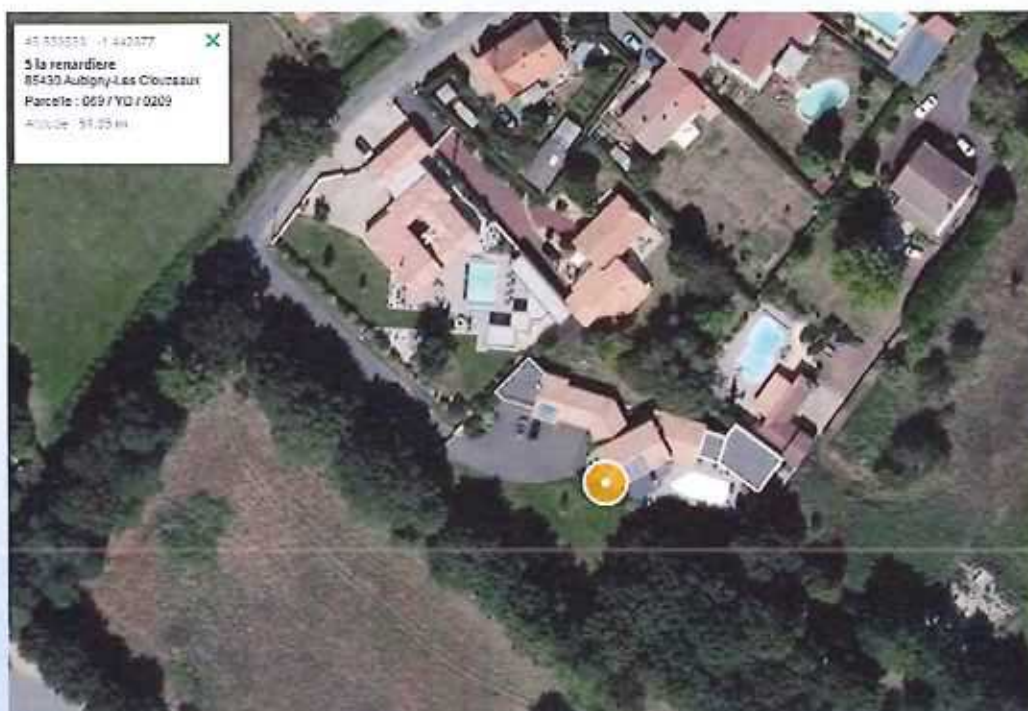
Section cadastrale 069 YD 209 - 3200 m²

SPANC DE LA ROCHE-SUR-YON-AGGLOMERATION

54 rue René Goscinny

85000 LA ROCHE-SUR-YON

TEL : 02 51 05 57 79 - MAIL : anc@larochesuryonagglomeration.fr



ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF • ÉTUDE PLUVIALE

Etude N°940421 - AVRIL 2021

contact@westo.fr - 02.32.44.94.11

www.westo.fr

De l'étude de sol au certificat de conformité



Sommaire

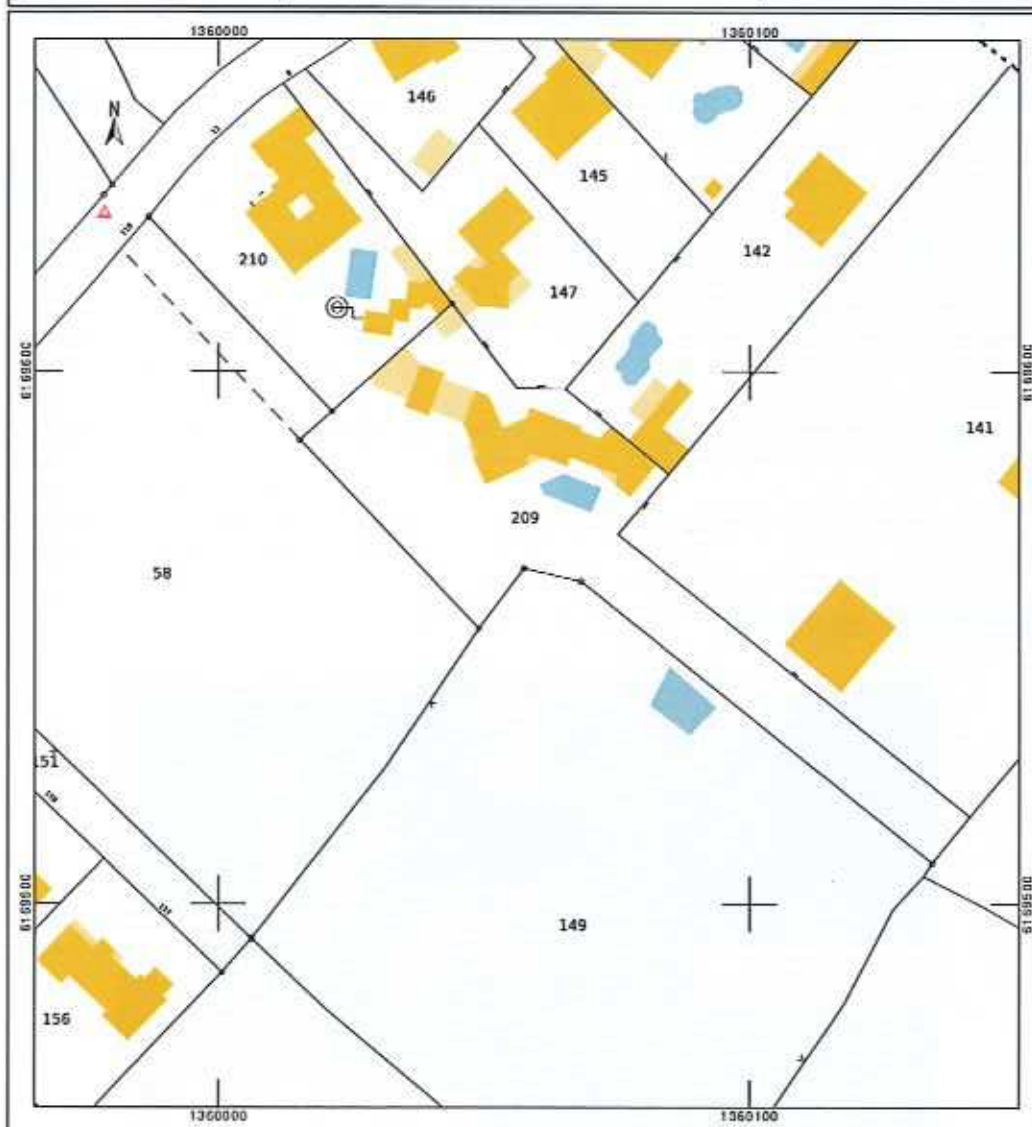
	SITUATION DU PROJET	3
I.	INFORMATIONS GENERALES	5
II.	CONTEXTE PARCELLAIRE ET SALUBRITE PUBLIQUE	6
III.	HYDROGEOLOGIE - PEDOLOGIE ET GEOLOGIE	6
IV.	SONDAGES	7
V.	PERMEABILITE DU SOL	7
VI.	LISTE EXHAUSTIVE DES FILIERES REGLEMENTAIRES	8
VII.	COMMENTAIRES LIÉS AU PROJET	9
VIII.	FILIERE PRECONNISEE	10
IX.	DOCUMENTATION	11
X.	ENTRETIEN	

PLAN & COUPE DE L'INSTALLATION PRÉCONISÉE

SITUATION DU PROJET



Département : VENDEE Commune : AUBIGNY LES CLOUZEUX	DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES ----- EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL -----	Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant : Pôle Topographique Gestion Cadastre VENDEE Cte Administrative TRAVOT Rue du 90ème RI 85020 85020 LA ROCHE SUR YON CEDEX tél. 02 51 45 12 39 - fax pldg.850-la-roche-sur- yon@dgi.fr finances.gouv.fr
Section : YD Feuille : 069 YD 01 Échelle d'origine : 1/2000 Échelle d'édition : 1/1000 Date d'édition : 27/05/2021 (fuseau horaire de Paris) Coordonnées en projection : RGF83CC47 ©2017 Ministère de l'Action et des Corps publics	Cet extrait de plan vous est délivré par : <div style="text-align: center;">cadastre.gouv.fr</div>	



I. INFORMATIONS GENERALES		
Intervention sur site - Technicien	22/04/2021	Cavelier Matthieu
Météo - Présence du Propriétaire	Ensoleillée	Présent
Section & Numéro de parcelle - Surface	069 YD 209	3200 m ²
Caractéristiques topologiques de la parcelle	51.8 m -NGF	Relativement plat
Type d'activité dans le quartier	Habitations & prairies	
Nature du terrain	Pelouse & arboré	
Type de construction - Type d'habitation	Misc aux Normes ANC	Principale
Nombre d'EH - Pièces Principales	8 EH	5 Chambres + 1 Salon/Salle à Manger + 1 Salon + 1 Salle à Manger
Nombre d'occupants - Consommation eau théorique	5 personnes	273 m ³ /an
Coordonnées du demandeur (le demandeur est le propriétaire et l'utilisateur de l'habitation)	PEAN Sébastien 11 Bis, La Renardière - Les Clouzeaux 85430 AUBIGNY LES CLOUZEUX	
Téléphone - Courrier électronique	06 10 21 68 68	s.pean@groupe-hfv.fr
Coordonnées du projet	PEAN Sébastien 11 Bis, La Renardière - Les Clouzeaux 85430 AUBIGNY-LES-CLOUZEUX	

Références liées au projet :



II. CONTEXTE PARCELLAIRE ET SALUBRITE PUBLIQUE

Contrainte d'accès à la parcelle	La parcelle ne présente pas de contraintes d'accès
Zone de protection de captage	Non
Axe de ruissellement - Zone protection cavités - Zone inondable	Non
Servitude	Non
Présence d'un captage privé à proximité	Non
Présence d'une source	Non
Proximité d'un puits non AEP	Non
Présence d'un exutoire	Réseau EP privé vers réseau communal
Présence d'un réseau de collectes eaux usées	Non
Alimentation eau potable	Oui

III. HYDROGEOLOGIE - PEDOLOGIE ET GEOLOGIE

Le climat de la région est de type tempéré et humide avec des vents dominants de secteur ouest. Le ruissellement est variable.

La rapidité de l'infiltration dépend de l'épaisseur, de la granulométrie et de la composition des formations superficielles.

CONTEXTE HYDROGEOLOGIQUE

Profondeur sondée	90 cm
Profondeur du substrat rocheux	> 2 m
Texture du sol	Argilo-Limoneux
Drainage du sol	Moyen
Hydromorphie	Non
Oxydation	Oui
Perméabilité	Médiocre

IV. SONDAGES

3 sondages ont été réalisés à l'aide d'une gouge.

Profondeur en cm	Description des horizons - Sondage 1
0 à 30 cm	Horizon argilo-limoneux brun clair, sol compact frais sans pierrosité, Pas d'oxydation ni hydromorphie
30 à 60 cm	Horizon argilo-limoneux brun clair à ocre, sol compact frais avec présence de schiste altéré, Présence d'oxydation, pas d'hydromorphie
60 à 90 cm	Horizon argileux ocre orangé, sol compact frais avec présence importante de schiste altéré, Présence d'oxydation, pas d'hydromorphie visible. Refus sur sol compact
Profondeur en cm	Description des horizons - Sondage 2
0 à 30 cm	Horizon argilo-limoneux brun clair, sol compact frais sans pierrosité, Pas d'oxydation ni hydromorphie
30 à 60 cm	Horizon argilo-limoneux brun clair à ocre, sol compact frais avec présence de schiste altéré, Présence d'oxydation, pas d'hydromorphie
60 à 90 cm	Horizon argileux ocre orangé, sol compact frais avec présence importante de schiste altéré, Présence d'oxydation, pas d'hydromorphie visible. Refus sur sol compact
Profondeur en cm	Description des horizons - Sondage 3
0 à 30 cm	Horizon argilo-limoneux brun clair, sol compact frais sans pierrosité, Pas d'oxydation ni hydromorphie
30 à 60 cm	Horizon argilo-limoneux brun clair à ocre, sol compact frais avec présence de schiste altéré, Présence d'oxydation, pas d'hydromorphie
60 à 90 cm	Horizon argileux ocre orangé, sol compact frais avec présence importante de schiste altéré, Présence d'oxydation, pas d'hydromorphie visible. Refus sur sol compact

V. PERMEABILITE DU SOL

Deux différentes mesures de perméabilités ont été réalisées sur site. Elles ont été faites avec saturation du sol à 30 et 60 cm pendant 1h30 et deux mesures de 10 minutes chacune

	K (mm/h) à 30 cm	K (mm/h) à 60 cm
Mesure du terrain	< 10 mm/h	< 10 mm/h

La perméabilité mesurée est considérée comme Médiocre sur l'ensemble de la zone d'étude

VI. LISTE EXHAUSTIVE DES FILIERES REGLEMENTAIRES

SYSTEMES PAR INFILTRATION

Tranchées d'épandage - le sol en place est utilisé comme système épurateur à faible profondeur et comme moyen dispersant, à la fois en fond de tranchée et latéralement - système prévu pour sol perméable

Tranchées en pente - pour sols perméables en pente de 5 à 10 %

Lit d'épandage à faible profondeur : Le lit d'épandage est mise en place dans des sols favorables à l'épuration et à la dispersion des eaux, mais à dominante sableuse, là où les tranchées s'écrouleraient.

Filtre à sable vertical non drainé Ce filtre est mis en place dans des sols ne permettant pas l'épuration des eaux, mais qui sont favorables à leur dispersion.

Tertre d'infiltration Le tertre d'infiltration est mis en place dans des sols peu perméables ou qui présente une nappe d'eau affleurante au terrain naturel (< à 1 m).

SYSTEMES PAR FILTRATION

Filtre à sable horizontal Ce filtre est mis en place dans des sols ne permettant pas l'épuration et la dispersion des eaux. Cette technique est peu utilisée en France. Toutefois, elle présente l'intérêt de pouvoir être utilisée avec un faible dénivelé (entrée / sortie : moins de 35 cm).

Filtre à sable vertical drainé Ce filtre est mis en place dans des sols ne permettant pas l'épuration et la dispersion des eaux. Cette technique nécessite la présence d'un exutoire pour les eaux traitées.

Autres filières possibles possédant un numéro d'agrément spécifique obligatoire au matériel et au dimensionnement précis installé – fonction de l'intermittence, de la surface disponible, de la remontée potentielle des eaux ou de nappe...

Filtres plantés de roseaux - Filtres à massif de zéolithe - Filtres compacts - Micro stations

VII. COMMENTAIRES LIÉS AU PROJET

Généralités

Opter pour la solution « épandage souterrain » nécessite les caractéristiques minimales suivantes :

- Un sol présentant une profondeur d'au moins 1 mètre sans horizons hydromorphes, rocheux compactant ou fracturés, une perméabilité supérieure à 15 mm/h, une nappe située à plus de 1,20 mètre, une pente de terrain inférieure à 10 %
- Dans la mesure où ces données minimales ne seraient pas réunies, d'autres principes de filière de traitement des eaux usées peuvent être proposés.

APTITUDE DE LA PARCELLE À L'ANC

Aptitude à la mise en place d'un système d'assainissement « classique », placé en sortie de fosse toutes eaux.	Inapte			
Identification des sorties eaux usées (réhabilitation)	Partiellement accessibles			
Nombre de sorties identifiées	4			
Profondeur des sorties identifiées en cm / TN	S 1	S 2	S 3	S 4
	-30	-40	-42	-60
Vidange comblement des ouvrages existants	Oui			
Tests en eau avant réception du chantier	A charge de l'entreprise réalisant les travaux			
Eaux Pluviales séparées de l'ANC	Oui			

Commentaires :

La parcelle présente une surface importante. Cependant le propriétaire souhaite limiter l'impact visuel et foncier du système de traitement.

Par conséquent une micro-station est préconisée. Les eaux usées traitées seront dirigées vers le réseau EP privé puis communal présent sur la parcelle.

Une pompe de relevage en sortie de micro-station pourra être nécessaire, les cotes de sorties d'eaux usées étant assez profondes.

Les ouvrages existants devront être vidangés et neutralisés

Cas des eaux pluviales :

Les eaux pluviales devront impérativement être séparées des eaux usées et seront dirigées vers un réseau spécifique indépendant ou stockées pour l'arrosage des jardins. Dans tous les cas, elles doivent disposer d'un exutoire indépendant au système de traitement prescrit

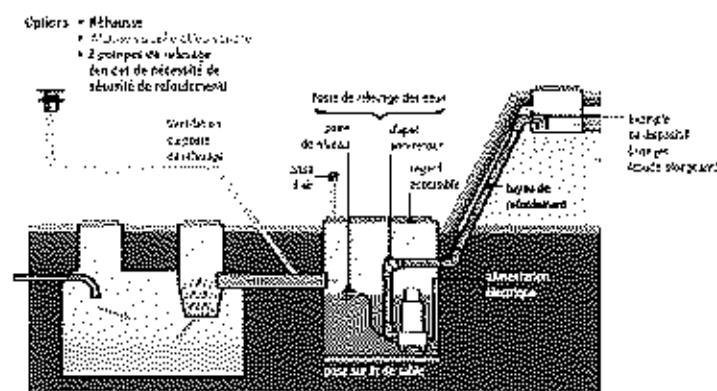
VIII. FILIERE PRECONNEE

L'entreprise responsable des travaux devra avoir une garantie décennale et s'assurer que la réalisation de ces derniers est conforme à l'étude présente et à la DTU 64.1 concernant l'assainissement non collectif.

TRAITEMENT		
Pompe Eaux Chargées	Oui	
Micro-Station	8 EH	
Bac dégraisseur	Facultatif	
Ancrage - Lestage béton	Oui	Selon le guide de pose fabricant
POMPE DE RELEVAGE		
Pompe de relevage en sortie de Micro-Station	Suivant sorties eaux usées	
Dimensionnement du poste	Sans objet	Sans objet
Ancrage - Lestage béton	Oui	Selon le guide de pose fabricant
Exutoire 1		
Type	Réseau Pluvial	
Nature	Privée puis communale	
Soumis à Autorisation	Oui	
Clapet Anti Retour sur Canalisation	Oui avant l'exutoire	

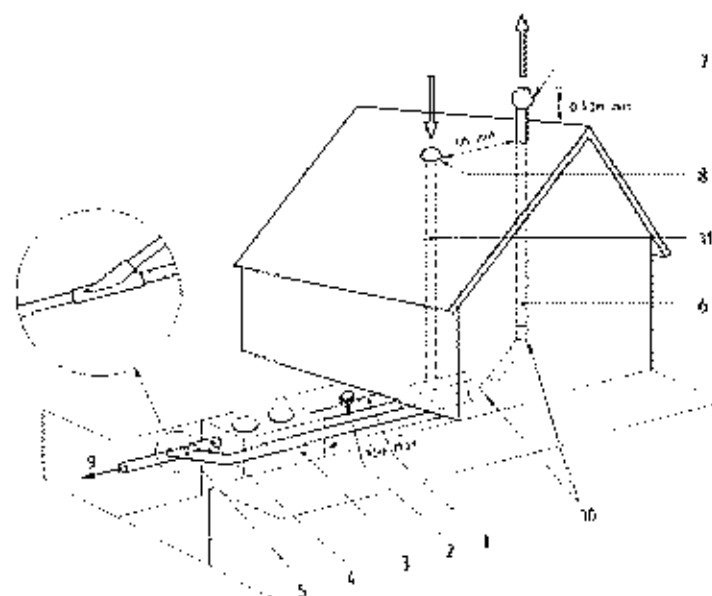
IX. DOCUMENTATION

Présence d'une pompe de relevage : Suivant sorties eaux usées



NF DTU 64.1 F1-1

— 22 —



Légende

- 1 Constitution d'amenée des eaux usées domestiques
- 2 Tô ou balle de franchement ou d'inspection
- 3 Fosse septique
- 4 Constitution d'écoulement des eaux traitées
- 5 Fiquage de ventilation haute
- 6 Tuyau d'aspiration, Ventilation haute
- 7 Dispositif d'extraction
- 8 Dispositif d'entrée d'air (ventilation primaire) par chapeaux de ventilation
- 9 Extraction des eaux usées septiques
- 10 Succession de deux canalisations à 45°
- 11 Colonne de ventilation générale raccordée à l'atmosphère des eaux usées domestiques

Figure 2 — Exemple de schéma de principe — Ventilation de la fosse septique

X. ENTRETIEN

Un bon entretien régulier est nécessaire afin de maintenir votre installation en bon état de fonctionnement le plus longtemps possible.

Tous les regards de contrôles doivent être accessibles Proscrire toute culture sur le site ainsi que le stockage de charges lourdes (ex : bois) au-dessus de la filière.

FILIERE AGREE	
Action	Fréquence
Vidange des boues et des flottants	Selon modèle
Selon les préconisations du fabricant, des contrats d'entretien spécifiques sont également proposés	
La vidange doit être réalisée par une entreprise agréée. Les matières évacuées doivent être acheminées dans un centre de traitement équipé à cet effet.	
Conserver les justificatifs de vidange qui vous seront demandés par la collectivité dans le cadre d'un contrôle de l'entretien.	
Il est important de remplir immédiatement la fosse en eau une fois la vidange terminée afin d'éviter toute remontée ou déformation de la fosse.	
BOITE DE REPARTITION	
Action	Fréquence
Vérification de la bonne répartition des eaux vers les tuyaux d'épandage	Tous les 6 mois
Enlèvement des dépôts si nécessaire (ne pas les repousser au jet d'eau, ce qui risquerait de colmater le système de traitement !)	
BOITE DE BOUCLAGE	
Action	Fréquence
Vérification de l'absence d'eau (une mise en charge indiquerait un éventuel colmatage)	Tous les 6 mois
BOITE DE COLLECTE	
Action	Fréquence
Vérification de l'absence de montée d'eau dans le regard (une mise en charge indiquerait une mauvaise évacuation des eaux vers l'exutoire)	Tous les 6 mois
Enlever des dépôts si nécessaire	
POSTE DE RELEVAGE	
Action	Fréquence
Vérification de son bon fonctionnement (poires de niveau, système d'alarme, clapet anti-retour,...). Nettoyage si nécessaire des parois et des poires de niveau.	Tous les 2 mois
Si le poste de relevage collecte des eaux usées brutes (en amont de la fosse toutes eaux), le vidanger en même temps que la fosse toutes eaux.	

RAPPORT ENTRETIEN ANC SERVICES Micro Station

Nom : hugo
Prénom : bringues
Date de réponse : 13/10/2022 10:16:13

RAPPORT ENTRETIEN MICRO STATION :

Date d'intervention : 13/10/2022

Heure début entretien : 09:39

TECHNICIEN : Bringues Hugo

MAIL : bringues@ancservices.fr

INFORMATION SOUSCRIPTEUR

Contact
Prénom : Sebastien
Nom : PEAN
Téléphone 1 : 0610216868
Email : s.pean@grope-hfv.fr

Adresse
Adresse : 11 bis la renardiere
Code postal : 85430
Ville : AUBIGNY LES CLOUZEUX
Pays :

Géolocalisation : [Latitude : 46.732895](#), [Longitude : -1.27402](#)

INFORMATIONS SUR LE DISPOSITIF

TYPE MICROSTATION : WPL DIAMONDS

N° de serie :

Date d'installation du dispositif : 04 10 2021

Installateur :

Date précédent entretien : 2021

Nombre reel d'habitant : 5

Habitudes de consommation : Normales

ACTIONS ET VERIFICATIONS

PHOTOS ARRIVEE :





Type de trapillons : Couverture PE

Type de fermeture : Serrure à clé

Etat des Couverture : Très Bon état

Etat des serrures : Très bon état

Nombre de rehausse : 1

Etat des Cuves : Bon état général

Decanteur primaire

DECANTEUR PRIMAIRE Niveau de boue : 60

Hauteur d'eau decanteur : 100

en % : 60.00

Hauteur couche de graisse en cm : 0

Date dernière vidange : 2021

Etat general du decanteur Primaire : Très bon état

Bassin d'oxygenation

Type de traitement : Culture Libre

Valeur Oxygene dissout bassin d'oxygenation : 5

Aération homogène : Oui

Etat general du Bassin d'oxygenation : Bon état

Clarificateur

Recirculation : Non

Etat du clarificateur : Présence de boues de surface

PHOTOS ENTRETIEN :









Electromecanique

Coffret : Oui

Tableau de Commande : Non

Automate : Non

Systeme d'oxygenation : Pompe a Air

Etat du dispositif d'oxygenation :

Etat filtre pompe à air : Bon Etat

Poste de relevage

Poste de relevage : Non Concerné

Type :

Etat :

Etat général de l'installation : 17

Observations et remarques

Observations et remarques : A priori il y aurait un programmeur sur la pompe à air il faut absolument le supprimer cela joue sur la teneur en boue de la micro station et donc sur sa fréquence de vidange

PHOTOS DEPART :



ETAT GENERAL DE L'INSTALLATION : 17

Fin d'intervention : 10:14

Signature Propriétaire :

Signature Technicien :

Etat des risques et pollutions

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et sols pollués
En application des articles L. 125-5, L. 125-6, L. 125-7 et L. 556-2 du Code de l'Environnement
et de l'article L. 121-22-5 du Code de l'Urbanisme



Réalisé en commande* par	Media Immo
Pour le compte de	SCP BRIANCEAU EMILLE MERCIER DE CASTELLAN THABARD
Numéro de dossier	1002387
Date de réalisation	15/03/2023
Localisation du bien	11 bis La Renardière 85430 AUBIGNY LES CLOUZEUX
Section cadastrale	YD 209
Altitude	51.83m
Données GPS	Latitude 46.639504 - Longitude -1.442369
Désignation du vendeur	M. et Mme PEAN
Désignation de l'acquéreur	Mme LANSIAUX

* Document réalisé sur commande par Media Immo qui en assume la pleine responsabilité. Ceci, sous couvert que les informations transmises par SCP BRIANCEAU EMILLE MERCIER DE CASTELLAN THABARD soient exactes.

EXPOSITION DE L'IMMEUBLE AU REGARD D'UN OU PLUSIEURS PLANS DE PRÉVENTION DE RISQUES				
Zonage réglementaire sur la sismicité : Zone 3 - Modérée		EXPOSÉ	-	
Commune à potentiel radon de niveau 3		EXPOSÉ	-	
Immeuble situé dans un Secteur d'information sur les sols		NON EXPOSÉ	-	
INFORMATIONS PORTÉES À CONNAISSANCE				
-	Mouvement de terrain Affaissements et effondrements	Informatif ⁽¹⁾	NON EXPOSÉ	-
-	Mouvement de terrain Argile (Loi ELAN)	Informatif ⁽¹⁾	NON EXPOSÉ	-

⁽¹⁾ À ce jour, ce risque n'est donné qu'à titre INFORMATIF et n'est pas retranscrit dans l'Imprimé Officiel.

SOMMAIRE

Synthèse de votre Etat des Risques et Pollutions
Imprimé Officiel (feuille rose/violette)
Arrêtés de Catastrophes Naturelles / Déclaration de sinistres indemnisés
Extrait Cadastral
Zonage réglementaire sur la Sismicité
Annexes : Cartographies des risques auxquelles l'immeuble n'est pas exposé
Annexes : Arrêtés

Etat des risques et pollutions

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et sols pollués
En application des articles L 125-5, L 125-6, L125-7 et L 556-2 du Code de l'Environnement
et de l'article L 121-22-5 du Code de l'Urbanisme

Attention ! Si/s n'impliquent pas d'obligation ou d'interdiction réglementaire particulière, les aléas connus ou prévisibles qui peuvent être signalés dans les divers documents d'information préventive et concerner la bien immobilier, ne sont pas mentionnés par cet état.

Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral

n° 19-DDTM85-642

du 10/12/2019

mis à jour le

Adresse de l'immeuble
11 bis La Renardière
85430 AUBIGNY LES CLOUZEUX

Cadastre
VD 209

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques naturels (PPRN)

- > L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR N
- prescrit ☐ anticipé ☐ approuvé ☐ date ☐ ¹ oui ☐ non ☒
- ¹ si oui, les risques naturels pris en compte sont liés à :
- Inondation ☐ crue torrentielle ☐ mouvements de terrain ☐ avalanches ☐ sécheresse / argile ☐
cyclone ☐ remontée de nappe ☐ feux de forêt ☐ séisme ☐ volcan ☐
- > L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRN
- ² si oui, les travaux prescrits ont été réalisés
- oui ☐ non ☒

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques miniers (PPRM)

- > L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR M
- prescrit ☐ anticipé ☐ approuvé ☐ date ☐ ³ oui ☐ non ☒
- ³ si oui, les risques miniers pris en compte sont liés à :
- mouvements de terrain ☐ autres ☐
- > L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRM
- ⁴ si oui, les travaux prescrits ont été réalisés
- oui ☐ non ☒

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques technologiques (PPRT)

- > L'immeuble est situé dans le périmètre d'étude d'un PPRT prescrit et non encore approuvé
- ⁵ si oui, les risques technologiques pris en considération dans l'arrêté de prescription sont liés à :
- effet toxique ☐ effet thermique ☐ effet de surpression ☐ projection ☐ risque industriel ☐
- > L'immeuble est situé dans le périmètre d'exposition aux risques d'un PPRT approuvé
- oui ☐ non ☒
- > L'immeuble est situé dans un secteur d'expropriation ou de délaissement
- oui ☐ non ☒
- > L'immeuble est situé en zone de prescription
- ⁶ Si la transaction concerne un logement, les travaux prescrits ont été réalisés
- oui ☐ non ☒
- ⁶ Si la transaction ne concerne pas un logement, l'information sur le type de risques auxquels l'immeuble est exposé ainsi que leur gravité, probabilité et cinétique, est jointe à l'acte de vente
- oui ☐ non ☒

Situation de l'immeuble au regard du zonage sismique réglementaire

- > L'immeuble est situé dans une commune de sismicité classée en
- zone 1 très faible ☐ zone 2 faible ☐ zone 3 modérée ☒ zone 4 moyenne ☐ zone 5 forte ☐

Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire à potentiel radon

- > L'immeuble se situe dans une commune à potentiel radon classée en niveau 3
- oui ☒ non ☐

Information relative à la pollution de sols

- > Le terrain se situe en secteurs d'information sur les sols (SIS)
- NC* ☐ oui ☐ non ☒
- * Non Communiqué (en cours d'élaboration par le représentant de l'Etat dans le département)

Situation de l'immeuble au regard d'une zone exposée au recul du trait de côte

- > L'immeuble est situé dans une zone exposée au recul du trait de côte
- NC* ☐ à l'horizon de 30 ans ☐ à un horizon entre 30 et 100 ans ☐ non ☒
- * Non Communiqué (en cours d'élaboration par le représentant de la commune)

Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe N/M/T**

- ** catastrophe naturelle, minière ou technologique
- > L'information est mentionnée dans l'acte de vente
- oui ☒ non ☐

Extraits des documents de référence joints au présent état et permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

Carte Sismicité

Vendeur - Acquéreur

Vendeur M. et Mme PEAN

Acquéreur Mme LANSIAUX

Date 15/03/2023

Fin de validité 15/09/2023

Cet état, à remplir par le vendeur ou le bailleur, est destiné à être en annexe d'un contrat de vente ou de location d'un immeuble.

L'édition et la diffusion de ce document implique l'acceptation des Conditions Générales de Vente, disponibles sur le site <https://www.nota-risques-urba.fr/>
© 2023 Meffe Immo. Siège social : 124 rue Louis Raulotin 91100 CORREIL, ESSONNES - RCS EVRY 750 675 613 - RCP GENERALI N°AP 559 256

Arrêtés de Catastrophes Naturelles / Déclaration de sinistres indemnisés

en application du chapitre IV de l'article L.125-5 du Code de l'environnement

Préfecture : Vendée
Adresse de l'immeuble : 11 bis La Renardière 85430 AUBIGNY LES CLOUZEUX
En date du : 15/03/2023

Sinistres indemnisés dans le cadre d'une reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle

Type de catastrophe	Date de début	Date de fin	Publication	JO	Indemnité
Inondations et coulées de boue	09/04/1983	10/04/1983	16/05/1983	18/05/1983	<input type="checkbox"/>
Mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse	01/08/1991	30/09/1992	06/12/1993	26/12/1993	<input type="checkbox"/>
Inondations et coulées de boue	03/12/1992	05/12/1992	23/06/1993	08/07/1993	<input type="checkbox"/>
Inondations et coulées de boue	11/06/1997	11/06/1997	12/03/1998	28/03/1998	<input type="checkbox"/>
Inondations et coulées de boue	29/09/1999	30/09/1999	07/02/2000	26/02/2000	<input type="checkbox"/>
Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999	<input type="checkbox"/>
Inondations et coulées de boue	25/07/2000	25/07/2000	25/10/2000	15/11/2000	<input type="checkbox"/>
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/07/2005	30/09/2005	20/02/2006	22/02/2006	<input type="checkbox"/>
Inondations, coulées de boue, mouvements de terrain et chocs mécaniques liés à l'action des vagues	27/02/2010	01/03/2010	01/03/2010	02/03/2010	<input type="checkbox"/>
Inondations et coulées de boue	28/05/2016	28/05/2016	16/09/2016	20/10/2016	<input type="checkbox"/>
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/01/2017	31/12/2017	18/09/2018	20/10/2018	<input type="checkbox"/>
Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/10/2018	31/12/2018	16/07/2019	09/08/2019	<input type="checkbox"/>
					<input type="checkbox"/>

Cochez les cases Indemnité si, à votre connaissance, l'immeuble a fait l'objet d'une indemnisation suite à des dommages consécutifs à chacun des événements.

Etabli le :

Signature / Cachet en cas de prestataire ou mandataire

Vendeur : M. et Mme PEAN

Acquéreur :

Pour en savoir plus, chacun peut consulter en préfecture ou en mairie, le dossier départemental sur les risques majeurs, le document d'information communal sur les risques majeurs.

Définition juridique d'une catastrophe naturelle :

Phénomène ou conjonction de phénomènes dont les effets sont particulièrement dommageables.

Cette définition est différente de celle de l'article 1er de la loi n°82-000 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles, qui indique : "sont considérés comme effets des catastrophes naturelles [...] les dommages matériels directs ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises". La catastrophe est ainsi indépendante du niveau des dommages causés. La notion "d'intensité anormale" et le caractère "naturel" d'un phénomène relèvent d'une décision interministérielle qui déclare "l'état de catastrophe naturelle".

Source : Guide Général PPR

Extrait Cadastral

Département : Vendée

Commune : AUBIGNY LES CLOUZEUX

Bases de données : IGN, Cadastre.gouv.fr

IMG REPERE

Parcelles : YD 209

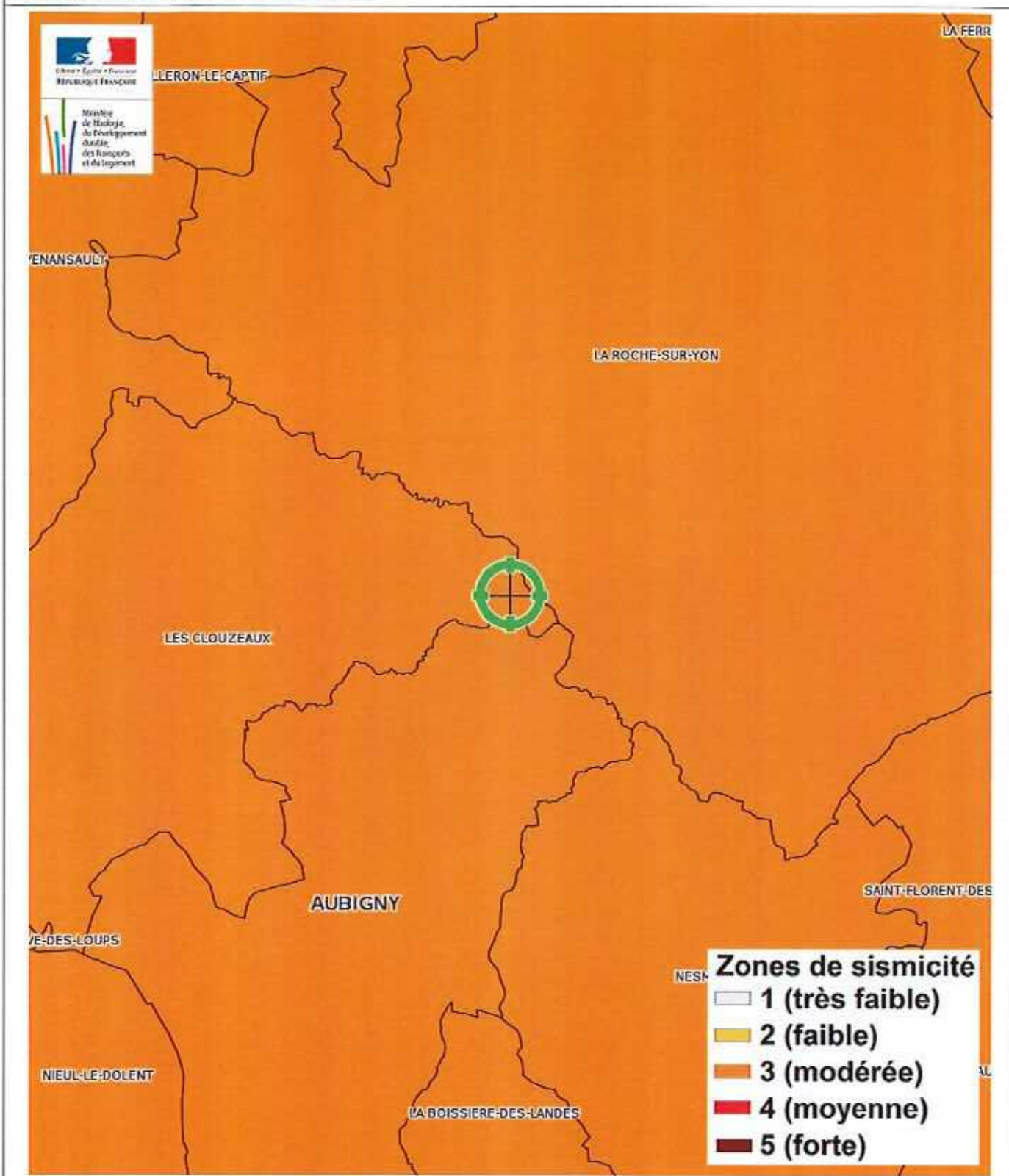


Zonage réglementaire sur la Sismicité

Département : Vendée

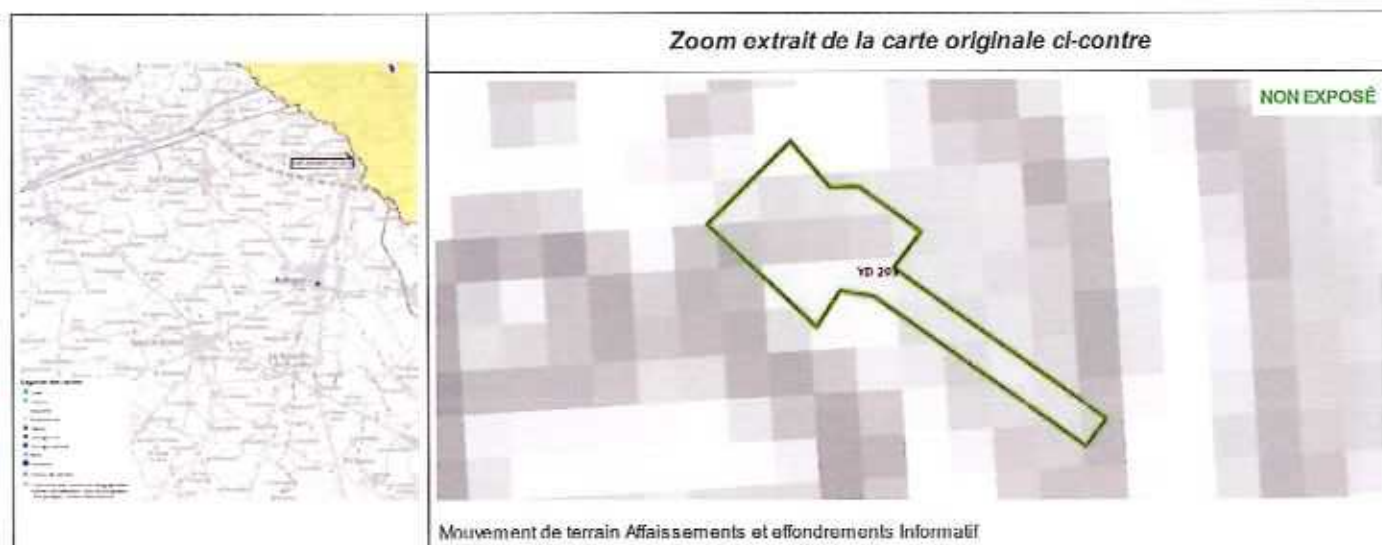
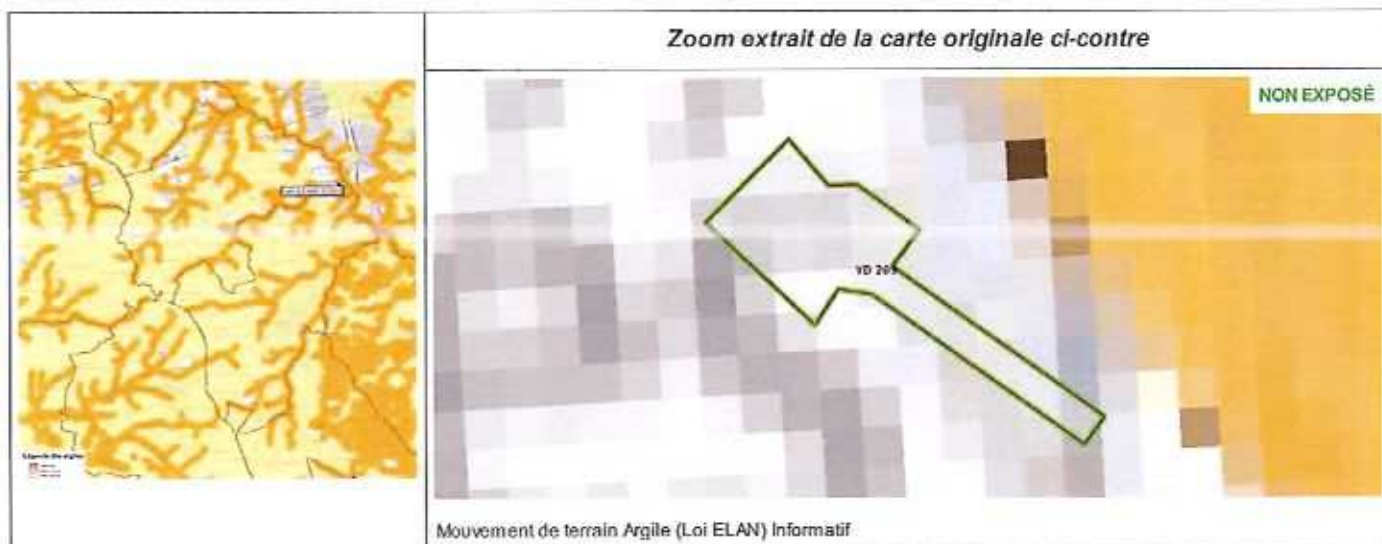
Commune : AUBIGNY LES CLOUZEUX

Zonage réglementaire sur la Sismicité : Zone 3 - Modérée



Annexes

Cartographies des risques auxquelles l'immeuble n'est pas exposé



Annexes

Fiche d'information Sismicité



Géorisques
Mieux connaître les risques sur le territoire

M'informer sur les séismes



Des séismes se produisent régulièrement en France, tant sur le territoire métropolitain que dans les départements d'outre-mer.

Si la majorité des séismes qui sont recensés en France sont relativement faibles, plusieurs tremblements de terre provoquant des dégâts aux constructions se sont produits ces dernières années, dont les plus marquants sont les séismes d'Annecy et Saint-Paul de Fenouillet en 1996, le séisme du Tell en 2019. Ce dernier a rappelé que le risque de voir des bâtiments endommagés, voire s'effondrer, à cause des tremblements de terre est bien réel.

En 1909 à Lambesc, et en 1967 à Arette, les séismes ont fait des victimes à cause de l'effondrement des maisons.

Des traces de séismes encore plus forts mais beaucoup plus anciens ont aussi été relevées par les géologues et par l'examen de documents historiques.

Aléa Sismique

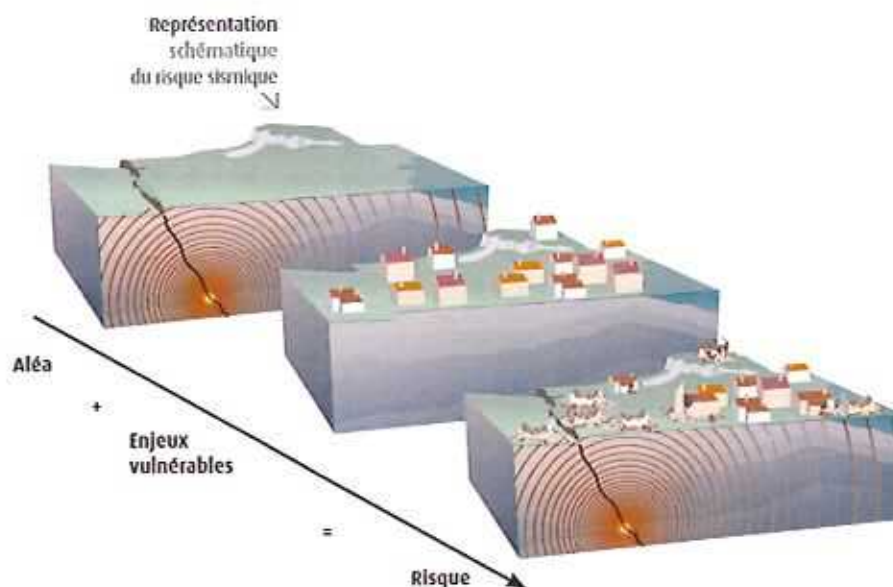
L'aléa sismique est la possibilité, pour un site donné, d'être exposé à des secousses telluriques de caractéristiques données (exprimées en général par des paramètres tels que l'accélération, l'intensité, le spectre de réponse...).

L'aléa sismique peut être évalué par une méthode déterministe ou probabiliste ; dans le premier cas, les caractéristiques sont celles d'un événement réel, éventuellement assorties d'une marge de sécurité (séisme le fort connu historiquement par exemple).

Dans l'approche probabiliste, l'ensemble des données permettant l'estimation de l'aléa sont examinées dans un cadre statistique, et l'aléa est alors exprimé comme une probabilité de dépasser un niveau fixé.

Annexes

Fiche d'information Sismicité



Evaluation de l'aléa

L'évaluation de l'aléa sismique doit prendre en compte l'ensemble des connaissances disponibles sur le phénomène et ses causes, sur la plus longue période de temps possible, car les séismes sont des événements peu fréquents en France.

L'occurrence d'un séisme à un endroit dépend à la fois de mécanismes régionaux (tectonique, géologie) à grande échelle, et de spécificités locales (relief configuration et nature du sol, sensibilité aux phénomènes induits).

L'aléa est donc usuellement découpé en une composante régionale et une spécificité locale.

Annexes

Fiche d'information Sismicité

Aléa régional

L'aléa régional recouvre la caractérisation de l'agression sismique au rocher affleurant en surface, résultant de l'activation de sources sismique et de la propagation des ondes de la source à la cible.

L'analyse de l'aléa régional nécessite deux étapes :

- L'identification des sources sismiques
- Le calcul du mouvement vibratoire en surface

L'identification des sources sismiques consiste à localiser les failles actives et à évaluer leur potentiel sismogénique en termes de magnitude ou d'intensité des séismes susceptibles d'être générés par ces failles, leur profondeur focale et leur récurrence. En se basant sur des données géologiques et sismiques, ce travail aboutit à la définition d'un zonage sismotectonique découpant la région considérée en zones homogènes dans lesquelles la probabilité d'occurrence d'un séisme de caractéristiques données est estimée équivalente en tout point ;

Concernant le calcul du mouvement vibratoire en surface par l'application d'une loi d'atténuation aux sources potentielles identifiées dans le zonage sismotectonique, on distingue principalement deux approches d'évaluation d'aléa régional :

- L'approche déterministe dans laquelle le mouvement du sol est estimé à partir d'un séisme de référence, de caractéristiques connues. Ce séisme de référence correspond à un séisme dont l'occurrence est avérée par les données historiques (témoignages) ou instrumentales (enregistrement des stations) ;
- L'approche probabiliste consiste à calculer en tout point du territoire le niveau d'accélération du sol susceptible d'être atteint ou dépassé pour une période de temps donnée, en tenant compte de l'ensemble des données disponibles, historiques ou instrumentales, en y associant des lois de récurrence.

Aléa local

L'évaluation de l'aléa local permet de prendre en compte les modifications de la vibration sismique par les conditions géologiques et topographiques locales, les effets de site.

Elle permet également de définir des zones dans lesquelles des effets induits (mouvements de terrain, liquéfaction des sols) sont susceptibles d'être provoqués par un séisme.

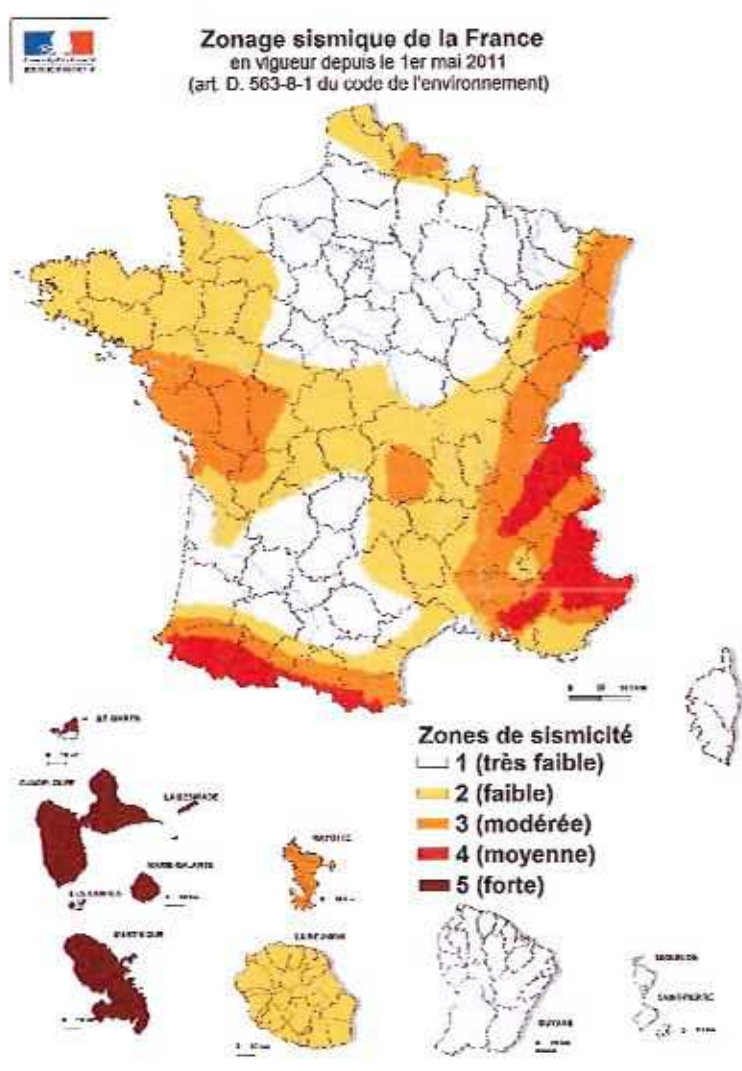
À l'échelle d'une commune, ce travail permet d'aboutir à un micro-zonage sismique, délimitant les zones dans lesquelles les amplifications du mouvement du sol sont identiques.

Annexes

Fiche d'information Sismicité

Carte du zonage réglementaire

La sismicité ne se répartit pas de manière uniforme sur le territoire, en conséquence, les dispositions à prendre en compte pour construire peuvent varier en fonction des régions. La réglementation s'appuie en France sur une carte de l'aléa sismique réalisée à l'échelle nationale. Elle est traduite au niveau réglementaire par un zonage sismique, qui donne pour chaque commune son niveau d'exposition.



Annexes

Fiche d'information Sismicité

Ce zonage, et les niveaux d'accélération du sol qui en découlent pour la conception des ouvrages, concernent les bâtiments et ouvrages construits pour accueillir des occupants, pour remplir des fonctions socio-économiques ou qui sont utilisés en cas de crise. Les bâtiments à « risque normal » sont classés par catégories d'importance dont le croisement avec la zone de sismicité dans laquelle ils se trouvent déterminent les dispositions parasismiques à respecter.

Les progrès scientifiques en matière d'évaluation de l'aléa sismique, ainsi que l'évolution des normes de construction parasismique à l'échelle européenne (Eurocode 8), ont conduit à une révision de ce zonage et à l'harmonisation des normes à l'échelle européenne. Le zonage repose sur une évaluation dite probabiliste de l'aléa sismique. Elle consiste à estimer le mouvement sismique susceptible d'être atteint ou dépassé en fonction d'une probabilité fixée pendant une période de temps donnée.

Le nouveau zonage sismique de la France pour le bâti dit à « risque normal » est entré en vigueur avec l'arrêté du 22 octobre 2010 « relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite à risque normal » et aux décrets n°2010-1254 relatif à la prévention du risque sismique et n°2010-1255 portant sur la délimitation des zones de sismicité du territoire français. Ce zonage découpe le territoire français en 5 zones de sismicité (très faible, faible, modérée, moyenne, forte). Dans les zones 2 à 5, les règles de construction parasismique sont applicables aux bâtiments et ponts « à risque normal ». Cela concerne environ 21 000 communes.

En complément, les arrêtés du 24 janvier 2011 et du 15 février 2018 fixent les règles parasismiques applicables à certaines installations classées en se fondant sur ce nouveau zonage sismique de la France. Les installations nucléaires relèvent une réglementation spécifique appelée RFS 2001-01.

Cartes du microzonage des Antilles

Cette partie s'adresse aux professionnels du dimensionnement des constructions et ouvrages (bureaux d'étude, ingénieur structure, etc ...)

Un microzonage sismique constitue un outil d'aide à la prise en compte du risque sismique dans l'aménagement du territoire et la construction. Cette étude locale vient en complément de la réglementation parasismique nationale. L'objet de l'étude est de cartographier les zones de réponses sismiques homogène, permettant de dimensionner au mieux les ouvrages en tenant compte de l'aléa sismique local.

L'arrêté du 22 octobre 2010 a été modifié pour permettre l'utilisation des résultats des microzonages sismiques pour dimensionner les constructions sur les communes et collectivités suivantes :

- Pour la Guadeloupe : Lamentin, Petit-Bourg, Goyave, Capesterre Belle-Eau, Trois-Rivières, Abymes, Morne à l'Eau, Gosier, Sainte-Anne, Saint-François, Le Moule ;
- Pour la Martinique : Rivière-salée, Trois-Ilets, Le François, Trinité, Vaudin, Robert ;
- La collectivité d'outre-mer de Saint-Martin.

Les cartographies du microzonage sismique ainsi que les paramètres du spectre de réponse élastique par zone lithologique sont disponibles via le lien ci-dessous :

<https://www.georisques.gouv.fr/articles-risques/seismes/alea-et-risque-sismique>

Annexes

Fiche d'information Radon

Information des acquéreurs et des locataires sur le risque radon



Exemple de la carte des zones à potentiel radon des sols pour la France métropolitaine

Le potentiel radon des sols de la commune est significatif (zone 3)

Qu'est-ce que le radon ?

Le radon est un gaz radioactif naturel inodore, incolore et inerte chimiquement. Il est issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents dans le sol et les roches.

Le radon est présent partout : dans l'air, le sol, l'eau avec une concentration très variable d'un lieu à l'autre suivant de nombreux facteurs : pression, température, porosité, ventilation...

Dans l'air extérieur, le radon se dilue rapidement et sa concentration moyenne reste généralement très faible. Par contre, dans les espaces clos comme les bâtiments, il peut s'accumuler et atteindre parfois des concentrations élevées.

Les zones les plus concernées par des niveaux élevés de radon dans les bâtiments sont celles ayant des formations géologiques naturellement riches en uranium (sous-sols granitiques et volcaniques).

La concentration en radon se mesure en becquerel par mètre cube d'air (Bq/m³) et le niveau moyen de radon dans l'habitat français est inférieur à 100 Bq/m³. Il existe néanmoins d'importantes disparités liées aux caractéristiques du sol, mais aussi du bâtiment et de sa ventilation. La concentration varie également selon les habitudes de ses occupants en matière d'aération et de chauffage.

Quel est le risque pour la santé ?

Le radon est classé comme cancérigène certain pour le poumon depuis 1987 (Centre international de recherche sur le cancer de l'OMS). En effet, le radon crée, en se désintégrant, des descendants solides radioactifs (polonium, bismuth, plomb) qui peuvent se fixer sur les aérosols de l'air et, une fois inhalés, se déposer le long des voies respiratoires en provoquant leur irradiation.

À long terme, l'inhalation du radon conduit à augmenter le risque de développer un cancer du poumon. Cette augmentation est proportionnelle à l'exposition cumulée tout au long de sa vie.

En France, le radon est la seconde cause de cancer du poumon, après le tabac, et on estime qu'environ 3000 décès par an lui sont imputables. Qui plus est, pour une même exposition au radon, le risque de développer un cancer du poumon est environ 20 fois plus élevé pour un fumeur que pour un non-fumeur.

Annexes

Fiche d'information Radon

Comment connaître l'exposition au radon dans son habitation ?

Le seul moyen de connaître son niveau d'exposition au radon est de le mesurer grâce à des détecteurs (dosimètres radon) pendant au moins de 2 mois en période de chauffe (mi-septembre à fin avril) dans les pièces aux niveaux les plus bas occupés (séjour et chambre de préférence). En effet, le radon provenant principalement des sols sous les bâtiments, les expositions les plus élevées se situent généralement dans les lieux de vie les plus proches du sol.

Les détecteurs sont commercialisés et analysés par des laboratoires spécialisés (renseignements disponibles sur les sites internet mentionnés dans les contacts utiles ci-dessous). Des détecteurs peuvent également être mis à disposition ponctuellement lors de campagnes de prévention (renseignements auprès de sa commune, de l'Agence Régionale de Santé (ARS) ou de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL)).

Il est recommandé d'avoir un niveau de radon dans son logement inférieur au niveau de référence fixé à 300 Bq/m³, et plus généralement, le plus bas raisonnablement possible.

Comment réduire l'exposition au radon dans son habitation ?

Des solutions techniques existent pour réduire la concentration en radon dans son habitation :

- ✓ Aérer quotidiennement son domicile par l'ouverture des fenêtres au moins 10 minutes par jour ;
- ✓ Ne pas obstruer les entrées et les sorties d'air, quand elles existent, et les nettoyer régulièrement ;
- ✓ Veiller à l'entretien régulier du système de ventilation, quand il existe, et à changer les filtres régulièrement.

Les travaux d'aménagement suivants permettent également de réduire la concentration en radon dans son habitation :

- ✓ Assurer l'étanchéité de l'interface entre le bâtiment et le sol vis-à-vis du passage du radon (fissures, joints soultur, passages des réseaux) ;
- ✓ Améliorer, rétablir ou mettre en œuvre une ventilation naturelle ou mécanique dans le soubassement de son domicile.

Les solutions techniques sont à choisir et à adapter à son bâtiment. Aussi, il est conseillé de faire appel à des professionnels du bâtiment qui pourront réaliser un diagnostic de la situation et aider à choisir les solutions les plus adaptées. Une fois ces solutions mises en œuvre, il est recommandé de vérifier leur efficacité en réalisant de nouvelles mesures de radon.

Le potentiel radon des sols

Le potentiel radon des sols représente la capacité du sol à émettre du radon. Il prend en compte la richesse en uranium et radium présents dans les roches du sous-sol, la porosité du sol ainsi que plusieurs facteurs géologiques particuliers pouvant favoriser la remontée du radon vers la surface comme les failles, les cavités souterraines, les zones minières...

Il ne permet pas de connaître la concentration dans son habitation et donc son exposition réelle au radon qui dépend aussi de la qualité de la construction et de son mode de vie. Il permet toutefois d'émettre certaines recommandations selon son intensité.

Recommandations pour une commune à potentiel radon significatif (zone 3)

Il est recommandé de procéder au mesurage du radon dans son logement dans des pièces aux niveaux les plus bas occupés. Le nombre de détecteurs à placer dépend de la surface du bâtiment, avec a minima deux détecteurs à positionner de préférence dans le séjour et une chambre.

Si les résultats sont inférieurs au niveau de référence de 300 Bq/m³, aucune action particulière n'apparaît aujourd'hui nécessaire, à l'exception des bonnes pratiques en termes de qualité de l'air intérieur de son logement (aération quotidienne de son logement par ouverture des fenêtres au moins dix minutes par jour, pas d'obstruction des systèmes de ventilation...).

Si les résultats dépassent légèrement le niveau de référence, il est recommandé de mettre en œuvre des solutions techniques pour réduire l'exposition au radon dans son habitation. De nouvelles mesures sont à réaliser à l'issue de la réalisation des travaux pour vérifier leur efficacité.

Si les résultats dépassent fortement le niveau de référence (> 1000 Bq/m³), il est fortement recommandé de mettre en œuvre des solutions techniques pour réduire l'exposition au radon dans son habitation. Les solutions sont à choisir et à adapter au bâtiment. Aussi, il est conseillé de faire appel à des professionnels du bâtiment qui pourront réaliser un diagnostic de la situation et aider à choisir les solutions les plus adaptées. Ces solutions peuvent être mises en œuvre progressivement en fonction des difficultés de réalisation ou de leur coût. À l'issue des travaux, il convient de réaliser de nouvelles mesures de radon pour vérifier leur efficacité.

Quel que soit le niveau de radon mesuré dans son logement, si des travaux de rénovation énergétique sont engagés (changement des fenêtres...), il convient de s'assurer du maintien d'un taux de renouvellement de l'air suffisant et d'aérer quotidiennement son logement par ouverture des fenêtres au moins dix minutes par jour. De nouvelles mesures de radon sont également conseillées pour connaître l'évolution de sa situation.

Pour en savoir plus – contacts utiles

Ministère de la transition écologique et solidaire : www.georisques.gouv.fr
Ministère des solidarités et de la santé : www.solidarites-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/batiments/article/radon
Ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales : www.cohesion-territoires.gouv.fr/radon

Au niveau régional :

ARS (santé, environnement) : www.ars.sante.fr
DREAL (logement) : www.developpement-durable.gouv.fr/Liste-des-21-DREAL

Informations sur le radon :

Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (risque, mesure) : www.irsn.fr/radon
Centre scientifique et technique du bâtiment (solutions techniques) : extranet.cstb.fr/sites/radon/

Ministère de la transition écologique et solidaire juillet 2018 article L.125-5 du Code l'environnement

Annexes

Arrêts



PRÉFET DE LA VENDÉE

ARRETE PREFECTORAL N° 19-DDTM85-642 RELATIF A L'ÉTAT DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES MAJEURS DE BIENS IMMOBILIERS SITUÉS SUR LA COMMUNE D'AUBIGNY-LES-CLOUZEUX

Le Préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;

VU le code de l'environnement et ses articles L125-2 à L125-7, L562-2, L563-1, R125-10, R125-23 à R125-27 et R563-1 à R563-8 ;

VU le code de la santé publique et ses articles L1333-2 et R1333-29 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L271-4 et L271-5 ;

VU le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n°2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique ;

VU le décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français et modifié par le décret n°2015-5 du 6 janvier 2015 ;

VU l'arrêté interministériel du 27 juin 2018 portant délimitation des zones à potentiel radon du territoire français ;

VU l'arrêté ministériel du 13 juillet 2018 modifiant l'arrêté du 13 octobre 2005 portant définition du modèle d'imprimé pour l'établissement de l'état des risques naturels et technologiques ;

VU l'arrêté préfectoral n°18-DDTM85-640 du 15 octobre 2018 actualisant la liste des communes de Vendée pour lesquelles l'information des acquéreurs locataires de biens immobiliers est due au seul risque sismique dont la commune d'AUBIGNY-LES-CLOUZEUX ;

Considérant que l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs doit faire l'objet d'une mise à jour suite à la publication au journal officiel de la république Française de l'arrêté interministériel du 27 juin 2018 portant délimitation des zones à potentiel radon du territoire français ;

DDTM85, 19 rue de Montreuil BP 60827 - 85021 La Roche-sur-Yon Cedex 9 - Tél : 02 51 84 51 31 - Télécopie : 02 51 05 37 63
Ouverture au public : du lundi au vendredi, de 9h30 à 12h30 et de 14h30 à 16h30 - Site Internet : www.vendee.gouv.fr

Annexes

Arrêtés

ARRÊTE

ARTICLE 1 : L'arrêté préfectoral n° 18-DDTM85-640 du 15 octobre 2018 est abrogé et remplacé, en toutes ses dispositions, par le présent arrêté.

ARTICLE 2 :

La commune d'AUBIGNY-LES-CLOUZEUX est concernée par les risques suivants :

POSTE	NOM	PPR NATUREL PRISCRIT	PPR NATUREL APPROUVÉ	PPR NATUREL PRISCRIT POUR MODIFICATION DU RÈGLEMENT	PPR TECHNOLOGIQUE PRISCRIT	PPR TECHNOLOGIQUE APPROUVÉ	ZONES DE SENSIBILITÉ	ZONAGE POTENTIEL RADON	SICHERES D'INFORMATION SUR LES SOLS
8500	AUBIGNY-LES-CLOUZEUX						3 (Modèle)	Catégorie 3	

Les éléments nécessaires à l'élaboration de l'état des risques pour l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers situés sur la commune sont consignés dans le dossier communal d'information annexé au présent arrêté.

Ce dossier communal d'information comprend :

- la liste des arrêtés portant ou ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique sur le territoire de la commune ;
- la fiche communale d'information risques et pollution relative aux aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et sols pollués ;
- la fiche descriptive sur le risque sismique ;
- la fiche descriptive sur le risque radon ;

Le dossier communal d'information est librement consultable en Préfecture (www.vendee.pref.gouv.fr/ia), Sous-Préfecture et Mairie concernée.

ARTICLE 3 :

Ces informations sont mises à jour au regard des conditions entraînant l'obligation d'annexer un état des risques naturels et technologiques en application du Code de l'Environnement (article L125-5).

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera notifié au maire d'AUBIGNY-LES-CLOUZEUX et au président de la chambre départementale et des notaires.

Cet arrêté fera l'objet d'un affichage en mairie durant une période minimale d'un mois et fera l'objet d'une mention au Recueil des Actes Administratifs (RAA) de la préfecture de Vendée.

ARTICLE 5 :

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet du préfet, les chefs de service régionaux et départementaux et le maire de la commune d'AUBIGNY-LES-CLOUZEUX sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département.

ARTICLE 6 :

Le présent acte peut être contesté :

– par recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la décision considérée, le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emportant décision implicite de rejet qui peut

DDTM 85, 19 rue de Montaigne BP 60827 - 85021 La Roche-sur-Yon Cedex 9 - Tél : 02 51 81 32 32 - Télécopie : 02 51 05 57 03
Ouverture au public : du lundi au vendredi, de 08h00 à 12h00 et de 13h30 à 16h30 - Site Internet : www.vendee.gouv.fr

Annexes

Arrêtés

elle-même être déférée au tribunal administratif de Nantes compétent dans un délai de deux mois ;

– par recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nantes, compétent dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la décision considérée, le délai de recours gracieux étant interruptif du délai de recours contentieux.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 10 DEC. 2019

Le Préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
de la Préfecture de la Vendée

François-Claude PLAISANT

Annexes

Arrêts



PRÉFET DE LA VENDÉE

ARRETE PREFECTORAL N° 19-DDTM85-540 RELATIF A L'INFORMATION SUR LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES MAJEURS DEVANT ÊTRE DÉLIVRÉE AUX ACQUÉREURS ET LOCATAIRES DE BIENS IMMOBILIERS DANS LE DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE

Le Préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages ;

VU le code de l'environnement et ses articles L125-2 à L125-7, L562-2, L563-1, R125-10, R125-23 à R125-27 et R563-1 à R563-8 ;

VU le code de la santé publique et ses articles L1333-2 et R1333-29 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L271-4 et L271-5 ;

VU le décret n°2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n°2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique ;

VU le décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français et modifié par le décret n°2015-5 du 6 janvier 2015 ;

VU l'arrêté interministériel du 27 juin 2018 portant délimitation des zones à potentiel radon du territoire français ;

VU l'arrêté du ministère des solidarités et de la santé du 20 février 2019 relatif aux informations et aux recommandations sanitaires à diffuser à la population en vue de prévenir les effets d'une exposition au radon dans les immeubles bâtis ;

VU l'arrêté ministériel du 13 juillet 2018 modifiant l'arrêté du 13 octobre 2005 portant définition du modèle d'imprimé pour l'établissement de l'état des risques naturels et technologiques ;

Considérant que l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs doit faire l'objet d'une mise à jour suite à la publication au journal officiel de la république Française de l'arrêté interministériel du 27 juin 2018 portant délimitation des zones à potentiel radon du territoire français ;

Sur proposition du directeur département des territoires et de la mer du département de la Vendée ;

01013485, 19 rue de Mantes-sur-Seine 92100 92101 La Roche-sur-Yon Cedex 9 - Tél : 02 51 44 51 32 - Télécopie : 02 51 03 52 64
Direction départementale des territoires et de la mer de la Vendée, de 09h00 à 12h00 et de 17h00 à 18h30 - Site Internet : www.vendee.gouv.fr

Annexes

Arrêtés

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

L'arrêté préfectoral du N° 18-DIYTM85-639 actualisant la liste des communes où l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs doit être délivrée aux acquéreurs et locataires de biens immobiliers est abrogé et remplacé, en toutes ses dispositions, par le présent arrêté ;

ARTICLE 2 :

L'arrêté préfectoral du N° 18-DIYTM85-640 actualisant la liste des communes de Vendée pour lesquelles l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers est due au seul risque sismique est abrogé et remplacé, en toutes ses dispositions, par le présent arrêté ;

ARTICLE 3 :

Au terme des articles L125-5, L125-6 et L125-7 et R125-23 à 27 du code de l'environnement, les acquéreurs ou locataires de biens immobiliers, de toute nature, doivent être informés par le vendeur ou le bailleur, qu'il s'agisse ou non d'un professionnel de l'immobilier, des risques et des pollutions auxquels ce bien est exposé.

Un « état des risques et pollutions » relatif aux aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon, et pollution, fondé sur les informations transmises par le préfet de la Vendée, doit être annexé de tout type de contrat de location écrit, de la réservation pour une vente en l'état futur d'achèvement, de la promesse de vente ou de l'acte réalisant ou constatant la vente.

Cette obligation d'information s'applique dans chacune des communes listées en annexe 1 du présent arrêté pour les biens immobiliers situés :

- ✕ dans le périmètre d'exposition aux risques, délimité par un plan de prévention des risques technologiques approuvé (R125-23 du C.E) ;
- ✕ dans une zone exposée aux risques, délimité par un plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé ou dont certaines dispositions ont été rendues immédiatement opposables en application de l'article L562-2-I du code de l'environnement et (R125-23 du C.E) ;
- ✕ dans le périmètre mis à l'étude dans le cadre de l'élaboration d'un plan de prévention des naturels prévisibles prescrit (R125-23 du C.E) ;
- ✕ dans la zone de sismicité instituée pour la totalité du territoire de l'ensemble des communes de la Vendée par l'article R563-4 et D563-8-1 du code de l'environnement (R125-23 du C.E) ;
- ✕ dans un secteur d'information sur les sols (R125-23 du C.E) ;
- ✕ dans une commune à potentiel radon de catégorie 1, 2 et 3 (R125-23 du C.E).

Annexes

Arrêts

ARTICLE 4 :

L'obligation d'information prévue au paragraphe IV de l'article L125-5 du code de l'environnement s'applique pour l'ensemble des arrêtés portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique. Cette information est disponible dans les arrêtés préfectoraux relatifs à l'état des risques naturels et technologiques majeurs de biens immobiliers concernant chaque commune du département de la Vendée ;

ARTICLE 5 :

Les éléments nécessaires à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sont consignés dans un dossier communal d'information consultable librement en mairie des communes concernées, ainsi qu'à la Préfecture de la Vendée et dans les sous-préfectures du département où est situé le bien mis en vente ou en location. Ils sont directement consultables sur le site internet des services de l'État en Vendée au lien suivant : <http://www.vendee.gouv.fr/informations-acquereurs-locataire-ial-r255.html>

ARTICLE 6 :

Les documents listés ci-après sont mis à jour pour chaque arrêté préfectoral relatif à l'état des risques naturels et technologiques majeurs de biens immobiliers des communes du département de la Vendée, si la situation de celles-ci au regard des conditions mentionnées à l'article L125-5 du code de l'environnement venait à évoluer :

- la liste des communes pour lesquelles s'appliquent les obligations citées en articles 3 et 4,
- la liste des arrêtés de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle et technologique,
- les dossiers communaux d'information

ARTICLE 7 :

Le présent arrêté et son annexe seront notifiés aux maires des communes, au président de la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté avec la liste des communes annexée sera affiché aux mairies des communes concernées pendant un mois et fera l'objet d'une mention au Recueil des Actes Administratifs (RAA) de la préfecture de Vendée.

Il sera également accessible sur le site internet des services de l'État en Vendée (www.vendee.gouv.fr/ial).

ARTICLE 8 :

Le présent acte peut être contesté :

- par recours gracieux auprès de l'auteur de l'acte dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la décision considérée, le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emportant décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif de Nantes compétent dans un délai de deux mois ;

Annexes

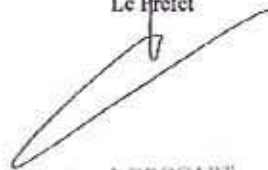
Arrêtés

- par recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nantes, compétent dans les deux mois suivant la notification ou la publication de la décision considérée, le délai de recours gracieux étant interruptif du délai de recours contentieux.

ARTICLE 9 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur de cabinet du préfet, les sous-préfets d'arrondissements, les chefs de service régionaux et départementaux et les maires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département de la Vendée.

Fait à la Roche sur Yon, le 05 DEC. 2019

Le Préfet



Benoît BROCARD

Annexes

Arrêts

**ANNEXE I A L'ARRETE PREFECTORAL N° 19-DDTM85-540
ACTUALISANT LA LISTE DES COMMUNES OU
L'INFORMATION SUR LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES MAJEURS
DOIT ETRE DELIVREE AUX ACQUEREURS ET LOCATAIRES DE BIENS IMMOBILIERS**

**LISTE DES COMMUNES DE VENDEE OU S'APPLIQUE L'OBLIGATION D'ANNEXER UN ETAT
DES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES A TOUT CONTRAT DE VENTE OU DE
LOCATION**

INSEE	NOM	INSEE	NOM	INSEE	NOM	INSEE	NOM
85001	L'AIGUILLON-SUR-MER	85018	BEAULIEU-SOUS-LA-ROCHE	85033	BOURNEAU	85050	LE CHAMP-SAINT-PERE
85002	L'AIGUILLON-SUR-VIE	85017	BEAUREPAIRE	85034	BOURNEZEAU	85051	CHANTONNAY
85003	AIZENAY	85018	BEAUVOIR-SUR-MER	85035	BRÉTIGNOLLES-SUR-MER	85053	LA CHAPELLE-AUX-LYS
85004	ANGLES	85019	BELLEVIGNY	85036	LA BRETONNIÈRE-LA-CLAYE	85054	LA CHAPELLE-HERMIER
85005	ANTIGNY	85020	BENET	85037	BREUIL-BARRET	85055	LA CHAPELLE-PALLUAU
85006	APREMONT	85021	LA BERNARDIÈRE	85038	LES BROUZILS	85056	LA CHAPELLE-THÈMER
85008	AUBIGNY-LES-CLOUZEUX	85022	LE BERNARD	85039	LA BRUFFIÈRE	85058	CHASNAIS
85009	AUCHAY-SUR-VENDEE	85023	BÉSSAY	85040	LA CAILLÈRE-SAINT-HILAIRE	85059	LA CHÂTAIGNERAIE
85010	AVRILLÉ	85024	BOIS-DE-CENÉ	85041	CEZAIS	85061	CHÂTEAU-GUIBERT
85011	BARDATRE	85025	LA BOISSIÈRE-DE-MONTAIGU	85042	CHAILLÉ-LES-MARAIS	85062	CHÂTEAUNEUF
85012	LA BARRE-DE-MONTS	85026	LA BOISSIÈRE-DES-LANDES	85045	LA CHAIZE-GIRAUD	85064	CHAUCHÉ
85013	BAZOGES-EN-PAILLERS	85028	BOUILLÉ-COURDAULT	85046	LA CHAIZE-LE-VICOMTE	85065	CHAVAGNES-EN-PAILLERS
85014	BAZOGES-EN-PAREDS	85029	BOUIN	85047	CHALLANS	85066	CHAVAGNES-LES-REDOUX
85015	BEAUFOU	85031	LE BOUPÈRE	85049	CHAMPAGNÉ-LES-MARAIS	85067	CHEFFOIS

Annexes

Attestation d'assurance



Generali
Professionnels - Souscription gestion
75456 Paris Cedex 09

Votre contrat PROTECTION
ENTREPRISE ET DIRIGEANT
n° AP559256

MEDIA IMMO
124 RUE LOUIS BAUDOIN
91100 CORBEIL ESSONNES

Attestation d'assurance de Responsabilité Civile

Paris, le 20 décembre 2022

Generali Iard atteste que le contrat d'assurance Responsabilité Civile n°AP559256 garantit :

MEDIA IMMO
124 RUE LOUIS BAUDOIN
91100 CORBEIL ESSONNES

Sont couvertes les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile pouvant lui incomber du fait de ses activités professionnelles :

- Mise à disposition d'un site internet permettant le téléchargement de notes de renseignements d'urbanisme, droit de preemption, certificats de carrières, certificats d'urbanisme,
- droit de preemption, certificats d'urbanisme/de numerotage/d'hygiene et salubrite/d'alignement/de non-peril/de carrières, concordance cadastrale, état des risques et pollutions,
- les téléchargements de l'état des risques de pollution des sols, des installations classées pour la protection de l'environnement; d'informations.

TABEAU DES PLAFONDS DES GARANTIES ET DES SOUS LIMITATIONS APPLICABLES EN CAS DE SINISTRE

GARANTIES	MONTANTS
Responsabilité Civile avant Livraison	
Tous dommages confondus	10 000 000 EUR par sinistre
Dont :	
• Tous dommages résultant de la faute inexcusable de l'employeur - accidents du travail - maladies professionnelles	2 000 000 EUR par année d'assurance quel que soit le nombre de victimes
• Dommages matériels et immatériels consécutifs	3 000 000 EUR par sinistre
• Dommages immatériels non consécutifs	500 000 EUR par sinistre
• Atteintes accidentelles à l'environnement sur site non soumis à autorisation ou enregistrement	750 000 EUR par année d'assurance

1 / 2

Generali Iard, Société anonyme au capital de 94 630 300 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 552 062 663 RCS Paris
Generali Vie, Société anonyme au capital de 336 672 976 euros - Entreprise régie par le Code des assurances - 602 062 481 RCS Paris
Generali Retraite, Société anonyme au capital de 213 541 820 euros - Fonds de Retraite Professionnelle Supplémentaire régi par le Code des assurances - 880 265 418 RCS Paris
Siège social : 2 rue Pilet-Will - 75009 Paris - Sociétés appartenant au Groupe Generali immatriculées sur le registre Rafan des groupes d'assurances sous le numéro 026

FS/PC0019 / 497576295

3040 F



Annexes

Attestation d'assurance



Attestation contrat N°AP559256

GARANTIES	MONTANTS
Responsabilité Civile Après Livraison et/ou Professionnelle	
Tous dommages (corporels, matériels et immatériels confondus) et frais confondus	3 000 000 EUR par année d'assurance
Dont :	
• Dommages immatériels non consécutifs	3 000 000 EUR par année d'assurance
• Frais de restauration de l'image de marque	200 000 EUR par année d'assurance
• Biens, documents, médias et données confiés et/ou prêtés (Dommages matériels et immatériels consécutifs) y compris frais de reconstitution	500 000 EUR par année d'assurance
Frais de prévention	
Frais de prévention	150 000 EUR par année d'assurance
Responsabilité Environnementale	
Perles pécuniaires	500 000 EUR par année d'assurance
Dont :	
• Frais de prévention	150 000 EUR par année d'assurance
Atteinte Logique / Cyber	
Tous dommages et frais confondus	150 000 EUR par année d'assurance
Dont :	
• Frais de notification	50 000 EUR par année d'assurance
• Frais en cas d'atteinte à la réputation	50 000 EUR par année d'assurance
GARANTIE JURIDIQUE	
Defense Penale et Recours	SOUSCRIT

La présente attestation est valable pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 sous réserve que le contrat ne soit pas résilié, suspendu ou annulé pour quelque cause que ce soit au cours de cette période.

Elle n'implique qu'une présomption de garantie à la charge de l'assureur. Elle est délivrée pour valoir ce que de droit et n'engage l'assureur que dans les limites des dispositions du contrat auquel elle se réfère.

Karim BOUCHEMA
Directeur des Opérations

2/ 2



Etat des Risques de Pollution des Sols (ERPS)*



Réalisé en commande** par	Media Immo
Pour le compte de	SCP BRIANCEAU EMILLE MERCIER DE CASTELLAN THABARD
Numéro de dossier	1002387
Date de réalisation	15/03/2023
Localisation du bien	11 bis La Renardière 85430 AUBIGNY LES CLOUZEUX
Section cadastrale	YD 209
Altitude	51,83m
Données GPS	Latitude 46,639504 - Longitude -1.442369
Désignation du vendeur	M. et Mme PEAN
Désignation de l'acquéreur	Mme LANSIAUX

Dans un rayon de
200m autour du bien



Dans un rayon entre
200m et 500m du bien



Conclusion

A ce jour et selon les informations transmises par le BRGM et le MEDDE, il s'avère qu'à moins de 500m du bien :

- ➔ 0 site pollué (ou potentiellement pollué) est répertorié par BASOL.
- ➔ 0 site industriel et activité de service est répertorié par BASIAS.
- ➔ 0 site est répertorié au total.

MEDIA IMMO
124, rue Louis Pasteur
91100 CORBEIL ESSONNES
TEL 01 60 90 10 35
SMS 7 750 675 613 855 EVRY

Fait à Corbeil Essonnes, le 15/03/2023

* Ce présent document n'a pour but que de communiquer, A TITRE INFORMATIF, à l'acquéreur ou au locataire, les informations rendues publiques par l'Etat concernant les risques de pollution des sols.

** Media Immo réalise, sous sa seule responsabilité, l'ERPS du client. Ceci sous couvert que les informations de localisation du bien transmises par le client soient exactes et que les informations obtenues sur les bases de données BASOL, BASIAS, CASIAS et des futurs SIS soient à jour.

Document réalisé à partir des bases de données **BASIAS**, **BASOL** et **CASIAS**

(gérées par le **BRGM** - Bureau de Recherches Géologiques et Minières et le **MEDDE** - Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie)

SOMMAIRE

Synthèse de votre Etat des Risques de Pollution des Sols

Qu'est-ce que l'ERPS ?

Cartographie des sites situés à moins de 200m du bien et à moins de 500m du bien

Inventaire des sites BASOL / BASIAS situés à moins de 200m du bien, 500m du bien et non localisés

Qu'est-ce que l'ERPS ?

Ce document n'a pour but que de communiquer, A TITRE INFORMATIF, à l'acquéreur ou au locataire, les informations rendues publiques par l'Etat concernant les risques de pollution des sols.

Qu'est-ce qu'un site pollué ?

Un site pollué est un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes, présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pérenne pour les personnes ou l'environnement. Ces situations sont souvent dues à d'anciennes pratiques sommaires d'élimination des déchets, mais aussi à des fuites ou à des épandages de produits chimiques, accidentels ou pas. Il existe également autour de certains sites des contaminations dues à des retombées de rejets atmosphériques accumulés au cours des années voire des décennies.

Comment sont établis les périmètres et attributs des futurs SIS ?

Le préfet élabore la liste des projets de SIS et la porte à connaissance des maires de chaque commune. L'avis des maires est recueilli, puis les informations de pollution des sols sont mises à jour grâce à la contribution des organismes participants. Ces secteurs seront représentés dans un ou plusieurs documents graphiques, à l'échelle cadastrale.

Quels sont les derniers changements ?

Le décret n° 2022-1289 du 1er octobre 2022 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires sur les risques vient renforcer le formalisme de l'état de pollution des sols. Depuis le 1er janvier 2023, l'ERP doit mentionner le dernier arrêté pris par le préfet sur l'existence d'un SIS, la date d'élaboration, le numéro des parcelles concernées, ainsi que des dispositions réglementaires, tout en reprenant les informations à disposition dans le système d'information géographique (art R125-26 du Code de l'environnement).

Que signifient BASOL, BASIAS et CASIAS ?

➔ **BASOL** : Base de données des sites et SOLs pollués (ou potentiellement pollués) par les activités industrielles appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif.

➔ **BASIAS** : Base de données d'Anciens Sites Industriels et Activités de Service, réalisée essentiellement à partir des archives et gérée par le BRGM (Bureau de Recherches Géologiques et Minières). **Il faut souligner qu'une inscription dans BASIAS ne préjuge pas d'une éventuelle pollution à son endroit.**

➔ **CASIAS** : Carte des Anciens Sites Industriels et Activités de Service, présentant l'historique des activités industrielles ou de services que se sont succédé au cours du temps. **CASIAS ne préjuge pas d'une pollution effective des sols des établissements recensés.**

Que propose Media Immo ?

Media Immo vous transmet, à titre informatif, les informations actuellement disponibles et rendues publiques par l'Etat à travers les bases de données BASOL et BASIAS, et sur CASIAS.




Quels sont les risques si le vendeur ou le bailleur n'informe pas l'acquéreur ou le locataire ?

« À défaut et si une pollution constatée rend le terrain impropre à la destination précisée dans le contrat, dans un délai de deux ans à compter de la découverte de la pollution, l'acquéreur ou le locataire a le choix de demander la résolution du contrat ou, selon le cas, de se faire restituer une partie du prix de vente ou d'obtenir une réduction du loyer. L'acquéreur peut aussi demander la réhabilitation du terrain aux frais du vendeur lorsque le coût de cette réhabilitation ne paraît pas disproportionné par rapport au prix de vente ». (Extrait du Décret n°2015-1353 du 26 octobre 2015)

The map displays the Tonnelleries area with a grid overlay. The horizontal axis is labeled 1, 2, 3, 4, 5 and the vertical axis is labeled A, B, C, D, E. A red crosshair marks the center of the concentric circles. The map shows streets, buildings, and a river. A compass rose is in the bottom right corner.

200ms

-  BASOI : Base de données des sites et SOLs pollués (ou potentiellement pollués)
-  BASIAS en activité : Base de données d'Anciens Sites Industriels et Activités de Service
-  BASIAS dont l'activité est terminée : Base de données d'Anciens Sites Industriels et Activités de Service
-  BASIAS dont l'activité est inconnue : Base de données d'Anciens Sites Industriels et Activités de Service
-  Sites CASIAS : Carte des Anciens Sites Industriels et Activités de Service

-  Emplacement du bien
-  Zone de 200m autour du bien
-  Zone de 500m autour du bien

Chacun de ces pictos est détaillé sur la page suivante grâce à sa lettre et son numéro (A2, B4, ...) qui vous aideront à vous repérer sur la carte. Le descriptif complet des sites CASIAS est consultable sur le site <https://georisques.gouv.fr/>.

Inventaire des sites BASOL / BASIAS

situés à moins de 200m du bien et à moins de 500m du bien

Repère	Nom	Activité des sites situés à moins de 200m	Distance (Environ)
Aucun résultat à moins de 200m			

Repère	Nom	Activité des sites situés de 200m à 500m	Distance (Environ)
Aucun résultat de 200m à 500m			

Nom	Activité des sites non localisés
Aucun site non localisé	

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)*



Réalisé en commande** par	Media Immo
Pour le compte de	SCP BRIANCEAU EMILE MERCIER DE CASTELLAN THABARD
Numéro de dossier	1002387
Date de réalisation	15/03/2023
Localisation du bien	11 bis La Renardière 85430 AUBIGNY LES CLOUZEUX
Section cadastrale	YD 209
Altitude	51.83m
Données GPS	Latitude 46.639504 - Longitude -1.442369
Désignation du vendeur	M. et Mme PEAN
Désignation de l'acquéreur	Mme LANSIAUX

RÉFÉRENCES

Seules sont concernées les ICPE suivies par les DRIEN (Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement) pour la majorité des établissements industriels et les DD(CS)PP (Directions départementales (de la cohésion sociale et) de la protection des populations) pour les établissements agricoles, les abattoirs et les équarissages et certaines autres activités agroalimentaires, avec distinction en attribut du type d'ICPE (SEVESO, IPPC, Silo, Carrière, Autres), de l'activité principale et des rubriques de la nomenclature des installations classées pour lesquelles l'établissement industriel est autorisé.

GÉNÉALOGIE

Cette base contient les installations soumises à autorisation ou à enregistrement (en construction, en fonctionnement ou en cessation d'activité). Les données proviennent d'une extraction de la base de données fournie par le Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie (MEDDE) et la géolocalisation est effectuée sur la base des coordonnées Lambert indiquées dans l'extraction.

QUALITÉ DES DONNÉES

Le niveau de précision de la localisation indiqué en attribut pour chaque ICPE est variable ; Elles peuvent être localisées au Centre de la commune concernée, à l'adresse postale, à leurs coordonnées précises ou leur valeur initiale.

* Ce présent document n'a pour but que de communiquer, A TITRE INFORMATIF, à des informations rendues publiques par l'Etat.

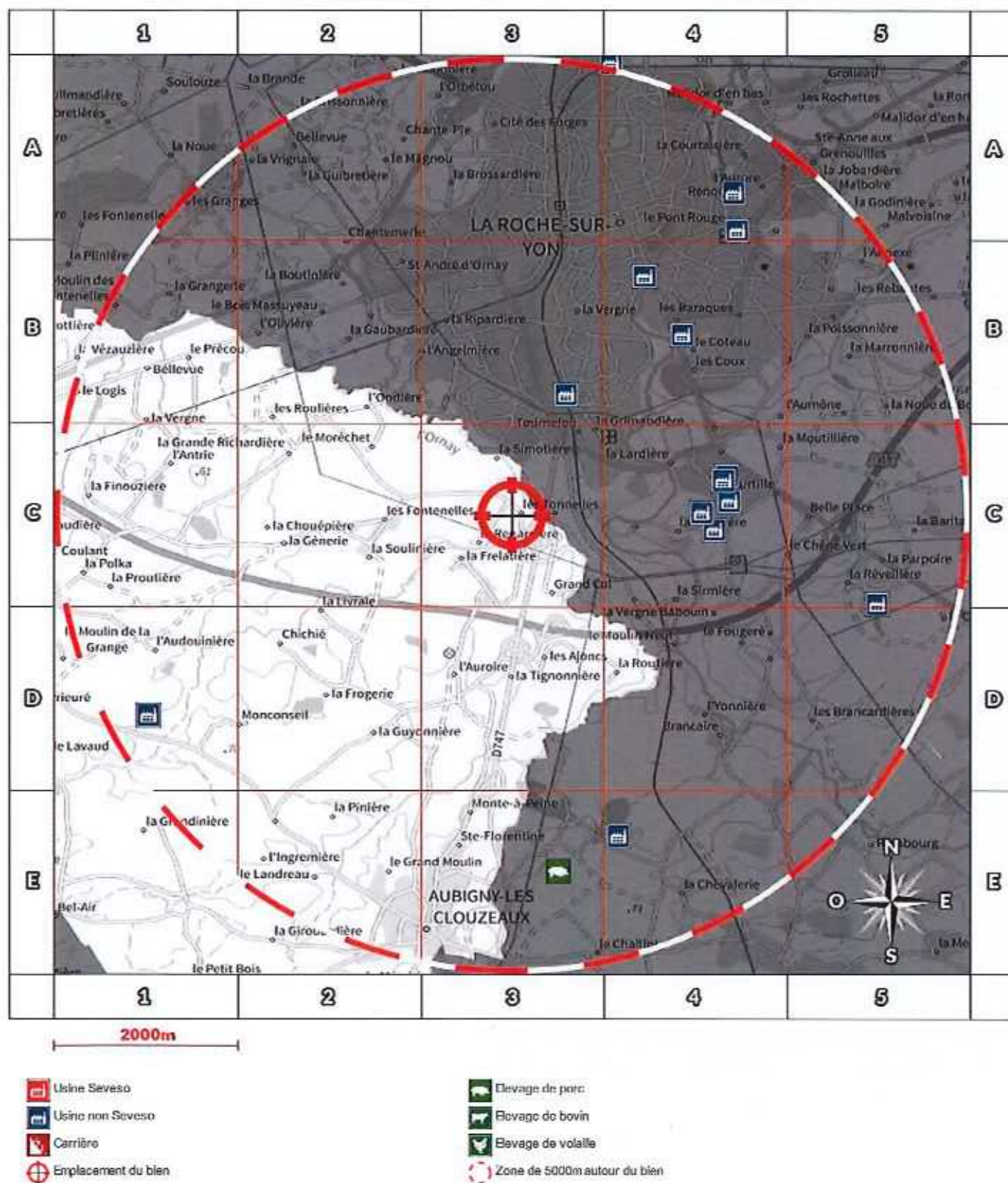
** Media Immo réalise, sous sa seule responsabilité, l'ICPE du client. Ceci sous couvert que les informations de localisation du bien transmises par le client soient exactes et que les informations obtenues sur les bases de données soient à jour.

SOMMAIRE

Synthèse des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Cartographie des ICPE
Inventaire des ICPE

Cartographie des ICPE

Commune de AUBIGNY LES CLOUZEUX




Retrouvez sur cette cartographie un inventaire des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement situées à moins de 5000m du bien représentées par les pictos et .

Chacun de ces pictos est détaillé sur la page suivante grâce à sa lettre et son numéro (A2, B4, ...) qui vous aideront à vous repérer sur la carte.

Inventaire des ICPE

Commune de AUBIGNY LES CLOUZEUX

Repère	Situation	Nom	Adresse	Etat d'activité Régime	Seveso Priorité Nationale
<i>ICPE situées à moins de 5000m du bien</i>					
	Valeur initiale	EARL LA LIVRAIE DES NOUES	LES NOUES - LES CLOUZEUX 85430 AUBIGNY LES CLOUZEUX	En exploitation avec titre Autorisation	Non Seveso NON

Nom	Adresse	Etat d'activité Régime	Seveso Priorité Nationale
<i>ICPE situées à plus de 5000m du bien</i>			
GAEC LE CHATEAU D'EAU	LE FOUR 85430 AUBIGNY LES CLOUZEUX	Inconnu Autres régimes	Non Seveso NON

Extrait de Georisques

Depuis des données publiques de l'Etat disponibles sur le site Georisques.gouv.fr



Réalisé en commande** par	Media Immo
Pour le compte de	SCP BRIANCEAU EMILLE MERCIER DE CASTELLAN THABARD
Numéro de dossier	1002387
Date de réalisation	15/03/2023
Localisation du bien	11 bis La Renardière 85430 AUBIGNY LES CLOUZEUX
Section cadastrale	YD 209
Altitude	51.83m
Données GPS	Latitude 46.639504319057 - Longitude - 1.442368886649
Désignation du vendeur	M. et Mme PEAN
Désignation de l'acquéreur	Mme LANSIAUX



Attention : ce descriptif n'est pas un état des risques (ERP) conforme aux articles L-125-5 et R125-26 du code de l'Environnement. Ce descriptif est délivré à titre informatif. Il n'a pas de valeur juridique.

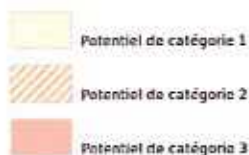


Risques	Concerné	Détails
Radon	Oui	Niveau : 3
TRI : Territoire à Risque important d'inondation	Non	0 TRI sur la commune
PAPI : Programmes d'Actions de Prévention des Inondations	Non	0 PAPI sur la commune
Canalisations de matières dangereuses	Oui	4 canalisation(s) dans un rayon de 1000 m
Installations industrielles rejetant des polluants	Oui	10 établissement(s) rejetant des polluants dans un rayon de 5000 m
Installations nucléaires	Non	0 installation(s) nucléaire(s) dans un rayon de 10000 m 0 centrale(s) nucléaire(s) dans un rayon de 20000 m

Cartographies

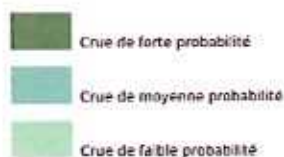
Radon

La cartographie du potentiel du radon des formations géologiques établie par l'IRSN conduit à classer les communes en 3 catégories. Celle-ci fournit un niveau de risque relatif à l'échelle d'une commune, il ne présage en rien des concentrations présentes dans votre habitation, celles-ci dépendant de multiples autres facteurs (étanchéité de l'interface entre le bâtiment et le sol, taux de renouvellement de l'air intérieur, etc.) (Source : IRSN).



Territoire à Risque important d'Inondation - TRI

Cette carte (Territoires à Risques importants d'Inondations – TRI) représente des zones pouvant être inondées. Ces zones sont déterminées soit en fonction d'un historique d'inondation passées soit en fonction de calculs. Trois périodes de temps sont ainsi retenues : événement fréquent, moyen, et extrême pour situer dans le temps la possibilité d'une inondation et sa force.



Canalisations de matières dangereuses

La carte représente les implantations présentes autour de votre localisation. Le rayon choisi a été déterminé en fonction de la pertinence de diffusion de cette information et de l'obligation de diffusion.



Installations industrielles rejetant des polluants

Ces installations industrielles déclarent des rejets de polluants potentiellement dangereux dans l'air, l'eau ou les sols. La carte représente les implantations présentes autour de votre localisation. Le rayon de 5km a été déterminé en fonction de la pertinence de diffusion de cette information.



Installations nucléaires

La carte représente les implantations présentes autour de votre localisation. Le rayon choisi a été déterminé en fonction de la pertinence de diffusion de cette information et de l'obligation de diffusion.



Centrale nucléaire de production d'électricité



Autre installation nucléaire

Etat des nuisances sonores aériennes

En application des articles L 112-3 et L 112-9 du Code de l'Urbanisme



Réalisé en commande* par	Media Immo
Pour le compte de	SCP BRIANCEAU EMILLE MERCIER DE CASTELLAN THABARD
Numéro de dossier	1002387
Date de réalisation	15/03/2023
Localisation du bien	11 bis La Renardière 85430 AUBIGNY LES CLOUZEUX
Section cadastrale	YD 209
Altitude	51,83m
Données GPS	Latitude 46,639504 - Longitude -1,442369
Désignation du vendeur	M. et Mme PEAN
Désignation de l'acquéreur	Mme LANSIAUX

* Media Immo réalise, sous sa seule responsabilité, l'ENSA du client. Ceci sous couvert que les informations de localisation du bien transmises par le client soient exactes et que les informations obtenues sur les bases de données soient à jour.

EXPOSITION DE L'IMMEUBLE AU REGARD D'UN OU PLUSIEURS PLANS D'EXPOSITION AU BRUIT

Non exposé	YD 209
------------	--------

SOMMAIRE

Synthèse de votre Etat des Nuisances Sonores Aériennes
Imprimé Officiel (feuille rose/violette)
Cartographie
Prescriptions d'Urbanisme applicables dans les zones de bruit des Aérodrômes

Etat des nuisances sonores aériennes

En application des articles L. 112-3 et L. 112-9 du Code de l'Urbanisme

Les zones de bruit des plans d'exposition au bruit constituent des servitudes d'urbanisme (art. L. 112-3 du code de l'urbanisme) et doivent à ce titre être notifiées à l'occasion de toute cession, location ou construction immobilière.

Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral n° du

mis à jour le

Adresse de l'immeuble
11 bis La Renardière
85430 AJIBIGNY LES CLOUZEUX

Cadastre
VD 209

Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans d'exposition au bruit (PEB)

■ L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PEB

¹ oui ☐ non ☒

révisé ☐

approuvé ☐

date

¹ si oui, nom de l'aérodrome :

> L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux d'insonorisation

² oui ☐ non ☒

² si oui, les travaux prescrits ont été réalisés

oui ☐ non ☐

■ L'immeuble est situé dans le périmètre d'un autre PEB

¹ oui ☐ non ☒

révisé ☐

approuvé ☐

date

¹ si oui, nom de l'aérodrome :

Situation de l'immeuble au regard du zonage d'un plan d'exposition au bruit

> L'immeuble se situe dans une zone de bruit d'un plan d'exposition au bruit définie comme :

zone A ¹
forte ☐

zone B ²
forte ☐

zone C ³
modérée ☐

zone D ⁴ ☐

¹ (intérieur du la courbe d'indice Lden 70)

² (entre la courbe d'indice Lden 70 et une courbe choisie entre Lden 65 et 62)

³ (entre la limite extérieure de la zone B et la courbe d'indice Lden choisie entre 67 et 55)

⁴ (entre la limite extérieure de la zone C et la courbe d'indice Lden 50). Cette zone n'est obligatoire que pour les aérodromes mentionnés au I de l'article 1503 quaterbis A du code général des impôts (et sous réserve des dispositions de l'article L. 112-9 du code de l'urbanisme pour les aérodromes dont le régime de créances aériennes attributées fait l'objet d'une limitation réglementaire sur l'ensemble des plages horaires d'ouverture).

Nota bene : Lorsque le bien se situe sur 2 zones, il convient de relever la zone de bruit la plus importante.

Documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des nuisances prises en compte

Consultation en ligne sur <https://www.geoportail.gouv.fr/donnees/plan-d'exposition-au-bruit-peb>
Plan disponible en Préfecture et/ou en Mairie de AJIBIGNY LES CLOUZEUX

Vendeur - Acquéreur

Vendeur

M. et Mme l'ÉAN

Acquéreur

Mme LANSIAUX

Date

15/03/2023

Fin de validité

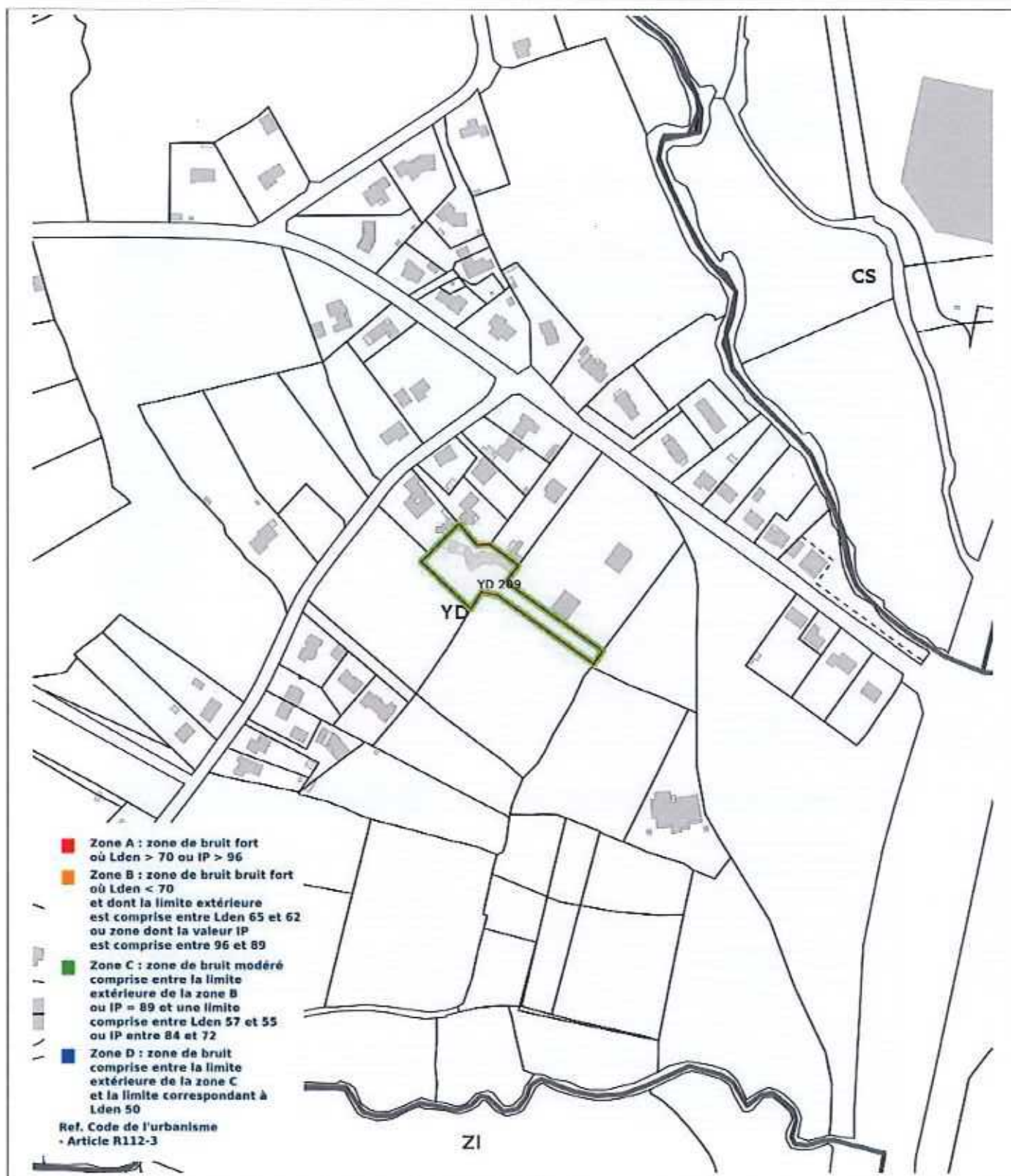
15/09/2023

Cet état, à remplir par le vendeur ou le bailleur, est destiné à être intégré au dossier de diagnostic technique - DDT (annexé, selon le cas, à la promesse de vente ou, à défaut de promesse, à l'acte authentique de vente et au contrat de location ou annexé à ces actes si la vente porte sur un immeuble non bâti) et à être annexé à l'acte authentique de vente et, le cas échéant, au contrat préliminaire en cas de vente en l'état futur d'achèvement.

Information sur les nuisances sonores aériennes. Pour en savoir plus, consultez le site Internet du ministère de la transition écologique et solidaire <http://www.ecologie-solidaire.gouv.fr/>

L'édition et la diffusion de ce document implique l'acceptation des Conditions Générales de Vente, disponibles sur le site <https://www.nota-risques-urbs.fr/>
© 2023 Media Immo. Siège social : 124 rue Louis Ravelin 91100 CORREIL ESSONNES - RCS EVRY 750 675 613 - RCP GÉNÉRAL N°AP 559 256

Cartographie du Plan d'Exposition au Bruit



Prescriptions d'Urbanisme applicables dans les zones de bruit des Aérodrômes



PRESCRIPTIONS D'URBANISME APPLICABLES DANS LES ZONES DE BRUIT DES AERODROMES

CONSTRUCTIONS NOUVELLES	ZONE A	ZONE B	ZONE C	ZONE D
Logements nécessaires à l'activité de l'aérodrome, hôtels de voyageurs en transit				
Logements de fonction nécessaires aux activités industrielles ou commerciales admises dans la zone	dans les secteurs déjà urbanisés			
Immeubles d'habitation directement liés ou nécessaires à l'activité agricole	dans les secteurs déjà urbanisés			
Immeubles d'habitation directement liés ou nécessaires à l'activité aéronautique	s'ils ne peuvent être localisés ailleurs			
Constructions à usage industriel, commercial et agricole	s'ils ne risquent pas d'entraîner l'implantation de population permanente			
Equipements publics ou collectifs	s'ils sont nécessaires à l'activité aéronautique ou indispensables aux populations existantes			
Maisons d'habitation individuelles non groupées			si secteur d'accueil déjà urbanisé et desservi par équipements publics sous réserve d'un faible accroissement de la capacité d'accueil	
Immeubles collectifs à usage d'habitation				
Habitat groupé (lotissement, ...) parcs résidentiels de loisirs				

HABITAT EXISTANT	ZONE A	ZONE B	ZONE C	ZONE D
Opérations de rénovation, de réhabilitation, d'amélioration, d'extension mesurée ou de reconstruction des constructions existantes	sous réserve de ne pas accroître la capacité d'accueil d'habitants exposés aux nuisances			
Opérations de réhabilitation et de réaménagement urbain pour permettre le renouvellement urbain des quartiers ou villages existants			si elles n'entraînent pas d'augmentation de la population soumise aux nuisances sonores	

CONSTRUCTIONS NOUVELLES ET HABITAT EXISTANT		
autorisé sous réserve de mesures d'isolation acoustique	autorisé sous conditions	Non autorisé

© DGAC 2004

**CONTRAT D'ACHAT DE L'ENERGIE ELECTRIQUE PRODUITE PAR
LES INSTALLATIONS UTILISANT L'ENERGIE RADIATIVE DU SOLEIL
ET BENEFICIAIRE DE L'OBLIGATION D'ACHAT D'ELECTRICITE**

Les pièces constitutives du contrat sont :

- les présentes conditions particulières, adaptées aux caractéristiques de l'installation et accompagnées de toutes leurs annexes,
 - les conditions générales "PHOTO2006V3" relatives à l'achat de l'énergie électrique produite par des installations "photovoltaïque",
- En cas de contradiction ou de différence entre ces pièces, les conditions particulières et annexes prévalent sur les conditions générales. Le producteur et l'acheteur reconnaissent avoir une parfaite connaissance des pièces constitutives du contrat.

La prise d'effet du présent contrat est subordonnée à la fourniture par le producteur des pièces complémentaires suivantes :

- pour les installations de plus de 250 kWc, d'un certificat ouvrant droit à l'obligation d'achat (article 1^{er} du décret n°2001-410 du 10 mai 2001 modifié),
- d'une demande complète de contrat,
- en cas de besoin, des extraits du contrat d'accès au réseau,

CONDITIONS PARTICULIERES (PHOTO2006V3)

Contrat n° BTA0135486

0 - L'ACHETEUR

ELECTRICITE DE FRANCE, Société Anonyme au capital de 924 433 331 Euros, inscrite au registre du commerce et des sociétés sous le n°552 081 317, dont le siège social est situé à Paris (8ème), dénommée ci-après "l'acheteur"

1 - Le PRODUCTEUR

M. PEAN SÉBASTIEN

, domicilié à :

1 Allée de la Lande

85430, AUBIGNY

dénommé ci-après "le producteur"

2 - L'INSTALLATION

2.1 Identification de l'installation

Adresse : 11Bis LA RENARDIERE
85430, LES CLOUZEUX

Code SIRET :

2.2 Situation administrative de l'installation

L'installation du producteur bénéficie de l'obligation d'achat en application de l'article 10 de la loi du 10 février 2000 modifiée.

L'installation du producteur a fait l'objet, s'il y a lieu, d'une déclaration d'exploitation ou d'une autorisation d'exploiter, en application de l'article 7 de la loi n°2000-108 du 10 février 2000 modifiée et dans les conditions définies au décret n°2000-877 du 7 septembre 2000 modifié.

2.3 Caractéristiques principales

Les caractéristiques de l'installation sont décrites dans la demande complète de contrat d'achat annexée au présent contrat. La puissance maximale d'achat, définie par la puissance-crête totale installée, est répartie comme suit :

Puissance maximale d'achat des équipements : intégrés au bâti 3.27 kWc, non intégrés au bâti 0 kWc
Le producteur accepte que la quantité d'énergie fournie par chacun des équipements soit répartie au prorata des puissances installées. Le coefficient de répartition affecté à l'équipement intégré est fixé à 100 %.

3 - RACCORDEMENT ET POINT DE LIVRAISON

3.1 Raccordement

Le producteur déclare avoir souscrit un contrat d'accès au réseau avec le gestionnaire du réseau public concerné.

Le producteur a mis en œuvre, selon les modalités prévues à l'article III des conditions générales du contrat, les dispositions nécessaires à son rattachement au périmètre d'équilibre de l'acheteur.

3.2 Définition du point de livraison

Le point de livraison et la limite de propriété sont précisés dans le contrat d'accès au réseau public.

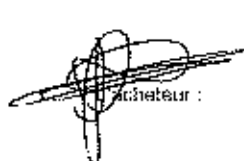
3.3 Tension nominale de livraison : 230/400 volts


3.4 Définition de la fourniture au point de livraison (conformément à l'article VI des conditions générales):

Le producteur fournit à l'acheteur la totalité de l'énergie produite par l'installation objet du présent contrat, déduction faite des consommations d'énergie électrique de ses auxiliaires pendant les seules périodes de production.

4 - DESCRIPTION DU DISPOSITIF DE COMPTAGE

La description complète du matériel de comptage, sa propriété, les modalités d'entretien et le contrôle des appareils sont précisées dans le contrat d'accès au réseau public.

 Acheteur :

 Le producteur :

5 - TARIFS D'ACHAT (Cf. article VII des conditions générales)

Le tarif appliqué à la date de prise d'effet du contrat résulte de l'application des principes énoncés à l'article VII-2 des conditions générales. Compte tenu de la date de la demande complète de contrat, soit le 12 novembre 2010, le coefficient K d'indexation est égal à : 1.05006

L'énergie achetée annuellement est plafonnée pour les équipements intégrés au bâti à 4905 kWh.

Les tarifs d'achat applicables au présent contrat établis suivant les tarifs mentionnés à l'article VI) des conditions générales après application du coefficient K (et du coefficient S), sont les suivants :

Prix applicable (en c€/kWh hors TVA) jusqu'au plafond pour l'intégré au bâti : 57.754

Prix applicable (en c€/kWh hors TVA) au delà du plafond : 5,000

6- INDEXATION DES TARIFS D'ACHAT

Les tarifs mentionnés à l'article 5 sont indexés selon le coefficient L, conformément à l'article VII.5 des conditions générales, à chaque date anniversaire de la prise d'effet du présent contrat définie à l'art 9 ci-dessous. Les valeurs de référence des indices connues à la date d'effet du contrat sont les suivantes :

ICHTTS10 (coefficient L) = 99.4 PPE10 (coefficient L) = 105.5

7 - IMPOTS ET TAXES

Producteur bénéficiant de la franchise fixée par l'article 293 B.1.1.a du code général des impôts.

8 - PERIODICITE DE FACTURATION

Le producteur établit ses factures selon les modalités indiquées à l'article IX des conditions générales avec la périodicité indiquées ci-après : annuellement à la date anniversaire de la date d'effet du contrat définie à l'art 9 ci-dessous

9 - DATE D'EFFET, DUREE DU CONTRAT (selon l'article X) des conditions générales)

Le contrat prend effet à la date de la mise en service du raccordement de l'installation, soit le 25 novembre 2009, pour une durée de vingt ans. Sa date d'échéance est le 24 novembre 2029.

10 - SOUSCRIPTION D'UN CONTRAT DE VENTE D'ENERGIE ELECTRIQUE

Le producteur ne souhaite pas aujourd'hui souscrire un contrat de fourniture d'énergie électrique pour la consommation de ses auxiliaires en dehors des périodes de production car celle dernière est très faible. Il a été convenu que cette consommation serait déduite de la production livrée sous réserve qu'elle ne dépasse pas, au cours d'une année ;

Pcrête (en kW) x 1500 h x 0,03 soit : 147 kWh

En cas de dépassement, le producteur devra souscrire un contrat de fourniture, sous un délai de trois mois. Passé ce délai, l'acheteur pourra suspendre le règlement des factures. Le producteur peut également, sous un préavis de 3 mois, revoir cette disposition particulière.

11 - DECLARATION SUR L'HONNEUR

Le producteur atteste sur l'honneur que les éléments constituant l'installation objet du présent contrat d'achat d'énergie électrique n'ont jamais fonctionné dans un cadre commercial ou industriel ou n'ont jamais produit d'électricité à des fins d'autoconsommation ou dans le cadre d'un contrat d'obligation d'achat.

Il atteste également que les équipements de production photovoltaïques ont été intégrés au bâti et correspondent à l'annexe de l'arrêté du 10 juillet 2006.

Le producteur tient les justificatifs correspondants à la disponibilité du préfet (DRIRE).

Le producteur déclare avoir pris connaissance des conditions générales "PHOTO2006V3" jointes et en accepter toutes les dispositions.

Fait en deux exemplaires, à Lyon

L'ACHETEUR

Représenté par Marc DUBIEF

En sa qualité de Chef d'Agence Obligation d'Achat Solaire

Date de signature :

LE PRODUCTEUR (ou son mandataire)

Représenté par (Nom, Prénom)

Date de signature :

L'acheteur :

Le producteur :

ATTESTATION DE CONFORMITÉ

LOCAUX
D'HABITATION

- neufs ☒
existants rénov. totale ☐
existants rénov. partielle ☐
chauffage électrique ☐

formule émise le :

valable jusqu'à :

CACHET DE L'INSTALLATEUR

BESSE S.A.

au capital de 64 000 €

Électricité Générale et Industrielle

Installations Climatiques et Souterraines

Z.A. Le Chaillol - 95310 NESMY

Tel: 02.61.98.05.00

RCS La Rochelle-Yvelines 310 540 218



N° 12506*01

Formulaire

électrique

direct

N° 72-1120

14 déc. 1992

modifié

(obligatoire pour la mise en service de l'installation)

SA BESSE
7A LE CHAILLOL
95310 NESMY

l'installateur soussigné atteste que l'installation électrique, objet de cette attestation, est conforme aux prescriptions de sécurité en vigueur et que les parties rénovées sont compatibles, du point de vue de la sécurité, avec les parties non rénovées.

NOM DU CLIENT :

(en capital)

Lieu dit :

(en capital)

ADRESSE DU CHANTIER :

Commune :

(en capital)

Immeuble :

Escalier :

Etage :

Porte :

Code postal :

Rue :

N° :

Date :

Signature :

DESCRIPTIF SOMMAIRE DES TRAVAUX EXÉCUTÉS PAR L'AUTEUR DE L'ATTESTATION

- nombre de logements de l'opération équipés par l'auteur de l'attestation : 1
- opération collective : nombre de logements identiques : 1 de type F : 1

- maison individuelle ☒
- appartement ☐
- autre : ☐

INSTALLATION DOMESTIQUE

- alimentation : mono tri ☒
- protection à l'origine : différentielle non différ. ☒

- mesure de résistance de prise de terre : ohms
- sensibilité du ou des différentiels : 30 mA

CHAUFFAGE ÉLECTRIQUE / CLIMATISATION

- Direct ☐
- Base + complément ☐
- Pompe à chaleur ☐
- Autres : Climatisation

NOMBRE ET SECTION DES CIRCUITS

autres sections	1,5	2,5	4	6	Tri	sections en mm²	1,5	2,5	4	6	Tri	autres sections
	19			1		neufs	7					
						existants						

NOMBRE DE PRISES DE COURANT ET FOYERS LUMINEUX

neufs					existants				
16 A	20 A	32 A	Tri	Eclair	16 A	20 A	32 A	Tri	Eclair
17				13					
3				1					
14				6					
12	2	1		12					
2				13					
				3					
4				2					
16	2			16					

APPAREILS DE CHAUFFAGE / CLIMATISATION

Pièces	neufs		existants	
	nombre	Puissance (W)	nombre	Puissance (W)
séjour - salon				
1 ^{re} chambre				
autres chambres	1	1100 W		
cuisine - office				
salle d'eau	2	2500 W + 1000 W		
entrée - dégagement				
dépendances	1	500 W		
autres pièces	2	500 W + 1000 W		

- (1) mettre une croix dans la case concernée
(2) nombre de départs issus du tableau de répartition, protégés individuellement à leur origine
(3) en pléfond ou en applique



IMPORTANT : voir verso du feuillet rose de la présente liasse.

9082764



Piscine "PRÊT A PLONGER"
Piscine "KIT"
Piscine "HORS-SOL"

SPA
SAUNA
BRONZARIUM

TERRASSES
POOL-HOUSE
ENVIRONNEMENT

ACCESSOIRES
Produits d'entretien

Monsieur PEAN SEBASTIEN

LES TONELLES

85430 LES CLOUZEUX
FRANCE

Facture N°

FC 20 093 059

Date : jeudi 3 décembre 2009

DESIGNATION	QUANTITE	PRIX UNIT. hors taxes	MONTANT hors taxes
FACTURE SELON Devis DU 24 /09/08			
DIMENSIONS PISCINE : 5.00 X 10.75 + VOLET ROULANT PROFONDEURS : 1.20/1.60			
GROS OEUVRE			
IMPLANTATION ET SUIVI DE PELLE POUR TERRASSEMENT MECANIQUE	1,00	313,60	313,60
TERRASSEMENT MECANIQUE	1,00	700,00	700,00
REMBLAIEMENT MECANIQUE UNIQUEMENT AVEC DU GRAVIER	1,00	1 115,98	1 115,98
ELEVATION EN COFFRAGE PERDU STRUCTURA	1,00	10 453,43	10 453,43
FOND EN BETON ARME FINITION TALOCHEE PROFILE D'ACCROCHAGE DE L'ETANCHEITE FERRAILLAGE VERTICAL REPLISSAGE EN BETON DOSE A 350KG/M3			
ESCALIER 2 INTERIEUR MACONNES SUIVANT PLAN	1,00	1 086,96	1 086,96
PUITS DE DECOMPRESSION	1,00	276,40	276,40
POMPE RELEVAGE 10 M3/H Puits DECOMPRESSION avec accessoires	1,00	259,39	259,39
Sous-total...			14 205,76
FILTRATION			
PIECES A SCELLER (BONDE FOND, SKIMMERS, REFOULEMENTS, PRISE BALAI)	1,00	248,25	248,25
POMPE WHISPER 1.5CV MONO 20 M3/H <i>Pour information Montant unitaire TTC DEEE : 0,20</i>	1,00	444,45	444,45
FILTRE SABLE ASTER 750 21 M3/H AVEC SA CHARGE FILTRANTE	1,00	758,15	758,15
HYDRAULICITE EXTERIEURE	1,00	947,27	947,27
ALIMENTATION HYDRAULIQUE INTERIEURE	1,00	282,12	282,12
		Report	16 886,00

EURL OCEANIC PISCINE au capital de 623,45 € - R.C. B 380 643 270 - Code APE 4339 Z - TVA intracommunautaire : FR 38 380 643 270

SIÈGE SOCIAL : 167, avenue de l'Industrie - 85181 - 85180 LE CHATEAU-D'OLONNE - Tél : 02 51 32 58 52 - Fax : 02 51 32 81 37

Email : oceanic.piscine@wanadoo.fr

DESIGNATION	QUANTITE	PRIX UNIT. hors taxes	MONTANT hors taxes
Facture N° FC 20 093 059		Report	16 886,00
COFFRET FILTRATION 3/4 - 1CV MONO - 2 PROJO	1,00	376,53	376,53
PROTECTION PAR DIFFERENTIEL 30 MA	1,00		
Sous-total...			3 056,77
ETANCHEITE			
MEMBRANE 150/100 BLANC SUR L'ENSEMBLE	1,00	2 628,38	2 628,38
Sous-total...			2 628,38
ACCESSOIRES			
ENSEMBLE COMPLET NETTOYAGE MANUEL	1,00	83,78	83,78
2 PROJECTEURS EVER 300W 12V	1,00	484,73	484,73
STERIBLUE IPH 150 - 50/80 M3 COMPRIS ANODE DE MISE A LA TERRE	1,00	1 873,41	1 873,41
REGUL PH PHILEO LT	1,00	401,34	401,34
PRODUITS MISE EN SERVICE	1,00	129,26	129,26
ROBOT POLARIS 280 AVEC COFFRET ELECTRIQUE OFFERT	1,00		
SURPRESSEUR SILENCIEUX SEL 3/4 CV MONO OFFERT	1,00		
Pour information Montant unitaire TTC DEEE : 0,20			
NIVEAU D'EAU AUTOMATIQUE	1,00	142,14	142,14
VOLET ROULANT BLUE COVER IMMERGE BLANC	1,00	8 500,00	8 500,00
Sous-total...			11 614,66
INSTALLATION			
MAIN D'OEUVRE	1,00	3 678,40	3 678,40
ACCESSOIRES ET EXPLICATIONS TECHNIQUES			

Montant HT	TAUX TVA	Montant TVA	Montant HT DEEE	TAUX TVA	Montant TVA DEEE
35 183,97	19,60	6 896,06	0,33	19,60	0,07
	5,50			5,50	

Règlement	Payé par
pour le 03/12/2009	le

TOTAL HT : 35 183,97
 TOTAL HT DEEE : 0,33
 TVA 6 896,13
 TOTAL TTC 42 080,43
 Acomptes : 19 887,77
 NET A PAYER 22 192,66

Cuisines et Aménagements intérieurs
223 avenue François Mitterrand Olonne sur Mer
85340 LES SABLES D'OLONNE
02 51 23 51 93



Mme et M. PLAIN Sébastien
11 bis La Renardière

35430 LES CLIMBZEAUX

Tél. Mobile : 06 10 21 68 68
Tél. Fixe :
Mail : s.veau@groupe-hfv.fr

Olonne sur Mer,
Le 10/05/2021

FACTURE N° : 05 - 310

Tatung etc 7 1/2% etc 34%

Qté	Désignation	Montant HT €	Montant TTC €
Détails facture			
1	Ensemble meubles de cuisine " AV 7000 " béton foncé	26 498,88	29 148,77
1	Taxe éco mobilier	66,93	73,62
1	Cuve Inox - BRADANO + mitigeur laiton	810,45	891,50
1	Dépote et mise en déchetterie	354,55	390,00
1	Pose de l'ensemble des meubles	1 621,82	1 784,00
Geste commercial accordé		-1 975,84	-2 173,42

En application de la loi n°80-775 du 27 Mai 1980, les marchandises livrées restent la propriété du vendeur jusqu'à l'encaissement effectif du prix facturé.
Aucun escompte possible.

Le solde doit nous parvenir dans les 3 jours à réception de celle ci

TOTAL FACTURE	27 376,79	30 114,47
IVA 11%		2 737,68

Account 1 le 04/02/2021	-17 272,73	-19 000,60
-------------------------	------------	------------

SOLDE NET A PAYER	10 104,06	11 114,47
TVA 10%	1 010,41	

En votre aimable règlement.

Payé le :

Mode de paiement :

STREET 414 765 702 06018 - APC - 43324
Nouveau Département d'après FR1 241-4265702

WWW.GALENREFLECTIONS.COM

Avancez votre abonnement auprès d'AYX
8, impasse de la Pointe - La Motte Achard - 69159
Les Achards
soyez le n° 1 01 22 46 009 pour l'année 2021

Calénes et Aménagements Intérieurs
223 avenue François Mitterrand - Orlonne sur Mer -
85430 LES SABLES D'ORLONNE
02 51 73 51 93



Mme et M. PEAN Sébastien
11 bis la Renardière

85430 LES CLOUZEUX

Tél. Mobile : 06 10 21 68 68
Tél. fixe :
Mail : s.pean@groupe-hiv.fr

Orlonne sur Mer,
Le 18/05/2021

FACTURE N° : 05 - 311

Taux de TVA de 20%

Qté	Désignation	Montant HT €	Montant TTC €
Détails facture			
1	Four Pyrolyse - MIELE - H74G4BPISk	1 165,83	1 399,00
1	Plus value changement de modèle du four	500,00	600,00
1	Four vapeur - MIELE - DGM7140GR	2 082,50	2 499,00
1	Tiroir culinaire - MIELE - FSW7010GR	915,83	1 099,00
1	Plaque induction - MIELE - CX492101	4 575,00	5 490,00
1	Réfrigérateur - MIELE - K2802VI	7 458,33	8 950,00
1	Hotte - MIELE - DA6890	1 999,17	2 399,00
1	Kit hotte - MIELE - D1UJ2900	390,83	469,00
1	Lave vaisselle - MIELE - G7590SCVIK20	1 915,83	2 299,00
1	Taxe éco participation	55,00	66,00
1	Pose des appareils électroménagers	540,00	648,00
1	Livraison	162,50	195,00
	Offert - Garantie de 5 ans sur les appareils		
	Offert - Bloc prise LUISINA noir		
	POUR INFORMATION		
	Sur tout ne jamais enlever les étiquettes avec codes et références des électroménagers. C'est leur carte d'identité.		

TOTAL FACTURE	21 760,83	26 113,00
TVA 20%	4 352,17	

En application de la loi n°80-335 du 12 Mai 1980, les marchandises livrées restent la propriété du vendeur jusqu'à l'encaissement effectif du prix facturé. Aucun escompte possible.

Le solde doit nous parvenir dans les 8 jours à réception de celle-ci

SOLDE NET A PAYER	21 760,83	26 113,00
TVA 20%	4 352,17	

En votre aimable règlement:

Payé le :

Mode de paiement :

Contrat de Garantie Longue Durée



MONDIAL
ASSISTANCE

Coordonnées du magasin :

COTE CUISINES - JAUNE CITRON
223 AV FRANCOIS MITTERRAND
85340 OLONNE SUR MER

Tél : 02 51 23 51 93

Coordonnées du souscripteur :

Sébastien PEAN
11Bis La Renardière
85430 Les Clouzeaux

Mobile : 0610216868
Email : contact@jaune-citron.com

Appareil(s) garanti(s) :

Type : Hotte escamotable
Marque : MIELE
Référence : DA6890LEVANTAR
N° de série :
Date d'achat : 10/05/2021
Prix € ttc : 2 399,00 €

Contrat Garantie N° : 300724
Durée du contrat : 5 ans
Date mise en service : 10/05/2021
Date d'expiration : 10/05/2026
Prix du contrat € ttc : Offert

Type : Lave-vaisselle tout intégrable
Marque : MIELE
Référence : G7590SCVIK20AUTODOS
N° de série :
Date d'achat : 10/05/2021
Prix € ttc : 2 299,00 €

Contrat Garantie N° : 300724
Durée du contrat : 5 ans
Date mise en service : 10/05/2021
Date d'expiration : 10/05/2026
Prix du contrat € ttc : Offert

Type : Four Pyrolyse
Marque : MIELE
Référence : H7464BPGR
N° de série :
Date d'achat : 10/05/2021
Prix € ttc : 2 599,00 €

Contrat Garantie N° : 300724
Durée du contrat : 5 ans
Date mise en service : 10/05/2021
Date d'expiration : 10/05/2026
Prix du contrat € ttc : Offert

Type : <i>Four Vapeur</i>		Contrat Garantie N° : 300724
Marque : <i>MIELE</i>		Durée du contrat : <i>5 ans</i>
Référence : <i>DGM7440GR</i>		Date mise en service : <i>10/05/2021</i>
N° de série :		Date d'expiration : <i>10/05/2026</i>
Date d'achat : <i>10/05/2021</i>		Prix du contrat € ttc : <i>Offert</i>
Prix € ttc : <i>2 499,00 €</i>		
Type : <i>Divers Encastrable</i>		Contrat Garantie N° : 300724
Marque : <i>MIELE</i>		Durée du contrat : <i>5 ans</i>
Référence : <i>ESW7010GR</i>		Date mise en service : <i>10/05/2021</i>
N° de série :		Date d'expiration : <i>10/05/2026</i>
Date d'achat : <i>10/05/2021</i>		Prix du contrat € ttc : <i>Offert</i>
Prix € ttc : <i>1 099,00 €</i>		
Type : <i>Réfrigérateur intégrable 1 porte</i>		Contrat Garantie N° : 300724
Marque : <i>MIELE</i>		Durée du contrat : <i>5 ans</i>
Référence : <i>K2802VI</i>		Date mise en service : <i>10/05/2021</i>
N° de série :		Date d'expiration : <i>10/05/2026</i>
Date d'achat : <i>10/05/2021</i>		Prix du contrat € ttc : <i>Offert</i>
Prix € ttc : <i>7 999,00 €</i>		
Type : <i>Table de cuisson Induction</i>		Contrat Garantie N° : 300724
Marque : <i>GAGGENAU</i>		Durée du contrat : <i>5 ans</i>
Référence : <i>CX492101</i>		Date mise en service : <i>10/05/2021</i>
N° de série :		Date d'expiration : <i>10/05/2026</i>
Date d'achat : <i>10/05/2021</i>		Prix du contrat € ttc : <i>Offert</i>
Prix € ttc : <i>5 650,00 €</i>		

Je reconnais avoir reçu les conditions générales relatives au contrat de garantie longue durée

Signature du souscripteur

Pour Mondial Assistance par délégation

S.A.R.L. CÔTÉ CUISINES
 223, Av. (France) (Signature)
 85340 OLONNE SUR MER
 Tél. : 02 51 23 51 83
 N° Siret 414 766 782 00018

Conditions Générales « Contrat de garantie »

Le présent contrat de garantie, ci après la « Garantie » constitue une garantie commerciale, proposée indépendamment des garanties légales du vendeur.

Les prestations définies ci-après sont mises en œuvre par Mondial Assistance France SAS, Société par Actions Simplifiée au capital de 7 584 076,86 euros, Immatriculée au RCS de Paris sous le numéro B 490 381 753 RCS Paris, Société de courtage d'assurance inscrite à l'ORIAS au numéro 07 026 669 - Siège social : 54 rue de Londres – 75008 Paris.

Ces prestations varient selon la formule et la période de mise en œuvre.

FORMULE 1 Appareils Brun-Blanc

Ces Appareils sont garantis pendant 5 ans à compter de la date de la livraison de l'appareil garanti.

FORMULE 2 Appareils Blanc encastrables vendus exclusivement par un cuisiniste

Ces Appareils sont garantis pendant 5 ans à compter de la date de la livraison de l'appareil garanti.

FORMULE 3 Tablettes

Ces Appareils sont garantis pendant 3 ans à compter de la date de la livraison de l'appareil garanti.

Cette Garantie est proposée en option aux clients particuliers ayant acheté un appareil neuf auprès de COTE CUISINES - JAUNE CITRON dans le cadre des formules 1 et 3. Cette Garantie est offerte aux clients particuliers ayant acheté un appareil encastrable auprès de COTE CUISINES - JAUNE CITRON (formule 2).

Selon la Formule, la Garantie couvre l'Appareil garanti, figurant dans la liste ci-dessous :

GROS ELECTROMENAGER : réfrigérateur, congélateur, sèche-linge, lave-linge, lave-linge séchant, four, lave-vaisselle, cave à vin, plaque, plaque de cuisson, hotte, cuisinière, que ces appareils soient encastrables ou en pose libre.

TV : Téléviseur LCD, téléviseur plasma.

VIDEO : Lecteur DVD Portable, Lecteur DVD-Blu ray, Enregistreur DVD-Blu ray, Home Cinéma.

PRODUIT MOBILE MICRO : Tablettes

»

DÉFINITIONS

Certains termes sont fréquemment utilisés. Nous Vous indiquons ci-après la signification qu'il convient de leur donner.

I DÉFINITION DES INTERVENANTS

BENEFICIAIRE / VOUS : La personne physique résidant en France métropolitaine, propriétaire de l'Appareil garanti pour lequel la Garantie a été souscrite, ou offerte en cas d'Appareils encastrables.

NOUS : Mondial Assistance France SAS, c'est-à-dire le prestataire mettant en œuvre la garantie proposée au Bénéficiaire.

II DÉFINITION DES TERMES

APPAREIL DE REMPLACEMENT : Appareil neuf de modèle identique à l'Appareil garanti ou, si cet appareil n'est plus commercialisé ou disponible, un appareil neuf équivalent « iso-fonctionnel », c'est-à-dire un appareil aux fonctionnalités et caractéristiques au moins équivalentes à celles de l'Appareil garanti.

La valeur de l'Appareil de remplacement ne saurait dépasser la valeur d'achat de l'Appareil garanti.

APPAREIL ECONOMIQUEMENT IRREPARABLE : Appareil pour lequel le coût de la réparation excède le coût d'un Appareil de remplacement neuf équivalent.

APPAREIL GARANTI : Appareil figurant parmi la liste des appareils garantis précédemment cités, acheté neuf auprès de l'un des Distributeurs, et pour lequel un contrat d'extension de garantie a été souscrit au moment de l'achat.

APPAREIL NEUF : Appareil n'ayant jamais été utilisé et n'ayant jamais fonctionné et dont l'emballage n'a jamais été ouvert.

APPAREIL TECHNIQUEMENT IRREPARABLE : Appareil pour lequel les pièces de rechange ne sont pas ou ne sont plus disponibles en France métropolitaine.

DOMICILE : Résidence principale ou secondaire du Bénéficiaire, située en France métropolitaine et communiquée lors de l'achat de l'Appareil garanti ou communiquée à la suite d'un déménagement.

FRANCE MÉTROPOLITAINE : Territoire européen de la France (y compris les îles situées dans l'océan Atlantique, la Manche et la mer Méditerranée), à l'exclusion de tout département, région, collectivité, territoire et pays d'Outre-Mer.

GARANTIE COMMERCIALE FABRICANT: Garantie légale couvrant la main d'œuvre, les pièces et toute fourniture nécessaire à la réparation d'un produit non conforme dont le vendeur répond, conformément aux articles L211-4 et suivants du Code de la consommation. La durée de la Garantie commerciale fabricant est de 1 (un), 2 (deux) ou 3 (trois) ans selon l'Appareil garanti, à compter de la livraison de l'Appareil garanti.

PANNE : Tout dysfonctionnement électrique, électronique ou mécanique interne constaté par le technicien réparateur.

TERRITORIALITÉ DE VOTRE GARANTIE

Les prestations de la Garantie peuvent être mises en œuvre uniquement en France métropolitaine pour tout Appareil garanti se trouvant à votre Domicile ou pour tout produit mobile mis en votre possession.

LES PRESTATIONS DE VOTRE GARANTIE

GARANTIE FORMULES 1, 2 et 3

1. L'OBJET DE LA GARANTIE

Mondial Assistance intervient en cas de Panne de l'Appareil garanti.

1. LA GARANTIE

2.1 Pour les produits de plus de 30 kg

Mondial Assistance organise et prend en charge l'intervention d'un réparateur qualifié au Domicile du Bénéficiaire suite à son appel. Le réparateur mandaté par Mondial Assistance :

- (i) vérifie si l'appareil est un Appareil garanti,
- (i) établit un diagnostic de la panne et de son origine,
- (i) détermine si l'Appareil garanti est techniquement ou économiquement réparable ou non,
- (i) détermine si la réparation peut être effectuée sur place ou non,
- (i) indique la durée estimée de la réparation de l'Appareil garanti lorsqu'elle doit être effectuée en atelier.

2.2 Pour les produits légers et transportables (de moins de 30 kg ou avec la plus grande longueur inférieure à 80 cm)

Le bénéficiaire dépose l'appareil en magasin, suite à la déclaration de panne, pour le retour de l'Appareil garanti en atelier afin que le réparateur mandaté par Mondial Assistance puisse :

- (i) vérifier si l'appareil est un Appareil garanti,
- (i) établir un diagnostic de la Panne et de son origine,
- (i) déterminer si l'Appareil garanti est techniquement ou économiquement réparable ou non,
- (i) indiquer la durée estimée de la réparation de l'Appareil garanti. (i)

Après ce diagnostic, 3 issues possibles :

2.3 L'Appareil garanti est réparé au domicile ou en atelier :

Dans certains cas, pour les produits > 30kg, le réparateur peut procéder à l'enlèvement de l'Appareil garanti au Domicile du Bénéficiaire pour effectuer la réparation en atelier.

Après la réparation en atelier :

- ☐ Pour les produits > 30kg, un rendez-vous de livraison est pris avec le Bénéficiaire.
- ☐ Pour les produits < 30kg, le produit est disponible en magasin afin que le Bénéficiaire le récupère.

Le coût de l'enlèvement / expédition de l'Appareil garanti pour les appareils de plus de 30kg, de la main d'œuvre et des pièces pour la réparation effectuée en atelier ainsi que le coût de la livraison / expédition après réparation pour les appareils de plus de 30kg, sont pris en charge par Mondial Assistance.

2.4 Si l'Appareil garanti est techniquement ou économiquement irréparable :

Lorsque l'Appareil garanti est techniquement ou économiquement irréparable, il sera remplacé par un Appareil de remplacement à neuf, de caractéristiques équivalentes à celles de l'Appareil garanti en Panne.

La prise en charge du remplacement à neuf est strictement limitée à la valeur d'un Appareil neuf de caractéristiques identiques à celles de l'Appareil garanti.

Et dans tous les cas, la valeur de l'Appareil de remplacement ne saurait dépasser la valeur d'achat de l'Appareil garanti.

L'Appareil de remplacement est assorti de la garantie légale du fabricant et mis en service sans coût supplémentaire pour le Bénéficiaire.

L'Appareil garanti en panne faisant l'objet d'un échange à neuf devient la propriété de Mondial Assistance.

2.5 Si un Appareil de remplacement ne peut être proposé au Bénéficiaire.

Si aucun Appareil de remplacement ne peut être proposé, il sera proposé au Bénéficiaire un bon d'achat ou une carte avoir d'un montant équivalent au coût de l'Appareil de remplacement à neuf, valable auprès de l'enseigne dans laquelle l'Appareil garanti a été acheté, et pour le rachat d'un produit de même catégorie.

L'Appareil garanti en panne faisant l'objet d'un bon d'achat ou une carte avoir devient la propriété de Mondial Assistance.

IMPORTANT :

Les prestations commandées par le Bénéficiaire au prestataire mandaté par Mondial Assistance sont exécutées sous la seule responsabilité de ce prestataire.

Mondial Assistance n'est pas responsable à l'égard du Bénéficiaire et des tiers :

- 1) de toute faute dans le cadre de la préparation, la mise en place et l'exécution des prestations par le prestataire, et
- 2) des dommages tant matériels que corporels causés par le prestataire au Bénéficiaire ou à ses biens.

Mondial Assistance ne saurait être tenue pour responsable d'un éventuel fait illicite ou de préjudice de quelque nature que ce soit qu'un Bénéficiaire pourrait subir du fait d'un prestataire, ou qu'un prestataire pourrait subir du fait du Bénéficiaire. En conséquence, le Bénéficiaire renonce à tout recours à l'encontre de Mondial Assistance de ce fait.

Mondial Assistance se réserve le droit de demander au prestataire ou au Bénéficiaire, tout acte, pièce, facture, etc., de nature à établir la matérialité de l'événement ouvrant droit au bénéfice des prestations.

Mondial Assistance ne peut répondre des manquements ou contretemps qui résulteraient du non-respect par le Bénéficiaire des dispositions qui précèdent et serait en droit de réclamer au Bénéficiaire le remboursement des frais exposés.

L'organisation par le Bénéficiaire ou par son entourage de l'une des prestations énoncées dans la présente convention ne peut donner lieu à remboursement.

1. LES EXCLUSIONS DE LA GARANTIE

La Garantie ne s'applique jamais aux événements suivants :

- 1) pannes affectant des appareils autres que ceux figurant sur la liste des Appareils garantis,
- 2) appareils faisant l'objet d'un usage commercial, professionnel ou industriel,
- 3) dommages imputables à toute cause d'origine externe à l'Appareil garanti : vol, chute, inondation, incendie, accident domestique, les pannes ou dysfonctionnements dont l'origine est un dommage causé par la foudre ou par l'action de l'électricité tel que court-circuit, chute de tension, surtension de l'Appareil garanti,
- 4) dommages résultant d'une utilisation non conforme aux prescriptions du constructeur ou d'un défaut d'entretien, de nettoyage, de vidange,
- 5) dysfonctionnements ayant pour origine la corrosion, l'usure et/ou la détérioration graduelle de l'appareil et de ses composants,
- 6) dysfonctionnements résultant d'un mauvais branchement,
- 7) dysfonctionnements résultant des modifications des caractéristiques d'origine de l'Appareil garanti apportées par le Bénéficiaire,
- 8) dommages d'ordre esthétique: rayures, éraflures ou un défaut affectant l'extérieur de l'Appareil garanti n'empêchant pas son bon fonctionnement,
- 9) conséquences des actes intentionnels et/ou dolosifs du Bénéficiaire,
- 10) appareils livrés défectueux ainsi que l'ensemble des frais, dommages et préjudices entraînés par leur remplacement, retrait ou remise en l'état,
- 11) dommages résultant des vices cachés de l'appareil (article 1641 du Code civil),
- 12) appareils dont le numéro (et/ou les références) a été enlevé, modifié ou est illisible,

- appareils pour lesquels la facture d'achat initial ne peut pas être présentée lors de l'intervention ou lorsque celle dernière est illisible ou raturée.

En outre, sont exclus les frais de réglages accessibles à l'utilisateur sans démontage de l'appareil, ainsi que les vérifications, nettoyages, réglages et essais non consécutifs à une panne garantie.

1. Ce que vous devez faire en cas de PANNE

Toute demande de mise en œuvre des présentes conditions générales doit être formée directement par le Bénéficiaire auprès de Mondial Assistance en composant le numéro de ligne dédiée suivant :

01 42 99 02 70

accessible, 6 jours sur 7 et de 9h à 18h en indiquant :

- la référence produit de l'Appareil garanti et le numéro de la facture initiale d'achat,
- le nom et le prénom du Bénéficiaire,
- l'adresse exacte du Bénéficiaire,
- le numéro de téléphone où le Bénéficiaire peut être joint,
- la formule souscrite,

Il sera demandé de présenter les documents suivants lors de l'intervention :

- la facture d'origine de l'Appareil garanti,
- le certificat de garantie du constructeur,
- le contrat d'extension de garantie souscrit.

Les interventions des réparateurs seront organisées du lundi au samedi selon les horaires d'ouverture du prestataire mandaté.

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

1. PRISE D'EFFET ET DE CESSATION DES GARANTIES

La date d'effet et la durée de la Garantie dépend de la Formule souscrite/offerte :

La Garantie prend effet le jour de la mise à disposition de l'Appareil garanti, c'est-à-dire au jour d'achat ou de la date livraison de l'Appareil garanti.

La Garantie est d'une durée ferme de 5 ans pour les Formules 1 et 2 et d'une durée ferme de 3 ans pour la Formule 3. La Garantie est liée à l'achat concomitant d'un Appareil garanti.

La Garantie cesse de plein droit à l'issue de cette période de 3 ou 5 ans ou le jour où l'Appareil garanti est remplacé au titre de la Garantie.

1. GARANTIES LEGALES DU VENDEUR

Le refus d'intervention au titre de la Garantie ne saurait priver le Bénéficiaire de son recours contre le vendeur au titre des garanties légales qui lui incombent.

Il est rappelé que le vendeur est tenu de la garantie à raison des défauts cachés de la chose vendue, dont le régime est décrit aux articles 1641 à 1649 et 2232 du Code civil.

Par ailleurs, le vendeur est tenu de la garantie de conformité, conformément aux articles L211-4 et suivants du Code de la consommation.

Conformément aux exigences de l'article L211-15 du Code de la consommation, Vous trouverez ci-dessous des extraits du Code civil et du Code de la consommation afférents aux garanties légales du vendeur :

I : Article 1641 du Code civil

« Le vendeur est tenu de la garantie à raison des défauts cachés de la chose vendue qui la rendent impropre à l'usage auquel on la destine, ou qui diminuent tellement cet usage que l'acheteur ne l'aurait pas acquise, ou n'en aurait donné qu'un moindre prix, s'il les avait connus. »

I : Article 1648 du Code civil

« L'action résultant des vices rédhibitoires doit être intentée par l'acquéreur dans un délai de deux ans à compter de la découverte du vice. (...) »

I : Article L211-4 du Code de la consommation

« Le vendeur est tenu de livrer un bien conforme au contrat et répond des défauts de conformité existant lors de la délivrance.

Il répond également des défauts de conformité résultant de l'emballage, des instructions de montage ou de l'installation lorsqu'elle a été mise à sa charge par le contrat ou a été réalisée sous sa responsabilité. »

II Article L211-5 du Code de la consommation

« Pour être conforme au contrat, le bien doit :

1° Être propre à l'usage habituellement attendu d'un bien semblable et, le cas échéant :

- correspondre à la description donnée par le vendeur et posséder les qualités que celui-ci a présentées à l'acheteur sous forme d'échantillon ou de modèle ;

- présenter les qualités qu'un acheteur peut légitimement attendre eu égard aux déclarations publiques faites par le vendeur, par le producteur ou par son représentant, notamment dans la publicité ou l'étiquetage ;

2° Ou présenter les caractéristiques définies d'un commun accord par les parties ou être propre à tout usage spécial recherché par l'acheteur, porté à la connaissance du vendeur et que ce dernier a accepté. »

III Article L211-12 du Code de la consommation

« L'action résultant du défaut de conformité se prescrit par deux ans à compter de la délivrance du bien. »

1. LES MODALITÉS D'EXAMEN DES RÉCLAMATIONS

Lorsqu'un Bénéficiaire est mécontent du traitement de sa demande, sa première démarche doit être d'en informer son interlocuteur habituel pour que la nature de son insatisfaction soit comprise et que des solutions soient recherchées.

En cas de désaccord, le Bénéficiaire peut adresser une réclamation à l'adresse suivante : MONDIAL ASSISTANCE FRANCE SAS, Service Traitement des Réclamations, TSA 20043, 75379 Paris cedex 08.

Un accusé de réception parviendra à l'assuré dans les 10 (dix) jours ouvrables (hors dimanches et jours fériés) à compter de la réception de la réclamation, sauf si la réponse à sa réclamation lui est transmise dans ces délais.

Une réponse lui sera fournie au plus tard dans les 2 (deux) mois suivant la date de réception de sa réclamation, hors survenance de circonstances particulières.

1. LOI INFORMATIQUE ET LIBERTÉS

Les Parties s'engagent à exécuter le présent Accord, dans le strict respect des dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004.

Chaque Partie s'engage à effectuer, à tout moment, les déclarations et/ou autorisations nécessaires, notamment auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés, du fait de l'exécution de l'Accord de Partenariat.

MONDIAL ASSISTANCE dispose de moyens informatiques destinés à gérer les prestations du Contrat de garantie.

Les informations enregistrées sont réservées aux gestionnaires des Contrats de garantie et sont communiquées à la société Mondial Assistance Indian Ocean, située en dehors de l'Union Européenne (Ile Maurice).

Ce destinataire aura communication des données suivantes : nom, prénom, coordonnées, formule souscrite, famille du produit garanti.

La transmission de ces données à Mondial Assistance Indian Ocean est destinée à la mise en œuvre des prestations des Contrats de garantie.

Pour assurer un niveau de protection suffisant des données personnelles, le transfert de données est encadré par les clauses contractuelles types établies par la Commission Européenne.

Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée en 2004 relatives à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant à :

Mondial Assistance France SAS

Direction Technique – Service Juridique

Tour Gallieni II
36, avenue du Général de Gaulle
93175 Bagnolet Cedex

En application de sa politique de maîtrise des risques et de la lutte anti-fraude, MONDIAL ASSISTANCE se réserve le droit de procéder à tout contrôle des informations transmises lors de l'exécution et de la gestion des prestations.

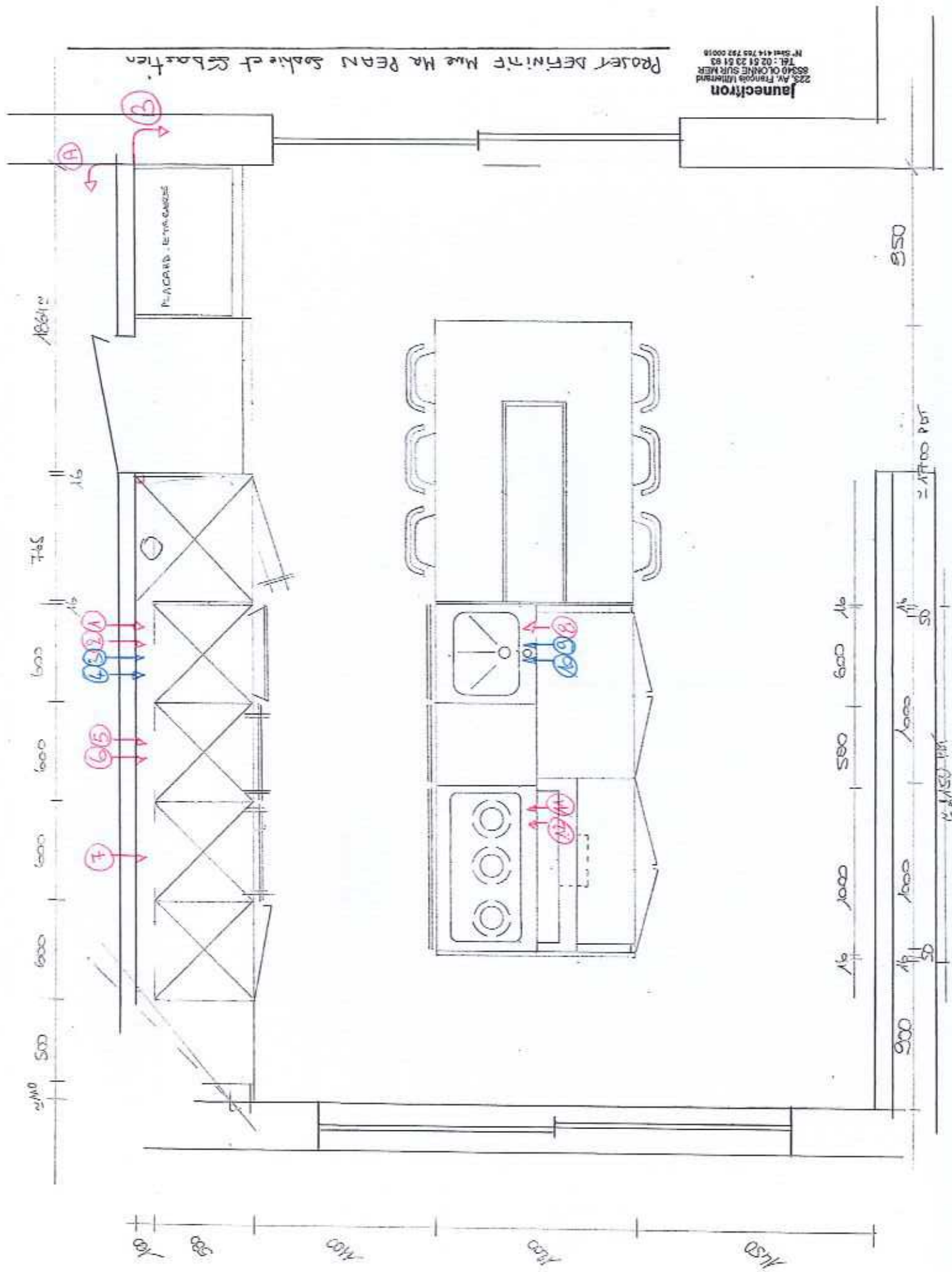
1. LANGUE UTILISEE ET LOI APPLICABLE

Les présentes conditions générales sont régies par la loi française.

La langue utilisée pour l'exécution des présentes conditions générales est le français.

Jaunection
 223 Av. Franklin D. Roosevelt
 8340 OLIVIER SUR MER
 TEL : 02 61 23 61 83
 N° SIRET 414 752 782 00018

PROJET DEFINITIF MISE HA PEAN Soudie et Soudie



PLAN TECHNIQUE ELECTRIQUE ET PLOMBERIE

jaune citron
223 Av. François Mitterrand
95340 CLONNE SUR MER
Tél : 02 61 23 51 53
N° Siret 414 786 702 00018

→ Sébastien

CHANTIER RUE MR PEAN Sophie et Sébastien

- Planning. S.A. Lundi 26.04 Dépose S.H30. 2 personnes Jaune Citron
Mardi 27.04 + Peinture la zébrure - plac + peinture
Mercredi 28.04 - Electricité
SAB - du 03 au 06.05 Pose nouvelle cuisine
finir du 10.05.

LE CLIENT

Facture correspondante : 00001463
 Client : Sébastien PEAN
 Votre référence client : ACD2001284
 Adresse d'intervention : 11 La Renardière, 85430 Aubigny-Les Clouzeaux, France
 Attestation TVA : Le client atteste que l'intervention concerne un immeuble achevé depuis plus de deux ans.

APPAREIL

DÉTAIL DE L'INTERVENTION

Désignation	Qt.	TVA	Total TTC
Entretien poêle à bois Nettoyage du conduit	1	5.5%	79.00 €
TOTAL TTC : 79.00 €			

RAPPORT DE L'INTERVENANT

Intervenant : **SÉBASTIEN ÉVEILLÉ**
 Rendez-vous effectué : **Oui ✓**
 Paiement reçu : **Non ✗**

CONTRÔLE DE L'INSTALLATION

Contrôle du conduit de raccordement : **Aucune anomalie apparente constatée**
 Mauvais état du conduit : **Non ✗**

CONCLUSION DE L'INTERVENTION

Après ramonage de votre installation, le présent certificat : **Atteste de la vacuité du conduit sur tout son parcours**
 Présence de bistre dans le conduit (Prévoir un débistrage) : **Non ✗**

Le D.T.U 24.1 et la RSDT exigent au minimum deux ramonages par an pour tous les appareils de chauffage à bois, dont un pendant la période de chauffe.

Le technicien est dans l'obligation de vous informer des éventuelles anomalies constatées de votre installation. L'utilisation des installations de chauffage au bois sont régies par des règles de sécurité très strictes qui se doivent obligatoirement d'être respectées.

Signature du client :



Libeller vos chèques à ES Ramonage ou effectuer un virement
 RIB : 14706 00132 73976405320 01 - BIC : AGRIFRPP847
 IBAN : FR76 1470 6001 3273 9764 0532 001

ES Ramonage - 07.85.93.80.21 - contact@es-ramonage.fr - 48 Bis Rue Georges Clemenceau, Saint Florent des Bois, 85310 Rives de L'Yon.

SIRET : 19759437000016 - NAF : 4399D - TVA : FR72897594370

1/1

Facture

N° 10004683

MONSIEUR PEAN Sébastien

11 bis rue de la Renardière

85430 LES CLOUZEUX

Le : 28/06/2023

Adresse des Travaux :

MR PEAN Sébastien

11 bis rue de la Renardière

85430 LES CLOUZEUX

Assurance : SMABTP Nantes

N° 271899Q1244001 / 001 590720/0

Désignation	U	Qté	P. U.	Montant	TVA
Contrat No CT000935					
Période du 01/01/2023 au 31/12/2023					
Contrat d'entretien de la pompe à chaleur air/eau, pompes à chaleur air/air de la ventilation double flux, de la climatisation de cave, chauffe-eau solaire.					
Montant pompe à chaleur air/eau - ballon solaire - double flux		1,00	133,81	133,81	3
Montant pompe à chaleur air/air		1,00	133,81	133,81	1

C	Montant HT	T.V.A.	Montant TVA	Montant TTC
1	133,81	10,00	13,38	147,19
3	133,81	5,50	7,36	141,17

TOTAL H.T. 267,62 €

TOTAL T.V.A. 20,74 €

TOTAL T.T.C. 288,36 €

Date Echéance 31/07/2023 Montant 288,36 Mode de Règlement VIREMENT A 30 JOURS FIN DE MOIS

NET A PAYER 288,36 €

IBAN : FR76 3004 7142 0200 0365 1040 125 - BIC CMCIFRPP

Loi 2012-387 du 22/03/2012 - Pénalité de retard au taux d'intérêt légal majoré de 50 %. Forfait pour frais de recouvrement 10 €.



Accréditation préfectorale n°85-03-0078 nous autorisant le maniement des gaz frigorigènes conformément à l'article 4 de décret n°92-1971 du 7 décembre 1992

TRICHET LOUÉ ENERGIES - 15 rue Camarèse - BP 39 - LA MOTTE ACHARD - 85150 LES ACHARDS

Tel : 02 51 05 03 63 - Fax : 02 51 05 03 49 - sav@tlenergies.com - www.trichetloue.com

SARL au capital de Capital 100 000 € - TVA FR1743389718 - SIRET: 43393071800022 Code APE : 4322B - RIB CIO LES SABLES D'OULONNE 38047 14202 020 3856041 25

RGE n°E47650

Le client déclare expressément avoir fait son affaire personnelle de tout agrément ou autorisation nécessaire pour la réalisation des travaux et installations commandés, que cet agrément ou autorisation lui soit imposé par la loi (règlement d'urbanisme notamment) ou par un accord privé (règlement de copropriété, bail, etc...). En conséquence, il s'interdit tout recours à l'encontre de l'entreprise sur ce point, la présente commande ne pouvant non plus être suspendue ou annulée pour non respect desdites règles.

RESERVE DE PROPRIETE (loi du 12 mai 1988) : Conformément à nos Conditions Générales de Vente, les matériels livrés restent notre propriété jusqu'au paiement intégral des factures correspondantes.

GARANTIES : Les matériaux et appareillages subissent les garanties des fabricants, main d'œuvre non comprises.

DEVIS : Ne nous engageant que dans la limite où l'exécution des travaux est conforme à la description quantitative et qualitative initiale. Les PRIX indiqués sont ceux figurant aux tarifs en vigueur à la date du devis. Il peuvent, sauf conditions particulières, donner lieu à des majorations correspondantes à celles appliquées par nos fournisseurs ainsi qu'aux hausses officielles de la main-d'œuvre, à la date des travaux. Tous travaux supplémentaires au devis seront facturés suivant les tarifs en cours à la date de leur exécution.

FACTURATION : En cas de devis, facturation suivant devis compris tant des travaux en plus ou en moins. En cas de travaux en régie, facturation établie suivant le mètre d'exécution, les prix applicables étant ceux en vigueur à la date de leur exécution (série en vigueur dans le département de la Vendée) ou à défaut d'après la série générale des architectes avec l'abattement de zone. Tout M d'œuvre commencé est facturé. Le temps d'intervention est décompté à partir du lieu d'embauche ou du site du précédent client.

REGLLEMENT : Nos fournitures et travaux sont payables à réception de facture ou suivant les conditions impératives des devis. Toute dérogation doit faire l'objet d'une lettre d'accord de notre part. Dans le cas d'un devis accepté versement d'un acompte de 25%.

CLAUSE GENERALE : En cas de recouvrement par voie d'huissier, contentieuse, liquidation amiable, judiciaire ou faillite, nos créances seront majorées de 15 % représentant les frais de recouvrement.

REGLLEMENT DES LITIGES : Tout litige relatif à la présente prestation, même en cas de recours en garantie ou de pluralité de défendeurs, sera à défaut d'accord amiable de la compétence exclusive du Tribunal de Commerce de LA ROCHE SUR YON, si les parties sont commerçantes à défaut de la compétence des juridictions civiles.



MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité



Ce QR Code peut servir à vérifier
l'authenticité des données contenues
dans ce document.

ÉTAT DES RISQUES RÉGLEMENTÉS POUR L'INFORMATIONS DES ACQUÉREURS ET DES LOCATAIRES

Établi le 13 mars 2023

La loi du 30 juillet 2003 a institué une obligation d'information des acquéreurs et locataires (IAL) : le propriétaire d'un bien immobilier (bâti ou non bâti) est tenu d'informer l'acquéreur ou le locataire du bien sur certains risques majeurs auquel ce bien est exposé, au moyen d'un état des risques, ceci afin de bien les informer et de faciliter la mise en œuvre des mesures de protection éventuelles.

Attention! Le non respect de ces obligations peut entraîner une annulation du contrat ou une réfaction du prix.

Ce document est un état des risques pré-rempli mis à disposition par l'État depuis www.georisques.gouv.fr. Il répond au modèle arrêté par le ministre chargé de la prévention des risques prévu par l'article R. 125-26 du code de l'environnement.

Il appartient au propriétaire du bien de vérifier l'exactitude de ces informations autant que de besoin et, le cas échéant, de les compléter à partir de celles disponibles sur le site internet de la préfecture ou de celles dont ils disposent, notamment les sinistres que le bien a subis.

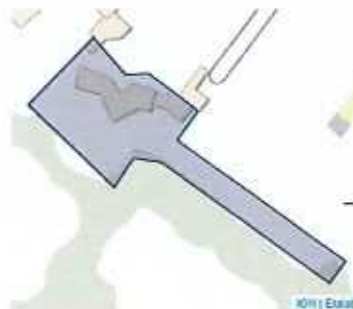
En complément, il aborde en annexe d'autres risques référencés auxquels la parcelle est exposée.

Cet état des risques réglementés pour l'information des acquéreurs et des locataires (ERRIAL) est établi pour les parcelles mentionnées ci-dessous.

PARCELLE(S)

85430 AUBIGNY-LES CLOUZEUX

Code parcelle :
069-YD-209



Parcelle(s) : 069-YD-209, 85430 AUBIGNY-LES CLOUZEUX

1 / 9 pages

RISQUES FAISANT L'OBJET D'UNE OBLIGATION D'INFORMATION AU TITRE DE L'IAL

SISMICITÉ : 3/5



- 1 - très faible
- 2 - faible
- 3 - modéré
- 4 - moyen
- 5 - fort

Un tremblement de terre ou séisme, est un ensemble de secousses et de déformations brusques de l'écorce terrestre (surface de la Terre). Le zonage sismique détermine l'importance de l'exposition au risque sismique.



RADON : 3/3



- 1 : potentiel radon faible
- 2 : potentiel radon moyen
- 3 : potentiel radon significatif

Le radon est un gaz radioactif naturel inodore, incolore et inerte. Ce gaz est présent partout dans les sols et il s'accumule dans les espaces clos, notamment dans les bâtiments.



RECOMMANDATIONS

Sismicité

Pour le bâti neuf et pour certains travaux lourds sur le bâti existant, en fonction de la zone de sismicité et du type de construction, des dispositions spécifiques à mettre en œuvre s'appliquent lors de la construction

Un guide interactif est proposé pour identifier précisément les dispositions à prendre en compte selon votre localisation, votre type d'habitat ou votre projet. Il est consultable à l'adresse suivante : <http://www.planseisme.fr/-Didacticiel-.html>

Pour connaître les consignes à appliquer en cas de séisme, vous pouvez consulter le site :

<https://www.gouvernement.fr/risques/seismo>

Radon

Le bien est situé dans une zone à potentiel radon significatif. En plus des bonnes pratiques de qualité de l'air (aérer quotidiennement le logement par ouverture des fenêtres au moins 10 minutes par jour, ne pas obstruer les systèmes de ventilation), il est donc fortement recommandé de procéder au mesurage du radon dans le bien afin de s'assurer que sa concentration est inférieure au niveau de référence fixé à 300 Bq/m³, et idéalement la plus basse raisonnablement possible. Il est conseillé de faire appel à des professionnels du bâtiment pour réaliser un diagnostic de la situation et vous aider à choisir les solutions les plus adaptées selon le type de logement et la mesure. Ces solutions peuvent être mises en œuvre progressivement en fonction des difficultés de réalisation ou de leur coût. À l'issue des travaux, vous devrez réaliser de nouvelles mesures de radon pour vérifier leur efficacité.

AUTRES INFORMATIONS

POLLUTION DES SOLS



Votre parcelle ne figure pas dans l'inventaire :

- des installations classées soumises à enregistrement ou à autorisation
- des secteurs d'information sur les sols

RISQUES TECHNOLOGIQUES



Il n'y a pas de plan de prévention des risques recensé sur les risques technologiques.

RISQUES MINIERS



Il n'y a pas de plan de prévention des risques recensé sur les risques miniers.

RISQUES NATURELS



Il n'y a pas de plan de prévention des risques recensé sur les risques naturels.

BRUIT



La parcelle n'est pas concernée par un plan d'exposition au bruit d'un aéroport.

INFORMATIONS À PRÉCISER PAR LE VENDEUR / BAILLEUR

INFORMATION RELATIVE AUX SINISTRES INDEMNISÉS PAR L'ASSURANCE SUITE À UNE CATASTROPHE NATURELLE, MINIÈRE OU TECHNOLOGIQUE

Le bien a-t-il fait l'objet d'indemnisation par une assurance suite à des dégâts liés à une catastrophe ? ☐ Oui ☒ Non

Vous trouverez la liste des arrêtés de catastrophes naturelles pris sur la commune en annexe 2 ci-après (s'il y en a eu).

Les parties signataires à l'acte certifient avoir pris connaissance des informations restituées dans ce document et certifient avoir été en mesure de les corriger et le cas échéant de les compléter à partir des informations disponibles sur le site internet de la Préfecture ou d'informations concernant le bien, notamment les sinistres que le bien a subis.

SIGNATURES

Vendeur / Bailleur

Date et lieu

Acheteur / Locataire

ANNEXE 1 : RISQUES NE FAISANT PAS L'OBJET D'UNE OBLIGATION D'INFORMATION AU TITRE DE L'IAL

ARGILE : 0/3



- 1 : Exposition faible
- 2 : Exposition moyenne
- 3 : Exposition fort

Les sols argileux évoluent en fonction de leur teneur en eau. De fortes variations d'eau (sécheresse ou d'apport massif d'eau) peuvent donc fragiliser progressivement les constructions (notamment les maisons individuelles aux fondations superficielles) suite à des gonflements et des tassements du sol, et entraîner des dégâts pouvant être importants. Le zonage argile identifie les zones exposées à ce phénomène de retrait-gonflement selon leur degré d'exposition.

Exposition nulle : aucune présence de sols argileux n'a été identifiée selon les cartes géologiques actuelles. Toutefois il peut y avoir des poches ponctuelles de sols argileux.



POLLUTION DES SOLS (500 m)



Les pollutions des sols peuvent présenter un risque sanitaire lors des changements d'usage des sols (travaux, aménagements, changement d'affectation des terrains) si elles ne sont pas prises en compte dans le cadre du projet.

Dans un rayon de 500 m autour de votre parcelle, sont identifiés :

- 1 site(s) potentiellement pollué(s), référencé(s) dans l'inventaire des sites ayant accueilli par le passé une activité qui a pu générer une pollution des sols (CASIAS).



INONDATIONS



Votre bien est situé sur une commune figurant dans un atlas des zones inondables (AZI) qui modélisent les risques potentiels à partir des dernières inondations connues.

ANNEXE 2 : LISTE DES ARRÊTÉS CAT-NAT PRIS SUR LA COMMUNE

Cette liste est utile notamment pour renseigner la question de l'état des risques relative aux sinistres indemnisés par l'assurance à la suite d'une catastrophe naturelle.

Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles (CAT-NAT) : 15

Source : CCR

Inondations et/ou Coulées de Boue : 8

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
INTE0000045A	29/09/1999	30/09/1999	07/02/2000	28/02/2000
INTE0000591A	25/07/2000	25/07/2000	25/10/2000	15/11/2000
INTE1625246A	20/05/2016	28/05/2016	16/09/2016	20/10/2016
INTE9300315A	03/12/1992	05/12/1992	23/06/1993	08/07/1993
INTE9800067A	15/08/1997	15/08/1997	12/03/1998	28/03/1998
INTE9900627A	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
IOCE1005933A	27/02/2010	01/03/2010	01/03/2010	02/03/2010
NOR19830516	01/04/1983	28/04/1983	16/05/1983	18/05/1983

Sécheresse : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
INTE1824834A	01/01/2017	31/12/2017	18/09/2018	20/10/2018
INTE1920338A	01/10/2018	31/12/2018	16/07/2019	09/08/2019
INTE9300656A	01/06/1991	30/09/1992	06/12/1993	28/12/1993
IOCE0804637A	01/07/2005	30/09/2005	20/02/2008	22/02/2008

Mouvement de Terrain : 2

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
INTE9900627A	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
IOCE1005933A	27/02/2010	01/03/2010	01/03/2010	02/03/2010

Chocs Mécaniques liés à l'action des Vagues : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
IOCE1005933A	27/02/2010	01/03/2010	01/03/2010	02/03/2010

ANNEXE 3 : SITUATION DU RISQUE DE POLLUTION DES SOLS DANS UN RAYON DE 500 M AUTOUR DE VOTRE BIEN

Inventaire CASIAS des anciens sites industriels et activités de services

Nom du site	Fiche détaillée
BUTON AUGUSTE	https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/casias/SSP590340



Base de connaissances

Accueil > Base de Connaissances > Radioactivité et environnement > Expertises environnementales liées à des phénomènes naturels > Le radon

INSTALLATIONS
NUCLÉAIRESSANTÉ ET
RADIOPROTECTIONSURVEILLANCE DE
L'ENVIRONNEMENTNUCLÉAIRE ET
SOCIÉTÉ

MÉDIATHÈQUE

VOS QUESTIONS

GLOSSAIRE

Le radon

Connaître le potentiel radon de ma commune

Au Sommaire

Le risque radon dans les habitations en 10 questions
D'où vient le radon ?
Pourquoi s'en préoccuper ?

Sommes-nous tous exposés ?
Connaître le potentiel radon de ma commune
Comment connaître et réduire son exposition au radon ?

Autres thèmes

mines d'uranium

surveillance Polynésie MIMAUSA

radioécologie radon

sites et sols pollués

surveillance radioactivité

Téléray potentiel radon

origines radioactivité

Sources radioactives

Tchernobyl-Fukushima

Constats radiologiques

régionaux

Etudes radiologiques

de site

ERS Saint-Alban

Pourquoi une cartographie du potentiel radon ?

Le radon est présent en tout point du territoire et sa concentration dans les bâtiments est très variable : de quelques becquerels par mètre-cube ($\text{Bq}\cdot\text{m}^{-3}$) à plusieurs milliers de becquerels par mètre-cube.

Parmi les facteurs influençant les niveaux de concentrations mesurées dans les bâtiments, la géologie, en particulier la teneur en uranium des terrains sous-jacents, est l'un des plus déterminants. Elle détermine le potentiel radon des formations géologiques : sur une zone géographique donnée, plus le potentiel est important, plus la probabilité de présence de radon à des niveaux élevés dans les bâtiments est forte. Sur certains secteurs, l'existence de caractéristiques particulières du sous-sol (failles, ouvrages miniers, sources hydrothermales) peut constituer un facteur aggravant en facilitant les conditions de transfert du radon vers la surface et ainsi conduire à modifier localement le potentiel.

La connaissance des caractéristiques des formations géologiques sur le territoire rend ainsi possible l'établissement d'une cartographie des zones sur lesquelles la présence de radon à des concentrations élevées dans les bâtiments est la plus probable. Ce travail a été réalisé par l'IRSN à la demande de l'Autorité de Sûreté Nucléaire et a permis d'établir une cartographie du potentiel radon des formations géologiques du territoire métropolitain et de l'Outre-Mer.

[En savoir plus sur la cartographie du potentiel radon](#)

Le radon - épisode 3 : comment savoir ...



Découvrez la [phylogénie radon](#)

La cartographie du potentiel du radon des formations géologiques établie par l'IRSN conduit à classer les communes en 3 catégories :

Catégorie 1

Les communes à potentiel radon de catégorie 1 sont celles localisées sur les formations géologiques présentant les teneurs en uranium les plus faibles. Ces formations correspondent notamment aux formations calcaires, sableuses et argileuses constitutives des grands bassins sédimentaires (bassin parisien, bassin aquitain) et à des formations volcaniques basaltiques (massif central, Polynésie française, Antilles...).

Sur ces formations, une grande majorité de bâtiments présente des concentrations en radon faibles. Les résultats de la [campagne nationale de mesure](#) en France métropolitaine montrent ainsi que seulement 70% des bâtiments dépassent 100 Bq.m⁻³ et moins de 2% dépassent 300 Bq.m⁻³.

Catégorie 2

Les communes à potentiel radon de catégorie 2 sont celles localisées sur des formations géologiques présentant des teneurs en uranium faibles mais sur lesquelles des facteurs géologiques particuliers peuvent faciliter le transfert du radon vers les bâtiments.

Les communes concernées sont notamment celles recoupées par des failles importantes ou dont le sous-sol abrite des ouvrages miniers souterrains... Ces conditions géologiques particulières peuvent localement faciliter le transport du radon depuis la roche jusqu'à la surface du sol et ainsi augmenter la probabilité de concentrations élevées dans les bâtiments.

Catégorie 3

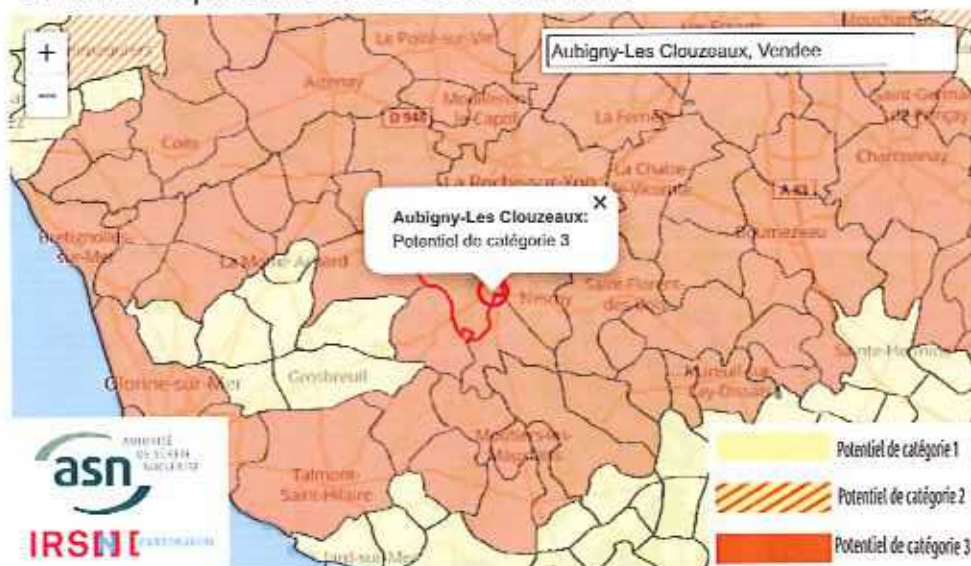
Les communes à potentiel radon de catégorie 3 sont celles qui, sur au moins une partie de leur superficie, présentent des formations géologiques dont les teneurs en uranium sont estimées plus élevées comparativement aux autres formations. Les formations concernées sont notamment celles constitutives de massifs granitiques (massif armoricain, massif central, Guyane française...), certaines formations volcaniques (massif central, Polynésie française, Mayotte...) mais également certains grès et schistes noirs.

Sur ces formations plus riches en uranium, la proportion des bâtiments présentant des concentrations en radon élevées est plus importante que sur le reste du territoire. Les résultats de la [campagne nationale de mesure](#) en France métropolitaine montrent ainsi que plus de 40% des bâtiments situés sur ces terrains dépassent 100 Bq.m⁻³ et plus de 10% dépassent 300 Bq.m⁻³.

Remarque : dans le cas des communes de superficie importante - comme c'est le cas en particulier pour certains Outre-Mer -, les formations concernées n'occupent parfois qu'une proportion limitée du territoire communal. Dans ce cas, la cartographie par commune ne représente pas la surface réelle d'un territoire affectée par un potentiel radon mais, en quelque sorte, la probabilité qu'il y ait sur le territoire d'une commune une source d'exposition au radon élevée, même très localisée. Afin de visualiser différentes zones au sein du territoire communal et de mieux apprécier le potentiel radon réel sur ce territoire, il convient de se référer à la cartographie représentée selon les contours des formations géologiques.

[En savoir plus sur la cartographie du potentiel radon.](#)

Connaître le potentiel radon de sa commune



Guyane



Antilles françaises



Saint-Pierre-et-Miquelon



Mayotte



Wallis et Futuna

Polynésie française

Nouvelle-Calédonie

La Réunion

A noter : notre outil cartographique ne fonctionne pas avec les versions antérieures à Internet Explorer 8.



Qu'en conclure pour mon habitation ?

Le potentiel radon fournit un niveau de risque relatif à l'échelle d'une commune, il ne présage en rien des concentrations présentes dans votre habitation, celles-ci dépendant de multiples autres facteurs (étanchéité de l'interface entre le bâtiment et le sol, taux de renouvellement de l'air intérieur...).

Le fait que votre habitation soit localisée dans une commune à potentiel radon de catégorie 3 ne signifie pas forcément qu'elle présente des concentrations en radon importantes. Elle a toutefois nettement plus de risque d'en présenter que la même maison située dans une commune à potentiel radon de catégorie 1. Les concentrations peuvent par ailleurs atteindre des niveaux très élevés pour des caractéristiques architecturales ou des conditions de ventilation défavorables. Compte-tenu du risque sur la santé associé au radon, il est dans ce cas important d'évaluer plus précisément l'exposition à laquelle vous êtes soumis.

Évaluer votre exposition nécessite de réaliser un dépistage de votre habitation. Ce dépistage consiste à mesurer les concentrations du radon à l'aide de détecteurs (dosimètres radon) qu'il est possible de placer soi-même. Pour que cette mesure soit représentative, elle doit être effectuée dans les pièces de vie principales, sur une durée de plusieurs semaines et de préférence sur la période hivernale ([en savoir plus sur le protocole de mesure](#)). Le coût d'acquisition et de développement de ces détecteurs s'élève à quelques dizaines d'euros.

Lorsque la concentration mesurée s'avère élevée, il est alors nécessaire de rechercher des solutions pour réduire l'exposition au radon. Ces solutions consistent à limiter l'entrée du radon dans le bâtiment, en renforçant l'étanchéité entre le sol et le bâtiment, et à éliminer le radon en favorisant le renouvellement de l'air intérieur (aération, ventilation).

[Plus d'informations sur les techniques de réduction du radon.](#)

Note : Dans le cas de certains lieux ouverts au public et de certains lieux de travail, ce dépistage est obligatoire et doit être effectué par des organismes agréés. Pour en savoir plus sur le sujet : [La réglementation](#).

Comment se procurer un dosimètre radon et effectuer un dépistage ?

En France, plusieurs sociétés produisent des dosimètres radon et disposent de laboratoires permettant de les analyser. Vous pouvez contacter ces sociétés via leurs sites internet pour réaliser vous-même le dépistage :

- [Analyse-radon](#) (société [Aljade](#) et [Dosirad](#))
- [Santé Radon](#) (société [Pe@rl](#)).
- [Radonova laboratories](#).
- [Eurofins](#)

Vous pouvez également contacter un organisme agréé pour la mesure du radon afin qu'il vienne réaliser les mesures à votre domicile. Vous trouverez [la liste des organismes agréés sur le site de l'Autorité de sûreté nucléaire \(cf. liste des organismes agréés de niveau 1 option A\)](#).

Quelle prévention en milieu professionnel ?

Depuis 1987, le radon est classé par le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC, Organisation mondiale de la santé) comme cancérigène certain pour le poumon. D'après les données épidémiologiques disponibles, il y aurait environ 3 000 cas de cancers du poumon attribuables au radon par an en France.

Depuis le 1^{er} juillet 2018, la réglementation intègre ce risque dans la démarche de prévention des risques professionnels.

Retrouvez le dossier dédié [Le risque radon en milieu professionnel](#).

4 minutes pour comprendre - Le radon en milieu profession...



(Dernière mise à jour : janvier 2021)

Page 6 de 7

L'IRSN

Présentation et missions
Implantation et plans d'accès
Organigramme
Offres d'emplois
Offres de stages
Contact

RECHERCHE

Équipes de recherche
Programmes de recherche
Collaborations scientifiques
Publications scientifiques
Thèses / Post-docs / HDR

PRESTATIONS ET FORMATIONS

Payer vos factures par carte bancaire
Examen du GAMARJ
Prestations en dosimétrie et
radioprotection
Prestations et études environnementales
Prestations pour les installations
nucléaires et industrielles
Formations Radioprotection et PCR
Formations Sécurité nucléaire
Formation Sécurité nucléaire
Laboratoire de Dosimétrie de l'IRSN

S'INFORMER

Actualités
Actualités scientifiques
Avis aux autorités
Rapport d'expertise
Rapports aux groupes permanents
d'experts

PUBLICATIONS

Rapport annuel
Baromètre IRSN
Magazine Repères
Cahier partenarial Pour la science
Ouvrages scientifiques
Publications pour les professionnels



Recevez la newsletter

Saisissez votre adresse email

S'ABONNER

Suivez-nous



© Copyright 2023 - IRSN

[Rapport annuel](#) | [Contactez-nous](#) | [Plan du site](#) | [Glossaire](#) | [Mentions légales](#) | [Politique de données](#)

ENTREPRISES INTERVENANT POUR LA MAISON

	SOCIETE			
Mur Végétale (Salle Cinéma)	LES JARDINS DE GALLY	44140 LE BIGNON		<u>02.40.75.26.56 - mlaroque@gally.com</u>
Plomberie/Electricité Intérieure	BESSE ELECTRICITE	85310 NESMY		02.51.98.06.06
Electricité Extérieur	DVB ELECTRICITE	85170 LE POIRE SUR VIE		02.51.06.44.00
Chauffage/Climatisation	TRICHET LOUE ENERGIES	85150 LES ACHARDS		02.51.05.03.03
Vitrerie	BRILLO SP	85340 LES SABLES D OLNNE		02.51.32.97.50
Jardin	Sébastien VERONNEAU	85430 AUBIGNY		06.03.56.94.21
Volets roulants/portail	AU THOMAS TISME	85430 LES CLOUZEUX		02.51.43.99.60
Piscine	POOL & CO	85340 LES SABLES D OLNNE		02.51.21.08.13
Pergola	PERADOTTO	85340 LES SABLES D OLNNE		02.51.32.91.79
Alarme Télésurveillance	NEXECUR	72190 COULAINES		09.69.32.55.00
Système Vidéo	Damien VERRON			06.50.68.27.27
Installation Salle de Cinéma	Jérôme MOUSSEAU			06.29.02.33.53
Entretien micro-station	ANC SERVICES	Axel LECOQ		07.71.11.90.94

Liste des annexes :

- plan cadastral
- pouvoirs banque
- offre de prêt
- plan servitude
- plans servitudes
- servitude du 07 janvier 2009
- courriers loi SRU
- AR loi SRU
- certificat d'urbanisme
- alignement et numérotage
- SAFER
- arrêté accordant le permis de construire DAACT et non contestation maison et piscine
- extension arrêté DAACT et non contestation
- panneaux photovoltaïques non opposition DP et DAACT
- abri de jardin DP non opposition et DAACT
- attestation de non contestation panneaux et abri de jardin
- carport arrêté accordant le permis et demande
- factures travaux et assurances entreprises
- rapport DPE et termites du 26 septembre 2022
- rapport termites du 28 juillet 2023
- rapport assainissement et rapport entretien
- état des risques et pollutions
- contrat d'achat de l'énergie électrique
- attestation de conformité
- facture oceanic piscine
- facture cuisine
- certificat de ramonage
- facture entretien pompe à chaleur
- environnement
- liste des entreprises intervenants pour la maison